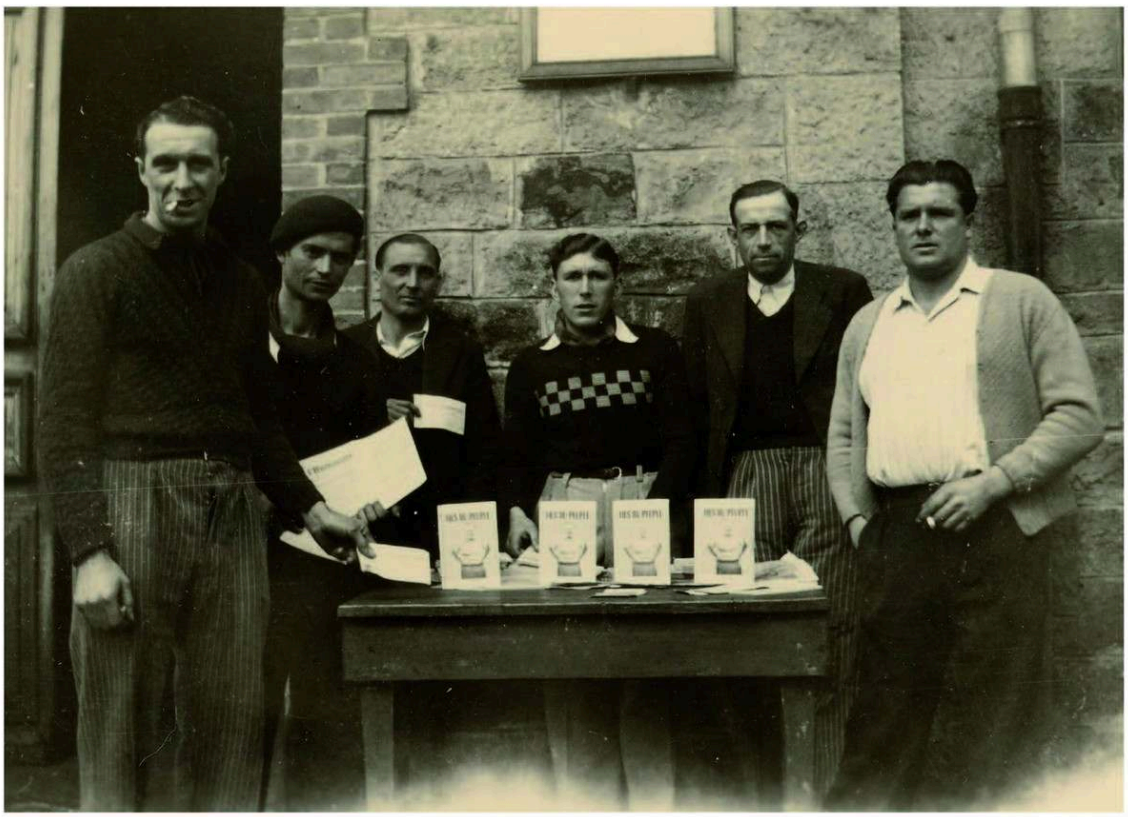
H I S T O I R E

Marie-Cécile Bouju

Lire en communiste

Les Maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968



Presses universitaires de Rennes

Presses universitaires de Rennes

Lire en communiste

Les maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968

Marie-Cécile Bouju

DOI : 10.4000/books.pur.105650
Éditeur : Presses universitaires de Rennes
Lieu d'édition : Rennes
Année d'édition : 2010
Date de mise en ligne : 6 novembre 2019
Collection : Histoire
EAN électronique : 9782753567627

https://books.openedition.org

Édition imprimée
EAN (Édition imprimée) : 9782753512306
Nombre de pages : 362

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Référence électronique
BOUJU, Marie-Cécile. *Lire en communiste : Les maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968.* Nouvelle édition [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010 (généré le 24 mai 2023). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pur/105650>. ISBN : 9782753567627. DOI : https://doi.org/10.4000/books.pur.105650.

© Presses universitaires de Rennes, 2010
Licence OpenEdition Books

RÉSUMÉS

Le Parti communiste français fut un éditeur prolixe. Cette facette d'une des forces politiques majeures de la France des années 1930 aux années 1980 est largement méconnue.
Son activité – 14 maisons d'édition, 2 entreprises de diffusion, un réseau de librairies et un catalogue riche de plus de 3 700 titres au début des années 1970 – est exceptionnelle dans l'histoire de l'édition française contemporaine. Initialement dévouées à l'agit-prop et aux manuels de formation pour les militants communistes, ces structures éditoriales se sont transformées peu à peu en « maisons d'édition » – Librairie de l'Humanité, Bureau d'éditions, Éditions sociales internationales, Hier et Aujourd'hui, Bibliothèque française, Liberté, France d'abord, Cercle d'art, Éditeurs français réunis, La farandole… –, proposant essais, romans, livres pour enfant, livres d'art, accompagnant le PCF dans sa mutation en parti de masse. Mais ces évolutions ne sont pas toutes couronnées de réussite et l'attitude du PCF à l'égard de la lecture est longtemps ambivalente. De surcroît, le marché français du livre est loin d'être bienveillant à l'égard de ces maisons d'édition originales…
À partir de nombreuses sources variées et inédites, ce livre permet de redécouvrir une culture politique majeure, protéiforme, diffusée par un média rarement utilisé à cette échelle par des partis politiques, le livre.

MARIE-CÉCILE BOUJU

Marie-Cécile Bouju, archiviste-paléographe et docteur en histoire, est conservateur des bibliothèques. Elle est chercheur associé au centre de recherche d'Histoire quantitative (CNRS-université de Caen).

HISTOIRE

Marie-Cécile Bouju

Lire en communiste

Les Maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968

Presses universitaires de Rennes

Lire en communiste

Collection « Histoire »

Dirigée par Frédéric Chauvaud, Florian Mazel et Jacqueline Sainclivier

Dernières parutions

Dominique Avon (dir.),
La caricature au risque des autorités politiques et religieuses, 2010, 204 p.

Pascale Barthélémy,
Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957), 2010, 346 p.

Bernard Paillard, Jean-François Simon et Laurent Le Gall (dir.),
En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960, 2010, 396 p.

Paula Cossart,
Le meeting politique de la délibération à la manifestation (1868-1939), 2010, 328 p.

Pierre Prétou,
Crime et justice en Gascogne à la fin du Moyen Âge, 2010, 368 p.

Monique Chatenet et Pierre-Gilles Girault,
Fastes de cour. Les enjeux d'un voyage princier à Blois en 1501, 2010, 176 p.

François Rouquet,
« Mon cher Collègue et Ami. » L'épuration des universitaires (1940-1953), 2010, 224 p.

Laurent Bourquin et Philippe Hamon (dir.),
La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge, 2010, 192 p.

Hervé Le Goff,
La Ligue en Bretagne. Guerre civile et conflit international (1588-1598), 2010, 576 p.

Mickaël Augeron, Jacques Péret et Thierry Sauzeau (dir.),
Le golfe du Saint-Laurent et le Centre-Ouest français. Histoire d'une relation singulière (XVIe-XXe siècle), 2010, 364 p.

Patricia Eichel-Lojkine (dir.),
Claude de Seyssel. Écrire l'histoire, penser le politique en France, à l'aube des temps modernes, 2010, 266 p.

Helen Harden Chenut,
Les ouvrières de la République. Les bonnetières de Troyes sous la Troisième République, 2010, 424 p.

David Do Paço, Mathilde Monge et Laurent Tatarenko (dir.),
Des religions dans la ville. Ressorts et stratégies de coexistence dans l'Europe des XVIe-XVIIIe siècles, 2010, 222 p.

Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky (dir.),
1968, entre libération et libéralisation. La grande bifurcation, 2010, 352 p.

Jean-Louis Panicacci,
L'Occupation italienne. Sud-Est de la France, juin 1940-septembre 1943, 2010, 440 p.

Joëlle Quaghebeur et Sylvain Soleil (dir.),
Le pouvoir et la foi au Moyen Âge en Bretagne et dans l'Europe de l'Ouest. Mélanges en mémoire du professeur Hubert Guillotel, 2010, 750 p.

Philippe Hamon,
L'or des peintres. L'image de l'argent du XVe au XVIIe siècle, 2010, 424 p.

Emmanuel Tronco,
Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883, 2010, 348 p.

Marie-Cécile BOUJU

Lire en communiste

Les maisons d'édition du Parti communiste français 1920-1968

Collection « Histoire »

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES

© Presses universitaires de Rennes
UHB Rennes 2 – Campus de La Harpe
2, rue du doyen Denis-Leroy
35044 Rennes Cedex

www.pur-editions.fr

Mise en page : Mélanie Chiappini pour le compte des PUR

ISBN 978-2-7535-1230-6
Dépôt légal : 2e semestre 2010

À Céline Briet.

Abréviations

ABF	Association des bibliothécaires de France
ABP	Association des bibliothèques prolétariennes
AD	Archives départementales
AEAR	Association des écrivains et artistes révolutionnaires
ALAP	Agence littéraire et artistique parisienne
ARAC	Association républicaine des anciens combattants
BE	Bureau d'Éditions
BEDP	Bureau d'Éditions, de Diffusion et de Publicité
CDL	Comité départemental de Libération
CDLP	Centre de Diffusion du Livre et de la Presse
CDLPJ	Comité de défense de la presse et de la littérature pour la jeunesse
CE	Comité exécutif
CFL	Club français du livre
CFLN	Comité Français de Libération nationale
CRRI	Comité pour la reprise des relations internationales
ESI	Éditions sociales internationales
FNPC	Fédération nationale de la presse clandestine
GFLN	Gouvernement français de la Libération nationale
GIF	Groupe Île-de-France de l'ABF
IC	Internationale communiste
IME	Institut Marx-Engels
IMEL	Institut Marx-Engels-Lénine
MEGA	Marx-Engels Gesamtausgabe
MFP	Messageries françaises de presse
MUR	Mouvements unis de la Résistance
NMPP	Nouvelles messageries de presse parisienne
OMS	Otdel mezhdunarodnoi sviazi (Section pour les liaisons internationales)
PCA	Parti communiste allemand
RAPP	Association des écrivains prolétariens de Russie
SL	Service de liaison

SNE	Syndicat national des éditeurs
UIER	Union internationale des Écrivains révolutionnaires
UFF	Union des femmes françaises
VAPP	Association panunioniste des Écrivains prolétariens
VOKS	Société panrusse pour les relations culturelles avec l'étranger
WEB	West Europäische Büro (Secrétariat pour l'Europe occidentale)

Introduction

> « Il ne faut pas lire pour lire, mais lire en communiste, c'est-à-dire lire pour trouver une réponse aux questions posées par l'actualité et une réponse juste, parce qu'elle puise aux sources de notre doctrine marxiste-léniniste. »
> « Guide de lecture », *La Vie du Parti*, novembre 1947.

Dans notre imaginaire collectif, le livre est un des supports naturels des cultures politiques. L'activité éditoriale du PCF semble illustrer parfaitement cette idée. Entre sa naissance et l'effondrement de Messidor en 1992, le Parti communiste français a fondé de nombreuses entreprises : la Librairie de l'Humanité (1920-1925), le Bureau d'Éditions, de Diffusion et de Publicité (1925-1944), les Éditions sociales internationales (1927-1939), les Publications révolutionnaires (1930-1936), le Comité populaire de propagande (1936-1939), les éditions Hier et Aujourd'hui (1941-1949), la Bibliothèque française (1943-1949), les éditions Liberté (1943-1955), les éditions France d'Abord (1944-1947), les éditions Cercle d'art (1950), les Éditeurs français réunis (1949-1981), la Farandole (1955-1992), le Livre Club Diderot (1967-1992), la Courtille (1971-1992), Messidor (1981-1992). S'y ajoutent deux entreprises de diffusion en librairie, le Cendre de Diffusion du Livre et de la Presse (1932-1978) et Odéon-Diffusion (1958-1965) et une maison d'édition musicale, Chant du Monde (1937).

Cette situation est exceptionnelle dans l'histoire politique contemporaine française : aucun parti politique français ne s'est doté de pareils moyens sur une durée aussi longue. Pourtant la mémoire collective et les travaux historiques ont retenu plus volontiers les noms de Valois, Rieder, des Éditions de Minuit ou Maspero. Cette amnésie interroge sur le poids de l'édition dans la vie politique contemporaine et sur les formes éditoriales qui incarnent la parole politique.

Dans la France contemporaine, avant comme après 1870, le livre politique est en effet absolument marginal économiquement[1]. Mais faiblesse numérique ne signifie pas absence dans l'espace public. L'État et l'Église catholique ont largement utilisé le livre pour promouvoir idées et pratiques politiques ou religieuses, ce qui fit la fortune d'Hachette ou Mame, au travers notamment du manuel scolaire[2]. Les régimes successifs du XIXe siècle se sont surtout inquiétés du contenu des imprimés diffusés dans les milieux les plus populaires, ce qui entraîna la disparition de la librairie de colportage. Crainte justifiée en effet, car libéraux, républicains et le mouvement ouvrier naissant ont su exploiter les formes éditoriales populaires, comme les almanachs à partir des années 1840[3]. Le plus fameux éditeur socialiste du XIXe siècle, Maurice Lachâtre (1814-1900) fut non seulement le premier éditeur français du *Capital* de Marx, mais il choisit de l'éditer *en livraisons*, entre 1872 et 1875[4]. Républicains et socialistes accaparèrent aussi la forme de la collection, dite « bibliothèque », inventée par l'éditeur Gervais Charpentier en 1838, qui permettait de proposer au public une série uniforme dans son aspect matériel et son contenu. La « bibliothèque » devint un des moyens de définir ce qui méritait d'être lu, ce qui était nécessaire et utile au peuple[5]. La censure politique et religieuse s'exerça d'abord sur les publications destinées au plus grand nombre ou aux esprits considérés comme les plus influençables (les pauvres, les femmes et les enfants), plutôt que sur les publications destinées aux élites[6]. Cela se vérifie avec la littérature dite « économique et sociale », textes plus étroitement surveillés, mais pas systématiquement condamnés. Diffusée notamment par des éditeurs de droit et de médecine (Guillaumin, Schleicher ou Giard et Brière[7]), elle répondait à des besoins intellectuels nouveaux : étudier le nouvel ordre social né de la révolution industrielle afin d'en prévenir les débordements.

À partir de 1871 et surtout la loi du 19 juillet 1881, cette littérature quitta la clandestinité et fut liée aux temps forts de la vie politique, principalement les élections. Les années 1880-1900 furent ainsi marquées par

1. J.-Y. Mollier. « L'Édition, 1815-1914 ». *Histoire des droites. T. II : Cultures*. Gallimard, 1992. p. 213-255 ; P. Fouché. « L'Édition, 1914-1992 ». *Op. cit.*, p. 257-292.
2. J. Hébrard. « Le livre ». *Dictionnaire critique de la République.* Flammarion, 2002, p. 916-922 ; - J.-Y. Mollier. « L'Édition, 1815-1914 ». *Op. cit.*
3. R. Gosselin. *Les Almanachs républicains : traditions révolutionnaires et culture politique des masses populaires à Paris, 1840-1851*. L'Harmattan ; Sainte-Foy (Canada) : Presses de l'université de Laval, 1992, 330 p.
4. I. Parent. *Maurice La Châtre et Henri Oriol, deux éditeurs politiques du XIXe siècle*. DEA d'histoire, dir. J.-Y. Mollier : université de Versailles–Saint-Quentin-en-Yvelines, 2001, 146 p. ; - F. Gaudin. « Maurice Lachâtre ». *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.
5. I. Olivero. *L'Invention de la collection : de la diffusion de la littérature et des savoirs à la formation du citoyen du XIXe siècle*. IMEC, 1999, 335 p.
6. C. Charle. « Le Champ de la production littéraire » ; O. et H.-J. Martin. « Le Monde des éditeurs ». *Histoire de l'édition française. T. III : le temps des éditeurs*, Promodis–Cercle de la librairie, 1990, p. 142 et 210-213.
7. V. Tesnière. *Le Quadrige : un siècle d'édition universitaire, 1860-1968*. PUF, 2001, p. 115.

la « littérature du trottoir », faite de chansons, libelles, dessins, brochures diverses diffusées dans la rue par des camelots avec le reste de leur marchandise. Elle était le fait de réseaux politiques plus ou moins organisés[8]. Dans les années 1890, la brochure politique perdit du terrain face à la presse populaire triomphante. Du côté des socialistes, de petites structures eurent pignon sur rue, comme la Librairie du Progrès de Maurice Lachâtre et la Bibliothèque socialiste d'Henry Oriol. La naissance de partis politiques modernes modifie néanmoins le contexte. Deux exemples sont bien connus. Dispersés entre différents courants, les socialistes ont tenté d'unifier leur structure éditoriale en 1905 lors de la fondation du Parti socialiste SFIO en créant dans le même temps la Librairie de la SFIO. Finalement, en 1913, la Librairie de l'Humanité remplaça la Librairie de la SFIO sans pour autant devenir un organe centralisateur[9]. À l'extrême-droite, l'Action française créa en 1906 la Nouvelle Librairie nationale, sous la direction de Jean Rivain, qui fut reprise par Georges Valois en 1910[10].

Aux milieux populaires la brochure, aux milieux aisés l'essai, forme qui se développa à la Belle Époque[11]. L'essai est à l'intellectuel engagé, ce que la brochure est au militant, un moyen éditorial d'agir en politique. Son développement fut lié dans les années 1900 à l'apparition de nouveaux éditeurs militants, sans lien organique avec un mouvement ou un parti politique, souvent proches du « socialisme normalien[12] » : La librairie G. Bellais (1898)[13], les éditions Édouard Cornély et Cie (1897-1913)[14], Marcel Rivière (1902-1978)[15], Alfred Costes[16]. Toutefois l'édition politique demeure marginale, quantitativement et économiquement. Du côté de l'édition générale, la publication d'un texte engagé est plus souvent l'expression d'un « coup éditorial », payant commercialement, que le signe d'une adhésion politique claire de la part de son éditeur, dans un monde professionnel où il est de bon ton d'afficher sa neutralité politique.

Dans ce tableau de l'édition française, les éditions du PCF trouvent clairement leurs racines du côté de la SFIO plutôt que de Cornély. Dans sa thèse, Danielle Tartakowsky a établi que le Parti communiste français s'est

8. J.-Y. Mollier. *Le Camelot et la rue : politique et démocratie au tournant des XIXe et XXe siècles*. Fayard, 2004, 365 p.
9. F. Cépède. *Les Maisons d'édition du Parti socialiste SFIO, 1905-1939*. Maîtrise d'histoire, dir. D. Tartakowsky : université Paris-I, 1996. p. 20-50.
10. P. Fouché. *Op. cit.,* p. 261-262.
11. P. Olivera. « De l'édition "politique et littéraire" : les formes de la politique lettrée de la Belle Époque à l'Entre-deux-guerres ». *Mil neuf cent*, 2003, n° 21, p. 127-151.
12. C. Prochasson. *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*. Le Seuil, 1993, 354 p.
13. G. Leroy. *Péguy entre l'ordre et la révolution.* Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, p. 111-113.
14. V. Tesnière. *Op. cit.,* p. 164-171.
15. Richard Lebaron. La librairie Marcel Rivière, entre science, économie et politique. *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 31, 2003. URL : http://ccrh.revues.org/index295.html.
16. A. Costes a repris les fonds Schleicher et Reinwald vers 1900.

doté de maisons d'édition pour assurer la formation politique des militants et des masses[17]. Plus globalement elles participent à la construction de la culture politique communiste, dont elles sont un de lieux de fabrication et vecteur – comme la presse, le théâtre, le cinéma, l'affiche, la musique[18]… La culture politique est entendue ici comme un ensemble de valeurs, croyances et vulgate idéologique[19]. Que les historiens choisissent un angle sociétal ou téléologique pour étudier l'histoire du PCF, la notion de culture politique est un élément fort de l'analyse, même si elle diffère dans sa définition. Pour les premiers, elle résulte de la fusion entre l'idéologie bolchevique et les cultures politiques (populaires, républicaines, antiparlementaires, locales…) de la société française. Pour les seconds, la culture politique bolchevique est la matrice de la culture communiste française. Dans les deux cas, cette culture est à la fois le moyen et la manifestation de la tentative d'emprise du PCF sur la société française, et assure sa cohésion partisane. Étudier ces maisons d'édition revient à s'interroger sur la construction, la diffusion et l'implantation de la culture communiste[20].

La période choisie, 1920-fin des années 1960, permet de se concentrer sur l'histoire d'une organisation, depuis sa constitution jusqu'au faîte de sa puissance politique. Et ce dans un contexte mouvant. Le PCF croît dans un pays où naît une forte communauté ouvrière, qui devient majoritairement urbain et où la culture républicaine perdure malgré les crises. C'est aussi une nation affaiblie qui perd sa place sur le plan international, comme puissance économique et politique. Enfin, la culture de masse, par ses différents médias, s'y développe continûment : l'édition politique cohabite avec une édition populaire bien vivante, toujours en quête de nouveaux produits et de nouvelles techniques de distribution.

Le corpus étudié (3 758 titres imprimés entre 1920 et 1970[21]) permet d'étudier les formes prises par cette culture politique en construction et la logique de sa diffusion. La bibliographie matérielle (format, pagination, paratexte, prix) en dit long sur la conception communiste française du rôle du livre dans la vie militante. Les chiffres de tirage, retrouvés dans les

17. D. Tarakowsky. *Écoles et éditions communistes, 1921-1933. Essai sur la formation des cadres du P.C.F.* Thèse d'histoire, dir. C. Willard : université Paris-VIII, 1977, 520 p. Cette thèse fut publiée en partie sous le titre *Les Premiers Communistes français : formation des cadres et bolchévisation.* Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1980, 215 p.
18. S. Berstein. « L'historien et la culture politique ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, juillet-septembre 1992, nº 35, p. 67-77.
19. J.-F. Sirinelli et É. Vigne. « Des cultures politiques ». *Histoire des droites. T. II : Cultures*. Gallimard, 1992, p. i-xi. J.-F. Sirinelli. « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1998, nº 57, p. 121-131 ; - S. Berstein. « L'historien et la culture politique ». *Op. cit.*, p. 67-77.
20. M. Lazar. « Forte et fragile, immuable et changeante… La culture politique communiste ». *Les Cultures politiques en France*. Le Seuil, 1999, p. 215-242.
21. Une partie du catalogue est consultable en ligne : M.-C. Bouju. *Catalogue de la production des maisons d'édition du Parti communiste français, 1921-1956*. Mémoire d'étude (DCB), dir. J.-Y. Mollier, ENSSIB, 1999 : http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-1547.

archives du PCF, du Komintern et de la Régie du Dépôt légal, permettent de s'approcher d'une certaine réalité[22].

L'histoire d'une maison d'édition n'est pas seulement affaire de bibliométrie. Elle est un lieu de sociabilité, où se fabriquent des œuvres, circulent des idées, se créent ou se renforcent des réseaux intellectuels. La réussite d'une maison d'édition est souvent le résultat de la capacité de l'éditeur à être un « médiateur », à s'insérer dans des réseaux[23]. De plus, il ne s'agit pas d'éditer un titre après l'autre. La pérennité d'une maison d'édition passe par la constitution d'un *fonds*, ensemble d'œuvres, dont la vente est régulière sur le moyen voire le long terme[24]. Il est important de garder à l'esprit ces deux principes, nés au XIXe siècle, car la comparaison du fonctionnement des maisons d'édition du PCF avec l'édition « bourgeoise » permet d'identifier la nature singulière de l'activité éditoriale communiste. Quel peut être en effet le rôle de l'auteur et de son œuvre dans une organisation où le rôle de l'intellectuel de métier est hiérarchiquement inférieur aux cadres militants ? Jusqu'aux années soixante, la particularité des intellectuels communistes est d'avoir renoncé aux règles propres au champ intellectuel (processus de reconnaissance, appartenance à des réseaux, circuit de publications, prix littéraires, académies…), prix de leur soumission à l'autorité politique que constitue le PCF. À partir du Comité central d'Argenteuil en 1966 en particulier, les intellectuels communistes obtiennent une marge de manœuvre plus importante[25]. Comment cette quête de reconnaissance, au sein de la communauté des pairs comme dans le Parti, apparaît-elle dans la production et le fonctionnement des maisons d'édition du Parti ? De même, la place des éditions dans l'organigramme du Parti communiste et les processus de décision éditoriale reposent la question d'une approche téléologique ou sociétale : le communisme français a-t-il construit une culture nouvelle, fruit de la volonté du centre de décision (Moscou, la direction du PCF), ou s'est-il nourri de cultures antérieures (syndicales, socialistes) ou contemporaines (populaires, ouvrières, locales…) ?

Cette recherche repose en partie sur des travaux antérieurs, ceux de Danielle Tartakowsky en premier lieu[26], mais aussi d'André Moine[27] et de Florence Pipet[28]. Il est bien rare que les archives d'une maison d'édition

22. Il manque les données sur les réimpressions. Par ailleurs, dans ce sujet, diffusion ne signifie pas vente ni lecture.
23. C. CHARLE. « Le Temps des hommes doubles ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1992, vol. 39, n° 1, p. 73-85.
24. J.-Y. MOLLIER. « Les Intellectuels et l'édition ». *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*. PUF, 2003, p. 125-144.
25. F. MATONTI. « Les Intellectuels et le Parti : le cas français ». *Le Siècle des Communismes*. Éditions de l'Atelier, 2000, p. 405-424.
26. D. TARTAKOWSKY. *Op. cit*.
27. André Moine a laissé des travaux et documents sur le sujet s'intéressant notamment au rôle du PCF dans la diffusion de la pensée marxiste-léniniste. Certaines de ses notes ont été déposées à la Bibliothèque marxiste de Paris.
28. F. Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Histoire d'une maison d'édition*. Maîtrise d'histoire, dir. A. Prost et N. Gérome : université Paris-I, 1995, 148 p.

survivent à sa disparition, et celles des éditions de PCF ne font pas exception, hormis deux ensembles archivistiques sur les ESI (1935-1938) et le CDLP (1935-1937), et ce que Nicolas Devers-Dreyfus, que je remercie chaleureusement, a pu sauver de la destruction[29]. Ce manque est en partie compensé par les archives policières, les archives de la direction du PCF (au RGASPI à Moscou, et aux archives départementales de Seine-Saint-Denis à Bobigny), les archives de dirigeants et les archives littéraires[30]. Les archives commerciales demeurent, même dans ce cas atypique d'histoire d'entreprise, essentielles. À partir du milieu des années vingt, le PCF avait choisi de déclarer ses maisons d'édition comme des sociétés commerciales ordinaires auprès du Tribunal de commerce. Les propriétaires ou actionnaires sont bien souvent des hommes de paille, mais les responsables réels sont presque toujours signalés dans les actes officiels. Cette recherche a également pu être menée à bien avec le témoignage de rares témoins directs de cette aventure originale.

Roger Chartier propose aux historiens du livre un « triptyque » méthodologique que je fais en partie mien : analyser les processus de production, de réception et d'appropriation[31]. Les archives (archives du PCF, du Komintern, de police) et l'analyse du catalogue permettent dans certain de cas de proposer des hypothèses sur les processus éditoriaux, où agissent voire s'affrontent plusieurs acteurs et d'évaluer l'impact des circonstances politiques du moment[32]. Les processus de réception et appropriation sont bien plus difficiles à cerner. Le lecteur sera sans doute frustré de ne pas trouver dans ce livre – hormis les chiffres de tirage – des données complètes et systématiques sur la diffusion. J'ai choisi de répondre indirectement à cette question en étudiant le discours du PCF sur la lecture, qui permet de mieux comprendre l'attitude ambiguë de la direction du PCF à l'égard de ses maisons d'édition et les relations complexes entre culture politique communiste, culture lettrée et culture de masse.

Je remercie chaleureusement chercheurs et amis qui m'ont encouragée et conseillée, avec une pensée particulière pour Marc Lazar, Elisabeth Parinet, Bernard Pudal, Solange Bouriau, Catherine Burtin, Alexandre Courban, Sandra Fayolle, Franck Hurinville et Séverine Liatard, ainsi que l'équipe administrative et scientifique du Centre de recherche d'histoire quantitative (université de Caen-CNRS), sans qui cette entreprise n'aurait pas été menée à bien.

29. Je n'ai pas pu avoir accès aux archives de Cercle d'art.
30. Je n'ai pas pu obtenir des ayant-droits de Charles Feld, premier directeur des éditions Cercle d'art, l'autorisation de consultation de ses archives, déposées au Musée national Pablo Picasso. Les ayant-droits de P. Picasso m'ont accordé cette autorisation, ce dont je les remercie.
31. R. Chartier. « Le Monde comme représentation ». *Les Annales. Économie, société, culture*, novembre-décembre 1989, nº 6, p. 1505-1520.
32. A. Simonin. « Le Catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire : l'exemple des Éditions de Minuit ». *Vingtième Siècle revue d'histoire*, janvier-mars 2004, nº 81, p. 119-129.

Première partie

1920-1934
NAISSANCE D'UN NOUVEAU MODÈLE ÉDITORIAL

Cette période charnière pour le Parti communiste français pose les jalons d'une culture et de pratiques politiques qui lui sont propres. Ses maisons d'édition – la Librairie de l'Humanité, puis le Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité (BEDP), les Éditions sociales internationales (ESI), le Bureau d'éditions (BE) – et son organisme de diffusion – le Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP) – sont les traductions de nouvelles pratiques partisanes en France. Ces structures illustrent et incarnent les liens de continuité et les ruptures avec la SFIO, avec le poids décisif d'une organisation internationale, le Komintern.

Chapitre I

L'héritage de la « Vieille Maison », 1920-1924

L'Internationale communiste a mené une campagne de propagande vers l'Europe dès sa constitution en 1919. Elle a utilisé son Service d'éditions[1], mais aussi d'autres relais par-delà les frontières. En France, ce sont la Librairie du Travail, née en 1917 dans le milieu syndical[2], la Bibliothèque communiste, fondée par le jeune socialiste et journaliste Boris Souvarine en janvier 1920[3], et les éditions Clarté d'Henri Barbusse à partir de juillet 1920[4], dans une veine plus littéraire. Une trentaine de brochures parues en 1919-1920 ont été publiées, sous des formes diverses, qui ont permis de toucher un public relativement varié, socialistes, syndicalistes et monde enseignant, avec des chiffres de tirage parfois conséquents – jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Dans ce contexte, la paix revenue, la Librairie de l'Humanité fait pâle figure. Paralysée à la fois par la censure (jusqu'en 1919) et par les divisions internes à la SFIO, elle ne participe pour ainsi dire pas au débat sur l'adhésion à l'Internationale[5]. C'est pourtant à elle qu'est confiée la mission de fournir la littérature politique nécessaire au jeune Parti communiste français.

Lorsque le PCF hérite de la Librairie de l'Humanité en 1920 lors du congrès de Tours, il se place en rupture idéologique et organisationnelle avec la SFIO en raison notamment de la conception nouvelle d'agit-prop. Les deux notions – propagande et agitation –, sont unies dans la pensée léniniste, héritée de G. Plekhanov, et répondent à la conception bolchévique du parti politique. Avant-garde du prolétariat, outil de la révolution, le parti communiste doit être composé de révolutionnaires professionnels, d'où l'importance donnée à la formation politique, et donc à la propagande. Quant aux masses, elles doivent être menées à la révolution par une idéologie vulgarisée, la littérature d'agitation[6]. Ce sont désormais les deux missions dévolues à la Librairie de l'Humanité.

1. M.-C. Bouju. « Le Livre comme arme de propagande : Le cas des relations entre le Service d'édition de l'Internationale communiste et la France (1919-1939) ». *Communisme,* nº 97-98, 2009, p. 7-23.
2. M.-C. Bardouillet. *La Librairie du Travail*. Centre d'histoire du syndicalisme–Maspero, 1977.
3. J.-L. Panné. *Boris Souvarine. Le désenchanté du communisme.* R. Laffont, 1993, 491 p.
4. Groupe Clarté, Ba 1990, Arch. PPo.
5. F. Cépède. *Les Maisons d'édition du Parti socialiste S.F.I.O., 1905-1939*. *Op. cit.*, p. 59.
6. J.-M. Domenach. *La Propagande politique*. PUF, 1979, p. 21-28.

Dans les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, est précisé qu'il faut rompre avec la vie et la culture démocratique. Ainsi la propagande n'a plus de rapport avec l'actualité électorale. Selon le premier article, la propagande est dirigée et contrôlée par le comité directeur du Parti communiste, que le parti soit « légal ou illégal ». Il est précisé qu'« il est inadmissible que les éditions puissent mésuser de leur autonomie pour conduire une politique qui ne réponde pas complètement à celle du Parti ». L'article 2 est consacré à la propagande dans l'armée et les articles 3 et 8 à la propagande dans les campagnes et dans les colonies. Enfin l'article 18 rappelle l'obligation de « publier tous les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste[7] ». Contrairement à ce que laisse entendre cette liste, les débats sur l'adhésion à la Troisième Internationale n'ont pas concerné le statut des éditions mais celui de la presse. L'édition n'est traitée que par un seul biais : celui des comptes financiers de l'année 1920[8]. La Librairie de l'Humanité, pour laquelle socialistes et communistes ne se sont pas battus, va pourtant affronter de plein fouet les conséquences l'adhésion au Komintern.

Les quatre premières années du Parti communiste français sont une période de flottement et de crises successives. Les premiers communistes, marqués par les pratiques propres à la « vieille maison », sont sommés de correspondre au nouveau militant défini par le Komintern. Le jeune Parti communiste SFIC (Section française de l'Internationale communiste) est à l'image des résultats du Congrès de Tours : une alliance générationnelle (la génération du Feu et les socialistes d'avant-guerre), politique (les anciens minoritaires, majoritaires et zimmerwaldiens) et idéologique (les bolchéviks convaincus et les socialistes). En juillet 1923, lors de son IIIe Congrès, l'Internationale communiste adopte la stratégie du front unique : les sections doivent se muer en parti de masse. Ce changement de stratégie met à l'épreuve la discipline de la section française, qui, pour certains, ne s'impose pas. Pour l'Internationale, la situation française est ingérable, et elle met tout en œuvre pour que la section française soit dirigée fermement et se réorganise de manière conforme au modèle imposé, en ce qui concerne notamment la discipline et l'ouvriérisation du Comité directeur.

La direction de la Librairie de l'Humanité est confiée B. Souvarine, propagandiste talentueux. Il est secondé par Henri Suchet, ancien employé d'Alcan, qui devient l'administrateur de la librairie et responsable des activités de diffusion et de distribution. Il organise l'inventaire du fonds et édite un catalogue, disparu à ce jour[9]. Le choix des hommes ne tient en rien

7. *Le Congrès de Tours*. Éditions sociales, 1980, p. 124-127.
8. *Op. cit.,* p. 186-205.
9. Il s'agit peut-être d'un catalogue publié sous le titre les *Bons Livres*, édité par le Librairie de l'Humanité en 1922. Il comportait 4 000 titres. *L'Humanité*, 12 avril 1922, p. 2.

du hasard : de la même génération, tous deux ont travaillé dans la presse ou l'édition, sont devenus des « propagandistes » professionnels, et sont d'anciens zimmerwaldiens. Dans un premier temps, la répression ne leur facilite pas la tâche : de janvier à mars 1921, B. Souvarine est en prison. En juin 1921, B. Souvarine, membre du Comité directeur, est envoyé à Moscou où il devient le délégué français permanent au Comité exécutif de l'Internationale. À l'issue du IIIe Congrès de l'Internationale, B. Souvarine devient membre du Comité exécutif du Præsidium et du Secrétariat. Il est surtout responsable du Département de la Presse de l'IC. Bien qu'éloigné géographiquement, le directeur de la Librairie surveille de près la situation française, envoyant courrier sur courrier. À Paris, le Bureau politique a désigné A. Dunois en 1922 comme directeur adjoint de la Librairie[10]. Propagandiste chevronné également, son itinéraire et sa génération l'éloignent de Souvarine et Suchet. Il est plus âgé (il a 43 ans) et a fait des études supérieures – il est licencié ès lettres et droit[11]. Il est rejoint par Charles Massart, d'origine belge, qui travaille également à *L'Humanité*[12]. C'est à A. Dunois que B. Souvarine adresse ses missives. Les résultats inquiètent. Jules Humbert-Droz, *missi dominici* envoyé par le Komintern pour suivre la « question française », écrit le 13 mars 1923 à G. Zinoviev : « Il n'y a pas de doute que le travail ici se fait très lentement et sans méthode. Cela provient en grande partie du fait que le directeur des éditions change constamment. Dunois s'en occupe en l'absence de Souvarine, mais dès que ce dernier revient, il reprend tout en mains et transforme les plans de Dunois. […] Cependant, comme Souvarine est très chatouilleux en ce qui concerne les compétences, je ne m'occuperai ici des éditions que si j'en reçois le mandat précis de l'Internationale[13]. » Les relations entre le directeur et son adjoint sont donc mauvaises[14]. J. Humbert-Droz, qui ne s'entend pas avec B. Souvarine, reconnaît qu'A. Dunois « n'a aucun don d'organisation, ni aucun esprit de méthode[15] ».

Héritage de la « veille maison » socialiste, l'appareil éditorial communiste est marqué par la diversité. Chaque courant a ses propres revues et journaux. Au fur et à mesure des tensions internes et également de l'affaiblissement progressif du Parti communiste (100 000 adhérents en octobre 1921, 56 000 en 1923), cette situation évolue : B. Souvarine fait transférer le fonds de la Bibliothèque communiste au profit de la Librairie de l'Humanité dès 1921[16]. Le mouvement Clarté vend à la fin mars 1923

10. Décisions du Bureau politique, 22 mars 1923, IML, 45, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
11. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français,* [CD Rom], Éditions de l'Atelier, 1997
12. « Charles Massart (1877-1964) ». *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Op. cit.*
13. *Archives de Jules-Humbert-Droz. I, Origines et débuts des partis communistes des pays latins, 1919-1923*. Dordrecht (Holland) : D. Redeil publishing company, 1970, p. 456.
14. Lettre à G. Zinoviev du 21 avril 1923. *Op. cit.*, p. 456.
15. Lettre à G. Zinoviev du 23 juin 1923. *Op. cit.*, p. 456.
16. D. Tartakowsky. *Écoles et éditions communistes, 1921-1933. Op. cit.*, p. 66.

au PCF le fonds de sa librairie[17]. La Librairie de l'Humanité devient progressivement LA maison d'édition des communistes français, avec une autonomie très relative. Le Parti communiste français doit rendre des comptes à l'Internationale communiste ; sa Librairie de l'Humanité doit faire de même vis-à-vis du Service d'éditions du Komintern. Mais ses responsables directs renâclent. En 1924, un courrier de B. Souvarine à Bela Kun montre les tensions entre les services d'éditions français et international : « Il faut tenir compte de la capacité du public ouvrier français, écrit B. Souvarine, et ne pas s'imaginer qu'il suffit de décider d'imprimer des gros volumes pour obtenir qu'on les lise. Or, il ne s'agit pas d'imprimer, mais de faire lire. Si l'on imprime un volume de six cents pages, ou cinq volumes d'égale importance, la plus grande partie restera dans les caves de la librairie[18]. »

Alors que le PCF s'enfonce dans une grave crise interne, la détérioration des relations de B. Souvarine avec une partie de la direction française et du Komintern conduit à son retrait des éditions le 25 janvier 1924. A. Dunois est nommé directeur « des éditions de l'Internationale et du Parti[19] », changement de dénomination qui signe la reprise en main par le Komintern. B. Souvarine continue néanmoins de défendre ses convictions. Le 21 mars 1924, il envoie une « lettre » ouverte aux abonnés du *Bulletin communiste,* dont il est toujours directeur. Le 25 mars, le Comité directeur lui retire ses responsabilités à la tête du *Bulletin*. Cependant, le Parti le charge d'éditer en avril 1924 un recueil d'articles qu'a écrit L. Trotsky en décembre 1923, sous le titre de *Cours nouveau*[20]. La préface que B. Souvarine a écrite de sa propre initiative fait scandale, et, avec la complicité de son ami H. Suchet, il organise la diffusion de l'ouvrage *via* la Librairie de *L'Humanité*. Pour la direction française, Souvarine a commis une faute impardonnable : il a utilisé les éditions et la librairie du Parti à des fins personnelles[21]. Il est finalement exclu le 19 juillet 1924. Claude Calzan est désigné comme responsable de la Librairie de l'Humanité le 3 avril 1924[22]. A. Dunois demeure attaché à la Librairie, comme adjoint. La valse des postes et des responsabilités ont sans nul doute perturbé la vie de la Librairie de *L'Humanité*. Mais elle est à l'image de la direction du Parti communiste, et non un problème propre à la Librairie : B. Souvarine est exclu du Parti non parce qu'il a été un mauvais éditeur mais en sa qualité de cadre dirigeant. Politiquement, les éditions sont secondes.

17. 4 168 euros (5 000 en francs courants) : Décisions du Bureau politique, 31 mars 1923, IML, 45, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
18. Lettre de Boris Souvarine à Bela Kun, 22 février 1924, 495/30/56, RGASPI.
19. Décisions du Comité directeur, 25 janvier 1924, IML, 62, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
20. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français. Op. cit.*, p. 63.
21. J.-L. Panné. *Boris Souvarine. Op. Cit.*, p. 140-144 ; - A. Vassart. « Les Mémoires inédites [2e partie] ». *Les Cahiers d'histoire sociale*, été-automne 1995, n° 4, p. 87-115.
22. Décisions du Bureau politique, 3 avril 1924, IML, 62, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

Le rattachement de la Librairie de *L'Humanité* au PCF a une conséquence manifeste. En 1920, La Librairie de *L'Humanité* publie 6 titres, en 1924 40. L'agit-prop n'est donc pas un simple mot. De 1921 à 1924, l'auteur le plus publié est Léon Trotsky avec 9 titres. Il est suivi par Jean Jaurès (8), Georgi Zinoviev (7), Lénine (6), Charles Rappoport (5), Marcel Cachin (5), Paul Vaillant-Couturier (5), Renaud Jean (4), Karl Marx (3) et Friedrich Engels (3). Les Français constituent la moitié de ce groupe, contre 3 auteurs soviétiques. Si on met à part le cas de Jaurès, 2 de 4 auteurs français, R. Jean et P. Vaillant-Couturier sont nés dans les années 1890, et, mobilisés pendant la guerre, appartiennent à la génération du Feu, tandis que C. Rappoport et M. Cachin font figure d'anciens. Si la Librairie de *L'Humanité* fait une place à la jeune génération, c'est bel et bien le savoir-faire, ici le savoir-écrire, qui compte. Le rejet des anciennes élites du mouvement ouvrier à Tours n'a pas conduit à un rejet des intellectuels du catalogue. La formation et la propagande demeurent leur affaire[23].

En 1921, la Librairie de l'Humanité édite principalement 62 % d'essais et 27 % de textes émanant de congrès. En 1924, cette répartition change : 45 % d'essais, 24 % de textes provenant de congrès et de discours, 14 % de biographies et 10 % de livres d'histoire. Les discours correspondent aux temps forts de la vie du Parti communiste français. Au mieux, ils représentent le tiers de la production. La littérature romanesque est totalement absente jusqu'en 1927. Un des genres prisés par le PCF est la biographie et l'autobiographie. De 1921 à 1924, le Parti communiste édite 9 titres de ce genre : 4 sont consacrés à Lénine, dont 3 publiés après sa mort. 3 de ces textes sont écrits par G. Zinoviev, et 1 par H. Guilbeaux. Aucun autre étranger ne bénéficie d'une biographie. Maurice Dommanget, Paul-Louis et Marcel Cachin célèbrent quant à eux les grandes figures du mouvement ouvrier français : G. Babeuf, L. Blanc, Vidal, C. Pecqueur, E. Cabet, J. Jaurès et J. Sadoul. Les livres d'histoire comptent 13 titres sur cette même période, mais ce chiffre inclut *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, de J. Jaurès, éditée en 8 volumes entre 1922 et 1924, vendue initialement par souscription. L'édition a été préparée par Albert Mathiez, à partir de la première édition élaborée par l'éditeur Jules Rouff avant-guerre, entre 1902 et 1909[24]. A. Mathiez écrit bien entendu sur la Révolution française (*La Question sociale pendant la Révolution française*, 1921) et Paul-Louis sur l'histoire du Parti socialiste (*Histoire du Parti socialiste en*

23. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français. Op. cit.*, p. 29.

24. A. Mathiez. « Jaurès et la révolution française ». *L'Humanité*, 9 février 1922, p. 1. En 1927, les deux premiers volumes sont épuisés (« Courrier des lettres ». *L'Humanité*, 20 octobre 1927, p. 4) ; - S. Basart. *Les Éditions Jules Rouff (1877-1912), monographie d'un éditeur populaire*. Maîtrise d'histoire, dir. Jean-Yves Mollier : université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1994, 103 p. ; - P. Bouretz. « Jean Jaurès : *Histoire socialiste de la révolution française*, 1901-1904 ». *Dictionnaire des œuvres politiques*. PUF, 2001, p. 493-504 ; - J. Friguglietti. *Albert Mathiez, historien révolutionnaire (1874-1932)*. Société des études robespierristes, 1974, p. 154-156.

France, 1870-1914, 1922). En 1923, l'acculturation commencée lors de la campagne pour l'adhésion à la IIIe Internationale reprend. La Librairie de l'Humanité aborde l'histoire russe à deux reprises : la révolution de 1905 avec L. Trotsky (1923) et l'histoire du parti bolchevik pendant la révolution de 1917 par Viachtcheslav Molotov (1924). Le jeune Parti communiste vit simultanément dans deux mondes politiques. L'héritage du XIXe siècle est encore d'actualité.

La formation des militants représente le quart des essais, avec d'abord le livre de Charles Rappoport, *Précis du communisme*[25]. Il est suivi en 1923 par Nikolaï Boukharine avec *ABC du Communisme*, et en 1924 par Joseph Staline avec le *Léninisme théorique et pratique*. Ces deux ouvrages sont pensés comme des « manuels ». C'est ainsi que le présente A. Dunois en 1923 : « L'ABC est le livre de lecture type, le manuel de vulgarisation qu'il faut toujours avoir sous la main parce qu'il contient des réponses intelligibles à toutes les questions que se posent les prolétaires attentifs qui entrent dans nos rangs et dont nous avons à faire l'instruction[26]. » Le livre de Staline est lui-même un « manuel commode du léninisme[27] ». La volonté affichée de s'accaparer la pensée marxiste fait long feu. La Librairie publie 4 textes de Marx : l'*Adresse inaugurale* (1921), *Critique des programmes du Gotha*, le *Manifeste* (1922), *Genèse du capital* (1924). Mais, en 1924, en annonçant les publications à venir, A. Dunois informe les militants que le PCF renonce à publier le *Capital*, pour des raisons financières[28].

Les éditions sont structurées presque pour moitié par des collections[29], ce qui permet à l'éditeur d'orienter les lecteurs. Poursuivant l'héritage socialiste, la Librairie de l'Humanité continue la série des « Pages socialistes » (4 titres entre 1922 et 1924), qui accueille les textes de Marx, Engels, G. Plekhanov. En 1922 elle crée une autre collection pour accueillir les textes des socialistes français du XIXe siècle, « Histoire des doctrines socialistes » (1922-1924), volumes écrits par M. Dommanget et Paul-Louis. Le rachat de la « Bibliothèque communiste » de B. Souvarine entraîne une représentation importante dans le catalogue de cette série, avec 12 titres, d'une pagination moyenne de 225 pages. Mais la collection la plus importante est la « Petite Bibliothèque communiste », créée en 1921, avec 19 titres. Sa pagination moyenne de 67 pages et son prix inférieur à 2 francs montrent qu'il s'agit d'une collection populaire destinée à une large diffusion. Or ces textes sont tous des traductions du russe et traitent essentiellement de l'Internationale communiste.

25. Il y eut une première édition en 1921, puis une réédition chaque année jusqu'en 1924.
26. A. Dunois. « L'ABC du communisme ». *L'Humanité*, 17 novembre 1923, p. 4.
27. P. Marion. « La littérature communiste : le léninisme théorique et pratique ». *L'Humanité*, 11 août 1924, p. 1.
28. A. Dunois. « La Genèse du *Capital* ». *L'Humanité,* 5 février 1924, p. 1-2.
29. 53 titres, sur 127, font partie d'une collection.

La vocation « populaire » des textes se retrouve dans leur présentation matérielle et commerciale. Les éditions du Parti communiste français sont constituées essentiellement de brochures, qui représentent 72 % de la production entre 1921 et 1924[30]. Le prix moyen des publications est inférieur à 2,50 francs, soit environ 1,45 euros en euros constants. La Librairie de l'Humanité tire en moyenne à 6 800 exemplaires[31], soit des tirages équivalents à ceux des éditions « bourgeoises ». Nous sommes loin d'une diffusion de masse, même certains titres se distinguent : le *Sens du Ve Congrès* et le *Dixième Anniversaire du carnage impérialiste* sont initialement imprimés à 25 000 exemplaires.

L'analyse de la production de la Librairie de l'Humanité montre une « kominternisation » progressive du catalogue. Si la publication de l'*Histoire socialiste de la Révolution française* de J. Jaurès illustre l'attachement au passé socialiste, l'édition des premiers manuels de marxisme-léninisme et l'importance de la collection « Petite Bibliothèque communiste » illustrent la naissance d'une autre culture politique. L'héritage socialiste cohabite avec une nouvelle politique éditoriale venant de Moscou, qui combat avec telle ou telle brochure les différentes déviations[32]. Les textes les plus abordables en termes de prix et de pagination sont les textes russes.

À la fin de l'année 1920, la situation financière de la Librairie est délicate. Elle dégage certes des bénéfices à hauteur de 9 900 euros[33], mais l'essentiel de sa valeur est représenté par son stock (soit 15 400 euros). Or, ce stock est constitué de livres et de brochures datant clairement d'une autre époque politique et destiné à se déprécier, par sa nature et en raison de l'inflation[34]. Pourtant, en janvier 1922, le PCF juge que la Librairie de l'Humanité est « en pleine prospérité » alors que le chiffre d'affaires demeure modique en dépit des efforts entrepris en faveur de la diffusion militante[35]. La diffusion relève de « la Direction du Parti », seule autorité légitime auprès des organisations locales, autorité que d'évidence la Librairie n'a pas[36]. Toutefois, les responsables de la Librairie prennent quelques initiatives. En 1921, la Librairie propose un abonnement, *le Livre du mois*, composé de nouvelles parutions et destiné « aux membres de l'enseignement, bibliothécaires, secrétaires de groupes et organisation[37] ». À partir de 1923, elle dispose d'un vrai magasin au 120, rue Lafayette[38].

30. J'entends par brochures tous textes inférieurs à 128 pages. Graphique 3.
31. 495/78/19, RGASPI. Voir Graphique 2.
32. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français. Op. cit.*, p. 34.
33. Euros constants.
34. *Le Congrès de Tours*. Éditions sociales, 1980, p. 186-188, 195 et 205.
35. Congrès national de Paris, 20010216/40/1063, CAC.
36. *Op. cit.*
37. « Abonnez-vous aux Livres du mois ». *L'Humanité*, 20 octobre 21, p. 3.
38. Auparavant, elle se trouvait au 142, rue Montmartre. G. C. « La Librairie de l'Humanité est ouverte ». *L'Humanité*, 11 octobre 1923, p. 2.

La diffusion consiste dans un premier temps en une politique tarifaire favorable aux membres du Parti (rabais de 10 à 20 % du prix marqué) et en l'envoi de colis aux fédérations. Le résultat est décevant. La Librairie persévère[39]. En 1923 les résultats sont toujours médiocres, et ce constat amer s'accompagne du poncif du modèle des « bons » ouvriers et militants allemands et, tout nouveau, russes : « Les ouvriers d'Allemagne et de Russie lisent Marx et Engels, R. Luxembourg et Mehring, Lénine et Trotsky. Et vous, ouvriers français, vous ne lisez ni ceux-là, ni Proudhon, ni Bakounine, ni Sorel, ni Guesde, ni Jaurès[40]. » Pour soutenir l'usage du « colis », la Librairie institue la fonction locale de responsable de la littérature : « Les fédérations vont être invitées à désigner en leur sein un correspondant pour la Librairie, qui ne pourra pas être le premier venu, et qui travaillera sous le contrôle des délégués interfédéraux[41]. » Désormais, chaque organisation locale est responsable de la diffusion du Parti communiste. La préparation des élections législatives de mai 1924 est l'occasion de le réaffirmer. Georges Marrane, alors membre du Bureau d'organisation, envoie en avril 1924 une circulaire aux fédérations leur annonçant qu'on leur confie un « lot de brochures » et qu'elles sont chargées « d'en faire effectuer la vente au prix marqué », sans préciser que les brochures ainsi confiées leur sont d'ores et déjà facturées[42].

Ce bilan contrasté s'explique en partie par l'héritage du congrès de Tours, où la figure de l'intellectuel socialiste, dirigeant et formateur, avait été clairement rejetée. La place du livre de la Librairie de l'Humanité dans la vie militante s'en est trouvée fragilisée. A. Dunois rapporte la déclaration d'un militant : « Le marxisme, c'est le communisme des *types calés* et seulement des *types calés*[43]. » Lorsque le Secrétariat annonce l'éviction de B. Souvarine en juillet 1924 aux lecteurs de l'*Humanité*, le propos est clair : « Journaliste brillant et polémiste habile », « défendant une classe dont il n'était pas issu, il n'en comprit qu'imparfaitement les besoins » ; Pis ! « Poussé par la déformation professionnelle, il perdit le contact avec le prolétariat. Il s'en [remit] au Livre, il oublia la Vie ! », « du haut de [son] savoir livresque[44] ».

Média de masse par excellence depuis la Belle Époque, la presse polarise l'attention de l'autorité politique. Le livre ou la brochure, apanage des intellectuels et autres littérateurs, inquiète. Cependant, il y a indéniablement un changement d'échelle. La Librairie édite trois fois plus de textes

39. A. Dunois. « Pour notre librairie ». *L'Humanité*, 24 février 1922, p. 2 ; - C. Massart. « Une tribune de la librairie : développons la Librairie de l'Humanité ». *L'Humanité*, 16 juillet 1922, p. 2.
40. J. Bouquin. « Que lisez-vous ? » *L'Humanité*, 2 mars 1923, p. 3.
41. A. Dunois. « L'annuaire du travail ». *L'Humanité*, 30 octobre 1923, p. 1-2.
42. Bureau politique, 9 avril 1924. IML, 64, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis ; - G. Marrane. *Circulaire aux fédérations*, nº 32, 16 avril 1924. IML, 66, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
43. A. Dunois. « Du communisme ». *L'Humanité,* 17 novembre 1923, p. 4.
44. Le Secrétariat. « Le cas Souvarine : décision de l'Internationale Communiste ». *L'Humanité*, 19 juillet 1924, p. 1.

qu'avant-guerre. La Librairie de l'Humanité n'est pas une maison d'édition, mais un « service » à la disposition du parti politique et du Komintern. Ses responsables ne sont pas des éditeurs mais des militants. Elle n'est ni autonome ni porteuse d'un projet éditorial propre : elle est le miroir d'une organisation politique, traversée de multiples tensions.

Chapitre II

La Bolchévisation
Enjeux politiques et organisation éditoriale, 1924-1934

Appliquant la tactique du front unique, condamnant la social-démocratie, le Parti communiste français se trouve de plus en plus marginalisé sur la scène politique française, passant de 57 000 adhérents en 1924 à 29 000 en 1933[1]. Si ses résultats électoraux sont médiocres, le PCF commence néanmoins à s'implanter dans la « banlieue rouge » et dans certains départements du Nord, Centre et Sud-Ouest. La stratégie « classe contre classe » adoptée en 1928, entraîne sa radicalisation et sa marginalisation, tout en poursuivant sa mue, sa « bolchévisation », qui nécessite l'utilisation de moyens (l'éducation, la presse et l'édition) et le recours à des méthodes imposées en partie par le Komintern.

Le livre au service de la révolution : Internationale communiste et organisations culturelles soviétiques

Le fonctionnement du Service d'éditions du Komintern a un impact considérable sur le service d'éditions français, de même que les autres organisations et institutions culturelles soviétiques. Rappeler l'existence et l'histoire de ces dernières permet de souligner que les œuvres soviétiques, de toute nature, sont diffusées par des canaux variés.

À l'issue du Ve Congrès du Komintern (17 juin-8 juillet 1924), il est décidé de doter les communistes des outils théoriques et d'informations politiques solides. La Section centrale d'Agit-prop doit développer « les ouvrages originaux » et « manuels et […] guides populaires », éditer des œuvres de Marx, Engels et Lénine[2]. À l'issue de ce congrès, Bela Kun est nommé à la tête de la Section centrale d'Agit-prop[3], qui englobe le Service d'éditions de l'IC. Mikhaïl Evseevitch Krebs est nommé directeur de ce service et demeure à ce poste jusqu'en 1937. On sait peu de choses sur ce

1. S. Courtois et M. Lazar. *Histoire du Parti communiste français*. PUF, 2000, p. 461.
2. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français. Op. cit.*, p. 65.
3. *Biographical dictionary of the Comintern*. Stanford : Hoover Institute Press, 1986, p. 239-241.

kominternien. Ukrainien, il exerçait le métier de mécanicien avant-guerre. Pendant la guerre, il fut soldat dans l'armée autrichienne avant d'être fait prisonnier par les Russes. Il a adhéré en 1919 au Parti communiste russe et travailla dans les services du Komintern comme traducteur, d'abord dans le service de la presse puis dans celui des éditions[4]. Ce profil est proche de ceux qui ont constitué le noyau des propagandistes du Komintern. V. Serge en a fait un court portrait dans ses mémoires : « Le directeur des Éditions sociales internationales, Kreps, un petit Tartare aux yeux roux, m'accueillait en se frottant les mains : "Je viens de fonder une librairie aux Philippines[5] !" » Au début des années trente, les équipes (relecteurs, traducteurs) sont organisées en quatre services : le service dit « léniniste » en charge de l'édition des *Œuvres complètes* de Lénine[6] ; la section internationale qui traite du Komintern et sa politique ; le service de l'Instruction politique et de la propagande du marxisme-léninisme parmi les masses ; la section de la popularisation de l'URSS[7].

En 1927, le Service d'éditions de l'IC se vante d'être présent dans 40 pays et de publier en 47 langues[8]. En 1929, il existe 18 maisons d'édition liées au Komintern dans 16 pays[9]. Le Parti communiste allemand dispose de deux maisons d'édition en 1927 : Verlag für Literatur und Politik, pour les publications théoriques, et Neue Deutsche Verlag[10], liée au monde syndical. À celles-ci il faut ajouter les éditions « parallèles » que sont Verlag Carl Hoym à Berlin[11] et Taifun à Francfort. En 1929, le Parti communiste anglais travaille avec deux maisons d'édition, toutes deux à Londres : Martin Lawrence Ltd et Modern Books Ltd. Les communistes américains ont leur propre structure, International Publishers, à New-York depuis 1924. D'autres partis stratégiquement importants sont moins bien dotés en raison de la répression qui les frappe : les centres d'édition du Parti communiste italien (Edizioni italiani di cultura sociale) et espagnol (Ediciones Europa-America[12]) sont à Paris. D'autres enfin sont insuffi-

4. La biographie la plus complète est celle établie par P. Broué, dans *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*. Fayard, 1997, p. 1030. On trouve ce nom orthographié différemment : Kreps ou Crebs.
5. V. Serge. *Mémoire d'un révolutionnaire et autres écrits politiques, 1908-1947*. Robert-Laffont, 2001, p. 725.
6. Institut Lénine, Lettre aux membres du præsidium de l'IC, 11 avril 1929, 495/78/54, RGASPI.
7. Résolution sur le rapport des éditions au Secrétariat politique (29 avril 1934) (adoptée par la commission politique le 15 octobre 1934), Confidentiel, 5 p. 495/78/119, RGASPI. Les trois dernières sections ont peut-être été créées en 1933 lors de la suppression du département d'Agit-prop.
8. A. F. Zenari. « L'exposition du livre ». *Correspondance internationale*. Nº 77, 8 août 1928, p. 904.
9. Unsere Verlage, novembre 1929, 495/78/54, RGASPI.
10. Cette maison d'édition a été fondée par Felix Halle avant la guerre et confiée à Willy Munzenberg en 1924. B. Gross. *Willi Münzenberg, a political biography*. Lansing : Michigan State University Press, 1974, p. 148 ; - H. Roussel. Éditeurs et publications des émigrés allemands (1933-1939). *Les Barbelés de l'exil : Études sur l'émigration allemande et autrichienne (1938-1940)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1979, p. 357-417.
11. Elle avait été créée par le « camarade Thomas », premier responsable du WEB.
12. A. Elorza et M. Bizcarrondo. *Queridos camaradas. La Internacional Comunista y España, 1919-1939*. Barcelone : Planeta, 1999, p. 85-86.

samment développés pour avoir une activité éditoriale propre : les Chinois dépendent des publications allemandes et russes ; les principaux centres d'édition d'Amérique latine se trouvent au Mexique (El Machete) et en Argentine (La Internacionale)[13]. Pour certains titres et pour certaines langues, dans le cas où le parti communiste de tel ou tel pays est trop faible ou menacé, le Service d'éditions de l'IC prend en charge directement des publications. Il envoie certains de ces livres en France aux éditions du PCF, à la librairie du Secours rouge international, ou à d'autres organisations[14]. D'où de nombreux courriers entre le commissariat de police de la gare du Nord, où arrive bon nombre de colis de ce genre, le ministère de l'Intérieur et le quai d'Orsay. C'est ainsi qu'arrivent en août 1931 84 exemplaires d'une brochure sur le VIe congrès de l'IC en polonais, destinés à la librairie du Parti communiste français, et sans doute, comme le craint le ministère des Affaires étrangères, « à subordonner la main-d'œuvre polonaise que nous employons dans notre industrie et dans notre agriculture[15] ».

Le Service d'éditions de l'IC finance la propagande à l'étranger, dispose d'un service de traduction *in situ* et envoie des manuscrits prêts à être publiés par les sections nationales. Ses archives comportent des dossiers de suivi statistique, véritable outil de contrôle politique. D'après le plan d'éditions établi pour les années 1929-1930, les publications en français sont en troisième position derrière la production allemande et anglo-saxonne. Les différences d'un point de vue quantitatif entre pays montrent qu'il n'y a pas de politique éditoriale appliquée uniformément. Toutefois, il y a bien la volonté d'aboutir à cette uniformité. Les liaisons sont assurées par le WEB et des individus comme Hugo Eberlein qui est chargé en 1928 des questions de presse et d'édition, et notamment de leur financement[16]. En 1933, Johannès Wertheim, dit le « camarade Bertrand », lui succède. Sa couverture est d'être éditeur, responsable de la filiale des éditions communistes allemandes, Verlag für Literatur und Politik, à Vienne[17]. Le Service d'éditions de l'Internationale communiste organise l'édition et la diffusion pour le Komintern : c'est un service technique et non un centre de décision. Il exécute des directives émanant probablement du Comité exécutif, mais pas seulement. Il doit aussi tenir compte d'autres acteurs.

Si les structures éditoriales des sections nationales dépendent clairement du Service d'éditions du Komintern, il existe des liens, indirects ou directs, avec des organismes soviétiques, ce que M. E. Krebs souligne en 1929 : « L'Institut Marx et Engels, l'Institut Lénine, l'Académie communiste

13. ROBERT. « La Littérature révolutionnaire à l'exposition de Moscou ». *Correspondance internationale*, n° 107, 22 septembre 1928, p. 1154.
14. C'est le cas des Amis de l'Union soviétique. 1266, MAE.
15. 1265, Série Europe 1930-1940 : URSS, MAE.
16. Dossier Hugo Eberlein, 200100216/36/917, CAC ; - *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, à Moscou, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse (1919-1943)*. Éditions de l'Atelier, 2001, p. 280-281.
17. Document 1er février 1929, 495/78/52, RGASPI.

fournissent déjà et promettent encore de nombreux matériaux précieux devant être traduits dans les langues des autres sections de l'IC[18]. » Les archives du Service d'éditions montrent effectivement que ces organisations n'hésitent pas à intervenir dans l'élaboration des plans d'édition.

Pour le pouvoir soviétique, deux priorités s'imposent en matière de formation : former une main-d'œuvre qualifiée et former une nouvelle élite nourrie de marxisme. Mais la priorité donnée à la formation des militants bolchéviques n'empêche pas l'existence de débats philosophiques sur le marxisme, auxquels participent des intellectuels de tendances diverses. La culture, et en particulier la littérature, intéresse moins le pouvoir, alors que les débats entre les intellectuels soviétiques sont intenses. Dans les deux cas, le stalinisme constitue une rupture, faisant de l'État le seul juge des activités de la pensée.

De 1922 à la fin des années vingt, les débats philosophiques engagent différents courants. Le Parti communiste reste en retrait, jusqu'en en 1931, lorsque triomphent l'« orthodoxie dans le domaine du matérialisme dialectique » et la théorie des deux sciences, qui constitue la nouvelle philosophie d'état, suivie en 1932 par la publication des premiers manuels[19]. Dans ces débats, deux institutions dominent : l'Institut Marx-Engels et l'Institut Lénine. Pour les bolcheviks, accaparer les œuvres de Marx au détriment des socio-démocrates était impératif[20]. Au sein du Gosizdat, les éditions d'État, a été créée en 1920 une commission spéciale dite « commission Marx », qui s'attelle à une édition des œuvres de Marx et Engels prévue en 28 volumes. L'expérience s'arrête provisoirement en 1922[21]. En 1921, est fondé l'Institut Marx-Engels (IME), placé sous la direction de David Borisovitch Goldendach dit Riazanov. Né en 1870, D. Riazanov milite depuis la fin des années 1880, a connu la prison et l'exil, et se passionne pour la pensée socialiste. Il a d'ailleurs travaillé pour le PSD allemand avant-guerre à une édition d'œuvres de Marx. La mission première de l'IME est d'éditer en allemand les premières œuvres complètes de Marx et Engels, dans la *Marx-Engels Gesamtausgabe (MEGA)*, en 40 volumes environ. Ce projet de « monument » éditorial est présenté lors du Ve congrès de l'IC en 1924[22]. Pour l'édifier, D. Riazanov organise la collecte d'archives et les rassemble à Moscou[23]. Suite aux débats de plus en plus violents sur le marxisme-

18. M. Kreps [Krebs]. « Dix années d'édition de l'IC ». *Internationale communiste*. Mars 1929, p. 314-321.
19. R. Zapata. *La Philosophie russe et soviétique*. PUF, 1988, p. 42, 94 et 101.
20. R. Zapata. « Publications des œuvres de Marx après sa mort, 1883-1935 ». *1883-1983 : l'Œuvre de Marx un siècle après*, PUF, 1985, p. 31-46.
21. J.-P. Lefebvre. « Présentation d'un corpus ». *1883-1983 : l'Œuvre de Marx un siècle après*, PUF, 1985, p. 21-29.
22. « Rapport de Riazanow sur l'édition des œuvres de Marx et Engels ». *Bulletin communiste*, 8 août 1924, n° 32, 763-764.
23. Ainsi, à l'été 1923, il rentre de Berlin avec 7 000 clichés photographiques Au début des années trente l'Institut possède 15 000 documents originaux et 175 000 clichés. Voir : J.-P. Lefebvre.

léninisme, D. Riazanov est arrêté en janvier 1931 pour être remplacé par Victor V. Adoratsky[24]. L'arrivée des Nazis au pouvoir en 1933 démantèle une bonne partie du réseau intellectuel et scientifique de son prédécesseur. La *MEGA* est interrompue en 1935, avec seulement 12 volumes publiés[25].

La naissance du « marxisme léninisme » modifie la mission de l'IME en 1931, qui, en fusionnant avec une autre institution, l'Institut Lénine[26], devient l'Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL), symbole de la stalinisation de la philosophie. Ce processus est couronné par l'édition en 1938 de *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* de Staline : ce qu'on appelle désormais le « diamat » est la philosophie officielle de l'État soviétique, et permet à Staline de se faire continuateur de la pensée de Lénine, et par ricochet de Marx lui-même[27].

À la suite du congrès de 1923 du PCUS, qui lançait une nouvelle campagne pour la formation idéologique des Soviétiques, l'Institut Lénine avait été créé dans le but de publier tout ce qui avait trait à l'œuvre de Lénine[28]. L'Institut publie une première édition des *Œuvres complètes* de Lénine en 24 volumes. En 1927, il entreprend une seconde édition de 1927 à 1937, en 31 volumes.

Le livre a bien entendu un rôle premier en matière de littérature romanesque. Différentes organisations mènent le débat sur les relations entre art et politique : le Proletkutl en 1917, l'Association panunioniste des écrivains prolétariens (VAPP) en 1921, l'Association des Écrivains prolétariens de Russie (RAPP) en 1928. Comme en philosophie, le PCUS intervient progressivement dans les débats, avec en point d'orgue le premier congrès des écrivains soviétiques en août 1934. Sont alors abolies les différences entre écrivains prolétariens et compagnons de route et surtout est introduite la notion de « réalisme socialiste », terme flou mais politiquement redoutable car il « permet de soumettre à la tutelle du Parti l'ensemble du domaine de l'art[29] ». Cette vie politico-littéraire est un peu connue à l'étranger grâce à plusieurs institutions, utilisées par l'URSS et le Komintern

---

« Présentation d'un corpus ». *Op. cit.* ; - J. BEECHER et V. N. FORMICHEV. « French Socialism in Lenin's and Stalin's Moscow : David Razianov and the French Archive of the Marx-Engels Institute ». *The Journal of Modern History*, 78, Marx 2006, p. 119-143 ; - C. Leckey. « David Riazanov and Russian Marxism ». *Russian History*, 1995, vol. 22, nº 2, p. 127-53.

24. Les Français en sont informés très rapidement, comme le montre l'article de *L'Humanité* du 27 février 1931, issu d'une dépêche de l'agence Tass : « Un traître », p. 3. D. Razianov est déporté en Sibérie où il décède en 1938. C. LECKEY. « David Riazanov and russian marxism ». *Russian History*, 1995, vol. 22, nº 2, p. 127-53.
25. R. ZAPATA. « Publications des œuvres de Marx après sa mort, 1883-1935 ». *1883-1983 : l'Œuvre de Marx un siècle après*, PUF, 1985, p. 31-46.
26. R. ZAPATA. *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931*. PUF, 1983, p. 325.
27. C. DELACAMPAGNE. *Histoire de la philosophie au XXe siècle*. Le Seuil, 2000, p. 128-129.
28. Il est dirigé d'abord par L. Kamenev puis par I. I. Skortsov-Stepanov de 1926 à sa mort en 1928. L. Kamenev et I. I. Skortsov-Stepanov ont été tous les deux directeurs des Éditions Akademia. *Correspondance Romain Rolland – Maxime Gorki*. Albin-Michel, 1991, p. 492.
29. M. AUCOUTURIER. *Le Réalisme socialiste*. PUF, 1998, 128 p.

qui cherchent en particulier à toucher les milieux non communistes. La VOKS (Société panrusse pour les relations culturelles avec l'étranger) est ainsi créée en 1925 à l'initiative du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères et de l'Internationale communiste[30]. Le commerce de la librairie dans son ensemble passe par son Bureau de presse. Dans les années trente, elle fonde un organisme spécifique chargé de négocier les droits d'auteurs soviétiques, l'Agence littéraire et musicale[31].

Le Komintern participe directement au développement d'autres organisations culturelles. Parallèlement au IVe Congrès, en juin 1924, un « groupe international d'écrivains et de poètes prolétariens rattachés au Komintern » est constitué, avec deux institutions : l'Union internationale de littérature prolétarienne et un « Bureau de liaison de la littérature prolétarienne auprès du Komintern » qui vise au développement de la littérature prolétarienne en Occident, avec l'aide des Partis communistes et de la VAPP[32]. L'IC participe également à l'organisation du Congrès des écrivains prolétariens, à Kharkov en novembre 1930[33]. À l'issue du congrès, l'Union internationale des écrivains révolutionnaires (UIER) remplace le Bureau international de littérature prolétarienne. Un de ses principaux objectifs est de diffuser dans le monde la jeune littérature soviétique[34]. À partir de 1932 et de la dissolution de la RAPP, l'UEIR est moins active et se concentre sur la lutte contre la guerre et le fascisme.

Le monde des traducteurs qui travaillent sur ces textes est une bonne photographie de la vie de ces institutions. J. Humbert-Droz décrit le Komintern comme étant un « appareil considérable de collaborateurs, traducteurs, etc. » qui avec le temps est « devenu pour beaucoup de militants suspects ou pourchassés en raison de leurs sympathies pour l'Opposition un dernier refuge leur permettant de recevoir un peu d'argent[35] ». Pour V. Serge, l'IME est un « établissement scientifique de belle tenue », et se souvient également de cette institution comme d'un refuge : « Les hérétiques de toutes sortes, socialistes, mencheviks, ou opposants de gauche ou de droite, trouvaient paix et travail dans [cet] institut, pourvu qu'ils eussent

30. S. Cœuré. *La Grande Lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*. Le Seuil, 1999, 51 p. J.-F. Fayet. « La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) ». *Relations internationales*, automne 203, nº 115, p. 411-423 ; - L. Stern. « The All-Union Society for Cultural Relations with Foreign Countries and French Intellectuals, 1925-1929 ». *Australian Journal of Politics and History*, 1999, vol. 45, nº 1, p. 99-109.
31. M.-C. Humbert-Dayen. *L'URSS et les conventions internationales sur le droit d'auteur et les droits voisins*. Thèse de doctorat de droit, dir. André Françon : université Paris-II–Panthéon-Assas, 1984, p. 130 et 305.
32. J.-P. Morel. *Le Roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*. Gallimard, 1985, p. 21-27, 94 et 119-120.
33. *Op. cit.*, p. 364 et 378.
34. Bureau de l'UIER. « Document. Créons la littérature de la révolution mondiale ! Rapport au camarade Staline, à tous les travailleurs d'URSS ». *Littérature internationale*, nº 5, novembre 1931, p. 158-160.
35. *Archives Jules Humbert-Droz. T. II : Les partis communistes et l'Internationale communiste (1928-1932)*. Dortrecht : D. Reitel, 1988, p. 663.

l'amour de la connaissance. […] On arrêtait naturellement souvent ses collaborateurs hérétiques et [D. Riazanov] les défendait avec circonspection[36]. » C'est le cas de V. Serge lui-même et de P. Pascal[37]. V. Serge, après avoir travaillé à Berlin puis à Vienne pour *La Correspondance internationale*, revient à Leningrad en 1925. Fin 1928, il est exclu du PC russe, mais obtient un travail de traducteur au Service d'éditions du Komintern et à l'Institut Lénine où il participe à l'édition en français des *Œuvres complètes* de Lénine[38]. P. Pascal travaille aussi pour plusieurs institutions, l'Institut Lénine, l'Institut marxiste-léniniste, la VOKS et le Komintern. Cette multiplicité d'emplois s'explique par le fait que les Soviétiques et kominterniens manquent de cadres qualifiés. P. Pascal se souvient par exemple de « traductions françaises confiées à de vieilles aristocrates qui croient savoir le français[39] », et note dans son journal le 9 septembre 1927 : « [Karl] Radek a visité l'Institut [marxiste-léniniste], accompagné de Riazanov. Serait-ce, à lui aussi, son refuge[40] ? » Au début des années trente, la répression qui frappe les milieux intellectuels atteint les traducteurs. La situation de V. Serge et celle de sa famille s'aggravent. Arrêté en 1933, il alerte ses amis français, et après la mobilisation de ces derniers réussit à rejoindre la Belgique en 1936[41]. Beau-frère de V. Serge, P. Pascal échappe à la répression et finit par rejoindre Paris en 1933. Mais, en 1932, Franz Morriens, communiste belge, soupçonné de trotskisme et jugé inapte aux tâches qu'on lui confie… est affecté au Service d'éditions[42]. Nécessité fait loi.

Au début des années trente, le contrôle de l'État en URSS s'exerce autant sur les organisations éditoriales que sur les organisations intellectuelles, scientifiques et littéraires. L'auteur, étatisé, est désormais, *dixit* Staline, un « ingénieur des âmes ». Au sein du Komintern comme dans des organisations spécifiquement soviétiques, il y a une même croyance en l'utilité du livre comme support d'éducation et d'acculturation politique. Mais il appartient au seul Komintern de l'expliciter.

La Bolchévisation des éditions du PCF

Si le Congrès de Tours est l'acte de naissance de la Section française de l'Internationale communiste, la bolchévisation est celui d'une culture et d'une pratique politique nouvelle en France, le communisme, avec un

36. V. Serge. *Mémoire d'un révolutionnaire et autres écrits politiques. Op. cit.*, 2001, p. 706.
37. ESI, s. d., 495/78/37, RGASPI.
38. V. Serge. *Op. cit.*, p. 725 et 913.
39. P. Pascal. *Mon journal de Russie : Mon état d'âme, 1922-1926*, Lausanne : l'Âge d'homme, 1982, p. 15.
40. P. Pascal. *Mon journal de Russie : Russie, 1927*, Lausanne : l'Âge d'homme, 1982, p. 194. Karl Radek est exclu du Komintern quelques semaines plus tard.
41. J.-L. Panné. « L'Affaire V. Serge et la gauche française ». *Communisme*, 1984, nº 5, p. 89-104.
42. H. Peter. « L'appareil du Komintern, 1926-1935 ». *Op. cit.* ; - *Komintern : l'histoire et les hommes. Op. cit.*, p. 431-432.

vocabulaire, des symboles, une culture politique spécifiques. À l'issue de son Ve congrès en 1924, l'Internationale porte toute son attention sur la transformation des sections nationales en partis calqués sur le modèle russe, appelées à se « bolchéviser » et à se soumettre à ses décisions.

Bolchévisation signifie aussi renforcement de l'implantation communiste dans les milieux ouvriers et modification de la composition sociale du Parti communiste. Lors du lancement de la bolchévisation, le Comité central est déjà composé en majorité d'ouvriers (48,51 %), d'un tiers d'individus appartenant à la classe moyenne, et d'environ 15 % d'hommes appartenant aux classes supérieures. Entre les départs, les exclusions et les campagnes de recrutement, le PCF est renouvelé à 70 %[43]. Lors du congrès de janvier 1925, les deux tiers des délégués sont de jeunes ouvriers[44].

Le PCF adopte un nouveau vocabulaire : Comité central, Secrétariat, Bureau politique, régions et rayons. Il doit se plier aux décisions prises au niveau international, et ses militants se soumettre aux décisions prises unanimement (le centralisme démocratique) par la direction. En mars 1924, le Comité directeur décide de créer des « cellules d'usine », pour réaliser de manière à la fois concrète et éminemment symbolique la fusion entre « théorie et pratique », entre l'action politique et le lieu de l'exploitation. À l'image du Komintern, le PCF se dote d'une nouvelle Section d'Agit-prop en janvier 1925. La Section est composée en sous-commissions. Claude Calzan est désigné responsable de celle des éditions[45]. Toutefois, l'autorité de la Section d'Agit-prop est limitée : elle n'a aucun pouvoir sur l'*Humanité* qui dépend directement du Bureau politique puis du Secrétariat du parti. Les éditions ont aussi leur vie propre faisant l'objet de décisions émanant directement du Bureau politique ou du Secrétariat, mais surtout, nous le verrons, du Komintern.

Le choix des hommes traduit-il une nouvelle orientation politico-éditoriale ? Cela n'est pas flagrant. Plus âgé que B. Souvarine, le nouveau directeur C. Calzan, qui a 48 ans en 1924, est de la même génération qu'A. Dunois. Militant de longue date, socialiste depuis 1906, il est professeur d'allemand. C'est également un ancien zimmerwaldien. En 1924, il est élu membre suppléant du Comité directeur et fait partie du comité de rédaction de *L'Humanité*. Ses responsabilités se multiplient, prouvant la confiance qu'il inspire : au début de l'année 1925 il cumule la direction de la Librairie de l'Humanité, des *Cahiers du bolchevisme* et des responsabilités au sein de *L'Humanité* et de la Section d'Agit-prop qui vient de se mettre en place. Ses relations avec A. Dunois sont elles aussi déplorables. En 1929, ce dernier quitte les éditions, et, chargé de la liaison entre l'ambassade d'URSS

43. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, p. 90.
44. *Op. cit.*, p. 87.
45. Procès-verbal de la réunion de constitution de l'appareil de l'Agit Prop central, 12 mai 1925, 495/30/117, RGASPI ; - Comité central, 25 juin 1925, IML, 93, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

et le PCF, il travaille notamment pour l'IME jusqu'en 1929[46]. Un certain Labarre devient responsable des « traductions », fonction essentielle[47].

L'organisation de la section d'agit-prop française permet de rappeler et préciser la raison d'être des éditions, « assurer l'édition des ouvrages de doctrine, de propagande, travailler en liaison intime avec la sous-section d'agitation et en général avec toutes les commissions du Parti », de « produire des éditions populaires à des prix bon marché », et d'« organiser d'une façon rationnelle la diffusion de toutes nos publications en organisant tout un réseau de dépôts, de colporteurs et en faisant travailler l'appareil du Parti à tous les échelons[48] ». Les éditions sont un service *technique*, qui assure l'édition des textes, travaille en liaison, produit, organise… Il ne crée ni ne décide rien.

La responsabilité de la Librairie dans l'éducation politique des militants est néanmoins confirmée. Cette tâche est devenue essentielle avec la bolchévisation. Certes le PCF avait fondé des écoles en 1924-1925, qui accueillaient déjà une centaine d'élèves. Les cours étaient souvent préparés à partir de modèles envoyés depuis Moscou, axés sur l'apprentissage de la théorie marxiste-léniniste et la culture générale, répartis entre des cours magistraux, des travaux en groupe et des travaux plus pratiques[49]. À partir de 1925, l'organisation se complexifie : écoles pour les cadres, écoles élémentaires pour les militants, cercle d'études, cours par correspondance. Le contenu évacue les questions de culture générale mais la pédagogie demeure marquée par celle de l'école républicaine[50]. Pour soutenir ce nouvel enseignement, la Section d'Agit-prop et les éditions promeuvent un nouveau type de texte dans la culture militante française, le manuel. Toutefois, lancée pour répondre aux besoins d'éducation militante, la collection « Bibliothèque d'éducation léniniste », ne comporte finalement que deux titres : *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste* et *ABC de la politique communiste* (« à la fois un guide du professeur et un manuel pour les élèves[51] ») de A. Bernard (A. Kurella) ; *ABC du communisme* de N. Boukharine[52]. En 1929, le BE publie le *Manuel*

46. Dossier Amédée Dunois (1924-1925), 20010216/27/635, CAC ; - Lettres de Amédée Dunois à Marcel Martinet, 29 septembre 1927 et 11 décembre 1929, Fonds Marcel Martinet, NAF, BnF.
47. D'après Marcel Body, Labarre s'appellerait en réalité Dumont, qui aurait fait un passage aux éditions Smolny en 1921 (surnom des éditions du Komintern). M. Body. *Un ouvrier limousin au cœur de la révolution russe*. Spartacus, 1986, p. 190.
48. Procès-verbal de la réunion de constitution de l'appareil de l'Agit Prop central, 12 mai 1925, 495/30/117, RGASPI ; - *Ibid*., F^{7} 13188, CARAN.
49. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français, Op. it.,* p. 110-111 et 120-135.
50. Y. Siblot. *La Formation politique des militants ouvriers : les écoles élémentaires du Parti communiste français*. Cahiers du Centre fédéral–Centre Henri Aigueperse, FEN-UNSA, n° 24, septembre 1998, 299 p ; - *Id.* « "Élever le niveau théorique du Parti" : les écoles élémentaires du Parti communiste français (1925-1936) ». *Cahiers d'histoire*, 1999, n° 79, p. 77-94. ; - *Id*. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) ». *Politix*, 2002, vol. 15, n° 58, p. 167-188.
51. J. Bouquin. « La Bibliothèque d'éducation léniniste ». *L'Humanité*, 9 mars 1925, p. 3.
52. Librairie de l'Humanité, 2e édition, 1925, 176 p. (Bibliothèque communiste). Pour la 2e édition, le livre fut imprimé à 10 000 exemplaires, ce qui est relativement important.

élémentaire du communisme, qui, à peine paru, est menacé par les incertitudes politiques qui agitent le Komintern[53]. Il faut attendre 1932 pour que le PCF renoue avec ce type de texte en éditant *Que veulent les communistes ?*, brochure qui regroupe quatre cours élémentaires, qui sera rééditée à deux reprises en 1934 et 1935[54]. Le bilan éditorial est donc limité. Deux raisons à cela : la volonté d'uniformiser l'éducation politique des militants n'impose pas de multiplier les titres ; surtout le Komintern souffle le chaud et le froid sur ce qui peine à devenir un catalogue.

La direction du PCF est censée décider du plan d'éditions, mais au quotidien elle donne des consignes assez vagues. A. Treint parle de « la publication d'œuvres de Lénine, de Boukharine etc. de brochures pour soutenir les campagnes d'agitation du parti » et André Marty appelle, lui, à celle de « Guesde, de Lafargue etc.[55] »… Le Comité central n'est pas plus précis : « brochures à grande diffusion, expliquant toutes les tâches du Parti et répondant à tous les besoins » et « ouvrages de doctrine, de manuels englobant les pages choisies de livres chers ou épuisés[56] ». On réaffirme régulièrement l'importance des manuels et des textes à bas prix, liés à un contexte politique *a priori* national. Il n'est pas question d'œuvres théoriques dans leur édition complète.

C'est bien Moscou qui décide, par l'envoi de textes, envois qui sont rarement contestés par l'autorité politique française. Or, le poids croissant de l'IC sur les éditions a de lourdes conséquences sur leur travail. C. Calzan se plaint ainsi constamment de l'illisibilité des manuscrits envoyés. Dans une lettre datée du 27 août 1925, il écrit au Service d'éditions de l'Internationale : « J'attire à nouveau votre attention sur les traductions que vous m'envoyez, aussi bien d'articles que d'ouvrages. Elles laissent beaucoup à désirer. Il y a intérêt à ce que nous assurions nous mêmes ces traductions. On y gagnerait au point de vue argent et au point de vue rapidité d'exécution[57]. » Constituer une équipe de traducteurs à Paris est laborieux : en 1927, C. Calzan se plaint qu'on lui ôte Marcel Ollivier[58], Robert Petit et Mita, alors qu'il est submergé de travail. Il a même été obligé de recruter Michel Marty, bien que « sa connaissance de l'allemand laisse encore à désirer[59] ».

53. « Un manuel élémentaire du communisme ». *L'Humanité*, 4 décembre 1929, p. 6.
54. La première édition fut imprimée à 5 000 exemplaires.
55. Comité central, 25 juin 1925, IML, 93, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
56. S. Pey. *Structures internes et rythmes de développement de la section d'agitation et de propagande du Parti communiste français entre les deux guerres*. Th. de doct. d'histoire, dir. Rolande Trempé : université de Toulouse-Le Mirail, 1976, p. 208.
57. Lettre de Claude Calzan au Service d'éditions de l'IC du 27 août 1925, IML, 101, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
58. Il avait travaillé comme secrétaire de rédaction dans *La Revue communiste* de C. Rappoport et surtout pour le Service d'éditions du Komintern comme traducteur.
59. Lettre de C. Calzan, 28 janvier 1927, IML, 221, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

Le 23 juillet 1924, George Marrane est chargé par le Bureau politique d'établir « le bilan après inventaire des éditions et de la librairie » pour la fin septembre[60]. Celui-ci s'avère catastrophique, et G. Marrane avance comme explication « la confusion des trois budgets : éditions du Parti, éditions de l'Internationale Communiste et compte d'exploitation[61] ». En effet, le Service d'éditions de l'IC ne fournit pas seulement les textes à publier mais aussi les fonds nécessaires pour leur composition et leur impression, argent que les Français doivent rembourser sur les ventes des ouvrages. « Actuellement, écrit G. Marrane, à la Librairie de l'Humanité, les bénéfices bruts sur vente ne couvrent pas les frais généraux. […] Gênée dans sa trésorerie par les pertes antérieures et par les augmentations nécessaires du stock, la librairie ne peut satisfaire au paiement à la caisse des éditions de l'IC, du montant des livres vendus[62]. » D'après la police, la Librairie de l'Humanité connaît 80 % de pertes en mai 1925[63]. Ventes insuffisantes ou problème de liquidité ? La croissance de la production est un fait indéniable. L'année 1925 (62 titres) est trois fois supérieure à 1921[64]. Or, il faut engager des frais pour le papier, la composition et l'impression de ces livres et brochures, dans une période d'inflation.

Pendant l'été 1925, la situation financière et les nécessités politiques conduisent à des décisions radicales. Le 25 juin 1925, C. Calzan expose devant le Bureau d'organisation un projet, élaboré par ou avec le Komintern : « L'IC est très mécontente de la façon dont cet appareil est organisé en France. Il est question de créer un appareil en charge spécialement des éditions de l'IC ce qui, pratiquement, aboutirait à démolir le service actuellement existant au Parti. » Il réclame la création d'« une maison d'édition qui centraliserait les travaux des diverses organisations » et un « appareil de diffusion ». Tout cela permettra de « facilement doubler notre vente et réaliser des bénéfices ». Il prévoit ainsi de multiplier le chiffre d'affaires par deux, passant de 204 000 à 408 000 euros[65]. La direction du Parti nomme alors une commission (Gabriel Sauvage, Georges Marrane, Robert Seux[66] et Claude Calzan), qui doit compléter et donner son avis sur le projet le 4 août. Pour la partie éditoriale du projet, la commission prévoit sept employés, dont un traducteur de russe, un traducteur d'allemand et d'anglais et un « rédacteur-correcteur ». Quant à la diffusion elle précise en particulier que la « société de presse et d'éditions », chargée de toutes les publications nationales et internationales « ne recherche pas de bénéfices

60. Bureau politique, 23 juillet 1924, IML, 64, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
61. Bureau d'organisation, septembre 1924, IML, 65, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
62. Situation financière au 31 juillet 1924. Budget général du PCF, du 1er août 1934 au 31 décembre 1924, IML, 67, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
63. Note, 23 mai 1925, F7 12897, CARAN.
64. Graphique 1.
65. En euros constants. Bureau d'organisation, 30 juin 1925, IML, 100, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
66. Il est administrateur de *L'Humanité*. Notice biographique, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. [CD-Rom] Éditions de l'Atelier, 1997.

et édite à juste prix, de façon à livrer au service d'édition et de publicité à raison de 50 % [de remise] ». Le projet est accepté, mais le Bureau d'organisation renvoie la question financière au Secrétariat[67]. Enfin, le 6 février 1926 C. Calzan est « autorisé à se rendre à Berlin et à Moscou pour régler la question de la librairie et du service des éditions[68] ». Le Komintern a donc eu le dernier mot sur les suites du projet.

En juillet 1926, le Parti communiste dispose d'une nouvelle maison d'édition : le Bureau d'Éditions, de Diffusion et de Publicité (BEDP), qui est constitué de deux secteurs, éditions et diffusion, comme l'indique sa raison sociale[69]. À partir d'août 1926, le BEDP s'installe au 132, rue du Faubourg Saint-Denis, dans le Xe arrondissement[70]. L'année suivante est créée une deuxième entreprise, les Éditions sociales internationales (ESI), dont la constitution légale en décembre 1929 est tardive par rapport à leur apparition réelle. Elles s'installent au 3, rue Valette, dans le Ve arrondissement[71]. La raison d'être des ESI est l'édition des œuvres complètes de Lénine et de la littérature romanesque soviétique.

Dans la déclaration au Tribunal de commerce de Paris du BEDP, un nouveau nom, « Cical Lebert », apparaît. Contrairement aux gérants officiels des ESI, qui sont des hommes de paille, Libert (ou Liebert, ou Lieber) Cical est réellement responsable de la gestion du BEDP, tandis que C. Calzan est chargé des aspects éditoriaux et politiques. Il aurait été nommé administrateur du BEDP grâce à Pierre Semard[72]. Libert Cical, né en Roumanie en 1892, est arrivé en France en novembre 1913, avec ses trois frères, sa sœur[73] et sa mère. Il travaillait comme ouvrier électricien. À la déclaration de guerre, il s'engagea dans la Légion étrangère où il était chargé des transmissions. Gazé, il fut décoré de la croix de guerre avec 7 citations. Libéré en février 1919, il est naturalisé en 1922. Il suit des cours du soir au Conservatoire des arts et métiers. Il aurait adhéré PCF en décembre 1920[74]. L. Cical a eu des responsabilités dans le milieu coopératif[75]. Il était également directeur de l'imprimerie du PCF, l'Imprimerie

67. Bureau d'organisation, 4 août 1925, IML, 100, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
68. Bureau politique, 6 février 1926, IML, 149, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
69. Extrait du registre du Tribunal de commerce de Paris, n° 40144, 22 juillet 1926, Arch. de Paris.
70. On trouve à cette même adresse également les éditions du Parti communiste italien, les Edizioni italiani di cultura sociale. Au sujet de Cical, Leiber, militant communiste, septembre 1926, Dossier Cical, 19940438/7/604, CAC.
71. ESI, SARL, Statuts, D31 U^3^, acte n° 96/2851, Arch. de Paris. Les gérants sont officiellement Joseph Louis Brent et Lise Roman.
72. Dossier Libert Cical, 495/270/7450, RGASPI.
73. Joseph, Achille, Maurice et Cécile. Renseignements fournis par Claude et Françoise Cical.
74. Dossier Cical, 19940438/7/604, CAC ; - Dossier de naturalisation de L. Cical, JO 324-1977, 30 juin 1922, BB 11/2000, CARAN ; - Dossier Libert Cical, Ba 1993, Arch. PPo ; - *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.* [CD-Rom] Éditions de l'Atelier, 1997.
75. En mars 1926, il est administrateur de la coopérative de consommation la Vente populaire, IML, 174, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Il a également d'autres attributions : employé à la 13e section de l'Union des coopérateurs communistes et de la Caisse d'économie de *L'Humanité* en 1925 et 1926 ; commissaire au compte de la BOP.

centrale, dans le XIIIe arrondissement[76]. Par ses multiples responsabilités, L. Cical a fait montre de sa capacité à assurer des tâches de gestion.

Mais son rôle dépasse rapidement celui de responsable administratif. C. Calzan multipliant les absences en raison de problème de santé dès 1925, L. Cical est obligé de le remplacer[77]. Lors du Ve congrès du PCF en juin 1926, Calzan n'est pas réélu membre du Comité central. Accusé de « travail fractionnel » par le Bureau politique, il subit un quasi-procès le 25 janvier 1927. Gaston Bensan confirme le poids de Cical dans les éditions à cette époque : « Du fait du caractère de Calzan, c'est Libert Cical qui assumait la responsabilité, aussi bien pour l'administration que pour les parutions[78]. » C. Calzan, disparaissant des éditions en 1928, est remplacé par Labarre comme responsable éditorial. Mais Cical prend l'ascendant sur l'ensemble, par sa personnalité qui va se révéler par la suite exceptionnelle : « C'était un homme dur, déclare G. Bensan, sévère pour lui et pour les autres. C'était un travailleur acharné[79]. » Depuis le départ de B. Souvarine, le PCF a recouru à des techniciens de la propagande, des exécutants. Désormais, il se repose sur L. Cical, militant sans lien avec la SFIO d'avant 1920, technicien pur et dur, ouvrier autodidacte. Les hommes placés à la tête des éditions doivent être des interlocuteurs dociles pour le Service d'éditions de l'Internationale et la direction du PCF. Ce que sera imparfaitement Cical.

Lénine, Marx, le roman soviétique : le domaine réservé du Komintern

La création des ESI était justifiée par le lancement de deux entreprises, l'édition des *Œuvres complètes* de Lénine et celle des premiers romans soviétiques. L'édition des *Œuvres complètes* de Lénine est annoncée aux libraires français dès février 1927, avec 30 volumes, à raison de 4 volumes par an[80]. « Cette partie internationale [des éditions], témoigne G. Bensan, était vraiment indépendante du Parti français[81]. » Or, le contrôle quotidien du Service d'éditions de l'IC va se révéler ubuesque.

Pour cette entreprise, le Service d'éditions de l'Internationale a constitué en son sein une « Section léniniste[82] ». À Moscou, les deux hommes en charge de la traduction sont P. Pascal et V. Serge, qui ne sont pourtant pas

76. Rapport soumis à l'IC par le Secrétariat intérimaire du P.C. français, 27 juin, 1924, IML, 67 ; - Bureau politique, 10 juillet 1925, IML, 95, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
77. Lettre de C. Calzan, 28 janvier 1927, IML, 221, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
78. « Conversation avec Gaston Bensan », par F. EYCHART. *Annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet,* n° 7, 2005, p. 11-64.
79. *Op. cit.*
80. *Bibliographie de la France*, n° 5, 4 février 1927, p. 514 et n° 52, 30 décembre 1927, p. 5921.
81. « Conversation avec Gaston Bensan », par F. EYCHART. *Op. cit.*
82. Institut Lénine, Lettre aux membres du præsidium de l'IC, 11 avril 1929, 495/78/54, RGASPI.

alors en odeur de sainteté politique[83]. P. Pascal note dans son journal le 13 août 1927 : « Je revois le tome XIV de Lénine traduit par Victor Serge, j'y joins les notes de la nouvelle édition russe – qui sont presque aussi nulles et aussi inintelligibles que possible (l'Institut Lénine *fecit* !). Le tout à la vitesse obligée de 25 pages par journée […] car il faut que le volume paraisse pour le 7 novembre, et il y a 632 pages. » Les traductions sont réexaminées avec minutie. Les *Œuvres choisies* de Lénine qu'il a également traduites subissent l'examen attentif d'un censeur qui, raconte-t-il, « a bien flairé toutes les phrases un peu sujettes à caution », même pour une « correction de rien du tout[84] ». Le manuscrit revu et corrigé est envoyé à Paris, où le texte est préparé et composé. Après relecture et composition, les épreuves repartent pour Moscou, où est signé le bon à tirer envoyé par télégramme, y compris pour les pages de titre[85].

Cette organisation complexe montre rapidement ces limites. Ce souci extrême du contrôle n'empêche pas les contresens, coquilles et autres erreurs d'impression[86]. Face à la médiocre qualité des traductions, le Komintern demande de plus en plus souvent aux ESI de prendre en charge une part de la « rédaction » c'est-à-la remise en forme du texte[87]. En 1929, le livre de V. Molotov, *L'Édification du socialisme*[88], est préparé ainsi : « Nous vous prions d'être assez aimables pour vouloir bien corriger, à l'aide de la brochure russe, les fautes qui pourraient avoir été laissées dans le texte, afin d'obtenir une brochure aussi parfaite que possible[89]. » Certains titres moins importants mais dont l'édition doit être faite en urgence ont droit à une traduction établie en France même, ce qui permet en principe de gagner du temps[90]. À Paris, on y consent difficilement[91] : il n'est pas aisé de trouver des « rédacteurs » compétents et surtout le risque est grand. Il est politique (en réalité seul le Komintern a l'*imprimatur*) mais aussi financier car l'IC ne se prive pas de demander ensuite des corrections après composition, la correction sur plombs étant la plus onéreuse[92]. Le tome IV des *Œuvres complètes*

83. ESI, [listes d'ouvrages à éditer], [1928], 495/78/37, RGASPI.
84. P. Pascal. *Mon journal de Russie : Russie, 1927*. Op. cit., p. 56 et 173. Le censeur était Walecki. À la même époque, les éditeurs français sont peu exigeants avec la « fidélité » au texte original, n'hésitant pas à l'adapter ou à le couper et recourir à des « pools » de traducteurs. B. Wilfert. *Paris, la France et le reste… Importations littéraires et nationalisme culturel en France, 1885-1930.* Th. de doct. d'histoire, dir. C. Charle : Paris-I–Panthéon Sorbonne, 2003, p. 237 et 431-432.
85. Lettre [du SE de l'IC], 11 mars 1929, 495/78/48-1, RGASPI ; - Lettre de Labarre du 6 avril 1929, 495/78/501, RGASPI.
86. Voir par exemple *Contre la guerre impérialiste*, d'André Marty (BE, 1932). Deux pages d'*errata* ont été publiés dans les *Cahiers du bolchevisme*. Voir : Secrétariat du Parti. « Rectification », *Cahiers du bolchevisme*, 15 octobre 1932, nº 20, p. 1305-1306.
87. Lettre du 25 juillet 1929, 495/78/48-3, RGASPI.
88. BE, 1930.
89. Lettre du 21 novembre 1929, 495/78/48-3, RGASPI.
90. Sofronova, Lettre du 27 juin 1929, 495/78/48-2, RGASPI. Il s'agit ici de *Impérialisme contre communisme*, de S. Daszynsky, BE, 1929.
91. Lettre du 10 octobre 1930, 495/78/54, RGASPI.
92. Lettre de Labarre, 26 novembre 1928, 495/30/601, RGASPI.

de Lénine, paru en 1929, a ainsi coûté 15 360 francs en composition et… 11 530 en correction[93]. Labarre réagit vivement : « À l'avenir, quelles que soient les indications ou les assurances que l'on nous donne, nous ne ferons rien composer avant une révision soigneuse, complète de chaque ouvrage au point de vue orthographe et ponctuation[94]. » Une équipe de « consulteurs » est finalement constituée à Paris : « Le premier Parijanine, connaissant le russe et le français, veillerait plus spécialement au sens. Le deuxième (Gayman, rédacteur à *L'Humanité* et licencié en mathématiques) et le troisième (L. Delaye, étudiant employé au service de documentation du PC) ne connaissant pas le russe, signaleraient les lourdeurs, les obscurités, etc. et feraient des suggestions[95]. » Le fait que le PCF recourt aux talents de traducteur de Maurice Parijanine alors qu'il fait partie de l'opposition au sein du Parti et qu'il travaille aussi pour les éditions Rieder, montre la difficulté de trouver des militants et fiables et qualifiés. En 1929, les ESI engagent P. Marion comme « consultant » et Blanc comme « traducteur-rédacteur[96] ».

Dans ces conditions, l'édition des *Œuvres complètes* prend fatalement du retard. Dès le tome VII, le premier paru, les ESI trichent : l'achevé d'imprimer indique 1928 alors que le livre paraît en réalité en 1929, afin de respecter les engagements envers les souscripteurs[97]. Sur les 30 volumes prévus, seuls 8 sont finalement publiés : 3 en 1928 (tomes VII, XIII et XX), 1 en 1929 (tome IV), 2 en 1930 (tomes X et XXI), 1 réédition en 1933 (tome XIII), 1 en 1934 (tome VIII) et 1 en 1935 (tome XXV)[98]. Le 15 février 1932, le Service d'éditions du Komintern adresse un courrier aux ESI qui en dit long sur les difficultés rencontrées. Pour le tome VIII, il demande « s'il ne serait pas préférable de l'éditer ici ». *Idem* pour le tome XX car il désire « le faire entièrement revoir » et pour cela réclament les deux jeux d'épreuves, les bonnes feuilles et la correspondance. Enfin, pour le tome XXV qui « est très en retard », il s'estime « handicapé du fait que certains changements apportés dans l'édition russe ne sont pas encore mis entièrement au point ; or, il nous faut absolument en tenir compte[99] ». Si l'organisation explique cet échec, la politique y a aussi sa part. La fusion de l'Institut Lénine avec l'IME en 1931 a perturbé l'entreprise. De même, la répression qui touche les milieux intellectuels met le Service d'éditions dans l'embarras : « Pour des raisons que nous vous ferons connaître par la suite il a été décidé qu'à

93. En francs courants. H. Lozeray, Rapport sur les Éditions, [1931], IML, 454, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
94. Lettre de Labarre, 14 janvier 1929, 495/30/601, RGASPI.
95. Lettre de Labarre, 26 novembre 1928, 495/30/501, RGASPI.
96. Lettre [de L. Cical] du 13 avril 1929, 495/30/501, RGASPI.
97. Lettre de Labarre, 11 mai 1929, 495/30/601, RGASPI.
98. Le PCA est présenté comme le bon exemple : à la même date, les communistes allemands déclarent avoir édité 14 volumes en deux ans, alors que les Français en ont édité 8 en sept ans. E. Schneller. « En avant pour le livre prolétarien ». *Littérature internationale*, août 1931, n° 2, p. 121-122.
99. 495/78/95, RGASPI.

l'avenir les noms des traducteurs et rédacteurs des œuvres complètes de Lénine ne figureront plus », est-il écrit à Paris[100]. L'année suivante les noms des traducteurs qui sont encore mentionnés changent totalement[101].

Les éditions « populaires » des œuvres de Lénine rencontrent aussi de multiples difficultés. Lors de leur fondation, les ESI avaient créé la collection la « Bibliothèque marxiste », qui devait accueillir tous les idéologues du Komintern, à un prix relativement élevé (entre 12 et 25 francs). Labarre ne souhaite pas éditer en priorité Lénine comme il l'explique en 1929 : « Publier maintenant, dans la "Bibliothèque marxiste", *L'Impérialisme*, *l'État et la révolution* ou *La Maladie infantile* nuirait à la vente de l'ancienne édition, dont il reste en stock des quantités importantes. Le seul volume que l'on pourrait rééditer en ce moment serait *Sur la route de l'insurrection*, dont il reste relativement moins d'exemplaires[102]. » Finalement, le Service d'éditions à Moscou se résout à retarder la parution de *La Maladie infantile du communisme de gauche, l'État et la révolution* et *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme* de Lénine « d'une année environ » puisque ces textes vont paraître dans les *Œuvres complètes*[103]. Mais, dans une lettre du 11 avril 1929 adressée aux membres du praesidium du CE de l'IC, le Service d'éditions annonce sa décision de publier « prochainement » des *Œuvres* de Lénine en 5 volumes[104]. Apprenant la nouvelle, L. Cical sort de ses gonds : il se dit « un peu surpris » et juge « audacieux » d'en envisager la parution, sachant que six ouvrages de Lénine sont en cours de vente, qu'il y a quatre volumes de *Pages choisies*[105] « dont la parution tardive et incertaine des vol[umes] III et IV, nous rend déjà assez ridicules auprès de nos clients », que des titres sont prévus pour la collection la « Bibliothèque marxiste », qu'il y a les *Œuvres complètes* en 30 volumes[106]… Mais, en 1933, aux yeux du Komintern, les Français demeurent fautifs. « Nous ne voyons jusqu'à présent aucun indice de la publication des *Œuvres choisies* de Lénine en langue française et les éditions françaises des *Œuvres complètes* paraissent avec une lenteur inversement proportionnelle à l'allure des événements historiques. Les ouvriers français, les communistes français seraient-ils peut-être réfractaires aux études théoriques ? Nullement ! Il est plus exact de dire que le travail d'éducation du Parti est faible. »[107] Le travail du Komintern demeure irréprochable.

100. Lettre du 21 décembre 1929, 495/30/601, RGASPI.
101. De 1925 à 1930, sont indiqués : Marie Borissov ; Z. Lvoski ; Maurice Parijanine ; Mir ; V. Goriely ; R. Marchand ; V. Serge. De 1930 à 1934, il s'agit de : A. Oranovskaïa ; A. Roudnikov ; Alice Orane ; Georges Roux ; Doccar ; Jeanne Dupont ; Serge Persky ; Z. Lvoski ; Lydie Sylbert.
102. Lettre de Labarre, 25 janvier 1929, 495/30/601, RGASPI.
103. Lettre [du SE de l'IC], 11 mars 1929, 495/78/48-1, RGASPI.
104. Lettre aux membres du præsidium du CE de l'IC, 11 avril 1929, 495/78/54, RGASPI.
105. Trois volumes sont parus, établis par P. Pascal, entre 1926 et 1929 au BEDP.
106. Lettre de L. Cical du 16 avril 1929, 495/30/601, RGASPI.
107. M. KR [Mikhaïl Kreps ?]. « Les œuvres de Lénine dans les pays bourgeois ». *Internationale communiste*, 15 janvier 1933, nº 2, p. 127-129.

De même que l'édition des œuvres de Lénine est contrôlée par l'Institut Lénine, celles de Marx et Engels, jusqu'au départ de D. Riazanov en 1931, sont placées sous la tutelle de l'IME, qui est renommé pour sa rigueur et – ceci expliquant cela ? – la lenteur de ses publications[108]. Le Ve congrès du Komintern a réaffirmé l'importance de publier les œuvres complètes, et aussi « un choix des œuvres de Marx et Engels[109] ». Mais, malgré cela, les initiatives françaises se heurtent à la priorité politique donnée à Lénine et à l'existence de l'IME. Ainsi, le 6 août 1929, Moscou informe que : « Pour ce qui est de *l'Origine de La famille* d'Engels, il existe une édition russe avec une préface de Riazanov ; mais l'édition dans laquelle il y a aura des notes et qui paraîtra aux éditions de l'Institut Marx et Engels, n'est pas encore prête ; c'est pourquoi nous ne sommes pas à même de vous l'envoyer[110]. » En novembre 1929, le VIe congrès du Komintern salue la parution du premier tome des *Œuvres complètes* de Marx et Engels, établi par l'IME, mais souhaite aussi une « édition internationale » de ces œuvres et voir « publier des morceaux choisis de Marx et Engels ». Un calendrier est même fixé : ces éditions doivent être réalisées en deux ans, par le Service d'éditions de l'Internationale et les sections nationales[111]. Entre 1928 et 1934, 16 textes de Marx et Engels sont alors édités, notamment dans deux collections : la « Bibliothèque marxiste » (initialement fondée par B. Souvarine et reprise par les ESI) remplacée par les « Éléments du communisme » (BE).

La fusion de l'Institut Lénine et de l'IME en 1931 ne fait pas disparaître le caractère procédurier de l'édition de ces textes. En mai 1932, on écrit à Paris : « Au sujet des *Œuvres choisies* de Marx et Engels, vous informons que nous n'avons encore rien de concret jusqu'à présent bien que l'Institut Marx-Engels soit en train de les préparer[112]. » L'IMEL n'est guère plus rapide que l'IME. En 1933, à l'issue de la XIIe assemblée plénière du CE de l'IC, il est décidé d'une « vaste campagne de popularisation du marxisme et du léninisme à l'occasion du cinquantenaire de la mort du plus grand maître et guide de la classe ouvrière, Karl Marx ». Le Komintern prévoit donc la publication de textes provenant de l'IMEL, qui par ailleurs « doit servir à la plus large popularisation de l'immense héritage laissé par Marx, Engels et Lénine, au renforcement du front théorique de la lutte des classes, ce qui contribuera à redoubler notre force sur les deux autres secteurs : politique et économique[113] ». Jacques Duclos déclare même lors du Comité

108. C. Leckey. « David Riazanov and russian marxism ». *Op. cit.*
109. « Rapport de Riazanow sur l'édition des œuvres de Marx et Engels ». *Bulletin communiste*, 8 août 1924, n° 32, 763-764.
110. 495/78/48-3, RGASPI.
111. Information sur le rapport Razianov concernant la publication d'une édition populaire des œuvres de Marx et Engels (à la séance du præsidium du CE de l'IC du 27/11/29. Extraits du procès verbal du præsidium du VIe congrès du 17/8/28), 16 novembre 1929, 495/78/54, RGASPI.
112. Lettre du 8 mai 1932, 495/78/98, RGASPI.
113. « Pour le cinquantenaire de la mort de Karl Marx ». *Internationale communiste*, 15 janvier 1933, n° 2, p. 112-113.

central de février 1933 : « Sans doute notre parti est quelque peu indigent en matière de connaissance marxiste[114]. » Un effort significatif est fait : en 1933 le BE et les ESI publient 6 textes, contre trois l'année précédente.

Après avoir abandonné le projet en 1924, le PCF va-t-il enfin publier *Le Capital* ? Le 4 juin 1933, l'IMEL écrit à M. E. Krebs : « Le Bureau d'éditions édite en effet *Le Capital* sans notre autorisation. Nous n'avons aucune objection à ce que l'édition de La Châtre qui a été revue par Marx soit utilisée dans ce but, mais il nous parait désirable de revoir le texte français parallèlement au texte original allemand afin de corriger certaines fautes d'impression et certaines inexactitudes. » Finalement, l'Institut demande à M. Krebs de faire en sorte que le BE suspende l'édition et de lui rappeler que « tout ce qui concerne Marx-Engels-Lénine ne peut être édité qu'avec l'autorisation et après vérification de l'Institut ». De guerre lasse, les Français abandonnent[115] ; les éditions Costes demeurent donc les seules à même de fournir ce livre à Paris.

Le contrôle de l'IMEL ralentit le rythme des publications et surtout des rééditions. *L'Adresse inaugurale* est éditée en 1921 puis… en 1933 ; A. Dunois avait traduit en 1922 *Critique du programme de Gotha*, traduction abandonnée pour une seconde édition en 1933 ; *Genèse du* Capital est rééditée en 1934, dix ans après sa première édition. *La Guerre civile en France*, traduite par A. Dunois en 1924, connaît le même sort. Le texte est réédité dans une autre traduction (anonyme) en 1933, dont l'IMEL demande la destruction car il vient d'en établir une nouvelle édition[116]… Les compétences de l'Institut se sont d'ailleurs étendues aux philosophes des Lumières et à d'autres grandes figures révolutionnaires, empêchant les Français d'éditer de leur propre chef Diderot ou Rosa Luxembourg[117].

Dans son catalogue de 1931, le BE propose d'envoyer gratuitement à ses clients un guide de lecture, *Pour étudier le marxisme* : il est composé d'une liste d'ouvrages « en trois degrés d'étude » et « dans l'ordre de difficulté croissante[118] ». Le premier degré comporte 13 titres, avec des titres de Engels et J. Guesde mais aussi des manuels comme ceux de C. Rappoport et de A. Bernard (A. Kurella). Le deuxième compte 29 titres et on y trouve J. Jaurès, le *Manuel élémentaire du communisme*[119], des œuvres de Lénine et Karl Kautsky. Le dernier degré comporte 66 titres dont toutes les œuvres de Marx disponibles sur le marché du livre français et *Le Capital* en douze volumes de Costes, des livres de Plekhanov, Kautsky,

114. Jacques Duclos, 13 février 1933, Comité central, IML, 586, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
115. [Lettre du 16 juillet 1933], IML, 581, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
116. Lettre du Secrétariat romain à la Commission politique, 1er juin 1933, 495/32/129, RGASPI.
117. Lettre du 5 août 1929, 495/78/48-3 RGASPI. Le BE attend pendant deux ans une préface pour *Réforme et révolution* de R. Luxembourg : Lettre du 16 juillet 1933, IML, 581, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
118. Bureau d'éditions. *Catalogue*, 1931, p. 7 ; - *Pour étudier le marxisme*, BE, [1931], 6 p. Il s'agit d'un dépliant.
119. BE, 1929, 114 p.

Vandervelde, mais quasiment rien de Paul Lafargue… Bref cette liste est un mélange de la littérature marxiste disponible en France à cette date. Faute de pouvoir publier *Le Capital*, *Les Cahiers du bolchevisme*, dans leur numéro spécial consacré à Marx, publient un article du nouveau directeur de l'IMEL, V. V. Adoratsky, « Comment lire *Le Capital* », suivi de 4 pages de bibliographie[120].

Qu'il s'agisse des œuvres de Lénine ou de Marx, le soin extrême porté aux textes, à leur traduction et appareil critique, démontre que ces livres fondent la légitimité du Parti communiste. Pour ce, ils doivent remplir des conditions de scientificité définies par le Parti lui-même. Ces conditions une fois remplies, ces éditions constituent des « canons », pour lesquels la caution du champ intellectuel est inutile, canons qui participent à la doctrine sur laquelle repose l'organisation partisane[121]. L'Internationale préfère d'ailleurs ne pas éditer un texte plutôt que de prendre le risque de ne pas produire une œuvre politiquement irréprochable. Un appareil critique volumineux rassure car il oriente le lecteur vers la bonne lecture du texte. L'attitude pédagogue, non dénuée de paternalisme, de militants comme M. Dommanget, qui préférait la brochure simple, plus accessible au lectorat populaire, au texte avec appareil critique, est désormais considérée comme dangereuse, car elle laisse le lecteur libre d'interpréter le texte, sans aide ni contrôle[122].

L'autre raison d'être des ESI est l'édition des romans soviétiques. Les maisons d'édition du PCF ne sont pas en retard par rapport aux éditions dites « bourgeoises » mais ne dominent nullement le « marché ». Depuis la Révolution de 1917, les éditeurs français publient régulièrement des livres sur l'URSS qui présentent les thèses et thèmes les plus variés, y compris sous forme littéraire, même si les débats politico-esthétiques soviétiques échappent totalement aux Français[123]. Les premiers romans soviétiques sont donc édités par des maisons d'édition « bourgeoises » : à partir d'octobre 1926 dans la collection « Jeunes Russes » dirigée par Boris de Schloezer aidé par Brice Parain chez Gallimard [124] ; en 1927 dans la « Collection de la Russie nouvelle » aux éditions Montaigne. Cette situation ne déplait pas aux Soviétiques ni au Komintern : en 1931, l'UEIR ne souhaite pas s'adresser

120. *Cahiers du bolchevisme*, 14 mars 1933, nº 6, p. 459-464.
121. M. Ymonet. « Les Héritiers du *Capital* : l'invention du marxisme en France au lendemain de la Commune ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1984, nº 55, p. 3-14.
122. S. Bianchi. « Maurice Dommanget (1888-1976) ». *Annales historiques de la Révolution française*, 1975, t. IL, p. 71-86.
123. Sur l'introduction du roman russe en France : B. Wilfert. *Paris, la France et le reste… Importations littéraires et nationalisme culturel en France, 1885-1930*. *Op. cit.*, p. 94-105 et p. 148-149 ; - M. Espagne. *La Paradigme de l'étranger : les chaires de littérature étrangère au XIXe siècle.* Le Cerf, 1993, p. 321-349. ; S. Cœuré. *La Grande Lueur à l'Est. Op. cit.*, 1999, 364 p. ; - J.-P. Morel. *Le Roman insupportable. Op. cit.*, p. 31-32.
124. P. Assouline. *Gaston Gallimard : un demi-siècle d'édition française*. Balland, 1984, p. 123-124 ; - M. Aucouturier. « Brice Parain et la littérature soviétique ». *Brice Parain, un homme de parole*, Gallimard–BnF, 2005, p. 73-87 ; - A. Cerisier. « Brice Parain, chef du secrétariat à la *NRF* ». *Ibid.*, p. 89-107.

uniquement aux « revues et [aux] maisons d'édition ouvrières » dans la diffusion de la littérature révolutionnaire, mais aussi aux « maisons d'édition bourgeoises de gauche[125] ». Du côté du PCF, la question n'intéresse guère et on n'intervient que ponctuellement, laissant le champ libre à H. Barbusse et sa revue *Monde*[126]. Il faut attendre l'affaire Barbé-Celor pendant l'été 1931 et la constitution de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), section française de l'UEIR fondée en 1932 pour que le Parti communiste commence à se préoccuper véritablement de littérature.

La lenteur du rythme des publications est saisissante : 22 titres de 1927 à 1934, mais seulement 4 de 1927 à 1929. Le premier titre publié est *La Semaine* de Iouri Libedinski. Le roman était connu en France depuis 1923, soit un an après son édition en URSS, grâce à V. Serge, et publié en feuilleton dans *L'Humanité* en 1924[127]. L'édition en librairie est tardive mais on sent un choix mûrement réfléchi, qui contraste avec la vivacité des débats littéraires. La prudence est de mise, puisque le Parti communiste russe n'a pas encore tranché sur la validité politique de ce roman !

Le Service d'éditions du Komintern propose aux Français en octobre 1928 d'éditer *Bruski* de Fiodor Panferov, *La Débâcle* de A. Fadeïv – modèle du roman prolétarien mis en avant par la VAPP en 1927[128] – et *Sur le Don paisible* de Mikhaïl A. Cholokov[129], qualifiés de « meilleures nouveautés de ces derniers temps ». Argument plus commercial que politique, il signale le succès du roman de Cholokov en Allemagne. Dans un rapport sur les années 1928-1929, il est prévu de publier *Le Ciment* de Fiodor Gladkov, les *10 jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed et cinq romans dont celui de F. Panferov, *Bruski*[130]. Le roman de F. Panferov, publié finalement sous le titre la *Communauté des Gueux* aux ESI en 1931, a provoqué des débats en URSS, en particulier lors du congrès de Kharkov en novembre 1930, où le courant qu'il représente reçoit finalement le soutien du Parti russe[131]. Prudentes, les ESI publient ainsi des auteurs estampillés « communistes » et non des « compagnons de route », donc des auteurs qui présentent *a priori* une certaine garantie politique, contrairement à ceux publiés par les éditeurs « bourgeois ».

Mais le Service d'éditions de l'IC ne parvient pas à convaincre systématiquement les éditions françaises de la nécessité de publier des romans sovié-

125. Bureau de l'UIER. « Document. Créons la littérature de la révolution mondiale ! Rapport au camarade Staline à tous les travailleurs d'URSS ». *Littérature internationale*, nº 5, novembre 1931, p. 158-160.
126. *Dialogues d'écrivains : pages d'histoire des relations culturelles franco-russes au XXe siècle : 1920-1970*. Moscou : IMLI, 2002, p. 44-47 ; - C. Reynaud Paligot. *Le Parcours politique des surréalistes (1919-1969)*. CNRS Éditions, 1995, p. 75-79.
127. J.-P. Morel. *Op. cit.*, p. 67.
128. *Ibib.*, p. 121-122.
129. Publié en France sous le titre *Sur le Don paisible*, Payot, 1931.
130. 495/78/54, RGASPI.
131. J.-P. Morel. *Op. cit.*, p. 397.

tiques. Dans une lettre de Labarre en novembre 1928, le manque d'enthousiasme des Français est flagrant et les critères de choix très pragmatiques : *Le Tourbillon* d'Alexandre Demidov et *Bruski* de F. Panferov sont considérés comme trop longs, alors que le roman de A. Fadeïv *La Débâcle* « a au moins le mérite d'être relativement court[132] ». Les ESI refusent l'année suivante d'éditer un roman de Mikhail Cholokov, *Sur le Don paisible*[133]. Les liens entre les éditions du PCF et l'AEAR au moment de la création de l'association sont quasi inexistants[134]. Ce faible intérêt des éditions du PCF tranche avec les ambitions et les engagements de H. Barbusse[135], pourtant attaqué par la RAPP qui le rend responsable en 1929, par la plume de Bruno Jasienski, de la situation éditoriale française : « Ehrenbourg, Pilniak, Babel, Fédine, Seïfoullina sont édités en France par de gros éditeurs bourgeois, alors que les deux ou trois livres d'écrivains prolétariens (Libedinski, Fadeïv, Gladkov) édités par une maison d'édition communiste, sont condamnés au boycott du public bourgeois[136]. »

En réalité, le poids des éditions « bourgeoises » dans la diffusion de ces œuvres ne gène guère les Soviétiques. Le Komintern charge même les ESI de trouver une autre maison d'édition pour publier le roman de M. Cholokov en France. Ce sera Payot[137]. De même, il faut rappeler qu'un des responsables de la collection « Jeunes Russes » chez Gallimard est B. Parain, alors membre du PCF[138]. L'absence de ratification des accords internationaux sur le droit d'auteur par l'URSS explique en partie cette situation : si les Soviétiques pillent allègrement les catalogues étrangers, en particulier scientifiques, les éditeurs occidentaux établissent leur propre réseau de contacts avec le monde littéraire russe, pour y trouver des manuscrits à traduire[139]. Ainsi, à quelques semaines d'intervalles, les éditions Gallimard et les ESI publient le même roman de M. Cholokov, dans une traduction différente : en octobre 1933 paraît chez Gallimard *Les Défricheurs*[140] et en décembre aux ESI *Terres défrichées*[141]. Le Parti communiste tente en vain de dénoncer par voie de presse cette pratique qu'il juge malhonnête[142], devant un

132. Lettre de Labarre du 26 novembre 1928, 495/30/501, RGASPI.
133. Lettre [du SE de l'IC], 11 mars 1929, 495/78/48-1, RGASPI.
134. J. Fréville. « Autour du livre de Samy : *Les vaincus* ». *L'Humanité*, 24 mai 1932, p. 4.
135. *Dialogues d'écrivains : pages d'histoire des relations culturelles franco-russes au XXe siècle : 1920-1970*. Moscou : IMLI, 2002, p. 44-47.
136. J.-P. Morel, *Op. cit.*, p. 286-287.
137. Le roman parait en deux volumes en 1930 et 1931. Les traducteurs sont V. Soukhomline et S. Campaux.
138. B. Parain a adhéré au PCF en 1929 jusqu'en 1933. J.-L. Panné. « Brice Parain et le communisme ». *Brice Parain un homme de parole*. Gallimard–BnF, 2005, p. 29-53 ; - A. Cerisier. « Brice Parain, chef du secrétariat à la *NRF* ». *Ibid.,* p. 89-107.
139. M. Aucouturier. « Brice Parain et la littérature soviétique ». *Brice Parain, un homme de parole*. Gallimard-BnF, 2005, p. 73-87 ; - A. Cerisier. *Op. cit.,* p. 89-107.
140. Traduit par D. Ergaz, dans la collection « Jeunes Russes ».
141. Le traducteur n'est pas indiqué. Le roman est paru dans la collection « Horizon ».
142. K. Radek. « L'Épopée de la collectivisation ». *L'Humanité*, 25 décembre 1933, p. 4 ; - F. Roubiner. « Le banditisme politique dans la littérature ». *Commune*, janvier-février 1934, nº 5-6, p. 654-655 ;

Gaston Gallimard goguenard qui se sait dans son bon droit[143]. Les ESI alors insèrent une déclaration « d'authenticité » de l'auteur dans le roman[144].

Depuis 1926, les Français ne peuvent rien publier au Bureau d'éditions sans en avoir informé Moscou, et pour les textes publiés par les ESI, sans avoir obtenu son aval. Le fonds même de la Librairie de l'Humanité a été étudié scrupuleusement, examen dont par exemple C. Rappoport a été victime. Sa brochure *Précis du communisme* est, écrit-il à P. Semard le 9 mars 1927, soumise « à un nouvel examen de l'Internationale (comme on le fait avec un malade dans un cas douteux)[145] ». En 1928, Labarre avait tenté d'obtenir un assouplissement de ce contrôle : « Les ESI doivent-elles publier uniquement des œuvres marxistes ? Ne serait-il pas opportun, vu leur situation délicate, de publier de temps à autre, une œuvre de "gauche"[146] ? » La réponse du Service d'éditions du Komintern à cette question (naïve ou ironique ?) est faussement affable : « Nous partageons entièrement votre opinion que votre travail d'édition doit être élargi dans la mesure où le permet la situation délicate du Service d'éditions et efforçons, en commun avec vous, de faire de nouvelles propositions[147]. » Mais Moscou reste seul juge. Si les Français tentent quelques propositions, ils obtiennent le plus souvent des réponses sibyllines[148] ou des refus catégoriques comme à propos des souvenirs sur Lénine de A. Kollontaï. Ce livre « ne répondrait qu'à des intérêts malsains, son succès serait dû plus à la curiosité malsaine qu'à la valeur du livre et que de plus ni au point de vue artistique ni au point de vue théorique, nous ne pouvons reconnaître ce livre comme nôtre[149] ».

Les camarades français sont à la merci d'événements les plus variés. Ainsi, l'affaire du Parti industriel nécessite soudainement l'entière disponibilité des éditions françaises. Le 8 octobre 1930, le Service d'éditions de l'IC réclame une édition en urgence d'*Acte d'accusation de l'affaire du Parti industriel* dont « la traduction a été faite rapidement et est assez mauvaise ; il faudrait la revoir » : « Espérons que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir une bonne traduction et pour publier la brochure dans les délais prévus[150]. » Les Français tentent de résister puis

- Id., *Littérature internationale*, 1934, nº 1, p. 168 ; - « Correspondance », *NRF*, avril 1934, p. 730-732 ; - « Deux lettres de André Gide à Cholokhov », *Commune*, mars 1934, p. 853-855.

143. Une correspondance entre L. Cical et G. Gallimard sur cette affaire a été publiée par *Monde* et la *Bibliographie de la France*. *Monde*, 20 janvier 1934, nº 291, p. 10.

144. Cette décision correspond cependant à une pratique de plus en plus courante à l'époque qui consiste à préciser qu'un ouvrage est publié avec une « traduction approuvée par l'auteur ». Elle se justifie par les relations de concurrence croissante entre éditeurs « portant sur des auteurs en cours de canonisation définitive et qui devenaient une source de profit sans risque, à condition de trouver les moyens de dévaluer des versions françaises déjà anciennes. » : B. Wilfert. *Paris, la France et le reste… Importations littéraires et nationalisme culturel en France, 1885-1930. Op. cit.*, p. 412.

145. C. Rappoport. *Une vie révolutionnaire (1883-1940). Op. cit.*, p. 477.

146. Lettre de Labarre du 7 novembre 1928, 495/30/501, RGASPI.

147. 495/30/501, RGASPI.

148. Lettre du 5 août 1929, 495/78/48-3, RGASPI.

149. Lettre du 25 novembre 1929, 495/78/48-3, RGASPI.

150. Lettre du 8 octobre 1930, 495/78/68-3, RGASPI.

se soumettent[151]. Autre exemple : en février 1932, le Service d'éditions de l'IC annonce qu'il prépare « actuellement toute une série de publications sur le 2e plan quinquennal » : « Nous constatons que vous avez presque retardé toutes les dernières brochures (*Magnitogorsk*, *Kousnetz*…) ce qui n'est pas tout à fait bien, parce que actuellement l'information sur l'Union soviétique doit porter surtout sur le 2e plan quinquennal[152]. » Les motifs politiques ne sont jamais exposés clairement pour défendre un choix ou un refus de publication[153]. En revanche, l'IC n'est jamais pas avare de critiques, estimant ici la diffusion insuffisante, là les prix de vente trop élevés et les tirages toujours trop faibles. Les décisions prises par l'IC les plus mal vécues concernent l'édition simultanée d'un texte sous plusieurs formes, comme par exemple un livre d'A. Marty, dont Moscou réclame deux éditions, une courante et une autre « populaire » : « Nous pensons qu'une telle édition vous sera très utile, surtout pour les élections ; elle aura beaucoup de succès, et, devrait à notre avis, être vendue le meilleur marché possible[154]. » Cical et son équipe renâclent. La direction du PCF se soumet.

Le sursaut de la direction française

Au début des années trente, la faible implication du PCF dans la diffusion de la littérature soviétique et dans la vie intellectuelle française devient embarrassante. Le PCF tente alors de reprendre la main sur un monde intellectuel dont les activités qui lui étaient jusqu'à presque indifférentes. Les éditions du Parti tentent de leur côté de rallier des écrivains français à leur travail. Mais le chemin est long. Le 8 janvier 1931, L. Cical demande à J.-R. Bloch une préface à une pièce de théâtre soviétique. Celui-ci refuse, en raison de la médiocrité de l'ouvrage[155]. Cette prise de conscience est accompagnée d'un sentiment croissant d'exaspération à l'égard de l'appareil éditorial de l'Internationale. Deux contestations se relaient, d'abord celles des techniciens et, plus tardives, celles de la direction du PCF qui souhaite créer une « littérature communiste française ».

Face à ce fonctionnement ubuesque, L. Cical adopte la posture du strict gestionnaire, reprochant à l'Internationale d'être la cause de nombreux surcoûts. C'est le cas pour *L'Économie mondiale* de N. Boukharine[156] dont « 20 pages ont été refaites (composées, tirées et brochées) à nouveau » et dont « on peut dire que ce bouquin a presque été fabriqué deux fois ».

151. Lettre d'Olga (?), confidentiel, 5 mars 1931, au PCF et à la section d'AP du CC, 495/30/734, RGASPI.
152. Lettre du 13 février 1932, 495/78/98, RGASPI.
153. Par exemple : Lettre du 22 mars 1932, 495/78/98, RGASPI.
154. Lettre du 2 février 1932, 495/78/98, RGASPI.
155. Lettre de L. Cical à J.-R. Bloch, 8 janvier 1931 et lettre de J.-R. Bloch à L. Cical, 19 janvier 1931, Fonds Jean-Richard Bloch, NAF, BnF.
156. ESI, 1928, 178 p.

Idem pour *Chartisme et trade-unionisme*[157] : « Quand tout a été fini, il a fallu – vous l'avez exigé vous-même – refaire les ouvertures, composer et tirer une nouvelle feuille, débrocher l'ouvrage et le rebrocher, manutention, etc. » Pour conclure : « Pour les ouvrages dont l'auteur est français et sur place, on peut estimer le prix de revient à 30-40 % moins cher. Les éditeurs bourgeois ne connaissent pas leur bonheur et avons eu ici quelques exemples pour pouvoir l'apprécier. » L. Cical propose une nouvelle méthode de travail : « Nous vous soumettons les devis et suggestions. Cela entraînera quelque perte de temps – mais comptons sur vous pour ne pas imposer des délais tels, qu'il faudrait publier à tout prix… sans que nous ayons le temps de vous mettre en garde[158]. » En 1932, la situation n'a guère changé. L. Cical est exaspéré : « La multitude de brochures traitant à peu près du même sujet a un effet pernicieux sur la diffusion » et les lecteurs se plaignent de « l'avalanche de nos brochures et de leur incohérence. […] Sans être tout à fait de leur avis, il sera toutefois permis de vous signaler que l'expérience a montré qu'au lieu de publier 15 brochures dont les sujets chevauchent [*sic*] les uns sur les autres, et avec un tirage respectif de 3 à 6 000 exemplaires, avec une diffusion à peine de 59 %, il est préférable, utile et pratique de ne tirer que 4 brochures à sujets bien distincts, avec un tirage respectif de 15 à 30 000, et dont la diffusion dépasse les ¾. » Sinon, « nous allons à la ruine[159] ».

Le technicien de la propagande Cical choisit parfois de résister aux décisions du Komintern par un moyen simple : ne pas donner signe de vie. En février 1932, le Service d'éditions à Moscou se plaint : « En général, recevons très peu de vos nouvelles[160]. » Mais cette stratégie du silence est parfois vaine. Suspicieux, le Komintern examine aussi les quatrièmes de couverture des livres envoyés, qui dévoilent le non-respect des plans d'édition, comme dans ce cas : « Nous avons également reçu les livres *Ivan Babuchkin*[161] et *la Grève*[162]. Au dos de ces derniers, nous voyons que vous annoncez toute une série de brochures en préparation. Nous vous prions de dire exactement tout ce que vous préparez pour les prochains mois, étant donné que les livres que vous annoncez ne correspondent pas à notre plan (par exemple Lénine et la guerre)[163]. » Le Service d'éditions apprend également des parutions inopinées en lisant la presse française[164].

La stratégie de l'IC est juste… donc sa propagande l'est aussi : faute donc de légitimité politique, Labarre et L. Cical se défendent à coup d'argu-

157. ESI, 1928, 344 p.
158. Lettre du 16 avril 1929, de L. Cical, 495/30/601, RGASPI.
159. Lettre du BE du 14 mars 1932, 495/78/98, RGASPI.
160. Lettre du 13 février 1932, 495/78/98, RGASPI.
161. BE, 1931, 44 p.
162. BE, 1931, 56 p.
163. Lettre du 10 février 1932 à Raoul, 495/78/98, RGASPI.
164. Lettre [du SE IC], 6 décembre 1929, au Secrétariat du CC du PCF ; Lettre du 6 décembre 1929, 495/78/48-3, RGASPI.

ments économiques. Cette stratégie s'explique par l'absence de soutien d'un acteur essentiel : la direction du PCF.

Depuis la réorganisation de 1926-1927, l'attitude de la direction française est extrêmement ambiguë. Si les ESI sont le terrain d'action privilégié de l'IC, le BEDP, destiné à publier des textes d'agitation, est *a priori* celui de la direction française. Cette maison d'édition, qui compte une dizaine d'employés[165], n'a pas laissé de trace dans la mémoire collective. Elle a pourtant joué un rôle fondamental dans la construction de la culture politique communiste. En effet, son catalogue répond directement à un des impératifs de la bolchévisation : la formation idéologique de tous les militants. Il n'est pas demandé aux militants de lire des œuvres mais des extraits[166] ; Albert Vassart les désigne même sous le terme de « catéchisme[167] ». Ces brochures sont le cœur de l'activité du BEDP. Le Secrétariat du PCF participe à l'élaboration des plans d'édition, mais dans le seul domaine des brochures d'agitation, utiles pour les campagnes de propagande précises et limitées dans le temps. L'IC valide ces choix *a posteriori* et n'intervient que sporadiquement. Lorsque les tensions augmentent entre Paris et Moscou, le Service d'éditions de l'IC accuse la direction du PCF de ne pas surveiller suffisamment le BEDP[168].

L'apathie de la direction française cesse vers 1930. Non seulement, elle prend conscience des effets pervers et parfois délirants du pouvoir décisionnel du Komintern sur les éditions françaises, mais elle réalise que le PCF a peu de poids sur l'activité intellectuelle en France de ceux qui se réclament du communisme et du marxisme. En effet, la vie intellectuelle en France pendant les années vingt ne tourne pas autour du Parti communiste SFIC, ni même de la gauche[169], même si une partie des intellectuels français se retrouve dans les positions pacifistes communistes[170]. Ainsi, philosophiquement, une partie de la jeune génération se détourne des courants dominants dans l'université (néo-kantisme, rationalisme, néotomisme, bergsonisme) et redécouvre Hegel et Marx[171]. Adhésion politique, portée par un sentiment de révolte, et désir de rupture philosophique se trouvent mêlés. Or, le PCF, engagé dans sa bolchévisation, réduit le marxisme et les idées politiques à la formation de base des militants et ne se soucie nullement de cette frange des intellectuels qui lui est pourtant acquise.

165. Dossier Cical, 19940438/7/604, CAC.
166. Y. Siblot. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF ». *Op. cit.*
167. IML, 592, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
168. Lettre [du SE IC], 6 décembre 1929, au Secrétariat du CC du PCF, 495/78/48-3, RGASPI.
169. P. Ory et J.-F. Sirinelli. *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*. A. Colin, 1992, p. 81-83.
170. J.-F. Sirinelli. *Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens pendant l'Entre-deux-guerres.* PUF, 1994, 720 p.
171. V. Descombes. *Le Même et l'autre : quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978)*. Minuit, 1979, p. 21-28 ; - C. Delacampagne. *Histoire de la philosophie au XXe siècle*. Le Seuil, 2000, p. 127-133.

En 1924 apparaît le groupe « Philosophies[172] », composé de Paul Nizan, Georges Politzer, Henri Lefebvre, Pierre Morhange, Norbert Guterman et Georges Friedmann. Proche initialement de l'avant-garde esthétique, le groupe défend des positions plus politiques, se rapproche du PCF à partir de la guerre du Rif et y adhère finalement en 1928-1929. Mais pour H. Lefebvre, les débats intellectuels au sein du Parti sont inexistants : « On répétait que la classe ouvrière devait prendre le pouvoir et devenir la classe dominante, inlassablement, sans produire vraiment d'œuvre[173]. » Leur travail intellectuel se poursuit donc hors du PCF. Certaines maisons d'édition ayant pignon sur rue jugent la publication des œuvres de Marx ou de Lénine comme une opération militante intéressante ou commercialement rentable. L'éditeur Albert Costes, socialiste, se lance en 1924 dans l'édition des œuvres complètes de Marx[174]. D'après G. Bensan, son premier client était paradoxalement le PCF : « C'était le B[ureau] d'é[ditions] qui était le plus gros diffuseur de ces livres : Costes lui-même n'en vendait pas beaucoup, mais il était notre fournisseur[175]. » Les éditions Rieder, fondées en 1913 et axées à gauche, publient Jaurès et Lénine, et son directeur littéraire, Jacques Robertfrance accueille les bras ouverts le groupe « Philosophies » dont il édite l'éphémère revue *L'Esprit*[176]. En 1929, le groupe fonde *La Revue marxiste*, et fin 1928, une maison d'édition attenante, « Les Revues[177] », avec le patronage de C. Rappoport. La revue arbore la même devise que les *Cahiers du bolchevisme*, « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », citation de Lénine… Ils publient Hegel, Engels et surtout les textes de jeunesse de Marx. Dans un premier temps, cette expérience est plutôt bien perçue par les communistes[178] et son activité éditoriale intéresse même le Service d'éditions de l'IC qui y voit une structure de diffusion pour ses propres publications[179]. L'IME soutient la revue, à qui il fournit des textes inédits de Marx[180]. Après une affaire rocambolesque, les éditions les Revues et *La Revue marxiste* disparaissent en 1929[181] et le

172. Le nom du groupe provient de leur première revue, *Philosophies* (1924-1925) : M. Trebitch. « Le Groupe "Philosophies", de Max Jacob aux surréalistes (1924-1925) ». *Les Cahiers de l'IHTP*, 1987, nº 6, p. 29-38.
173. F. Combes et P. Latour. *Conversation avec Henri Lefebvre*. Messidor, 1991, p. 39.
174. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. *Op. cit.*
175. « Conversation avec Gaston Bensan », par F. Eychart. *Op. cit.*
176. Les Éditions Rieder ont édité deux numéros de *L'Esprit*, en 1926-1927. Nicole Racine. « Jacques Robertfrance, homme de revue et homme d'édition ». *Cahiers de l'Institut d'Histoire Présent*, nº 20, 1992, p. 142-159.
177. Note du 7 mars 1929, *La Revue marxiste*, 20010216/42/1136, CAC.
178. G. Altman. « Les prolétaires et la culture ». *L'Humanité,* 4 février 1929, p. 4 ; - « Littérature de la Guerre qui vient ». *L'Humanité,* 11 février 1929, p. 4.
179. Lettre [du SE de l'IC] du 22 novembre 1929, 495/78/48-4 ; Lettre du 10 février 1932, 495/78/98, RGASPI. Les Éditions « Les Revues » se proposaient en particulier de diffuser *Littérature internationale*.
180. C. Rappoport. *Une vie révolutionnaire (1883-1940)*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 41-42. L'IME, du temps de Riazanov, aide aussi les éditions Costes de son érudition.
181. *La Revue marxiste*, DQ 17/90 nº 2479, Arch. de Paris ; - M. Trebitsch. « Les Mésaventures du groupe Philosophies, 1924-1933 ». *La Revue des revues*, printemps 1987, 3, p. 6-9 ; - *Id.*

groupe implose, divisé entre les tenants d'une discipline de parti (G. Politzer, P. Nizan) et les autres.

L'année 1930 marque un tournant. La direction du PCF fonde un Cercle d'études marxistes, qui a pour fonction de contrôler les intellectuels communistes et leurs travaux sur le marxisme[182], et pour M. Thorez de « créer une base de la science marxiste en France[183] ». Le Secrétariat du PCF et la Section d'Agit-prop essaient alors d'obtenir l'autorisation « d'entreprendre l'édition d'une série de livres sur l'histoire du mouvement ouvrier français[184] ». Selon M. Thorez, le Cercle d'études marxistes est « appelé à faire des propositions pour le plan d'éditions de 1931. Ces propositions furent remises au bureau international ». Le Cercle est à l'origine de trois textes, édités « sous contrôle » : *Jaurès réformiste*[185] dans la collection « Histoire du mouvement ouvrier », *L'Histoire du mouvement syndical en France* par René Garmy[186] et *Le Mouvement ouvrier français de la Commune à la guerre mondiale* par Jean Vidal[187] dans la collection « Bibliothèque du mouvement ouvrier ». On confie au Cercle la préparation « d'une collection de classiques socialistes français », dont un volume des œuvres de P. Lafargue préparé par Jean Varlet, à paraître dans la « Bibliothèque marxiste[188] ». De plus, « deux camarades travaillent sur des sujets qu'ils ont choisis eux-mêmes, et qui sont destinés à êtres publiés », annonce M. Thorez[189]. Mais l'expérience n'est pas sans dangers. *Jaurès réformiste* de J. Klément, paru en avril 1931, est accompagné d'un avertissement : certes il s'agit d'une « importante contribution à l'analyse marxiste de la pensée socialiste en France », mais il y a aussi « certaines appréciations qui [leur] paraissent insuffisamment fondées ou même erronées[190] ». Le Cercle d'études marxistes marque le retour des intellectuels, et en particulier des enseignants dans l'éducation politique. R. Garmy est instituteur et chroniqueur littéraire à l'*Humanité*, Jean Varlet (*alias* François Koral) est enseignant et élève d'Albert Mathiez, J. Klément est étudiant en droit. Leur rôle dans la création éditoriale est limité. Mais c'est la direction du

« Le Renouveau philosophique des années trente. Entretien avec Henri Lefebvre ». *Europe*, mars 1986, nº 683, p. 29-41.

182. IML, 394, IML, 386, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
183. Lettre du Secrétariat, 28 novembre 1930, IML, 393, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
184. Lettre de la Section centrale d'Agit-prop du PCF et du Secrétariat du PCF du 26 mai 1930 à la section d'éditions de l'IC, 26 mai 1930, IML, 452, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
185. J. Klément. *Jaurès réformiste*. BE, 1931, 120 p.
186. 2 volumes, B.E., 1932 et 1934.
187. B.E., 1933.
188. *Paul Lafargue, théoricien du marxisme. Textes choisis*, ESI, 1933. Jean Varlet est le pseudonyme de Jean Koral, qui écrit également sous le nom de Jean Duret : J. Bruhat. *Il n'est jamais trop tard.* A. Michel, 1982, p. 168.
189. Rapport sur le Cercle d'études marxistes auprès du CC du PCF, par le Secrétariat et l'Agit-prop centrale du CC, [1930], IML, 451, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
190. J. Klément. *Jaurès réformiste*. BE, 1931, p. 3. Victor Fay s'attribue la paternité de cette préface : Victor Fay. *La Flamme et la cendre, histoire d'une vie militante*. Vincennes : Presses universitaires de Vincennes, 1989, p. 114.

PCF qui autorise la publication des textes et donne les caractères de scientificité nécessaires, comme l'a fait l'IC avant elle. Le rapprochement des intellectuels communistes et du Parti s'annonce long et difficile. Ainsi, hors du contrôle du Parti communiste, H. Lefebvre, ancien du groupe « Philosophies », crée avec P. Morhange et N. Guterman, exclu du PCF en 1929, une éphémère revue, *Avant-Poste*, en 1933, qui édite des inédits de Marx (en particulier *Critique de la dialectique hégélienne*) et entame une réflexion sur la nature du fascisme[191]. Il faut attendre la mobilisation autour de la paix et de la lutte contre le fascisme en 1932 pour qu'ils soient reconnus comme des auteurs à part entière.

L'affaire du groupe Barbé-Celor, qui met à la tête du PCF un groupe dirigeant conforme aux vœux du Komintern, accélère la reprise en main des éditions. En janvier 1931, le PCF envoie à Moscou le plan d'éditions de l'année en cours[192] qui a été élaboré « sous notre direction par le Cercle d'Études Marxistes (auprès du CC du parti) en collaboration avec le Bureau d'Éditions de Paris ». Les auteurs n'hésitent pas à souligner que : « En effet toute une série de travaux à publier doivent être écrits ou préparés par des camarades que nous désignons. C'est une première tentative de créer une littérature marxiste française. » Et d'aborder finalement la question qui fâche :

> « En liaison avec cela se posent la question générale des Éditions et les méthodes du Bureau d'Éditions par le CC du PCF. Le Bureau d'Éditions de Paris [BEDP] est dirigé directement par le Bureau International. Le programme d'éditions n'est pas établi par le Bureau d'Éditions de Paris – celui-ci ne fait que des propositions partielles – mais par le Bureau International. Le contrôle accordé au CC du parti sur le Bureau d'Éditions ne peut être, en réalité, que fictif puisque ce dernier ne peut rien faire sans l'autorisation ou la ratification (ce qui prend un temps énorme) du Bureau International. Il en résulte que les plans d'éditions correspondent très imparfaitement aux besoins du mouvement communiste français.
>
> Nous publions une quantité d'ouvrages à caractère international, ce qui est très bien, mais rien ou presque sur la France et le mouvement ouvrier français, ce qui est très mal. […]
>
> Ce qu'il faut, c'est que le CC par le moyen de ses sections de travail (Agit-prop, Cercle d'Études marxistes) établisse lui-même le plan des éditions ; que ce plan soit examiné par l'Agit-prop de l'IC et par le Bureau International, qu'on y adjoigne les éditions internationales. Et que le CC du PCF soit entièrement responsable de la réalisation de ce plan. […]

191. M. Trébitsch. « Henri Lefebvre et la revue *Avant-Poste* : une analyse marxiste marginale du fascisme ». *Lendemains*, 1990, 57, p. 77-87 ; - *Id.* « Les Mésaventures du groupe Philosophies, 1924-1933 ». *La Revue des revues*, printemps 1987, 3, p. 6-9.

192. Il est structuré de la même manière que les travaux du Cercle d'études marxistes : Impérialisme français ; Stratégie révolutionnaire ; Histoire du mouvement ouvrier (Ier, IIe, IIIe Internationales ; France ; URSS ; PCF ; scission syndicale) ; Études analytiques sur le mouvement ouvrier français ; Rééditions ; Éditions populaires de Lénine ; Bibliothèque marxiste ; Brochures populaires.

> Si la littérature communiste n'est pas largement diffusée en France ce n'est pas seulement que l'ouvrier français lit peu ou que le Parti ne fait pas assez d'efforts pour la diffusion. La raison essentielle c'est que le contenu général de nos éditions ne correspond pas aux besoins du mouvement ouvrier français. On se plaît à publier et à republier des œuvres à double ou triple emploi et dont le besoin n'est pas immédiat. Par exemple, dans le plan de 1930, on mentionne *La Révolution de 1905* par Gorine. C'est déjà la deuxième ou la troisième fois qu'on publie un livre sur 1905[193]. Ce n'est pas que nous sommes contre une telle publication, mais elle serait bien mieux accueillie si elle venait dans un plan où la littérature communiste française dominait. Un autre exemple : on veut publier *L'Histoire du parti bolchevik* de Yaroslavsky[194]. Nous en sommes entièrement partisans, c'est un besoin. Mais si on publie une édition française de l'œuvre russe, elle n'aura pas de succès. Il nous faut une adaptation et non une pure traduction en français. Il y a beaucoup de détails qui, utiles pour le lecteur russe, ne peuvent que fatiguer le lecteur français. […]
>
> Nous voulons prendre la direction et la responsabilité des éditions en France, nous voulons entreprendre la création d'une littérature communiste française, diffuser plus largement livres et brochures parmi les masses, mais nous ne le pouvons sérieusement que dans la mesure où le système actuel du Bureau d'éditions sera modifié[195]. »

Le 9 décembre 1931, le Secrétariat ressuscite une commission des éditions « composée de Doriot, Cical, Mour et Vassart [qui] examine le programme des brochures proposées par l'Agit-Prop[196] ». Mais lors de l'examen du plan d'éditions pour 1932, le Service d'éditions du Komintern fait barrage.

Sa réaction à l'égard des « Classiques français du socialisme », collection emblématique de cette recherche d'une « littérature communiste française », est éclairante : « Nous pensons qu'on pourra pour l'instant s'en tenir à Lafargue : *De la propriété*, *Religion du capital*. Pour Guesde, Jaurès, etc., il faut un choix idéologique très sûr et en tout cas ne les donner qu'avec une préface et des notes critiques ; peut-être pourrons-nous vous faire des propositions qui pourront les remplacer. » Cette collection n'apparaît finalement qu'en 1935. La rigidité doctrinale kominternienne touche aussi les auteurs russes tels que G. Plekhanov, dont on préfère « retarder » l'édition des œuvres que l'on pourrait « remplacer par des ouvrages plus actuels et plus essentiels[197] ». On voit aussi les effets de la crise qui frappe le marxisme en URSS, lorsque les Français réclament en vain une édition

193. BE, 1931 (Histoire du mouvement ouvrier). Le seul précédent que j'ai trouvé est le livre de N. Lentzner édité en 1925 par la Librairie de l'Humanité. Il est vrai que l'événement est omniprésent dans la littérature bolchévique.
194. BE, 1931 (Bibliothèque du mouvement ouvrier).
195. Lettre du 8 janvier 1931 du Secrétariat du PCF et de la Section d'Agit-prop du CC du PCF à la section d'Agit-prop du CE de l'IC et au Bureau international d'Éditions, 495/30/734, RGASPI.
196. IML, 441, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
197. Lettre du 22 mars 1932, 495/78/98, RGASPI.

française de la revue *Sous la bannière du marxisme*[198], demande qui illustre aussi la méconnaissance du PCF sur ce qui se passe à Moscou. Quant aux méthodes, aucun changement n'est perceptible en 1933 si l'on en croit cette missive anonyme envoyée à Moscou : « Pour bien me faire comprendre, je suis obligé de recourir à un exemple imagé mais qui exprimera la vérité. On nous lance à l'assaut d'une forteresse – le plus souvent dans les meilleures règles de l'art – mais, au préalable, on nous attache aux pieds des boulets de forçats » ; « nos manuscrits et épreuves restent en léthargie pendant des mois et même des années et, précipitamment, quelques jours avant une date déterminée, significative, on reçoit la mission de faire paraître coûte que coûte, ces mêmes ouvrages » ; « les méthodes de travail sont détestables[199] ».

Les velléités d'autonomie des Français n'ont donc pas résisté longtemps à la puissance politique du Komintern, dont les services détiennent seuls l'autorité. Le ton extrêmement franc voire brutal dans les correspondances ne doit faire illusion : Paris reste soumis à Moscou, avec une marge de manœuvre faible. Et si, à partir de 1930-1931, la direction française combat pour l'avènement d'une « littérature marxiste française », elle ne peut la réaliser qu'avec l'agrément du Komintern. Les ambitions de la nouvelle direction françaises sont d'autant plus déçues que du côté des éditeurs bourgeois, rien ne change. En 1934, Auguste Cornu s'adresse à Alcan pour publier sa thèse, P. Nizan, N. Guterman et H. Lefebvre préparent des textes de Marx pour Gallimard, qui prévoit également de publier des *Morceaux choisis* de Lénine[200].

La mutation du catalogue

La « bolchévisation des éditions » est politique mais se traduit aussi par une hausse sensible de sa production, passant de 62 titres en 1925 à 89 titres en 1932[201]. Cette évolution est d'autant plus remarquable que le Parti communiste français voit ses effectifs chuter[202]. Au plus fort de la bolchévisation du PCF, le BEDP et les ESI croient à mesure que les effectifs s'effondrent, avant de marquer une pause régulatrice en 1932-1934, période de flottement stratégique. Mais les deux maisons d'édition ne connaissent pas le même traitement. Bien qu'elles soient un rouage essentiel de la propagande kominternienne, les ESI ne publient pas plus d'une dizaine de titres par an.

198. Lettre de la section centrale d'Agit-prop au Bureau politique, s. d., IML, 452, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
199. Lettre du 16 juillet 1933, IML, 581, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
200. M. Trébitsch. « Les Mésaventures du groupe Philosophies, 1924-1933 ». *La Revue des revues*, printemps 1987, 3, p. 6-9 ; - M. Trébitsch. « Le Renouveau philosophique des années trente. Entretien avec Henri Lefebvre ». *Europe*, mars 1986, nº 683, p. 29-41 ; - Contrat Gallimard, s. d., Fonds P. Nizan, IMEC ; - « Lettre de Brice Parain à Paul Nizan, 2 juillet 1937 ». *Brice Parain, un homme de parole*. Gallimard–BnF, 2005, p. 288.
201. Graphique 1.
202. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, p 461.

Si les Français constituaient la moitié des dix premiers auteurs les plus publiés de 1921 à 1924, la situation s'inverse à partir de 1925. Les dix premiers auteurs sont désormais Lénine (35 titres), Staline (22), N. Boukharine (14), Marx (13), V. Molotov (12), J. Piatnitski (12), M. Thorez (9), Engels (8), M. Cachin (7) et P. Vaillant-Couturier (7). Les raisons sont politiques et stratégiques : L. Trotsky disparaît du catalogue en 1927 ; les communistes français n'éditent plus les travaux de G. Plekhanov après 1927, c'est-à-dire au moment où le Parti communiste russe commence à trancher dans les débats philosophiques[203] ; N. Boukharine est particulièrement bien représenté dans le catalogue jusqu'en 1930, lorsqu'il est écarté du pouvoir et arrêté. Parmi les théoriciens marxistes, on ne trouve pas A. Deborine, et parmi les romanciers B. Pilniak est absent. De fait, si le Service d'éditions du Komintern pousse les sections nationales à publier surtout des textes traduits du russe, leurs catalogues ne sont pas le reflet de la vie politique, culturelle et intellectuelle soviétique. L'IC agit ici clairement comme un filtre sur ce que produit cette nouvelle société. La bolchévisation implique également la mise à l'écart physique mais aussi imprimée des intellectuels dans le PCF, comme C. Rappoport et son *Précis du communisme*. C'est un pan entier de la culture du mouvement ouvrier français qui disparaît : J. Jaurès comme J. Guesde ne sont plus réédités.

Le tirage moyen est d'environ 6 000 exemplaires, ce qui n'est pas en soi significatif, manquant d'éléments de comparaison avec le passé[204]. Ce chiffre correspond toutefois aux tirages moyens de l'édition française courante, entre 4 000 et 15 000 exemplaires[205]. D'après P. Olivera, la moyenne de 3 000 exemplaires est le lot commun des livres politiques pendant les années vingt[206]. De ce point de vue, le tirage moyen des éditions du PCF est élevé, constituant une version populaire des essais politiques que les élites pouvaient trouver en librairie. Là encore, le BEDP et les ESI ne se positionnent pas sur les mêmes niveaux. Si le tirage moyen des brochures du BE est légèrement supérieur à ce qu'il était pour la Librairie de l'Humanité (5 700 contre 4 300 exemplaires), il est le double de celui des ESI (2 800).

Il convient de donc démythifier un PCF imprimant à des centaines de milliers d'exemplaires pour populariser son programme et sa culture. Du côté des ESI, les *Œuvres complètes* de Lénine ne dépassent pas les 3 000 exemplaires, et les tirages les plus importants à cette époque pour Lénine sont de 8 000 exemplaires pour… *La Commune de Paris*, en 1931,

203. R. Zapata. *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931. Op. cit.*, p. 39.

204. Les données sur les tirages proviennent des archives du dépôt légal éditeur, conservées au CAC à Fontainebleau. Les tirages indiqués dans les archives de l'Internationale concordent avec ces données. Graphique 2.

205. I. de Conihout. « La Conjoncture de l'édition ». *Histoire de l'édition française. T. IV : le livre concurrencé, 1900-1950*. Fayard– Cercle de la librairie, 1991, p. 70-96.

206. P. Olivera. *La Politique lettrée en France : Les essais politiques (1919-1932).* Th. de doct. d'histoire ; dir. C. Charle : université Paris-I–Panthéon-Sorbonne, 2001, p. 202.

un livre pour lequel les militants français se sentent probablement plus directement concernés. Staline connaît une diffusion plus importante mais tardive, en 1933 avec la 3e édition de son *Léninisme théorique et pratique*, imprimée à 10 000 exemplaires contre 5 000 pour les deux premières, et surtout son *Bilan du premier plan quinquennal* imprimé à 15 000 exemplaires. Les romans connaissent un sort peu glorieux. Leur tirage ne dépasse pas 4 000 exemplaires, sauf *Talon de fer* de Jack London (5 000[207]), un des rares romans qui n'est pas soviétique… Les tirages ne sont donc pas spectaculaires, même pour les textes théoriques, même pour des textes de vulgarisation destinés à former des militants, alors que c'est la raison d'être des éditions du Parti. Ainsi, *Que veulent les communistes ?*, brochure qui regroupe des cours destinés aux élèves des écoles élémentaires du Parti a été imprimée à seulement 5 000 exemplaires.

Les livres imprimés à plus de 10 000 exemplaires sont peu nombreux – 12 % de la production. On y trouve par exemple John Reed pour les *Dix jours qui changèrent le monde* (10 000) ou A. Marty et *La Révolte de la Mer noire* (15 000)[208]. Ces livres qui donnent l'impression que la révolution russe est d'abord une aventure presque romanesque, sur le modèle du roman populaire, avant d'être une expérience politique à méditer et importer sur son sol… Ces ouvrages ont pour point commun d'être vendus à bas prix (moins de 2 francs), d'avoir une faible pagination (moins de 100 pages), et d'être à 70 % écrits par des militants français. L'intérêt des militants se porte d'abord sur les textes politiques d'agitation « traditionnelle », avec au sommet *L'Almanach ouvrier et paysan*, dit *Almanach de l'Humanité*, imprimé à 50 000 exemplaires à partir de 1931, soit à l'opposé des visées de la stratégie éditoriale du Komintern. Derrière les éditions de prestiges – œuvres complètes de Lénine ou de Marx, romans soviétiques… – les communistes français publient d'abord de la littérature d'agitation, des œuvres politiques simplifiés ou des discours. Le poids des brochures, qui représentent 69 % de la production, le prouve[209]. Le PCF finit par créer en 1930 une structure éditoriale qui se spécialise dans ce type de textes (discours, réédition d'articles), les Publications révolutionnaires. Le nombre de titres est modeste (quelques dizaines), mais le tirage moyen atteint 15 000 exemplaires.

Le prix moyen des livres édités par le BE est de 7 francs et par les ESI de 15. Bien que le PCF soit un éditeur populaire – par le type d'œuvres et non par les tirages –, une partie de sa production éditoriale s'approche du modèle des éditions « bourgeoises ». Cette tendance contradictoire est illustrée par l'histoire de l'édition des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de J. Reed. En 1928, le BE décide de reprendre dans une version populaire, qui avait connu

207. ESI, 1933.
208. 495/78/135, RGASPI.
209. Graphique 3.

le succès l'année précédente aux ESI. Et c'est sur le prix de vente (9 francs au lieu de 25) que le BE argumente auprès des librairies, comme le ferait tout éditeur rééditant un succès dans une collection bon marché[210].

Les collections héritées de la Librairie de l'Humanité sont supprimées (la « Bibliothèque communiste », la « Bibliothèque d'éducation léniniste » et la « Petite Bibliothèque communiste »). D'autres survivent difficilement (« Théâtre prolétarien » ; « Dans l'URSS »). Le BEDP en crée de nouvelles : la « Bibliothèque du mouvement ouvrier » en 1927 se consacre à l'histoire du mouvement ouvrier dans le monde mais surtout en URSS (prix de vente : 12 francs) ; la collection « Les Éléments du communisme » créée en 1928 est consacrée à Marx et Engels (3 francs maximum) ; une collection destinée aux jeunes (« Bibliothèque du jeune travailleur » en 1929), puis les « Livrets de Mon Camarade » en 1933 (10 francs), la « Collection antireligieuse » en 1931 (3 francs). Deux collections biographiques apparaissent en 1931 : « Épisodes et vies révolutionnaires » (vendu 2 francs maximum) et « Mémoires révolutionnaires » (12 francs). Elles sont suivies des « Cahiers du contre enseignement prolétarien » (1 franc). « Les géants industriels » à partir de 1931 (1 franc) célèbrent la planification en URSS. La « Petite Bibliothèque Lénine » (10 volumes de 1931 à 1934, vendus chacun 5 francs) regroupe des textes de Lénine ; une collection est créée spécialement pour les biographies de Lénine en 1934 (« Pour mieux connaître Lénine »). Les ESI sont également structurées en collections : la « Bibliothèque marxiste » dès 1928 qui compte 17 volumes en 1934 (12 francs) ; la collection littéraire « Horizons » avec 17 livres de 1928 à 1934 (12 francs environ) ; une collection d'essais en 1933 « Problèmes » (10 francs). Beaucoup de ces collections ont été créées en 1931, confirmant cette année comme un tournant.

Ce foisonnement éditorial exprime deux choses : les valses hésitations d'une politique éditoriale arrimée à l'actualité politique et l'extrême variété des formes que prend la propagande kominternienne. C'est aussi une photographie d'une culture politique kominternienne *a priori* uniforme, mais « négociée » dans ses marges. La collection la « Petite Bibliothèque Lénine » a été inspirée par les éditions du Parti communiste allemand, sur les encouragements de Moscou. Cette collection n'est cependant pas une copie de ce qui se fait en Allemagne, puisque les Français pouvaient choisir entre la forme du « petit livre de poche », l'édition « sans appareil scientifique » ou une édition complète[211]. Les Français, partisans des versions plus populaires, choisissent la première…

Ce goût pour la littérature d'agitation s'incarne en particulier dans des collections singulières, reprenant la tradition des ventes d'ouvrages en fasci-

210. *Annonce. Bibliographie de la France*, nº 11, 16 mars 1928, p. 1394.

211. Lettre du Bureau de l'Agit-prop du C.C., 14 janvier 1931, IML, 452, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

cules : les *Cahiers du militant* en 1924, suivis par les *Carnets du militant* (1928-1931), les *Dossiers de l'agitateur* (1931-1932), les *Publications révolutionnaires* (1933-1934), les *Cahiers du contre-enseignement prolétarien à partir de 1931*[212] et *la Brochure populaire* à partir de 1933[213]. Ces publications sont la quintessence de la littérature d'agitation. « Encyclopédie populaire » du militantisme sous tous ses aspects, leurs fascicules présentent les techniques de propagande de base (rédiger un tract, faire un discours…) et donnent des rudiments de culture politique qui doivent aider « le membre du Parti dans sa pratique quotidienne ».

Le PCF publie massivement des traductions, dès 1924[214]. La bolchévisation n'a donc pas provoqué le phénomène mais le renforce. Ceci ne profite qu'à une langue, le russe, qui constitue 71 % des textes traduits en 1930. Française et russe, ces deux langues constituant 80 % du catalogue, leurs parts respectives fonctionnent comme des vases communicants. Or, pendant les années vingt, la part des traductions dans la production éditoriale française est environ de 4 à 5 %[215]. Les éditions communistes représenteraient la quasi-totalité des ouvrages traduits du russe en France de 1931 à 1933[216].

La bolchévisation implique aussi un changement radical dans les formes de propagande. Il ne s'agit plus seulement de publier de l'économie ou de la philosophie politique, des chansons, des discours, des œuvres historiques sur le mouvement ouvrier. Désormais la fiction fait intrinsèquement partie de la propagande, ainsi que les biographies, les témoignages, les récits de voyages, les livres pratiques, la poésie… Quelques exemples permettent de mieux saisir les objectifs de cette propagande éditoriale protéiforme.

25 biographies et autobiographies ont été publiées de 1925 à 1934. Il s'agit d'abord et avant tout de textes rédigés par des Soviétiques sur des Soviétiques, soit 17 titres. Parmi les personnalités qui font l'objet d'une biographie, dominent Lénine (9 titres) et Marx (2). 2 ouvrages portent sur des figures du mouvement ouvrier français (Victor Considérant et Jean Jaurès), contre 9 sur des militants soviétiques. À partir de 1930, ces biographies sont dans leur immense majorité éditées par le BE et regroupées dans une collection spécifique, « Épisodes et vies révolutionnaires ». Outre la diffusion d'une culture bolchévique, ces textes ont une fonction d'édifica-

212. S. Pey. *Structures internes et rythmes de développement de la section d'agitation et de propagande du Parti communiste français entre les deux guerres*. *Op. cit.*, p. 502-504. La collection est dirigée par un enseignant Joseph Boyer, travail pour lequel il a été traduit devant le conseil départemental de l'Enseignement primaire de l'Allier, ce qui a probablement conduit à l'interruption de la collection en 1933.

213. « Un nouveau service du CDLP ». *Le Prolipro, propagandiste de la littérature et de la presse ouvrières*, nº 1, janvier 1934, p. 9. C. Rappoport avait créé ce titre avec ses propres deniers ; il a accusé le PCF de le lui avoir volé. C. Rappoport. *Une vie révolutionnaire (1883-1940)*. *Op. cit.*, p. 458-459.

214. Graphique 5.

215. B. Wilfert. *Op. cit.*, p. 57.

216. Dépouillement de la partie « Chroniques » de la *Bibliographie de la France*.

tion : elles permettent d'accéder facilement à l'idéologie et à l'histoire du communisme et surtout de diffuser un modèle de comportement militant.

Genre classique utilisé par le mouvement ouvrier, 41 ouvrages d'histoire ont été publiés dont 17 sur la France et 11 sur l'URSS Pour la France, les sujets de prédilection sont la Commune de Paris (3 titres), l'histoire des mutins de la Mer noire (5 titres) par A. Marty, l'histoire du mouvement ouvrier français dans son ensemble (4). Du côté soviétique, 7 titres portent sur l'action révolutionnaire dans la Russie tsariste, dont 4 sur la Révolution de 1905. Seul un ouvrage porte spécifiquement sur la Révolution de 1917, *Histoire populaire de la révolution d'Octobre* de S. A. Piontkovsky. Cela s'explique peut-être par le fait que les biographies abordent également ce sujet.

La littérature romanesque apparaît en 1927, avec le roman de Iouri Libedinski, *La Semaine*. L'année suivante est créée une collection qui regroupe l'immense majorité des romans, la collection « Horizons », aux ESI. Il s'agit jusqu'en 1930, de romans soviétiques, puis de romans français dans la mouvance du roman prolétarien, tel le roman de Georges David *Deux Milles Habitants*. Le PCF a édité 22 romans de 1927 à 1934, dont 14 soviétiques et 6 français. La fiction est quantitativement un genre marginal dans la production, ce qui contraste avec l'intensité des débats littéraires contemporains. Ce genre trouve difficilement sa place dans la production du BEDP : dans le catalogue d'octobre 1927, la catégorie « Littérature » mêle *Le Feu* de H. Barbusse, *La Semaine* de I. Libedinski et *Lettres de la prison* de R. Luxembourg[217].

En effet, l'essentiel de la production du PCF pendant ces années est constitué par des essais. Il s'agit de textes liés à l'activité politique du moment, événements (la guerre du Rif ou l'occupation de la Ruhr par l'armée française) et campagnes particulières (les revendications pour les paysans). C'est dans cette catégorie que j'ai rassemblé les textes théoriques, destinés à la formation politique des militants. On pouvait s'attendre, compte tenu de l'importance donnée à cette formation pour le PCF, à une évolution sensible du nombre de ces textes pendant la bolchévisation. Il n'en est rien. Par rapport à l'évolution générale de la production, les manuels ont une part remarquablement stable. Ils représentent en moyenne 16 % de la production de 1925 à 1934 et un tiers des essais. Les tirages sont relativement modestes (*Questions du léninisme* de Staline est imprimé à 3 000 exemplaires en 1926) et augmentent à la fin de la bochévisation (10 000 exemplaires pour *Le Léninisme théorique et pratique* de Staline en 1933).

Le catalogue des maisons du PCF reflète une image brouillée de ce qui est en œuvre au sein du Parti communiste. La réorganisation des éditions devait faciliter la formation des militants, or les manuels de formation ne connaissent pas d'augmentation sensible ni en termes de titres ni en termes

217. Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité. *Catalogue*. Octobre 1927, 32 p.

de tirage. La bolchévisation a surtout coïncidé avec une multiplication de genres et une concentration de l'information sur la vie en URSS : le livre au service de l'agitation plutôt qu'à celui de la propagande ? Le livre au service de l'URSS plutôt que du Komintern ? La domination des publications soviétiques est totale, mais les chiffres de tirage les plus importants concernent une majorité de textes français. L'admiration incontestable des communistes français pour l'URSS n'empêche pas leur nette préférence pour des textes qui portent sur la vie politique *française*.

Chapitre III

La diffusion et la lecture communistes

Parallèlement à la constitution de maisons d'édition, les communistes français mettent en place une diffusion confiée à des organisations spécifiques. Ce sont à elles que sont confiées la vente des documents aux organisations du Parti et la distribution auprès des militants, mais vente et lecture ne sont nullement garanties.

Une diffusion partisane « traditionnelle », 1921-1932

Jusqu'à la création du BEDP, en 1926, c'est la Librairie de l'Humanité qui se chargeait de la diffusion. À son arrivée à la tête des éditions, C. Calzan réclamait une entreprise spécifiquement chargée de la diffusion. Les innovations sont finalement modestes.

Le principe de fonctionnement est inchangé. Les comités régionaux et certains rayons importants reçoivent un dépôt du BEDP, qu'ils revendent aux militants. À charge pour ces responsables de régler le BEPD dans un délai de trois mois[1]. L'Agit-prop invite les militants à exposer, montrer, vendre ces brochures en tout lieu et en toute occasion, dans les réunions politiques, dans et à la sortie des usines[2], sur la voie publique, et même sur leur lieu de villégiature, ce qui permettrait de toucher le milieu rural[3] : c'est la naissance des fameuses « tables de littérature ». Cette organisation n'est pas née *ex nihilo* : elle est aussi l'héritière d'une pratique ancienne, qui a aussi intégré les usages populaires en matière de diffusion. En effet, depuis le XVIIIe siècle, alors que les élites se procurent des livres dans les librairies, les milieux populaires y ont accès par d'autres et nombreux biais : colportage, cafés, épiceries, bazars et, depuis le Second Empire, kiosques (dites bibliothèques) de gare[4]. Les « tables de littérature » n'avaient *a priori*

1. Les remises, réservées aux militants et aux organisations, augmentent peu : elles sont de 33 % sur les publications du BEDP et de 25 % sur les autres publications.
2. IML, 273, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
3. Section d'organisation centrale. « Les "devoirs de vacances" du communiste ». *L'Humanité*, 6 juillet 28, p. 4.
4. C. Horellou-Lafargue et M. Segré. *Sociologie de la lecture.* La Découverte, 2003, p. 33.

rien de troublant pour la population, et pour le PCF elles sont effectivement prioritaires. Certains éditeurs de gauche, comme G. Valois et Rieder, ont accusé la *Bibliographie de la France,* principal organe commercial et professionnel de la librairie, de censurer leurs annonces et organisent une campagne de dénonciation en 1931. Or, L. Cical refuse de s'y associer[5]. Le Parti communiste considère en effet ses structures éditoriales comme totalement étrangères au monde de l'édition « traditionnelle » et ses militants ont la priorité sur les libraires. Par conséquent, la diffusion du PCF est d'abord militante et a le plus grand mal à dépasser le milieu partisan.

En dépit de tous ces efforts d'organisation, les résultats sont décevants : le militant français est un « mauvais lecteur » – sans que l'on sache précisément si la direction considère qu'il ne lit pas suffisamment ou qu'il lit de « mauvais » livres. Différentes mesures sont prises. En avril 1926, G. Marrane adopte la méthode coercitive : « Une partie du budget des régions leur sera fournie en livres. Ces livres leur seront décomptés de 50 % de réduction. C'est ainsi que pour une subvention de 3 000 francs [1 500 euros] par mois, nous enverrons la valeur de 300 francs [155 euros] de livres, dont la valeur réelle sera de 600 francs [310 euros]. La région y trouvera son compte et nous obligerons nos camarades à diffuser notre littérature[6]. » En 1927, une circulaire précise le rôle essentiel du responsable local à la littérature, entre gestionnaire, éducateur et censeur : « Le responsable [à la diffusion] doit être seul pour commander, recevoir et régler la littérature. Il fera attention à son stock qui doit être fréquemment renouvelé. Il n'essaiera pas de vendre des rossignols, car les événements politiques vont vite et une brochure, dont le contenu est bon à un moment, peut-être mauvais à un autre. Il les retournera donc au BEDP si la cellule les juge périmés[7]. » En 1928, on ajoute un nouveau service, l'Office mensuel, qui prend la suite du système des « colis[8] » : fournir à un abonné un certain nombre de livres, brochures et revues, préalablement choisis par le BEDP, système qui coûte néanmoins une cinquantaine d'euros[9]. Son relatif échec pousse le PCF à créer des offices moins importants. En 1933, cinq types d'office sont proposés, allant de 10 à 57 euros environ[10].

5. J. Fréville. « Une initiative qui marquera ». *L'Humanité,* 23 octobre 1932, p. 5 ; - J. Guéhénno. « Léon Trotsky ». *Europe*, 15 octobre 1930, nº 94 ; - M.-C. Bardouillet. *Op. cit.,* p. 111-112 ; - P. Ory. *Nizan : destin d'un révolté*, 1905-1940, 1980, p. 92 ; - [Rapport dact.], C. [Cical], novembre 1931, 495/30/734, RGASPI.
6. [En euros constants] IML, 150, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
7. Diffusion de la littérature communiste, 27 avril 1927, 20010216/47/1258, CAC.
8. C. Massart. « Une tribune de la librairie : développons la Librairie de l'Humanité ». *L'Humanité*, 16 juillet 1922, p. 2.
9. En euros constants. BEDP, *Catalogue*, 1931, p. 22. L'Office est composé des abonnements à la *Correspondance internationale*, aux *Cahiers du bolchevisme*, à *l'Internationale communiste*, à la *Quinzaine communiste*, de tous les livres édités mensuellement par le BE, dans la collection de la « Bibliothèque marxiste », les *Œuvres complètes* de Marx et de Lénine, et d'autres nouveautés. En 1933, il y aurait un millier d'abonnés : G. Bensan. « Sur la diffusion du livre et de la presse ». *Cahiers du bolchevisme*, nº 9, 1er mai 1934, p. 571-574.
10. En euros constants.

L'affaire des *Œuvres complètes* de Lénine est un bel exemple de l'échec de la diffusion militante[11]. En mai 1928, le Secrétariat envoie une circulaire aux membres du Parti, aux comités de rayons et aux comités régionaux pour en organiser la vente par souscription[12]. Le BEDP propose les 4 volumes publiés par an pour 45 euros au lieu de 80. Est joint un bulletin de souscription où le militant doit apposer le « cachet de l'organisation et de la signature de son secrétaire[13] ». En 1931, 137 militants communistes ont souscrit à cette publication[14]. Ouvrages complexes, prix de vente élevé, organisation administrative lourde… : la lecture militante communiste est perçue comme une contrainte, coûteuse et bureaucratique.

Pourtant les maisons d'éditions du PCF tentent dès l'origine de se présenter sous un jour favorable. En toute logique la presse communiste est *a priori* le principal soutien sur lequel les éditions du PCF peuvent compter. Or, les relations avec *L'Humanité* sont extrêmement mauvaises. Les publicités sont payantes et jusqu'au Front populaire, le quotidien ne rend compte au maximum que d'un quart des ouvrages des ouvrages publiés par le PCF… En 1934, un responsable des éditions se plaint : « La presse amie et particulièrement *L'Huma* ne témoigne pas le même intérêt. Notre publicité payante elle-même, y subit une censure maladroite, est triturée et enfin reléguée au voisinage des semelles, cuirs ou matelas[15]… » Ce silence relatif de la presse communiste est d'autant plus dommageable que les échos de cette production dans la presse « bourgeoise » sont faibles. En décembre 1930, l'Agit-prop envoie une circulaire à tous les journaux régionaux : « La diffusion de la littérature du parti n'a pas du tout l'ampleur qu'elle devrait avoir. Nos organisations négligent ce travail qui permet de répandre nos idées et de ramasser des fonds pour notre action. Pour commencer un travail de diffusion systématique, avons pensé que chaque journal régional devait avoir une chronique régulière des livres. C'est pourquoi nous vous envoyons la bibliographie ci-dessous que nous vous prions d'insérer et renouvellerons chaque semaine. Bien entendu si vous avez sur place quelqu'un pour faire une chronique régulière sur ce sujet, c'est préférable[16]. »

Pour rompre cet isolement, au sein et surtout hors du PCF, le BEDP et les ESI utilisent des moyens de publicité propres à l'édition « bourgeoise ». D'abord, ils éditent et diffusent des catalogues. Dans le cas du BEDP, le catalogue de 1931, qui compte 400 références, ressemble bien plus à un

11. Lettre de L. Cical du 16 avril 1929, 495/30/601, RGASPI.
12. La vente se fait aussi en librairie. Lettre de L. Cical du 16 avril 1929, 495/30/601, RGASPI.
13. En euros constants. Circulaire du secrétariat du PCF, 10 mai 1928, aux membres du parti, aux comités de rayons et aux comités régionaux, 495/78/39, RGASPI.
14. H. Lozeray. Rapport sur les Éditions, [1931], IML, 454, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
15. L'auteur fait allusion à la dernière page du quotidien réservé aux encarts publicitaires. Lettre de Koch, 15 février [1935], 495/78/136, RGASPI. Le budget publicitaire représente 3 % du budget total du groupe éditorial du PCF en 1934 : Situation récapitulative, 495/78/136, RGASPI.
16. 10 décembre 1930, IML, 444**,** Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

guide de lecture, puisqu'il mêle les deux fonctions du BEDP, éditeur et diffuseur[17] : il signale la production du PCF et celle des éditeurs « bourgeois » qu'il diffuse, stock complémentaire indispensable pour combler les lacunes du fonds[18]. Ces « catalogues » se distinguent aussi de l'édition « bourgeoise » en diffusant des objets militants : cartes postales, bustes de Jaurès et Lénine, portraits, chansons, médailles et insignes. Ce mode de présentation change radicalement avec le catalogue des ESI. Il est structuré de la même manière que les éditeurs « bourgeois », c'est-à-dire par collection, et dans une mise en page soignée et aérée. L'image projetée est celle d'une maison d'édition consacrée aux sciences et aux belles-lettres. N'y figure aucun argumentaire à destination des militants, ce qui montre qu'en 1934 le public visé est plutôt celui des milieux intellectuels et sympathisants.

Toutefois, BEDP et ESI veulent surtout toucher le plus grand nombre : les livres sont souvent vantés pour leur aspect « pratique[19] » ou « concret ». Les publicités publiées dans *L'Humanité* pour *L'Almanach ouvrier et paysan* sont exemplaires : c'est « le plus utile, le plus attrayant » ou une « véritable encyclopédie populaire[20] ». L'argumentaire devient plus original avec les romans ; les ESI et le BE semblent s'inspirer des éditeurs populaires. *Terres défrichées* de M. Cholokov est présenté comme l'histoire des « drames de la collectivisation[21] ». Il y a une véritable utilisation du vocabulaire et de la dramaturgie du roman populaire, au risque de déplaire à l'autorité politique. Le Service d'éditions de l'Internationale critique d'ailleurs la banderole qui entoure le roman de A. Fadeïv, *La Défaite*[22], dont une expression – « les passions primordiales » – reprise par *Monde* et *Lectures*, leur déplaît souverainement : « Nous pensons qu'il aurait mieux valu souligner le caractère guerrier et héroïque de ce livre au lieu de ce côté sexuel qui ne ressort pas au point où vous l'utilisez[23]. » En 1933, la présentation de *La Défaite* se présente à nouveau sous un jour plus viril, proche de l'univers de la littérature populaire : « Dans la taïga sanglante… La chevauchée sanglante et la débâcle d'un détachement de partisans », peut-on lire sur le bandeau qui entoure le livre[24]. La frontière entre monde militant et monde marchand est visible, mais pas infranchissable.

Le chiffre d'affaires passe de 154 000 euros en 1925 à 458 000 euros en 1920, puis en 1931 il franchit le seuil des 500 000 euros[25]. Les données

17. Bureau d'éditions. *Catalogue*. BE, 1931. 64 p. ; - Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité. *Catalogue*. BEDP, janvier 1927, 16 p. ; - Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité. *Catalogue*. BEDP, octobre 1927, 32 p.
18. « Catalogue ». *Les Bons Livres*. Librairie de l'Humanité, 1922. Non retrouvé.
19. PM. « Relisons nos classiques : la maladie infantile du communisme ». *L'Humanité*, 29 septembre 1924, p. 3.
20. *L'Humanité*, 7 novembre 1931 et 28 octobre 1932.
21. *Annonces. Bibliographie de la France*, nº 49, 8 décembre 1933, p. 4310.
22. Traduit par Maurice Parijanine en 1929.
23. Lettre [du SE de l'IC], 10 juillet 1929, 495/78/48-3, RGASPI.
24. *Annonces. Bibliographie de la France*, 12 juillet 1929, nº 28, p. 4135.
25. En euros constants. Centre de Diffusion du Livre et la Presse. *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion*. CDLP, [*ca*1936], p. 5.

financières révélées par les archives sont partiellement trompeuses, puisque les organisations du PCF sont en dette vis-à-vis du BEDP[26]. Le 31 décembre 1934, les créances douteuses sont de 14 000 euros environ[27], soit 8 % du chiffre d'affaires. Les ventes les plus importantes concernent les brochures traitant de la réorganisation du Parti et les ouvrages de formation. Elles profitent aux auteurs français autant qu'aux kominterniens, alors que leur part dans le catalogue n'est pas égale. Les meilleures ventes concernent d'abord les éditions populaires du BE. Les militants achètent des *Pages choisies* de Lénine, des brochures de N. Boukharine mais aussi près de 10 000 exemplaires de *Comment doit travailler la cellule d'usine* de M. Victorine (Librairie de l'Humanité, 1925) et *Faisons vivre nos cellules* d'A. Ferrat (Librairie de l'Humanité, 1925). Le livre d'A. Marty, *la Révolte de la mer noire* (BE, 1927), est un succès populaire. Dans le fonds des ESI, les ouvrages qui ont le plus de succès sont les romans, les livres pour enfants et les ouvrages de la collection la « Bibliothèque marxiste ». Mais les chiffres de ventes cumulés ne dépassent pas 10 000 exemplaires, sauf dans un cas : le livre pour enfant écrit par P. Vaillant-Couturier, *Jean sans pain*, édité en 1932 et vendu à 14 700 exemplaires au bout de deux ans. Dans la « Bibliothèque marxiste », les livres de Lénine, Engels et Marx dépassent le seuil des 6 000 exemplaires vendus. Le succès des romans soviétiques est relatif : *La Semaine* de I. Libedinski, publié en 1927, est toujours en librairie en 1934, après plus de 6 700 exemplaires vendus. La clientèle du BE est plus populaire que celle des ESI.

Les textes de formation politique ne sont pas plus vendus que les textes de vulgarisation politique traditionnelle. H. Lozeray dans son rapport de 1931 souligne cette évolution : « Notre public préfère la littérature d'agitation […] car elle est moins aride et plus facile à assimiler, elle a en outre l'avantage d'être liée avec des événements politiques et économiques intéressant immédiatement les ouvriers » ; elle est aussi « généralement bon marché[28] ». Lors de la conférence nationale du PCF, qui se tient à Ivry en juin 1934, les représentants de l'Agit-prop diffusent un questionnaire dans l'assemblée et récupèrent ainsi une « quarantaine » de réponses. À la question « Que pensez-vous des brochures éditées ces 3 derniers mois ? », des militants répondent qu'elles sont intéressantes car elles ne sont pas chères, ce sont des ouvrages de vulgarisation et elles portent sur des thèmes locaux[29]. Cette importance accordée à la propagande politique dans ses aspects les plus rudimentaires se retrouve dans les enquêtes menées sur les lectures des élèves des écoles de cadres et écoles élémentaires : c'est bien la presse et les

26. Henri Lozeray, Rapport sur les éditions, [1931], IML 454, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
27. En euros constants.
28. Henri Lozeray, Rapport sur les Éditions, [1931], IML, 454, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
29. « Ce que disent les délégués à la conférence nationale du parti sur la diffusion de la littérature ». *Bulletin de l'Agit-Prop centrale du PCF*, nº 2, août 1934, p. 16-18.

revues qui demeurent le support de lecture privilégié. Les élèves des écoles de cadres, au bagage scolaire plus solide que ceux des écoles élémentaires, semblent avoir lu davantage de textes théoriques[30].

Face à ces résultats insatisfaisants, la Section française d'Agit-prop propose en novembre 1931 une nouvelle organisation du travail : « Organiser un appareil de diffusion des éditions[31] », qui doit atteindre les militants et les masses[32]. Le Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité perd ses attributions de diffusion, devenant le Bureau d'éditions (BE), au profit d'une nouvelle entreprise créée en 1932, le Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP).

Le CDLP, une entreprise de diffusion politique moderne ?

L'organisation de la diffusion est essentielle pour le PCF, comme elle l'est pour l'édition française. Elle soucie même le Komintern en 1929, qui veut tout connaître des « phénomènes qui touchent à la vente d'un livre (distribution gratuite, saisie, conditions dans lesquelles l'écoulement est facile, conditions pour le contraire, etc.) parce que très souvent il manque des données pour faire une analyse sérieuse et tirer des conclusions valables[33] ». Après la Première Guerre mondiale, les éditeurs les plus importants s'en remettent volontiers à des sociétés de diffusion, des commissionnaires, qui fournissent les distributeurs que sont les libraires. En premier lieu, l'empire Hachette avec ses Messageries, fondées en 1897, a développé un service spécifique à la vente des livres à partir de 1925[34]. Son principal concurrent est la Maison du Livre français créée par Larousse en 1920, à laquelle G. Valois a participé[35]. À partir de 1927, la politique commerciale d'Hachette devient plus agressive : il devient le diffuseur exclusif de ses clients[36]. Pour Hachette et la Maison du Livre français, les éditions militantes comme celles du PCF ne présentent aucun intérêt, les volumes de ventes espérés étant probablement bien en deçà d'un quelconque seuil de rentabilité. Toutefois desservir massivement l'ensemble du territoire par des sociétés spécifiques est devenu un enjeu économique majeur.

30. D. Tartakowsky. *Les Premiers Communistes français. Op. cit.,* 1980, p. 154.
31. Plan de travail de la section d'Agit-Prop du CC, 18 novembre 1931, IML 452, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
32. C. S. « Organisons la diffusion de la littérature communiste ». *Cahiers du bolchevisme*, 15 janvier 1932, nº 2, p. 124-127.
33. Lettre du 26 octobre 1929, 495/78/48-3, RGASPI.
34. J.-P. Mazaud. *De la librairie au groupe Hachette (1944-1980) : transformations des pratiques dirigeantes dans le livre.* Th. de doct. d'histoire, dir. Patrick Fridenson : EHESS, 2002, p. 110.
35. A. Fierro. « Évolution et typologie de la librairie ». *Histoire de l'édition français. T. 4 : Le Livre concurrencé, 1900-1950*, Paris, Fayard/Cercle de la Librairie, 1991, p. 11-123.
36. M. Puech. Toute l'édition, *un hebdomadaire corporatif de l'Entre-deux-guerres*, DEA d'histoire, dir. J.-Y. Mollier, université de Versailles–Saint-Quentin-en-Yvelines, 1997, p. 55 ; - J.-P. Mazaud. *De la librairie au groupe Hachette (1944-1980). Op. cit.*, p. 113-114 ; - G. Valois. « La Bataille culturelle ». *Les Cahiers bleus*, nº 118, p. 5-25. Je remercie P. Olivera pour ces renseignements.

Ce changement dans l'organisation du marché du livre concerne également des éditeurs engagés. En désaccord avec les administrateurs de la Maison du Livre français, G. Valois quitte le conseil d'administration en 1932 et créée une autre entreprise de diffusion en février 1933, la Maison coopérative du Livre, qui fait finalement faillite en 1935[37]. Les deux principaux associés sont la Librairie Valois et la Librairie du Travail[38]. En 1933, L. Cical confie un dépôt à la Maison coopérative du Livre mais refuse d'aller plus loin en dépit des sollicitations de G. Valois[39]. Pour le PCF, l'enjeu est uniquement politique et il est hors de question de s'associer à quiconque. Par ailleurs, cette entreprise ne prend pas *a priori* en compte une réalité culturelle : les militants d'origine modeste n'entrent pas dans une librairie. Comme l'écrit un journaliste : « L'expérience démontre que les ouvriers regardent l'exposition de livres comme dans la rue ils s'arrêtent à la vitrine d'un libraire, mais la vente ne se fait pas[40]. »

Lors du VIIe congrès (11-19 mars 1932) du PCF, la direction appelle à réorganiser l'appareil de diffusion, afin de permettre la « conquête de la majorité de la classe ouvrière[41] ». Dans la foulée, le Centre de Diffusion du Livre et de la Presse est créé, installé au 132, rue du Faubourg-Saint-Denis (X[e] arrondissement). Le CDLP a été déclaré officiellement au Tribunal de commerce le 25 mars 1933[42], avec pour seul propriétaire, Gaston Bensan. Né le 5 novembre 1906 à Tlemcen, en Algérie, Gaston Bensan, *alias* Gabriel Bensoussan, a adhéré au Parti communiste en 1924[43]. En 1932, le CDLP emploie 23 personnes[44] : 18 s'occupent de tâches essentiellement administratives (comptabilité, facturation, expédition, tenue des fichiers clients) ; 2 libraires (dont P. Nizan à la Librairie de l'Humanité) ; 5 personnes se consacrent à l'activité de propagande stricte à savoir les « prolipros[45] ». Parmi eux, seul est connu Pierre Saint-Dizier, « instructeur général », c'est-à-dire représentant du CDLP pour l'ensemble du territoire national. P. Saint-Dizier, dessinateur industriel de formation, a été secrétaire du Secours rouge international, jusqu'à sa nomination au CDLP, en janvier 1933[46].

37. G. Valois. « Notes sur mes finances de 1878 à 1938 ». *La Coopérative culturelle*, juillet [1938], n° 9, p. 15-16.
38. Registre analytique du Tribunal de commerce de Paris, n° 6743, Arch. de Paris.
39. Lettre de la Maison coopérative du livre au BEDP, 22 décembre 1933, Dossier L. Cical, 495/7450, RGASPI.
40. Maertens. Apprenons à lire. *L'Humanité*, 13 septembre 1932, p. 4.
41. S. Pey. *Op. cit.*, p. 351.
42. Registre analytique du Tribunal de commerce de Paris, n° 570-787, Arch. de Paris.
43. Centre de diffusion du Livre et de la Presse et du nommé Bensoussan administrateur-gérant de cet organisme, 23 février 1937, 20010216/47/1258, CAC.
44. Lettre de Lucien Vannier au Secrétariat du PCF, 2 avril 1935, IML 733, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
45. Le nom de « prolipro » est la contraction de « propagande de la littérature et de la presse ouvrière ».
46. *La Correspondance internationale* [rapport], 15 décembre 1936, 200100216/47/1208, CAC ; - Registre du personnel du CDLP, 1934-1939, Arch. N. Devers-Dreyfus.

Comme la Librairie de L'Humanité et le BEDP avant lui, le CDLP est chargé de la diffusion de l'ensemble du matériel de propagande (livres, brochures, tracts, affiches, photos etc.). Le seul changement introduit par cette nouvelle structure est l'institution des « prolipros », militants chargés spécifiquement de la diffusion locale du matériel de propagande, en quelque sorte les représentants commerciaux et politiques du CDLP, encadrés par P. Saint-Dizier. D'après la police française, les prolipros sont une douzaine vers 1933[47]. Le « prolipro », responsable d'une localité, doit se mettre en contact avec les responsables de la diffusion dans les rayons et les cellules, suivre les abonnements et les commandes, les livrer et surtout encaisser les factures et reprendre les invendus. Le CDLP exige (encore et toujours) des organisations qu'elles nomment un responsable local de la propagande, qui se charge de la gestion des commandes, de la distribution et du règlement des achats. Un militant de Cadenet décrit son travail : « 1) Je passe à domicile, dans les cafés, cinémas bourgeois ; 2) vente individuelle et à la criée ; 3) vente dans toutes les réunions même bourgeoises ; 4) vente le dimanche dans les petites localités du canton, et principalement chez les paysans[48]. » En 1934, d'après G. Bensan, le CDLP comptait 5 000 correspondants mais « sur ce nombre, 275 camarades seulement représentent les cellules ou les rayons qui s'occupent de diffusion[49] ».

En outre, le CDLP a deux délégués régionaux appointés, appelés « instructeurs régionaux » à Marseille et à Lyon, qui sont chargés de centraliser toutes les commandes des organisations pour leur région. Il s'agit de Bensimon et Laufer. Ce dernier disparaît de l'organigramme du CDLP en 1937, après une gestion hasardeuse[50], et est remplacé par Haillaincourt. S'y ajoute Gaston Coquel à Roubaix à partir de 1934. Ces trois régions ne sont pas choisies au hasard : ce sont effectivement les trois principaux lieux de vente en province pour le Parti. G. Coquel s'était vu retirer brutalement ses responsabilités à la tête des Jeunesses communistes l'année précédente et son arrivée au CDLP est certainement un pis-aller. Cette nomination montre aussi la médiocre considération politique dont jouit le CDLP. Les instructeurs régionaux sont également chargés de représenter le CDLP au niveau local et d'y contrôler les commandes et les paiements, tandis que P. Saint-Dizier continue d'être le principal « représentant de commerce » du CDLP. De fait, ils sont considérés comme politiquement responsables de l'activité des cellules de leur région.

En 1933, le CDLP édite un énorme catalogue de 96 pages[51]. Le caractère fortement militant de cette entreprise y transparaît dans le fait que,

47. La Correspondance internationale [rapport], 15 décembre 1936, 200100216/47/1208, CAC.
48. S. Pey. *Op. cit*, p. 446.
49. G. Bensan. « Sur la diffusion du Livre et de la presse ». *Cahiers du Bolchevisme*, 1er mai 1934, nº 9, p. 571-574.
50. Lettre du CDLP à Laufer, 21 juillet 1936 ; lettre du CDLP à Marrot, 18 février 1937, Fonds CDLP, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
51. Centre de diffusion du livre et de la presse. *Catalogue*. CDLP, 1933. 96 p.

comme pour le BEDP, les ouvrages sont classés par thèmes (sociologie, histoire, mouvement ouvrier international, URSS, l'Internationale et les partis communistes, problèmes politiques, l'église et son histoire, éducation, littérature), même s'il y a des encarts décrivant les grandes collections du PCF. Le catalogue se termine aussi par les « portraits, cartes postales, chansons, pièces [de théâtre], insignes, etc.[52] ».

En 1934, G. Bensan tire un bilan plus que positif de la création du CDLP : il souligne l'importance de certains chiffres de vente et d'abonnement et la possibilité de « toucher tous les milieux[53] ». Il n'en attribue pas le bénéfice à l'organisation seule : le contexte politique et la « qualité meilleure du contenu » en sont les principales causes. Cet enthousiasme est-il justifié ? En termes de chiffres d'affaires, la diffusion de la littérature passe de 625 000 en 1932 à 1,3 million d'euros en 1934[54]. Mais entre 1933 et 1934, les pertes sont multipliées pratiquement par trois[55]. Le CDLP a hérité à sa création des stocks de l'ancien BEDP, et aussi des impayés de sa clientèle, évalué en 1934 à 74 000 euros[56]. Entre 1933 et 1934, les ventes ont baissé de 30 % en raison, dit-on, d'une « production est nettement insuffisante », du manque de supports publicitaires et la réorganisation a perturbé le fonctionnement de l'établissement[57]. Enfin, les militants ne répondent pas en masse aux sollicitations du CDLP. Pour la section d'Agit-prop, les cellules « ne commandent pas toutes de la littérature », ce qui l'oblige à « leur adresser un petit colis de littérature d'office », qui leur est facturé. La contrainte donne-t-elle de bons résultats ? L'Agit-prop est évasive : « Elles le diffusent et se reposent ensuite sur leurs lauriers. Parfois, elles écrivent : n'envoyez plus d'office[58]. »

Les résultats du CDLP entraînent de fortes tensions. Les éditeurs, c'est-à-dire L. Cical, n'ont pas apprécié de voir une partie de leur prérogative disparaître, et accusent le Centre d'incurie. Toutefois, le PCF choisit de laisser la clientèle non liée au PCF (les librairies, les particuliers hors militants) aux éditeurs[59]. Le 7 décembre 1934, le Secrétariat du PCF décide de remplacer G. Bensan par Lucien Vannier, qui travaillait au CDLP depuis le 1er mars 1934[60], et par Marceau[61].

52. *Op. cit.*, p. 83.
53. G. Bensan. « Sur la diffusion du Livre et de la presse ». *Cahiers du Bolchevisme*, 1er mai 1934, nº 9, p. 571-574.
54. Valeur en euros constant. Centre de Diffusion du Livre et la Presse. *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion.* CDLP, [*ca* 1936], p. 5.
55. Lettre du 9 janvier 1935, du CDLP au Secrétariat, Dossier L. Cical, 495/7450, RGASPI.
56. Lettre de Marceau à la section d'administration, 31 décembre 34, Dossier L. Cical, 495/7450, RGASPI. (en euros constants).
57. *Op. cit.*
58. J. M. « Les Bibliothèques de cellule ». *Bulletin de l'Agit-prop central du PCF*, août 1934, nº 2, p. 19-20.
59. Lettre de Bertrand au Secrétariat, 4 octobre 34, Dossier Cical, 495/7250, RGASPI.
60. Registre du personnel du CDLP, 1934-1939, Arch. N. Devers-Dreyfus.
61. Décisions du Secrétariat du PCF, 13 février 1934, IML 692, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

La fondation du CDLP ne change rien au principe de la diffusion : elle reste militante, même si à partir de 1934 le PCF tient aussi compte d'une diffusion au-delà du monde partisan. La création de cette entreprise est le signe, certes, d'une ambition pour atteindre les masses mais aussi celui d'une certaine impuissance. Chaque difficulté rencontrée se traduit par une réorganisation matérielle, non par une remise en cause des principes.

Discours sur la lecture

Le regard que ce « parti de type nouveau » porte sur la lecture est intrinsèquement lié à sa conception du militantisme et de l'action politique. L'acte de lire n'est pas neutre : il peut tout aussi bien servir la cause du prolétariat (former des révolutionnaires professionnels) que la menacer. Et, si le livre est un des outils de la formation politique des cadres, des militants et des masses, il a aussi un poids symbolique : il représente la culture légitime, voire « bourgeoise », un certain rapport au savoir et au pouvoir. Contrairement à la presse, la lecture de livres est marquée par le soupçon d'intellectualisme. Dans ce contexte où les questions d'organisation sont omniprésentes, la réflexion sur la lecture militante est peu présente dans les discours et débats.

Dans une circulaire de juin 1925, le Secrétariat du PCF rappelle aux fédérations « qu'un gros effort doit être fait dans le domaine de l'éducation. Nos camarades ne lisent pas assez[62] ». On y souligne la « paresse intellectuelle » du militant français, son manque de « culture sérieuse ». Se référant au tirage moyen des brochures et leur vente, on en conclut que « 96 % de nos membres ne lisent rien ». Or, chaque militant doit posséder une bibliothèque de « 15 à 20 ouvrages de fond » : « Il faut que chaque membre du PCF travaille lui-même à son instruction comme communiste et se tienne au courant des événements saillants, du développement du mouvement international par la lecture des *Cahiers du bolchevisme* et des brochures que publie le Service d'Éditions du Parti[63]. » Lire devient une injonction, par le biais des mots d'ordre publiés dans la presse communiste, dans un bandeau en haut ou bas de page, comme celui-ci : « AVEC le prix de cinq apéritifs on peut acheter un livre ou plusieurs brochures[64]. »

Mais la lecture demeure une activité ambiguë. Comment lire sans parvenir, sans devenir un intellectuel ? Il suffit que les textes soient « pratiques ». En 1925, pour inciter à lire *La Maladie infantile du communisme*[65], un journaliste de *L'Humanité* écrit : « Les autres livres de Lénine apprennent le communisme, celui-ci donne quelque chose d'infiniment précieux et

62. Circulaire nº 35, 11 juin 1925, IML, 66, Arch. du PCF.
63. « Camarade, lis, instruis-toi, si tu veux devenir un véritable bolchévik ». *Cahiers du bolchevisme*, 1er septembre 1925, nº 26, hors texte.
64. *L'Humanité*, 2 mai 1926, p. 4.
65. Librairie de l'Humanité, 1924, 148 p. (Bibliothèque communiste).

d'indispensable : la manière de le mettre en pratique[66]. » *Le Manuel élémentaire du communisme*, en 1929, est paré de toutes les vertus : « Court et clair exposé des principes essentiels de la théorie communiste », « sous une forme à la fois concrète et vivante et qui en rendent la lecture très facile ». Mieux : « Les Précis, les A.B.C. communistes publiés jusqu'ici n'étaient que des ouvrages théoriques. *Le Manuel* est à la fois théorique et pratique[67]. » Les lecteurs sont donc supposés adopter une attitude passive vis-à-vis du savoir, comme dans l'univers scolaire. Il ne s'agit pas d'étudier un ouvrage philosophique sur lequel on exerce son esprit critique mais un manuel, un abrégé, où l'on apprend le marxisme-léninisme[68]. V. V. Adoratsky explique que si la lecture du *Capital* de Marx est essentielle dans une vie de militant, ce n'est pas dans le but de « faire du lecteur un savant, un rat de bibliothèque qui ferait de la science pour la science ou pour son plaisir[69] ». Même J. Fréville alors en charge de la page culturelle de *L'Humanité* déclare en 1931 : « Donc, nous ne sous-estimons pas l'utilité des livres. Mais condamnons sans hésiter la thèse des sociaux-démocrates, qui pose en principe que seul un prolétariat instruit peut faire la révolution. Car une pareille affirmation n'aboutit qu'à la consécration du réformisme[70]. » Les livres « ne peuvent à eux seuls former des révolutionnaires » mais les circonstances semblent leur donner une nouvelle légitimité : celui qui ne lit pas « se ravale au rang des illettrés » et ne peut donc éduquer, former de nouveaux militants. Par la lecture, les militants renforcent le Parti[71]. Ces propos doivent encourager la lecture mais en même temps mettent en garde sur ses dangers : c'est un « rapport au savoir » que l'on diffuse, qui « interdit » au militant « d'en user comme d'un capital personnel » afin qu'il ne devienne pas, comme l'écrit B. Pudal, « une menace pour l'institution mais l'un de ses instituteurs éperdus de reconnaissance pour l'immensité du savoir auquel il lui a été donné d'aborder, avec humilité[72] ».

Un des lieux emblématiques de la lecture est la bibliothèque. Les écoles ne pouvant former tous les militants, la bibliothèque est rapidement considérée comme un secours. Elle est un lieu et un outil qui jalonne l'histoire du mouvement ouvrier. La SFIO avait ainsi sa propre bibliothèque, héritée en partie du Parti ouvrier français[73]. Depuis l'origine, la Librairie de l'Humanité cumulait plusieurs fonctions, édition, distribution, diffu-

66. PM. « Relisons nos classiques : la maladie infantile du communisme ». *L'Humanité*, 29 septembre 1924, p. 3.
67. « Un manuel élémentaire du communisme ». *L'Humanité*, 4 décembre 1929, p. 6.
68. B. Pudal. « Les dirigeants communistes : de "fils du peuple" à "l'instituteur des masses" ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1988, nº 71-72, p. 46-70.
69. Adoratski. « Comment lire le *Capital* ». *Cahiers du bolchevisme*, 14 mars 1933, nº 6, p. 459-464.
70. J. Fréville. « Que lire en vacances ? » *L'Humanité*, 4 août 1931, p. 3.
71. C. S. « Organisons la diffusion de la littérature communiste ». *Cahiers du bolchevisme*, 15 janvier 1932, nº 2, p. 124-127.
72. B. Pudal. « Les dirigeants communistes : de "fils du peuple" à "l'instituteur des masses" ». *Op. cit.*
73. *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. Tome I*. A. Quillet, 1912, p. 115-117.

sion *et* bibliothèque. En mars 1923, le Bureau politique se dote officiellement d'une bibliothèque, appelée « la Bibliothèque du Parti[74] ». Au début des années vingt, M. Martinet, alors directeur littéraire de *L'Humanité*, appelle les militants à se doter de collections d'ouvrages, symbolisées par la « planchette à livre[75] ». Par ailleurs, les « bibliothèques ouvrières », les « bibliothèques municipales » sont autant d'établissements vers lesquels on estime que les militants communistes peuvent se tourner[76]. On lit en 1926 dans l'*Humanité* : « Beaucoup de bons camarades désirent profiter de leurs courtes heures de loisir, pour s'instruire ou chercher des documents indispensables pour certains travaux, mais ils ne savent où trouver des renseignements sur ces centres d'études. » Si le journal indique la Bibliothèque nationale, la bibliothèque Mazarine, la bibliothèque de l'Arsenal et la bibliothèque Sainte-Geneviève, les bibliothèques des coopératives, comme celle de la Semaille à la Bellevilloise, sont également conseillées[77].

Une circulaire de juin 1924 avait demandé aux fédérations de se doter d'une bibliothèque, la Librairie de l'Humanité devant fournir aux cellules les livres et brochures à des prix réduits (25 % de remise en 1925)[78]. En 1925, la sous-section des éditions demande même que « chaque rayon […] se constitue une bibliothèque renfermant la totalité des ouvrages publiés par le Parti (les plus importants, si possible, à plusieurs exemplaires)[79] ». Les livres et revues qui doivent constituer les collections de ces bibliothèques sont référencés dans des listes, diffusées par exemple par *Les Cahiers du bolchevisme*. Les exigences sont élevées puisqu'est demandé à chaque bibliothèque d'acquérir « un exemplaire au moins de tous les ouvrages publiés dans les collections Bibliothèque communiste, Petite Bibliothèque communiste, Cahiers communiste, Cahiers du militant, ainsi que de divers livres ou brochures importants ne rentrant pas dans les collections, au total une cinquantaine de volumes[80] ». La bolchévisation relance ces appels : toutes les cellules doivent se doter d'une bibliothèque. En mars 1926, l'Internationale estime que ces bibliothèques doivent « satisfaire les besoins des membres de la cellule qui n'ont pas toujours les moyens d'acheter des livres, mais ceux-ci

74. Procès-verbal du Bureau politique, 26 mars 1923, IML, 45, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
75. M. Martinet. « Pour une organisation de la culture intellectuelle. V ». *L'Humanité*, 26 novembre 21, p. 4.
76. G. Tales. « Pour une organisation de la culture communiste : groupes communistes et études sociales ». *L'Humanité*, 20 novembre 21, p. 4.
77. La Nouvelle Bibliothèque de la Semaille à la Bellevilloise. *L'Humanité*, 2 octobre 1927, p. 4. Son règlement est contraignant, mais pas plus que les autres bibliothèques populaires de l'époque : « […] l'entrée est gratuite et […] tous nos amis peuvent y étudier à leur gré de 16 à 18 heures et de 20 à 22 heures. Moyennant un droit d'abonnement de 5 francs par an, ils pourront encore emporter chez eux les livres choisis sur le catalogue. » ; - C. Demeulenaere-Douyère. « Des sardines Suzette au château d'Automne : les œuvres sociales de la Bellevilloise ». *La Bellevilloise (1877-1939) : une page d'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*. Creaphis, 2001, p. 139-158.
78. « Catalogue », *Cahiers du bolchevisme*, 15 septembre 1925, nº 27, hors texte.
79. « Sous-Section des éditions ». *Bulletin d'information*, 25 juin 1925, nº 1, p. 13-14.
80. « Camarade, lis, instruis-toi, si tu veux devenir un véritable bolchévik ». *Cahiers du bolchevisme*, 1er septembre 1925, nº 26, hors texte.

devront être prêtés aux ouvriers sympathisants afin de les gagner à la cause du communisme[81] ». En 1934, 400 cellules sur 2 000 environ disposeraient d'une bibliothèque.

Ces bibliothèques sont probablement très modestes et éloignées de ce que les bibliothécaires professionnels estiment être une « vraie » bibliothèque. Du fait de son rapprochement avec les milieux intellectuels, avec la création notamment de l'Association des Écrivains et Artistes prolétariens (AEAR) en 1932, le Parti communiste est en liaison avec une association rattachée à l'AEAR, l'Association des bibliothèques prolétariennes (ABP). L'association réunit des « bibliothèques de municipalités ouvrières, des syndicats ouvriers, des coopératives ouvrières » et a « comme critérium et comme devise : servir par le livre la classe ouvrière en lutte pour son émancipation[82] ». *Via* le CDLP, elle propose son aide pour créer des bibliothèques, fournit des listes de livres, explique comment « opérer un classement scientifique et marxiste », « effectuer une révision idéologique des ouvrages contenus dans votre bibliothèque » et faire de la publicité pour attirer des lecteurs : « Ainsi l'ABP grâce à son service de documentation pratique et théorique et à ses relations avec les organisations similaires à l'étranger, vous aidera à transformer votre bibliothèque en un centre d'éducation de classe[83]. » L'ABP explique comment organiser le prêt et les diverses opérations bibliothéconomiques, diffusant ainsi les idées les plus modernes qui agitent alors la profession de bibliothécaire (accès direct aux livres sans intermédiaire, prêt gratuit)[84]. Les effets furent sans doute limités, d'autant que la question de l'organisation des collections importe moins au PCF que celle de la lecture proprement dite.

En effet, la lecture de mauvais livres et la lecture erronée peuvent transformer le militant en ennemi de classe. La bolchévisation exige d'« élever le niveau idéologique de l'ensemble du Parti ». Or, « l'écrasante majorité s'instruit individuellement par la lecture des éditions communistes », mais cela est fait « au hasard, sans plan, sans but » d'où des « résultats maigres ». D'où la naissance d'un discours sur la bonne manière de lire, à l'école ou individuellement. En 1928, le Bureau central d'éducation doit « publier régulièrement des plans de lecture et d'étude en donnant des indications bibliographiques précises et en fournissant des schémas de lecture pour l'étude des ouvrages qui ont trait aux différentes questions du marxisme et du léninisme ». *Les Cahiers du bolchevisme* exposent en 1932 la bonne méthode de lecture c'est-à-dire crayon à la main, pour souligner les passages importants et prendre des notes. De plus, on encourage la création de

81. « Le Travail d'éducation dans les cellules ». *L'Humanité*, 5 juin 1922, p. 5.
82. J. Fréville. « Une initiative qui marquera ». *L'Humanité*, 23 octobre 1932, p. 5.
83. Association des bibliothèques prolétariennes (ABP). « Chronique de bibliothèques ». *Le Prolipro, propagandiste de la littérature et de la presse ouvrières*, avril 1933, nº 1, p. 11.
84. « Comment organiser une bibliothèque syndicale ? » *Le Prolipro, propagandiste de la littérature et de la presse ouvrières*, octobre 1933, nº 4, p. 9-12.

cercles et de groupes d'études, qui pratiqueront « la lecture collective », « sans professeur[85] », le groupe prémunissant contre l'erreur individuelle. Le système de l'Office mensuel permet aussi d'orienter et donc de contrôler les lectures des militants, comme il permet probablement aussi de répondre à l'attente de certains d'entre eux pour qui la lecture est une pratique difficile, y compris dans le choix des ouvrages à lire[86].

Si lire n'est pas un moyen de s'élever culturellement ou socialement, les livres édités par le PCF se présentent pourtant sous une forme savante : préface, introduction, avertissement, notes de bas de page, bibliographie, index. Ce paradoxe s'explique par l'importance accordée au « paratexte » comme moyen d'encadrer la lecture, c'est-à-dire d'en contrôler au maximum la réception[87]. Le lecteur ne doit pas être abandonné à lui-même. Lire est influencé par la mise en page, la typographie, l'appareil critique ; le Parti communiste doit donc construire des garde-fous, imposer une interprétation orthodoxe des textes. On retrouve cette volonté de contrôle dans d'autres milieux et d'autres époques[88], mais elle est poussée ici très loin du fait de l'importance accordée à l'idéologie.

Les questionnaires des « biographies », auxquels chaque militant doit se soumettre à partir de 1931, comportent des questions sur la culture des individus, passée et présente. Ces biographies sont comme des « mises en scène » de soi : les militants s'efforcent d'y répondre, en imaginant ce que le Parti communiste attend du « bon » militant. En 1933, le questionnaire qui comprend 74 questions en compte 7 sur le capital culturel du militant. Parmi elles, une seule traite de la lecture de livres et est formulée de la manière suivant : « Qu'avez-vous lu de Marx, Engels et Lénine et dans quelle mesure avez-vous étudié ces ouvrages ? » On en revient donc à une fonction très réduite de la lecture : elle se résume à quelques titres, pour une fonction politique, et le Parti communiste ignore le reste des pratiques de lecture de livres[89].

Les journalistes et dirigeants communistes restent quasi muets pendant les années vingt sur la littérature populaire. Les débats sur la culture dite prolétarienne menés principalement par des intellectuels comme H. Barbusse ou M. Martinet n'amènent pas à s'interroger sur les autres lectures des militants. Les critiques littéraires liés au PCF s'intéressent davantage à la littérature dite « bourgeoise », décadente, qui permet au lecteur de s'évader, à partir du mensonge romanesque, qui masque ou écarte

85. Bureau central d'éducation. « Le coin d'éducation léniniste ». *L'Humanité*, 21 janvier 1928, p. 4.
86. C. Horellou-Lafargue, et M. Segré. *Op. cit.*, p. 73-75.
87. C. Pennetier et B. Pudal. « La certification scolaire communiste dans les années trente ». *Politix,* 1996, nº 35, p. 69-88.
88. P. Bourdieu et R. Chartier. « La Lecture : une pratique culturelle ». *Pratique de la lecture*. Rivages, 1985, p. 231.
89. C. Pennetier et B. Pudal. « La certification scolaire communiste dans les années trente ». *Op. cit.*, p. 69-88.

la « vérité historique[90] » . Ces attaques visent rarement les éditeurs. La « pieuvre » Hachette est dénoncée une seule fois en 1926[91], et si, on s'alarme dans le quotidien du Parti de l'usage de la publicité par les éditeurs[92], ses chroniqueurs n'en continuent pas moins de rendre compte chaque année des prix littéraires[93]. Lors de l'affaire du roman de M. Cholokov en 1933, le Parti communiste attaque certes les éditions Gallimard mais en restant très mesuré dans ses propos, et de surcroît par la plume d'un communiste étranger : « La *NRF*, "sérieuse" maison littéraire, a beau tenir sous sa dépendance et dans la crainte toute une pléiade d'écrivains français ; jeunes et vieux, tout écrivain honnête, en France comme dans le monde entier, n'en protestera pas moins bien haut contre de pareils procédés de terreur blanche en littérature[94]. » Et c'est bien cette étonnante « dépendance » qui empêche le PCF de s'attaquer plus frontalement à ce foyer intellectuel, dont nombre de ses compagnons de route, comme André Gide, André Malraux ou Jean-Richard Bloch, font partie, en pleine lutte pacifiste et antifasciste. Paradoxalement, *L'Humanité* rend bien mieux compte de la vie littéraire dans ses aspects les plus mondains et intellectuels que des pratiques de lecture des milieux populaires. Même une revue très impliquée dans le débat sur la littérature prolétarienne comme *Monde* reste quasi-muette sur la littérature lue par le plus grand nombre.

L'existence du roman populaire sort du non-dit avec le roman-feuilleton de *L'Humanité*, rubrique essentielle dans la vie d'un quotidien. Mais ce n'est qu'à partir de 1930 que le PCF s'attaque directement à la littérature populaire, comme s'il en découvrait subitement l'existence. La raison est politique. Le PCF doit partir à la conquête des masses et lors de la 2e conférence internationale des écrivains révolutionnaires, l'UIER a appelé les Français à dénoncer cette littérature dont le « développement » est « considérable[95] ». J. Fréville, R. Garmy et P. Nizan sont les principaux militants qui s'y attellent. La littérature populaire est pourtant totalement absente des autobiographies de militants communistes : ont-ils respecté les interdictions ou bien recomposé une bibliographie idéale pour se conformer au modèle militant[96] ? Ce discours sur la lecture populaire a sans doute conduit à taire

90. H. Barbusse. « Les Maladies de la littérature actuelle ». *L'Humanité,* 14 juillet 1926, p. 4.
91. V. Crastre. « Le romantisme : Librairie Hachette Encyclopédie par l'Image ». *L'Humanité*, 22 avril 1926, p. 4.
92. V. Méric. « La bonne publicité ». *L'Humanité*, 7 janvier 1922, p. 1 ; - F. Supplisson. *La Promotion du livre par la presse dans les années vingt : critique et publicité littéraire*. Maîtrise d'histoire, dir. M. Martin et A. Plessis : université Paris-X–Nanterre, 1992, p. 32.
93. « Le prix Goncourt est décerné aujourd'hui ». *L'Humanité*. 10 décembre 1924, p. 2 ; - G. Altman. « Quatre romans ». *L'Humanité,* 10 décembre 1928, p. 4.
94. F. Roubiner. « Le banditisme politique dans la littérature ». *Commune*, nº 5-6, janvier-février, p. 654-655 ; - *Id. Littérature internationale*, nº 1, 1934, p. 168.
95. « Résolution sur les questions de la littérature prolétarienne et révolutionnaire en France ». *Internationale communiste*, 1931, p. 102-106.
96. M.-C. Lavabre et M. Lazar. « Se rassembler à sa ressemblance. Lecture de quelques récits autobiographiques », 1981-1983. *Communisme*, 1983, nº 4, p. 114-120 ; - J. Vigreux. *Waldeck Rochet.*

certaines pratiques, d'autant qu'il perpétue une tradition, en droite file des positions du mouvement ouvrier français depuis la fin du XIXe siècle.

La bolchévisation a donné naissance à une nouvelle organisation éditoriale, entièrement dévouée à la formation des militants, assurée par différentes structures (écoles de cadres, écoles élémentaires, cours par correspondance). Désormais, toutes les étapes du processus éditorial sont placées sous le contrôle du Komintern : choix des textes, choix des auteurs et traducteurs, choix de la mise en page, contrôle du paratexte…

Au début des années trente, une nouvelle direction du PCF est en train de se mettre en place. Apparaît dans le même temps, la volonté du PCF d'une plus grande implication dans la vie intellectuelle et culturelle française. Ce changement conduit le Secrétariat à revendiquer une plus grande autorité sur ce que produisent les éditions du Parti. Ses résultats sont plutôt négatifs : la diffusion est médiocre, au vu des tirages et des résultats financiers. Le public visé par le Parti communiste, de condition sociale modeste, a des moyens financiers limités. Dans ses pratiques culturelles, la lecture est absente ou peu développée. De surcroît, le discours qui accompagne la diffusion est particulièrement sévère. Le plaisir de lire est absent, il ne s'agit pas de lire pour soi : la lecture sert uniquement à l'action militante. Cette littérature atteint néanmoins en partie ces lecteurs, qui effectuent un tri dans la production éditée par le PCF. Les militants communistes, parmi lesquels les ouvriers sont de plus en plus nombreux, achètent de préférence de la littérature d'agitation, écrite par des auteurs français, sur des thèmes nationaux. La culture communiste française, tout juste bolchévisée, échappe déjà au cadre prévu.

La Dispute, 2000, p. 23-24 ; - B. PUDAL. « Les dirigeants communistes : de "fils du peuple" à "l'instituteur des masses" ». *Op. cit.*

Deuxième partie

1935-1939
VERS UNE CULTURE COMMUNISTE FRANÇAISE

Devant la montée des périls, l'Internationale abandonne la tactique « classe contre classe » pour la stratégie de Front populaire pendant l'été 1935 et appelle au combat antifasciste y compris en s'alliant aux ennemis d'hier. Tout semble donner raison à cette nouvelle politique qui s'accompagne dans le même temps d'une forte croissance des effectifs dès 1934. Le PCF dépasse le seuil des 100 000 adhérents en avril 1936 pour atteindre 318 000 membres en septembre 1938[1]. Et lors des élections législatives de mai 1936, le PCF obtient 15,2 % des voix. Le PCF est désormais un parti politique de masse. Il se revendique comme élément de la nation, en défend l'histoire et le patrimoine. Mais s'il tente d'élargir son électorat, le monde ouvrier (un quart de la population active) reste son terrain de prédilection[2]. Plus de la moitié des cadres et dirigeants communistes sont d'origine ouvrière en 1936[3]. Parallèlement, le Front populaire est la période où une culture politique communiste française achève de se constituer, fusion progressive de l'héritage du mouvement ouvrier français, du bolchevisme et de la culture républicaine[4]. Comment les maisons d'édition du Parti communiste ont-elles participé à la constitution et à la diffusion de cette nouvelle culture politique française, sans se couper de son noyau ouvrier et populaire ?

1. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.,* p. 461.
2. P. Guillaume. *Histoire sociale de la France au xxe siècle*. Masson, 1993, p. 107-108.
3. B. Pudal. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF.* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 56-62.
4. M. Lazar. « Forte et fragile, immuable et changeante… » *Op. cit.*, p. 215-242.

Chapitre IV

Le tournant des éditions Au service du Front populaire

Les remises en cause de la stratégie « classe contre classe » conduisent à une réorganisation des structures du Komintern et à la révision des missions du Service de l'édition de l'IC. Les maisons d'édition du PCF ne connaissent pas de réorganisation brutale[1], mais un repositionnement hiérarchique entre l'IC et la direction française, conditionné par le départ de Libert Cical, homme lige du Service d'éditions de l'Internationale pendant la bolchévisation. L'orientation antifasciste permet l'alliance entre intellectuels communistes et non communistes. Apparaît alors au premier plan l'intellectuel, nouvel acteur dans les éditions communistes.

Le Service d'éditions du Komintern et son réseau à la fin des années trente

La crise que connaît le Komintern depuis l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne aboutit au milieu de l'année 1934 à une remise en cause de sa stratégie. Les commissions en charge de la préparation du congrès de juillet-août 1935 posent les jalons de ce changement. Au terme de ce congrès, les structures de l'IC sont modifiées. Le Service d'éditions du Komintern a commencé, lui, sa mue plus tôt.

Le 29 avril 1934, le Service d'éditions de l'IC remet un rapport au Secrétariat du Comité exécutif, rapport qui est validé par sa commission politique. Ce document est un plan de bataille. Il s'agit d'une remise à plat de toute la politique éditoriale du Service d'éditions de l'IC. Les sections nationales de l'Internationale communiste doivent, d'une part, tenir compte de la culture politique de leurs concitoyens et, d'autre part, insister sur la littérature d'agitation. Néanmoins la rupture avec le passé n'est pas totale. Le manuel reste un genre plébiscité[2]. Ce programme politique et édito-

1. Les éditions musicales Chant du Mondes ont créées en 1937 : Registre analytique du Tribunal de commerce de Paris, nº 323279 B, Arch. de Paris.
2. Résolution sur le rapport des éditions au Secrétariat politique (29 avril 1934) (adoptée par la commission politique le 15 octobre 1934), 495/78/119, RGASPI.

rial échappe au mouvement de réorganisation radicale de l'Internationale. Décidée en octobre 1935, cette réorganisation conduit à la disparition des secrétariats dits de pays, mis en place en 1926, et à donner plus de poids au Département des cadres[3]. Or, le Service d'éditions est, lui, toujours organisé en zones linguistiques. Les « pays romans » sont suivis par deux « référents », F. Morriens et Heinrich. Le secteur des éditions comporte également un service de « transmission des expériences illégales du PC de l'URSS », la rédaction d'un « bulletin de critique et de bibliographie[4] » et une bibliothèque[5]. En outre, le Secrétariat du Comité exécutif possède un « Service de traduction », autonome, subdivisé en zones linguistiques, dites « sections » (russe, allemande, française, anglaise et espagnole).

Le Service d'éditions, qui emploie 16 personnes et recourt à une soixantaine de traducteurs patentés, semble solide dans son fonctionnement[6]. Mais il n'échappe pas aux procès et purges de la fin des années trente. M. E. Krebs est arrêté en 1937. Son adjoint, Julmann, est renvoyé en novembre 1937. En 1936, F. Morriens quitte le service pour intégrer les Éditions pour les travailleurs étrangers, avant de revenir en Belgique[7]. En 1938, la Section des éditions, qui emploie 18 personnes, est dirigée par Rudolf Appelt, cadre du Parti communiste tchèque, qui a quitté la Tchécoslovaquie lors de l'invasion des Sudètes. Il reste à sa tête jusqu'à la disparition de l'Internationale[8].

Les services de liaisons internationales, installés à Berlin, ont bien évidemment été touchés par l'arrivée d'Hitler au pouvoir. L'arrestation de Georgi Dimitrov, qui dirige le WEB depuis avril 1929, en mars 1933, signe l'arrêt de mort du Bureau. Les liaisons s'effectuent alors uniquement *via* l'OMS. En 1933, Hugo Eberlein, chargé des questions de presse et d'édition au sein du WEB, quitte l'Allemagne pour la France et s'installe à Strasbourg en septembre[9]. Il est chargé du transfert des imprimeries et édition du PCA[10]. En juillet 1936, il est expulsé de France vers le Luxembourg, puis repart en URSS[11]. À partir de 1936, la propagande du Komintern en

3. H. Peter. L'appareil du Komintern, 1926-1935. Premier aperçu. *Op. cit.*
4. *Internationale Bücherschau* (1938-1939) ; - *Revue internationale du livre* (1938-1939).
5. Elle fut un des éléments constitutifs de la future Bibliothèque d'état de sociopolitique. M.-C. Bouju. « Les éditions du Komintern, 1919-1943 : une Babel éditoriale ». À paraître.
6. H. Peter. *Op. cit.*
7. *Komintern : l'histoire et les hommes. Op. cit.*, p. 431-432.
8. Après la guerre, R. Appelt part en Allemagne de l'Est où il a fait carrière dans la diplomatie. H. Peter. « Structure of the Moscow apparatus of the Comintern and decision making ». *International Communism and the Communist International, 1919-1943*. Manchester : Manchester University Press, 1998, p. 41-64 ; - *Biographical dictionary of the Comintern*. Stanford : Hoover Institute Press, 1986, p. 9.
9. Dossier Hugo Eberlein, 200100216/36/917, CAC ; - *Komintern : l'histoire et les hommes. Op. cit.*, p. 280-281.
10. P. Broué. *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*. Fayard, 1997, p. 995 ; - H. Eberlein, 1930-1936, 200100216/36/917 et 921, CAC ; - *Komintern : l'histoire et les hommes. Op. cit.*, p. 278-279.
11. Il est arrêté en juillet 1937, puis déporté. Il est exécuté en juillet 1946. P. Broué. *Op. cit.*, p. 995.

Europe occidentale est coordonnée par Bohumir Smeral[12]. Puis la liaison entre les éditions parisiennes et Moscou échoit à Johannès Wertheim[13]. Libraire à Vienne, il arrive à Paris après l'Anchluss où, témoigne René Hilsum, il « est chargé par l'IC de superviser les maisons d'édition d'Europe occidentale[14] ». La librairie C. Mayer et Cie, au 148, rue de Rennes, lui sert de couverture[15].

Le réseau d'édition et de librairie en Amérique du Nord et en Europe occidentale demeure actif[16]. L'Internationale communiste entretient également des liens directs ou indirects avec différents « clubs de livres » à travers le monde, c'est-à-dire des associations ou groupements qui organisent la vente ou la lecture de livres par un système d'abonnement[17], le plus célèbre étant le Left Book Club de Grande-Bretagne, un des lieux culturels et intellectuels britanniques les dynamiques de la fin des années trente[18].

Paris, traditionnelle terre d'exil, accueille les communistes pourchassés, comme le « camarade Bertrand », J. Wertheim, en 1938. Dans le rapport de 1934 sur le Service d'éditions, il est demandé d'apporter un soin particulier aux partis communistes étrangers en difficultés[19]. Moscou, par ses Éditions pour les travailleurs étrangers ou celles du Komintern, continue d'envoyer du matériel de propagande[20]. Les policiers français surveillent ainsi l'activité « des librairies de la capitale qui procèdent à la vente et à la diffusion des journaux, brochures et livres d'inspiration communistes imprimés en

12. « Rapport du camarade Smeral à propos du travail à Paris en 1937 ». *Communisme*, nº 38-39, 1994, p. 69-92.
13. Document 1er février 1929, dact., 3 p., 495/78/52, RGASPI.
14. René Hilsum. « Entretien avec C. Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. » *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, nº 12, p. 89-108.
15. Bestellung auf deutsche Bucher von C. Mayer et Cie, 495/78/158, RGASPI.
16. Par exemple : en Belgique, le Centre de diffusion du livre ; en Espagne, les Ediciones del Partido comunista, Ediciones Europa-America, Editorial Nuestro Pueblo, Ediciones Estrella (pour la jeunesse) et Publicaciones internationales ; en Angleterre, Lawrence and Wishart et le Workers Library Publishers ; au Danemark, Mondes Forlag ; en Hollande, Pegasus : en Norvège ; Internasjonalt Arbejderforlag ; en Suède, Arbetarkultur ; aux États-Unis, International Publishers (New-York) : *Revue internationale du livre*. [1939], nº 5-6, 3e page de couverture.
17. À Amsterdam, la Bockengemeinschaft Nieuwe Cultuur ; à Bruxelles, l'Office du Militant ; à Basel, Universum Bucherei ; à Prague Lidowa Kultura et le Volksbucherei ; à New-York, le Book Union ; à Toronto, le Month Club.
18. Les Clubs de livres. *Revue internationale du livre*, [1938], nº 1-2, p. 94. J. Eaden et D. Renton. *The Communist Party of Great Britain since 1920*. Palgrave, 2002, p. 63 ; - S. Samuel. The Left Book Club. *Journal of Contemporary History*, 1996, vol. 1, nº 2, p. 65-86. Le Left Book Club rassemble 1 200 groupes locaux et 57 000 membres en avril 1939 alors que le Parti communiste de Grande Bretagne en compte 17 750.
19. Résolution sur le rapport des éditions au Secrétariat politique (29 avril 1934) (adoptée par la commission politique le 15 octobre 1934), 495/78/119, RGASPI.
20. 19940500/108/1974 et 1975 ; - 20010216/non coté/10216 : *Histoire de la guerre civile en URSS* ; - 20010216/non coté/13406 : Correspondances entre le Ministère des affaires étrangères et le commissaire spécial à la gare du Nord, 1934-1935 ; - 20010216/non coté/13430 : Correspondance avec le Ministère des affaires étrangères concernant la brochure *2e plan quinquennal* en allemand, expédié, octobre-novembre 1934, 6 p., CAC ; - En 1937, le CDLP essaie de récupérer « 1 200 brochures en langue étrangère » bloquées par la douane. Lettre du CDLP au Directeur de la Douane Nord, 8 septembre 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

plusieurs langues[21] ». Cette propagande inquiète : « Des ouvrages […] sont également mis en vente, rapporte un policier, notamment certains en langue allemande, déclarés interdits sur le territoire du Reich[22]. » Les communistes étrangers utiliseraient également plusieurs centres d'impression en Europe : à Bâle et à Prague avec l'Imprimerie Jacques sous la responsabilité de Richard Brandeis – Prague semble être l'autre plaque tournante de la littérature clandestine destinée aux pays où les partis communistes sont interdits[23]. Avec la montée des périls, Paris devient un lieu essentiel de la propagande communiste. Les communistes allemands publient eux-mêmes des textes, dans de petits formats et sous des couvertures discrètes, qu'ils font parvenir en Allemagne[24]. La Librairie C. Mayer à Paris n'est pas qu'une couverture pour J. Wertheim : elle est considérée comme la principale librairie de langue allemande pour les communistes[25]. L'Internationale participe directement au fonctionnement de trois maisons d'édition de langue allemande en France : les Éditions du Carrefour de 1934 à 1937 qui éditent *le Livre brun* en 1934[26], les Éditions Prométhée et les Éditions nouvelles internationales.

Les Éditions françaises : nouveaux hommes, nouvelle politique, nouvelles tutelles

En France, le programme défini en 1934 par le Service d'éditions de l'Internationale communiste répond aux aspirations exprimées depuis les débuts des éditions communistes françaises. B. Souvarine, A. Dunois, C. Calzan, L. Cical avaient tous demandé que la production des structures éditoriales françaises corresponde peu ou prou à la culture politique et historique des Français. Or, ce changement de stratégie et de politique éditoriale implique une réorganisation du contrôle des éditions françaises.

21. Diffusion des publications du Komintern en Europe occidentale, Note. RG 1835, Paris, 20 mai 1938, 12 p. dact., 20010216/47/1258, CAC.
22. Rapport, librairie dite Édition socialiste internationale, 21 février 1935, 20010216/136/4031, CAC.
23. « Rapport du camarade Smeral à propos du travail à Paris en 1937 ». *Communisme*, nº 38-39, 1994, p. 69-92.
24. Ces éditions clandestines sont appelées les « Tarnschriften ». Des textes destinés aux communistes allemands en exil sont imprimés à Strasbourg par la société Sedal, société anonyme fondée en 1932, qui imprime déjà l'*Humanité d'Alsace-Lorraine.* G. Badia, J.-B. Joly et J. Omnès. « Du livre brun à la tentative de Volkfront ». *Les Bannis d'Hitler : accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939)*. Paris : Presses universitaires de Vincennes–Études et documentations internationales, 1984, p. 357-363 ; - Diffusion des publications du Komintern en Europe occidentale, Note. RG 1835, Paris, 20 mai 1938, 20010216/47/1258, CAC.
25. *Revue internationale communiste*, [1939], nº 5-6, 3e page de couverture.
26. *Le Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, publié par le Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien. Éditions du Carrefour, 1933 (24 octobre 1934), 287 p. (Réquisitoires). Les Éditions du Carrefour, qui ont publié *Bifur*, ont été fondées 1929 par Pierre Gaspard Levy. B. Gross. *Willi Münzenberg, a political biography*. Lansing : Michigan State University Press, 1974, p. 242-243 ; - A. Cohen-Solal. *Paul Nizan, communiste impossible*. Grasset, 1980, p. 85-92 ; - P. Ory. *Nizan, destin d'un révolté, 1905-1940*. Ramsay, 1980, p. 80-125 ; C. Lawton-Levy. *Du colportage à l'édition.* Bifur *et les Éditions du Carrefour, Pierre Levy, un éditeur au temps des avant-gardes*. Genève : Metropolis, 2004, 382 p.

Au début des années trente, les éditions du Parti sont dirigées depuis 1925-1926 par Labarre et L. Cical. L. Cical a toujours fait montre d'une très grande liberté de ton dans ses interventions, quel que soit l'interlocuteur, mais ne s'avance jamais sur le terrain politique : ses propos portent toujours sur l'organisation de la production et les moyens (financiers et en personnel) qu'on lui alloue – et sur ce plan, ses récriminations sont nombreuses. Il a peu d'estime pour les dirigeants français, ce qu'il ne cache guère, et juge qu'il n'a pas de compte à leur rendre. Après l'affaire Barbé-Celor en juillet 1931, la nouvelle direction française se heurte à cette forte personnalité. Les dirigeants tentent de rejeter sur les seules éditions françaises la responsabilité des dysfonctionnements de l'ensemble de l'organisation. Suite à une erreur de publication, Labarre est renvoyé en septembre 1933[27]. Trois mois plus tard, c'est au tour de L. Cical d'être mis sur la sellette. L'objectif des nouveaux dirigeants français est d'exercer leur autorité politique pleine et entière sur les éditions, autorité que L. Cical conteste.

Les 16 et 17 décembre 1933 à Moscou, L. Cical doit rendre des comptes à un « tribunal » composé de représentants du Secrétariat des pays latins, du Service d'éditions de l'IC, de l'IMEL et du PCF[28]. L. Cical fait un rapport sur son travail depuis 1926 et souligne la difficulté de ses tâches. Il fait montre d'une grande confiance en lui et d'un faible repentir. Surtout, ce rapport donne à L. Cical l'opportunité d'attaquer la tutelle française : les procédures imposées par Moscou sont insupportables et le PCF ne lui donne aucun moyen de fonctionner. À ce sujet il enfonce le clou : « Chaque fois que nous avons un entretien avec les organismes centraux, tout le monde rigole[29]. » Lors de l'interrogatoire, les représentants français se montrent les plus violents, mais L. Cical nie toute responsabilité directe dans le moindre incident, la plus petite déviance. Ainsi, lorsque les Français le mettent en demeure de répéter que la direction française se désintéresse des éditions, L. Cical ironise : « Le Parti ne dit jamais qu'il ne s'intéresse pas. » La tentative d'exclure L. Cical échoue finalement pour deux raisons : A. Marty ne veut pas se ranger du côté de dirigeants avec qui il ne s'entend pas, M. Thorez en tête ; M. E. Krebs refuse d'abandonner ce technicien irascible mais fiable et économe avec qui il travaille depuis huit ans, alors que le personnel compétent manque.

Pour L. Cical, l'affaire est entendue : cette nouvelle direction du PCF, apparue après l'affaire Barbé-Celor, essaie de lui ôter son pouvoir sur les éditions[30] : « Une critique acerbe, hautaine, railleuse a été faite à ma "méthode", écrit L. Cical, à ma conception "purement commerciale" dans la gestion des éditions. » La direction du PCF déplace les personnes avec

27. Décision du Secrétariat, 12 septembre 1933, IML, 600, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
28. Secrétariat des pays latins : Gallo, A. Marty, Beret et C. Servet ; Service d'éditions de l'IC : M. E. Krebs, Robiner, Franz Morriens. IMEL : Calsan ; PCF : M. Thorez, Gilbert.
29. Rapport du camarade Siccal [sic], 16 décembre 1933, 495/32/124, RGASPI.
30. Décision du Bureau politique, 11 janvier 1934, IML, 689, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

qui il travaille habituellement et lui en impose d'autres. Elle l'oblige même à « passer par voie hiérarchique[31] » ! « Quelle déchéance et quelle injure ! écrit-il. […] on me brise littéralement les jambes, on me poignarde dans le dos et, ce qui m'est le plus sensible, je reste bafoué, ridiculisé devant tous… nargué par les petits et attaqué hypocritement par les grands. […] refusant de faire le petit employé beni-oui-oui et encore moins le courtisan, on a essayé de me mettre littéralement sous tutelle. » Le 4 février 1935, le Secrétariat du PCF décide de créer une « commission d'enquête […] sur le cas Cical[32] ». Un volumineux dossier est constitué contre lui, composé de différentes accusations, basées le plus souvent sur des rumeurs et sur des problèmes de comportement. Mais, politiquement, il est irréprochable. Cette enquête est aussi l'occasion pour la direction du Parti de vérifier la rectitude politique du personnel : tous les employés acceptent de témoigner contre lui[33].

Un second « procès » a lieu à Paris le 28 février 1935. L. Cical ne change pas de position : il ne reconnaît d'autorité qu'aux camarades « spécialement qualifiés et chargés de ce genre d'activité » qui sont E. Dutilleul, H. Eberlein, M. E. Krebs, J. Wertheim, et veut défendre en priorité le « patrimoine de l'Agit-prop du Comintern[34] ». L. Cical s'est considéré comme seul maître à bord depuis 1926, avec pour seul véritable et légitime interlocuteur le Service d'éditions de l'IC. Cela la nouvelle direction du PCF ne peut plus le tolérer. L. Cical quitte le PCF quelques mois plus tard, malgré l'opposition de M. E. Krebs !

L'affaire Cical ne résulte en aucun cas de l'affrontement de conceptions opposées sur la propagande. Elle est une des formes de la prise de contrôle par la nouvelle direction du PCF de son appareil éditorial. L. Cical est le symbole d'une époque que le Secrétariat du PCF veut clore. Seuls le Bureau politique et le Secrétariat du Parti communiste peuvent mettre en œuvre les nouvelles directives de l'IC et lui rendre des comptes. L'affaire Cical est le signe le plus manifeste de la volonté des dirigeants français de diriger et contrôler ce qui devient véritablement *leur* service d'éditions.

En décembre 1934, le Secrétariat du PCF avait remplacé L. Cical et G. Bensan par Lucien Vannier et Marceau à la tête du CDLP[35]. Le 21 janvier 1935, alors que le second « procès » de L. Cical n'a pas encore eu lieu, il est décidé de « réorganiser » le BE et les ESI « après congédiement de Cical », en nommant deux responsables : l'un à la « direction politique », « V. qui connaît admirablement la question » et l'autre à la « direction commerciale », L. Moussinac[36]. V. désigne Victor, directeur des *Cahiers*

31. Lettre de [Cical], 18 octobre 1934, 495/78/136, RGASPI.
32. Décisions du Secrétariat, 4 février 1935, IML, 731, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
33. Dossier Cical, 495/7450, RGASPI.
34. Lettre à Ferrat et Mauvais, 3 mars 1935, 495/78/136, RGASPI.
35. Décisions du Secrétariat du PCF, 13 février 1934, IML 692, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
36. Lettre adressée au Secrétariat, 21 janvier 1935, Dossier Cical, 495/7450, RGASPI.

du bolchevisme : il s'agit ou du délégué du Komintern Georges Kagan ou bien d'Alfred Kurella. Cinq mois plus tard, Victor est remplacé par Jacques Duclos comme responsable de la section d'Agit-prop et le BE est dirigé par René Hilsum[37]. Une nouvelle « commission » des éditions réapparaît à cette époque composée d'un représentant de la Section d'Agit-prop, de E. Dutilleul, de J. Wertheim et de L. Moussinac[38].

La figure de Léon Moussinac est bien différente de l'exécutant Cical comme du propagandiste B. Souvarine ou C. Calzan. C'est alors un homme de 45 ans, qui a derrière lui une carrière d'intellectuel particulièrement riche. Avant-guerre, il a travaillé comme employé tout en continuant de vivre de sa passion pour l'art et en menant des études de droit jusqu'à la licence. Mobilisé, il appartient la génération du Feu. Bien qu'il se soit senti proche des socialistes avant-guerre, son engagement politique commence avec les hostilités. Il adhère à l'ARAC, qu'il quitte en 1922, mais qui lui permet de se lier à des hommes de sa génération comme P. Vaillant-Couturier. Après la guerre, il écrit des critiques de films, notamment pour *Clarté* et pour *L'Humanité*. En avril 1924, il adhère au PCF. Avec son ami Louis Delluc, il impulse le mouvement des ciné-clubs et tente de faire connaître les films soviétiques en France. À partir de 1927, il a noué des relations avec des artistes soviétiques et au début de 1932 participe à la création de l'AEAR. En 1933, il remplace Aragon à l'UIER à Moscou, où il reste jusqu'en 1934. Il est aussi écrivain et, rapporte Aragon, c'est pour son roman *Manifestation interdite* qu'il est pressenti pour le prix Renaudot en 1935, qu'il refuse après avoir consulté la direction du Parti[39]. C'est donc un militant discipliné et un intellectuel prêt à sacrifier la gloire pour la lutte. Ses connaissances touchent aussi à l'édition, puisqu'il a travaillé comme directeur de collection aux éditions la Sirène en 1921-1922[40] et qu'il fut secrétaire général des éditions Albert Lévy, spécialisées dans les arts décoratifs. Il n'y a pas de taches dans sa trajectoire politique. L'étendue de ses activités intellectuelles lui permet de toucher un vaste milieu. Enfin, c'est un intellectuel, reconnu comme tel par son milieu, au moment où le Parti a besoin de leur soutien.

Le Parti communiste cherche-t-il désormais de bons professionnels de l'édition ? L'examen de la biographie de René Hilsum permet de le penser. Il a lui aussi un profil bien différent de celui de ses prédécesseurs. Plus jeune de cinq ans, il a comme L. Moussinac une vie professionnelle bien remplie derrière lui. Étudiant en médecine, il a adhéré à la SFIO avant-guerre. Mobilisé, il rencontre sur le front R. Lefebvre et P. Vaillant-Couturier et adhère au CRRI. En 1918, il rencontre également Aragon, A. Breton et

37. Décisions du Secrétariat du PCF, 7 juin 1935, IML, 731, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
38. Lettre à J. Duclos, 1er juin 1936, 495/78/143, RGASPI.
39. Aragon. « Retour en France ». *Œuvre poétique : tome III. 1936-1941*. Livre Club Diderot–Messidor, 1989, p. 237-245.
40. P. Fouché. *Les Éditions de la Sirène (1917-1937).* Bibliothèque de littérature contemporaine de l'université Paris 7, 1984, p. 112-116 et 234.

P. Soupault. En mai 1919, soutenant la création littéraire de ses amis, il crée avec sa femme Marcelle une maison d'édition « Au Sans pareil », qui accueille les auteurs dadaïstes et surréalistes, et se fait spécialiste de l'édition pour bibliophiles. Ce secteur vit particulièrement mal la crise économique, et la maison d'édition disparaît finalement en 1936, après s'être essayé à l'édition de livres politiques[41]. En mars 1931, il tente une autre aventure. Il fonde les éditions le « Génie de la France », spécialisées dans la publication de classiques dans un petit format. En septembre 1934, il est obligé de céder sa collection à Gallimard[42]. Quant à son activité politique, elle fut longtemps modeste ; il demeure un compagnon de route du PCF. Il y adhère finalement vers 1932. Il mène alors une activité militante, accédant à des responsabilités locales, en dépit d'une faute originelle, ses liens avec les surréalistes. Une enquête est menée par la commission des éditions, la commission des cadres et J. Duclos, pour étudier l'éventualité de son emploi[43]. Le témoignage de R. Hilsum n'éclaire pas sur sa nomination – « sans doute sur une suggestion de Léon Moussinac », raconte-il. Mais il confirme cependant cette volonté de changement et de prise de contrôle. « En mai [juin ?] 1936, témoigne-t-il, je suis convoqué par Jacques Duclos, au 120, rue La Fayette. Duclos m'explique que le Parti estimant peu satisfaisante la situation de ses maisons d'édition et de diffusion décide de faire peau neuve[44]. »

En choisissant L. Moussinac et R. Hilsum, le PCF fait appel à des professionnels de l'édition et des intellectuels reconnus. La reconnaissance dont ils bénéficient dans le monde des lettres doit servir aux maisons d'édition du PCF en attirant des auteurs et des lecteurs. Mais la direction du PCF choisit aussi deux militants disciplinés qui, à l'inverse de L. Cical, sauront appliquer la nouvelle politique éditoriale du Parti. Sans contestations.

Toutefois, l'analyse du reste du personnel – 9 personnes en 1935[45] – nuance cette conclusion. La biographie de deux employés des éditions, Joseph Ducroux et Victor Fay, est connue. Joseph Ducroux est un jeune kominternien. Fils d'agriculteur, orphelin, il suit des études secondaires à l'EPS de Tarare. Il complète sa formation commerciale en passant un an dans un collège de Bristol, en Angleterre. De retour à Paris, il travaille comme employé de commerce et adhère au PCF en 1923. Il fréquente aussi les milieux littéraires et intellectuels. De sa formation, il a gardé le goût des langues. Il participe à des actions d'agit-prop, notamment en donnant des cours de formation politique. En 1925, l'Internationale fait appel à lui pour effectuer des missions en Asie. En juin 1931, il est arrêté en Malaisie et

41. P. Olivera. *La Politique lettrée en France. Op. cit.,* p. 378.
42. P. Fouché. *Au Sans Pareil.* IMEC, 1989, p. 95-96.
43. Lettre du 4 juin 1935, 495/78/136 ; - Lettre à J. Duclos, 1er juin 1936, 495/78/143, RGASPI.
44. R. Hilsum. *Op. cit.*
45. Renaud, 26 ans, ESI ; Victor Fay (dit Bru), rédacteur, 32 ans ; Joseph Ducroux, rédacteur, 31 ans ; Mme Autier, 40 ans ; Eterstein, 23 ans ; O. Schultz, libraire, 21 ans ; Daroudeau, 34 ans ; Paulette Bensan, 25 ans, épouse de Gaston Bensan ; Mme Delauvrier, 35 ans, attachée au BE. Lettre à Bruno de Bertrand, 15 juin 1936, 495/78/136, RGASPI.

termine de purger sa peine en France en 1933. En janvier 1934, il regagne Moscou, puis revient en France. Il est alors affecté aux éditions[46]. V. Fay est responsable des écoles au sein de l'Agit-prop et a participé à l'organisation de l'Université ouvrière en 1932. Après les manifestations du 6 février 1934, il est poursuivi par la police pour activité antimilitariste et atteinte à la sûreté de l'État. Il rencontre Eugen Fried, délégué du Komintern auprès du PCF, puis M. Thorez : « Je lui dis que je suis obligé de me couvrir et de ralentir mon activité à l'agit-prop. "Pas de problème, Victor, tu disparais du budget du parti, et apparais comme lecteur aux éditions". » Il apparaît alors dans les archives sur les éditions sous le pseudonyme de Victor Bru[47]. Les itinéraires de J. Ducroux et V. Fay montrent que les éditions sont certes considérées comme des activités importantes mais aussi susceptibles d'accueillir des « cas » litigieux.

Pendant le Front populaire, le BE et les ESI déménagent. Le BE s'installe d'abord au 4, rue St-Germain-l'Auxerrois dans le Ier arrondissement en 1935 puis en 1937 au 31, boulevard Magenta, dans le Xe. Les ESI ont quitté le 3 rue Valette dans le Ve arrondissement pour le 24, rue Racine et installé une annexe au 20, rue Monsieur-le-Prince, dans le VIe en juillet 1933, dans des locaux de 100 mètres carrés, avec des sous-sols aménagés pour une réserve et une salle de lecture. Le Quartier latin étant aussi le quartier des éditeurs, ce déménagement n'est pas anodin. Le BE et les ESI s'alignent aussi sur d'autres pratiques professionnelles. R. Hilsum est depuis 1927 membre du Syndicat national des éditeurs, organisation professionnelle centrale depuis le XIXe siècle. Cela permet à L. Moussinac d'être coopté par son camarade en 1937[48], lui qui souhaite que les maisons d'édition, en particulier les ESI, soient considérées comme des maisons d'édition « ordinaires[49] ».

Le lien avec le monde de l'édition n'est pas limité aux seules instances professionnelles ou à l'implantation géographique. Pour le PCF, il est également indispensable de profiter pleinement des dégâts provoqués par la crise économique dans le secteur si fragile de l'édition politique. Coopérative ouvrière depuis 1928, la Librairie du Travail s'était retrouvée hors du réseau militant communiste en raison de l'exclusion de plusieurs de ses responsables du PCF, Marcel Hasfeld en tête. Mais cette situation ne modifie nullement sa politique éditoriale ni son approche de la culture, toujours liée à l'héritage anarcho-syndicaliste. Elle disparaît en 1938[50]. La Librairie

46. Témoignage de F. Frontisi-Ducroux.
47. Il utilise le même pseudonyme que celui utilisé lorsqu'il enseignait à l'Université ouvrière.
48. Cercle de la Librairie. *Assemblée générale*. 1939, p. 20 et 27.
49. J. BOUISSOUNOUSE. « Comment travaillent nos éditeurs ? Léon Moussinac aux ESI, rue Racine ». *Toute l'édition*, 9 juillet 1938, p. 4.
50. M.-C. BARDOUILLET. *Op. cit.* La Librairie du Travail a continué de solliciter les communistes pour constituer sa clientèle, mais le Parti communiste s'est toujours refusé au moindre geste même lorsque les circonstances politiques étaient plus favorables : lettre du CDLP à la Librairie du travail, 29 octobre 1935, Fonds CDLP, Arch. du PCF.

Valois connaît les mêmes difficultés. G. Valois a rompu avec l'Action française en 1927 et avec le fascisme en 1929. Dès lors, il se consacre à des publications politiques proches des courants « non-conformistes ». En 1931, il accueille les auteurs prolétariens de *Nouvel Age*. En 1934, la Librairie Valois dépose son bilan[51]. Les éditions Rieder, après avoir été la grande maison d'édition de gauche et pacifiste des années vingt, sont finalement rachetées par les Presses universitaires de France en 1932, qui les vident de leur substance politique[52].

Ces faillites ne signifient pas que la politique disparaît du marché du livre. Lors des années vingt, les éditeurs français tentent de trouver un second souffle en investissant dans les hebdomadaires politico-littéraires, comme Fayard avec *Candide* en 1927[53]. De plus, P. Olivera a constaté le développement de livres politiques chez les principaux éditeurs généralistes[54]. Alors que les principaux éditeurs engagés des années vingt ont disparu, le « livre politique » représente une opportunité commerciale pour les éditeurs qui parviennent tant bien que mal à résister à la crise[55]. Telle est la position de Robert Denoël, qui espère y trouver un moyen de compenser les pertes provoquées par les méventes de la littérature romanesque[56]. Il déclare dans le *Figaro* le 25 avril 1936 : « Le livre politique s'adresse d'ordinaire à un public spécialisé, mais en période de crise il atteint un public beaucoup plus vaste[57]. » Ce contexte n'a pas échappé aux communistes. Dans un rapport de novembre 1935, l'IC donne raison à Robert Denoël : « Les besoins des diverses couches sociales françaises ont changé et se sont accrus dans un sens favorable au développement de nos Éditions, et, d'autant plus, que les éditeurs bourgeois plus ou moins de gauche sont ou en faillite ou en voie de transformation dans un sens fasciste (NRF, Rieder, etc.)[58]. »

R. Hilsum souligne le nouveau rôle tenu par les dirigeants français : « Devenant un parti de masse, revendiquant fièrement l'héritage national, la direction du parti ressent le besoin de diriger lui-même son combat idéologique, donc de prendre en main l'appareil d'édition et de diffu-

51. P. Olivera. *La Librairie Valois (1928-1939)*. Maîtrise de sciences politiques, dir. Michel Winock : Institut d'études politiques de Paris, 1989, 151 p.
52. M.-C. Bouju. « Albert Crémieux et les Éditions Rieder, 1913-1932 ». *Lendemains,* 1997, nº 86-87, p. 99-109. Les PUF, également très fragilisées par la crise et la faillite de la Banque coopérative de France, étaient surtout intéressées par le fonds d'histoire et d'érudition, hérité de la librairie Cornely : V. Tesnière. *Le Quadrige : un siècle d'édition universitaire, 1860-1968. Op. cit.*, p. 287-300.
53. S. Granjean. *L'Évolution de la librairie Fayard de 1857 à 1936*. Th. de doct. d'histoire, dir. J.-Y. Mollier : université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1996, p. 498-536.
54. P. Olivera. *La Politique lettrée en France. Op. cit.*, p. 112.
55. Un éditeur doit-il être partisan ? *Toute l'édition*, 19 mai 1934, nº 227, p. 1 et 4.
56. P. Bertrand. *Les Éditions Denoël de 1930 à 1945*. Maîtrise d'histoire, dir. D. Cooper-Richet, J.-Y. Mollier et D. Wonoroff : Paris-I–Panthéon Sorbonne, 1998, p. 53.
57. L. Conrad. *La Politique éditoriale des éditions Denoël, 1928-1945*. Maîtrise d'histoire, dir. C. Andrieu : Paris-I–Panthéon Sorbonne, 2000, p. 75.
58. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.

sion[59]. » Pour l'IC, les éditions doivent en théorie dépendre exclusivement de la section nationale et c'est ainsi que le Secrétariat du PCF l'entend[60]. Mais, bien que contrebalancé par Paris, Moscou demeure le centre du pouvoir. C'est d'ailleurs le Komintern qui autorise la direction du PCF à nommer L. Moussinac à la tête des éditions[61]. À partir du 8 juillet 1935, L. Moussinac et R. Hilsum informent le Service d'éditions de l'IC de leurs projets[62]. En 1936, seule l'IC valide les grandes orientations des éditions françaises, contrôle les traductions élaborées à Paris et garde la main sur « la traduction de Lénine, Staline, des documents soviétiques, des documents du PC de l'US et de l'IC[63] ». Si autonomie il y a, elle n'est pas totale.

Un programme éditorial au service du Front populaire

Dans un rapport du Service d'éditions de l'IC daté du 4 novembre 1935, il est établi qu'il faut « constituer un centre d'attraction des écrivains, des savants, des artistes, des diverses catégories d'intellectuels », « de manière que les Éditions servent une littérature et des écrits susceptibles d'être acceptés et accueillis par un public de plus en plus vaste, tout en conservant une qualité de forme inattaquable et en restant idéologiquement nôtre » et une « centralisation des programmes et l'unité idéologique ». Le partage des tâches demeure : aux ESI, l'édition d'œuvres scientifiques, littéraires et de « culture générale » ; au BE « la littérature officielle de l'IC », l'étude et l'éducation pour les membres du parti et les sympathisants, les brochures « qui traitent plus spécialement de l'activité politique intérieure ». L'objectif est donc double, toucher les « masses populaires et [les] couches petites bourgeoises et intellectuelles[64] ». Les « plans d'éditions » de ces années-là illustrent parfaitement cette ambition. L'activité éditoriale du PCF a incarné la stratégie du Front populaire, en faisant cohabiter l'ancien (la littérature strictement militante) et le nouveau (l'activité intellectuelle et artistique liée à la nouvelle politique culturelle du Parti).

Les conséquences, spectaculaires, sont d'abord quantitatives. La production des maisons d'édition croît dans des proportions inconnues jusqu'alors. De 1935 à 1938, elles publient en moyenne 135 titres par an contre 50 de 1921 à 1934. Cette augmentation est d'autant plus spectaculaire qu'elle est brutale : en 1934, les maisons d'édition éditent 65 titres, en 1935 104, en 1936 173[65]… De plus, cette croissance survient alors que l'édition française

59. R. Hilsum. *Op. cit.*
60. Secrétariat, décisions, IML, 731, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
61. Réunion avec Krebs, le 27 mai 1935. Décisions, 495/32/172 ; - Secrétariat romain. Réunion avec Creps le 27 mai 1935 : orateur André Marty 1935, 495/78/172, RGASPI.
62. Lettre du 8 juillet 1935, de L. Cical et L. Moussinac, 495/78/136, RGASPI.
63. Propositions pour F., 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
64. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
65. Graphique 1.

est en crise : la production nationale baisse d'un tiers environ et les faillites sont presque multipliées par deux entre 1927 et 1937[66]. La production en nombre de titres croit néanmoins moins que les effectifs du Parti communiste.

Le Front populaire a peut-être permis aux maisons d'édition de partir à la conquête d'un lectorat plus vaste et varié que celui auquel elles s'adressaient à la fin des années vingt et au début des années trente. De 1934 à 1938, le BE voit sa production augmenter de 50 % tandis que la production des ESI augmente de 300 %. La part des brochures dans la production passe de 75 % en 1935 à 64 % en 1938[67]. Ces éléments démontrent que le PCF s'adresse aux classes moyennes. Si pendant la bolchévisation il est établi qu'il n'y a pas de corrélation systématique entre le nombre d'adhérents et le nombre de titres publiés, il paraît peu probable que pendant cette période la transformation radicale du PCF en parti de masse n'ait pas eu d'incidence. Mais l'ancrage dans la propagande « traditionnelle » est solide. En 1936, le PCF met sur pieds une nouvelle « maison d'édition », le Comité populaire de propagande, qui remplace les Publications révolutionnaires. Fondées en 1933, ces dernières avaient fait paraître 26 titres en 1935 puis 19 l'année suivante, toujours sous la forme de brochures, et publient des séries comme les « Carnets du propagandiste » et surtout la « Brochure populaire ». Le Comité reprend l'édition de discours et de programmes politiques et la réimpression d'articles de presse. Ces publications ne sont pas négligeables compte tenu de leur part relative dans la production globale, en moyenne de 17,7 % entre 1936 et 1938. Si les « maisons d'édition » du PCF se normalisent sur les pratiques de l'édition et tentent d'élargir leur public, le PCF continue à produire en masse des brochures politiques.

De 1925 à 1934, le tirage moyen était de 6 000 exemplaires. De 1935 à 1938, il est de 20 000. L'évolution des tirages suit aussi l'évolution politique du Parti communiste, avec un seuil maximum en 1938 de 28 000 exemplaires par titre[68]. Mais cette moyenne cache de grandes disparités. Le Bureau d'éditions passe de 6 000 à 14 000 exemplaires, les ESI de 3 000 à 4 000 exemplaires, le Comité populaire de propagande publie en moyenne 50 000 exemplaires par titre en 1936, 88 000 en 1937, 78 000 en 1938. Le BE et les ESI ont des tirages supérieurs à ceux de l'édition « bourgeoise » – environ 2 000 dans les années trente pour la littérature dite générale –, et le Comité de propagande se rapproche des tirages des romans populaires, qui sont au minimum de 30 000 exemplaires dans les années trente, voir de la presse populaire, pour certains titres[69]. Alors que la part des brochures tend à diminuer dans la production du PCF, les plus forts tirages sont portés par ces publications, forme élémentaire de la propagande

66. I. de Conihout. *Op. cit.*
67. Graphique 3.
68. Graphique 2.
69. I. de Conihout. *Op. cit.*

politique, et par les structures éditoriales les plus éloignées du « marché » traditionnel de l'édition.

Dans quelle mesure cette croissance spectaculaire des adhésions a-t-elle modifié la structure même du catalogue ? De 1935 à 1938, le groupe des dix auteurs les plus publiés est composé de M. Thorez (33), Lénine (29), Staline (27), Marx (21), J. Duclos (16), Engels (16), G. Dimitrov (15), E. Fajon (12), A. Marty (10) et R. Maublanc (10). Grand changement par rapport à la bolchévisation, ce groupe est majoritairement composé de Français, et on y voit la place nouvelle occupée par le premier secrétaire général du PCF, M. Thorez, dans la propagande communiste. En ce qui concerne l'origine nationale des textes publiés, la rupture est claire et nette. L'année 1934 voit le retour à l'équilibre entre textes soviétiques et français, puis apparaît une situation totalement inverse à celle de la bolchévisation. En 1938, les maisons d'édition du PCF publient 67 % de textes français contre 17 % de textes traduits du russe[70]. Inversion logique dans la mesure où le Parti communiste s'enracine sous le Front populaire dans la vie nationale, mais surprenante par son ampleur puisque l'URSS continue d'exercer une fascination réelle. Les textes consacrés à l'activité du Komintern sont plus rares. Le PCF a peut-être moins intérêt, compte tenu de sa politique en direction des classes moyennes, à mettre en avant ses liens avec l'Internationale, lui que l'on avait si souvent accusé d'être le parti d'un pays étranger. Le poids des traductions continue de singulariser ces maisons d'édition par rapport au reste de l'édition française qui édite 5 % de traductions : pendant les années trente, et les éditions du PCF publient entre 60 et 70 % des traductions du russe parues en France[71].

En 1934, la production des maisons d'édition se répartissait en 10 genres, dominés par une majorité d'essais. Quatre ans plus tard, les modifications en pourcentage sont infimes. La diversification du catalogue date de la bolchévisation, et non du Front populaire. Mais les archives sont riches d'informations sur la volonté de varier au maximum l'offre éditoriale.

Jusqu'au début des années trente, les maisons d'édition avaient une fonction essentiellement interne : elles servaient à la formation politique des militants… dans un parti qui avait alors moins de 60 000 adhérents. Avec un tel changement d'échelle, les écoles ne peuvent accueillir tous les nouveaux militants. Les chiffres de diffusion des fascicules publiés pour aider aux cours élémentaires sont éloquents. En 1937, les cinq volumes de la série « École élémentaire du Parti communisme » sont diffusés entre 26 000 et 37 000 exemplaires[72]. Il en est de même pour la littérature politique plus âpre : les *Cahiers du bolchevisme*, la revue idéologique du PCF, passe de

70. Graphique 5.
71. Dépouillement de la partie « Chroniques » de la *Bibliographie de la France*.
72. Extrait du rapport officiel du CC du PCF, présenté au congrès d'Arles, 1937, 20010216/11/172, CAC ; - E. Fajon. *Ma vie s'appelle liberté*. Robert Laffont, 1976, p. 83.

4 200 exemplaires en juillet 1936 à 9 300 en février 1937[73]. Pour faciliter « l'éducation individuelle » et aider les professeurs locaux, le PCF diffuse un bulletin interne, *Apprendre*, en mai 1938[74]. La priorité est toujours donnée à la *brochure théorique populaire* – dont le Comité populaire de propagande est spécialiste[75], y compris pour L. Moussinac qui projette de publier une série de six brochures de classiques du marxisme-léninisme, imprimées à 50 000 exemplaires et vendues 50 centimes[76]. L'opération est finalement réalisée dans la grande collection populaire du BE, les « Éléments du communisme », mais à des tirages dix fois moindres[77]. Les milieux populaires bénéficient donc d'un intérêt constant et le PCF cherche les moyens éditoriaux de les atteindre. Il est ainsi très intéressé par le système d'abonnement du *Left Book Club* anglais et le *paperback*, « livre de poche » anglo-saxon[78].

Le Front populaire marque une autre rupture en introduisant la notion de culture générale et de vulgarisation dans la ligne éditoriale. D'après le programme défini en 1935, les ESI doivent éditer des « ouvrages critiques de vulgarisation de l'héritage culturel et spécialement français (matérialistes, utopistes) », sur les « grands révolutionnaires français » et de la « culture générale[79] ».

Pendant l'été 1936, il est question de « publications systématiques d'une littérature d'économie sociale », « sur les différentes couches (paysans, etc.) ainsi que sur les différentes branches de l'économie nationale[80] ». Cette collection encyclopédique de brochures (de 60 à 80 pages) à bas prix, qui devait s'appeler « Voici la France », avait été défendue par M. Gitton lors du congrès d'Arles, favorable au « développement de la culture générale des communistes et des sympathisants », dans la foulée du succès de l'université ouvrière (1932) et des multiples expériences culturelles de l'époque. Les thèmes sont nombreux : histoire de la France, de la Gaule à la victoire du Front populaire ; géographie économique et sociale ; vie sociale ; influence de la France dans le monde[81]. En 1939, est également abandonné le projet d'une collection sur les sciences appliquées et les techniques, « Invention[82] ». De même, en 1935,

73. Publications révolutionnaires, 1937, IML, 819, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
74. « Le Rôle du *Bulletin d'éducation* ». *Apprendre*, mai 1938, nº 1, p. 2.
75. Réunion avec Krebs. Décisions, 27 mai 1935, 495/32/172, RGASPI.
76. Léon Moussinac, Bureau d'Éditions, 7 août 1935, 495/78/136, RGASPI. Les ouvrages prévus sont : *Manifeste du Parti communiste* de Marx (BE, 1935) ; *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine (BE, 1935) ; *Socialisme utopique et socialisme scientifique* de Engels (BE, 1936) ; *Principes du léninisme* de Staline (BE, 1936) ; *Karl Marx et sa doctrine* de Lénine (BE, 1937). Je ne suis pas parvenue à trouver le dernier titre, *Deux mondes*. S'agit-il de *Deux Systèmes* d'E. Varga ?
77. Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
78. P. Villon et C. Willard. *Pierre Villon, résistant de la première heure. Entretien avec C. Willard*. Éditions sociales, 1983, p. 42.
79. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
80. Propositions pour F. Confidentiel, *Op. cit.*
81. Voici la France : Son passé, son présent, sa mission dans le monde, 2 p. dact., [1937 ou 1938], Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
82. Programme d'éditions 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

il était question de proposer au lectorat populaire des anthologies littéraires, « représentant l'héritage culturel et la littérature révolutionnaire des différents pays, en commençant par les poètes classiques russes et la poésie révolutionnaire soviétique[83] ». En 1937, la collection « Bibliothèque populaire », devait proposer des ouvrages neufs sélectionnés dans un catalogue de 300 titres, allant de Rabelais à Andrée Viollis, avec une majorité de classiques littéraires[84]. En 1938, une anthologie de grands écrivains français, de 1860 à 1938, dont G. Flaubert, E. Zola, A. France et R. Rolland, est en préparation en 1938. Aucun de ces projets n'aboutit, par manque de moyens[85] mais surtout parce que ces choix ne sont plus aussi opportuns politiquement au fur et à mesure de l'effritement du Front populaire.

L'histoire et la biographie restent les supports privilégiés pour la diffusion populaire de la culture politique communiste. La collection « Épisodes et vies révolutionnaires », créée en 1931 est un véritable florilège d'une nouvelle culture communiste française, où cohabitent les figures de S. Kirov, de la Passionaria, de G. Babeuf, de Staline. Le livre le plus emblématique de cette période et de ce goût pour l'édification par l'exemple, est bien sûr l'autobiographie du secrétaire général du Parti communiste, *Fils du peuple*, éditée en 1937 aux ESI, sur laquelle je reviendrai. L'histoire du mouvement ouvrier est largement « francisée », d'Étienne Marcel à la fusillade de Fourmies. La célébration du 150e anniversaire de la Révolution française donne lieu à nombreuses publications, – marquées aussi par les procès de Moscou – dont *Châtiment des espions et des traîtres sous la révolution française* de Jean Bruhat en 1937 et le *Procès et la mort de Danton* de Dubourdieu en 1939. Un des rares livres phares français demeure la *Révolte de la Mer noire* d'A. Marty. Mais l'année 1939 montre que cet élargissement des sujets trouve ses limites : parmi les livres « morts nés » on trouve *L'Histoire abrégée de l'URSS* par A. Chestakov[86] et, pour les biographies, 14 titres dont ceux portant sur Marat, Thaelmann, Barbusse et Vaillant-Couturier[87].

Le PCF prend à cette époque conscience du poids économique et culturel de la littérature populaire, qui touche depuis la Belle Époque les nouveaux lecteurs que sont les ouvriers, les femmes et les enfants[88]. Jusqu'à vouloir concurrencer les éditeurs « bourgeois ».

Afin de sauver la revue *Regards*, alors dans une situation commerciale catastrophique[89], L. Moussinac propose d'étendre son activité à l'édition de « brochures dont des romans du type d'aventures et des romans dits

83. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935. 495/78/136, RGASPI.
84. « Une bonne nouvelle ! La bibliothèque populaire est créée ». *Guide du CDLP*, avril 1937, nº 10, p. 16 ; - *Guide du CDLP*, juillet 1937, nº 11, p. 14-15.
85. Situation des ESI, 11 mai 1939, 13 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
86. Programme d'édition, 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
87. Projet de plan de production pour 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
88. M. Lyons. « Les nouveaux lecteurs au XIXe siècle : femmes, enfants, ouvriers ». *Histoire de la lecture dans le monde occidental*. Le Seuil, 1997, p. 365-400.
89. [Rapport sur *Regards*], Léon Moussinac, 20 décembre 1935, 2 f. 495/78/136, RGASPI.

"d'amour" », pour « occuper pendant qu'il est temps encore et au moins en partie, la place que les éditions à grand tirage de romans policiers, de romans d'aventures criminelles ou amoureuses prennent parmi les lectures des masses populaires[90] ». Il ne s'agit donc pas uniquement d'une stratégie de conquête politique, mais aussi *de défense* face à des éditeurs et patrons de presse sur le marché de la culture populaire. Cette idée répond à la déclaration faite par G. Dimitrov le 28 février 1935 : « Il faut combattre la bourgeoisie sur tous les terrains ; le terrain très vaste de la littérature dite populaire ne doit pas être sous estimé. » La liste proposée par L. Moussinac est saisissante : il s'agit de pastiches de littérature policière, remplis de magistrats et de policiers corrompus, témoignage de la connivence entre la bourgeoisie française et le fascisme, en s'inspirant des scandales contemporains comme l'affaire Stavisky. Ce projet, le plus novateur, n'est pas réalisé[91].

Les initiatives sont plus concluantes en matière de littérature pour enfants, sans être pour autant un succès commercial. Dans la lignée des socialistes d'avant-guerre, avec les journaux pour enfants *Jean-Pierre* et les *Petits Bonshommes*[92], le PCF avait publié des journaux qui étaient une adaptation plus ou moins réussie de l'agit-prop pour la jeunesse[93]. De 1921 à 1929, le PCF publie le *Jeune Camarade*[94]. Là encore, les années trente sont la période où le PCF prend la mesure du dynamisme du marché de la presse populaire en direction des enfants, avec l'arrivée des « *comics* », bandes dessinées américaines, d'abord dans la presse puis sous forme d'albums. Ce marché est dominé par l'entreprise de Paul Winkcler, Opera Mundi (le *Journal de Mickey*, 1934), bientôt concurrencée en 1935 par les Éditions mondiales de Cino Del Duca (*Hurrah !*)[95]. En 1933, la Fédération d'enfants ouvriers et paysans crée une nouvelle revue pour enfant, *Mon Camarade*, dont la rédaction est confiée à Georges Sadoul et, en 1934, à l'épouse de R. Hilsum, Marcelle Hilsum, sous le patronage de l'AEAR[96]. L'objectif est d'orienter le contenu sur « ce qui intéresse les gosses de prolétaires ». En décembre 1936, G. Sadoul et M. Hilsum tentent d'atténuer les aspects

90. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
91. Lettre du 15 décembre 1935, 3 p., 495/78/136, RGASPI.
92. Le journal a été créé en 1911 par la Ligue ouvrière de protection de l'enfance. A. Renonciat. *Les Livres d'enfance et de jeunesse en France dans les années vingt (1919-1931). Années charnières, années pionnières*. Th. de doct. d'histoire, dir. A.-M. Christin : Paris-VII, 1997, p. 59.
93. L. Mercier. « Les Écoles enfantines du Parti communiste français : Groupes communistes d'enfants et pionniers (1921-1933) ». *Cahiers d'histoire*, 2000, nº 79, p. 57-75.
94. À la fin des années vingt, le *Jeune Camarade* était imprimé à 9 000 exemplaires. *Le Jeune Camarade, journal international des enfants ouvriers* puis en 1927 *journal illustré des enfants ouvriers et paysans*, 1921-[1929]. Voir : *Le Jeune Camarade*, 1925-1929, 20010216/41/112, CAC ;- *Livre, mon ami : lectures enfantines, 1914-1954.* Catalogue établi et rédigé par A. Renonciat, avec la collaboration de V. Ezratty et F. Lévêque. Agence culturelle de Paris, 1991, p. 20-21.
95. S. Giet. « Du divertissement à l'édition noble, de l'entreprise familiale à l'industrialisation, le cas des Éditions mondiales ». *Histoire des industries culturelles en France, XIXe-XXe siècle*. Association pour le développement de l'histoire économique, 2002, p. 125-139.
96. A. Fourment. *Histoire de la presse des jeunes et des journaux d'enfants (1768-1988)*. Eole, 1987, p. 175-189.

politiques et donnent à la fiction, devenue politiquement acceptable, une place de plus en plus grande[97].

Mon Camarade fait aussi partie du plan de bataille de L. Moussinac de 1935[98]. L'idée d'éditer des livres spécifiquement réservés à la jeunesse est avancée[99]. Pourquoi s'intéresser à la littérature pour enfants ? En raison de leur prix élevé, les familles populaires n'achètaient pas ces ouvrages. Les éditions Clarté s'étaient essayées au genre en 1921 en éditant *Jean sans pain* de P. Vaillant-Couturier, illustré par Charles Picart le Doux, texte violemment pacifiste et anticapitaliste, mais vendu à un prix hors de portée d'un lectorat populaire[100]. Toutefois dans l'éphémère collection la « Bibliothèque du jeune prolétaire », le BEDP avait édité en 1926 les *Pionniers* d'Hélène Bobinskaia. Au milieu des années trente, il semble qu'il y ait désormais une demande du public militant[101]. L'édition pour enfants est alors un secteur qui essaie de se moderniser et se démocratiser. L'édition en fascicules, brochures et albums, apparue dans les années 1900, est systématisée[102]. Sur le plan éditorial, les innovations viennent des apports de pédagogues comme Célestin Freinet, Jean Piaget ou Henri Wallon, et de nouveaux graphistes, soviétiques notamment. Ces dessinateurs soviétiques ont souvent fait partie des milieux artistiques d'avant-garde au début de la Révolution russe, comme Nathalie Parain qui travaillait pour Gallimard et le Père Castor[103]. Dans ce domaine le catalogue des éditions communistes n'était pas adapté. Le CDLP assure à un correspondant qu'il peut fournir des « ouvrages pouvant intéresser les enfants », comme la revue *Mon Camarade*, mais aussi la collection « Épisodes et vies révolutionnaires », « Horizons » dont les « ouvrages […] certainement intéresseront des enfants qui viennent d'obtenir leur certificat d'études ». Le CDLP propose même « de choisir dans les œuvres de Barbusse, quelques ouvrages pour les enfants les plus éveillés[104] ».

Le secteur communiste du livre pour enfant part de *Mon Camarade*, qui à partir de 1933 propose à ses lecteurs des romans pour enfants en fascicule : *Épopée du travail moderne* d'Iline, *À travers les âges. Voyage d'un enfant sur un cheval ailé* de Bertha Lask et *Jean-sans-Pain* de

97. A. Fourment. *La Presse des jeunes de 1768 à 1977*. Th. de doct. en sciences de l'information et de la communication, dir. Pierre Albert : université Paris-II, 1977, p. 433.
98. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI. Pendant le Front populaire, le tirage atteint 50 000 exemplaires : *Mon Camarade*, s. d., 3 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
99. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
100. A. Renonciat. *Les Livres d'enfance et de jeunesse en France dans les années vingt (1919-1931). Op. cit.*, p. 555.
101. Lettre du CDLP à Hélène Tesson, Librairie du 138, rue Montmartre, 10 février 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
102. A. Renonciat. *Les Livres d'enfance et de jeunesse en France dans les années vingt (1919-1931). Op. cit.*, p. 163.
103. Nathalie Tchelpanova est la femme de Brice Parain : C.-A. Parmegiani. *Les Petits Français illustrés, 1860-1940*. Cercle de la Librairie, 1989, p. 274.
104. Lettre du CDLP à Robert Douai, le 16 septembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

Paul Vaillant-Couturier illustré par le Soviétique Nathan Altman. Le roman de P. Vaillant-Couturier devient un modèle car il donne naissance au format qui domine pendant les années trente, un texte court, de 48 pages maximum. Avec ce livre naît la collection des « Livrets de *Mon Camarade* ». Ce format est très certainement influencé par l'exemple soviétique, parallèlement à la vogue française de l'album : du fait de l'ampleur de la campagne d'alphabétisation en URSS, le livre pour enfant est produit de manière industrielle et se présente sous la forme de « minces volumes en petits formats, simplement agrafés, sous cartonnage souple illustré de prix modeste, où les images tiennent une place essentielle ». Ces ouvrages avaient par ailleurs été exposés en France en 1925 et 1929[105]. La solution du « Livret » est une solution économiquement et littérairement satisfaisante : il propose des textes illustrés avec un contenu solitude, artistique et politique, et, par son petit format, sa faible pagination, à prix relativement modique. La collection accueille 18 volumes entre 1935 et 1938, et les ESI éditent aussi 13 titres hors collections. Les Russes dominent, mais les classiques ont aussi leur place, pratique courante dans l'édition : des adaptations de Shakespeare, les contes de Grimm, *L'Île au trésor* de R. L. Stevenson. Surtout, les ESI font appel à des auteurs importants, comme Léopold Chauveau et Colette Vivier[106]. Ce secteur est finalement touché par la dégradation des conditions économiques et politiques de la fin de la période[107]. Le fait qu'aucun ouvrage pour enfant ne soit édité en 1939 montre que ce genre ne fait pas partie des priorités.

Le Front populaire inaugure enfin la naissance d'une « littérature communiste française » réclamée depuis 1931, avec deux ouvrages l'œuvre collective : *À la lumière du marxisme* et l'édition du *Capital*.

En 1935 et 1937, les ESI font paraître le premier tome d'un ouvrage collectif, prévu en 3 volumes, *À la lumière du marxisme*. Ce livre publie la série de conférences organisées par le Cercle de la Russie neuve, fondé en 1928 pour diffuser la culture soviétique[108]. Les conférenciers, communistes et compagnons de route, sont marxistes, très influencés en particulier par G. Plekhanov et N. Boukharine, premières victimes de la stalinisation de la philosophie à partir de 1931-1932 en URSS. Leur ambition est d'analyser les sciences sous le prisme du marxisme. Dans un premier temps, les conférences sont diffusées dans un bulletin interne, *Documents*

105. A. Renonciat. *Les Livres d'enfance et de jeunesse en France dans les années vingt (1919-1931). Op. cit.*, p. 451 ; - *Livre, mon ami : lectures enfantines, 1914-1954. Op. cit.*, p. 73 ; - C.-A. Parmegiani. *Les Petits Français illustrés, 1860-1940. Op. cit.*, p. 243-246. En 1925, le Gosizdat a un pavillon à l'exposition internationale des arts décoratifs à Paris : *Paris-Moscou, 1900-1930. Exposition 31 mai-5 novembre 1979.* Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, 1979, p. 266.
106. En 1939, on prévoit d'éditer un seul texte destiné à la jeunesse, *Le Petit Bara* de Colette Vivier. Programme d'édition 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
107. *Mon Camarade*, s. d., 3 f. ; - Lettre de L. Moussinac à M. Thorez, 11 mai 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
108. S. Cœuré. *Op. cit.*, p. 193, 196-197.

de la Russie neuve[109], avant que le PCF décide de les éditer en 1934[110]. L'accueil n'est pas unanime[111], mais le succès est réel puisque le premier volume est épuisé au printemps 1936[112]. Bien que ce livre ait été présenté comme la grande réussite intellectuelle du PCF, le troisième volume n'est jamais paru[113].

L'autre grand événement éditorial de cette période est l'édition française du Livre I du *Capital*, édité par le BE en 1938 et 1939 en 3 volumes, chacun imprimé à 7 800 exemplaires. R. Hilsum présente cette publication comme le résultat de son opiniâtreté et de celle de L. Moussinac face à la direction du Parti : « Pour l'édition du livre 1er du *Capital*, il nous faut surmonter les réticences de la direction du Parti : les éditions Costes ayant publié le *Capital*, pourquoi assumer une telle charge financière, alors que nous avons un si vaste champ à couvrir[114] ? » Le contexte politique, intellectuel et éditorial a été déterminant. Si le marché des livres de Marx est largement dominé par les éditions Costes, il n'est pas anodin de noter que les PUF lancent leur propre traduction du *Capital* en 1935, bien qu'elles traversent une période économique très difficile[115] : le *Capital* est devenu une « affaire » rentable. R. Hilsum et L. Moussinac n'ont pas d'autre choix que de se battre pour le publier, se montrant par là autant militants communistes qu'éditeurs. L'édition proposée est celle du manuscrit laissé dans un tiroir après l'interdiction de publication faite par l'IMEL en 1933[116]. L'argument ultime de ces éditeurs auprès du Komintern pour éditer enfin l'œuvre majeure de la pensée socialiste est donc le choix de la traduction : il s'agit de la *première* édition française du *Capital*, celle de M. Lachâtre en 1872-1875, traduite par J. Roy *sous le contrôle* de Marx. Validée par le Maître, elle ne peut être contestée par l'IMEL[117].

En 1935 et 1936, la préparation de l'édition française du *Capital* fait l'objet de tractations entre Paris et Moscou[118]. L'IC propose alors que les Français ajoutent différents éléments se trouvant dans l'édition allemande, validée par l'IMEL : introduction (préface de l'IMEL, de Marx et Engels) ;

109. En 1933, il est diffusé à 3 000 exemplaires. 20010216/138/4167, CAC.
110. G. Friedmann. « Matérialisme dialectique et action réciproque ». *Commune*, novembre 1934, nº 15, p. 228-246.
111. W. Drabovitch. « La science et le "matérialisme dialectique" ». *Mercure de France*, 15 janvier 1936, p. 283-284.
112. R. Maublanc. « À la lumière du marxisme : réponse à quelques critiques ». *Commune*, mai 1936, nº 33, p. 1109-1119. Le premier volume a été imprimé à 3 200 exemplaires.
113. P. Labérenne. « Le Cercle de la Russie neuve (1928-1936) et l'Association de la culture soviétique (1936-1939) ». *La Pensée*, juin 1979, nº 205, p. 12-25.
114. R. Hilsum. *Op. cit.*, p. 89-108.
115. V. Tesnière. *Op. cit.*
116. Lettre d'André Marty à Moscou à Léon Moussinac, 4 juillet 1936, IML, 750, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
117. D. Tartakowsky. « Le PCF et Marx dans l'Entre-deux-guerres ». *1883-1983 : L'Œuvre de Marx un siècle après, colloque 17-20 mars 1983*. PUF, 1985, p. 175-182.
118. Lettre à Marty du 15 juillet 1936, 495/32/143 ; - Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.

annexes ; bibliographie ; *index nominum* et *rerum*[119]…, principaux éléments constituant un paratexte protecteur qui empêchera toute déviance ou mauvaise interprétation. Les militants français, qui ne veulent pas en revenir aux pratiques des années vingt, refusent cet appareil critique volumineux, pour deux raisons : financière, car le coût de fabrication augmente avec la pagination ; politico-technique, car accepter ces exigences revient à prendre le risque de voir cet ouvrage paraître avec retard. Ils cèdent finalement et confient en 1936 à Alix Guillain la mise en œuvre[120]. Leurs craintes étaient fondées. Le premier tome, prévu initialement pour 1936[121], ne paraît que deux ans plus tard… Le premier tome du Livre I paraît avec une « Note des éditeurs » qui expose au lecteur l'extrême complexité du travail éditorial, mille-feuille d'appareils critiques, que le BE a réalisé finalement[122]. En 1939, on prévoit d'éditer les tomes III à VI du *Capital*, mais, faute d'argent ou de temps, seul le tome III (section 7 et 8) a pu paraître[123]. Ce retour aux sources du marxisme passe aussi par la publication d'autres textes, en particulier le *Guide pour l'étude du marxisme* et *Pour comprendre le* Capital de Engels en 1936, après accord de l'Internationale[124]. La validation « politico-scientifique » de l'IMEL ou de l'Internationale demeure incontournable. Les traductions des textes idéologiques demeurent de la prérogative du Service d'éditions de l'IC[125]. Mais les évolutions politiques en France et les changements de stratégie n'empêchent pas qu'un décalage dans le temps demeure entre la situation soviétique et ce qui est publié à Paris. Les œuvres de Lénine restent plus nombreuses que celles de Staline, entre 1935 et 1939 (26 titres contre 21) et le nouveau manuel de référence de la philosophie stalinienne, le diamat, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, officiellement écrit par Staline en 1932[126], ne paraîtra qu'à la Libération.

Malgré l'élargissement des références historiques dans la culture communiste française, on ne trouve aucun texte d'A. Blanqui ni de P.-J. Proudhon dans le catalogue. Dans la collection « Classiques français du socialisme », née en 1935, l'Internationale obtient P. Lafargue soit mis en avant, (6 titres), avec la *Religion du capital* en 1935 et surtout le populaire *Droit à la paresse*

119. Les Tâches du secteur d'éditions. Confidentiel, 14 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
120. Alix Guillain, militante communiste, avait travaillé comme traductrice pour les revues du Komintern mais faisait également partie du milieu « *NRF* ». Dans B. DANDOIS. « Alix Guillain ». *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. *Op. cit.* ; - L. MOUSSINAC. « Alix Guillain ». *Les Lettres françaises*, nº 355, 22 mars 1951, p. 6.
121. Programmes des ESI et du BE pour le 2e semestre 1935, 495/78/136, RGASPI.
122. Notes des éditeurs. MARX. *Le Capital. Livre I. Tome I*, BE, 1938, p. 7-14. Le tome I commence par une "Note des éditeurs", deux préfaces à l'édition allemande de Marx, trois préfaces aux éditions allemandes et anglaises de Engels. Le tome III est clos par des annexes composées de textes de commentaires de Marx et Engels.
123. Projet de plan de production pour 1939, [1939] ; - BE, 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
124. Plan du 1er trimestre 1936, BE, 495/78/143, RGASPI.
125. Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
126. R. ZAPATA. *La Philosophie. russe et soviétique*. PUF, 1988, p. 104-105.

en 1936[127], devant J. Jaurès (4) et J. Guesde (3). L'apport théorique du socialisme français est donc relativement pauvre : il s'agit surtout de textes à valeur historique. Quant aux jeunes intellectuels communistes, il leur est apparemment bien difficile de faire une place parmi les idéologues du communisme français. J. Bruhat parvient à placer un texte dans le Comité populaire de propagande en 1938, de même que G. Cogniot, dont 5 titres sont publiés par le Comité. P. Nizan échappe à l'exercice de la brochure didactique, sans doute en raison de son activité de journaliste, mais n'édite qu'un seul ouvrage, à destination d'un public lettré, *les Matérialistes dans l'Antiquité*[128]. H. Lefebvre attend 1937 pour être publié par le Parti communiste[129]. Le biologiste Marcel Prenant publie 3 titres dans son domaine de compétence, mais il s'agit aussi de textes à diffusion restreinte. R. Maublanc est celui dont l'activité militante rencontre les compétences universitaires, le Parti communiste publie 3 de ses œuvres… dont un livre pour enfant. Si *À la lumière du marxisme* en 1935 date la naissance éditoriale de la « littérature communiste française », le phénomène n'est pas massif.

L'autre volet du programme du Service d'éditions de l'Internationale et celui de L. Moussinac étaient la large ouverture vers les auteurs et les lectorats issus des professions intellectuelles et de la classe moyenne. Les maisons d'édition du PCF prévoient les publications d'essais, jusqu'alors réduit à des fonctions éducatives très rudimentaires. Dans l'édition « bourgeoise », l'essai est un « produit » éditorial qui permet à de jeunes maisons d'édition (Grasset est le modèle du genre avec la collection des Cahiers verts, dirigée par D. Halévy) de s'imposer[130]. Pour les auteurs, romanciers, universitaires, publicistes de toutes sortes, c'est aussi une nouvelle forme d'intervention politique. Pour le PCF, ce sont les ESI qui se chargent de ce genre qui fait florès depuis la fin de la guerre. Les trois collections phares en matière d'essais sont « Problèmes », « Commune » et « Socialisme et culture ».

La collection « Problèmes », créée en 1933 par L. Cical pour toucher les milieux intellectuels, se développe avec le Front populaire, comptant 11 titres en 1939[131]. Les sujets abordés par la collection (vulgarisation scientifique, histoire de la Révolution française, pacifisme) sont variés[132]. La collection « Commune » est créée en 1935 sur une idée de L. Moussinac qui constate le succès de la revue *Commune* (3 000 exemplaires diffusés en 1935), ce qui « a donné déjà aux ESI un supplément d'autorité extrême-

127. Lettre du 22 mars 1932, 495/78/96, RGASPI.
128. P. Nizan. *Les Matérialistes de l'Antiquité. Démocrite, Epicure, Lucrèce.* ESI, 1938, 179 p.
129. Il devait écrire un volume pour « Socialisme et culture » sur Nietzsche, prévu en 1939. Programme d'édition, 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
130. P. Olivera. *La Politique lettrée en France. Op. cit.*, p. 735.
131. Collection « Problèmes », 15 janvier 1936, 495/78/143, RGASPI.
132. Les ESI renoncent à éditer un ouvrage pourtant annoncé auprès des librairies : M. Hodann, *L'adolescent devant le problème sexuel. Bibliographie de la France. Annonces*, 1er mars 1935, 9, p. 654-66.

ment utile dans le domaine littéraire », d'où l'idée d'une collection[133]. Elle comprend 7 volumes qui constituent un ensemble hétéroclite de textes politiques[134], littéraires[135] et de témoignages[136]. Mais elle s'interrompt en 1938. Dernière collection emblématique de la période, « Socialisme et culture » est l'héritier de deux projets abandonnés. La « Petite Bibliothèque laïque » constituée de fascicules, à parution mensuelle, et dirigée par G. Cogniot devait publier des volumes sur les penseurs du XVIIIe siècle et sur les auteurs désignés comme « laïques[137] ». Pendant l'été 1935, P. Nizan, R. Lalou et l'ancien directeur des Éditions du Carrefour, P. G. Lévy, avaient également envisagé de lancer une collection intitulée « Nos héritages » ou « Héritages », composée de volumes sur des auteurs classiques, rédigés par des auteurs amis[138]. Le projet est finalement abandonné, au profit de « Socialisme et culture » en 1936. Le directeur de collection est G. Friedmann. Professeur agrégé de philosophie, ancien du groupe « Philosophies », il n'est pas membre du PCF mais un fervent compagnon de route. C'est l'un des rares non communistes à être publié par le PCF. Il fait également partie du Groupe d'études matérialistes, qui est une des parties prenantes de la collection[139]. Afin d'attirer des intellectuels comme auteurs et lecteurs, le PCF utilise donc les intellectuels, à l'instar des éditeurs dits « bourgeois », comme auteurs et responsables de collection[140]. 11 titres sont publiés entre 1936 et 1939, alors que l'éditeur en espérait 10 par an. Versant élitiste de « Épisodes et vies révolutionnaires », elle accueille des textes sur des grands écrivains (Cervantès, Heine), philosophes (Diderot, Nietzsche), politiques (Fourier, Proudhon, Leroux) et scientifiques (Darwin). Cette collection, qui a une grande importance pour le Parti, survit à l'éviction brutale de G. Friedmann à la suite de la parution de son livre *De la Sainte-Russie à l'URSS*[141] en mars 1938[142].

La littérature romanesque est desservie par la conjoncture. Les débats sur la littérature prolétarienne ou révolutionnaire s'essoufflent. Avec la fin

133. Lettre de Moussinac, 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI.
134. R. ROLLAND. *Par la révolution, la paix*. 1935, 175 p. ; R. HONNERT. *Catholicisme et communisme*. 1937, 159 p. ; *Querelle du réalisme. Deux débats organisés par l'Association des peintres et sculpteurs de la Maison de la Culture*. 1936, 205 p.
135. R. BELLANGER. *J'ai vingt ans*. 1935, 192 p. ; G. PILLEMENT. *Romancero de la Guerre civile. Poèmes*. 1937, 151 p. ; P. VAILLANT-COUTURIER, *Poésies. Œuvres choisies*. 1938, 189 p.
136. L. MOUSSINAC. *Avec les comédiens soviétiques en tournée. Notes de voyage*. 1935, 64 p.
137. Avant-Projet pour l'édition de textes rationalistes, dact., 2 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
138. P. ORY. *Nizan, destin d'un révolté, 1905-1940*. *Op. cit.*, p. 178 ; - Lettre de Moussinac, 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI.
139. « Socialisme et culture » devait publier 4 titres émanant de la « section des matérialistes du XVIIIe siècle » du Groupe. *Bibliographie de la France. Annonces*, 15 mai 1936, n° 20, p. 1584-1585.
140. J.-Y. MOLLIER. « Les intellectuels et l'édition ». *Op. cit.*
141. Gallimard.
142. G. FRIEDMANN. *La Puissance et la sagesse*. Gallimard, 1970, p. 272. ; - C. Melnik-Duhamel. *L'Affaire Georges Friedmann : à propos de la publication* De la Sainte Russie à l'URSS*, mars 1938*. DEA d'histoire, dir. Pierre Nora. Paris : Institut d'Études Politiques, 1985, 314 p.

de la « dictature » de la RAPP en 1932 et surtout le premier congrès des écrivains soviétiques en 1934, le réalisme socialisme est la « représentation véridique et historiquement concrète de la réalité dans son développement révolutionnaire », définition qui est *a priori* plus proche des « Épisodes et vie révolutionnaires » que de « Horizons ». La stratégie antifasciste et pacifiste des communistes oblige à une alliance entre communistes et écrivains dits de gauche. Dès lors, comme l'écrit Reynald Lahanque, « il ne saurait être question d'imposer aux écrivains une doctrine qui freinerait leurs élans de sympathie, ou qui les amènerait à exprimer clairement leurs désaccords[143] ». Il n'y a effectivement pas de doctrine du PCF en la matière. Certes, Aragon entame la recherche d'un réalisme socialiste à la française, avec le cycle du « monde réel », *les Cloches de Bâle* en 1934 et les *Beaux Quartiers* en 1936[144], et son essai, *Pour un réalisme socialiste*, en 1935 paru… chez Denoël. Par ailleurs, l'intérêt des éditeurs français (et donc du public ?) pour la littérature d'URSS semble s'atténuer : la « Collection de la Russie nouvelle » des éditions Montaigne s'interrompt en 1933, et « Jeunes Russes » chez Gallimard en 1938[145].

Dans ce contexte, L. Moussinac juge qu'il faut « terminer en 1935 la collection "Horizons", beaucoup trop inégale et qui n'a pas une réputation assez favorable en ce qui concerne les romans d'auteurs français[146] ». Il souhaite se limiter à « chaque année, hors collection, quatre romans et deux essais littéraires français et étrangers ». Mais L. Moussinac n'est pas suivi. « Horizons » est maintenu, accueille encore des auteurs soviétiques (Fiodor Gladkov, Petr Pavlenko, Anton Makarenko), mais publie surtout des romans français (Maurice Lime, Georges David, Georgette Gueguen-Dreyfus, René Garmy), textes présentés comme « prolétariens ». Ces publications continuent un débat politico-littéraire français qui a perdu de sa vigueur. L. Moussinac aurait préféré utiliser la collection « Ciment », « et cela dans le sens de l'élargissement littéraire sur notre droite [*sic*][147] ». Soit faire de « Ciment » ce que « Horizons » n'a pu être, une collection littéraire crédible et reconnue et donc un moyen d'élargir le lectorat des ESI. Cette collection avait été créée par L. Cical en 1935, sous la direction du compagnon de route Renaud de Jouvenel et de Vladimir Pozner, membre du PCF depuis 1933 et connaisseur de la vie littéraire soviétique[148]. Ce dernier est exclu du Parti en 1937 et remplacé par J. Bruhat, agrégé d'histoire et normalien[149]. Le nom de la collection vient du titre d'un roman de

143. R. Lahanque. *Le Réalisme socialiste en France (1934-1954)*. Th. de littérature française, dir. Guy Borelli : université de Nancy-2, 2002, p. 186.
144. *Op. cit.*, p. 14.
145. M. Aucouturier. « Brice Parain et la littérature soviétique ». *Brice Parain, un homme de parole.* Gallimard–BnF, 2005, p. 73-87.
146. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935. 495/78/136, RGASPI.
147. *Ibid.*
148. Il est l'auteur du remarqué *Panorama de la littérature russe contemporaine*. Kra, 1929.
149. Note manuscrite, s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

F. Gladkov, publié par les ESI en 1928. Les premiers volumes paraissent tardivement, en 1937. En 1938, R. de Jouvenel dresse un bilan médiocre de l'œuvre accomplie : la collection est constituée de traductions, avec une faible diffusion[150]. Composée essentiellement de textes étrangers (anglais, allemands, espagnols, russe), elle publie pourtant des auteurs ayant une audience internationale (Agnes Smedley, Gustav Regler, John Dos Passos…), mais aussi des auteurs français à la carrure littéraire beaucoup plus limitée y compris en France (Tristan Rémy, André Philippe et Marthe Arnaud). Alors que « Horizon » continue de paraître en 1939 (3 titres sont publiés dont 2 russes, seuls romans prévus en 1939[151]) « Ciment » disparaît.

L'histoire du prix Ciment illustre cet échec. Signe de ce fort désir de respectabilité, les ESI créent ce prix littéraire en 1936, après que la presse communiste a dénoncé pendant des années le système des prix[152]. D'autres « contre prix » avaient été créés : le prix Populiste par Nouvel Âge en mai 1931, par Clarté en 1924 ou *Monde* en 1934[153]. Le prix « Ciment » consiste en l'examen de *manuscrits* par un jury. L'auteur primé doit recevoir 3 000 francs, et son livre sera publié dans la collection éponyme. En 1936, le jury est composé d'Aragon, J. Cassou, E. Dabit (remplacé par C. Aveline à son décès), R. de Jouvenel, P. Nizan, L. Moussinac. Les manuscrits étant jugés d'un niveau trop faible, la remise du prix est reportée à l'année suivante. En juin 1937, il est attribué à André Philippe, rabcor et délégué syndical CGTU, pour son roman *L'Acier*, qu'il écrivit en prison en 1932. La session de 1938 est un échec, faute de manuscrits de valeur[154].

Le Front populaire des éditions est d'abord une évolution quantitative : les tirages comme la production de titres ont été multipliés en moyenne par trois. L'éventail des genres publiés, hérité de la bolchévisation, demeure large. Malgré le foisonnement des idées défendues par L. Moussinac, R. Hilsum et d'autres cadres du PCF, le catalogue n'est pas bouleversé par le Front populaire. Si la nouvelle culture communiste française réussit à éclore, c'est d'abord le public lettré qui a été le mieux servi, avec « Commune » et « Socialisme et culture ». Quant à la culture de masse, seule la littérature pour enfant parvient à se distinguer. Même si le PCF souhaite désormais développer des livres de culture générale – dont il niait jusqu'alors l'utilité, les réalisations sont rares. Les années 1938-1939 sonne en outre le glas de ce désir d'ouverture.

150. P. Ory. *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*. Plon, 1994, p. 201.
151. P. A. Pavlenkov. *En Extrême Orient. T. 1 : La Cité dans la taïga*, 1938 ; - A. S. Makarenko. *Chemin de la vie*, 1939 ; - Programme d'éditions 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
152. G. Altman. Quatre romans. *L'Humanité*, 10 décembre 1928, p. 4.
153. P. Ory. *La Belle Illusion. Op. cit.*, p. 202-203.
154. Prix « Ciment ». *Commune*, septembre 1938, p. 1671.

1938-1939 : Retour en arrière

Les années 1938-1939 sont une période de renoncements par rapport au programme initial. Les premiers reculs suivent la chronologie des événements politiques et de la conjoncture économique. À partir de 1937, les éditions sont rattrapées par la crise économique, à laquelle elles avaient cru échapper, et paralysées par l'effritement du Front populaire. L'ouverture vers le milieu intellectuel n'est plus une priorité. Le Secrétariat rappelle à l'ordre les responsables en janvier 1937 : « Organiser des contacts réguliers entre le Secrétariat et le camarade Moussinac[155] », premier signe de la dégradation progressive des relations entre Moussinac et la direction. Le 3 mai 1937, le Secrétariat décide de rechercher « un administrateur pour aider Moussinac dans son travail[156] ». Cette tâche, en réalité plus politique qu'administrative, est confiée à Vital Gayman. V. Gayman, licencié en droit et en sciences, journaliste, est membre du Comité central depuis 1924. Lorsqu'il est nommé aux ESI, il rentre d'Espagne, où il a fait partie des Brigades internationales. R. de Jouvenel le décrit comme « un "œil" dans la maison[157] ».

Six mois plus tard, le 31 janvier 1938, il est décidé de « rechercher un camarade qualifié pour diriger et coordonner toutes les questions des éditions et de diffusion ». Autre symptôme de ce malaise, on ressuscite la commission des éditions, constituées de M. Gitton, E. Dutilleul, L. Moussinac, L. Vannier (CDLP) et un certain Pierre, « chargée d'établir un plan et des propositions pour le Secrétariat[158] ». Le dénommé Pierre est probablement Roger Ginsburger, plus connu sous son pseudonyme Pierre Villon. Il a suivi des études d'architecture et d'arts décoratifs à Paris et en Allemagne après la guerre. Il adhère au PCF en 1932, dont il devient un permanent en 1934. En 1936, il est affecté à la propagande, puis en octobre 1938 à la direction des éditions du Parti communiste, coiffant L. Moussinac, R. Hilsum et le CDLP. C'est M. Thorez qui lui annonce la nouvelle de sa nomination[159]. La reconstitution d'une commission des éditions en janvier 1938 et la nomination de Pierre Villon à l'automne signent la fin d'un Front populaire des éditions[160]. Pour la direction du Parti, P. Villon doit « réorganiser les Éditions » et les « contrôler directement, les orienter vers un travail politique et non commercial[161] ». P. Villon en garde un souvenir différent : les éditions souffrant de « difficultés financières importantes », il doit « améliorer et, si possible, renouveler les méthodes d'édition et de diffusion, assurer une gestion financière plus

155. Décisions. Secrétariat, 1937, IML, 818, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
156. IML, 818, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
157. R. de Jouvenel. *Confidence d'un sous-marin du P.C.F.* Julliard, 1980, p. 23.
158. IML, 837, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
159. P. Villon et C. Willard. *Pierre Villon, résistant de la première heure. Op. cit.*, p. 41.
160. Décisions. Secrétariat, 31 janvier 1938, IML, 837, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
161. Problèmes de l'étude de l'histoire en France, [1939], IML, 819, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

saine[162] ». Plus de 40 ans plus tard, P. Villon dit néanmoins avoir été en conflit avec le directeur des ESI présenté comme un « bibliophile averti, nourri des traditions du beau livre[163] ».

Vital Gayman et Pierre Villon – surnommés les « bureaucrates de la rue Racine » par Paul Nizan[164] – sont des figures politiques très proches. Contrairement au cadre dirigeant qui apparaît dans les années trente, ils ont fait des études supérieures. Mais leur image d'intellectuel est compensée par une activité politique importante, dans le domaine de la propagande, qui certifie une véritable discipline de parti. P. Villon a résumé d'ailleurs son travail d'éditeur ainsi : « Je travaille toujours sous la direction de Jacques Duclos, mais aussi d'un camarade de l'IC, Wertheim[165] », alors qu'en 1937, L. Moussinac se félicitait à propos des ESI : « Sur 35 ouvrages, 32 ont été préparés par nos soins[166]. » Deux visions radicalement différentes du travail d'éditeur. À la fin du Front populaire, la responsabilité des éditions du PCF passe des intellectuels aux cadres politiques. Les liens entre les éditions et les milieux intellectuels sont le résultat d'une volonté politique opportuniste définie exclusivement par le PCF et le Komintern.

Le paroxysme de la crise est atteint en 1939. La situation économique des maisons d'édition confine au désastre. Pour résorber le déficit, on envisage de réduire les coûts en fusionnant le « service de rédaction » et le bureau de fabrication du BE et des ESI, et d'abandonner un des deux sièges[167]. Politiquement et économiquement, la ligne éditoriale de 1934-1935 n'est plus tenable. À propos du « programme » éditorial du BE, le vocabulaire choisi est clair et traduit un vrai retour en arrière : « Également tendance littérature pas assez initiation marxiste[168]. » L. Moussinac tente d'amadouer la direction, en réaffirmant son respect de la discipline du Parti et sa soumission à l'autorité du Comité central, afin d'obtenir des moyens financiers *pour continuer la politique éditoriale du Front populaire*[169]. Le 11 mai 1939, il supplie M. Thorez : « Certains projets que j'avais envisagés récemment et que nous jugions susceptibles d'aider au redressement de la situation n'apparaissent plus possibles sans des mesures appropriées. » En 1939, L. Moussinac se trouve dans une situation impossible : le reflux politique du PCF entraîne une baisse des ventes, dans un secteur par ailleurs touché par la crise économique, qui ne peut être endiguée que par un effort de la diffusion militante, donc par un soutien de la direction. Or, ce soutien lui manque. Il réclame « l'appui du Parti » et multiplie les propositions pour

162. P. Villon et C. Willard. *Op. cit.*
163. *Op. cit.*, p. 43.
164. La « rue Racine » désigne le siège des ESI. P. Ory. *Nizan, destin d'un révolté, 1905-1940. Op. cit.*, p. 220.
165. P. Villon et C. Willard. *Op. cit.*
166. ESI, Production, 1937, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
167. BE, 1939, 4 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
168. Note manuscrite, [1939], 1 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
169. BE, 1939, 4 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

réorganiser les éditions et la diffusion françaises[170]. L. Moussinac sait qu'il ne peut rien obtenir sans donner toutes les garanties de sa soumission à l'autorité politique, celle du PCF, mais il se bat aussi pour que l'on reconnaisse sa compétence professionnelle, celle d'un éditeur.

L'issue, validée par J. Wertheim, est soit de mettre « en sommeil les ESI », soit de renflouer maison d'édition : « C'est le repli des ESI au rang de maison de 1er ordre sur la place de Paris […] au rang de firme de 3e ordre », se désole L. Moussinac[171]. La place des éditions du Parti dans l'édition française importe-t-elle à la direction ? J'en doute. La décision de la direction du Parti est sans appel : les éditions ne publieront rien pendant l'été 1939 ; le personnel sera réduit ainsi que les salaires, on envisage de solder une partie des stocks et de fusionner les deux maisons d'édition[172]. Pendant l'été 1939, L. Moussinac envisage alors de donner sa démission.

Avec le Front populaire, les éditions françaises sont désormais soumises à deux niveaux de décision : l'Internationale et le PCF à qui cette dernière a délégué une partie de son autorité pour s'adapter aux cultures politiques locales. Mais, de même qu'il conserve sa fonction de centre d'élaboration de la stratégie du mouvement communiste internationale, le Komintern conserve le droit de fixer les grands axes éditoriaux à développer. Du point de vue français, le changement est considérable pour les dirigeants… mais inexistants pour les éditeurs. Moussinac et Hilsum ont changé de tutelle qui, elle, n'a pas changé de nature. Le pouvoir qui s'exerce sur les maisons d'édition appartient exclusivement aux détenteurs du pouvoir politique. Les années 1938-1939 le leur rappellent.

Intellectuels dans l'appareil éditorial : revues, auteurs et éditeurs

À partir de l'élaboration d'un discours antifasciste et pacifiste en 1932, le Parti communiste français espérait attirer à lui des intellectuels, catégorie socioprofessionnelle qu'il avait jusqu'alors exclue ou marginalisée, même si ce changement d'attitude ne remet nullement en question son ouvriérisme foncier. Le PCF fait désormais appel à eux, en tant que tels – écrivains, enseignants, chercheurs, ingénieurs… communistes et non communistes – non seulement comme lecteurs mais aussi comme acteurs (auteurs, traducteurs, directeurs de collections…) dans ses maisons d'édition.

De jeunes intellectuels communistes, comme R. Maublanc (10 titres), G. Péri (9) ou G. Politzer (4), et des intellectuels non communistes apparaissent dans le catalogue des maisons d'édition du PCF. Ces hommes

170. Schéma d'une organisation rationnelle possible des éditions, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

171. Lettre de L. Moussinac à M. Thorez, 11 mai 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

172. Situation des ESI, 1er juin 1939, 6 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55 ; - Notes manuscrites, 2 juin 1939, 1 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 202, CARAN.

étaient totalement absents des catalogues des maisons d'édition du PCF avant 1935. C'est le cas de R. Rolland qui publie « seulement » 3 titres, mais 3 titres en 4 ans ou G. Friedmann, compagnon de route, qui dirige aux ESI en 1935 la collection « Problèmes ». La place nouvelle qu'occupent les intellectuels ne se mesure pas seulement par le nombre de titres. Elle s'analyse aussi par les attentes du Parti à leur égard. Or, la place de l'auteur « communiste » et le rôle des intellectuels au sein des nouvelles revues que le Parti publie sont déterminés exclusivement par les circonstances.

Le monde des revues éditées par le PCF est bonne illustration des tensions produites par cette ambition et ses limites. Lieu où s'exerce la sociabilité intellectuelle, la revue devient un des nouveaux médias utilisés par le PCF. Jusqu'alors, le Parti communiste disposait d'une revue de formation, idéologique les *Cahiers du bolchevisme,* et de journaux, mais leur finalité culturelle et intellectuelle était seconde par rapport à une fonction propagandiste stricte. Signes de la nouvelle place des intellectuels, le PCF a tenté à plusieurs reprises de créer des revues qui leur sont destinées.

L'AEAR dispose à l'origine de peu de moyens de propagande. La nécessité de parler à un public plus vaste, et socialement large la pousse à se doter en juillet 1933 d'une revue, *Commune*, qui est éditée par les ESI. La revue connaît un tirage honorable, entre 3 000 et 5 000 exemplaires[173]. La mort d'H. Barbusse le 30 août 1935 est perçue comme une opportunité pour les dirigeants du Parti communiste, en tirant profit de la disparition programmée de *Monde* (7 000 lecteurs), qui a par ailleurs toujours posé problème au Komintern[174]. En septembre 1936, *Commune* prend pour sous-titre « revue littéraire française pour la défense de la culture », symbole de la politique culturelle naissante du PCF.

En décembre 1935, un autre projet de revue est discuté. Roger Caillois écrit à Tristan Tzara le 4 décembre 1935 : « Je vous ai dit en peu de mots, l'autre jour, que mes conversations avec Aragon allaient aboutir. Il est, en effet, de plus en plus question de la création d'une revue[175]. » R. Caillois trouve le titre : *Inquisitions*. La revue a aussi pour sous-titre « organe du groupe d'études pour la phénoménologie humaine », groupe animé entre autres par T. Tzara, R. Etiemble, G. Sadoul, P. Unik… Les ambitions de ce groupe sont d'avoir une approche à la fois scientifique pluridisciplinaire et politique. Elles sont aussi de rallier les anciens surréalistes au Parti communiste. T. Tzara est le rédacteur en chef, la direction étant confiée collégialement à ce dernier, Aragon, R. Caillois et J. Monnerot. La revue est éditée elle aussi par les ESI. Elle est très éclectique, y compris

173. W. Klein. Commune*, revue pour la défense de la culture, 1933-1939*. Éditions du CNRS, 1988, p. 27 et 29.
174. Assemblée d'information organisée par le journal *Monde*, maison de la culture, 26 octobre 1935, compte rendu du 27 octobre ; *Monde* et front mondial, 20010216/2/10455 ; CAC. ; - J. Relinger. *Henri Barbusse, écrivain combattant*. PUF, 1994, p. 251-252.
175. *Du surréalisme au front populaire :* Inquisitions. Éditions du CNRS, 1990, p. 158.

dans ses positions politiques. La revue n'a finalement qu'un seul numéro, en juin 1936. R. Caillois témoigne : « La scission était inévitable, et elle ne tarda pas, entre les deux dirigeants membres du Parti communiste (Aragon et Tzara) et les deux autres qui, indépendamment de toute attitude politique, ne souhaitaient pas introduire les questions relevant de ce domaine dans un organe consacré, comme le soulignait son sous-titre, à l'étude de la "phénoménologie humaine". » Ce que confirme R. Etiemble : « Le parti communiste jugea inopportun de laisser paraître un second numéro[176]. » La raison de l'arrêt brutal de la revue est la critique du livre publié par les ESI, *À la lumière du marxisme*, en 1935 par Claude Cahen[177]. Ce dernier juge le livre comme un florilège où l'on se borne « à faire de la doctrine un exposé conforme aux exposés des maîtres », et par-là exprime son profond désaccord avec les critiques publiées par *Commune*[178]. Aragon est obligé de monter au créneau dans ce même numéro pour désavouer l'article de C. Cahen[179]. C'est insuffisant, et Aragon est contraint d'interrompre la publication. Un mois après la victoire électorale du Front populaire, on constate déjà les limites de la politique du PCF à l'égard des intellectuels.

La dernière revue créée par le Parti communiste, *La Pensée*, apparaît précocement dans les archives. En juillet 1936, on propose que « pour maintenir la propagande de la théorie marxiste sous le contrôle du parti, il faut examiner au plus vite la possibilité de la publication d'un périodique théorique marxiste, en faisant appel à des cercles tels que ceux de *À la lumière du marxisme*[180] ». G. Cogniot s'en attribue la paternité, avec G. Politzer[181]. Un « avant-projet pour une revue du mouvement intellectuel » est soumis à la direction du Parti communiste, vers 1938. Elle doit participer à « la diffusion du rationalisme militant et du marxisme » dans « des contributions sérieuses et contrôlées », en direction d'« un cercle large d'intellectuels ». Le titre et le sous-titre (*La Pensée, sciences, art et philosophie moderne*) sont déjà choisis, et on espère une parution en avril 1938[182]. Elle n'est publiée qu'un an plus tard, le 15 avril 1939, en tant que *Revue du rationalisme moderne*. La place consacrée aux arts et à la littérature est mineure par rapport au projet initial. D'après G. Cogniot, ce projet a été approuvé par M. Thorez, E. Fried et G. Dimitrov[183]. Éditée par les ESI, elle est codirigée par P. Langevin et G. Cogniot. Son tirage,

176. *Ibid.*, p. 148.
177. H. Béhar. Préface. *Du surréalisme au front populaire. Op. cit.*, p. 7-22 ; - P. Ory. *La Belle Illusion. Op. cit.,* p. 206-208.
178. C. Cahen. « Note sur le matérialisme historique ». *Inquisitions*, juin 1936, nº 1, p. 49-50.
179. Aragon. « Notes. Entre nous ». *Inquisitions*, juin 1936, nº 1, p. 42-44.
180. Propositions pour F., 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
181. G. Cogniot. *Parti pris. Tome I*. Éditions sociales, 1976, p. 440.
182. Avant projet pour une revue du mouvement intellectuel, s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
183. G. Cogniot. *Parti pris. Tome I. Op. cit.,* p. 441.

10 000 exemplaires, est important[184]. Mais sa création n'inquiète pas la police car « elle s'adresse, de par sa nature, aux seuls intellectuels et elle n'est pas susceptible de toucher les masses[185] ».

En 1939, les Éditions sociales internationales éditent trois revues : les *Cahiers du bolchevisme*, *Commune* et *La Pensée*. La première s'adresse d'abord aux militants, la seconde a une ambition culturelle et intellectuelle large, la troisième veut toucher le milieu enseignant. Si l'attitude du Parti communiste à leur égard a considérablement changé, s'il a désormais besoin d'eux, ceux-ci ne se convertissent pas en masse et ignorent la fidélité absolue du monde militant. L'histoire d'*Inquisitions* en témoigne.

Au début du Front populaire, il est souhaité que les intellectuels deviennent une catégorie clé dans l'appareil éditorial, comme lecteurs et auteurs : « Constituer un centre d'attraction des écrivains, des savants, des artistes, des diverses catégories d'intellectuels et de tous ceux dont la collaboration peut être souhaitable, donc utile de manière que les Éditions servent une littérature et des écrits susceptibles d'être acceptés et accueillis par un public de plus en plus vaste, tout en conservant une qualité de forme inattaquable et en restant idéologiquement nôtre[186]. » Pour L. Moussinac, les employer permettrait au BE et aux ESI gagnent en crédibilité aux yeux du monde de l'édition, des lettres et des sciences[187]. La manière dont sont présentés les auteurs des ouvrages inscrits dans la future collection « Socialisme et culture » est éclairante : ce sont presque tous des agrégés[188].

La volonté d'attirer des écrivains célèbres oblige à revoir donc une attitude rigide sur la vie littéraire. En 1934, il est désormais admis qu'un écrivain communiste puisse adhérer à la vénérable Société des gens de lettres[189]. En 1935, L. Moussinac devait recevoir le prix Renaudot pour *Manifestation interdite*, prix qu'il avait refusé en raison de ses convictions politiques. Lorsque le prix Renaudot attribué à Aragon l'année suivante pour les *Cloches de Bâle* (Denoël), la nouvelle est accueillie avec chaleur par M. Thorez[190]. En quelques mois, les prix littéraires ne sont plus lors considérés comme les oripeaux d'une bourgeoisie décadente.

Élargir le « cercle de collaborateurs pour les éditions[191] » oblige à rapprocher les éditions du Parti des pratiques courantes de l'édition : « Pour arriver à un résultat pratique, écrit L. Moussinac en juillet 1935, il est nécessaire d'inaugurer avec les auteurs une politique financière qui ne laisse

184. Note : Nouvelle revue, *La Pensée*, Paris 12 avril 1939, 20010216/45/1194, CAC.
185. Revue *La Pensée*, 31 janvier 1940, 20010216/45/1194, CAC.
186. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
187. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935. 495/78/136, RGASPI
188. Collection « Socialisme et culture », 15 janvier 1936, 495/78/143, RGASPI.
189. Comité central, 1er et 2 novembre 1934. Intervention de Paul Vaillant-Couturier. IML, 687, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
190. Aragon. Retour en France. *Œuvre poétique. Tome III : 1936-1941*, Livre Club Diderot–Messidor, 1989, p. 237-245.
191. Décisions du Secrétariat, 11 janvier 1937, IML, 818, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

pas l'impression, qui est actuellement celle des ESI, que les auteurs y sont plus ou moins exploités. Il faudrait parvenir à inaugurer un système de paiement de droits d'auteur équivalent à celui pratiqué par exemple par Flammarion ou par Hachette[192]. » Le paiement de droits d'auteur a donc existé, au moins pour certains, et les droits octroyés respectent les usages, à savoir 10 %[193]. C'est même le cas pour l'auteur victorieux du prix Ciment, qui doit recevoir « outre le prix de 3 000 francs, les droits d'auteur habituels sur la vente de son ouvrage[194] ». Mais le PCF se montre indifférent à l'égard du projet de loi sur la réforme du droit d'auteur défendu par Jean Zay[195], et remet en cause la politique de droit d'auteur de ses propres éditions lors de la crise de 1938-1939[196].

L. Moussinac ne cherche pas seulement la reconnaissance politique en recrutant des intellectuels reconnus : il veut bénéficier de leur réseau de relations et donc faire un travail d'éditeur. En novembre 1935, il lui faut un « Comité littéraire » aux ESI, composé d'« écrivains connus et dont l'autorité et le prestige sera susceptible de donner un rayonnement plus large aux éditions actuellement entreprises et développées[197] ». En 1936, on estime qu'il faut « engager aux ESI un certain nombre de collaborateurs non permanents » et de « s'assurer aux ESI le concours de quelques grands écrivains[198] ». C'est ainsi que L. Moussinac justifie la nomination de G. Friedmann comme directeur de collection, en raison « des relations personnelles de cet écrivain et de l'autorité autant que l'estime dont il jouit dans les milieux littéraires et scientifiques et spécialement dans l'Université[199] ». Vouloir attirer des « auteurs connus[200] » est une constante, ce qui oblige parfois à verser dans la révérence, par des projets éditoriaux comme en 1935 celui d'un livre hommage à R. Rolland[201]. Tout ce travail n'est pas mu exclusivement par l'opportunisme politique. Ainsi, dans une lettre de février 1936, J.-R. Bloch joue les intermédiaires pour placer un roman de Walter Fisher, jugeant que son propos ne peut « laisser indifférent le directeur des ESI[202] ». Pour le prix Ciment 1937, Alix Guillain et Bernard Groethuysen

192. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935. 495/78/136, RGASPI.
193. Par exemple, pour *Espagne, Espagne* de Jean-Richard Bloch. Lettre de L. Moussinac à J.-R. Bloch, 30 septembre 1936, NAF, BnF ; - Contrat d'édition entre L. Parrot et les ESI pour *Panorama de la culture espagnole*, 1er avril 1937, Fonds L. Parrot, Bibliothèque littéraire Jacques Doucet.
194. Échos des lettres. *L'Humanité*, 7 juin 1936, p. 8.
195. P. Ory. *La Belle Illusion. Op. cit.*, p. 220-221.
196. Situation des ESI, 1er juin 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
197. *Op. cit.*
198. Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
199. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI. Cette collaboration n'empêche pas G. Friedmann de demeurer un auteur « Gallimard ». P. Olivera. « Catégories génériques et ordre des livres : les conditions d'émergence de l'essai pendant l'Entre-deux-guerres ». *Genèses*, juin 2002, nº 47, p. 84-106.
200. Lettre de L. Moussinac, 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI.
201. Lettre de L. Moussinac à J.-R. Bloch, 9 août 1935, Fonds Jean-Richard Bloch, NAF, BnF.
202. Lettre de J.-R. Bloch à L. Moussinac, 17 février 1936, NAF, BnF.

remettent le manuscrit du premier roman de Georges Navel à L. Moussinac, après lecture de J. Paulhan[203]. En novembre 1936, L. Moussinac envoie à L. Parrot « en "lecture" quelques manuscrits[204] ». Un travail d'éditeur des plus classique.

Pour les écrivains communistes, la reconnaissance de leur fonction politique, leur désir de se conduire en bons militants et les exigences du milieu intellectuel constituent un ensemble de contraintes parfois redoutables. P. Nizan est un militant zélé et un jeune auteur en quête de reconnaissance dans le milieu intellectuel et littéraire. Son cheminement éditorial illustre ces deux positions. En 1930, il signe un contrat avec les éditions Rieder pour 4 titres, dont *Aden, Arabie* qui va paraître. En 1933, Rieder, qui a changé de propriétaire, renonce à éditer *Antoine Bloyé* qui paraît donc chez Grasset, avec qui il signe un nouveau contrat le 13 mars 1933 et s'engage à leur proposer les manuscrits auquel Rieder renonce[205]. P. Nizan tente ensuite de se défaire de cet engagement en accusant sa maison d'être bienveillante aux « fascistes », ce à quoi on lui répond : « Notre maison est tout simplement éclectique. Elle ne mise sur aucun tableau, pas plus sur le communisme que sur l'Action française. Vous le savez parfaitement. Mais je comprends que le romancier ayant en vous cédé la place à l'homme de parti, vous n'avez plus la liberté de choisir un éditeur. Il vous faut accepter celui qu'on vous désigne. » Les éditions B. Grasset lui rendent sa liberté[206]… pour Gallimard. Plusieurs contrats le lient à Gallimard à partir de 1933, dont un singulier. Le 30 janvier 1935, P. Nizan au titre d'« unique représentant » du Service d'éditions de l'IC, s'engage à fournir « la traduction en langue française du rapport sur le Deuxième Plan quinquennal[207] ». En 1937, il propose à l'éditeur, qui accepte, un volume de *Morceaux choisis* de Lénine. P. Nizan n'a finalement édité qu'un seul livre aux éditions du Parti, les *Matérialistes de l'Antiquité* en 1936, arraché à Gallimard[208].

Même Aragon ne fait pas profiter les éditions du Parti communiste de sa nouvelle position dans le monde des lettres, ce qui ne l'empêche pas lui aussi d'attaquer sévèrement les compromissions politiques de certains éditeurs. Après sa rupture avec Gallimard en 1933, c'est aux éditions Denoël et Steel qu'il confie ses premiers romans du cycle du « Monde réel », ainsi que d'autres entreprises liées à ses activités militantes, dont une collection placée sous l'égide de l'Association internationale pour la défense de la culture. De même, il facilitera le passage de la revue *Europe* de chez Rieder

203. Le roman, qui ne sera pas publié, s'intitulait *Histoire d'un prolétaire* : *Georges Navel ou la seconde vue*. Le Temps qu'il fait, 1982, p. 82 ; - G. Navel. *Sable et limon.* Gallimard, 1989, p. 67 et 121-124.
204. Lettre de L. Moussinac à L. Parrot, Fonds L. Parrot, Bibliothèque littéraire Jacques Doucet.
205. Fonds Paul Nizan, IMEC.
206. Lettre de Louis Brun à P. Nizan, 5 juin 1935, Fonds Paul Nizan, IMEC.
207. Gallimard : Contrat du 30 janvier 1935, Fonds Paul Nizan, IMEC.
208. « Lettre de Brice Parain à Paul Nizan, 2 juillet 1937 ». *Brice Parain, un homme de parole.* Gallimard–BnF, 2005, p. 288.

à Denoël en 1938. Pourtant, il se bat en juillet 1935 pour que les textes du Congrès international pour la défense de la culture, qui s'est tenu en juin à Paris, soient publiés chez un « éditeur communiste ». Mais Gallimard, grâce à l'entremise d'A. Malraux et I. Ehrenbourg, tous deux auteurs « maison », remporte la mise. En dépit de ses liens avec des éditeurs autres que ceux du PCF, Aragon écrit rageusement à Moscou que « la NRF se trouve sous le contrôle du trust Hachette qui constitue pratiquement le censeur principal en France[209] ».

Ces deux exemples semblent démontrer qu'au PCF, l'auteur n'existe pas. Seule l'œuvre *collective* mérite d'être mentionnée. En 1936, l'idée d'utiliser des membres de l'AEAR ou le Groupe d'Études matérialiste est avancée « pour écrire sur des questions déterminées de l'URSS[210] ». En 1937, pour le projet de « Voici la France », on songe non à des personnalités mais à « un comité de spécialistes, sous le contrôle d'une commission de patronage[211] ». Dans le projet de *La Pensée*, le comité de rédaction est envisagé comme un « organisme surtout consultatif[212] », tout en étant chargé de « maintenir la propagande de la théorie marxiste sous le contrôle du parti[213] ». Si le travail accompli dans l'ouvrage *À la lumière du marxisme* a plu en haut lieu, aucun auteur n'est félicité nommément[214]. L. Moussinac lui-même valide cette idée d'un « auteur collectif ». Lorsqu'il essaie de redresser la situation en 1939, il propose que l'appareil éditorial soit placé sous la direction d'un comité consultatif, qui donnerait son avis sur les publications à venir et existantes, lui-même placé « sous le contrôle et les conseils du Secrétariat[215] ». Dans un entretien accordé à Jeannine Bouissounouse pour la revue professionnelle, *Toute l'édition*, l'image que veut donner L. Moussinac affiche ces contradictions, mélange de pratiques professionnelles, d'usages propres au milieu intellectuel et d'exigences partisanes. Les ESI sont certes une maison comme les autres et en même temps se distinguent par le travail d'« un service de rédaction chargé de la collaboration avec les auteurs, de l'examen des manuscrits », du « recours au travail par équipe : certains font des recherches, d'autres rassemblent les documents, rédigent l'ouvrage ». Il conclut : « Tout, aux ESI, se fait en collaboration[216]. » Avant le Front populaire, les ESI et le BE ne publiaient pas

209. M. Rigo. « La Vaine colère d'Aragon : comment "récupérer" le Congrès des écrivains pour la défense de la culture ». *Communisme*, 2002, nº 69, p. 127-150.
210. Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, 495/78/143, RGASPI.
211. Voici la France : son passé, son présent, sa mission dans le monde, [1937], Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
212. Avant Projet pour une revue du mouvement intellectuel (memento), s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
213. Propositions pour F. Confidentiel, 11 juillet 1936, *Op. cit.*
214. *Op. cit.*
215. [document sans titre], s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
216. J. Bouissounouse. « Comment travaillent nos éditeurs ? Léon Moussinac aux ESI, rue Racine ». *Toute l'édition,* 9 juillet 1938, p. 4.

des auteurs, mais *des textes* – discours, manuels, romans – au service d'une cause. Pendant le Front populaire, du point de vue de la direction du PCF, le principe demeure pour les militants, principe auquel échappent quelques rares compagnons de routes ou les militants en raison de leur célébrité.

Les maisons d'édition et leurs revues permettent d'accueillir les intellectuels communistes et non communistes au titre d'auteur ou de directeur de collection, mais la priorité est donnée aux brochures politiques à diffusion populaire et, comme pour P. Nizan et Aragon, leur carrière d'intellectuel exige qu'ils soient édités ailleurs. L. Moussinac a donc échoué dans la transformation totale des éditions du Parti en maison d'édition. Sa stratégie a été soutenue par la direction du Parti tant que la politique communiste allait dans le sens de la conquête d'un nouveau lectorat. Le passage d'une politique offensive à une autre défensive s'est fait clairement au détriment de la politique d'ouverture, quitte à laisser aux éditeurs « bourgeois » une partie du marché de la littérature politique, marché que ces derniers n'ont d'ailleurs jamais quitté.

Chapitre V

Du militant au lecteur ? Diffusion et lecture pendant le Front populaire

La nouvelle politique de diffusion du PCF vise deux publics – les milieux populaires et les classes moyennes. La tâche est d'autant plus difficile qu'elle doit être accomplie dans un contexte de crise économique et que le PCF doit toujours se prémunir contre toutes les déviations politiques, inspirées par de « mauvaises » lectures.

Une diffusion tous azimuts

Le 6 juillet 1936, le CDLP écrit à Pierre Besset, membre de la CGTU et responsable d'une librairie syndicale à Clermont-Ferrand : « Nous sommes ici en ce moment débordés par un afflux, jusqu'ici inconnu de commandes de livres et autres articles[1]. » En terme d'exemplaires diffusés, il est certain que le Parti communiste a connu là son heure de gloire. En terme financier, le bilan est plus mitigé.

La création du Centre de Diffusion du Livre et de la Presse en 1932 partait du postulat suivant : les orientations politiques des éditions sont exactes, puisque les « plans d'éditions » sont définis par des instances politiques infaillibles ; si la diffusion est insuffisante, cela est dû à sa mauvaise organisation. Avec le Front populaire, cette logique est poussée à l'extrême : lorsqu'un parti politique compte 300 000 adhérents, n'est-il pas naturel d'atteindre des chiffres de diffusion du même ordre ?

Comme les maisons d'édition et leur programme éditorial, la diffusion est également abordée dans les projets et directives élaborés à Moscou et Paris. En novembre 1935, il est demandé de s'inspirer d'autres « expériences déjà faites et réussies, et les entreprises existantes qui seront de plus en plus spécialisées selon les couches et catégories de lecteurs qu'elles sont plus ou moins aptes à atteindre » : « Le CDLP ne devra pas être seulement une organisation commerciale solide et prospère, mais

1. Lettre du CDLP à Pierre Besset, 6 juillet 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

aussi une arme véritable de la propagande du parti[2]. » Les relations entre éditeurs et diffuseur – à partir de décembre 1934, le CDLP est dirigé par Lucien Vannier, secondé par Marceau[3] – sont conflictuelles. Les divergences concernent surtout les remises pratiquées[4]. Le 31 janvier 1938, Pierre Villon est nommé comme directeur commun, sans doute pour limiter aussi les conflits entre les deux entreprises et afin de réorganiser les « services du CDLP[5] ». En novembre 1938, Lucien Vannier est remplacé par Georges Cabannes[6]. En juin 1939 il est question de « fusionner au fond les 2 maisons d'édition et unir le CDLP[7] ». La société change de siège social, quittant le 132, rue du Faubourg Saint-Denis pour le 25, rue d'Alsace, dans le Xe arrondissement[8].

D'après un accord datant de l'automne 1934, le CDLP doit recevoir des éditions du PCF systématiquement 1 000 exemplaires de chaque nouvelle parution, et donc en assurer la diffusion systématique dans le Parti et ses organisations[9]. Ceci signifie donc que le CDLP se charge de diffuser au minimum un tiers de la production. Il propose toujours l'Office militant et l'Office mensuel[10]. L'offre du CDLP s'adresse uniquement aux membres du PCF et à ses organisations, laissant au BE et aux ESI la vente auprès des particuliers et des libraires.

À l'occasion du VIIIe congrès du PCF à Villeurbanne, en janvier 1936, le CDLP édite à 15 000 exemplaires une brochure intitulée *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion*[11], qui présente l'organisation sous son meilleur jour. Il vilipende néanmoins « les deux mille et quelques cellules (sur les 4 200 existantes) qui n'ont rien ou peu fait » et qui doivent se mettre « hardiment à la tâche politique importante qu'est la diffusion[12] ». Le CDLP dépend toujours du correspondant local, dans la région, le rayon et la cellule, où une « commission de littérature » qui donne les directives et en contrôle l'exécution. Autre relais possible et nouveau pour le CDLP : les « organisations de masse sympathisantes au front populaire ». Le CDLP possède 952 comptes clients pour de telles

2. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
3. Décisions du Secrétariat du PCF, 13 février 1934, IML 692, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
4. Lettre du CDLP à Le Roux, 11 décembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis. ; - Les remises appliquées par les librairies « traditionnelles » sont de l'ordre de 35 %. Lettre du CDLP aux ESI, le 12 octobre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
5. Décisions. Secrétariat, 31 janvier 1938, IML, 837, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
6. Registre du personnel, CDLP, Arch. N. Devers-Dreyfus ; - P. Villon et C. Willard. *Op. cit.,* p. 41.
7. Note manuscrite, 2 juin 1939, 1 f., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 202, CARAN. Souligné dans le texte.
8. Le PCF fait racheter le Centre par la Société immobilière de la presse et de l'édition, fondée en 1924, en avril 1939. Voir : Listes et rapports sur les groupements et associations d'obédience communiste dissous en 1939, Ba 1928, Arch. PPo.
9. Lettre du CDLP au BE, 19 avril 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
10. *Guide du CDLP*, novembre 1936, n° 8-9, p. 8-9
11. CDLP, [*ca.* 1936], 12 p.
12. Centre de Diffusion du Livre et la Presse. *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion*. CDLP, [*ca* 1936], p. 5

organisations[13]. En avril 1936, un « bilan de trois mois » est présenté, sous la forme d'un rapport stakhanoviste, où on lit que les comptes « cellules » sont passés de 2 080 en décembre 1935 à 3 450 quatre mois plus tard[14]. Ce bilan positif se confirme les mois suivants.

L'essor de la propagande communiste pendant le Front populaire a des conséquences importantes sur le personnel. En 1933, le CDLP emploie 25 personnes[15]. En août 1937, le CDLP déclare en employer 36[16]. À la veille de la guerre, il semble que 55 y travaillent. Pierre Saint-Dizier reste le seul correspondant permanent salarié, l'« instructeur central » du Centre, jusqu'au 30 septembre 1937[17]. Les instructeurs régionaux sont toujours Bensimon à Marseille, Haillaincourt à Lyon et Gaston Coquel à Lille. Pendant le Front populaire, le Centre salarie ses « inspecteurs diffuseurs », rétribués par revenu fixe de 750 francs et un pourcentage (5 %) sur les ventes. Mais la politique prime : les candidatures doivent être examinées par la Commission des cadres du Parti[18].

Les librairies ont un rôle toujours marginal dans cette organisation. Le CDLP gère deux librairies à Paris, l'une au 120, rue Lafayette, dirigée par Josse, au siège du Parti, l'autre au 138, rue Montmartre, dirigée par Hélène Tesson, appelées toutes les deux librairies de l'Humanité[19]. Une pression s'exerce à l'époque du Front populaire pour que le CDLP aide, soutienne ou crée des dépôts en librairie. Le Centre s'y refuse catégoriquement, en raison des risques financiers et politiques[20]. D'après les commandes passées entre janvier 1935 et octobre 1937, les librairies représentent une infime minorité de la clientèle du CDLP (moins de 2 %). Il s'agit de librairies proches des coopératives et syndicats[21]. En revanche, le CDLP voit d'un œil favorable la diffusion *via* les épiceries et les cafés, ce qui permet, déclare le CDLP, de contourner la censure de Hachette[22]. Confirmant sa préférence pour la diffusion populaire, le CDLP acquiert en 1937 un bibliobus, librairie ambulante avec 5 000 volumes et équipée pour les projections cinématographiques[23]. Le Centre épluche également la presse pour connaître la tenue de

13. Lettre du CDLP à L. Rainard, 6 janvier 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
14. « La Diffusion de la littérature et la victoire du Front populaire ». *Cahiers du bolchevisme*, 15 juin 1936, nº 10-11, 728-729.
15. Lettre du CDLP au Secrétariat du Parti, 2 avril 1935, IML, 733, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
16. Lettre du CDLP au Syndicat général du livre et des industries connexes, 27 août 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
17. Registre du personnel, CDLP, Arch. N. Devers-Dreyfus.
18. Lettre à Robert Gagnaire, 2 mars 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
19. Lettre du CDLP au Secrétariat du Parti, 2 avril 1935, IML, 733, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
20. Lettre du CDLP à Alice Tantot, 25 février 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis ; - Lettre du CDLP à Molinier, 7 mars 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
21. La Librairie du Travail à Tours, la Librairie du Populaire à Clermont-Ferrand, la Librairie populaire à Rouen, la Librairie Saint-Georges à Toulouse, la Librairie du Populaire à Paris, la Librairie des Travailleurs à Paris, la Librairie du Travail à Genève. Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
22. Lettre du CDLP à Camille Salles, Syndicat des paysans travailleurs, 14 août 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
23. *Guide du CDLP*, nº 10, avril 1937, p. 1.

meetings sur tout le territoire[24], afin d'organiser des « tables de littérature » ou demander aux organisateurs de diffuser certaines brochures[25]. Cela va des simples fêtes locales[26] à l'Exposition internationale des arts et techniques en 1937 à Paris[27]. Cette activité se double de la volonté d'apparaître comme « le centre de diffusion de toutes les publications pour toutes les organisations se réclamant de la lutte des classes[28] ».

Même si son activité devient plus intense, le principe d'une diffusion militante reposant sur la responsabilité du responsable local à la diffusion demeure la base du système. En 1936, le CDLP déclare avoir 4 000 correspondants locaux[29], 6 000 en 1937[30]. Chaque cellule se doit d'avoir un compte au CDLP, ce qui permet au CDLP de gérer son fichier de clients comme un outil de police, traquant les cellules qui n'auraient pas sacrifié à leur devoir ou de manière insuffisante[31]. Mais la croissance spectaculaire de la production comme de la diffusion et la volonté du Parti communiste de conserver ses acquis électoraux poussent le CDLP à adopter une « politique » commerciale. Ainsi le CDLP explique à ses correspondants comment diffuser les livres et brochures, comment devenir des « stakhanovistes de la diffusion » [*sic*][32]. Lors des élections municipales de mai 1935 : il faut faire « un court appel de la tribune avant l'ouverture de la réunion pour "présenter" la brochure qui va être vendue dans les rangs[33] ». En mars 1936, le Parti conseille vivement aux militants de présenter une « table de littérature » à « une réunion, un meeting, une conférence, un compte rendu de mandat ou de congrès ». Lorsque débute la réunion, le responsable local de la diffusion présente les brochures « dont l'importance est considérable » en lisant la table des matières[34] : « Un vendeur qui a lu la brochure qu'il doit vendre aura plus de succès qu'un autre qui n'en connaît pas le contenu[35]. » En 1938, le PCF conseille aussi de s'adapter au public : il y a des brochures qui touchent « tout le monde » et d'autres pas[36]. Il doit se montrer bon

24. Lettre du CDLP à Berton, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
25. Lettre du CDLP à Ferdinand Destrem, 6 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
26. Lettre du CDLP à Maurice Lecointre, 8 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
27. Le CDLP négocie avec les Soviétiques une place dans le pavillon d'URSS : Lettres du CDLP Gordon, Directeur du pavillon de l'URSS à l'Exposition des arts et techniques, 7 août, 12 août et 19 août 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
28. Lettre du CDLP au Secrétariat du Parti, 25 mai 1934, IML, 704, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
29. Lettre du CDLP à Platon Gauvin, 21 février 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
30. *Guide du CDLP*, avril 1937, nº 10, p. 1.
31. « La diffusion de la littérature : Tâche politique de la plus haute importance ». *Guide du CDLP*, avril 1937, nº 10, p. 2-4.
32. « À propos d'un proverbe : "Rien n'est de pire sourd que celui qui ne veut rien entendre" ». *Le Guide du CDLP*, février-mars 1936, nº 5-6, p. 3-4.
33. Notes importantes aux rayons et aux cellules : Lettre du CDLP à l'*Humanité*, 3 mai 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
34. À propos d'un proverbe. *Op. cit.*
35. « La diffusion de la littérature : Tâche politique de la plus haute importance ». *Le Guide du CDLP*, avril 1937, nº 10, p. 2-4.
36. « Le rôle de la propagande dans la politique de notre Parti ». *La Vie du Parti*, 1re quinzaine de novembre 1938, nº 18, p. 2-3.

commerçant : « Le secret d'une bonne diffusion repose sur la présentation de la littérature. Une table de littérature arrangée avec goût attire l'acheteur. Un vendeur aimable vend toujours plus qu'un grincheux. » L'importance accordée à la manière dont les militants diffusent cette littérature est liée au fait que le PCF a des ambitions autres que la seule formation politique des militants : « Il ne s'agit pas seulement de se vendre des brochures entre soi, écrit L. Vannier, il faut vendre surtout aux milliers de personnes qui ne demandent qu'à connaître la politique de notre Parti. […] Car c'est peut-être cette brochure qui apportera un jour un adhérent de plus au Parti[37]. » On encourage également la vente à domicile et l'action individuelle, qui existent déjà de façon spontanée : le militant doit vendre de préférence dans son milieu professionnel, social, géographique : « Et l'on peut ainsi gagner à nos conceptions de nombreux travailleurs[38]. »

Mais la rationalisation gestionnaire du CDLP, doublée d'une censure politique, rend l'entreprise impopulaire. L'envoi systématique de livres et revues sans concertation, facturés et sans reprise des invendus, heurte des militants [39]. Pour obtenir le paiement des factures, le CDLP passe parfois par la hiérarchie, en avançant toujours la même argumentation politico-morale : « Nous sommes persuadés que l'importance de cette question ne t'échappera pas, car tu sais que la gêne financière du CDLP se reporte automatiquement sur notre Parti et cela, tout comme toi, nous ne le voulons pas[40]. » Cette politique provoque des réactions parfois violentes, comme le sous-entend cette réponse du CDLP à un militant de l'Allier : « Nous ne comprenons pas qu'un membre responsable du parti, injurie d'autres responsables qui font <u>l'impossible</u> pour donner rapidement satisfaction aux commandes des camarades. […] ici, au CDLP il n'y a pas de bureaucrates, il y a des membres du parti qui accomplissent avec intelligence et dévouement, la tâche qui leur a été confiée[41]. » *Idem* avec ce militant de Constantine, qui les appelle « mercantis[42] ».

Les réactions parfois hostiles des militants s'expliquent aussi par le travail de censure du CDLP. Le Centre oriente la diffusion au profit de tel ou tel titre, selon les directives de la direction du Parti[43]. De même, le CDLP, grâce à ses fichiers, analyse la pertinence politique de certaines commandes[44]. L'orientation est même morale, comme le montre cette missive envoyée aux deux librairies du Parti à Paris : « Venant de recevoir de sérieuses critiques concernant la vente dans nos librairies du livre

37. « La diffusion de la littérature : Tâche politique de la plus haute importance ». *Op. cit.*
38. *Op. cit.*
39. Lettre du CDLP à Jean Gremillet, 21 août 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
40. Lettre du CDLP à Bernès, 9 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
41. Lettre du CDLP à Rosenberg, 4 mars 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis. Souligné dans le texte.
42. Lettre du CDLP à Maurice Tomasini, 4 février 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
43. Lettre du CDLP à Gaston Coquel, 20 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
44. Lettre du CDLP au bureau des Jeunesses communistes de Montreuil, 19 septembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

de Marchal et O. de Méro : *La Liberté de la conception*[45], nous vous prions de retirer ces livres de la vente et d'en prévoir le retour[46]. » Ce qui inquiète le plus le CDLP, c'est le stockage d'ouvrages politiquement périmés[47]. Les exclusions et les procès entraînent une gestion pointilleuse des stocks. Le CDLP demande aux militants de s'en débarrasser en les lui retournant[48]. En août 1937, il est demandé « d'arrêter la vente et de nous retourner les brochures *Conférences sur le Capital* de J. Baby. La raison que tu nous demandes, est que nous n'avons plus confiance en cet auteur[49] ». Le mois suivant, le CDLP écrit de « bien vouloir retirer de la circulation et nous retourner au plus tôt tous les ouvrages qui te restent des auteurs suivants : Piatnitski ; Knorine ; Bela-Kun [*sic*][50] ».

Après les élections municipales de 1935 et législatives de 1936, les bibliothèques syndicales, populaires, municipales et scolaires deviennent un « créneau » à la fois politique et commercial. Le CDLP se présente comme ayant « entrepris […] un travail de création de bibliothèques dans de nombreuses municipalités, avec lesquelles nous sommes en rapports amicaux[51] ». Le CDLP édite en 1936 un *Guide* pour bibliothèques, fort de 2 000 titres, envoyé « à plus de 600 municipalités[52] », et en 1937 il déclare avoir 200 bibliothèques pour clients[53]. Sur ce terrain, le CDLP sait qu'il ne peut pas concurrencer les grandes entreprises comme « Hachette et autres », « subissant les lois économiques du régime[54] ». Peu concurrentiel, le Centre peut uniquement insister sur « le côté politique intéressant du travail que voulait entreprendre le CDLP avec les municipalités[55] ». Même rhétorique auprès des élus socialistes, le CDLP se présentant comme « le seul organisme de diffusion lié étroitement au front populaire et consacrant toute son activité et ses bénéfices à l'élargissement et au renforcement de celui-ci[56] ». Il m'est impossible de dire si les municipalités communistes sont encouragées par la direction du Parti à passer par le CDLP. Mais le

45. Dr A. Marchal et O. J. de Mero. *Une révolution : la liberté de la conception*. Librairie Médicis, 1935, 216 p.
46. Lettre du CDLP à Tesson et Josse, 14 octobre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
47. « La diffusion de la littérature : Tâche politique de la plus haute importance ». *Le Guide du CDLP*, no 10, avril 1937, p. 2-4.
48. Lettre du CDLP à Henri Loviconi (Bourse du travail de Toulon), 6 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
49. Lettre du CDLP à Bensimon, 26 août 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis. Jean Baby fut pendant plusieurs mois en conflit avec certains membres du Parti sur la stratégie antifasciste en particulier. Nous ne savons pas si ce boycott fut provisoire. Le livre, *Conférences sur* le Capital *de Karl Marx*, a été édité, après examen serré de la direction, en 1937 au BE.
50. Lettre du CDLP à Bensimon, 2 septembre 37, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
51. Lettre du CDLP aux Éditions Masson, 22 octobre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
52. *Op. cit.*
53. Lettre du CDLP au Syndicat général du livre et des industries connexes, 27 août 1937, Fonds du CDLP, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
54. Lettre du CDLP à G. Coquel, 12 décembre 1935 ; Lettre du CDLP de J. Chardavoine, 27 juin 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
55. Lettre du CDLP à Antoine Demusois, 13 septembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
56. Lettre du CDLP à Henri Varagnat, le 4 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

CDLP, de son côté, les sollicite[57]. Et le démarchage ne s'arrête pas aux bons de commande. Les villes ont droit, comme les individus, à un traitement par fiches, où le CDLP indique notamment la « nuance politique » de la municipalité : « Ces renseignements nous permettront de vous adresser régulièrement la liste des ouvrages nouveaux pouvant intéresser votre bibliothèque, et de vous faire, ultérieurement, nos offres pour les fournitures de livres scolaires[58]. » Le CDLP aurait pour « marché » traditionnel les municipalités de la région parisienne[59]. En 1935, figurent dans sa clientèle « les municipalités de Villejuif[60], Ivry, Vitry, Gentilly, Bondy, Bobigny etc.[61] ». On trouve aussi des commandes ou des marchés avec Stains, Saint-Denis (jusqu'en 1935 !), Argenteuil, Guérigny, l'Hay-les-Roses. Ceci s'explique à la fois par l'enracinement des élus du mouvement ouvrier et par la proximité géographique du CDLP qui facilite les livraisons. Le CDLP a-t-il réussi à trouver une clientèle parmi les municipalités communistes en province ? D'après les archives disponibles, les cas sont rares.

Les gains politiques et commerciaux du CDLP sont finalement médiocres. Les commandes concernent tout aussi bien les livres que la papeterie ou le matériel scolaire, comme les cartes murales[62]. Le CDLP fournit des livres édités par des établissements classiques (Hachette, Vuibert, Doin, Hatier…) et bien souvent marqués par l'Église catholique. Le Centre se lance même dans la fourniture de livres de prix[63]. Certes, il tente de mettre en avant la production éditoriale du PCF, en particulier dans le domaine de la littérature et presse pour enfants[64]. Même la documentation commandée et destinée aux adultes n'est pas forcément systématiquement teintée de politique. Le maire de Gentilly, Jean Fernand, commande uniquement des ouvrages édités par Dalloz, destinés probablement à l'aider dans la bonne gestion de la ville[65]. Quant au bilan financier, il est négatif : les municipalités communistes… règlent leur facture avec retard. À Villejuif, les impayés représentent en 1935 plus de 31 000 euros[66].

57. Lettre du CDLP à Le Goff (Mantes-la-Ville), 24 décembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
58. Lettre du CDLP à Léon Fauchet, 30 octobre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
59. Lettre du CDLP à Baby (Outreau, Pas-de-Calais), 22 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
60. Le CDLP est titulaire d'un marché avec Villejuif depuis septembre 1935. Lettre du CDLP au contrôleur de l'enregistrement, mairie de Villejuif, 27 février 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
61. Lettre du CDLP à Paul Stievenart, le 26 décembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
62. Lettre du CDLP à la mairie d'Aulnay-sous-Bois, 15 septembre 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
63. Lettre du CDLP à la mairie de Vigneux (Seine-et-Oise), 23 juin 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
64. Lettre du CDLP à Bourdaleix, 2 décembre 1935 ; Lettre du CDLP de J. Chardavoine, 27 juin 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
65. Lettre du CDLP de Jean Fernand, 25 août 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
66. Euros constants. Lettre du CDLP à G. Le Bigot, 17 septembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

Le CDLP a certes vu son activité croître avec le Front populaire. Alors que la diffusion militante n'a pas rendu de bons résultats par le passé, celle pratiquée à la fin des années trente n'est pas mieux saisie par les adhérents, tant le travail demandé est de plus en plus vaste : du marché on passe au porte à porte, de la brochure politique au livre, de Lénine à Balzac… Le CDLP devient progressivement une entreprise militante *et* commerciale, au risque de ne plus être compris des militants.

Deux exemples de diffusion populaire

Deux livres permettent d'analyser la stratégie du Parti communiste en matière de diffusion. Emblématiques dans l'histoire du PCF, ils présentent des traits spécifiques par leur mode de diffusion. La campagne de diffusion dure des mois, de septembre 1937 à avril 1938 pour *Fils du peuple* et de décembre 1938 à août 1939 pour l'*Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'URSS*.

En 1935 naît au sein de l'Internationale l'idée de publier des biographies de dirigeants communistes[67]. Depuis 1931, M. Thorez est devenu une figure nouvelle de dirigeant du Parti communiste. Est-ce l'expression d'un « culte de la personnalité » à la française, à la suite de ce qui se produit en URSS et au sein de l'Internationale avec Staline[68] ? La biographie ou l'autobiographie n'a rien d'un genre original, y compris dans le cas d'individus encore en vie. Ce genre diffuse, comme les *exempla* médiévaux, des valeurs et des modes de comportement. La vérité importe peu. La biographie permet d'ancrer le lecteur dans une filiation historique, qui unit l'histoire des mouvements ouvriers français, russe et international. Il répond aussi aux attentes des milieux populaires. La biographie permet de s'ancrer dans le réel, le pratique, le concret[69].

Fils du peuple est composé de deux parties : une partie strictement autobiographique où M. Thorez se raconte, et une partie dans laquelle où, au travers de sa personne, il raconte l'histoire du Parti communiste français. Le style est simple, utilisant les ressorts du réalisme-socialiste[70] ; l'objectif est éducatif et édifiant. Il permet de présenter le Parti communiste aux nouveaux adhérents sous une forme, un style et un genre accessibles et de créer une identification entre M. Thorez, dirigeant, le Parti communiste et les nouveaux militants. Si ce livre s'inscrit effectivement dans le phénomène

67. C'est le cas du dirigeant anglais, W. GALLACHER : *Revolt on the clyde : an autobiography*. Londres : Lauwrence and Wishard, 1936, 301 p.
68. S. SIROT. *Maurice Thorez*. Presses de Sciences Po, 2000, p. 23.
69. B. LAHIRE parle de « lectures pragmatiques » : *La Raison des plus faibles : rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*. Lille : Presses de l'Université de Lille, 1993, p. 106 et 115-116.
70. B. PUDAL. « Récits édifiants du mythe prolétarien et réalisme socialiste en France (1934-1937) ». *Sociétés et représentations*, n° 15, décembre 2002, p. 77-96.

du culte de la personnalité, il s'en échappe cependant en « déréalisant » M. Thorez, en faisant de lui un archétype du bon communiste, non pour le célébrer mais pour diffuser l'image du militant modèle[71]. Enfin, ce livre arrive à un moment singulier : d'une part le Parti communiste est installé dans la République, et ses dirigeants deviennent *de facto* membres des élites politiques ; d'autre part, le livre est publié quelques années après la mise en place dans la section française des « autobiographies d'institution », qui sont un outil d'information et de contrôle du monde partisan et pour lesquels *Fils du peuple* devient une référence[72].

D'après V. Fay, ce sont Jean Fréville, aidé d'André Vierzsboloviecz, ancien gérant de la Librairie de l'Humanité[73], et lui-même qui ont écrit véritablement le livre[74]. V. Fay rapporte que M. Thorez racontait, J. Fréville prenait en note, et A. Vierzsboloviecz mettait en forme. P. Vaillant-Couturier a écrit une première version du plan du livret avec L. Moussinac a aussi relu le manuscrit et fait des propositions de corrections[75]. B. Pudal souligne que cette façon de procéder est proche de celle usée par M. Thorez pour ses discours[76]. On retrouve aussi là des méthodes de travail rencontrées à maintes occasions dans les archives : *Fils du Peuple* est une œuvre *collective*, tout comme son contenu est moins une autobiographie que l'histoire d'une organisation politique. En octobre 1937, *Fils du peuple* paraît aux ESI, imprimé initialement à 25 000 exemplaires, vendu 10 francs. Déjà ces éléments matériels font de ce livre un ouvrage à part : il est publié dans une maison d'édition qui s'adresse aux classes moyennes, ce que confirme le prix de vente, mais à un tirage supérieur à ce qui se pratique d'ordinaire. Livre destiné à la bourgeoisie ou aux masses ? Certes, la propagande du PCF s'adresse, nous l'avons vu, aussi à la classe moyenne, jusqu'en 1938. Mais la volonté de simplicité dans l'écriture montre aussi que le Parti communiste cherche à toucher les milieux populaires. *Fils du peuple* est une œuvre au statut ambigu.

La campagne de diffusion est exceptionnelle par sa longueur : elle commence en octobre 1937 et se termine début avril 1938. La campagne de publicité n'est nullement improvisée. Le livre n'est pas encore composé que L. Moussinac l'organise déjà. On retrouve dans ses propositions l'intérêt qu'il porte en priorité au public « bourgeois ». Il considère en effet qu'il faut une « campagne préalable », de la publicité auprès des librairies et des

71. B. Pudal. « Le "Peuple" dans *Fils du peuple* ». *Sociétés et représentations*, décembre 199, nº 89, p. 265-279.
72. C. Pennetier et B. Pudal. « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) ». *Genèses*, juin 1996, nº 23, p. 53-75.
73. Il a également travaillé avec J. Fréville pour ses deux romans *Pain de brique* et *Port-Famine*, publiés chez Flammarion en 1937 et 1939.
74. P. Robrieux. *Maurice Thorez, vie secrète vie publique*. Fayard, p. 202-207 ; - V. Fay. *La Flamme et la cendre, histoire d'une vie militante*. *Op. cit.*, p. 77-78 ; - A. Wieviorka. *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*. Fayard, 2010, p. 237.
75. [Note manuscrite], [1937]. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 212, CARAN.
76. B. Pudal. Le « Peuple » dans *Fils du peuple*. *Op. cit*.

vendeurs de journaux et dans la « presse bourgeoise » (« presque tous », note-t-il) : il faut « créer la curiosité, l'attente du public ». Un budget pour la publicité du livre est établi : il s'élève à 35 000 euros, ce qui représenterait probablement entre le tiers et la moitié des dépenses publicitaires des ESI. Il est prévu d'utiliser tous les médias : les tracts, la radio (Cité Paris, Radio Toulouse et Lille PTT), le film, mais surtout et essentiellement la presse (45 titres de périodiques). La publicité doit toucher un public large[77], d'où l'achat de placards publicitaires dans la *Bibliographie de la France*, publication à destination des libraires. En octobre, on informe les libraires de la parution d'« un livre qui aura un grand retentissement », écrit par M. Thorez, « député de la Seine, secrétaire général du PCF », un homme politique important. Mais la diffusion auprès des libraires « traditionnels » semble avoir fait long feu : les ESI ont acheté seulement 4 placards et cessent toute publicité début décembre 1937. Le PCF réalise un film, *Fils du peuple*, de 4 minutes 30[78], rythmée par la musique de Dimitri Chostakovitch, *Au devant de la vie.* Ce support publicitaire est assez rare dans le monde de l'édition[79]. Le seul élément original, par rapport aux autres supports, est la présentation de M. Thorez, époux et père de famille. Les quelques réactions retrouvées dans la presse non communiste montrent un intérêt timide pour l'événement. La politique de diffusion par les canaux traditionnels de la librairie n'a donc pas donné satisfaction. Le livre n'y a rencontré ni le succès ni la reconnaissance attendue. *Fils du peuple*, malgré son étiquette « ESI », demeure une simple *brochure* politique.

Il en est tout autrement dans la sphère communiste. La diffusion militante est également organisée dès avant la parution du livre. L'argumentaire publicitaire est hésitant pendant les premières semaines. *L'Humanité* le présente comme « un témoignage passionnant de la vaste expérience et des robustes attaches populaires du jeune chef du parti communiste français[80] ». Trois semaines plus tard, M. Cachin rectifie la présentation : certes il s'agit bien d'une « autobiographie », mais aussi d'un « récit simple et vivant » et surtout d'une « histoire du parti communiste de 18 années (de 1919 à 1937) », dont la lecture « doit être une école de plus haut intérêt[81] ». L'équilibre est rétabli.

Les archives des ESI montrent que pour les lecteurs, souvent des militants, l'histoire de l'individu n'a que peu d'importance par rapport à celle du Parti. Un militant écrit à l'éditeur : « Pour *Fils du peuple* je ferais de mon mieux afin de faire connaître la valeur du vrai chef du prolétariat et la justesse de la politique de notre Parti[82]. » Le caractère pratique du livre est

77. ESI. Budget publicité, s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 212, CARAN.
78. Ciné Archives, Paris.
79. F. Supplisson. *La Promotion du livre par la presse dans les années vingt : critique et publicité littéraires*. Maîtrise d'histoire, dir. M. Martin et A. Plessis : Paris-X–Nanterre, 1992, p. 7.
80. *Fils du peuple*. *L'Humanité*, 3 octobre 1937, p. 8.
81. M. Cachin. *Fils du peuple*! *L'Humanité*, 26 octobre 1935, p. 1-2.
82. Lettre de Morlaas aux ESI, 27 décembre 1937, Fonds ESI, Arch. du PCF.

une évidence pour cet homme qui écrit à M. Thorez : « Ton livre sera un précieux dictionnaire[83]. » En 1939, le livre est présenté comme le « livre de chevet de chaque communiste […] soucieux de s'éduquer et d'éduquer les membres de son parti[84] ». C. Rappoport, qui sort de quelques années de purgatoire politique, le félicite pour cet « excellent manuel de propagandiste et d'éducateur[85] ». Le livre appartient définitivement à la catégorie des manuels de formation politique.

Cette campagne est enfin exceptionnelle par l'engagement personnel de l'auteur : M. Thorez s'est déplacé dans 35 villes de janvier à avril 1938 pour dédicacer son livre. Il y aurait eu plus de 32 000 signatures[86]. Il s'agit d'abord de Paris et de sa banlieue (14 communes). Les autres villes et régions traversées sont Le Havre et Rouen en janvier, Limoge, Bordeaux, Orléans et Angoulême, puis le Nord et Valenciennes en février, le Rhône et le Sud-Est en mars. M. Thorez s'est donc déplacé dans des régions où le PCF est plutôt bien implanté. Sa venue au Havre a été décrite par la police : des affiches ont été placardées dans la ville annonçant sa venue pour la signature du livre dans un café le 28 janvier 1938[87] : 200 personnes se déplacèrent pour l'événement, accueillies à proximité par le bibliobus du CDLP, qui assurait la « vente des livres » mais aussi de « photos », elles aussi signées par M. Thorez[88]. 791 exemplaires auraient été dédicacés[89].

Le premier tirage de 25 000 exemplaires aurait été épuisé début novembre[90]. Quinze jours plus tard, la diffusion atteint 50 000 exemplaires, dépasse les 100 000 exemplaires à la fin décembre[91], puis les 130 000 en avril 1938 si on ajoute les exemplaires dédicacés. C'est ce qu'on appelle un « best-seller ». Mais si on tient compte de la « tournée » de M. Thorez sur une bonne partie du territoire, ce livre est plus proche de la brochure politique de masse que du succès de librairie. Mais du point de vue de l'extension des éditions communistes, sa diffusion est un échec.

Fils du peuple inaugure une campagne de diffusion d'envergure. D'après P. Villon, qui a organisé l'accueil du livre et de son auteur à Aubervilliers, « cette campagne devint l'occasion pour le Secrétariat de contrôler le bon fonctionnement de l'appareil et le dévouement des militants envers leur

83. Lettre de Daniel Clément à M. Thorez, 30 novembre 1937, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 212, CARAN.
84. Intervention de Etienne Fajon. Conférence nationale du PCF, Gennevillliers, 21 au 21 janvier 1939, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
85. Lettre de C. Rappoport à M. Thorez, 8 novembre 1937, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 212, CARAN.
86. *Fils du Peuple* : exemplaires dédicacés par Maurice Thorez, [1938], Fonds Maurice Thorez 212, CARAN.
87. Note, [1938], 19940500/184/3171, CAC.
88. Commissariat spécial du Havre au Préfet de la Seine inférieure, 28 janvier 1938, 19940500/184/3171, CAC.
89. *Fils du Peuple* : exemplaires dédicacés par Maurice Thorez, [1938], Fonds Maurice Thorez 212, CARAN.
90. *Op. cit.*
91. *L'Humanité*, 16 novembre 1937 et 28 décembre 1937, p. 2 et 7.

secrétaire général[92] ». Cette réussite militante a aussi servi de modèle pour des publications ultérieures, comme le *Précis d'histoire du PC(b).*

Alors qu'en 1938, la situation politique nationale et internationale pour le mouvement communiste se dégrade, l'Internationale décide d'éditer, selon l'expression utilisée par S. Courtois et M. Lazar, une « nouvelle "bible" stalinienne[93] », le *Précis d'histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS*. On revient donc à la centralisation des éditions, si souvent rencontrée dans les années vingt. Dans son rapport d'octobre 1934, le Service d'éditions de l'IC avait programmé l'édition d'« un manuel d'histoire de l'IC et un manuel d'édification du Parti », initialement destinés aux écoles de militants[94]. La publication est finalement décidée à la fin de l'année 1938. Le livre est édité en 28 langues[95] dans cinq villes, Moscou, Paris, Stockholm, Amsterdam et New-York, à près de 500 000 exemplaires au total en juin 1939, avec l'objectif d'en imprimer environ 700 000 dans le monde[96].

Pour l'édition française, G. Cogniot est convoqué à Moscou fin novembre 1938, pour relire la traduction établie par Roudnikov. Les deux hommes travaillent ensemble, sous le contrôle de Dimitri Manouilski, secrétaire du Comité exécutif de l'IC[97]. Le livre paraît en France en mars 1939, par les soins du Bureau d'éditions, cadre éditorial qui le destine *a priori* à un public de militants. Le livre est cependant volumineux, près de 350 pages in-octavo, vendu relativement cher, 10 francs, dans sa version brochée. Pour la première fois, le Parti communiste crée pour l'événement deux commissions chargées d'organiser la diffusion[98].

Cette campagne commence dès le 31 décembre 1938 avec un article de J. Bruhat dans *L'Humanité*[99]. Jusqu'à la saisie du journal, ce texte est suivi de 12 autres, écrits par des dirigeants, exposant l'intérêt de la lecture de ce livre pour des publics différents, selon leur domaine de compétences : les jeunes, les femmes, les ouvriers, les paysans, les intellectuels… D'après la police, il y aurait eu 200 articles dans la presse régionale[100]. Cette variété de lectures possibles en fait elle aussi une œuvre totale : ce livre répond à toutes les questions, résout tous les problèmes, comme l'assène Maurice Tréan :

92. C. Tillon. *On chantait rouge.* R. Laffont, 1977, p. 229.
93. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, 2000, p. 165. Il y a eu néanmoins un précédent, avec un ouvrage plus volumineux et plus cher : E. Yaroslavski. *Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S. (Parti bolchévik)*, BE, 1931, 540 p. (Bibliothèque du mouvement ouvrier), 20 fr., imprimé en 2 000 exemplaires.
94. Résolution sur le rapport des éditions au Secrétariat politique (29 avril 1934) (adoptée par la commission politique le 15 octobre 1934), 495/78/119, RGASPI.
95. Les éditions manquantes et attendues concernent le portugais, le grec et l'arabe. Le PCF doit en 1939 se charger de l'édition arabe du livre.
96. Notes Secrétariat du 10 juin 1939, IML, 819, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
97. G. Cogniot, *Parti pris. Tome I. Op. cit.*, p. 443-444.
98. BE, 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
99. J. Bruhat, « Une histoire du Parti communiste de l'URSS ». *L'Humanité*, 31 décembre 1938, p. 8.
100. Information. Diffusion du livre l'*Histoire du parti communiste de l'URSS*, 24 août 1939, 20010216/6/84, CAC.

« Le *Précis d'histoire* nous enseigne quelles sont les qualités les plus nécessaires aux cadres : courage, expérience, souplesse, instruction théorique, vigilance, intransigeance sur les principes, discipline, autocritique et amples liaisons avec les masses[101]. » Ces articles qui accompagnent la diffusion sont un moyen de contrôler la réception du livre : voici la bonne manière de le comprendre. Déjà, avec *Fils du peuple*, le PCF avait créé ce paratexte « externe », qui prend ici une ampleur considérable.

Le 25 mars 1939, paraît la première publicité dans *L'Humanité* qui annonce le livre pour les premiers jours d'avril, marquant les débuts d'une campagne longue de six mois. Bien entendu, il n'est pas question de dédicaces. Une autre organisation est choisie : le Parti communiste diligente ses cadres pour tenir des conférences[102]. D'après la police, environ 300 conférences ont été organisées à Paris et en province[103]. Tous les cadres sont appelés à les animer. Mais il est hors de question de laisser les militants présenter le livre à leur guise. Le Parti communiste diffuse des « guides du professeur » pour les aider à donner des cours sur le sujet, et la section nationale d'éducation édite un « schéma de conférence aux membres du Parti et sympathisants sur l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS* ». Et pour tous, pour s'assurer que le livre est correctement lu et compris, on lui adjoint un *Petit Vocabulaire pour faciliter la lecture de* l'Histoire du parti communiste bolchevik de l'URSS, préparé par E. Fajon et G. Cogniot et édité par le BE[104], mis en vente en juin 1939. Le premier chapitre du *Petit Vocabulaire*, propose une méthode de prise de note : le lecteur doit diviser une feuille en quatre colonnes : les faits ; l'explication des faits ; les références, les citations, les mots difficiles ; les réflexions personnelles et les rapprochements à faire avec l'histoire de la France[105].

Cette campagne inaugure aussi un nouveau moyen pour soutenir la diffusion : le concours. Le Bureau d'éditions et le CDLP décident d'organiser deux « concours d'émulation » pour la meilleure diffusion réalisée par un individu et une organisation. Pour le concours individuel, les trois premiers prix sont un voyage en URSS, une bicyclette et un poste de radio. Pour le concours entre organisations, c'est-à-dire entre cellules, les prix sont plus studieux : un appareil duplicateur ; un pick-up et 10 disques ; 300 francs de livres édités par le BE et les ESI[106]. Enfin, le PCF recourt aux tables de littératures, avec des résultats semble-t-il inégaux. Le jeudi 22 juin 1939, les

101. M. Tréand. « L'Histoire du Parti bolchevik et la formation des cadres communistes ». *L'Humanité*, 12 juin 1939, p. 1-2.
102. Intervention de Georges Cogniot. Conférence nationale du PCF, Gennevilliers, 21-23 janvier 1939, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
103. Information. Diffusion du livre l'*Histoire du parti communiste de l'URSS*, 24 août 1939, 20010216/6/84, CAC.
104. 32 p., vendue 1 fr. et imprimé à 15 000 exemplaires.
105. *Petit Vocabulaire pour faciliter la lecture de* l'Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS. BE, 1939, p. 4-10.
106. « »Grand Concours d'émulation »». *L'Humanité,* 16 avril 1939, p. 4.

communistes organisent une vente à Boulogne à l'entrée de l'usine Renault, et délèguent le député communiste de la circonscription. Curieusement, ce dernier est même censé dédicacer les ouvrages vendus. Mais le succès n'est pas au rendez-vous[107].

La singularité de l'ouvrage passe aussi par son tirage et le volume de la diffusion. La vente commence le 7 avril 1939[108]. Initialement, le *Précis d'histoire du PC(b)* est imprimé à 60 000 exemplaires, annonce l'éditeur[109]. Il y a au moins deux réimpressions, la dernière connue est effectuée le 26 juillet 1939 (30 000 exemplaires). On précise que cela « porte à 185 000 le nombre d'exemplaires imprimés en France à ce jour[110] ». Lors du Comité central d'Ivry, fin mai, il est décidé d'atteindre le chiffre de 300 000 exemplaires diffusés. Cela signifie que le PCF espère que *chaque adhérent achète un exemplaire*. Pour provoquer une compétition, les résultats des cellules et sections sont publiés, mais surtout, les dirigeants commentent durement les classements des régions en s'appesantissant sur les résultats les plus mauvais[111]. Dans son dernier numéro du 25 août, *L'Humanité* annonce que 154 215 exemplaires ont été vendus. En août 1939, la répartition géographique de diffusion de *L'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS* montre peu de changements par rapport à la carte de la diffusion générale des éditions du Parti communiste : 45 % des exemplaires diffusés l'ont été en région parisienne, 12 % sur la côte méditerranéenne et 10 % dans le Nord[112].

Ces deux livres montrent la capacité du Parti communiste français de se mobiliser tout entier pour la diffusion d'un livre et la volonté de contrôle à tous les stades de ce qu'on appelle la « chaîne du livre », de l'élaboration du manuscrit à la réception même de la lecture de l'ouvrage. Ils confirment que la diffusion est constituée en deux cercles concentriques, avec au centre, la diffusion militante, toujours prioritaire. Certes, la croissance des effectifs et l'inscription du Parti communiste dans la nation et la république l'encouragent à investir le deuxième cercle, celui de la diffusion non militante, par les librairies, mais elle demeure secondaire.

107. Information. Livre intitulé l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, 22 juin 1939, 20010216/6/84, CAC.
108. Une date historique. *L'Humanité*, 28 mars 1939, p. 4.
109. *Bibliographie de la France. Annonces*, 28 avril 1939, nº 17, p. 1164.
110. Achevé d'imprimé. *Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. (b) de l'URSS*, BE, 1939, p. 348. (Exemplaire BnF : 8º R 45813.) Il existe aussi une édition établie les Éditions en langues étrangères (*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. (b) de l'URSS.* Moscou : Édition en langues étrangères, 1939, 348 p. (Exemplaire BnF : 8º M 26605.)
111. Intervention de Raoul Calas. Comité central du PCF. Ivry, 19-20 mai 1939, f. 378-441. Textes des interventions, dact., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
112. Renseignements sur la diffusion de l'*Histoire du PC(b)*, mai 1939-février 1940, 200100216/6/84, CAC.

Face à la diffusion « bourgeoise » : modèle ou concurrent ?

Avant comme pendant le Front populaire, Hachette domine le monde de la diffusion de presse et de librairie, domination renforcée par la crise économique qui a fragilisé son principal concurrent, la Maison du Livre français. Quant à la Maison coopérative du Livre, elle disparaît en 1935[113]. Si le PCF maîtrise plus ou moins son propre espace politique – ses militants et les organisations de masse –, il ne maîtrise pas le marché de la librairie. Or, ce marché est vital pour une partie du catalogue construit depuis 1935. La part du CDLP dans le chiffre d'affaires des ESI a baissé de 1936 à 1938, passant de 42 à 28 % avant de remontrer à 35 %[114]. Le poids de la clientèle non militante devient économiquement essentiel pour les ESI.

À partir de 1934, le BE et les ESI ont la charge exclusive des libraires et de la clientèle qui ne relèvent pas du PCF ni des organisations de masse. En 1935, pour soutenir la nouvelle politique éditorial, L. Moussinac souhaite un « large réseau de dépositaires[115] », « dépôts organisés et contrôlés par nous, dans toute la France, en commençant par les régions où le Front populaire est le plus fort[116] ». Les maisons d'édition doivent passer par les librairies, les bibliothèques, des « kiosques municipaux qui devront être créés dans toutes les municipalités antifascistes », des « commerçants sympathisants (cafés, coopératives, merciers, coiffeurs) qui accepteraient un dépôt de nos éditions », les Amis de l'URSS « pour ce qui concerne les ouvrages intéressant particulièrement les réalisations de la Russie soviétique », et les « librairies des ESI, les deux librairies de *L'Humanité* à Paris, […] avec lesquelles nous devons développer nos rapports[117] ». Mais il leur faut affronter « une action systématique de boycottage, toujours plus vivement conduite au fur et à mesure de l'aggravation de la situation politique, de la part des grands organismes de distribution bourgeois : les Messageries Hachette et la Maison du Livre français. Il s'agit donc tout en utilisant le mieux possible ces organismes, de développer de plus en plus la vente directe de nos éditions ».

En mai 1938, L. Moussinac déclare être parvenu, pour les ESI, à établir des relations avec « 500 libraires environ[118] » – véritables librairies ou de simples dépôts de livres dans les commerces les plus variés ? P. Fouché évalue à un millier environ le nombre de déposants pour qu'un éditeur puisse avoir

113. G. Valois. « Notes sur mes finances de 1878 à 1938 ». *La Coopérative culturelle*, juillet [1938], nº 9, p. 15-16.
114. L. Moussinac. Situation des ESI, 11 mai 1939, Bureau d'Éditions, 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
115. Léon Moussinac, Bureau d'Éditions, 7 août 1935, 495/78/136, RGASPI.
116. Lettre de Moussinac du 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI.
117. *Op. cit.*
118. L. Moussinac. Situation des ESI, 11 mai 1939, Bureau d'Éditions, 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.

une activité rentable[119], et les Messageries Hachette comptent en 1934 21 733 dépositaires et 81 000 points de vente[120]. Malgré le dynamisme des éditions du PCF, la diffusion en librairie n'est aucunement un phénomène de masse. D'ailleurs, en 1937, le BE et les ESI recourent aux services des Messageries Hachette et de la Maison du Livre français pour diffuser leur production[121].

Pour atteindre leur objectif, le BE et les ESI ont essayé de redéfinir leur stratégie publicitaire. Dans les projets initiaux, la presse nationale non communiste devait accueillir des annonces mais, cette opération a tourné court très rapidement. La régie La Publicité littéraire écrit en janvier 1936 : « Suite à vos propositions pour que nous passions de la publicité dans *Le Populaire*, *L'Œuvre*, *Marianne* et *Vendredi*, nous vous informons que les quelques expériences que nous avons faites dans le même domaine ne nous ayant pas donné les résultats attendus, nous suspendons toute publicité dans les grands journaux quotidiens ou hebdomadaires[122]. » Les moyens publicitaires baissent considérablement en 1939[123]. Pourtant, l'argumentaire utilisé est plus que jamais similaire à celui des éditeurs « bourgeois ». La présentation des catalogues s'aligne sur la pratique courante. Les maisons d'éditions créent même leur propre revue à vocation commerciale en 1936, *Le Coupe Papier,* distribué gratuitement dans les librairies[124]. Grand format, de 4 pages, illustré, ce support vante la production de la maison d'édition, ainsi que le catalogue de la maison d'édition musicale du PCF, Chant du Monde[125]. Les relations entre les éditions et *L'Humanité*, qualifiées par L. Moussinac d'« assez déplorables », restent le souci majeur. L. Moussinac dénonce « l'incompréhension de la part de la rédaction du journal, de l'importance de cette tâche politique de propagande, considérée jusqu'à ce jour presque uniquement sous l'angle commercial par suite d'une déformation absurde ». Finalement, la solution trouvée est radicale. Les ESI obtiennent donc le contrôle de la page littéraire de *L'Humanité* à partir de novembre 1935, puisqu'elles la financent[126].

Les éditeurs se heurteraient aussi à la censure symbolique de leurs publications. Les rares articles qui soutiennent les ouvrages édités par le PCF sont tous écrits par des militants ou des compagnons de routes. Quant aux livres eux-mêmes, seuls les essais français intéressent la presse non communiste. Pour L. Moussinac, il n'y a pas de doute, c'est « la conspiration du

119. P. Fouché. « L'Édition littéraire, 1914-1950 ». *Histoire de l'édition française. T. IV : le livre concurrencé, 1900-1950*. Fayard–Cercle de la librairie, 1991, p. 226.
120. J.-P. Mazaud. *De la librairie au groupe Hachette (1944-1980). Op. cit.*, p. 123.
121. « À messieurs les librairies ». *Bibliographie de la France. Annonces*, 16 avril 1937, nº 16, p. 1074.
122. Lettre du CDLP à la Publicité littéraire, 14 janvier 1936, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
123. L. Moussinac. Situation des ESI, 1er juin 1939, Fonds Maurice Thorez, CARAN, 626 AP 55.
124. *Le Coupe-Papier*, novembre 1936, nº 1, p. 1.
125. *Le Coupe-Papier*, décembre 1938, nº 7, p. 4.
126. Lettre de Moussinac du 25 juillet 1935, 495/78/136, RGASPI.

silence » écrit-il à J.-R. Bloch, à propos de son livre *Espagne, Espagne*[127]. Un échange de lettres entre Jean Paulhan, directeur littéraire chez Gallimard, avec J.-R. Bloch, un des auteurs de la maison, membre du Parti communiste, montre en effet que le milieu littéraire et intellectuel aime à rappeler son autonomie : « Il est vrai que la *nrf* a peu parlé de vos livres, depuis longtemps, lui écrit J. Paulhan. C'est que les trois notes qui m'ont été remises à leur propos contenaient des critiques, et des vérités, qu'il m'eût été pénible de lire dans la *nrf* voilà tout[128]. »

La crise économique et politique a été la plus forte. À partir de 1937, les éditions du Parti constatent un reflux des ventes, qui s'aggravent au fur et à mesure des mois. En 1939, c'est la catastrophe : « Pour la première fois depuis longtemps, écrit L. Moussinac, le montant des "retours" des libraires en janvier et en avril ont dépassé le montant de nos envois. Ainsi la diminution des ventes, déjà ressentie au CDLP semble chez les libraires devenir aussi grave, avec un décalage de 3 à 6 mois. » Pour Moussinac, les solutions envisagées sont un véritable crève-cœur par rapport aux ambitions de 1935 : « C'est la perte des relations établies avec plusieurs centaines de libraires, c'est-à-dire la liquidation d'un travail de plusieurs années. » L. Moussinac a le plus grand mal à renoncer à un « élargissement de la clientèle des ESI[129] ». L'effritement du commerce avec les libraires et particuliers prouve que le BE et les ESI ne parviennent pas à conserver leur nouveau lectorat. Les ESI en particulier, par leur production et leur clientèle, sont très sensibles à la conjoncture politique et économique de l'édition. Elles sont donc doublement fragiles. Mais il y a aussi l'amertume de ne pouvoir parvenir à la reconnaissance professionnelle et intellectuelle. L. Moussinac, en s'exclamant sur la perte possible de son réseau de distribution construit avec force patience, montre à quel point le monde de l'édition, même frappé par la crise, impose au PCF ses règles du jeu. Le CDLP lui-même est endetté auprès de Hachette, à hauteur de plus de 15 500 euros[130]. La position dominante de Hachette en matière de diffusion a fait que les Soviétiques passent même par cette entreprise pour la diffusion de leur presse et leurs livres[131]. Le marché du livre résiste au PCF en imposant ses propres règles et, semble-t-il, plus souvent par la « conspiration du silence » que par la critique franche. Le Parti communiste bute désormais sur mêmes obstacles que les éditions Valois et la Librairie du Travail en leur temps.

127. Édite par les ESI en 1936. Lettre de L. Moussinac à J.-R. Bloch, 30 septembre 1936, NAF, BnF.
128. Lettre de J. Paulhan à J.-R. Bloch, 10 décembre 1937, NAF, BnF.
129. Lettre de L. Moussinac à M. Thorez, 11 mai 1939, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN.
130. Valeur en euros constants. Lettre du CDLP à G. Friedmann, 1er juillet 1936 ; - Lettre du CDLP à Hachette, 19 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
131. Lettre du CDLP aux Messageries Hachette, 12 décembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

Le lectorat du Front populaire

Le chiffre d'affaire du CDLP à la fin des années trente atteint environ 1,4 million d'euros[132], contre 500 000 en 1931. Mais, comme par le passé, la croissance du chiffre d'affaires est accompagnée d'une croissance des pertes. Le CDLP perd 119 000 euros en 1934-1935 contre 82 000 en 1933-1934[133], perte due aux mauvais payeurs. En 1935, le CDLP évalue les « créances irrécouvrables » à 36 000 euros[134]. Lors de sa dissolution en septembre 1939, la société présente un passif de 200 000 euros[135]. Le chiffre d'affaires du BE passe de 20 000 euros en 1935 à 100 000 en 1937. Puis c'est une baisse, avec 91 000 euros de chiffre d'affaires en 1938[136]. Le chiffre d'affaires des ESI connaît la même évolution : en 1936, il est de 410 000 euros, en 1937 663 000 euros pour retomber en 1938 avec 461 000 euros[137]. Le Front populaire a accru considérablement l'activité éditoriale, mais avec des différences notables. En 1938 le BE et les ESI ne sont pas frappés par une baisse dans les mêmes proportions : le chiffre d'affaires baisse de 20 % pour la première contre 32 % pour la seconde maison d'édition. Quels lecteurs se sont tournés puis détournés de ces publications ?

D'après les commandes passées aux ESI entre février 1937 et avril 1938[138], la clientèle de la maison d'édition est plus féminine que celle du CDLP, avec 23 % de femmes, et est dominée par deux milieux socio-professionnels : les enseignants (59 %) et les commerçants (12 %). Le poids des enseignants s'explique par la nature du catalogue des ESI, l'engagement d'une partie de ce milieu dans les mouvements pacifistes et antifascistes. Et le fait que les ESI leur accordent, comme d'autres éditeurs, 10 % de remise n'est probablement pas anodin. D'après les bons de commande passés entre janvier 1935 et octobre 1937, la clientèle du CDLP, composée d'organisations, est bien différente[139]. Les camarades qui passent commande sont à 19 % des enseignants, 17 % des élus locaux, 12 % des libraires et des bibliothécaires et 6 % de commerçants et artisans. Ils correspondent plus ou moins à la petite classe moyenne, avec un bagage scolaire ou un savoir professionnel qui leur permet effectivement de s'occuper de commandes de livres et d'abonnements : les enseignants, les professionnels du livre et les commerçants. La quasi-absence des ouvriers est frappante (2 %). Les

132. En euros constants. Centre de Diffusion du Livre et de la Presse. *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion*. CDLP, [*ca* 1936], p. 5.
133. Lettre du CDLP à la Section d'administration, le 1er juin 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
134. « Questions pratiques pour une diffusion méthodique ». *Op. cit.*
135. En euros constants. Listes et rapports sur les groupements et associations d'obédience communistes dissous en 1939, s. d., Ba 1928, Arch. PPo.
136. [Feuillet manuscrit], [1939]. Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.
137. Valeurs en euros constants. L. Moussinac. Situation des ESI, 11 mai 1939. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN. Le volume financier est beaucoup plus important que pour le BE car le prix de vente des ouvrages est au moins dix fois supérieur.
138. Fonds ESI, AD Seine-St-Denis.
139. Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

militants communistes ouvriers s'en remettent probablement à des intermédiaires, mieux dotés culturellement et plus familier du livre, pour passer commande au CDLP.

Pour le CDLP, les régions qui réalisent les chiffres d'affaires les plus importants sont la région parisienne (25 % du chiffre d'affaires total), Marseille (7 %) et le Nord-Pas-de-Calais (5 %)[140]. L'activité du CDLP suit les succès électoraux mais ne les précède pas[141]. La clientèle des ESI est répartie géographiquement de manière légèrement différente. Trois régions dominent : le Nord-Pas-de-Calais (14 % des commandes), la région parisienne (13 %) et la Lorraine (10 %). Cette répartition se détache bien plus de la carte électorale pour se rapprocher d'une carte où l'industrialisation et l'urbanisation sont deux facteurs essentiels, favorables au développement de la culture imprimée. Géographiquement, le lectorat vient des grandes régions urbaines et industrielles, où l'implantation communiste et l'accès à la culture imprimée sont les plus nettes.

Pendant cette période, 186 titres ont été commandés par les organisations auprès du CDLP[142]. Les 5 titres les plus diffusés sont : *Au service du peuple de France* de M. Thorez (Comité populaire de propagande, 1936), *Pour la victoire du peuple* de M. Thorez (Comité populaire de propagande, 1936), *Communisme société future* de Martel (BE, 1935-1936), *Unir, unir, unir* de M. Thorez (Comité populaire de propagande, 1936), *En Espagne* d'A. Marty (BE, 1937). Pour les revues, c'est *L'Almanach ouvrier et paysan* qui domine, suivi de *Regards*, *Russie d'Aujourd'hui*, *Monde*[143] et des *Cahiers du bolchevisme*. Les commandes adressées au CDLP sont donc essentiellement composées de publications qui correspondent à de l'agitation, en particulier les discours, et à des brochures publiées par le Comité populaire de propagande et le BE, moins onéreuses que la production des ESI. Les militants goûtent peu le système de l'Office mensuel et préfèrent clairement avoir la liberté de choisir leurs livres : en 1934, il y avait 1 000 abonnés à l'Office, en 1936, 500[144]. Enfin, les archives du CDLP montrent bien que la propagande imprimée n'est pas la seule demandée : les insignes, les photos, les cartes postales et mêmes les bustes en plâtre tiennent une place importante dans les commandes adressées au diffuseur[145]. Le CDLP diffuse une littérature politique *populaire*. Pour les ESI, les 10 titres les plus vendus sont : *Pour vaincre le fascisme*, de G. Dimitrov (1935), *Hans*

140. Carte 1.

141. Centre de Diffusion du Livre et la Presse. *Vers une organisation méthodique et systématique de la diffusion*. CDLP, [*ca* 1936], p. 5-6.

142. Analyse de 1550 bons de commandes, reçus par le CDLP de janvier 1935 à octobre 1937, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

143. *Monde* disparaît en octobre 1935.

144. G. Bensan. « Sur la diffusion du Livre et de la presse ». *Cahiers du Bolchevisme*, 1er mai 1934, nº 9, p. 571-574 ; - Lettre aux Éditions France Afrique (Alger), 3 février 36, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

145. Lettre du CDLP à Bensimon, 25 novembre 1935, Fonds CDLP, AD Seine-St-Denis.

et son lièvre enchanté de Lisa Tetzner (1936), le livre hommage *Barbusse, écrivain et révolutionnaire* (1936), *Des ouvriers écrivent* (1934), *Torrent de fer* d'Alexandre Serafimovitch (1930), *Fils du Peuple* de M. Thorez (1937), *Histoire de la Révolution russe* (1937), la *Nouvelle Ronde*, *Je campe* et le *Roman de Renard* (1936) adapté par Léopold Chauveau[146]. Cette liste frappe d'une part par sa variété thématique (textes politiques, romans, histoire, biographies) et par l'importance prise par les livres pour enfants, qui doit être reliée à l'importance des enseignants dans la clientèle.

Le lectorat des maisons d'édition du PCF est donc large socialement, même s'il met en avant la classe moyenne, en tant que cliente des ESI ou chargée de la diffusion pour les organisations locales. Le lectorat socialement et culturellement modeste est néanmoins présent, bien que difficilement quantifiable, par le succès des brochures politiques élémentaires et aussi la vente des objets militants (insignes, photos, cartes postales…). Finalement, le Front populaire profiterait plus à l'édition politique « traditionnelle » (le Comité populaire de propagande) qu'aux éditions qui souhaitent avoir pignon sur rue. Ceci explique la sensibilité du BE et des ESI à la conjoncture : en publiant pour la classe moyenne, qui leur fera défaut à partir de 1937, ils ont pris le risque de se détourner du noyau dur du monde militant.

Lecture militante et divertissante : devoirs et droits du nouveau militant

Avec le Front populaire, la culture est désormais un patrimoine national, dont personne n'est exclu[147]. Mais, à partir du moment où des intellectuels, romanciers, journalistes, universitaires, viennent à lui, c'est l'ensemble de la production artistique et intellectuelle qui s'offre au jugement du PCF. De même, l'élargissement de ses adhérents et surtout de son électorat l'encourage *a priori* à intervenir dans de vastes domaines culturels. Le Parti communiste français défend désormais un droit à la culture[148]. Reste à en donner une définition.

Les bibliothèques ne sont pas un sujet phare du Front populaire, ce qui tranche avec l'activisme d'une minorité de bibliothécaires, qui milite depuis la Grande Guerre pour la modernisation des bibliothèques publiques (bâtiment adapté, collections récentes, accès direct au livre dit « libre accès ») et l'institution de la lecture comme service publique. L'Association des bibliothécaires de France (ABF) porte ce débat à partir des années vingt auprès de l'État, des élus, nationaux et locaux, et des intellectuels. Les

146. Analyse de 354 bons de commandes reçus par les ESI, de novembre 1936 à février 1938, Fonds ESI, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
147. E. Ritaine. *Les Stratèges de la culture*. Presses de la FNSP, 1983, p. 46.
148. *Op. cit.*, p. 56.

chiffres manquent pour rendre compte de la situation des bibliothèques en France, mais tous les acteurs et témoins de l'époque en soulignent l'archaïsme et la pauvreté. La difficulté d'en dresser un état plus ou moins précis s'explique par la variété des statuts : ils peuvent être publics ou privés. Les bibliothèques publiques peuvent être municipales, à visée d'érudition, ou scolaires. Les bibliothèques privées dites « populaires » sont gérées par des groupements religieux, des associations laïques, des patronages, des syndicats, accessibles à tous ou à un public restreint… Les bibliothèques, publiques ou populaires, peuvent être organisées par des bénévoles ou (plus rarement) des salariés, le prêt peut être autorisé ou non, payant ou gratuit… Autant de cas de figures, autant de situations, qui, aux dires des témoins de l'époque, ne répondent plus aux besoins de la population.

Or, la bibliothèque n'est pas un sujet de préoccupation politique pour les édiles, et parmi eux, les élus communistes n'ont pas une politique uniforme en la matière. La bibliothèque municipale de Saint-Denis, considérée comme une des plus modernes de la région, dispose d'un budget trente fois supérieur à celle d'Ivry entre 1935 et 1937[149]. En 1937, à Montreuil, municipalité communiste, se trouve la bibliothèque la plus moderne du département[150]. Dans la Seine, quelques bibliothèques ouvrières sont fondées dans les années trente par le PCF, mais leurs collections sont peu importantes et leurs horaires d'ouverture peu commodes. Quant au financement, les élus communistes se trouvent dans le peloton de queue, derrière les socialistes et radicaux[151], alors qu'ils sont plus en pointe dans d'autres domaines. Si on peut parler d'un « municipalisme communiste » dans le domaine du logement ou de l'hygiène, ce qui a trait à la culture et surtout à la lecture dépend très probablement de la personnalité des édiles et de l'histoire de la commune[152]. Pourtant, le mouvement ouvrier français s'est montré sensible à la question des lectures populaires depuis ses origines. À partir de 1930, les syndicats, et en particulier la CGT[153], s'allient avec les associations de bibliothécaires pour étudier l'organisation de cette lecture, en particulier l'Association pour le développement de la lecture publique (ADLP), fondée en 1936. Le Centre confédéral d'éducation ouvrière de la CGT crée en 1937 une école de bibliothécaires. Or, face à cet engagement, le Parti communiste fait triste figure, tout comme les autres organisations politiques.

Ces élus, les communistes comme les autres, considèrent en effet que la lecture doit être prise en charge par des actions de type privées : les munici-

149. J.-P. Brunet. *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la Rouge, 1890-1939.* Éditions Cujas, 1981, 252 p.

150. S. Rab. *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939). Op. cit.*, p. 360.

151. *Op. cit.*, p. 360.

152. E. Bellanger. « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine ». *Des communistes en France, années 1920-années 1960*. Publications de la Sorbonne, 2002, 525 p. 293-317.

153. N. Richter. *La Lecture et ses institutions, 1919-1989*. Plein Chant, 1989, p. 113.

palités et l'État ne doivent y avoir qu'un rôle second. Les bibliothèques dites « populaires » par la variété de leur statut sont en effet une *solution commode* : elles peuvent être créées par n'importe quelle organisation et à la limite dans n'importe quelle condition, sans que cela coûte un centime à la collectivité. Elles correspondent également à une vision de la culture, qui est forcément une culture de classe, fut-elle nationale[154].

Si la lecture, comme pratique ou absence de pratique, dans les milieux populaires, intéresse peu, en revanche c'est en nombre que l'on trouve des déclarations contre les romans populaires. Il faut plus que jamais lutter contre cet attrait des ouvriers pour « le mirage de paradis imaginaires », qui est en fait « la voie de l'oubli et de la capitulation[155] ». Un « grand écrivain » peut être aussi un « ennemi du peuple[156] ». Le haro contre la littérature divertissante est général. M. Thorez déclare lors du congrès national en 1936 : « Les mauvais romans policiers et les livres pornographiques le disputent aux niaiseries[157]. »

Certains classiques échappent à la critique comme J. Vernes, J. Conrad ou D. Defoe, sauvés par une interprétation politique et sociale opportune. Malheureusement, déplore René Garmy, le roman d'aventure est depuis 1918 une littérature « de haine et de sang, marqué[e] du sceau de l'impérialisme[158] ». L. Guilloux s'en prend, lui, au roman-feuilleton et au « directeur du grand quotidien » qui, obéissant à un « préjugé » et à un « mépris les plus absolu du lecteur » estime qu'« il faut donner à la concierge un roman fait pour elle » : « Le feuilleton est un mauvais produit. On fait des lois pour nous garantir du bon pain. Il faudra que la nouvelle Chambre fasse des lois pour éliminer du marché cette marchandise empoisonnée[159]. » En revanche, si on s'attaque facilement aux genres et aux auteurs, les éditeurs sont rarement nommément attaqués.

À côté de cette condamnation sans appel de la littérature populaire produite par la bourgeoisie, il existe une position plus nuancée. Le fait que L. Guilloux ou R. Garmy sauvent, parfois, *in extremis*, des œuvres célèbres est la conséquence de trois constats : d'une part, ils ne peuvent condamner totalement la lecture dite de divertissement, c'est-à-dire le roman, puisque l'URSS en produit ; d'autre part, eux-mêmes en lisent ; enfin, politiquement, il n'est pas possible de rejeter entièrement les pratiques culturelles dites « petites bourgeoises » alors que la propagande du PCF cherche à toucher les classes moyennes. Une théorie est alors élaborée. De même

154. L. Guilloux. « Éditions d'État ? » *L'Humanité*, 14 septembre 1936, p. 8 ; - T. Rémy. « Le goût de la lecture ». *L'Humanité*, 21 août 1937, p. 8.
155. R. Garmy. « Romans d'évasion ». *L'Humanité*, 20 mai 1935, p. 4.
156. G. David. « Choisir ses lectures ». *L'Humanité*, 7 février 1937, p. 8.
157. Maurice Thorez. *VIIIe Congrès national du PCF. Lyon – Villeurbanne, 22-25 juin 1936*. Comité populaire de propagande, 1936, p. 98.
158. R. Garmy. « Romans d'aventure ». *L'Humanité*, 1er juillet 1935, p. 4.
159. L. Guilloux. « Attaque au feuilleton ». *L'Humanité*, 7 juin 1936, p. 8.

que le roman aurait connu un âge d'or, avant sa corruption presque définitive par la bourgeoise au début au XXe siècle, le roman populaire aurait lui aussi une histoire mais totalement inverse. Au XIXe siècle, explique T. Rémy, « la bourgeoisie d'alors s'est alors servi du roman à la ligne […] pour empoisonner la jeunesse ouvrière ». Mais, avec la victoire du Front populaire, et le mouvement populaire qui le soutient, ce genre corrompu peut servir « la lutte, la conscience de classe, les sentiments de solidarité et de responsabilité qui animent la classe ouvrière ». Le roman populaire peut aider à « arracher de nouvelles couches d'ouvriers, de nouveaux milliers de travailleurs à l'emprise du conformisme qui cache sous des illusions les injustices d'une société à combattre[160] ». Ainsi, J. Fréville et R. Garmy sont présentés comme les acteurs du renouveau du « roman historique[161] ». En effet, jusqu'alors, ce genre « de Walter Scott à Maindron[162], en passant par Alexandre Dumas père, ne fait qu'évoquer les aventures et les exploits des monarques, des princesses et des chevaliers, il s'attache à la description brillante des classes privilégiées ». Ce qui n'empêche pas le quotidien *L'Humanité* d'utiliser largement les œuvres de Dumas pour son feuilleton… Néanmoins, grâce aux œuvres de R. Garmy et aux siennes, affirme J. Fréville, c'est désormais le peuple qui tient le premier rôle[163].

P. Nizan, de son côté, règle le cas du genre le plus récent et le plus dangereux, la littérature policière, dont le succès est symbolisé par la collection du « Masque » en 1927 (Librairie des Champs Elysées) ou la revue *Détective* en 1932 (Gallimard)[164]. Comme pour le roman d'aventure et le roman populaire, P. Nizan s'efforce de donner à ce genre une histoire et quelques lettres de noblesse, grâce à Edgar Poe et Conan Doyle. Il y a donc « une grande tradition littéraire du roman policier ». Puis vient le temps de la décadence : « Peu à peu l'inventeur des solutions rigoureuses a fait place au policier et à la police. Il s'est beaucoup moins agi de fournir aux lecteurs des satisfactions tirées d'un jeu intellectuel que de faire appel à ses plus bas mauvais instincts, au goût de la mort, du sang et de l'érotisme que de lui proposer un tableau idyllique du travail policier. Le roman policier est donc devenu une vaste entreprise de propagande en faveur de la police. » Rares sont ceux qui, comme Dashiel Hammett, sont capables d'utiliser le genre pour faire un « réquisitoire assez impitoyable qui enveloppe dans une même réprobation les fonctionnaires de la police officielle, les détectives privés et les criminels qu'ils poursuivent ». En France, ils sont peu nombreux à en faire de même : E. Sue, E. Gaboriau, G. Leroux et… G. Simenon et P. Véry[165].

160. T. Rémy. « Le roman populaire ». *L'Humanité*, 14 juin 1936, p. 8.
161. R. Garmy s'est en effet lancé dans ce genre (*Il était une mine*. ESI, 1936, 333 p. coll. Horizons). Il est suivi, quelques mois plus tard par J. Fréville avec *Pain de brique* (Flammarion, 1937, 249 p.) et *Port-Famine* (Flammarion, 1939, 261 p.).
162. Maurice Maindron (1857-1911) est un spécialiste du roman d'aventure à la Belle Époque.
163. J. Fréville. « Vers un renouveau du roman historique ». *L'Humanité*, 2 janvier 1937, p. 8.
164. F. Lhomeau. « Les débuts de la Série Noire ». *813*, 1995, n° 50-51, p. 5-17.
165. P. Nizan. « Décadence et renaissance du roman policier ». *L'Humanité*, 4 mai 1937, p. 7.

Le seul genre à ne bénéficier d'aucun salut, d'aucune rémission, est le roman sentimental. Cette littérature est qualifiée de « romans de "passion et de tendresse" pour primaires et enfants du peuple » : « Ces innombrables "divorcée le jour de son mariage" – à douze sous, ça ne vaut pas plus – et autres "deux fois mère et quatre fois vierge". » G. David voudrait procurer à ces ouvrières une littérature classique de qualité mais cache à peine son mépris à l'égard de ces lectrices, à la fois mineures politiques et culturelles[166].

Le PCF ne s'est pas contenté d'adoucir son discours sur le roman populaire, il a aussi songé à investir ce marché de masse. L. Moussinac, je le rappelle, a proposé en 1935 l'édition de « brochures dont des romans du type d'aventures et des romans dits "d'amour"[167] », afin d'« occuper pendant qu'il est temps encore et au moins en partie, la place que les éditions à grand tirage de romans policiers, de romans d'aventures criminelles ou amoureuses prennent parmi les lectures des masses populaires ». Finalement, le projet n'aboutit pas, mais prouve que le PCF perçoit la réalité du monde culturel dans tous ses aspects.

La littérature et la presse à destination de la jeunesse sont un sujet sur lequel tous les acteurs sociaux se rejoignent lorsqu'ils traitent des bonnes et mauvaises lectures. La position du PCF est défendue depuis 1933 par G. Sadoul, à qui est confiée la gestion du nouveau journal communiste pour enfants, *Mon Camarade*. Tout comme les éditeurs catholiques et les défenseurs de la nouvelle pédagogie, G. Sadoul mène sa croisade contre la mauvaise littérature. En 1933, il prévient les éducateurs (parents, enseignants) des dangers qui guettent les enfants, comme cette « presse à très grand tirage », « dirigée et contrôlée par la bourgeoisie », qui travaille à l'« obscurcissement de la conscience de classe » de l'enfance travailleuse, en diffusant une propagande chauvine, impérialiste et colonialiste. Les ennemis sont d'abord catholiques (les éditions la Bonne Presse en particulier), bourgeois (avec par exemple les éditions Offenstadt, qui publient entre autres les *Pieds Nickelés*), d'extrême-droite (*Benjamin)*[168]. À partir de 1936, G. Sadoul est obligé de revoir sa copie face aux changements politiques et culturels. Comme ses contemporains, il déplore l'état de l'édition pour enfants et la « décadence du genre[169] ». Il entame alors une nouvelle campagne contre la presse populaire pour enfants[170], d'autant que cette littérature est accessible dans « les merceries-papeteries qui sont les "centres culturels" des faubourgs ouvriers, des villages et des petites villes ».

166. G. David. « Des livres pour les ouvrières ». *L'Humanité*, 27 novembre 1937, p. 8.
167. Rapport confidentiel, 4 novembre 1935, 495/78/136, RGASPI.
168. « Les Organisations d'enfants. Volume 2 ». *Les Cahiers du contre-enseignement prolétarien*, septembre 1933, nº 14.
169. G. Sadoul. « Livres pour la jeunesse ». *L'Humanité*, 19 juillet 1936, p. 8.
170. G. Sadoul. « La Presse enfantine ». *Commune*, décembre 1936, nº 40, p. 488-496 ; - *Id.* « Parents, connaissez-vous les illustrés que lisent chaque semaine 3 millions d'enfants français ? La presse enfantine française, sa structure ». *L'Humanité*, 17 avril 1937, p. 8.

Elle est éditée par des éditeurs fascistes, bellicistes, des « agents d'Hitler et de Mussolini ». Ces interventions conduisent à l'édition d'une brochure, *Ce que lisent vos enfants* au BE en 1938[171]. Les ennemis d'hier sont traités avec plus de mansuétude : Offenstadt publie désormais « une presse neutre et commerciale » et la « main tendue » aux catholiques permet de s'allier à eux contre une presse immorale, fasciste et importée de l'étranger. Bien que réfugié en France, G. Sadoul n'hésite pas à assimiler C. Del Duca, qui publie le *journal de Mickey*, aux fascistes italiens. G. Sadoul déplore « la victoire des trusts étrangers contre les publications françaises[172] », qui diffusent « le banditisme, le fascisme, la guerre ». Outre son indéniable opportunisme politique, ce discours amène deux changements importants : comme pour les adultes, *il y a désormais une bonne littérature de divertissement* ; et les catholiques sont désormais des alliés dans la lutte contre le mauvais livre ou la mauvaise presse, ce qui facilitera des « alliances » ultérieures.

Légitimer le roman populaire, d'aventure et policier signifie-t-il que le militant communiste peut désormais se divertir à sa guise ? Loin s'en faut. La direction dresse une hiérarchie de ce qu'il convient de lire : d'abord *L'Humanité*, ensuite les *Cahiers du bolchevisme* et enfin, en dernier, « des brochures d'actualités, rapports et discours des dirigeants en particulier[173] ». Face à la croissance des effectifs, le Parti communiste est obligé d'étendre son système d'écoles élémentaires, de développer le principe de l'enseignement par correspondance, et d'apporter des aides à la lecture. Ainsi, le Secrétariat du PCF diffuse une circulaire à la fin de 1938 expliquant aux militants comment lire les brochures qui leur sont destinées. Il leur faut s'atteler à « la lecture du fascicule ; puis, […] lire et […] travailler sur les ouvrages recommandés au bas du fascicule », en prenant des notes.

Mais, à la fin des années trente, les militants ne sont plus obligés de lire exclusivement des manuels ou des ouvrages théoriques. Comme le démontrent les projets de collections comme « Voici la France », le PCF se soucie aussi de leur culture générale. De ce point de vue, *Fils du Peuple* est présenté comme un modèle de pratique de lecture militante : non seulement M. Thorez montre à quel point l'éducation et la lecture sont importantes mais donne des éléments sur « la formation de sa culture littéraire et générale[174] ». En 1938, la « culture générale » est inscrite dans la formation élémentaire des militants. Ils doivent lire « des classiques français ou de bons auteurs étrangers et régionaux », dont le choix n'est pas laissé

171. G. Sadoul. *Ce que lisent vos enfants : la presse enfantine en France, son histoire, son évolution, son influence*. BE, 1938, 56 p.
172. *Op. cit.*, p. 22.
173. Informations : Écoles communistes. Circulaire confidentielle sur l'organisation rationnelle de l'éducation des militants communistes, 12 novembre 1938. 20010216/11/172, CAC.
174. G. Sadoul. « *Fils du peuple* : les questions littéraires et culturelles dans le livre de Maurice Thorez ». *L'Humanité*, 27 novembre 1937, p. 8.

au hasard[175]. Mais l'enrichissement de cette culture générale a pour but d'« armer idéologiquement les communistes […] afin de les rendre aptes à défendre la politique du parti et répondre victorieusement aux attaques des adversaires du communisme et du front populaire[176] ». Il n'est pas question d'épanouissement personnel.

Il est toujours hors de question de laisser les militants choisir leur lecture à leur guise. En 1938, le livre de G. Friedmann, *De la Sainte Russie à l'URSS*, fait l'objet d'une campagne de censure intense et il est rappelé régulièrement que « les membres du Parti doivent donc en déconseiller la lecture[177] ». La campagne de diffusion de *L'Histoire du Parti communiste (bolchevique) d'URSS* illustre la peur du contresens politique, ce qui oblige à accompagner le livre de maints articles et guides de lecture. Grâce à la publication du *Petit Vocabulaire*, rien n'en empêche une « lecture personnelle[178] » !

Le discours du Parti communiste sur la lecture s'est complexifié. Accompagnant la politique et la stratégie du PCF, son discours s'élargit en s'adressant à des milieux sociaux différents. L'évolution de ce discours, vers une prise en compte des comportements réels des Français en matière de lecture se rapproche de celui de l'Église catholique, qui elle aussi devient moins exigeante pendant l'Entre-deux-guerres[179]. Dans les deux cas, c'est le résultat d'une stratégie de conquête de nouveaux milieux sociaux et d'une réaction au développement de la culture de masse qui voit, comme l'écrit M. Rébérioux, « l'entrée en scène de l'ouvrier comme consommateur culturel[180] ».

Comme l'appareil d'édition organisé en cercles concentriques, la lecture est protéiforme. Elle peut être classique, populaire, militante, selon celui qui parle et l'identité de son interlocuteur. Trait commun à ces trois discours, le modèle scolaire domine : il n'y a pas de lecture sans guide ni contrôle. La coexistence de ces trois discours entraîne bien évidemment des contradictions, la plus manifeste étant, dans un cas, la tolérance d'une littérature de divertissement et dans l'autre, le rejet de toute valorisation personnelle dans le cadre de la lecture militante. Enfin, ce discours plus « ouvert » sur les pratiques réelles de lecture des populations ne remet pas en cause la vision ouvriériste de la culture : il y a deux mondes, la culture bourgeoise et la culture prolétaire.

175. Informations : Écoles communistes. Circulaire confidentielle sur l'organisation rationnelle de l'éducation des militants communistes, 12 novembre 1938, 20010216/11/172, CAC.
176. « L'Étude de la philosophie matérialiste ». *La Vie du Parti*, 1re quinzaine de février 1938, no 2, p. 4.
177. *De la sainte Russie à l'URSS. La Vie du Parti*, août 1938, no 14-15, p. 2.
178. G. Cogniot. *Comité central du PCF (Ivry, 19-20 mai 1939)*, p. 1006-1035.
179. A.-M. Chartier et J. Hébrard. *Discours sur la lecture : 1880-2000*. BPI-Centre Pompidou–Fayard, 2000, p. 26-27.
180. M. Rebérioux. « Conscience ouvrière et culture ouvrière en France entre les deux guerres mondiales ». *Historiens et géographes*. Octobre 1995, no 350, p. 219-230.

L'enrichissement du discours et des positions du PCF s'explique par une sensibilité accrue à la réalité du marché économique de la presse et de l'édition. Pendant les années 1935-1936, le Parti communiste et ses éditeurs, L. Moussinac en tête, ont rêvé d'une conquête du marché du livre. Les résultats de la diffusion dans le réseau des librairies traditionnelles ont été très décevants. Le Parti communiste se heurte aux réalités économiques du marché du livre, au poids des éditions Gallimard, aux éditeurs populaires comme Fayard, Ferenczi ou Del Duca, à la domination de Hachette dans le réseau de diffusion. Autant d'obstacles qui l'empêchent d'atteindre les « masses » ou les classes moyennes comme le lectorat populaire, consommateurs de littérature populaire.

Les éditions du Parti communiste ont effectivement connu leur Front populaire. Le pouvoir politique est passé du Komintern à la direction du PCF, cette dernière reprenant les rênes des maisons d'édition après avoir écarté L. Cical. Mais il ne s'agit pas de laisser de l'autonomie à ces nouveaux cadres que sont les « éditeurs », L. Moussinac et R. Hilsum, bien qu'ils ne soient jamais désignés ainsi. Si leur compétence professionnelle est reconnue, leur sens de la discipline importe davantage. Le catalogue de ces maisons d'édition est la réalisation d'une double stratégie, la consolidation et l'extension de l'implantation dans les milieux populaires et la conquête des milieux intellectuels. Mais la première demeure prioritaire sur la seconde.

Troisième partie

1939-1944
LA GUERRE DE PAPIER

Le soutien des communistes français au pacte germano-soviétique rejette le PCF hors de la nation et fait de lui un mouvement politique paria. Ses effectifs, qui révélaient son état nouveau de parti populaire, s'effondrent pour tomber à quelques dizaines de milliers de militants. À la Libération, le Parti communiste redevient un parti de masse, qui a sa place dans la France nouvelle, sur un pied d'égalité avec anciens et nouveaux partis politiques de la IVe République. Comment les éditions du Parti communiste participent-elles à cet effondrement et cette renaissance ? Pendant la guerre, dans tous les camps, la propagande a été une arme essentielle, qu'il s'agisse de radio, de cinéma, d'affiches, de presse ou de livre. Bien que fortement concurrencé par d'autres médias, l'imprimé demeure un outil majeur de propagande. Et pour les communistes, il est aussi puissant et nécessaire que toute autre arme de combat.

Chapitre VI

1939-1941 : Sauvegarder le Parti

L'annonce de l'existence du pacte germano-soviétique, signé le 23 août 1939, entraîne l'interdiction de la presse communiste, puis le 26 septembre 1939 la dissolution du PCF. Les communistes entrent alors dans la clandestinité, ainsi que leur propagande, action vitale devenue politiquement et matériellement délicate.

1939-1940 : L'année sans livres

La « Drôle de guerre » place le PCF dans une situation inédite. Il se trouve acculé à la clandestinité *totale*. Même au plus fort de la répression à la fin des années vingt, seule une partie de son organisation était clandestine. Comment organiser la propagande politique dans ces circonstances, alors que la plupart des militants n'ont connu que l'action politique au grand jour ?

Pendant l'Entre-deux-guerres, le parlement français avait doté le pays d'une législation sur l'administration du pays en cas de guerre, touchant notamment aux libertés publiques[1], qui sert de socle législatif et réglementaire pendant la « Drôle de guerre ». Ainsi, dès 29 juillet 1939 est créé un commissariat général à l'Information, à qui est confiée, par décret du 27 août, la censure préventive de la presse et de la radio. Le décret du 24 août 1939 sur les publications autorise les préfets à effectuer des saisies administratives et le ministère de l'Intérieur à suspendre toute publication[2]. Le 20 septembre 1939, le préfet de la Seine arrête : « Toute découverte de tracts à caractère communiste sur le territoire d'une commune entraînera l'internement administratif immédiat d'un ou plusieurs militants notoirement connus résidant sur le territoire de cette commune sans préjudice des poursuites judiciaires[3]. » Avec le décret-loi du 26 septembre 1939, le

1. G. Rossi-Landi. *La Drôle de guerre : la vie politique en France, 2 septembre 1939-10 mai 1940*. A. Colin–Fondation nationale des Sciences politiques, 1971, p. 85.
2. P. Amaury. *De l'information à la propagande d'État : les deux premières expériences d'un « ministère de l'information » en France*. LGDJ, 1969, p. 617-647.
3. D. Peschanski. « La répression anticommuniste dans le département de la Seine (1940-1942) ». *Vichy, 1940-1944 : Archives de guerre d'Angelo Tasca*. Milan/Paris : Feltrinelli/CNRS, 1986, p. 111-137.

PCF est dissous. Dans son premier article, est « interdite […] toute activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre émanant ou relevant de la Troisième Internationale communiste ou d'organismes contrôlés en fait par cette Troisième Internationale ». L'interdiction concerne « la publication, la circulation, la distribution, l'offre au public, la mise en vente des écrits périodiques ou non, des dessins et d'une façon générale de tout matériel de diffusion tendant à propager les mots d'ordre de la Troisième Internationale ». Les infractions sont passibles de 1 à 5 ans d'emprisonnement et jusqu'à 5 000 francs d'amende[4]. Le 18 novembre, le gouvernement autorise, sur simple décision préfectorale, l'internement des individus soupçonnés d'être dangereux pour la défense nationale.

Dès avant la promulgation de ces textes, *L'Humanité* et *Ce Soir* sont saisis le 25 août 1939, puis en vertu du décret du 26 août, la suspension des titres menaçant l'ordre public est prononcée. La répression gouvernementale comporte un deuxième volet : celui des séquestres. Le 22 novembre 1939, la première chambre du tribunal civil de la Seine nomme Moulin administrateur judiciaire, séquestre-liquidateur des biens du PCF dans le département. Le 8 septembre 1940, une loi organise la liquidation des biens du PCF et des groupements assimilés au profit de l'Assistance publique à Paris et des bureaux de bienfaisance en province[5]. Le 18 novembre, les administrateurs Moulin et Gervais sont chargés du sort de 149 sociétés (entreprises et associations) de la région parisienne[6]. Quantité de journaux, associations politiques, culturelles ou sociales, français ou étrangers, entreprises, syndicats, sont mis sous séquestre dans toute la France, comme Radio-Liberté, l'Association des Maisons de la culture, la Fédération du papier-carton[7]… Les journaux sont les principales organisations touchées. On notifie l'interdiction de paraître le 27 septembre 1939 à *L'Humanité*, *Ce Soir*, *Mon Camarade*, *Regards*, *Russie d'aujourd'hui*, aux *Cahiers du bolchevisme*, à la *Correspondance internationale*, l'*Internationale communiste* ; le 11 octobre à *Clarté* et *Commune*[8].

Le 27 septembre 1939, le CDLP est dissous[9]. La saisie comporte treize machines à écrire, des meubles, des films, et environ 2 700 volumes[10]. Au début du mois d'octobre, huit perquisitions ont été effectuées dans des librairies, où, annonce le préfet de police, « a été saisi un très important matériel de propagande communiste[11] ». Le 29 septembre 1939, une

4. *Journal officiel*, 27 septembre 1939, p. 11770.
5. Lettre du ministre d'État à l'Intérieur au directeur général de l'enregistrement, 23 octobre 1940, B 48 753, CAF.
6. Liste sur les dissolutions par dates, notifiées par la Préfecture de police (décret du 26 septembre). 20010216/34/830, CAC.
7. Liste des organisations dissoutes, 20010216/34/829, CAC.
8. *Ibid.*
9. Le PCF depuis sa dissolution, 15 décembre 1939, 19960325/4, CAC.
10. Listes et rapports sur les groupements et associations d'obédience communistes dissous en 1939, s. d., Ba 1928, Arch. PPo.
11. Lettre du préfet de police de Paris au ministre de l'Intérieur, 4 octobre 1939. 20010216/34/829, CAC.

saisie des ESI est effectuée[12], en présence d'un vendeur, Prouvost, et de L. Moussinac – R. Hilsum, mobilisé, est alors absent de Paris. L'opération requiert une « vingtaine d'inspecteurs ». Dix tonnes de livres sont emportées[13]. La police perquisitionne le BE le 2 octobre[14]. Cette première vague de saisies se termine tardivement, le 22 février 1940, par la perquisition aux éditions musicales Chant du Monde[15]. Parmi les livres, brochures, périodiques, tracts, saisis par la police, il est décidé de prélever un exemplaire de chaque titre et de détruire le reste. Le 24 octobre 1939, 21 tonnes de documents ont été pilonnées et transformées en pâte à papier[16]. Le PCF, désormais clandestin, doit non seulement défendre sa position politique auprès de la population mais trouver les moyens matériels de la faire connaître…

La direction du PCF est dispersée. E. Fried est depuis la fin du mois d'août à Bruxelles, où il est rejoint en octobre par J. Duclos et M. Tréand. A. Marty, membre du Comité exécutif de l'IC, est à Moscou. M. Thorez et R. Guyot sont mobilisés. M. Thorez déserte et rejoint Bruxelles le 4 octobre avant de se réfugier à Moscou le 7 novembre. Benoît Frachon reste à Paris. Les liaisons avec le Komintern s'effectuent par Bruxelles et Amsterdam.

En novembre 1939, la police française retrouve un compte rendu d'une séance du Secrétariat du PCF du 31 octobre 1939, où est « résolu d'aider directement les partis communistes intéressés en mettant à leur disposition le matériel de propagande dont ils auront besoin » et « décidé d'imprimer en masse la littérature révolutionnaire nécessaire (tracts, papillons et brochures) en Hollande et en Belgique » ; « Le Bureau du Komintern [OMS] à Amsterdam est spécialement chargé de cette tâche » mais on envisage également le soutien des communistes suédois, à Stockholm. Il s'agit d'utiliser les infrastructures préexistantes : les Éditions Pegasus à Amsterdam, l'Imprimerie Aurora à Anvers, les éditions Arbetarkultur Forlag à Stockholm[17]. La Suisse a peut-être constitué un centre de propagande[18]. D'après un document du 25 mars 1940, le Komintern organise le financement des éditions en Europe occidentale en assurant un soutien matériel aux organisations se trouvant en Hollande, Angleterre, Belgique

12. Délégation judiciaire. 20 mars 1940. Ba 2445, Arch. PPo.
13. Lettre du commissaire principal (Délégation judiciaire) au directeur de la Police judiciaire, 1er décembre 1939, Ba 2445, Arch. PPo.
14. Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur, 14 mars 1940. F7 14 809, CARAN.
15. Rapport du commissaire principal à la direction de la Police judiciaire, 22 février 1940. Ba 2445, Arch. PPo.
16. Lettre du directeur adjoint de la Police judiciaire à l'administrateur provisoire, 24 octobre 1939. Ba 2445, Arch. PPo.
17. Note : consignes données par le Komintern aux partis communistes d'Europe et d'Amérique ; préparatifs pour une diffusion massive de littérature révolutionnaire, Paris, 13 novembre 1939, 20010216/6/78, CAC. Voir également : Note : Paris ; 13 novembre 1939. Consignes données par le Komintern aux partis communistes d'Europe et d'Amérique, 1267, MAE.
18. Rapport de la direction de la Police judiciaire au commissaire divisionnaire, inspection générale des services, 9 novembre 1939, 20010216/6/78, CAC.

et Suisse. Une partie de ce budget, et non des moindres (41 %) est destinée à « l'édition illégale des publications en allemand et français en Hollande et Belgique[19] ».

Les autorités françaises soupçonnent à raison la Belgique d'être le principal centre d'édition clandestine du Parti communiste français[20]. Le Parti communiste belge n'est pas encore menacé par son gouvernement, même si ses publications sont particulièrement surveillées. Les établissements qui peuvent prêter main-forte aux communistes français sont le Centre de diffusion du livre (CDL) et les éditions Germinal[21], qui éditent la revue belge *Le Monde,* qui remplace *Correspondance internationale*[22], et l'*Internationale communiste*[23]. José Gotovitch estime qu'avec l'arrivée d'une partie de la direction du PCF, Bruxelles devient le centre des « éditions francophones de l'IC ». Par la suite, l'attitude du gouvernement belge vis-à-vis du PCB se durcit obligeant les communistes à mettre en place une organisation clandestine. Elle devient efficace au printemps 1940, lorsqu'ont lieu en avril les premières arrestations qui ralentissent le rythme des publications[24]. J. Duclos, déjà responsable de l'Agit-prop avant-guerre, s'occupe prioritairement de la propagande[25]. En novembre 1939, la police française arrête un militant belge, Félix Coenen[26], soupçonné d'assurer la liaison entre les partis communistes belge, français et hollandais[27]. Il est aidé par l'avocat Jean Fonteyne, qui avait travaillé pour l'ambassade soviétique et France-Navigation[28]. Le PCF avait fait appel à ce dernier pour assurer la défense des députés communistes français jugés en mars 1940. Ses multiples déplacements transfrontaliers aident à la diffusion des publications fabriquées en Belgique[29]. Le principal responsable des éditions clandestines d'Europe occidentale est Daan Goulooze, membre du Parti communiste hollandais, qui travaille directement avec Rudolf Appelt, directeur du Service d'éditions de l'Internationale depuis 1938[30]. Quant à J. Wertheim, il est interné en France, à Montargis, jusqu'au 10 janvier 1940 où il est libéré[31]. Il sera arrêté et déporté par les Allemands, tout comme

19. *Moscou – Paris – Berlin : télégrammes chiffrés du Komintern, 1939-1941*. Tallandier, 2003, p. 181-182.
20. Le PCF depuis sa dissolution, 15 décembre 1939, 19960325/4, CAC.
21. Rapport de la direction de la Police judiciaire au commissaire divisionnaire, inspection générale des services, 9 novembre 1939, 20010216/6/78, CAC.
22. S. Courtois. *Le Parti communiste français dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline*. Ramsay, 1980. p. 51.
23. J. Gotovitch. *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la résistance en Belgique*. Bruxelles : Labor, 1992, p. 63.
24. *Op. cit.*, 1992, p. 69-74.
25. R. Bourderon. *La Négociation. Été 1940 : crise au PCF*. Syllepses, 2001, p. 21.
26. J. Gotovitch. *Op. cit.*, p. 63.
27. Rapport de la direction de la Police judiciaire au commissaire divisionnaire, inspection générale des services, 9 novembre 1939, 20010216/6/78, CAC.
28. *Moscou – Paris – Berlin*. *Op. cit.*, p. 374.
29. J. Gotovitch. *Op. cit.*, p. 25, 45, et 63-64.
30. *Op. cit.* p. 233.
31. Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur, 14 mars 1940. F^{7} 14809, CARAN.

D. Goulooze en 1943 qui, seul, en réchappe[32]. Le réseau des maisons d'édition de l'Internationale s'adapte aux événements. La propagande est la seule action à mener, à la fois pour préserver la cohésion politique des sections du Komintern et tenter de convaincre les populations du bien-fondé de la position des communistes dans l'abandon de la ligne antifasciste au profit exclusif d'une ligne anti-impérialiste.

En région parisienne, le 26 octobre, paraissent les premiers numéros de *L'Humanité* clandestine ; le 1er décembre c'est L'*Avant-Garde* qui reparaît. Pendant l'hiver 1939, la police française saisit huit ballots d'imprimés, dont *L'Humanité*, à Roubaix[33]. En janvier 1940, un numéro de 68 pages des *Cahiers du bolchevisme* est imprimé. Pour la police, cette édition n'a pu se faire qu'en Belgique ou dans les pays d'Europe du Nord[34]. Néanmoins, d'août à octobre 1939, l'organisation de la propagande a été aussi le fait d'individus ou de petits groupes isolés, qui œuvrent localement[35]. En région parisienne, des centres de productions ronéotypées se sont concentrés dans la banlieue est[36]. Les documents sont manuscrits[37], dactylographiés ou ronéotypés : il suffit d'avoir une machine à écrire et des stencils, matériel courant avant-guerre, utilisé dans les bureaux et comme méthode d'édition d'appoint.

Au milieu du mois de septembre 1939, lors d'une réunion entre E. Fried, B. Frachon, J. Duclos et G. Cerreti à Lille, il a été décidé de relancer la propagande du PCF, en particulier l'édition illégale de *L'Humanité* en France même[38]. Début octobre, B. Frachon, rentré à Paris, s'attelle la mise en place d'un appareil de propagande clandestin[39] : « À la période actuelle, c'est la question de propagande et de clarification de notre position qui est essentielle », écrit-il au Secrétariat du PCF le 3 décembre 1939[40]. Il faut expliquer sans relâche la politique du Parti aux communistes eux-mêmes et aux masses et appuyer les revendications sociales de la population[41]. Le 6 novembre 1939, la direction du PCF a diffusé un tract qui demande aux militants d'éditer, avec différents procédés, tracts et papillons[42]. Mais rééditer *L'Humanité* est la priorité. B. Frachon confie d'abord à Victor Michaut, ancien rédacteur politique du journal puis à Paul Maertens, ouvrier papetier, la responsabi-

32. P. Broué. *Op. cit.*, p. 1007.
33. Le PCF depuis sa dissolution, 15 décembre 1939, 19960325/4, CAC.
34. Information : Activité de l'Internationale communiste, 16 mars 1940, Ba RG 55 Carton 9, Arch. PPo.
35. Activité actuelle du Parti communiste, 5 octobre 1939. 20010216/2/45, CAC.
36. 8 novembre 39. Ba RG 55 Carton 7, Arch. PPo.
37. Information : Activité des militants de l'ex Parti communiste, 11 octobre 1939, Ba RG 55 Carton 9, Arch. PPo.
38. S. Courtois et A. Kriegel. *Eugen Fried. Le grand secret du PCF.* Le Seuil, 1997, p. 331-332.
39. S. Courtois. *Le Parti communiste français dans la guerre. Op. cit.,* p. 77.
40. P. Buton. « Le Parti, la guerre et la révolution, 1939-1940 ». *Communisme*, nº 32-34, 1993, p. 41-67.
41. 19960325/4, CAC.
42. Information : Activité des éléments communistes, 6 novembre 1939, Ba RG 55 Carton 9, Arch. PPo.

lité de sa rédaction. En novembre, ce travail est finalement confié à Pierre Villon, d'abord avec Lucien Sampaix (ancien secrétaire général du quotidien), puis seul, jusqu'en octobre 1940.

Parallèlement, la direction demande à Georges Ternet d'organiser un réseau d'imprimeries clandestines[43]. Ternet, pseudonyme de Georges Liebherr, a été administrateur de *L'Humanité* de 1939 jusqu'à sa saisie. Il doit trouver du papier et du matériel (imprimeries et ronéotypes) avec pour objectif surtout de constituer une véritable imprimerie typographique, ce qui permettrait de se passer de l'aide belge. Il y eut des tentatives du même ordre depuis août, mais fruit de volontés isolées, sans lien direct avec une direction elle-même éclatée. Ainsi, François Le Marrec, gérant de l'imprimerie de l'Union des syndicats, avait organisé l'impression typographique de documents de propagande, jusqu'à la perquisition du 15 octobre 1939[44]. Mais, en matière d'imprimeries typographiques, seule technique capable de produire des documents en grande quantité, l'activité est très limitée. Ce recours aux techniques plus rudimentaires s'explique d'abord par le fait que l'impression typographique nécessite des moyens matériels importants et complexes à réunir et que les autres techniques présentent l'avantage de la discrétion et de la souplesse, même si la productivité est moindre et donne *de facto* aux militants une certaine liberté dans la rédaction[45]. En 1939-1940, *L'Humanité* paraît surtout sous forme ronéotypée, reproduite au total de 120 000 à 150 000 exemplaires[46]. 49 numéros sont édités jusqu'au 24 mai, dont 4 imprimés[47].

Outre les obstacles techniques et matériels, le Parti communiste est rapidement confronté à une autre difficulté, organiser la diffusion. Du 24 août au 2 septembre 1939, la police parisienne a arrêté 135 personnes pour distribution de tracts, et 191 entre 3 septembre au 23 octobre[48]. La question de la sécurité devient essentielle. En février 1940, une circulaire exige des militants la plus grande discipline : « Dès que le matériel est édité, il doit être réparti à chaque camarade par les responsables des groupes qui les diffuseront dans les boîtes à lettres, dans les escaliers des immeubles, sur

43. « Sur place, Bt [Benoit Frachon] a fait savoir qu'il escomptait faire imprimer partielle[ment]. » M. Thorez. « Notes inédites, novembre 1939 ». *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 1983, nº 14, p. 119-130.

44. Le procureur de la République au procureur général, 29 mai 1942. Dossier Le Marrec, 3360 A41, BB18 3340, CARAN ; - *L'Humanité clandestine, 1939-1944. Fac-similé*. Éditions sociales, 1975, p. 11 ; - P. Chauvet. *La Résistance chez les fils de Gutenberg dans la Deuxième Guerre mondiale. Témoignages*. À compte d'auteur, 1979, p. 92.

45. I. Poitte. *La Propagande clandestine du Parti communiste dans la banlieue nord de la région parisienne pendant l'Occupation (1940-1944).* Maîtrise d'histoire, dir. J. Girault : université Paris-XIII, 1998, p. 27-28.

46. *L'Humanité clandestine, 1939-1944. Fac-similé*. Éditions sociales, 1975, p. 11.

47. Conversation avec R. Belin, P. Darnar et A. Vassart. *Vichy, 1940-1944 : Archives de guerre d'Angelo Tasca*. Milan/Paris : Feltrinelli/CNRS, 1986, p. 340-341.

48. Activité des services de la préfecture de police en matière de répression des menées communistes et du défaitisme, 24 octobre 1939. 20010216/34/829, CAC.

la banquette des trains, partout, mais avant tout dans les entreprises[49]. » En raison des risques, les lieux publics sont un temps délaissés. Ces craintes sont fondées. Le 9 avril 1940, la politique anti-communiste du gouvernement se durcit encore avec le décret Sérol, qui menace de la peine de mort les personnes qui se seraient rendues coupables d'une action de démoralisation de l'armée ou de la nation[50].

Au début des hostilités, l'appareil éditorial du Parti communiste est inutilisable. P. Villon s'occupe désormais de *L'Humanité*. R. Hilsum est sous les drapeaux. Reste L. Moussinac, esseulé, qui est réduit à gérer ce qu'il reste des éditions, essayant de préserver en particulier les stocks qui ont survécu à la perquisition d'octobre[51].

Cette parenthèse s'achève au printemps. En avril, une seconde vague de répression désorganise le réseau de propagande clandestin. Le 5 avril 1940, la principale imprimerie clandestine du PCB est découverte par la police. Le 9 avril, l'armée allemande entre au Danemark et en Norvège. Les ESI, plongées pourtant dans la plus totale inactivité, sont soupçonnées par la préfecture de police d'abriter un centre de propagande[52] et à nouveau perquisitionnées et dissoutes par décret le 27 mars 1940[53]. Le 4 avril, le préfet de la Mayenne envoie des policiers perquisitionner l'imprimerie Floch, fournisseur des ESI. Le résultat des saisies est édifiant : 22 292 volumes, imprimés entre 1936 et 1938. La saisie concerne *la Fosse aux indiens* de J. Icaza Coronel, *Chants révolutionnaires*, *Pouchkine*, *Manière de blanc* de M. Arnaud[54]… La même opération est menée dans l'imprimerie Comte-Jacquet à Bar-le-Duc, dans laquelle L. Moussinac a reconnu que se trouvait « un dépôt de volumes interdits », tels *Les Trois Méchants Gros* de I. Olecha, *Hans et son lièvre* L. Tezner et *Le Serpent à plume* de R. Duchateau[55]… Leur dangerosité politique pose question… Les mesures répressives ne s'arrêtent pas là. L. Moussinac est arrêté le 22 avril 1940[56]. Incarcéré à la prison de la Santé, il est envoyé en juin 1940 au camp de Gurs puis à Périgueux. Il sera libéré en mai 1941. Le Syndicat des éditeurs achève à sa manière cette expulsion de la vie sociale : fin avril, il radie du syndicat L. Moussinac et le mois suivant R. Hilsum, coupables d'une conduite qui « n'est pas conforme à l'esprit de la Corporation[57] ».

49. L'activité des éléments clandestins de l'ex-parti communiste, 27 février 1940. 20010216/2/35, CAC.
50. D. Peschanski. *La France des camps : l'internement, 1938-1946*. Gallimard, 2002, p. 92. Albert Sérol est garde des Sceaux.
51. Dossier Moussinac, 19890474/5/2129, CAC ; - G. Sadoul. « Léon Moussinac, l'art et le cinéma ». *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, nº 9, 1er trimestre 1968, p. 73-76.
52. Fermeture d'une librairie communiste, [1940]. Ba 2445, Arch. PPo.
53. ESI, B 48 765, nº 307, CAF.
54. Lettre du préfet de la Mayenne à la Direction nationale de la Sûreté nationale, 8 avril 1940, F7 14809, CARAN.
55. Lettre du directeur de la Police judiciaire au directeur général de la Sûreté nationale, 29 mars 1940, F7 14809, CARAN.
56. Dossier Moussinac, 19890464/5/2129, CAC.
57. J.-Y. Mollier. *Édition, presse et pouvoir en France au XXe siècle*. Fayard, 2008, p. 58.

Avec l'arrivée des troupes allemandes à Paris le 14 juin 1940, les liaisons avec l'Internationale deviennent encore plus difficiles et le choc de la débâcle et l'exode font à nouveau éclater la direction du PCF à Paris. La ligne anti-impérialiste demeure mais les discours sur l'attitude à adopter face aux occupants allemands sont contradictoires.

Le 24 mai 1940, la publication de *L'Humanité* clandestine est interrompue. Le même jour, D. Goulooze, responsable des liaisons à Amsterdam, envoie un télégramme au Secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale : « Profiter légalement presse, parlementaires et travail d'édition[58]. » Le 15 juin, J. Duclos et M. Tréand, à Bruxelles depuis octobre, regagnent Paris. *L'Humanité* réapparaît clandestinement le 17 juin[59]. Le 18, la direction parisienne du PCF entame ses premières négociations avec l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz, pour obtenir la reparution légale du quotidien. Le jour même, la préfecture de police manifeste auprès des Allemands son opposition à la reparution du journal[60]. La même démarche est adoptée pour faire reparaître *Ce Soir*. Le 22 juin 1940, le Komintern élabore une circulaire qui encourage la reparution de *L'Humanité* mais sans se compromettre avec les Allemands[61]. Le texte parvient trop tard à Paris. À la mi-juillet, les Allemands n'ont toujours pas donné les autorisations attendues par J. Duclos, M. Tréand, J. Catelas et Me R. Foissin. C'est alors que les contacts sont rétablis avec l'Internationale. Le 20 juillet 1940, M. Thorez et G. Dimitrov envoient une longue lettre où ils fixent la politique du PCF vis-à-vis de l'Occupant : ils condamnent fermement les contacts pris avec O. Abetz. La propagande doit se placer sur le terrain des revendications sociales et de la vie quotidienne de la population. Quant à la question d'une organisation strictement clandestine, ils ne tranchent pas : « Juste utiliser toutes possibilités légales, mais en renforçant organisations illégales[62]. » À Moscou, on essaie de prendre la mesure de ce qui se trame à Paris et de transmettre des directives, qui progressivement insistent sur la résistance à l'occupant. Le 5 août, l'Internationale exige que les communistes français à Paris mettent fin aux négociations, ce qui n'est accompli qu'à la fin du mois. Au 20 août, 19 100 exemplaires de journaux locaux ont été diffusés, et 14 700 exemplaires de *L'Humanité*[63]. Le 18 juillet, J. Duclos annonce que le PCF a fait imprimer l'« appel du 10 juillet[64] », connu sous le titre *Au peuple de France*, à 34 400 exemplaires, diffusé à partir de la fin août, après la fin des négociations avec Abetz[65].

58. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 227.
59. S. Courtois. *Le Parti communiste français dans la guerre. Op. cit.* p. 133.
60. Principales affaires traitées, s. d., Ba RG juin 1955 Carton 10, Arch. PPo.
61. M. Narinski. « Le Komintern et le Parti communiste français, 1939-1941 ». *Communisme*, 1993, nº 32-34, p. 11-40.
62. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 265-267
63. Organisation du PC en région parisienne, 20 août 1940, Ba Carton 7, Arch. PPo.
64. S. Courtois. « Un été 1940 : Les négociations entre le PCF et l'Occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste ». *Communisme*, 1993, nº 32-34, p. 85-112.
65. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 297. Le tract est signalé dans l'actuelle Seine Saint-Denis début septembre : J. Clesse et S. Zaidman. *La Résistance en Seine Saint-Denis.* Syros, 1994, p. 62.

La direction du PCF en France met donc plusieurs semaines à faire son deuil d'une action légale, qui reposait sur l'obligation sans cesse réitérée d'exploiter toutes les possibilités d'action[66]. Mais cette politique a un prix élevé : pendant cette période, plus de 200 militants sont arrêtés pour leur travail de diffusion de la presse communiste[67] ; la police découvre trois centres d'impression (ronéotypes) clandestins à Paris et se saisit de 20 000 exemplaires de la *Vie ouvrière* et de 10 000 tracts[68].

Cette tentation légaliste a également concerné les éditions. Le 30 juin 1940, J. Duclos qui informe la direction du Komintern sur l'avancée des négociations en vue d'une reparution légale de *L'Humanité* et de *Ce Soir*, fait la proposition suivante :

> « Nous allons essayer de faire rouvrir des ESI et nous allons essayer de savoir ce que sont devenus les stocks de livres de cette librairie car si notre littérature pouvait se diffuser maintenant après dix mois de privation, ce serait extrêmement utile pour nous[69]. »

Les événements empêchent la direction parisienne de dépasser le stade de l'intention.

Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France, aurait déclaré : « Je ne connais en France que trois puissances : la banque, les communistes et la *Nouvelle Revue française*[70]. » Les Allemands considéraient comme impératif la maîtrise des entreprises médiatiques, communistes et non communistes. Après avoir subi les perquisitions et saisies des autorités françaises, les sièges des éditions du PCF subissent celles des Allemands. Après avoir réquisitionné les Messageries Hachette le 30 juin 1940, les Allemands entrent le 1er juillet 1940 dans les bureaux du CDLP, au 25 rue d'Alsace, société déjà sous séquestre depuis octobre 1939. Ils y saisissent environ 500 volumes[71]. En août, comme d'autres maisons d'édition « bourgeoises » (Sorlot, Albin Michel, Kra…), les locaux des ESI et du BE sont investis et réquisitionnés[72]. Pourtant, les dirigeants communistes espèrent encore une possibilité de propagande légale. Le 8 août 1940, J. Duclos et M. Tréand

66. Voir par exemple les instructions que reçoit Charles Tillon *in* : C. Tillon. *On chantait rouge.* R. Laffont, 1977, p. 309.
67. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 283.
68. Principales affaires traitées, s. d., Ba RG juin 1955 carton 10, Arch. PPo.
69. Annexe. *Communisme*, 1993, nº 32-34, p. 113-127.
70. P. Vauthier [Maurice Noël]. « Une position est nettoyée ». *Les Cahiers de la Libération*, nº 1, septembre 1943, p. 36.
71. Notes. Ministère des finances, 25 février 1942. B 48 765, CAF.
72. P. Fouché. *L'Édition française sous l'Occupation*. Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-VII, 1987, p. 63 ; - Lettre du ministre secrétaire d'État à l'Intérieur au garde des Sceaux, 29 octobre 1943. 1320 W 151, Arch. de Paris. La plupart des immeubles occupés par le PCF et ses organisations sera utilisée par les Allemands pendant l'Occupation. Le sous-sol du siège des ESI, au 24 rue Racine, servit de lieu de torture par la Gestapo : C. Desprairies. *Paris dans la collaboration*. Le Seuil, 2009, p. 128.

annoncent à G. Dimitrov : « Le discours de Molotov[73] est publié légalement sans demande de permission en 35 milles exemplaires et on continue[74]. » Cette brochure de 8 pages paraît d'ailleurs avec une mention tout à fait singulière à la dernière page : « Discours du camarade Molotov édité illégalement par le Parti communiste français, l'Ambassade d'Allemagne ayant refusé l'autorisation de la faire imprimer légalement. »

La désorganisation du Parti communiste, l'éclatement géographique de sa direction et la répression policière contredit en partie l'image d'un parti rompu à la clandestinité. Par ailleurs, la question de la réédition des livres et brochures ne s'est posée que dans un deuxième temps, au début de 1940, lorsque l'infrastructure clandestine de la presse est à peu près solide et que la nécessité de maintenir la cohésion idéologique du Parti communiste s'impose.

1940-1941 : Le Parti communiste français, premier éditeur clandestin

La saisie et mise sous séquestre du BE, des ESI et du CDLP n'ont pas provoqué d'émotion dans la profession. Les éditions Payot, F. Nathan et A. Colin réclament à la police et aux administrateurs provisoires la restitution des stocks de livres en dépôts aux ESI, au CDLP et dans les autres librairies du Parti communiste[75]. De même, des imprimeurs s'organisent pour obtenir le paiement de leurs créances[76].

L'édition française est placée sous trois autorités : la Propaganda-Abteilung Franckreich, dépendant du commandement militaire, l'Ambassade d'Allemagne et le ministère de l'Information du gouvernement de Vichy. En zone libre, le décret du 27 août reste en vigueur. Les services de la censure, dépendant toujours de l'administration de l'Information, sont établis à Clermont-Ferrand. Un des axes de la politique allemande, dans l'édition comme ailleurs, est la prise de participation allemande dans les entreprises françaises, ce contrôle économique qui passe aussi par l'« aryanisation », comme celle des éditions Ferenczi, Nathan ou Calmann-Lévy. La politique antisémite vise à la fois les auteurs et les éditeurs : le 3 octobre 1940, les juifs sont exclus de toute profession culturelle ; le 2 juin 1941, ils sont expressément interdits de toute fonction dans « l'édition et l'impression d'ouvrages ». En mai 1940, le gouvernement Reynaud avait créé des groupements chargés de recenser les besoins en papier et d'organiser sa répartition. En mai 1941, le Comité d'organisation des industries, arts et commerce du livre gère tous

73. *Rapport du camarade Molotov, président du conseil des commissaires du peuple, à la VIIe session du Soviet Suprême de l'URSS*. PCF, 1940, 8 p.
74. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 283.
75. Lettre de M. Moulin à Nicolle, directeur de la Police judiciaire, 23 octobre 1939 ; Lettre des Éditions Payot, 30 octobre 1939 au commissaire de police de VIe arrondissement. Ba 2445, Arch. PPo.
76. Information. Créanciers de l'ex-Parti communiste, 18 octobre 1939, Ba RG 55 Carton 9, Arch. PPo.

les problèmes matériels, humains et *a fortiori* politiques, du petit relieur au grand diffuseur de livres. Une de ses tâches les plus importantes est de répartir le papier. Parallèlement, Vichy instaure une Commission de contrôle du papier d'édition par décret du 1er avril 1942. Le 27 avril, une ordonnance impose aux journaux, revues et maisons d'édition un accord de publication préalable, délivrée sous la forme d'un numéro d'autorisation. Comme pour la presse, la censure politique se double d'une censure indirecte par l'octroi de papier. Le contingent de papier disponible, déjà faible par rapport aux besoins, diminue pendant la guerre : de 960 tonnes en janvier 1942, il ne dépasse pas 100 tonnes à partir de mai 1943[77].

En matière de censure, les autorités d'occupation comme Vichy peuvent compter sur les éditeurs français. Le 28 septembre 1940, ces derniers prennent les devants et proposent aux autorités allemandes une convention de censure dans laquelle ils « ont pris l'engagement de ne rien publier qui puisse nuire au prestige et aux intérêts allemands[78] ». Ceci leur permet de travailler sans attendre, à charge pour eux de respecter les listes d'ouvrages interdits. En août 1940, les Allemands diffusent une première liste de livres, appelée « liste Bernhard », à retirer de la vente et de la consultation en général, qui comporte 143 titres. Sont visés expressément toute la littérature d'émigration de langue allemande, éditée en particulier par les Éditions du Carrefour, les Éditions du 10 mai et les éditions Prométhée. Les ouvrages édités par le PCF se résument à 2 références du catalogue des ESI : S. Erckner, *L'Allemagne, champ de manœuvre* édité en 1934 et Theodore Balk, *Race, mythe et vérité* édité en 1935. Ce n'est donc pas le communisme en tant que tel qui inquiète les nazis mais la propagande de l'opposition allemande. Cette première liste entraîne la saisie et la destruction de 20 000 volumes. Une deuxième liste, appelée « liste Otto », corrigée grâce aux bonnes dispositions des éditeurs français, comporte 135 titres début octobre. Les livres dénoncés sont ceux qui « par leur esprit mensonger et tendancieux ont systématiquement empoisonné l'opinion publique française » et sont « jugés anti-allemands, des œuvres d'écrivains juifs et des livres anti-communistes [*sic*] ». 13 titres édités par le BE et les ESI s'y trouvent : tous parlent de l'Allemagne. En mars 1942, une troisième liste, appelée « deuxième liste Otto », vise surtout les auteurs juifs. Désormais, il est interdit de publier les œuvres de Marx. Seul un titre édité par le PCF y figure : *Par la révolution la paix*, de R. Rolland. Ces listes sont modifiées par la suite. À partir de mai 1943, les auteurs russes sont exclus de la vente. Par ailleurs, la première liste Otto a interdit parmi les livres de Marx « seulement » *Morceaux choisis* (Gallimard) et pour R. Luxembourg *Lettres à Kautsky* (PUF). Dans la deuxième liste, le seul titre de Lénine interdit est

77. P. Fouché. *L'Édition française sous l'Occupation*. Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-VII, 1987, *passim*.
78. Syndicat des éditeurs, « Note sur l'édition française », 6 décembre 1940, F60 532, CARAN.

Cahiers sur la dialectique d'Engels (Gallimard)[79]. Seuls 16 titres édités par le PCF sont interdits par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce résultat s'explique par les deux priorités des nazis : exclure les publications antinazies et les auteurs juifs de l'édition française. Les conditions d'élaboration de ces listes sont une autre cause. En effet, encore eut-il fallu que les Allemands aient eu les moyens d'effectuer un repérage soigné de la production française depuis 1921… Or, les rédacteurs de ces listes se sont référés aux stocks existants dans les maisons d'édition et chez les diffuseurs, alors que l'essentiel de la diffusion des éditions du PCF passe par le canal militant. Enfin, la police française a accompli un travail de destruction peut-être suffisant pour que les éditeurs français et les Allemands jugent inutile de mettre à l'index des livres pilonnés depuis plusieurs mois. En matière de destruction de la propagande communiste, les Allemands ne font qu'achever le labeur de la police parisienne, amplement accompli pendant la « Drôle de guerre ».

À l'automne 1940, la stratégie du Parti communiste, composé de quelques milliers de militants, consiste en la défense des prisonniers et la revendication sociale. Elle s'exprime au travers de la propagande seule. Mais il est désormais politiquement illusoire d'espérer faire publier officiellement des titres de presse et de livre. Les liens avec la Belgique demeurent encore importants. Jusqu'à la stabilisation de l'organisation clandestine du PCF, les relations avec le Service d'éditions de l'IC s'effectuent toujours par D. Goulooze, puis à partir de 1941, par E. Fried. En Belgique, les ouvrages publiés avant le 10 mai 1940 sont autorisés à la vente : « Toutes les rééditions passent donc pour des éditions datant d'avant le 10 mai, écrit-il à G. Dimitrov et R. Appelt. À la requête d'Yves [J. Duclos] envoyons en France 1 500 exemplaires de toutes les rééditions[80]. » Toutefois la Belgique n'est plus un sanctuaire. Comme en France, le 13 août 1940, le commandement militaire allemand interdit la diffusion des livres anti-allemands, et le 20 août est instaurée la censure préalable[81]. En septembre, le PCF veut se passer de la Belgique pour imprimer sa propagande. Le 27 septembre 1940, un pas est fait : « Sortons aujourd'hui *Huma* imprimée, notre diffusion va s'amplifiant[82]. »

En septembre 1940, la constitution d'un appareil technique était une priorité : « La multiplication des centres d'édition, la recherche de moyens plus perfectionnés (l'imprimerie) est une tâche primordiale, lit-on dans la *Vie du Parti*. S'efforcer de reproduire au maximum d'exemplaires les numéros de l'*Humanité* fournis à titre de modèle. Utiliser les moyens

79. P. Fouché. *L'Édition française sous l'Occupation*. *Op. cit.*, p. 287-305.
80. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 387.
81. M. B. Fincœur. « Le Monde de l'édition en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale : l'exemple des éditions de la Toison d'or ». *Leurs Occupations : l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur la littérature en Belgique*. Bruxelles : Textyles–CREHSGM, 1997, p. 21-60.
82. *Op. cit.*, p. 333.

d'expression les plus variés. » La propagande doit être à la fois « intense et voyante[83] » . Les « imprimeries » clandestines du PCF cachent des réalités très différentes, qui vont de la simple reproduction manuscrite à la « ronéo ». L'impression typographique demeure marginale, mais elle a un impact politique réel. Le recours à la typographie frappe les policiers, c'est la démonstration de la force (réelle ou fantasmée) du Parti communiste, comme le montre cet extrait de rapport : « Les derniers numéros de *L'Humanité*, imprimés, sont des petits chef-d'œuvres de typographie. Leur format s'est d'ailleurs accru et ils sont maintenant lisibles à l'œil nu[84]. »

Dès l'hiver 1939-1940 se dessine une organisation qui cumule le recours à plusieurs techniques. Antoine Legendre, responsable du réseau des ronéos à partir de 1940, explique le lien entre choix technique et stratégie politique :

> « Le procédé d'édition déterminait la forme d'organisation du travail illégal ronéo et imprimé. Ainsi, sur le champ de bataille de la presse où se menait une lutte politique et idéologique acharnée, le centre ronéo, c'était la cavalerie aux tirages rapides ; l'imprimerie, c'était le char lourd avec ses tirages de masse[85]. »

G. Willard de son côté décrit les centres ronéos comme « légers et mobiles », « plus nombreux » et qui « purent quadriller le terrain d'une façon plus fine », malgré une productivité au moins 100 fois inférieure à une machine typographique. Le Parti communiste aurait réussi à créer six « imprimeries » en région parisienne entre août 1940 et février 1941[86]. À ces deux techniques, s'en ajoutent d'autres, plus souples et plus artisanales encore : la reproduction dactylographiée, manuscrite ou encore celle de la pâte à polycopier[87]. Elles ont une portée strictement locale, mais ô combien indispensable lorsque la répression touche le centre politique ou frappe les liaisons. Signe de la vitalité de la propagande communiste clandestine pendant l'hiver 1940-1941, le 17 octobre, le préfet de la Seine prend un arrêté, repris dans les autres départements, qui interdit de vendre sans autorisation du papier pour duplicateurs, des machines à écrire, des duplicateurs de tous ordres et ensuite des stencils et de l'encre[88].

La direction clandestine du PCF ne laisse pas les militants libres du contenu des textes : elle édite un bulletin, *Notre propagande,* qui leur donne des modèles de texte à reproduire[89]. D'autres journaux, comme

83. *La Vie du Parti*, septembre 1940, nº 9, p. 7.
84. L'action communiste, 15 avril 1941. 300 W 47, AD Yvelines.
85. *L'Humanité clandestine, 1939-1944. Fac-similé*. Éditions sociales, 1975, p. 31.
86. G. Willard. L'Humanité. *La Presse clandestine, 1940-1944. Colloque d'Avignon, les 20-21 juin 1985*, 1986, p. 151-157.
87. Rapport hebdomadaire, 4 novembre 1940, Ba RG juin 1955 Carton nº 10, Arch. PPo.
88. Arrêtés préfectoraux, 300 W 49, AD Yvelines ; - Ba RG juin 1955 Carton 10, Arch. PPo.
89. Il a d'abord été édité fin 1940 sous forme de guide : Instruction secrète de la direction illégale du Parti communiste, [20 octobre 1940], F7 14974, Dossier 26000, CARAN. En mai 1940, il se

La Vie du Parti ou *L'Humanité,* diffusent les mots d'ordre à reprendre. Mais la répression, en détruisant les liaisons, empêche aussi les mots d'ordre d'être diffusés ou bien compris. La direction s'alarme : « À différentes reprises, les militants communistes chargés de l'organisation de la propagande clandestine, ont constaté que les tracts édités clandestinement […] étaient en totale contradiction […]. Les militants responsables ont pu se rendre compte qu'il s'agissait là du travail d'éléments de base, momentanément privés de directives, du fait de l'arrestation récente de leurs chefs immédiats et qui avaient tenu néanmoins à assurer le tirage des feuilles clandestines dont ils étaient habituellement chargés[90]. » Ces orientations se heurtent également au manque de papier et de stencils, qui devient un vrai obstacle à la propagande au premier trimestre 1941[91].

En octobre 1940, P. Villon, responsable de *L'Humanité* clandestine, est arrêté. Il est remplacé par Michel Feintuch, dit Jean Jérôme. Né en 1906, proche des milieux sionistes dans sa prime jeunesse, il a appris la comptabilité et devient vendeur en Pologne. Après plusieurs années d'activité syndicale, il adhère au Parti communiste vers 1924-1925. Face à la répression, il part pour la Belgique en 1926. Il milite alors dans la MOI (Main-d'Œuvre Immigrée). En 1929, il est expulsé de Belgique pour la France, où il continue son travail militant, notamment pour l'Internationale syndicale rouge. À partir de 1936, il est responsable de l'aide financière aux brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, sous le pseudonyme de Leblanc. Ses liaisons avec le PCF ne sont rétablies que pendant l'été 1940 et M. Tréand le charge d'organiser l'édition de matériel imprimé et ronéotypé avec Henri Janin, Raymond Dallidet et Georges Ternet[92].

Ils sont entourés d'autres militants. R. Hilsum a repris contact avec le Parti communiste après sa démobilisation. En septembre, il participe à l'édition de *L'Université libre* à la demande de P. Villon, jusqu'au printemps 1941. Sous le nom de Robert Mortier, il a travaillé au réseau des imprimeries clandestines à partir de février 1940. Le Parti communiste fait appel à un peintre, Roger Payen, né en 1913, qui, d'après la police, est le « responsable national technique, chargé de toute la partie concernant le matériel ». Au début de l'année 1941, l'ancien administrateur de *Regards*, Léon Kameney, dit « Noël », devient son adjoint[93]. Avec Jean Jérôme, ce dernier est chargé de coordonner les imprimeries de la région parisienne utilisées pour l'impression de *L'Humanité* clandestine. Antoine Legendre

transforme en périodique, sous le titre *Notre propagande, bulletin intérieur à l'usage des groupes*. Dans : P. et R. ROUX-FOUILLET, *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945).* Bibliothèque nationale, 1954, 293 p.

90. Informations. 4 avril 1941, Ba RG juin 1955, Carton 9, Arch. PPo.
91. L'action communiste, 3 février et 15 avril 1941, 300 W 47, AD Yvelines.
92. R. BOURDERON. *La Négociation. Été 1940 : crise au PCF.* Syllepses, 2001, p. 107-108.
93. Document, 8 mars 1943, Ba 2069, Arch. PPo. On trouve également son nom orthographié « Kamenney ». Léon Isaac Kamaney, né à Varsovie en 1905, est fourreur de profession.

est nommé responsable du réseau des ronéotypes et travaille sous l'autorité de Félix Cadras, secrétaire à l'organisation, qui coiffe la mise en place du réseau d'imprimeries au niveau national ou de la zone Nord[94].

C'est à cette époque que le Parti communiste recourt au service d'un imprimeur, Jacques London, né en 1910 à Kiev. Propriétaire de l'Imprimerie centrale commerciale, dans le IXe arrondissement, il avait travaillé pour le Parti communiste avant-guerre. C'est encore le cas de décembre à février 1941[95]. Il participe notamment avec les imprimeurs François Le Marrec, Roger Tirand et Rudolph Zeiler à l'édition de *L'Humanité* clandestine. D'octobre 1940 à juin 1941, date de sa découverte par la police parisienne, le PCF recourt à une autre « vraie » imprimerie : l'imprimerie Rotophot (Xe arrondissement), spécialisée dans l'édition de luxe, a mis ses machines au service du Parti communiste, avec une production évaluée à des centaines de milliers d'exemplaires de tracts par mois[96]. Cette imprimerie appartenait à un juif qui l'avait cédé à son chef d'atelier Arthur Bouchilloux. Ce dernier a été approché par un ouvrier du livre, ancien confrère de l'imprimerie Lang, militant communiste, Marcel Billon[97].

Le premier numéro de *L'Humanité* « zone Sud » paraît le 15 août 1940. Organiser un réseau d'impression clandestine en province s'avère plus complexe, à la fois pour des raisons techniques et politiques. La forte centralisation politique sur Paris rend l'autonomie régionale en matière de propagande délicate. Trouver des machines, de l'encre, du papier, tout y est plus compliqué. Ainsi, les débuts à Lyon sont fort modestes. Faute de liaisons régulières avec le « Centre », on se débrouille entre soi. Un militant lyonnais donne un témoignage très éclairant sur cette période : « À ce moment-là, notre action a été surtout une action de propagande. Tous les soirs on s'en allait avec la ronéo, chez l'un, chez l'autre. On éditait des tracts avec des moyens de fortune. Il fallait fabriquer des encres à roneo avec de la suie et de l'alcool à brûler. Le papier, il fallait se débrouiller, le voler ou le faire voler, ou l'acheter par des moyens détournés. La première résistance a commencé comme cela : informer. Au début, c'était même des textes tapés à la main[98]. »

Grâce en particulier à Joannès Chabert, les militants lyonnais se procurent deux machines à écrire à Vaise, et une ronéo à Villeurbanne et à la Guillotière. Pour le papier, ils en achètent individuellement par rame, mais pour la plus grande part ils dépendent entièrement des envois de Paris

94. Albert. Sur le SP, 2 mai 1941, Ba RG 55 Carton 7, Arch. PPo.
95. Jacques London, 19910695/3/4410, CAC ; - P. Chauvet. *La Résistance chez les fils de Gutenberg dans la Deuxième Guerre mondiale. Témoignages*. À compte d'auteur, 1979, p. 95-96.
96. Propagande communiste, 8 juin 1941, Ba RG 1955, carton 4 ; - Rapport hebdomadaire, 9 juin 1941, Ba RG juin 1955 Carton 10, Arch. PPo.
97. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 43. A. Bouchilloux a été déporté à Buchenvald.
98. H. R. Kedward. *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy : idées et motivations, 1940-1942.* Seyssel : Champ Vallon, 1989, p. 273-276. Témoignage de M. Pavoux, 2 juin 1969, Lyon.

pendant les premiers mois[99]. Après l'arrestation de J. Chabert, G. Ternet est envoyé à Lyon, probablement au début de 1941 pour reprendre cette organisation, avec l'aide d'un ouvrier linotypiste Léon Méric, jusqu'à leur arrestation en mars[100]. Les liaisons au sein de la zone Sud s'établissent progressivement, avec le rôle croissant d'un étudiant, Jacques Laurent, qui organise l'impression de journaux et de tracts, entre Vichy, Clermont-Ferrand et Grenoble, jusqu'à son arrestation en mai 1941[101]. La situation reste très inégale d'un lieu à l'autre. Ainsi, ce n'est qu'en mai 1941 que les responsables tourangeaux s'attellent à l'organisation de la propagande dans leur région[102]. Pour assurer le transport des matières premières (papier, encore, machines…) et la propagande imprimée, les cheminots ont joué un rôle important[103]. La propagande se développe même en prison, où les communistes organisent des cours[104].

Jusqu'en septembre 1940, il est impossible d'éditer en France la moindre brochure, puisqu'il faut pour cela posséder une imprimerie typographique. Bruxelles fut considérée pendant un temps comme un recours. C'est là qu'est édité le compte rendu du procès des 44 députés communistes français en mars 1940, publication décidée en avril et effective en septembre grâce à J. Fonteyne[105]. Pendant l'hiver 1940, lorsque le PCF dispose enfin de l'infrastructure indispensable, la question des éditions – donc des besoins en formation – est abordée. Certes, les *Cahiers du bolchevisme* ont continué de paraître, avec un numéro à la fin de l'année 1940 imprimé à 20 000 exemplaires, et un second pendant le 1er trimestre 1941[106]. Le Parti a essayé aussi de retrouver des stocks qui ont échappé à la police française et aux Allemands. J. Duclos, M. Tréand et B. Frachon annoncèrent fièrement à G. Dimitrov en octobre 1940 : « Nous avons trouvé dix mille exemplaires de l'*Histoire du parti bolchevik*, que nous diffusons[107]. » À partir de la fin de l'année 1940, le Parti communiste réussit à éditer 10 brochures et de janvier à juin 1941 une quinzaine environ. L'*Histoire du parti bolchevik* d'abord. Les stocks ayant été épuisés, le Parti réédite partiellement la brochure, découpée en chapitres en mars et avril 1941 : le chapitre IV, qui a été préala-

99. La réorganisation du Parti à Lyon (Colloque 1983), dact., PCF 4, Arch. 2, 98, MRN.
100. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 139-140 et 439-441. Les imprimeurs lyonnais sont Chêne, mort en déportation, et Percet père et fils, tous deux fusillés.
101. Vichy (Colloque 1983), dact., 13 p., PCF 4, Arch. 2, 98, MRN.
102. État de l'organisation, 26 mai 1941, Ba RG 1955 Carton 9, Arch. PPo.
103. I. Poitte. *La Propagande clandestine du Parti communiste dans la banlieue nord de la région parisienne pendant l'Occupation (1940-1944).* Maîtrise d'histoire, dir. J. Girault : université Paris-XIII, 1998, p. 35.
104. J. Vigreux. *Waldeck Rochet : une biographie politique*. *Op. cit.*, p. 118-119.
105. S. Courtois et A. Kriegel. *Op. cit.*, p. 346 ; Jean Fonteyne. *Le Procès des quarante quatre*. Anvers : Ragendoog, 1940, 231 p. ; F. Génevée. *Le PCF et la justice des origines aux années cinquante : organisation, conceptions, militants et avocats*. Thèse de doctorat d'histoire, dir. S. Wolikow. Dijon : université de Bourgogne, 2003, p. 298.
106. P. et R. Roux-Fouillet. État et renseignements pour l'édition de *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945).* Bibliothèque nationale, 1954.
107. *Moscou – Paris – Berlin. Op. cit.*, p. 334.

blement publié par les *Cahiers du bolchevisme*[108], les chapitres VI, VII[109] et XII[110]. Enfin, le Parti réédite des classiques de la littérature communiste : le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels en février, *Travail salarié et capital* en mars, *Salaires, prix et profits* en avril de Marx, *Des principes du léninisme* de Staline et *Socialisme utopique et socialisme scientifique* de Engels en avril, et en mai deux textes de Lénine, *L'État et la révolution* et *La Maladie infantile du communisme*. Cette liste illustre encore une fois la volonté du PCF de reconquérir et réaffirmer son identité politique. Le 11 octobre, M. Tréand, sous le pseudonyme de Simon, écrit que le Parti communiste a organisé l'impression de différents documents dont « une brochure pour les jeunesses sur Staline tirage 50 000 exemplaires », « 2 cours éducatifs faits par Politzer tirage 3 000 chacun ». Quant au « discours de Molotov », paru en août 1940[111], il « est encore réclamé tirage 100 000[112] ». Le lien entre édition et formation se confirme les mois suivants. « Nous devons accroître notre vigilance, écrit M. Tréand. Formation des cadres. Nos cours. Nos éditions. […] Pour répondre aux besoins des masses, publication d'un programme. Nous menons lutte idéologique[113]. » La priorité est donnée à la formation idéologique stricte, symbolisée par l'édition de la collection « La Doctrine communiste de Marx – Engels – Lénine – Staline, en six cours », qui commence à la fin de 1940[114]. En dépit de ces circonstances exceptionnelles, et même à cause d'elles, la direction du PCF expose à nouveau aux militants la bonne manière de lire et d'étudier. Deux études sont possibles, individuelle et collective. Individuellement, il faut étudier ces brochures « plume à la main », prendre des notes qu'il faudra cacher et donner son exemplaire à un autre camarade sitôt la lecture achevée. La lecture collective doit se faire au sein d'un groupe de trois personnes, ce qui permet le contrôle mutuel[115].

108. *Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Chapitre IV : Mencheviks et Bolcheviks pendant la période de la réaction Stolypienne. Les Bolcheviks se constituent en un parti marxiste indépendant (1908-1912).* [mars] 1941, in-16°, 41 p.
109. *Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Chapitre VI : le Parti bolchevik pendant la guerre impérialiste. La deuxième révolution russe (1914 à mars 1917). Chapitre VII : le Parti bolchevik prépare et accomplit la révolution socialiste d'octobre*. [avril] 1941, in-16°, 63 p.
110. *Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Chapitre XII : le Parti bolchevik en lutte pour achever la construction de la société socialiste. Application de la nouvelle constitution (1935-1937)*. 1941, in-16°, 32 p.
111. *Rapport du camarade Molotov, président du conseil des commissaires du peuple, à la VIIe session du Soviet Suprême de l'URSS*. PCF, 1940, 8 p.
112. Simon. Notes sur les moyens de propagation. 11 octobre 1940, IML 857, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
113. Simon. Rapport, 15 décembre 1940 ou 25 janvier 1941, IML 857, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
114. N° 1 : *Bases théoriques du communisme*. 1940, in-16°, 28 p. ; n° 2 : *Vers la réalisation du communisme*. 1940, in-16°, 35 p. ; n° 3 : *Vers la réalisation du communisme. Deux systèmes : capitalisme et socialisme*. 1940, in-16°, 48 p. ; n° 4 : *La IIe Internationale, sa dégénérescence et sa décomposition*. Mars 1941, in-16°, 48 p. ; n° 5 : *Vingt Ans de lutte pour le salut du peuple de France. Histoire du parti communiste français*. Mai 1941, in-8°, 84 p. ; n° 6 : *Que veulent les communistes ?* Février 1942, in-16°, 87 p.
115. *La Vie du Parti*, 1941, n° 2, p. 32-33.

Le Parti communiste n'abandonne pas la littérature d'agitation. À la même époque, il édite une collection « La Politique communiste » qui comporte 5 volumes entre décembre 1940 et mars 1941 et qui a la particularité d'être ronéotypée, d'où une pagination faible[116]. Elle expose aux militants et aux masses la position du Parti communiste vis-à-vis du conflit et des alliances en cours. L'impérialisme est l'ennemi, mais c'est dans le registre de la littérature d'agitation que l'on retrouve les bases d'une position pour une lutte en vue de l'indépendance nationale et contre le régime de Vichy[117]. Une des plus célèbres brochures publiées dans la clandestinité est *Révolution et contre-révolution au XXe siècle* de G. Politzer, imprimée en février 1941, avec pour sous-titre : *Réponse à Or et sang de M. Rosenberg*. Sa publication a été décidée en décembre 1940 ou janvier 1941 en des termes claires : « Nous menons lutte idéologique. Réponse à Rosenberg, théoricien de l'accrochage idéologique de la France à l'axe[118]. » D'après R. Bourderon, l'initiative aurait été prise par G. Politzer, qui a fait part à A. Dallidet en décembre 1940. G. Politzer est alors plongé dans la clandestinité, engagé dans la reprise de la politique du PCF à l'égard du milieu universitaire et travaille aussi à la rédaction de brochures de formation politique[119]. Son texte s'attaque aux théories racistes des Nazis, en prenant acte du discours d'un des idéologues du parti nazi, Rosenberg, prononcé à Paris en décembre 1940. Il s'inscrit dans la bataille de l'antifascisme, qui n'est pourtant plus la priorité du PCF, et donne la première démonstration depuis le début de la guerre d'une dénonciation de l'idéologie nazie, et non plus seulement de l'impérialisme. La brochure est imprimée en février 1941 à 10 000 exemplaires[120] ; le texte parait aussi en même temps dans une première version dans la revue clandestine qu'il anime, *La Pensée libre*[121] et republié ensuite dans les *Cahiers du bolchevisme* la même année[122].

La diffusion des brochures devient intense à partir de mars 1941. Formation idéologique des quelques milliers de militants qui subsistent, lutte contre l'impérialisme, dénonciation du nazisme : on passe du silence à un éventail relativement large de discours. Après une phase de torpeur, cette variété de textes illustre les différentes positions sur la lutte à mener, de

116. N° 1 : *La Politique de Montoire-sur-Loire*. Décembre 1940, in-32°, 8 p. ; n° 2 : *Il y a 18 ans, les communistes français luttaient contre l'Occupation de la Ruhr*. Février 1941, in-8°, 10 p. ; n° 3 : *L'Impérialisme américain et la guerre mondiale.* Mars 1941, in-32°, 10 p. ; N° 4 : *L'Extrême-Orient et la guerre mondiale*. Mars 1941, in-32°, 10 p. ; n° 5 : *Un an après la paix soviéto-finlandaise*. Mars 1941, in-32°, 10 p.

117. S. Courtois. *Le Parti communiste français dans la guerre. Op. cit.*, p. 162.

118. Rapport de Simon [Maurice Tréand], daté du 15 décembre 1940 (mais indiqué comme daté du 25 janvier 1941). IML, 857, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

119. G. Politzer a rédigé deux des six « cours » alors en cours de publication.

120. Ba 1936, Arch. PPo.

121. Rameau [Georges Politzer]. L'obscurantisme au XXe siècle, une réponse à la conférence d'Alfred Rosenberg à la Chambre des Députés en novembre 1940. *La Pensée libre*, février 1941, p. 32-51.

122. Ce que M. Rosenberg appelle : « La révolution et la pensée du XXe siècle ». *Cahiers du bolchevisme*, 2e et 3e trimestre 1941, p. 110-113.

la dénonciation de l'impérialisme et du régime de Vichy à la timide reprise du combat antifasciste.

Mais cette vitalité nouvelle de la propagande est à la mesure de la répression. En ce qui concerne les imprimeries clandestines parisiennes et de la petite couronne, la répression se fait en deux vagues : de juillet 1940 à janvier 1941, avec un pic en novembre-décembre 1940, période pendant laquelle 17 imprimeries et lieux de stockages sont découverts ; de mars à juillet 1941, où la police découvre 10 imprimeries et dépôts. Les effets de la répression sont temporaires et le PCF fait montre d'une capacité de réaction étonnante. La production du matériel de propagande ralentit pendant une semaine environ, puis reprend sous des formes élémentaires puis complexes. L'organisation communiste clandestine est désormais efficace, et le recours à des techniques de reproduction variées, rudimentaires ou élaborés, permet de surmonter la disparition temporaire des « centres » clandestins.

La deuxième vague de répression de l'hiver et printemps 1941 a des conséquences beaucoup plus importantes. De surcroît, en avril 1941, à la demande du ministère de l'Intérieur, les peines encourues pour propagande, selon les décrets de 1939 et 1940, sont alourdies[123]. L'imprimeur Jacques London échappe à une arrestation en février 1941 et se réfugie en zone Sud[124]. Le 12 février 1941, la police parisienne arrête Edmond Savenaud, responsable de la propagande clandestine dans la région parisienne[125]. Le 27 mars 1941, c'est le tour de Lucien Sampaix, responsable de la rédaction de *L'Humanité* clandestine. À la suite de l'arrestation d'André Bréchet (sous le nom d'Émile Courtois) le 28 juin 1941[126], cadre de la région parisienne, la police parisienne arrête 30 personnes qui travaillent pour la propagande, bien souvent des responsables de dépôts. Cette opération conduit à la saisie de 2 tonnes de papier et de 200 000 brochures[127]. En juin 1941, la police interrompt l'activité clandestine de l'imprimerie Rotophot[128]. 20 tonnes de papier sont saisies.

Les sources que j'ai exploitées donnent la part belle à Paris et sa région, mais il semble que Paris soit effectivement le centre de la propagande pour le Parti communiste clandestin. Selon un rapport du ministère de l'Intérieur d'avril 1941, de septembre 1940 à juin 1941, 34 « imprimeries » au sens large (typographiques et ronéos) sont découvertes en région parisienne. En province, il y en aurait moins de 10, Lyon et Marseille étant les deux centres les plus importants. Toutefois, ce déséquilibre n'empêche pas une répression également sévère en province[129]. Le 13 mars 1941, G. Ternet est arrêté,

123. Lettre du Garde des Sceaux au secrétaire d'État à l'Intérieur, 2 avril 1941, F^{7} 15277, CARAN.
124. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 95-96.
125. Note, 13 février 1941, Ba RG 1955, Carton 4, Arch. PPo.
126. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 78.
127. Note, 3 juillet 1941, 7 p. Ba 1920, Arch. PPo.
128. Note, 8 juin 1941, Ba RG 1955, Carton 4, Arch. PPo.
129. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Sûreté nationale, service de police criminelle. [Note], 3 avril 1941, Vichy, F^{7} 15277, CARAN.

condamné aux travaux forcés à perpétuité et incarcéré à la maison d'arrêt de Saint-Étienne dont il s'évade le 20 septembre 1942[130].

Ce rôle politique et technique central de Paris a de sérieuses conséquences sur la sécurité. Le 15 avril 1941, la situation est critique : l'organisation centrale de la propagande à Paris n'a plus de papier[131]. Par conséquent, la répression qui frappe la région parisienne, où sont concentrés les fournisseurs de matériels, touche la province qui ne bénéficie plus des envois de papier, d'encre, etc.[132]. La répression touche aussi les diffuseurs[133], et la direction du PCF s'inquiète des effets dès décembre 1940. Le préfet de la Seine décide, par un arrêté du 20 septembre 1940, que la découverte de tracts communistes sur le territoire d'une commune du département entraîne l'internement administratif de militants[134]. En octobre 1940, en Seine-et-Oise, la préfecture organise même la convocation des 331 militants notoirement connus pour les avertir « qu'ils seraient tenus pour responsables en cas de nouvelles distributions de tracts[135] ». Les premières consignes de sécurité du Parti communiste sont communiquées pendant l'hiver 1940-1941[136] et un mode d'emploi est imprimé en février[137]. Ces mesures sont à l'origine de la création à l'automne 1940 de l'Organisation spéciale, chargée de protéger les distributeurs de tracts[138].

De septembre 1940 à l'attaque allemande contre l'Union soviétique, le Parti communiste se raffermit tant sur le plan idéologique que sur celui de l'organisation. Ces conditions expliquent pourquoi les livres redeviennent des supports possibles pour la propagande. Les conditions techniques et la mise en place d'un réseau d'imprimeries typographiques sont des préalables à l'existence de ces éditions. La répression policière accompagne la création des éditions clandestines du Parti communiste mais ne parvient pas réellement à ralentir la propagande.

130. Ternet (Liebherr). 19890464/1/567, CAC.
131. Albert [Raoul Cadras]. Sur le SP, 2 mai 1941, Ba RG 55 Carton 7, Arch. PPo.
132. Rapport, 27 mai 1941, Ba 1918, Arch. PPo ; L'Action communiste, 15 avril 1941, 300 W 47, AD Yvelines.
133. Quelques conseils pour la diffusion. *Notre Propagande*, n° 1, mai 1941, f. 5.
134. D. Peschanski. « La répression anticommuniste dans le département de la Seine (1940-1942) ». *Op. cit*.
135. Cabinet de la préfecture de Seine-et-Oise, Rapport mensuel, octobre 1940, 1 W6, AD Yvelines.
136. Note. 6 décembre 1940, Ba RG 55 Carton 9, Arch. PPo.
137. *Comment se défendre ? Contre la provocation et le mouchardage, instrument de la répression*, février 1941, 26 p.
138. Quelques conseils au diffuseur de matériel et des mots d'ordre du Parti. *La Vie du Parti*, [1er trimestre] 1941, p. 50-52.

Chapitre VII

Le PCF, l'agit-prop et la lutte armée, juin 1941-août 1944

Il faut attendre le printemps 1941 pour que le PCF adopte une nouvelle stratégie : la lutte n'est plus seulement sociale et anti-vichyste, elle devient antinazie en renouant avec la politique antifasciste des années trente. Le discours patriotique est, quant à lui, symbolisé par la grève des mineurs du Nord en mai-juin 1941. La propagande imprimée du premier semestre 1941 avait retrouvé quelques accents antinazis, notamment par le texte de G. Politzer. Désormais, ils deviennent la norme.

L'appareil technique et éditorial au service de la lutte, 1941-1944

Le 12 août 1941, un commissaire de police fait part de son indignation au préfet de Seine-et-Oise : « Les communistes se paient même le luxe d'avoir des tracts illustrés, ne nécessitant pas moins de 9 clichés. Ils se livrent à une véritable débauche de papier, ce qui montre une très grande préparation, étant donné actuellement la pénurie de papier à ronéo et même du papier normal[1]. »

Malgré la vague de répression du printemps 1941, les moyens que consacre le Parti communiste à la propagande demeurent importants. En 1942, l'appareil technique dit « central » (fourniture de papier, impression, organisation de la diffusion) aurait occupé une quarantaine de personnes[2]. A. Dallidet, responsable des cadres, est chargé du recrutement des techniciens, « spécialistes d'imprimerie, de fabrication de documents, etc[3]. ». J. Jérôme, qui s'occupe désormais de la constitution du Front national, a confié la totale responsabilité technique des imprimeries à Léon Kameney.

1. Lettre du commissaire de police Rivault au secrétaire général de la Police (Seine-et-Oise), 12 août 1941, 300 W 46, AD Yvelines.
2. *Le Parti communiste dans la Résistance.* Éditions sociales, 1967, p. 178-179.
3. J. Duclos. *Mémoires. T. III : dans la bataille clandestine. 1re partie : 1940-1942. De la Drôle de guerre à la ruée vers Stalingrad*. Fayard, 1970, p. 240.

Sous son autorité, R. Hilsum, déchargé de l'impression de *L'Université libre,* devient en juin 1941 responsable d'une imprimerie dans le XIXe arrondissement. Vers avril 1942, il est chargé de toutes les opérations d'achat du matériel (ronéos, stencils, encre, papier) jusqu'à son arrestation en décembre. Le Parti communiste recourt également aux services de Maurice Grandcoing, ancien inspecteur des ventes de *L'Humanité* avant-guerre, responsable d'un réseau d'imprimeries, jusqu'à son démantèlement en juin 1942[4]. À partir de l'hiver 1942-1943, je ne retrouve plus la trace des responsables de ces organisations, preuve de la violence de la répression qui oblige à un renouvellement quasi permanent de cadres. Les cheminots continuent d'avoir un rôle essentiel dans le transport de la propagande du « centre » vers la province[5].

Au fil des mois, des contacts avec de nouveaux imprimeurs sont noués. Ces imprimeurs, mêmes gagnés à la cause du PCF, sont payés, ne fût-ce que pour pouvoir acheter le matériel et rétribuer le personnel. Le Parti communiste recourt par exemple aux services de Maurice Gleize, militant CGT avant-guerre, devenu petit patron, propriétaire de l'imprimerie Gutenberg depuis 1938. Une petite imprimerie familiale, dirigée par Mme Solsona et son fils, travaille également pour le Parti communiste[6]. Le Parti communiste parvient également à nouer des relations plus étroites avec les ouvriers du Livre. Prenant le relais de F. Cadras, Pierre Camus, instituteur, ancien journaliste à *L'Humanité*, correcteur, est ainsi responsable du recrutement des typographes pour le compte du Parti jusqu'à son arrestation en mars 1943[7]. C'est ainsi qu'il recourt au service de Maurice Petit, ouvrier dans une des plus importantes imprimeries parisiennes, Néo-Gravure.

Le papier reste sans doute la matière première la plus difficile à obtenir. Les résistants n'hésitent pas à recourir au marché noir et d'autres moyens radicaux pour en obtenir[8]. Ainsi dans la nuit du 9 au 10 novembre 1943, l'Imprimerie Crété à Corbeil est cambriolée : 7 000 feuilles d'impression sont dérobées[9]. Des stocks de l'entreprise Berger-Levrault à Nancy ont aussi été volés[10].

En 1941, le réseau des imprimeries clandestines prend une ampleur nationale. Il repose sur deux types d'organisation : une production « centrale » à

4. Affaire Cadras-Pican, 27 juin 1942, 29 p., Ba RG 1955 Carton 3, Arch. PPo.
5. Lettre du secrétaire d'État aux communications au Général d'armée, ministre de la Guerre, 2 octobre 1941 ; - Extrait du rapport mensuel du préfet des Vosges, s. d. Synthèse des rapports des préfets de la Zone occupée, janvier 1942, M 3444, AD Seine-et-Marne ; - Extraits du rapport mensuel d'information de la préfecture du Calvados, 4 mars 1942, F[7] 14988, CARAN.
6. Lettre du préfet de police au ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 2 novembre 1942, Ba 1919, Arch. PPo.
7. Note, 29 mars 1943, Ba 1924, Arch. PPo. Pierre Camus, sous le pseudonyme de Jean-Claude, était chargé de la chronique « Pointes rouges ». Sa femme était également linotypiste à l'*Humanité*.
8. Les archives d'un imprimeur du Blanc-Mesnil, Gaston Chartier, montre comment ce dernier a obtenu du papier pour Libération Nord. Archives G. Chartier, MRN.
9. Rapport hebdomadaire du préfet de Seine-et-Oise, 7-14 novembre 1943, 1 W 273, AD Yvelines.
10. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 300-301.

Paris, des centres de production banlieusards et provinciaux qui reprennent la propagande diffusée par le « centre » et l'adapte (avec la plus grande prudence) aux conditions politiques et sociales du lieu. Le souci de contrôle de la propagande à tous les échelons demeure. Un système de « dépôt légal » est même organisé : il est demandé aux régions et sections de transmettre au Centre des statistiques sur ce qui est édité localement ainsi qu'un exemplaire de chaque publication[11]. Mais la réalité de la « base » est bien éloignée de ces demandes. En février 1943, l'organisation des Jeunesses communistes déclare posséder nationalement 14 centres « ronéos » et seulement 5 centres à grande capacité[12].

Pour compenser ce manque réel de moyens techniques, les communistes recourent, surtout à partir de 1942, à la photogravure et techniques assimilées. La photogravure était utile pour la fabrication des faux papiers, en rendant possible, plus facile et fiable la reproduction de photographies et de dessins. Dans l'imprimerie typographique, elle permet de remplacer les formes par des clichés (sur plaque de métal ou support chimique), évite de transporter les plombs, lourds et encombrants[13], et permet une plus grande rapidité d'exécution. Elle rend possible la réduction des formats des documents, donc d'augmenter la production en consommant moins de papier. Il y a prouesse à avoir mis à disposition de la Résistance cette technique, encore peu courante pendant les années trente, donc maîtrisée par un nombre limité d'ouvriers du livre ! En 1942, cette technique permet d'affiner l'organisation de la fabrication de la propagande communiste[14]. Les textes sont rédigés par des « politiques » et confiés à des agents de liaison qui les donnent à des typographes pour la composition au plomb. Un premier tirage est effectué et après correction, les épreuves sont reproduites à la photogravure dans un format réduit. Les clichés sont alors envoyés chez des photograveurs qui les transforment en plaque d'impression, plaques confiées à des imprimeurs[15]. Le clichage et la photogravure facilitent le transport des documents à reproduire en province[16]. Cette technique a un avantage pratique évident, dans le transport et la rapidité d'exécution. Elle a aussi un avantage politique : elle aide à une organisation *centralisée* de la propagande. Les militants n'ont plus à recopier, avec le risque d'une interprétation hétérodoxe, les textes qui leur sont confiés : ils se contentent de les imprimer. Néanmoins, toutes les organisations liées au PCF ne bénéfi-

11. Questionnaire sur la base duquel doit être établi le rapport mensuel des responsables interrégionaux, Ba 2068, Arch. PPo ; - Aux politiques et techniques régionaux, 3 juin 1943, Ba 2069, Arch. PPo. ; - Note aux responsables régionaux, [17 mars 1944], Ba 2070, Arch. PPo.
12. Rapport général JC (zone Sud), [février 1943], Ba 2068, Arch. PPo.
13. Par exemple, pour le numéro de septembre 1943 de *Libération*, par le mouvement Libération Nord, il fallut transporter dans Paris une forme pesant 35 kg. A. AGLAN, *La Résistance sacrifiée : le mouvement Libération Nord*. Flammarion, 1999, p. 99.
14. Affaire Cadras-Pican, 27 juin 1942, 29 p. Ba RG 1955 Carton 3, Arch. PPo.
15. [Rapport général], juillet 1942, Ba 2067, Arch. PPo. Graphique 4.
16. *L'Humanité clandestine, 1939-1944*. Éditions sociales, 1975, p. 31.

cient pas de pareils moyens. Ainsi, en Bretagne comme dans le Nord, la ronéotypie demeure la norme[17]. Ce système, qui est utilisé par les différents mouvements de la Résistance[18], a aussi un désavantage : la multiplication des ateliers, donc des déplacements, ce qui nuit à la sécurité[19].

Pour échapper à la police française et aux Allemands, le PCF a utilisé, comme d'autres mouvements[20] – et comme les imprimeurs clandestins de l'Ancien Régime – le subterfuge de la fausse couverture pour faciliter la diffusion de sa production. Le « Manuel du jeune communiste » est édité en 1941 sous la couverture d'un roman de Max Dervioux, *L'Autre Tentation*, et occupe les pages 4 à 25[21]. Maurice Gleize imprime un numéro des *Cahiers du bolchevisme* sous les *Maximes* de La Rochefoucault[22]. Le numéro du premier et deuxième trimestre 1942 des *Cahiers du bolchevisme* est édité sous une collection factice, la « collection dauphine », qui comporte trois volumes : Mémoires de Napoléon ; Le Vol de l'aigle ; Le retour de l'Île d'Elbe[23]. En 1943, Le Parti commande à l'imprimeur Juvenel, dans le XXe arrondissement[24], un texte pour les FTP, publié sous le titre *Manuel du légionnaire destiné à la formation des engagés dans la légion*, par la Légion des volontaires contre le bolchevisme[25]. Mais cela ne suffit pas.

En octobre 1942, le PCF aurait perdu 70 % de ces cadres[26]. La répression s'est durcie avec la lutte armée à partir d'août 1941. Les arrestations et les saisies sont rendues possibles par le travail de filature et de surveillance de la police parisienne. Les documents saisis sur les militants ou à leur domicile sont décisifs dans le démantèlement de ces réseaux. Entre juillet 1941 et août 1944, la police parisienne met la main sur 39 imprimeries. Entre juillet et décembre 1941, 6 imprimeries sont découvertes ; l'année suivante, 26. La chronologie est identique à celle de la répression à l'encontre de la direction politique et militaire du Parti communiste. Par la suite, en 1943 et 1944, la police découvre seulement 8 imprimeries. Les statistiques produites par les rapports hebdomadaires de la police parisienne montrent que la propagande communiste diminue sensiblement.

En octobre 1941, l'arrestation d'Émile Dutilleul perturbe profondément la propagande politique communiste, notamment en lui ôtant tous les moyens financiers utiles à l'achat du papier, de l'encre, des machines et

17. FF1-FTPF, Arch. 2, 49, MRN.
18. Voir par exemple la description de l'organisation de Libération Sud : J. Meurillon. *Julien Léonard : un résistant ordinaire, éditeur clandestin de Libération (1940-1945).* Morlaix, 2000, 245 p.
19. Graphique 4.
20. P. Roux-Fouillet. « Les tracts diffusés pendant la Deuxième Guerre mondiale. Essai à partir de la collection de la Bibliothèque nationale ». *Le Livre et l'art. Études offertes en hommage à Pierre Lelièvre.* Somogry–Éditions d'art–Villeurbanne : ENSSIB, 2000, p. 545-559.
21. Ce roman est d'ailleurs réellement publié par les Éditions du Livre Moderne.
22. C. Angelé et P. Gillet. *Debout Partisans !* Fayard, 1970, p. 181-182.
23. Note, 23 avril 1942, Ba 1966 ; Correspondance, 29 juin 1942, Ba 2066, Arch. PPo.
24. P. et R. Roux-Fouillet. *Catalogue des périodiques clandestins : États et renseignements*, vol. 1, BnF.
25. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 86.
26. Note, 19 octobre 1942, Ba 2067, Arch. PPo.

nécessaires pour payer les quelques imprimeurs qui se mettent au service du PCF. Pendant le premier semestre 1942, la police réussit à détruire l'organisation parisienne et à toucher le centre même du Parti, suite à une filature qui a commencé en janvier. C'est l'affaire dite Cadras-Pican, soit la quasi-décapitation du PCF à Paris. En juin 1942, les principaux responsables des éditions notamment liées à l'organisation des Jeunesses communistes sont arrêtés : Camille Beylac, l'imprimeur Yves Despouy et le photograveur Arthur Tintelin (dit Laurent). 12 dépôts sont découverts, dont 2 imprimeries, et 2,7 tonnes de papiers saisies[27]. Cette affaire est une des premières qui permet à la police parisienne d'analyser les liaisons mises en place pour la propagande. De surcroît, la filature des « techniques » permet d'arrêter les « politiques », comme Félix Cadras et Arthur Dallidet exécutés en mai 1942 et des militants sur lesquels je reviendrai : Georges Politzer, Jacques Decour, Georges et Charlotte Dudach, Jacques et Hélène Solomon. Parallèlement à l'arrestation de nombreux membres des FTP, le deuxième semestre 1942 est aussi dévastateur pour les infrastructures communistes. En octobre 1942, le centre d'édition de la région Est tombe[28]. R. Hilsum est arrêté en décembre 1942[29]. Condamné, le 20 mai 1943, à cinq ans de prison, il est remis en février 1944 aux autorités allemandes et déporté à Mauthausen.

L'année 1943 est aussi meurtrière que la précédente. Reconstituée depuis peu, la branche « matériel » de la région parisienne est durement frappée au début de l'année : 950 000 tracts et brochures sont saisis[30], L. Kameney est arrêté avec plus de 220 militants[31]. Un des responsables des éditions en zone Sud, Gilbert Barbé est arrêté en février 1943. Torturé, transféré à Fresnes, il est déporté au camp de Struthof-Natzwiller où il meurt le 16 novembre 1943. Un des imprimeurs « officiels » du Parti, Maurice Gleize, directeur de l'Imprimerie Gutenberg, est arrêté le 4 mars 1943 et déporté[32]. En décembre 1943, l'imprimerie Le Marrec tombe[33]. Cette saignée parmi les dépôts, imprimeries et techniciens oblige le Parti communiste à rappeler les consignes de sécurité et complexifier le système des liaisons[34]. En octobre, l'appareil technique interrégional de la région parisienne disparaît à nouveau : 24 militants sont arrêtés et 12 dépôts découverts[35]. Mécaniquement, la répression perturbe les relations Paris-province : elle freine la fourniture des organisations de base en papier[36] et

27. L'affaire Cadras-Pican, 27 juin 1942, 29 p., Ba RG 1955 Carton 3, Arch. PPo.
28. Note, 5 octobre 1942, Ba 1919, Arch. PPo.
29. Lettre du préfet de police au ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 28 décembre 1942, Ba 1919.
30. Note, 18 janvier 1943, Ba 2068, Arch. PPo.
31. Note, 8 mars 1943 ; Note, 29 mars 1943, Ba 2068, Arch. PPo.
32. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 73.
33. Note, 13 décembre 1943, Ba 2069, Arch. PPo.
34. Note, 2 septembre 1942, Ba 1917, Arch. PPo.
35. Rapport hebdomadaire du préfet de police au ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 2 novembre 1943, Ba 1924, Arch. PPo.
36. Note, 22 octobre 1942, Ba 1917, Arch. PPo.

empêche le « matériel » (la propagande) dit national d'atteindre les échelons locaux. Alors que le PCF se lance dans une stratégie d'insurrection nationale pendant l'été 1943 et au début de l'année 1944, la fourniture de matériaux est paralysée[37].

Malgré l'effrayante litanie de la répression, le Parti exige des militants à la fois le plus grand respect des règles de sécurité et une prise de risques importante[38] : la propagande ne peut attendre, au risque de voir se désagréger l'idéologie et donc le parti lui-même. Le remplacement des hommes et femmes broyés par la répression se fait très difficilement. Il faut trouver rapidement des individus, sans ou avec peu d'expérience tant dans l'organisation de la clandestinité que dans la discipline militante communiste, en particulier parmi les éléments de base ou les cadres intermédiaires[39]. Le problème du recrutement est permanent[40]. Ainsi, en septembre 1943, la direction lance une enquête pour « recenser tout le personnel technique, tireurs, typos, radios, dactylo, cyclistes, etc.[41] ».

De juillet 1941 à août 1944, le PCF édite 42 brochures, soit autant que pendant la période précédente. De juillet à décembre 1941, 12 titres réussissent à paraître mais 5 seulement paraissent l'année suivante. Le Parti communiste réussit à maintenir son activité propagandiste autour d'une dizaine de titres en 1943 et 1944. Les textes publiés couvrent cependant l'ensemble des genres éditoriaux, avec deux types de texte dominants, la littérature de fiction et d'agitation[42].

La fiction fait son entrée dans la propagande clandestine avec Victor Hugo et Guy de Maupassant, dont le Parti communiste édite des extraits d'œuvres, qui permettent de faire le parallèle entre le partisan de la guerre de 1870 et la figure du résistant en armes de l'hiver 1941-1942. Avant juin 1941, *L'Humanité* clandestine avait déjà reproduit des extraits de *Napoléon le Petit* et *Histoire d'un crime*[43]. Pendant l'été 1941, le PCF crée une « collection » spécifique, Hier et Aujourd'hui, qui accueille en août le *Père Millon*, de Guy de Maupassant, texte qui traite de la guerre de 1870 et de la résistance d'un paysan contre les Prussiens[44], puis des extraits des *Châtiments* de Victor Hugo. En 1942, un nouvel extrait d'un texte de G. de Maupassant est édité, *La Mère sauvage, histoire d'une mère patriote*. Après avoir édité en 1943, à la demande de J. Duclos, la *Campagne de Russie*

37. Note, 20 juillet 1943, Ba 2069, Arch. PPo.
38. M. Gleize. *Images d'un Nîmois.* Gounay sur Marne : A compte d'auteur, 2002, p. 72.
39. Correspondance, 11 mars 1942, Ba 2066, Arch. PPo.
40. Note, 4 février 1944 ; Note aux régions, Ba 2070, Arch. PPo.
41. Commission centrale des cadres du PCF. Aux responsables des cadres, septembre 1943, PCF 2, Arch. 2, 96, MRN.
42. La littérature d'agitation s'adresse parfois à une catégorie précise de la population : *Paysans de France, contre l'oppresseur unissez-vous !* août 1941, 31 p. ; - *Instituteurs et institutrices de France ; La force des instituteurs ; Un bilan du passé ; L'anticommunisme ; Les mensonges de Vichy ; Il faut sauver l'école française ; Le P.C. aux côtés des instituteurs*, 1941, 5 p.
43. *L'Humanité*, nº spécial, 18 mars 1941, p. 2.
44. « À propos de Guy de Maupassant ». *L'Humanité*, nº 123, 7 août 1941, p. 2.

d'Eugène Tarlé[45], les éditions Hier et Aujourd'hui laisse pourtant ce champ d'actions à la Bibliothèque française, maison d'édition du Comité national des écrivains zone Sud, dirigée par Aragon, sur laquelle je reviendrai.

Les priorités sont en effet autres. Les *Cahiers du bolchevisme* sont imprimés à 20 000 exemplaires pendant le premier semestre 1944[46]. Cet exemple frappant est trompeur. Dans le *vade mecum* du militant communiste en janvier 1943, certains livres signalés comme indispensables par le Parti[47] sont en réalité impossibles à trouver : l'*Histoire du Parti bolchevik*, dont la dernière édition disponible partielle date de 1943, *Fils du peuple*, et les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline. Le chapitre XII de l'*Histoire du Parti communiste bolchevik* fait l'objet d'un volume ronéotypé, et non plus imprimé, sous le signe de la collection « la doctrine communiste[48] ». La gravité de la situation est telle que ces cours, – que le PCF souhaite publier et qui accompagnent la formation des nouveaux cadres qu'il fait « monter » à partir du printemps 1942 –, sont diffusés sous forme de feuillets ronéotypés[49]. Le procédé en limite le nombre.

Si le Parti communiste parvient de plus en plus difficilement à fournir des cours aux nouveaux militants, il réussit à éditer trois textes de formation à la lutte armée. La première est publiée en 1941 sous le faux titre *L'Autre Tentation*, les deux autres en 1943, *Renseignements et liaisons* et sous le faux titre *Manuel du légionnaire destiné à la formation des engagés dans la légion*. En 1944, la sécurité et les impératifs de la préparation de la Libération obligent à la réédition de la brochure *Comment se défendre ?*, imprimée une première fois en février 1941[50].

Le genre biographique et le témoignage, par le caractère d'exemplarité et l'idée du sacrifice ultime au service du Parti, deviennent essentiel dans la propagande[51]. En juillet 1941, G. Politzer demande à Aragon de développer « le thème du héros, le héros français, qui va de la Table ronde aux premiers partisans de 1940, de Gauvain à Charles Debarge[52] ». Mais ce sont surtout les déclarations de militants dans les tribunaux que la propagande exploite. L'hommage rendu à Lucien Sampaix et Gabriel Péri, exécutés le 15 décembre 1941, rassemblent des déclarations qu'ils devaient faire devant leurs juges[53]. La célébration du sacrifice est aussi littéraire. Aragon

45. « Entretien avec Mounette Dutilleul et Raymond Dallidet » par R. BOURDERON. *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, nº 26, 1986, p. 13-35. L'imprimeur est Maurice Prigent.
46. P. et R. ROUX-FOUILLET. *États et renseignements*, vol. 1. BnF.
47. Les tâches d'éducation de la jeunesse. *La Propagande*, janvier 1943, p. 17.
48. Cours nº 2, 26 f. PCF 1, Arch. 2, 95, MRN.
49. Correspondance, 22 mai 1942, Ba 2066, Arch. PPo.
50. Commission centrale des cadres du PCF. *Comment se défendre ?,* 1944, 19 p.
51. J.-P. A. BERNARD. « La liturgie funèbre des communistes : 1924-1983 ». *Vingtième Siècle–revue d'histoire*, janvier-mars 1986, nº 9, p. 37-52.
52. ARAGON. *L'Œuvre poétique. Tome XI : 1946-1952*. Livre Club Diderot–Messidor, 1980, p. 67.
53. *Un héros de la Libération nationale, mort pour la France ! Gabriel Péri vous parle. Notes biographiques écrites pour ses avocats, suivies de la défense préparée en vue de sa comparution devant le tribunal.* mars 1942, in-16º, 56 p. ; *Les Morts accusent. Lucien Sampaix et Gabriel Péri font le procès des bandits*

se voit confier la rédaction d'un hommage, *Façon de vivre et de mourir de Gabriel Péri*, texte qui circulera sous différentes formes jusqu'à être finalement imprimé en 1943[54]. En mars 1942, Aragon est chargé également de la mise en forme des derniers écrits des otages de Châteaubriant, document à partir desquels il écrit le *Crime contre l'esprit* signé par le Témoin des martyrs. Mais, là encore, en raison de la répression, le *Crime contre l'esprit* circule d'abord sous forme multigraphiée[55], avant d'être imprimé en 1943. En 1944, le Parti communiste publie *in fine* une brochure qui rassemble des biographies de dirigeants, *Des Français en qui la France peut avoir confiance*, probablement à destination des militants les plus jeunes.

Quelques textes sont consacrés à la politique raciste et antisémite des Nazis et de Vichy. Après *Révolution et contre révolution*, une autre brochure était aussi en préparation, celle de G. Péri, *Non le nazisme n'est pas le socialisme*[56]. Le manuscrit est prêt en janvier 1941 et A. Dallidet le confie à l'imprimeur Maurice Prigent, qui renonce[57]. C'est finalement la même imprimerie chargée de l'impression du texte de G. Politzer, celle de J. London, qui est choisie[58]. Or, l'imprimerie est découverte en février, ce qui interrompt la publication. Ces va-et-vient conduisent G. Péri à récupérer son texte, qui atteint sa version définitive en avril 1941[59]. Le 18 mai, Gabriel Péri est arrêté. Sa compagne, Sofia Jancu confie une copie du manuscrit à A. Dallidet, qui parvient finalement à en organiser l'impression, avant son arrestation. La brochure parait finalement en mars 1942. Mais, comme pour *Façon de vivre et de mourir de Gabriel Péri* et le *Crime contre l'esprit*, des copies du manuscrit circulent entre avril 1941 et février 1942[60]. Une autre brochure clandestine de 79 pages intitulée *L'antisémitisme, le racisme, le problème juif*, éditée en novembre 1941, a été écrite par Louis Gronowski-Brunot, dirigeant de la MOI, à la demande J. Duclos en septembre 1941. Le nombre de textes consacrés au racisme et à la politique raciale nazie et de l'État français est donc limité. C'est moins la démonstration d'une indifférence totale du PCF à la question qu'au poids écrasant d'autres sujets, notamment les conséquences économiques et sociales de l'Occupation, dans

hitlériens. Compte rendu de l'audience de la 12e chambre correctionnelle de la Seine, le 28 juillet 1939. 1942, in-16°, 24 p. ; - J. Duclos. *Mémoires. T. III : dans la bataille clandestine. 1re partie : 1940-1942. De la Drôle de guerre à la ruée vers Stalingrad*. Fayard, 1970, p. 215-216.

54. En février 1942, Madeleine Laffitte, chargée de liaison entre F. Cadras et M.-C. Vaillant-Couturier, qui était en possession la morasse du texte, avait été arrêtée. Elle meurt en déportation à Auschwitz en 1943. Affaire Cadras-Pican, 27 juin 1942, 29 p., Ba RG 1955 Carton 3, Arch. PPo.
55. N. Racine. « Aragon et le Parti communiste français, 1939-1942 ». *Lendemains*, 2000, 97, p. 9-33.
56. J. Duclos. *Mémoires. T. III : dans la bataille clandestine. 1re partie : 1940-1942. De la Drôle de guerre à la ruée vers Stalingrad*. Fayard, 1970, p. 112.
57. L.-R. Dallidet. *1934-1984 : voyage d'un communiste*. La Pensée universelle, 1984, p. 128-129 ; - J. Duclos. *Mémoires. T. III : dans la bataille clandestine. Op. cit.*, p. 76 ; - *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. *Op. cit.*
58. « Entretien avec Mounette Dutilleul et Raymond Dallidet » par R. Bourderon. *Op. cit.*
59. R. Mondargent. *Gabriel Péri, la double loyauté*. Pantin : le Temps des cerises, 2001, p. 80.
60. G. Péri. *La Pensée libre*, n° 2, [février 1942], p. 61-62.

la droite ligne des thématiques développées pendant les années trente, la galvanisation de la lutte armée et la formation idéologique des cadres.

À partir de 1942, le Parti communiste a les plus grandes difficultés à maintenir une production clandestine égale en quantité à celle de 1941, d'autant que sa stratégie politique d'alliance politique et sociale l'oblige à traiter de sujets divers, y compris sous forme littéraire. La répression fut également redoutable pour le PCF. Elle entraîne un renouvellement intense des militants et des cadres[61] et oblige donc plus que jamais le PCF à produire et diffuser des textes de formation idéologique, le noyau dur de la propagande léniniste, pour cette nouvelle génération de militants, novices politiquement.

Face aux autres mouvements

Les relations entre mouvements de Résistance sont un entrelacs d'oppositions et d'alliances, où la méfiance est un sentiment largement partagé. Avec le ralliement de l'URSS dans le camp des Alliés, les relations internationales contraignent le PCF à s'insérer dans la nébuleuse de la Résistance française et à se positionner face au général de Gaulle, dont la stratégie vise à installer sa légitimité politique en poussant à l'unification de la Résistance sous son autorité.

Un des moyens pour ces mouvements d'affirmer leur autorité entre eux et face à de Gaulle, outre l'importance de leurs troupes, est la taille de leur appareil technique consacré à la propagande. La résistance non communiste a commencé à se structurer à partir de la fin 1940, ce qui lui donne une certaine avance en zone Sud. Bon nombre de mouvements se sont créés autour et à partir d'un journal clandestin, d'abord dactylographié ou ronéotypé et, pour les plus importants, de plus en plus souvent imprimés avec une pagination croissante. L'exception communiste devient donc de plus en plus relative. Il y aurait eu plus d'un millier de titres publiés clandestinement : en zone Sud, le Mouvement de Libération nationale, d'H. Frenay (*Petites Ailes* ; *Vérités* ; *Combat*), Libération Sud, Franc tireur ; en zone Nord, Ceux de la Libération, l'Organisation civile et militaire, Le Musée de l'Homme et sa revue *Résistance*, Libération Nord, Défense de la France… Comme pour la presse communiste, la presse de la Résistance est constituée d'une édition à vocation nationale, la plus importante politiquement, et d'une autre, locale, plus fragile, à la portée politique limitée mais indispensable pour trouver un appui populaire. Au printemps 1941, les mouvements en zone Sud ont réussi à constituer des centres d'édition[62], notamment Combat. À partir de

61. D. Peschanski. « La répression anticommuniste dans le département de la Seine (1940-1942) ». *Op. cit.*.
62. P. et R Roux-Fouillet. *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945).* Bibliothèque nationale, 1954, p. VI-IX.

l'hiver 1942, les mouvements organisent des éditions pour les deux zones, parallèlement à l'installation de leurs centres de décision à Paris.

Si le recours à la typographie demeure minoritaire, il est le symbole des mouvements les plus puissants, puisqu'il permet des tirages spectaculaires, de l'ordre des 100 000 exemplaires : c'est le cas des *Petites Ailes* à partir de juin 1941, de *Défense de la France* en août[63], de *Franc Tireur* en décembre, de *Libération nord* en septembre 1943. Au moment où l'appareil technique central du Parti communiste en zone Nord est frappé par la police, la résistance non communiste développe et renforce ses propres moyens de propagande. Entre 1941 et 1942, le tirage cumulé de la presse clandestine aurait plus que doublé, passant de 100 000 à 250 000 exemplaires, et atteint son apogée vers 1943-1944[64]. D'après une évaluation de P. Buton, la part des publications communistes dans les publications illégales se maintient malgré quelques difficultés : de 72 % pendant le premier semestre 1941, elle baisse progressivement pour atteindre 35 % pendant le premier semestre 1943, et autour de 40-50 %[65].

La concurrence politique et symbolique de la presse clandestine non communiste inquiète, comme le montre ce texte de juin 1942 :

> « Le FN se heurte en ZNO à l'organisation gaulliste.
>
> Les "gaullistes" tirent un matériel énorme, imprimé [*sic*] (*Combat* pour les soldats par exemple).
>
> Ils ont le prima de la presse [*sic*] car, à côté, nos journaux ronéotypés font maigre figure.
>
> Aussi la Fédé [Fédération des jeunesses communistes] envisage de tirer avec eux des journaux FN afin de contrebalancer leur force. *Revanche*[66] sera tiré ainsi.
>
> Un camarade sera spécialement mis sur cette question (récupérer des imprimeries, tirage avec eux, etc.) car l'organisation gaulliste devient dangereuse[67]. »

Au moment de la constitution des Mouvements unis de la résistance en 1943, la réunion des services techniques est refusée par les mouvements, officiellement pour des raisons de sécurité mais surtout parce que cela remet en cause leur indépendance matérielle et politique[68]. Mais la répression

63. O. Wieviorka. *Une certaine idée de la résistance : Défense de la France, 1940-1949.* Le Seuil, 1995, p. 100.
64. C. Levy et D. Veillon. « Aspects généraux de la presse clandestine ». *La Presse clandestine, 1940-1944.* Association des médaillés de la résistance du Vaucluse, 1986, p. 17-35.
65. P. Buton. *Les Lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 76.
66. *Revanche, organe du Front patriotique des jeunes Français*, a été édité à Toulouse à partir de 1942 jusqu'en 1943, semble-t-il : P. et R. Roux-Fouillet. *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945).* Bibliothèque nationale, 1954, p. 166.
67. Correspondance, 22 juin 1942, Ba 2066, Arch. PPo.
68. C. Bourdet. « Combat ». *La Presse clandestine, 1940-1944.* Association des médaillés de la résistance du Vaucluse, 1986, p. 127-137.

force au pragmatisme. En zone Sud, l'imprimerie de Combat aide d'autres journaux : *Témoignage chrétien*, *France action*, *La Marseillaise*, *Défense de la France*, en 1944[69]. En novembre 1943, la Fédération nationale de la Presse clandestine est constituée. Elle propose une collaboration technique entre journaux sur les problèmes d'impression et de papier et confie cette mission au Groupe de la rue de Lille[70]. Pendant le premier semestre 1944, de nombreuses imprimeries de la Résistance sont découvertes par la police et les Allemands : *Libération nord* en avril 1944[71], *Défense de la France* en mai[72], *Combat* à Villeurbanne en juin[73]. L'appareil technique communiste est à nouveau frappé pendant l'hiver 1943-1944. Si le PCF refuse mettre en commun certaines infrastructures techniques et de dépendre de celles des autres, le Front national y est contraint pendant le premier semestre 1944. Il fait reproduire ses journaux et brochures par des organisations non communistes. Lorsque l'imprimerie des *Lettres françaises* (l'Imprimerie Blondin) est découverte par la Gestapo en juillet 1944, le Comité national des écrivains recourt aux services du Groupe de la rue de Lille[74].

Cette méfiance est entretenue par l'élargissement des objectifs de la propagande communiste. Le Parti communiste s'adresse à nouveau aux professions intellectuelles, politique impulsée par trois intellectuels communistes : Jacques Solomon, Georges Politzer et Jacques Decourdemanche dit Decour.

Jacques Solomon, physicien, est membre du PCF depuis 1934. Il milita pendant les années trente dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. Il fit également partie des enseignants de l'Université ouvrière, du Groupe d'études matérialistes et s'intéressa aux questions économiques et sociales. Il participa au lancement de *La Pensée*. G. Politzer, agrégé, ancien du groupe Philosophies, a lui aussi travaillé pour l'Université ouvrière et fit partie de l'équipe de *La Pensée*. Il est également membre du Comité central et participe au travail d'éducation des militants, en publiant des cours. À la veille de la guerre, J. Decour est un jeune écrivain prometteur, auteur « *NRF* » soutenu par Jean Paulhan, agrégé d'allemand et militant communiste depuis 1936. Il a donné des cours du soir à l'Université ouvrière, où il fréquentait J. Solomon et G. Politzer. En décembre 1938, il devint rédacteur en chef de *Commune*. À sa démobilisation, J. Decour reprend contact avec Jean Paulhan, qui fait alors partie du réseau du Musée de l'homme[75].

69. M. Granet et H. Michel. *Combat : histoire d'un mouvement de résistance*. PUF, 1957, p. 141.
70. M.-C. Bouju. « Le Groupe de la rue de Lille ». *La Résistance en Ile-de-France.* [DVD-Rom] AERI, 2004.
71. A. Aglan, *La Résistance sacrifiée : le mouvement Libération Nord*. Flammarion, 1999, p. 99.
72. O. Wieviorka. *Une certaine idée de la résistance. Op. cit.*, p. 99-118.
73. M. Granet et H. Michel. *Combat : histoire d'un mouvement de résistance*. PUF, 1957, p. 146.
74. P. et R. Roux-Fouillet. États et renseignements, vol. 1, BnF. ; - *Histoire générale de la presse française, T. IV : de 1940 à 1958.* PUF, 1975, p. 147-148.
75. P. Favre. *Jacques Decour : l'oublié des Lettres françaises, 1910-1942*. Tours : Farrago éd.–Léo Scheer, 2002, p. 173.

Son profil est plus littéraire que celui de ses deux autres camarades. Les trois hommes ont participé au mouvement antifasciste des années trente.

En septembre 1940, J. Duclos avait demandé à P. Villon d'aider G. Politzer, « pour un travail d'approche en direction des universitaires[76] », d'abord sous la forme d'une « lettre boule de neige » pour les universitaires. Cette lettre serait à l'origine de *L'Université libre*[77]. Le 7 octobre paraît un « Appel aux intellectuels français » dit aussi *L'Avenir de l'intelligence*[78]. P. Villon est arrêté le lendemain et remplacé en tant que responsable de l'appareil technique par Pierre Maucherat, instituteur, jusqu'à son arrestation en mars 1943. *L'Université libre* paraît, en novembre, après la manifestation du 11 novembre 1940. Comme son nom l'indique, cette publication a pour but de rallier les membres de l'Université française, dans une position de lutte à l'égard de l'Occupant et de Vichy, sans pourtant adopter une position antifasciste nette. Dès décembre 1940, on y dénonce la politique raciste de Vichy. Le microcosme qui dirige *L'Université libre* développe des thèmes légèrement différents du reste de la propagande communiste, sans pour autant rompre avec la ligne générale. La revue devient l'organe de propagande du Front national en direction des universitaires à partir de 1941, période où les responsables accueillent « avec joie », lit-on, le retour du PCF à la lutte antifasciste[79]. Après l'arrestation de J. Decour en février 1942, Francis Cohen puis R. Maublanc prennent la tête de la rédaction. La police estime la première édition, ronéotypée, à 2 000 exemplaires[80], mais elle atteint 3 900 exemplaires en mai 1942[81]. Imprimée tardivement, à partir de mars 1944, l'abandon de la ronéo pour la typographie permet d'augmenter considérablement les tirages, de 12 000 à 15 000 exemplaires[82]. Le Parti réédite aussi la dernière revue publiée par le Parti communiste avant-guerre, *La Pensée*[83], sous la responsabilité de J. Decour. Le premier numéro de *La Pensée libre* paraît le 1er février 1941, fort de 96 pages, vendu 12 francs, imprimés par J. London à 1 685 exemplaires[84].

76. J. Duclos. *Mémoires. T. III : dans la bataille clandestine. 1re partie : 1940-1942. De la Drôle de guerre à la ruée vers Stalingrad*. Fayard, 1970, p. 72.
77. P. Villon. Intervention, La Libération de la France, 28-31 octobre 1974, tiré à part, Fonds Villon, Arch. 2, 4, MRN ; - D. Virieux. « La Direction des intellectuels communistes dans la Résistance française : mission – organisation – pratiques ». *Sociétés & représentations*, décembre 2002, no 15, p. 135-154.
78. P. Favre. *Jacques Decour : l'oublié des Lettres françaises. Op. cit.*, p. 175-176 ; - D. Virieux. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Un mouvement de résistance – période clandestine (mai 1941-août 1944)*. Th. d'histoire, dir. C. Willard : université Paris VIII, 1996, p. 44.
79. N. Racine-Furlaud. « L'Université libre (novembre 1940-décembre 1941) ». *Les Communistes français de Munich à Châteaubriant, 1938-1941*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, p. 133-144.
80. Feuille communiste *l'Université libre* et du nommé Frolow Vladimir, 2 février 1942, F7 14988, CARAN.
81. Marcel. Compte rendu mensuel, période du 4 au 25 mai 1942, 27 mai 1942, 72 AJ A2, 69, MRN.
82. P. et R. Roux-Fouillet. *États et renseignements*, vol. 1, BnF.
83. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission.* IMEC, 1994, p. 119-129.
84. P. Favre. *Jacques Decour : l'oublié des Lettres françaises. Op. cit.*, p. 187-189 ; - P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 95-96.

Même si on constate dans ces revues des atermoiements par rapport à la ligne du Parti et un désir de revenir à l'union des intellectuels contre le fascisme, elles restent malgré tout disciplinées, ce qui ne va pas sans poser problème au sein du PCF même. *La Pensée libre* est un véritable camouflet pour Aragon, alors réfugié à Nice. Les anciens membres du groupe Philosophies condamnent toute publication légale alors qu'Aragon défend la littérature de contrebande et continue de publier officiellement. Jusqu'à la publication du premier numéro de *La Pensée libre*, le PCF n'a pas édicté de règle en la matière. Mais l'attitude d'Aragon heurte ces militants communistes plongés dans la clandestinité depuis au moins un an, pour des raisons politiques et/ou raciales[85]. Aragon n'est pourtant pas écarté : début 1941, Georges Dudach est dépêché par la direction des intellectuels du Parti, pour reprendre contact[86]. Le projet de constitution d'un Front national en juillet 1941 tempère les tensions entre Aragon et la direction, qui voit dans son activité en zone Sud une propagande tout à fait utile. En juillet 1941, la position d'Aragon est devenue politiquement acceptable[87]. Le Front national est en train de se constituer, et la mobilisation des intellectuels, communistes et non communistes, sur une politique plus large, est à l'ordre du jour, remettant en cause une politique éditoriale partisane, où la notion de « contrebande » était considérée par certains comme une trahison.

La rédaction de *La Pensée libre* est ouverte à des non communistes, comme Vercors et Pierre de Lescure[88], tandis que J. Decour travaille à une nouvelle revue, les *Lettres françaises.* Mais son arrestation, le 17 février 1942, en repousse la publication, reprise finalement par Claude Morgan, en septembre. Parallèlement, le Front national des écrivains, rebaptisé en 1943 Comité national des écrivains, se développe depuis l'été 1941[89]. La place des communistes y est numériquement importante, un tiers des effectifs. Ce poids est relativisé par la faiblesse de leurs positions dans le champ littéraire, Aragon faisant figure d'exception[90]. En mai 1943, le CNE zone sud est constitué, sous la direction d'Aragon[91] et sur la base de ses relations établies depuis 1940 au sein du milieu des petites revues « officielles » qui défendaient elles aussi une « littérature de contrebande[92] ».

85. Un document (de M. Tréand ?) daté du 11 novembre 1940 signale : « Essayons de le faire revenir ici pour travailler parmi les intellectuels. A fait une faute ; a fait paraître un poème dans le *Figaro*. Nous étudierons son affaire lorsqu'il sera ici », IML, 857/142/2481 : Cité par R. Bourderon. « Ma quarantaine en l'an quarante ». *Les engagements d'Aragon. Itinéraires et contacts de cultures*. vol. 23-24, 1er et 2e sem. 1997, université Paris 13–L'Harmattan, 1998, p. 87-95.
86. D. Virieux. « L'Homme résistant ». *Faites entrer l'infini*, juin 1997, nº 23, p. 24-25.
87. Aragon. « Les années Sadoul ». *Europe*, juin-juillet 1978, nº 590-591, p. 184-188.
88. Néanmoins la police parisienne a trouvé un exemplaire, sans préciser le numéro, en août 1942. [Rapport hebdomadaire], 3 août 1942, Ba 2067, Arch. PPo.
89. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 187.
90. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains, 1940-1953.* Fayard, 1999, p. 545.
91. D. Virieux. « L'Homme résistant ». *Faites entrer l'infini,* nº 23, juin 1997, p. 24-25.
92. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains, 1940-1953. Op. cit.,* p. 513. Aragon et E. Triolet sont entrés dans la clandestinité en novembre 1942.

Comme toute organisation résistante, le travail de propagande est une activité importante au sein du Front national. Son appareil technique est censé être distinct de celui du Parti communiste, et les revues elles-mêmes doivent être techniquement autonomes dans toute la mesure du possible[93]. La répression a remis en cause ce principe et l'infrastructure technique utilisée par le Front national est en réalité celle du PCF[94]. En ce qui concerne le CNE, Pierre Maucherat, dit Bernard, est le « technique » au service des intellectuels, secondé par André Voguet, dit Jules[95]. Il est arrêté en mars 1943, lorsque tombe une nouvelle fois l'appareil technique de la région parisienne[96]. Georges Ternet, sous le nom de Gaillard, le remplace en mars 1943 après son évasion. Les *Lettres françaises* dépendent jusqu'à l'automne 1943 de l'appareil technique du Front national, organisé par Lemonnier et Paul Vigueur (dit Noël)[97]. Ensuite, Georges Adam parvient à trouver un imprimeur, Blondin, dans le XVIIe arrondissement[98].

D'après la police, le soutien qu'accorde le PCF à l'action clandestine faite par et en direction des intellectuels n'est pas toujours compris par les militants[99]. L'anti-intellectualisme communiste n'a pas disparu. Si le livre *L'Honneur des poètes* est salué dans *L'Humanité* clandestine comme un « recueil dédié au pays nommé France, un recueil qui crie, accuse, espère », G. Cogniot se sent obligé de préciser qu'il est écrit par « 21 écrivains "venus de tous les points de l'horizon" », qui témoignent de la sorte « de la volonté des intellectuels de participer à l'œuvre de libération nationale[100] ». Il faut donc expliquer aux militants communistes à quoi servent les intellectuels dans la lutte. Mais si on encourage en 1943 les jeunes militants à « étendre le plus possible leurs connaissances culturelles » pour qu'ils deviennent les « bâtisseurs d'un monde nouveau », ils se doivent d'éviter les « théoriciens fumeux[101] ».

Aux yeux des communistes, la fiction a une fonction précise. La collection « Hier et Aujourd'hui » était destinée à accueillir des textes qui permettaient de présenter aux militants et sympathisants le changement de stratégie politique et défendre la lutte armée de manière elliptique et la moins brutale possible, alors que le PCF ne disposait pas encore des moyens nécessaires pour la lutte armée[102]. Mais si le PCF considère avec intérêt l'alliance avec les intellectuels, les lettres n'ont guère d'intérêt pour

93. Rapports IFM, 28 septembre 1943, Fonds Villon, Arch. 2, 6, MRN.
94. Gilbert. Note, 27 mai 1942, 72 AJ A2, 69, MRN.
95. D. VIRIEUX. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.*, p. 177.
96. Note, 19 mars 1943, Ba 2068, Arch. PPo.
97. D. VIRIEUX. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.,* p. 590.
98. Les ouvriers sont Marcel Knops, Lucien Trappier et Bouclet : P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 126-128.
99. Note, 1er février 1944, Ba 2070, Arch. PPo.
100. Georges COGNIOT. « Les intellectuels et la libération nationale ». *L'Humanité*, n° 243, 1er septembre 1943, p. 1-2.
101. « Les tâches d'éducation de la jeunesse ». *La Propagande*, janvier 1943, p. 17.
102. R. BOURDERON. « Le PCF et la lutte armée : conceptions et organisations ». *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis.* Annales littéraires de l'université de Franche Comté/Les Belles Lettres, 1996, p. 129-146.

elles-mêmes. Lorsque *Le Silence de la mer* signé par un certain Vercors paraît le 20 février 1942 sous la marque des Éditions de Minuit, c'est une rupture avec la stratégie communiste : « Le *Silence de la mer*, écrit A. Simonin, n'exemplifie pas seulement une *attitude* ; il suggère une action, une forme d'insoumission spécifique aux intellectuels : l'édition clandestine de texte littéraire[103]. » L'idée de créer cette maison d'édition viendrait notamment de la découverte par Pierre de Lescure des publications clandestines du PCF, prouvant par leur existence que la chose est *techniquement* possible[104]. Mais la démarche de Pierre de Lescure s'affirme en totale opposition avec le PCF sur le plan éditorial : « J'ai voulu créer non pas des brochures mais de vrais livres, imprimés avec soin, sur un papier de choix, fonder une véritable maison d'édition[105]. » Certes, la nouvelle de Vercors était initialement prévue pour être publiée dans *La Pensée libre*. Mais cette littérature se met au service de la liberté individuelle, donc de l'art, et non au service de la propagande politique et de la mobilisation populaire : une aberration pour les communistes, mais aussi une menace au moment où ils constatent la croissance de la presse clandestine non communiste.

Le Parti communiste attaque violemment le texte à sa parution[106], mais il est mis devant le fait accompli. De leurs côtés, en raison de l'existence du CNE qui est aussi l'incarnation de l'union des non-communistes avec les communistes, les Éditions de Minuit doivent tenir compte du poids du PCF dans la résistance des intellectuels[107]. Le comité littéraire de Minuit est ainsi composé de 8 ou 9 personnes, dont 4 communistes[108]. Devenues la maison d'édition du CNE zone Nord, les Éditions de Minuit sont parfois obligées de céder aux pressions, notamment d'Aragon, et à la stratégie d'union. C'est le cas pour l'édition en juillet 1943 de *L'Honneur des poètes* et surtout les *Amants d'Avignon*, publié sur décision de P. Eluard malgré les protestations de P. de Lescure. Ce même esprit pousse à l'arrangement. Vercors accepte de rééditer un texte de G. Péri, remis par Aragon, mais à sa manière : « Ce n'était qu'un cri d'amour pour le Parti et je craignais, si je le publiais seul, de donner des Éditions de Minuit une image partisane. » Au nom de l'union de la Résistance, il le publie donc, avec un texte de C. Péguy sur Jeanne d'Arc[109]. Les volumes édités par la maison d'édition sont imprimés, comme les *Lettres*

103. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 149.
104. *Ibid.*, p. 134-139.
105. *Ibid.*, p. 136.
106. *Ibid.*, p. 159-160. Claude Morgan rapporte que « Maurice Thorez l'avait fort mal apprécié, n'admettant pas qu'on pût mettre en scène, en pleine Occupation, un Allemand sympathique. » Dans C. Morgan. *Les « dons quichotte » et les autres*. Roblot, 1979, p. 145-146.
107. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 171-175.
108. Georges Adam ; Jacques Debû-Bridel ; M. Desvignes ; Nusch et Paul Eluard (PCF) ; Claude Morgan (PCF) ; Jean Lescure ; Yvonne Paraf-Desvignes ; Lucien Scheler. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 195 ; - Vercors. *La Bataille du silence : souvenirs sur Minuit*. Éditions de Minuit, 1992, p. 268 et 287.
109. *Deux voix françaises : Charles Péguy et Gabriel Péri.* Éditions de Minuit, 1944, 88 p. ; - Vercors. *À vrai dire : entretiens avec Gilles Plazy*. Éditions Françoise Bourin, 1991, p. 91-92.

françaises, par Blondin, qui imprime également la *Vie ouvrière* et des tracts communistes[110]. À partir du printemps 1944, alors que le PCF s'appuie sur la stratégie communiste de l'insurrection nationale, cette pression sur Minuit va *crescendo*, endiguée seulement par la position de J. Paulhan[111].

Face à cette naissance inopinée, vécue à la fois comme une concurrence et une incongruité politique, le PCF arrête Hier et Aujourd'hui en zone Nord et crée une seconde structure clandestine en zone sud la Bibliothèque française. Cette structure apparaît comme indispensable en 1942, et pas seulement en réaction au *Silence de la mer*.

En effet, le PCF réalise qu'il dispose de peu de moyens pour une propagande plus ambitieuse littérairement. L'histoire de la publication du *Crime contre l'esprit* en est la parfaite démonstration. Le 22 octobre 1941, 27 otages ont été exécutés à Châteaubriant, à la suite de l'assassinat du Feldkommandant Hotz à Nantes par la Résistance. Le PCF parvient à récupérer les documents laissés par les condamnés, dont des déclarations gravées sur les planches de leur baraque, grâce au dentiste du camp, communiste, Puybouffat et une jeune militante, Esther Gaudin. Ces documents sont remis par J. Duclos à Joë Nordmann en novembre 1941[112]. En mars 1942, ce dernier prend contact avec Aragon à qui il remet les lettres des otages fusillés et les témoignages sur leur exécution. « Fais de cela un monument », lui demande J. Duclos[113] : Aragon met en forme ces textes, adjoints à des documents fournis par J. Paulhan et J. Blanzat sur les membres du réseau du Musée de l'homme. Ce texte prend le titre le *Crime contre l'esprit*, signé par le Témoin des martyrs[114]. Ce texte fameux circule uniquement, et donc laborieusement, sous forme dactylographiée ; il faut attendre 1943 pour que paraisse une version imprimée, d'abord en Suisse, clandestinement par l'imprimerie Lion à Toulouse en octobre 1943 et enfin par les Éditions de Minuit en 1944[115]. G. Sadoul explique cette diffusion rudimentaire par la vague de répression qui touchait Paris à cette époque : « Le texte était rédigé quand les mauvaises nouvelles de Paris firent comprendre que les liaisons étaient pour longtemps coupées. Aragon et quelques-uns de ses amis qui n'avaient aucun moyen d'impression, mirent en circulation quelques feuilles dactylographiées par le système de la "boule de neige"[116]. » Cet ouvrage a donc attendu *un an et demi* d'être *édité.* D'où

110. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 211 ; - P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 125-128.
111. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 197 et 205.
112. J.-M. Berlière et F. Liaigre. *Le Sang des communistes : les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée (automne 1941)*. Fayard, 2004, p. 261.
113. A. Brunel et J. Nordmann. *Aux vents de l'histoire. Mémoires*. Arles : Actes Sud, 1996, 121-122 p.
114. L. Parrot. *L'Intelligence en guerre*. Le Castor Astral, 1990, p. 127.
115. L. Parrot. *Op. Cit.*, p. 127 ; - G. Sadoul. « Les Étoiles et la Bibliothèque française ». *Le Point*, mars 1945, p. 32-36 ; - Vercors. *À vrai dire : entretiens avec Gilles Plazy*. Éditions Françoise Bourin, 1991, p. 91-92.
116. G. Sadoul. « Les Étoiles et la Bibliothèque française ». *Op. cit.*

la nécessité de créer, pour les textes plus littéraires, une structure éditoriale permanente. Ce sera la Bibliothèque française.

La Bibliothèque française trouve également son origine dans deux revues en zone Sud. D'après G. Sadoul, il existait déjà un projet d'édition pour une *Pensée libre* en zone non occupée : « À la fin de 1940 et en 1941 *La Pensée libre*, la revue de J. Decour et G. Politzer, fut transportée à travers la ligne de démarcation par Georges Dudach et largement répandue en zone Sud. Des plans furent établis pour créer des éditions clandestines et une petite imprimerie à Toulouse. Mais l'arrestation puis la mort de Decour [février 1942], Dudach et Politzer vint empêcher leur réalisation[117]. » La seconde revue est *Les Étoiles*, bulletin créé à la fin 1942 à Lyon. Il est manuscrit, à destination des intellectuels en zone Sud, élaboré au départ par Auguste Anglès, Louis Aragon, Stanislas Fumet, Henri Malherbe et Jean Prévost[118]. Ce nom provient du système de la lettre « boule-de-neige », reprise et diffusée par cinq personnes, soit les cinq branches d'une étoile. La revue se voulait « l'équivalent en zone Sud des *Lettres françaises*[119] ». Enfin, les contacts littéraires établis par Aragon pendant sa période « littérature de contrebande », en particulier auprès des jeunes auteurs, de Pierre Seghers et sa revue les *Poètes casqués*, ou autour de la revue *Confluence*, l'aident à développer le CNE zone Sud. Le projet de *La Pensée libre* zone Sud et des *Étoiles* ont poussé à la constitution d'imprimeries clandestines. En mars 1943, G. Ternet, qui vient de s'évader, rejoint Aragon et G. Sadoul en tant que responsable technique. Ils peuvent donc se consacrer à la construction d'une organisation propre, en particulier un « service technique » et une « imprimerie centrale » pour une nouvelle maison d'édition[120]. En août 1943, les *Étoiles* sont imprimées[121]. Éditer des livres est donc désormais possible.

Pendant l'automne 1943, la Bibliothèque française édite son premier texte, qui est une réédition du *Père Millon* de G. de Maupassant, affichant ainsi sa parenté avec « Hier et Aujourd'hui[122] ». Dirigée par Aragon, la Bibliothèque française a publié au moins 12 textes, en puisant dans le patrimoine littéraire en éditant *Hier comme aujourd'hui* de P. Verlaine et C. Cros en 1944. Comme pour les Éditions de Minuit, le catalogue de

117. *Op. cit.*
118. Résistance intellectuelle, AJ 72 78, CARAN
119. Résistance des intellectuels, zone Sud : Témoignage de Mme Elsa Triolet, recueilli par Mme Guineau pour la Commission d'histoire, les 12 octobre 1949 et 4 janvier 1950, et avec Aragon le 16 juin 1950, dact., 16 p., 25, Fonds Aragon-Triolet, BnF ; *Les Étoiles* sont diffusés à 2 000 exemplaires, alors que les *Lettres françaises* le sont à 3 000 exemplaires : D. VIRIEUX. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.*, p. 776.
120. D. VIRIEUX. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.*, p. 418 et 268.
121. Résistance intellectuelle, AJ 72 78, CARAN ; - Jean Lurçat s'est occupé de l'impression des *Étoiles* pour la section du CNE dans le Sud-Ouest : Lettre de Jean Lurçat à P. et R. Roux-Fouillet, 3 octobre 1952. *États et renseignements*, vol. 2, BnF ; - Raison d'un titre. *Les Étoiles*, 22 mai 1945, n° 2, p. 1 ; - Quelques points d'histoire. *Les Étoiles*, 29 mai 1945, n° 3, p. 1.
122. G. SADOUL. Les Étoiles et la Bibliothèque française. *Le Point*, mars 1945, p. 32-36.

la Bibliothèque française est alimenté par les membres du CNE, mais d'abord par Aragon lui-même avec pas moins de quatre œuvres : *Le Musée Grévin* (1943), *Façon de vivre et de mourir de Gabriel Péri* (1943), *Les Bons voisins* (1943) et *Neuf Chansons interdites* (1944). Les trois autres textes sont le fait de P. Eluard (Jean du Haut), avec *Sept Poèmes d'amour en guerre,* d'Edith Thomas (Jean Le Guern) pour *L'Arrestation* et d'Elsa Triolet (Laurent Daniel) avec *Yvette*. Enfin, elle réédite certains textes des Éditions de Minuit.

La production de la Bibliothèque française n'est pas uniquement littéraire. Elle se met à la disposition du Comité national des juristes (zone Sud) pour éditer deux brochures, écrites par Me Paul Vienney, avocat et membre du PCF, et le président Garraud[123] ; un troisième volume devait être publié mais fut égaré. Elle édite aussi pour le Comité national des médecins *Pathologie des prisons allemandes* et *Pathologie de la France malheureuse*. Est également édité *Il y a dix ans… Leipzig* en 1943. Presque tous les auteurs publiés sont membres du PCF, alors que tous les membres du CNE ne le sont pas. La Bibliothèque française a aussi pour fonction de diffuser les publications clandestines du CNE zone Nord[124]. La première est *Le Musée Grévin* d'Aragon, préparé dès juin 1943[125]. En novembre 1943, G. Ternet rapporte par exemple que le CNE zone Sud a diffusé 200 exemplaires de *L'Honneur des poètes*, édité par les Éditions de Minuit.

Pour A. Simonin, « la Bibliothèque française fonctionne comme un relais des Éditions de Minuit, assurant par ses publications populaires une plus grande diffusion de leurs textes ou des interstices laissés vacants par "l'intention éditoriale" qui anime les fondateurs des Éditions de Minuit ; l'édition militante[126]. » La Bibliothèque française, version communiste de Minuit ? Elle publie ses « refusés » comme *Yvette* d'E. Triolet. Cependant, les *Lettres françaises*, organe du CNE, politiquement divers et historiquement plus proche des Éditions de Minuit, rendent moins souvent compte de ses publications que de celles de Minuit. L'hostilité ou la méfiance du monde des lettres face à une structure éditoriale militante est-il à nouveau à l'œuvre[127] ?

Aragon semble se désintéresser de la Bibliothèque française à la fin de la guerre. En novembre 1943, il délègue une partie de son travail à P. Eluard. Et lorsque ce dernier monte à Paris en février 1944, Aragon ne reprend

123. Marc Ferrier (Me Paul Vienney). *Ce que M. de Monzie n'a pas dit : la véritable saison des juges*. Bibliothèque française, s. d., 12 p. ; Portalis (Garraud ou P. Vienney ?). *Le Gouvernement de Vichy est-il légitime ?* Bibliothèque française, [1943], 12 p. La première brochure est une réponse à un texte d'Anatole de Monzie (*La Saison des juges*) qui appelait à l'amnistie et la réconciliation nationale. Portalis est le nom d'une grande famille de juristes, qui participa à la rédaction du Code civil napoléonien. Dans F. Génevée. *Le PCF et la justice des origines aux années cinquante : organisation, conceptions, militants et avocats.* Thèse de doctorat d'histoire, dir. S. Wolikow. Dijon : université de Bourgogne, 2003, p. 334-335.

124. D. Virieux. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.*, 1996, p. 419.

125. P. Seghers. *La Résistance et ses poètes (France 1940-1945)*. Seghers, 1975, p. 233.

126. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 229.

127. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains, 1940-1953. Op. cit.*, p. 520-521.

pas sa place. En 1944, Aragon accorde en effet une attention soutenue aux Éditions de Minuit[128], maison d'édition auréolée d'un prestige à la fois politique et littéraire, que de toute évidence la Bibliothèque française n'a pas. Sans doute faut-il voir aussi dans le comportement d'Aragon, comme dans celui de P. Eluard, les conséquences du retour à Paris depuis 1942 des centres de décisions, politiques et éditoriales. L'imminence de la Libération rappelle que le pouvoir intellectuel se trouve à Paris et non en province[129].

L'indifférence d'Aragon à l'égard du devenir de la Bibliothèque française tient aussi aux conditions techniques. Depuis 1942, l'appareil technique du PCF n'en finit pas de subir les coups de la répression, avec des tentatives de plus en plus héroïques de renaître de ses cendres. Tout en continuant de faire appel aux imprimeurs résistants lyonnais[130], le CNE zone Sud bénéficie de l'aide de deux imprimeries : la maison Amarger à Saint-Flour (Cantal) trouvée par P. Eluard, de novembre à décembre 1943, et Rey à Tain l'Hermitage (Drôme)[131]. Au début de 1944, seule demeure celle de Rey, et les liaisons sont de plus en plus difficiles à établir. Non seulement la Bibliothèque française est obligée de ralentir son activité, mais la diffusion des publications des CNE Nord et Sud est compromise. Le CNE zone Sud demande donc aux CNE locaux de prendre en charge l'édition des *Étoiles*, la réimpression et l'édition de textes, politique qui n'est pas nouvelle mais qui devient impérative en 1944[132]. La Bibliothèque française n'est pas une coquille vide. Si elle est très marquée par le poids d'Aragon, elle présente un bilan littéraire et politique qui ne l'apparente ni à Hier et Aujourd'hui ni à « la Doctrine communiste ». Mais la marque trop visible des communistes dans son catalogue altère sa crédibilité en tant que maison d'édition de « la » Résistance.

Quel est le public visé par cette propagande imprimée, presse et brochures ? En 1942, les rapports que remettent les préfets sont contradictoires. Les uns soulignent que cette littérature politique vise d'abord les ouvriers[133], d'autres qu'elle « s'efforce d'atteindre tous les milieux[134] ». Si le PCF cherche à atteindre l'ensemble de la population, *via* le Front national notamment, il est quasi certain qu'il s'agit d'abord d'un phénomène urbain. Matériellement, les campagnes sont plus difficiles à toucher, à la

128. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 194-195.

129. Par exemple, de retour à Paris, P. Eluard crée un nouveau titre, avec l'aide du Groupe de la rue de Lille et donc sans lien avec le PCF, l'*Eternelle Revue.* Lettre de Paul Eluard à P. et R. Roux-Fouillet, 19 juin 1952. *États et renseignements*, vol. 2, BnF.

130. Les textes émanant du FN des juristes zone Sud sont imprimés dans cette ville.

131. P. Chauvet. *Op. cit.*, p. 203-204 et 439-441.

132. G. Sadoul. Les Étoiles et la Bibliothèque française. *Le Point*, mars 1945, p. 32-36 ; - Comité national des écrivains (zone Sud). Éditez tracts, journaux, bulletins régionaux, note nº 11. 72 AJ A2, 69, MRN.

133. Lapière, Mafran et Catalon. Compte rendu de la direction du Parti sur le fonctionnement du système de liaison avec les DIR, 5 août 1944, 2 f. Fonds Duclos, D2/1, MHV.

134. Intendance de police (préfecture de Seine-et-Oise) aux commissaires de police du département, 17 mars 1942, 300 W 48, AD Yvelines.

grande satisfaction de Vichy pour qui le « virus communiste […] affecte plus spécialement la région parisienne et les grandes agglomérations industrielles du Nord et du Pas-de-Calais[135] ». Cette description correspond aux conclusions de J. Sainclivier sur les résistants d'Ille-et-Vilaine, plus urbains, plus jeunes et plus ouvriers[136]. D'après François Marcot, il faut s'interroger aussi sur l'aspect proprement communiste de cette situation : de manière générale et relative, le monde rural est moins impliqué dans la Résistance *organisée*[137].

Jusqu'à l'hiver 1943-1944, la stratégie propagandiste communiste est triple. Sa propagande doit s'adresser à des non communistes, supportant la stratégie de l'insurrection nationale. Le Parti doit protéger absolument son infrastructure technique d'une supposée mainmise directe ou indirecte du reste de la Résistance. Enfin, cette propagande ne peut être élaborée en alliance avec des non communistes que dans le cas limité de la résistance des intellectuels. La défense de l'art et de la liberté d'expression n'est pas l'objectif visé. Pour la résistance communiste, les lettres sont un moyen et non une fin. Lorsque les fondateurs des Éditions de Minuit parlent d'engagement, les communistes entendent soumission au politique, même s'il n'est pas question de renoncer à l'alliance d'intellectuels communistes et non communistes. Seule importe la lutte pour sa cohésion idéologique, qui est une question de survie.

135. Synthèse des préfets de la zone occupée, septembre 1942, 1 W 5, AD Yvelines.
136. J. Sainclivier. « Sociologie de la Résistance : quelques aspects méthodologiques et leur application en Ille-et-Vilaine ». *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, janvier 1980, 117, p. 33-74.
137. F. Marcot. « Les paysans et la Résistance : problèmes d'une approche sociologique ». *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 245-255.

Chapitre VIII

Préparer la victoire

De novembre 1942 à novembre 1943, comme les autres mouvements de Résistance, le PCF tente de défendre ses ambitions et de maintenir une marge de manœuvre la plus grande possible. Le 1er décembre 1943, la politique étrangère soviétique permet au PCF d'adopter une position moins sectaire. À Alger comme en métropole, le Parti communiste essaie de s'imposer comme acteur politique incontournable. La propagande imprimée sert clairement cet objectif, de deux manières.

Le théâtre algérien met à l'épreuve la propagande communiste, toujours volontaire et active. En 1943 et 1944, la stratégie consiste à se poser en chef de file de la Résistance intérieure et en opposant crédible au général de Gaulle[1]. Lors de la constitution du Comité national de la Résistance le 27 mai 1943, le PCF, par la voix de P. Villon représentant du Front national, combat l'idée d'une quelconque allégeance à C. de Gaulle. À partir de la mise à l'écart de Giraud, notent S. Courtois et M. Lazar, « la véritable partie entre de Gaulle et le PCF s'engage. Son enjeu : le pouvoir à la libération[2] ». À la suite de l'arrivée des Alliés à Alger, les militants communistes incarcérés en Algérie sont libérés. Le Parti communiste est représenté par 26 députés communistes français déportés en avril 1940. En octobre 1943, la direction du PCF en métropole envoie F. Grenier à Alger. A. Marty l'y rejoint depuis l'URSS. Avec E. Fajon, ils dirigent ce qu'on appelle la délégation du Comité central, qui maintient des relations privilégiées avec Moscou, le Komintern ayant été dissous en mai 1943. Les partis communistes restent en liaison avec le PC(b) *via* le département d'information internationale de son Comité central, dirigé par G. Dimitrov, à qui les communistes français rendent compte des négociations avec les représentants des Alliés et du CFLN[3].

Une assemblée consultative provisoire est constituée le 3 novembre 1943, composée de certains députés de 1940, de conseillers généraux, de représentants de la Résistance intérieure et des partis. Or, si une vie politique

1. P. Buton. *Les Lendemains qui déchantent. Op. cit.*, p. 19-20.
2. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, p. 202.
3. P. Buton. *Les Lendemains qui déchantent. Op. cit.*, p. 38-45.

reprend, elle est largement dominée par les « républicains de tradition », ce qui réduit déjà les espoirs des résistants défenseurs d'une France nouvelle en rupture avec celle qui s'est effondrée en 1940. Le monde politique de la IIIe République renaît de ses cendres à Alger. Ces « républicains de tradition », opposés aux communistes et à C. de Gaulle, promeuvent le volet social du programme de la Résistance mais non le volet économique, privilégiant toujours les petits propriétaires et entrepreneurs, et défendant la légalité républicaine[4]. Toutefois le Parti communiste a la satisfaction d'être devenu un acteur politique essentiel. Il est représenté dans le CFLN par F. Grenier et F. Billoux le 4 avril 1944. Pour la première fois des communistes occupent des charges ministérielles. La revanche de ce parti politique pestiféré en août 1939 est donc *a priori* totale. Il se lance alors dans une entreprise d'édification d'un « pouvoir concurrentiel[5] ». La propagande, et en particulier la propagande imprimée, doit lui permettre, à la fois, d'exposer sa puissance et défendre ses positions présentes et à venir. Pendant quelques semaines, il est même envisagé que le Parti communiste obtienne au CFLN la direction du commissariat à l'Information[6]. Il tente, en vain, d'assouplir la législation sur la presse, qui, du fait de l'état de guerre, n'est toujours pas libre[7]. Le PCF a également une autre priorité. La délégation du Comité central doit reconstruire le Parti communiste algérien. Le PCA avait organisé une activité clandestine dès le début de 1942, avec sa propre propagande, estampillée « Parti communiste d'Algérie (SFIC) ». En 1943, les communistes de la métropole reprennent la formation politique de ses membres[8].

En matière de presse, le PCF n'a pas les mains libres. Les parutions sont soumises à autorisation et les éditeurs de presse ne sont maitres ni du tirage ni de la pagination en raison du manque de papier[9]. En mai 1943, reparaît le journal *Liberté*, après accord du commissaire à l'information, André Labarthe[10]. Jean Cristofol en devient le directeur-gérant, Florimond Bonte le rédacteur en chef et Petit l'administrateur[11]. En décembre 1943, J. Christofol partant pour Marseille, F. Bonte en a l'entière responsabilité. Au début de 1944, J. Cristofol reprend les rênes de l'ensemble de l'appareil

4. H. Bastien. « La Préparation du retour à Alger : les "hommes d'Alger" : quelle idée de la République ? » *Le Rétablissement de la légalité républicaine (1944)*. Bruxelles : Complexe, 1996, p. 87-100.
5. P. Buton. *Les Lendemains qui déchantent. Op. cit.*, p. 73.
6. Lettre de la délégation du Comité central du PCF en Afrique du Nord au général de Gaulle, 13 novembre 1943, Arch. 2, 95, MRN.
7. Lettre de E. Fajon à C. de Gaulle, 10 novembre 1943, PCF 1, Arch. 2, 95, MRN.
8. E. Sivan. *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962.* Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976, p. 117-120.
9. Le PCF avait déjà connu une expérience semblable à Londres pendant le printemps 1943 à propos de la publication d'une brochure sur les FTP (*Francs Tireurs et Partisans français*. Londres : Cobbett, 1943, 36 p.) : F. Grenier. *C'était ainsi… (1940-1945)*. Éditions sociales, 1978, p. 189-207.
10. Lettre de P. Rolland à J. Cristofol, 20 mars 1943. F[41] 822, CARAN.
11. Répartition des tâches, 20 août 1943. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis ; - *Londres-Paris, 1943. Fernand Grenier – Jacques Duclos*. Institut de recherches marxistes, 1994, p. 161.

éditorial, presse et édition[12]. Le journal est censuré et après de constantes batailles avec les autorités, les communistes obtiennent du papier pour 25 000 exemplaires en 1943, et jusqu'à 80 600 exemplaires en avril 1944[13].

En octobre 1943, F. Billoux et A. Marty écrivent : « Vu les énormes difficultés d'impression (pas de papier par sabotage) il nous sera extrêmement difficile de réimprimer la littérature marxiste-léniniste et toutes les brochures fondamentales dont nous avons un besoin extrêmement urgent […] Toute cette littérature nous servira […] pour la France dès que possible[14]. » La seule solution envisagée dans l'immédiat est que Moscou envoie le matériel nécessaire. Le rôle d'A. Marty semble avoir été central dans ce circuit[15]. Les Français réclament « tout ce qui a été édité en URSS depuis le 22 juin 1941 et avant tout les déclarations du camarade Staline et du gouvernement », en français, en espagnol et en anglais et engagent à « faire suivre en même temps tout ce que vous avez de littérature marxiste-léniniste[16] ». A. Marty, fidèle à lui-même, n'accorde aucune attention aux publications clandestines imprimées en métropole.

La délégation communiste d'Alger se mue en éditeur en transformant le journal *Liberté* en officine d'édition, sous la responsabilité de J. Cristofol et le contrôle d'A. Marty. Le souci de contrôler toute la chaîne éditoriale revient comme un réflexe. Le 14 février, il est rappelé qu'« aucune édition ne devra être faite sans le visa de la délégation (Marty-Fajon)[17] ». Mieux : tous les imprimés qui viennent de métropole doivent être visés par J. Berlioz[18]. Les premières brochures, des discours politiques, renouent avec la propagande au sens le plus élémentaire[19]. Le 4 janvier 1944, la « réédition des textes marxistes-léninistes » est une priorité, le service d'édition devant travailler avec la section d'éducation pour la « préparation des textes[20] ». 19 textes ont été publiés sous la marque Éditions *Liberté* en 1943 et 1944, mais il n'y a aucun classique du marxisme-léninisme. 4 ont été écrits par E. Fajon, 3 par F. Billoux, 2 par J. Berlioz et A. Marty et seulement 1 par J. Duclos et M. Thorez. Rares sont les textes qui traitent directement de la résistance communiste en métropole[21]. Le thème de la libération de la France par les armes par sa propre population domine en 1944, avec 6 textes

12. Décision du Secrétariat du groupe, [début 1944]. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
13. Compte rendu journalier et succinct des événements, 4 juin-16 juin 1943. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis ; - Note, 28 juillet 1944, F^{7} 15278, CARAN.
14. Lettre de F. Billoux et A. Marty, 23 octobre 1943, IML 874, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
15. Correspondances, rapports, 1943-1944, IML 875, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
16. Lettre de F. Billoux et A. Marty, 23 octobre 1943, IML 874, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
17. Décision du Secrétariat du groupe, 14 février 1944. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
18. Décision du Secrétariat du groupe, 19 avril 1944. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
19. La plupart des cadres du PCA à partir de 1945 ont été formés dans ce contexte. E. Sivan. *Op. cit.*, p. 124.
20. Décision du Secrétariat du groupe, 18 novembre 1943, Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
21. A. Marty. *Un de ceux qui créent la France nouvelle, Pierre Sémard.* 2e édition. Éditions Liberté, 1944, 16 p.

sur 15. Il faut aussi souligner qu'il n'y a qu'un seul texte qui traite de la question coloniale, sous la plume de Omar Ouzegane, secrétaire du Parti communiste algérien[22]. Même si la délégation est en contact avec Moscou, même si elle dépend de la direction du PCF, le groupe des communistes à Alger semble vivre replié sur lui-même.

L'audience de ces textes est limitée à l'Afrique du Nord. C'est ce qui ressort du montage financier de deux brochures, le manifeste du PCF et un discours de Staline : le PCF compte sur les partis communistes algériens, tunisiens et marocains pour les diffuser[23]. Les Éditions Liberté sont-elles destinées à former idéologiquement les Algériens, Tunisiens et Marocains, ou l'ensemble de la population d'Afrique du Nord ? Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Lorsque les communistes rejoignent Paris en septembre, il est décidé de continuer le journal *Liberté* et ses brochures en Algérie[24].

Une telle politique, une telle propagande font évidemment du PCF un gros consommateur de papier, ce qui pose problème au CFLN. Le poids financier de ses publications et le désir de toucher un lectorat le plus vaste possible encouragent le PCF à demander au CFLN de participer au frais de certaines brochures, même si cela exige de la part du PCF de remettre un manuscrit pour une lecture préalable[25]. Le CFLN développe sa propre politique éditoriale et sa propre propagande[26] et, comme la presse, l'édition est soumise à censure. En juin 1944, le commissaire à l'Information H. Bonnet refuse à J. Cristofol l'autorisation de publier une brochure sur le procès de Pierre Pucheu, ancien ministre à l'Intérieur du gouvernement de Vichy, fusillé le 20 mars. Ce refus est motivé par le fait qu'il ne faut « pas donner de large publicité aux débats[27] ». L'histoire du journal et des éditions *Liberté* nuance le poids politique des communistes dans le nouvel espace politique en construction. Le PCF est une organisation puissante, mais il n'est pas au-dessus des lois. Il dépend, comme les autres, des règles posées par le gouvernement provisoire. Cependant le PCF continue d'affi-

22. O. Ouzegane. *Parti communiste au service des populations d'Algérie. Rapport présenté à la Conférence centrale du P.C.A. le 23 septembre 1944, par Omar Ouzegane, secrétaire du P.C.A.* Éditions Liberté, 1944, 24 p.
23. Décision du Secrétariat du groupe, 4 janvier 1944. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
24. Décision du Secrétariat du groupe, 4 septembre 1944. Direction Alger, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Les Éditions Liberté ont fonctionné jusqu'au milieu des années cinquante, éditant le plus souvent des textes en français. Dans E. Sivan. *Op. cit.*, p. 173-174 et 253.
25. Lettre de V. Barel à H. Bonnet, commissariat à l'Information, 17 mars 1944. F[41] 820, CARAN.
26. Ces publications étaient prises en charge par les administrations et organismes suivants : Commissariat à l'Intérieur, Commissariat à l'Information, Office français d'édition, Problème français, Commissariat à l'Air, Secrétariat du CFLN. Tableau de publications. F[41] 820, CARAN ; - En décembre 1943, H. Bonnet organise la publication d'une dizaine d'ouvrages *via* la Société d'édition Lettres françaises, maison d'édition libanaise (à ne pas confondre avec le titre littéraire clandestin), qui a pour mission d'assurer le rayonnement de la France. Les Lettres françaises ont été créées en 1942 à Beyrouth « sous la protection du g[al] Catroux ». F[41] 817, CARAN.
27. Lettre de H. Bonnet, commissariat à l'Information, au directeur de cabinet du général de Gaulle, 12 juin 1944, F[41] 820, CARAN.

cher une différence essentielle : on retrouve dans les éditions Liberté la raison d'être de cette organisation éditoriale, former idéologiquement les militants, d'autant plus forte qu'ici le PCF fait même abstraction de la spécificité sociale, culturelle et politique algérienne.

En métropole, les conditions sont bien entendues différentes. Au printemps 1944, la propagande communiste prépare avec force à la victoire et à la conquête politique de la France. Au niveau central, l'organisation est assurée : en août 1944, l'appareil central, sous la responsabilité de Lapière et Mafran, peut assurer « un tirage de 150 000 à 200 000 papiers par semaine ». Cette capacité extraordinaire de production se heurte à trois obstacles : les coupures d'électricité, le manque de « copie » (les militants n'écrivent pas assez)[28], et toujours les problèmes d'acheminement du matériel en province[29]. Localement, la direction du PCF est inquiète. En mai 1944, sur 14 régions, seules 7 disposent d'un appareil technique, le plus souvent réduit à une ronéo, 1 seule dispose d'une imprimerie typographique[30]. En mars 1944, J. Duclos précise dans un rapport interne : « […] dès qu'on aura un aperçu de nos futurs moyens d'actions un plan d'ensemble de presse et d'édition devrait être établi, afin de n'être pas dépassé par les événements[31]. » En juin 1944, le Front national décide de doter chaque Comité local et départemental de libération d'un « appareil technique » avec « des services d'imprimerie, de ronéos, de machines à écrire, etc. » : « Pas une commune, pas un village, pas un hameau ne devra ignorer la propagande du Front national et, partant, les directives communistes[32]. » La direction du PCF organise la propagande en vue de l'insurrection, c'est-à-dire :

> « – Le stockage de 500 000 feuilles de papier pour permettre de lancer un appel à la population ;
> – L'installation d'une imprimerie à gros tirage ;
> – L'achat de ronéos pour en nantir chaque technique régional [*sic*], qui pourra ainsi tirer sans avoir recours au centre ;
> – La mise en place d'un système de distribution de matériel[33]. »

Elle appelle les régions et sections à accumuler machines et matériel, et à nouer des contacts avec des imprimeurs :

> « Certes, le nombre des publications éditées par les régions et sections de la zone Sud – à l'exclusion du matériel édité centralement – est des plus réconfortants dépassant mensuellement le chiffre d'un demi million de feuilles (et par cela certaines régions peuvent mesurer tout le retard qu'il

28. Lapière. Appareil technique, Fonds Duclos, D2/1, MHV.
29. Lapière, Mafran et Catalon. Compte rendu de la direction du Parti sur le fonctionnement du système de liaison avec les DIR, 5 août 1944, 2 f. Fonds Duclos, D2/1, MHV.
30. Simon. Lettre, 7 mai 1944, Fonds Duclos, D1/3, MHV.
31. J. Duclos. Demande d'indemnisation à présenter pour l'appareil de presse et d'édition du PCF ; - 22 mars 1944, Fonds J. Duclos, A3, MHV.
32. Note, 5 juin 1944, Ba 2070, Arch. PPo.
33. Plan préparatoire pour l'insurrection, [12 juin 1944], Ba 2070, Arch. PPo. Souligné dans le texte.

> leur faut encore combler pour se mettre au diapason des autres) ; mais, si nous devons augmenter partout et toujours le nombre de nos publications, il faut aussi que chaque région, chaque section s'intéresse à savoir de quelle façon ces publications touchent la grande masse des patriotes et notamment ces milliers de nouveaux adhérents qui nous rejoignent de plus en plus nombreux ; il convient donc de vérifier de près la répartition aux différents organismes de base et la façon dont ils sont diffusés. »

À la veille de cette période riche en promesses politiques, le PCF lance une enquête sur ce que possèdent les organisations de base. La grande crainte de la direction est que les militants diffusent un matériel politiquement périmé[34].

L'insurrection nationale n'est pas le seul objectif de la propagande du Parti à la veille de la Libération. Il est encore et toujours nécessaire de s'assurer que ses membres sont mus par une idéologie parfaitement assimilée. Dans une circulaire datée de mars 1944, on peut lire : « Notons bien qu'il ne s'agit pas de remettre à demain ce qu'il faut faire maintenant, d'attendre le retour à la légalité pour s'instruire. […] L'éducation politique des membres de notre parti dans l'esprit du marxisme-léninisme est aujourd'hui d'autant plus nécessaire que notre Parti recrute, et doit recruter largement des membres nouveaux. […]. Un grand nombre de nos adhérents nouveaux apportent nécessairement dans notre parti des idées, des influences, des préjugés étrangers, voire directement hostiles du marxisme-léninisme[35]. »

Le Parti communiste sort victorieux de ce conflit sanglant. Il fait partie du gouvernement provisoire. Il est reconnu comme une force politique majeure. Cependant, ce bilan doit être nuancé. D'abord, la direction a consacré une énergie considérable à tenter d'éduquer politiquement des militants de fraîche date, totalement ignorants de l'histoire de l'organisation, de son idéologie et de ses dirigeants. De ce point de vue, la question de l'acculturation politique par les imprimés varie peu par rapport à l'avant-guerre, même si les sujets abordés enrichissent considérablement cette culture politique communiste, ce qui sera une force incomparable à la Libération[36]. L'impact de la propagande communiste, comprise comme la diffusion des idées politiques dans la population, fut sans doute limité aux zones urbaines. Enfin, le prestige des Éditions de Minuit écrase totalement l'action des communistes dans l'édition littéraire clandestine. Il est vrai que le PCF n'a pas considéré les lettres comme ayant une force subversive par elles-mêmes, mais comme un outil prosaïque de propagande. Aragon et la Bibliothèque française ne sont pas parvenus à obtenir une quelconque reconnaissance ni dans le monde politique ni dans le monde littéraire.

34. Circulaire aux Directions de régions et de sections. Répartition du matériel aux sections et cellules, [1944], PCF 2, Arch. 2, 96, MRN.
35. L'éducation marxiste-léniniste dans le parti, 8 mars 1944, Ba 1921, Arch. PPo.
36. S. Wolikow. « Les Communistes face à la lutte armée ». *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis.* Annales littéraires de l'université de Franche Comté/Les Belles Lettres, 1996, p. 29-39.

Le Parti communiste français n'a pas imprimé la première brochure clandestine en France, puisqu'il a été devancé par *Conseil à l'occupé* de Jean Texcier en juillet 1940[37]. Il n'est pas le plus fameux, dominé par l'aura des Éditions de Minuit. Mais il a clairement été le premier éditeur clandestin, par l'ampleur de sa propagande et son organisation.

37. C Bellanger. *La Presse clandestine, 1940-1944*. A. Colin, 1961, p. 24 ; - [Jean Texcier]. *Conseil à l'occupé*. S. l. : [août 1940], 11 p. (imprimé par Keller).

Quatrième partie

1944-1956
ENTRE PROPAGANDE ET ÉDITION POLITIQUE

Après guerre, le Parti communiste français devient pour plusieurs décennies un des grands acteurs de la vie politique française, capable de rassembler entre 20 et 25 % des électeurs. Parti de masse, avec 814 000 adhérents en décembre 1946, il consolide ses positions dans les milieux ouvriers et conserve des caractéristiques qui le distinguent sensiblement des autres partis de la IVe République. Il est relayé par des associations et organisations qui touchent à la vie sociale, économique et culturelle des Français. Alors que les autres partis l'abandonnent, le livre demeure un moyen pour cette organisation d'agir dans l'espace public et sur la vie des militants. Mais la Guerre froide maintient les maisons d'édition du PCF entre deux mondes, écartelées entre la propagande politique traditionnelle et le marché du livre.

Chapitre IX

1944-1947 : Le temps des désillusions

La Libération est l'occasion de démontrer à nouveau l'importance de la propagande imprimée pour le Parti communiste. Mais cette période est pleine de désillusion pour un parti qui prônait un changement radical dans l'industrie des médias.

Le PCF dans une France « épurée » ? L'exemple de la presse et l'édition

Avant 1939, le PCF possédait 3 quotidiens ; entre 1944 et 1946, il en a 38[1]. On comprendra alors que le Parti communiste défend, avec d'autres mouvements de la Résistance intérieure, une position radicale en matière d'épuration[2], en particulier pour la presse, média jugé influent sur les masses et de longue date soupçonné d'être manipulée par des puissances d'argent.

Suivant l'ordonnance du 22 juin 1944, tous les journaux parus officiellement 15 jours après le 25 juin 1940 au Nord et 15 jours après le 26 novembre 1942 au Sud sont suspendus, soit environ 700 titres. Ils ne peuvent plus paraître qu'après autorisation[3]. La loi Deferre (mai 1945) confie la gestion des biens des journaux mis sous séquestre à une société gérée par ces nouveaux patrons de presse, la Société nationale des entreprises de presse. Deux propositions communistes sont écartées : la mise en place de groupes d'administrateurs collectifs composés de journalistes et d'ouvriers du livre et (surtout) la reparution de plein droit des journaux communistes interdits en 1939[4].

En revanche, le sort de l'édition attire moins l'attention du monde politique. L'appel à l'épuration de ce secteur est lancé par le CNE dès

1. Y. Guillauma. *Presse et pouvoirs de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la Quatrième République*. Th. de doctorat en sciences de l'information, dir. Pierre Albert : université Paris-II Panthéon Assas, 1993, p. 299.
2. H. R Lottman. *L'Épuration (1943-1953)*. LGF, 1994, p. 32-36.
3. Y. Guillauma. *Presse et pouvoirs de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la Quatrième République. Op. cit.*, p. 180.
4. *Op. cit.*, p. 181-182.

1943[5]. Mais la liste des coupables est fort longue, puisque tous ont respecté les listes Otto. De surcroît, est-il possible pour les *auteurs* – la moitié des membres du CNE avaient publié au moins un ouvrage chez Gallimard ou un article dans la *NRF* avant-guerre – de condamner *leurs* éditeurs[6] ? Un document portant sur « l'Édition française sous l'Occupation », retrouvé par A. Simonin, dresse une typologie des maisons d'édition en fonction de leur activité entre 1940 et 1944 : les « maisons spoliées ou ayant interrompu la publication de leurs ouvrages », celles « ayant publié des textes de Résistance dès l'armistice et qui n'ont pas édité d'ouvrages tendancieux », celles « ayant édité clandestinement des publications de Résistance », celles « ayant satisfait aux sollicitations des Allemands ou de Vichy et qui ont servi, à différents titres, la collaboration », qui sont la majorité (Denoël, Gallimard, Hachette…[7]). Ce rapport passe totalement sous silence l'éditeur PCF. La « propagande » communiste (même avec des ambitions littéraires) est évincée du monde des lettres. Pour l'instant, cette absence indiffère les communistes. Le PCF propose au gouvernement ses propres mesures. Il affirme que « la librairie est entièrement libre », mais ce retour de la liberté ne peut avoir lieu qu'à une condition : il faut des « mesures exceptionnelles rendant aux éditeurs patriotes les fonds de commerce et instruments de travail accaparés » par les collaborateurs et touchés par « la confiscation des biens […] prononcée par l'autorité de justice contre les éditeurs coupables de trahison et d'intelligence avec l'ennemi[8] ». Priorité doit être donnée à la rétrocession des biens confisqués, dont ceux des Éditions sociales internationales, du Bureau d'éditions, du CDLP, ainsi que tout ce qui concerne sa presse, saisis pendant la Drôle de guerre. Les communistes réclament donc en priorité les biens saisis en 1939-1940, afin d'avoir les moyens d'occuper efficacement l'espace public dans la France libérée, ce qui leur est refusé.

L'épuration de l'édition est lente et clémente, au grand dam de certains membres de la commission d'épuration mise en place en janvier 1945. Rares sont les éditeurs sanctionnés. Gallimard est condamné à voir disparaître la *Nouvelle Revue française*, qui a continué à paraître au-delà de la date fatidique de novembre 1941. Mais G. Gallimard bénéficie du soutien de nombreux de ses auteurs, dont P. Eluard ou Aragon, qui revient rue Sébastien-Bottin[9]. B. Grasset est condamné à cinq ans d'interdiction de séjour, à la dégradation nationale et à la confiscation de ses biens ; il est

5. P. Fouché. *L'Édition française sous l'Occupation*. Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-VII, 1987, p. 155-156.
6. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains. Op. cit.*, p. 540.
7. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 657-659.
8. Extrait des « Propositions du Parti communiste français. Propositions de mesures immédiates à appliquer lors de la libération par le ministère de l'Information », s. d., 10 p., Archives Michel Debré, dans : A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.,* p. 475-476.
9. P. Assouline. *Gaston Gallimard. Op. cit.*, p. 378 et 383.

amnistié en 1953. Les éditions Denoël échappent à la sanction. Les effets de l'épuration sont ténus.

Le monde de l'édition s'organise sans tenir compte du poids des communistes dans la vie publique. Un groupe d'éditeurs, réunis sous le nom de « Pour le livre », constitué en décembre 1944, défend le « rayonnement spirituel de la France » à l'étranger[10]. Les maisons d'édition du PCF n'y sont pas représentées. Quelques semaines plus tard, le PCF réagit en participant à la naissance d'une association concurrente, la « Fidélité française ». Constituée pour « défendre en commun dans la France libérée, les idées qu'ils ont défendues dans la France asservie[11] », l'association se présente comme un groupe d'« éditeurs résistants », qui vise notamment à « faire redresser en particulier les torts et dommages » que leurs membres ont pu connaître pendant la guerre. Les éditions Hier et Aujourd'hui et la Bibliothèque française en sont membres[12]. Y sont admises en principe les sociétés qui ont une activité résistante tardive, avec pour date butoir le 8 novembre 1942. Les entreprises dites explicitement « semi-légales » ont également le droit d'y figurer[13]. Ainsi, les Éditions sociales, nées en 1944, et les Éditions *France d'Abord* y adhèrent en 1946. La « Fidélité française » a joué un rôle de groupe de pression, afin d'obtenir du papier pour ses membres, en plus de leur dotation courante, et a exprimé un avis sur le déroulement de l'épuration[14]. Elle disparaît totalement de la vie professionnelle de l'édition à partir de 1947[15].

L'édition communiste, 1944-1947 : l'âge d'or ?

Le monde du livre retrouve son niveau de production d'avant-guerre dès 1946, avec environ 14 000 titres par an, hors réimpression[16]. Cette activité est d'autant plus remarquable qu'elle se déroule dans une période de forte pénurie de papier. Rares sont les structures éditoriales nées de la guerre : des entreprises comme les éditions Charlot, Seghers et Minuit font figure d'exception[17]. Ce contexte laisse le PCF relativement indifférent,

10. P. Fouché. *L'Édition française sous l'occupation*. *Op. cit.*, p. 185 ; - « Les Éditeurs français et leur responsabilité ». *Les Lettres françaises*, 2 décembre 1944, 32, p. 59. Les membres de « Pour le livre » sont : Bourrelier ; Corréa ; Le Cerf ; Durand-Auzias ; Le Seuil ; Je Sers ; L'Amitié (M. Rageot) ; Rouart-Lerelle ; Seghers ; Camping ; Minuit.
11. La Fidélité française. *Bibliographie de la France : Chroniques*, 3-7 mai 1946, n° 18-20, p. 699.
12. P. Fouché. *L'Édition française sous l'occupation*. *Op. cit.*, 1987, p. 185 ; - *La Fidélité française*. Paris : Association des éditeurs résistants, décembre 1946. 4 p.
13. Déclaration de la Fidélité française, 29 mai 1945, Arch. PPo.
14. La Fidélité française, Procès-Verbal, 9 mai 1946, Arch. N. Devers-Dreyfus.
15. P. Fouché. *L'Édition française sous l'occupation*. *Op. cit.*, p. 191-193.
16. I. de Conihout. « La Conjoncture de l'édition ». *Histoire de l'édition française. T. IV : le livre concurrencé, 1900-1950*. *Op. cit.*, p. 70-96.
17. P. Fouché. « L'Édition littéraire, 1914-1950 ». *Histoire de l'édition française. T. III : Le temps des éditeurs. Du romantisme à la Belle Époque.* Fayard, 1990, p. 237-239 ; - Elisabeth Parinet. *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine : XIXe – XXe siècle.* Le Seuil, 2004, p. 377-380 ; - A. Simonin. « L'édition littéraire ». *L'Édition française après 1945.* Cercle de la Librairie, 1998, p. 30-87.

obnubilé par la renaissance de sa presse et la nécessité d'éditer des manuels de formation politique.

En novembre 1944, les cours d'éducation politique reprennent. Mais que donner à lire à ces centaines de millier de nouveaux militants ? Non seulement le papier est rare, mais les textes fondamentaux doivent être retrouvés, puisqu'en 1939-1940, les publications saisies ont été quasi systématiquement pilonnées. En novembre, le PCF réussit à publier sa première collection destinée aux élèves des écoles, la série « Éducation politique » en dix « leçons[18] ». Une seconde édition est lancée un an plus tard[19]. Ces brochures connaissent des tirages importants, entre 50 000 et 100 000 exemplaires[20]. Il est également décidé de rééditer la série la « Doctrine communiste » en six cours[21]. En 1945, les titres qui sont destinés à la plus grande diffusion sont *Françaises, le Parti communiste vous parle* (100 000 exemplaires) et *Projet de charte d'unité de la classe ouvrière* (600 000[22]). Ces deux ouvrages sont une belle illustration d'un parti qui organise sa propagande à la fois pour atteindre une nouvelle population et conforter son ancienne assise militante. En 1946, le tirage maximum est atteint par une brochure d'agitation, *Ce que veulent les communistes*, imprimée à un million d'exemplaires[23]. L'activité propagandiste est également liée au calendrier électoral. Cette intense activité éditoriale ne provoque pas de miracles : les ventes sont en deçà des tirages[24].

Ce n'est que dans un second temps que le Parti communiste se penche sur l'organisation proprement dite de son appareil d'édition. La question est traitée lors d'une réunion du Secrétariat, le 27 novembre 1944, où l'on envisage de faire renaître le BE et les ESI. Ce choix est un moyen de forcer le gouvernement à restituer ou dédommager des saisies et obtenir le statut de victime pour avoir la préséance sur le contingent de papier[25]. Cette stratégie échoue. Tout l'appareil législatif visant à rétablir la légalité républicaine ne tient compte que de la période postérieure à juin 1940. En mai 1948, dans le seul département de la Seine, l'administration des Domaines gère encore les biens de 85 organisations communistes saisis en 1939 et 1940[26]. Mais une bonne part des biens présentant de la valeur a été détruite ou attribuée[27].

18. L'activité du Parti communiste français, semaine du 13 au 19 novembre 1944, Ba 2070, Arch. PPo : Notions économiques sur la France ; l'Avenir économique et sociale de la France ; la Nation française ; les Communistes et la guerre ; la Question paysanne ; la Jeunesse ; le Parti ; la Politique générale du Parti ; les Questions d'organisation du Parti.
19. Les deux inédits concernent les *Syndicats* et l'*Homme communiste* : Réorganisation du programme éducatif du Parti communiste, 5 octobre 1945, Ba 2071, Arch. PPo.
20. Ba 1926, Arch. PPo.
21. Décisions. Secrétariat, 20 novembre 1944, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
22. Ba 2084, Arch. PPo.
23. Ba 1927, Arch. PPo.
24. Propagande du Parti communiste, 31 mars 1945. Ba 2071, Arch. PPo
25. Propositions sur la réorganisation de nos maisons d'édition, [1945], f. 1, Arch. N. Devers-Dreyfus.
26. Lettre du service des Domaines (Paris) au secrétaire général, 26 mai 1948, B 59961/1, CAF.
27. Note du directeur du Budget au ministre des Finances, 7 juin 1945, B 13615, CAF.

Les structures clandestines nées pendant la guerre ne sont pas oubliées : il est décidé que « les Éditions “Hier & Aujourd'hui” organiseront immédiatement la parution de la littérature plus large ». Or, elles n'ont rien publié depuis 1943, contrairement à la Bibliothèque française, à laquelle il n'est fait nulle allusion. Il y a donc un héritage de la Résistance, mais dans lequel la direction effectue un tri. Comme avant-guerre, la direction du PCF recourt à une commission des éditions, à qui on confie la tâche de « mettre au point un plan d'action » et d'« organiser le contrôle politique sur tous les ouvrages ». Cette commission – appelée aussi « Comité de lecture » – est composée de manière équilibrée entre anciens et nouveaux venus, intellectuels et responsables politiques. Parmi les anciens, L. Moussinac, G. Sadoul, J. Ducroux. Signe d'une reconnaissance institutionnelle, qui compense l'absence de la Bibliothèque française dans l'organisation, Aragon en fait désormais partie. Les nouveaux venus sont C. Morgan, Roger Garaudy et J. Baby[28]. Les responsables administratifs et politiques sont E. Dutilleul, des représentants du CDLP et de *France d'Abord*, un certain Rivière et surtout un dénommé « Jean ». « Jean » désigne Jean Jérôme. Chargé officieusement des questions financières, sa présence dans la commission fait doublon avec celle d'E. Dutilleul, dont la position dans le Parti décline. Mais le rôle de J. Jérôme n'est pas seulement celui de « financier occulte » du PCF ; la direction considère aussi qu'il a un avis autorisé sur le sujet[29].

La composition des instances de contrôle des éditions diffère peu de ce qu'elle fut avant-guerre. Le Secrétariat et le Bureau politique décident de la publication de tel ou tel texte, choisissant son sujet, son auteur et le moment de l'édition. Les textes dits « classiques », textes idéologiques fondamentaux destinés à la formation des militants, sont prioritaires. À l'inverse, la fonction de la fiction est vague. Le 26 février 1945, des personnalités bien connues sont sollicitées : « Direction politique des éditions : Moussinac (responsable), G. Sadoul – Fréville – Baby, sous la responsabilité de Jacques Duclos[30]. » La direction de ces équipes est confiée à des militants chevronnés, reconnus, fiables mais nullement en position de force politique. Les éditions sont un domaine peu prestigieux et sans potentiel d'ascension politique.

Pendant le deuxième semestre 1944, le Parti communiste publie 25 titres, production qui croît rapidement pour atteindre 117 titres en 1946, puis 122 en 1947[31]. Les chiffres de tirage sont de 20 000 exemplaires en moyenne à partir de 1946[32]. En 1945, cette production est dominée par les Éditions sociales (46 % des titres) et les éditions France d'abord (9 %), tandis que le domaine littéraire représente 43 % de la production,

28. Décisions. Secrétariat, 26 février 1945, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
29. R. Hilsum. « Entretien avec C. Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. ». *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, nº 12, p. 89-108.
30. Décisions. Secrétariat, 26 février 1945. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
31. Graphique 1.
32. Graphique 2.

avec les éditions Hier et Aujourd'hui (24 %) et la Bibliothèque française (12 %). Alors que les brochures représentaient encore plus de la moitié des publications pendant le Front populaire, elles constituent, au mieux, 47 % de la production à partir de 1946[33]. Le PCF publie désormais *des livres*.

Le 13 juin 1945, les actionnaires de la société anonyme Éditions sociales internationales se réunissent en assemblée générale extraordinaire et décident de « modifier la dénomination de la société qui s'appellera désormais : Éditions sociales[34] ». L'idée de conserver la raison sociale « Bureau d'éditions » a donc été abandonnée, de même que le PCF a renoncé à l'adjectif « internationale » : le Komintern disparu, la France est désormais l'unique port d'attache du PCF. La maison d'édition quitte la rue Racine pour s'installer au 64, boulevard Auguste-Blanqui, dans le XIIIe arrondissement. Elle a pour président directeur général J. Ducroux, ancien employé des ESI et kominternien. Avec J. Ducroux, le Parti communiste fait encore appel à un technicien de la propagande, et non à un intellectuel reconnu comme tel par ses pairs. J. Bruhat se souvient de lui comme d'un « excellent administrateur[35] ». Son sens de la discipline ne l'empêchera pas de prendre parfois des positions risquées[36].

La mission des Éditions sociales est de « vulgariser les œuvres du rationalisme moderne » ainsi que le déclare J. Ducroux qui précise : « En France, nous touchons tous les milieux : instituteurs, étudiants, ouvriers et paysans aux idées avancées, à l'intention desquels nous avons des collections bon marché[37]. » Les Éditions sociales publient une trentaine de titres par an. Le tirage moyen n'est guère supérieur à ce qu'il fut pendant l'Entre-deux-guerres. 42 % des titres sont des œuvres de Marx et Engels, 37,5 % proviennent des écrits de Lénine et Staline. En revanche, la part des écrits français est importante et en augmentation constante, passant de 25 % des publications en 1944 à 40 % en 1947. Il s'agit d'ouvrages d'intellectuels du Parti, et en particulier G. Politzer et Cécile Angrand, nouveaux représentants de la littérature communiste française, et surtout de R. Garaudy, figure montante du philosophe du Parti.

La collection les « Éléments du communisme », créée en 1928, demeure la colonne vertébrale de cette nouvelle structure, véritable « saint des saints » éditorial, dont les 26 titres parus entre 1944 et 1948 célèbrent l'orthodoxie, avec des textes de Staline (5), de Engels (5), Marx (7), et Lénine (8). Certains sont réédités : *Des principes du Léninisme* de Staline en 1945

33. Graphique 3.
34. Acte du 22 janvier 1946, Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI. Les actionnaires sont : Léon Moussinac, Joseph Ducroux, Roger Ginsburger, Waldeck L'Huillier, René Blech, Joseph Troillet, Marcel Hamon, Léon Feix, Pierre Maucherat, André Mercier, Roger Houet.
35. J. Bruhat. *Il n'est jamais trop tard*. A. Michel, 1982, p. 96.
36. Avec Pierre Daix, il a soutenu Henri Lefebvre lors de la publication *À la lumière du matérialisme dialectique* dans la commission des éditions : Témoignage de Pierre Daix.
37. H. Thimmonier. Pourquoi éditez-vous ? *Les Lettres françaises*, n° 122, 23 août 1946, p. 4.

et 1947, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* de Engels en 1945 et 1946, le *Manifeste du Parti communiste français* de Marx en 1945 et 1947, *Le Matérialisme dialectique et le matérialisme historique* de Staline en 1945 et 1947, *Misère de la philosophie* de Marx en 1946 et 1947, *L'État et la révolution* de Lénine en 1946 et 1947, *Karl Marx et sa doctrine* de Lénine en 1946 et 1947. Parmi ces textes apparaît un nouveau classique, *Principes élémentaires de philosophie* de G. Politzer en 1946. Mais le PCF crée aussi une nouvelle collection, les « Cours de l'Université nouvelle ». Les auteurs sont les enseignants, français, de l'Université nouvelle, parfois récemment entrés dans l'appareil : R. Garaudy, C. Angrand, Pierre George, Georges Tessier. L'héritage marxiste-léniniste n'est plus un « produit d'importation » : les militants y ont désormais accès par des plumes françaises. Sur les 91 titres publiés entre 1945 et 1947, un tiers sont des « manuels » mais dont la diffusion n'est pas massive (10 000 exemplaires). C'est au service de propagande que revient désormais l'organisation de l'édition des comptes rendus de congrès.

Le programme éditorial annoncé au public par J. Ducroux connaît une rupture en 1947. Les Éditions sociales délaissent les manuels pour des ouvrages plus élaborés, par la forme ou le public visé. Le signe le plus manifeste de ce changement est la réapparition d'une collection phare du Front populaire, rédigée par et pour des intellectuels français, « Problèmes ». La collection renaît dès 1945, avec un titre de R. Garaudy, *Le Communisme et la morale*[38], mais elle se développe surtout à partir de 1947. Elle accueille en particulier les œuvres de G. Politzer. Les Éditions sociales se lancent par ailleurs dans la publication d'essais qui tentent de mêler des cultures politiques et historiques différentes. Il semble impératif de présenter l'URSS aux Français : manuel de langue russe, constitution soviétique, histoire de la révolution russe, structure de la vie politique… L'histoire du mouvement ouvrier français passe d'abord par la plume de Marx et Engels. Nulle trace de J. Guesde, J. Jaurès, ou autres représentants majeurs du mouvement ouvrier français antérieur à 1914. En revanche, les Éditions sociales traitent de la France par son histoire récente, celle de l'Occupation, et de ses héros (J. Decour, G. Péri, G. Politzer, le colonel Fabien). En 1947, elles se lancent aussi dans le pamphlet, utilisé d'abord contre J.-P. Sartre, avec *La Sainte Famille existentialiste* d'Henri Mougin[39] et *Une littérature de fossoyeur* de R. Garaudy. Les discours politiques de dirigeants deviennent marginaux. Mais, surtout, c'est en 1947 que les Éditions sociales entreprennent l'édition des œuvres complètes de Marx.

38. 1945, 128 p.

39. H. Mougin est décédé en juillet 1946. C'est Jean Kanapa qui termine l'ouvrage. Il avait déjà participé à l'édition de trois œuvres de G. Politzer (*Principes élémentaires de philosophie* en 1946, *Crise de la psychologie contemporaine* et *Révolution et contre révolution* en 1947). Dans G. STREIFF. *Jean Kanapa, 1921-1978*. L'Harmattan, 2002, p. 85-87 ; - G. COGNIOT. *Parti pris. Tome 2 : De la Libération au programme commun.* Éditions sociales ; 1976, p. 124.

Les Éditions sociales ont une place à part dans les instances de pouvoir politique du Parti. Contrairement à d'autres, elles « bénéficient » de l'attention soutenue tantôt de la Section idéologique, tantôt de la Section d'éducation. À cette époque, R. Garaudy joue également un rôle politico-éditorial important[40]. Les processus de décisions demeurent inchangés. Les événements, comme les anniversaires, commémorations ou campagnes politiques, sont traduits dans la politique éditoriale par les instances de direction. C'est ainsi que le Secrétariat prend l'initiative de créer une « commission » chargée « d'établir un plan d'éditions à l'occasion des Centenaires du Manifeste communiste et de la Révolution de 1848[41] ». À l'inverse, certains projets ne voient pas le jour alors qu'ils sont initialement soutenus par la direction comme celui de « faire écrire sur la Résistance dans les différentes régions, sur l'insurrection de Paris » et de « rééditer St-Simon, Fourier, Cabet, Blanqui, etc. et tout ce qui peut montrer notre Parti comme le continuateur des traditions de la France révolutionnaire[42] ». Le calendrier politique conduit à d'autres revirements éditoriaux. H. Lefebvre, ancien du groupe « Philosophies », en fait les frais. Son adhésion au PCF n'a pas fait de lui un intellectuel fiable aux yeux de la direction qui l'a peu utilisé pour ses publications. Il publie d'ailleurs en 1939 *Matérialisme dialectique* chez Alcan, temple de l'édition universitaire en philosophie. À la Libération, il bénéficie d'un retour en grâce et on attend de lui qu'il aide à « installer le marxisme dans sa légitimité philosophique[43] ». La direction lui commande un ouvrage sur le matérialisme dialectique, prévu en 8 volumes, « à destination des militants et des étudiants du niveau classe préparatoire ». La série porte un titre en forme d'hommage au passé, *À la lumière du matérialisme dialectique*. H. Lefebvre inaugure en 1947 cette somme avec *Logique formelle et logique dialectique*, imprimé à 5 000 exemplaires. Lorsque les thèses jdanoviennes sont diffusées, ce premier volume devient suspect et les 7 autres volumes sont abandonnés[44]. Les valses hésitations et projets avortés montrent que l'édition demeure un outil de propagande malcommode dans un domaine où le moindre événement entraîne un changement de tactique, de priorité, de vocabulaire.

L'histoire de *Encyclopédie de la Renaissance française* est également exemplaire de l'impact de l'actualité sur le processus éditorial. Cette encyclopédie, qui devait célébrer la défense commune de la classe ouvrière et de la nation[45], se situe dans l'héritage de l'encyclopédie de Diderot et

40. Décisions. Secrétariat, 26 février 1945, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
41. Décisions. Secrétariat, 2 décembre 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
42. Décisions. Secrétariat, 24 juin 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
43. M. Trébitsch. « Préface ». H. Lefebvre. *Critique of Every Day. Volume I*, Londres : Verso, 1991, p. ix-xxviii. Disponible sur : http://www.ihtp.cnrs.fr/Trebitsch.
44. F. Combes et P. Latour. *Conversation avec Henri Lefebvre*. *Op. cit.*, 58-60 p. ; - R. Hess. *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*. A. M. Métaillé, 1988, p. 139.
45. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, p. 253.

d'Alembert, dont elle porte d'ailleurs le sous-titre *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*[46], et dans la continuité de *L'Encyclopédie socialiste* (1912-1919), dirigée par A. Compère-Morel[47]. Elle est également et symboliquement en concurrence avec un autre projet des années trente, qui fut aussi une célébration du rationalisme, *L'Encyclopédie française*[48]. Lancée en 1945 par la direction du PCF[49], l'entreprise est fragilisée par la disparition de plusieurs responsables (H. Mougon, P. Langevin). La crise de l'édition et surtout l'entrée dans la Guerre froide l'enterrent, tant le projet éditorial initial est en décalage avec les conceptions jdanoviennes[50]. Une fois encore, le temps long du processus éditorial se heurte au temps court du politique.

Les autres maisons d'édition du PCF sont également le jouet de l'actualité politique qui, après les avoir délaissées, les mettent en première ligne. Les maisons d'édition littéraires figurent pour la première fois depuis la Libération dans le compte rendu des organes de la direction en octobre 1946[51], lorsque les camarades soviétiques rappellent ce que doit être un art engagé. Pourtant, lors du Xe Congrès du PCF, en juin 1945, G. Cogniot avait rendu un hommage appuyé aux écrivains, associés à la Résistance[52]. Et de citer en exemple Aragon, J.-R. Bloch et… les Éditions de Minuit et « leur admirable collection ». Mais pas un mot sur Hier et Aujourd'hui ni sur la Bibliothèque française[53]. C'est Hier et Aujourd'hui qui est pourtant chargé de la défense la littérature romanesque au sein du Parti. Le programme éditorial est vague et le public visé large – « ouvriers, cultivateurs, employés, étudiants, syndicalistes, écrivains, savants, militaires, etc. ». La société des éditions Hier et Aujourd'hui est constituée le 28 décembre 1944, installée dans le Quartier latin, sise 1 rue Danton, dans le VIe arrondissement puis au 24 rue Racine (VIe arrondissement)[54], l'ancienne domiciliation des ESI. Bien qu'elles fassent partie de l'association la « Fidélité française », elles se présentent rarement

46. P. Langevin. « L'Encyclopédie ou la solidarité de l'action et de la pensée ». *Les Lettres françaises*, 16 juin 1945, n° 60, p. 1 et 6.
47. V. Chambarlhac. « *L'Encyclopédie socialiste*, une forme singulière pour une cause politique ? » *Genèses*, n° 57, décembre 2004, p. 4-22.
48. La filiation ou contre filiation a aussi donné lieu à un lapsus intéressant. Dans un rapport, on y parle de *l'Encyclopédie française* au lieu de *Encyclopédie de la Renaissance française*. Rapport concernant l'organisation de la diffusion de nos éditions, s. d., 2 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus ; - J.-Y. Mollier. « La fabrique éditoriale ». *Cahiers trimestriels Jean-Jaurès*, janvier-juin 2002, n° 163-164, p. 11-31 ; - M. Trébitsch. « Une entreprise républicaine ». *Ibid.*, p. 65-78 ; N. Racine. « Pierre Abraham, Lucien Febvre et les tomes *Arts et littératures dans la société contemporaine* ». *Ibid.*, p. 117-147.
49. Décisions. Secrétariat, 26 février 1945, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
50. F. Matonti. « Joliot-Curie et l'engagement politique des scientifiques de son temps ». *Œuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*. EDP Sciences, 2001, p. 108-120.
51. Décisions. Secrétariat, 7 octobre 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
52. G. Cogniot. « Les Intellectuels et la Renaissance française ». *X^e^ congrès national du PCF, 26-30 juin 1945.* Éditions du PCF, 1946, p. 16.
53. « L'Intelligence française dans le combat ». *Cahiers du communisme*, 1944, p. 65-69.
54. Arch. du Tribunal de commerce de la Seine, INPI.

comme nées dans la clandestinité[55]. Fin juin 1945, Marcelle Hilsum, épouse de R. Hilsum, devient directrice de cette nouvelle structure, sur proposition de J. Jérôme[56]. Membre du Parti communiste depuis 1934, elle avait travaillé dans l'édition et la presse, d'abord avec son mari Au Sans Pareil puis avec G. Sadoul, pour le journal *Mon Camarade* et de ses premiers livrets. Pendant la guerre, elle eut comme son mari une activité clandestine, notamment comme agent de liaison auprès des prisonniers.

Hier et Aujourd'hui édite 72 titres en trois ans, dont 40 romans. La première année est marquée du sceau de la littérature soviétique, comme si elle prenait le relais des ESI. Dès 1946, les Français partagent à part égale le catalogue. Parmi les romans soviétiques (13), seuls 5 sont des nouveautés, dont 3 écrits d'Ilya Ehrenbourg. Pour les romanciers français, 9 sont des inédits (François-Albert Viallet, Pierre Hermange, R. Garaudy, V. Pozner, J. Laffitte, Jeanne Saint-Cricq). Mais la maison d'édition édite aussi R. Rolland, Théophile Gautier, Balzac, George Sand. En 1946, les éditions créent une « collection illustrée de livres pour la jeunesse », qui ne compte que 4 ouvrages pendant cette même période : *Pantagruel* de Rabelais, *Robin des Bois*, *Don Quichotte* de Cervantès, et, seul nouveau venu Paul Delarue avec *L'Amour de trois oranges*. Une nouvelle collection est créée, « Désir de lire », « collection populaire d'œuvres choisies pour la femme et la famille[57] », où on trouve R. Rolland, G. Sand, M. Arnaud, Balzac… Cette collection comprend 6 titres en 1946 et 1947 et répond à un « nouveau » lectorat et électorat, les femmes. Si le parti pris esthétique est le réalisme ou le naturalisme, il n'est pas marqué par une vraie prise de risque.

Les essais représentent moins du tiers de la production. Ces textes sont encadrés par plusieurs collections, dont la principale est « Essais et Documents ». La série, créée en 1946, comporte 7 titres, qui traitent de sujets d'actualité (l'épuration, la bombe atomique, l'Allemagne…). C'est dans cette collection qu'est publié le livre d'Edgar Morin *Allemagne, notre souci*, livre de commande[58]. Les autres collections sont de moindre importance, quantitativement, avec quelques titres remarquables. « Connaissances de l'URSS » est dirigé par l'Association France-URSS (Centre culturel et économique France-URSS) qui abrite seulement 3 titres. « Civilisation française » traite de la « culture française ». Elle aura deux titres pendant cette période, et non des moindres : *Géographie économique et sociale de la France*, de Pierre George (1946) et *Histoire d'une langue : le français*, de Marcel Cohen (1947). Enfin, « La Science et l'homme » est dirigée par P. Labérenne, qui publie une réédition de *l'Origine des mondes* en 1947.

55. Éditions Hier et Aujourd'hui. *Catalogue*. Hier et Aujourd'hui, 1945, 6 p.
56. Arch. du Tribunal de commerce de la Seine, INPI ; - Témoignage de François Hilsum.
57. Éditions Hier et Aujourd'hui. *Catalogue*. Hier et Aujourd'hui, hiver 1946, 12 p.
58. E. Morin. *Autocritique*. Le Seuil, 1975, p. 75.

Le tirage moyen est de 8 700 exemplaires en 1945, 10 300 en 1946 et 9 600 en 1947. Ces chiffres sont peu différents du reste de l'édition française. Rééditant des classiques de la littérature et reprenant des ouvrages édités par feus le BE et les ESI, Hier et Aujourd'hui n'est pas une maison d'édition tournée franchement vers l'avenir : elle est terne, avec une identité peu affirmée.

À l'automne 1944, la direction du PCF veut aussi créer « un Centre d'éditions à contenu patriotique[59] ». Cette nouvelle maison d'édition s'appuie sur *France d'Abord*, journal des FTP, créé clandestinement en septembre 1941[60]. Dans un premier temps, les éditions France d'Abord assurent l'édition du journal, de brochures et d'une série destinée aux enfants, « Jeunesse héroïque ». Entre 1944 et 1947, elles éditent 16 titres portant essentiellement sur l'armée, passée et présente, française et étrangère, et appuient la campagne du PCF en faveur du maintien des milices patriotiques[61]. Il s'agit d'un mélange de textes de différente nature : des textes à prétention littéraire, comme le *Valmy* de R. Rolland (1944) ; des textes universitaires, comme *L'Armée nationale sous la Révolution (1789-1794)* de A. Soboul (1945) ; une majorité de textes d'actualité (6). Une part importante de l'activité de *France d'abord* consiste dans l'édition de « Jeunesse héroïque », collection de courtes histoires illustrées, vendues en fascicule de 32 pages toutes les deux semaines. Initialement, cette « collection a pour but de perpétrer le souvenir de ceux qui sont tombés dans la lutte libératrice[62] », racontant aux enfants, et d'abord aux garçons, les aventures des « plus belles figures des jeunes héros de la Libération et de la reconstruction de la France et dans le monde[63] ». Cette collection a atteint des tirages importants, jusqu'à 60 000 exemplaires. Victime de la crise qui frappe la presse d'opinion, les tirages tombent à 25 000 exemplaires en 1947[64]. De surcroît, la défense des milices patriotiques ou d'une armée populaire n'est plus d'actualité depuis la fin 1944. En 1946, le Secrétariat décide que les éditions France d'Abord se concentreront sur la sauvegarde de la revue et cède leur activité d'édition à Hier et Aujourd'hui[65], qui ne conserve que la collection « Jeunesse Héroïque ».

Autre maison d'édition, issue elle aussi de la Résistance, la Bibliothèque française adopte une position politique très ambiguë vis-à-vis du Parti. En décembre 1944, la commission d'édition (dont Aragon fait partie) signale

59. Décisions. Secrétariat, 27 novembre 1944. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
60. P. Buton. *Les Lendemains qui déchantent. Op. cit.*, p. 198.
61. *Op. cit.* p. 159.
62. Lettre de A. Legay au ministre de l'Information, 14 décembre 1945. F[41] 1297, CARAN.
63. Éditions Hier et Aujourd'hui. *Catalogue*. Hier et Aujourd'hui, hiver 1946, 12 p.
64. France d'Abord. F[41] 1297, CARAN.
65. Décisions. Secrétariat, 7 octobre 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis : « Fusionner les éditions "France d'Abord" avec les éditions "Hier & Aujourd'hui" qui créeront une collection "France d'Abord" sous le nom duquel continueront à être édités les ouvrages dont les éditions "France d'Abord » ont la spécialité (J. Duclos). »

que « la société est en bonne voie, mais en l'absence d'Aragon nous ne pouvons avoir de précision[66] ». Le 3 mai 1945 se tient l'assemblée constitutive de la Bibliothèque française, avec des associés qui reflètent non seulement la confiance du Parti mais aussi l'existence d'un réseau propre à Aragon. Sont associés à l'entreprise Pablo Picasso, Renaud de Jouvenel, Gabrielle Gras[67] et Paulette Laguillaume, épouse de G. Bensan[68]. Le siège social de la maison d'édition est alors établi au 18 rue de la Sourdière, le domicile d'Aragon. Contrairement aux éditions Hier et Aujourd'hui, la Bibliothèque française n'hésite pas à revendiquer son passé résistant[69].

On ne peut séparer l'histoire de la Bibliothèque française de la situation d'Aragon dans le monde littéraire et politique à la Libération. Ces « pestiférés les plus fêtés de Paris », comme l'écrivit E. Triolet, occupent à la fois des positions clé dans le monde intellectuel, tout en étant dans une situation de grande fragilité. Aragon est co-directeur du quotidien communiste *Ce Soir*, membre du comité directeur de l'UNI et secrétaire général du CNE. En revanche, il ne dirige pas les *Lettres françaises* et n'est pas responsable de la page littéraire de *L'Humanité*. En matière littéraire, Aragon avait défendu son modèle de « littérature de contrebande » pendant la guerre ; or c'est la littérature clandestine, représentée par Minuit, qui a gagné la partie. E. Triolet, après des débuts littéraires couronnés par un succès d'estime, connaît la célébrité en obtenant le prix Goncourt à la Libération, pendant l'été 1944, pour un recueil de nouvelles, *Le Premier Accroc coûte cent francs*, publié chez Denoël. Ses romans suivants seront reçus avec hostilité ou indifférence, aussi bien par les communistes que par les non-communistes[70]. La Bibliothèque française est la maison d'édition d'Aragon, avant d'être celle du Parti, et un des moyens de défendre sa position dans le champ intellectuel.

En trois ans, la production atteint 63 titres. La première caractéristique de cette maison d'édition est de n'éditer quasiment que des auteurs français. Les jeunes auteurs (Clara Malraux, Pierre Courtade…) côtoient les auteurs classiques (Prosper Mérimée, Balzac, George Sand…) et les auteurs confirmés (R. Rolland, F. Carco, J. Cassou, L. Moussinac…). *Europe* la présente comme le défenseur du « roman politique représentant assez les lignes de force d'un réalisme dialectique de l'imaginaire[71] ». Contrairement à Hier et Aujourd'hui, cette production dénote l'existence d'une réelle politique éditoriale où la prise de risque est temporisée par la publication de « valeurs sûres ».

66. Réunion de la commission d'édition, 12 décembre 1944, 2 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
67. Gabrielle Gras est l'épouse de Pierre Abraham, engagée au BE avant-guerre. Elle a continué à travailler en tant que chef de fabrication aux EFR. Témoignage de Pierre Gamarra.
68. Assemblée constitutive, Bibliothèque française, 3 mai 1945, Arch. N. Devers-Dreyfus.
69. *Bibliographie de la France. Annonces*, 18-25 mai 1945, nº 20-21, p. 220.
70. M.-T. Eychard. « Réception du prix Goncourt 1944 : Elsa Triolet ou la constitution d'une légende ». *Recherches croisées Aragon/Elsa Triolet*, 1994, nº 5, p. 197-228.
71. Jean Auger-Duvignaud. « Chronique du romanesque : du roman politique ». *Europe*, juillet 1947, p. 78-79.

Les autres genres qui composent ce catalogue sont les essais (10 titres), l'histoire (4), le livre d'art (2) et le livre pratique (1). Ils sont très marqués par l'actualité (l'école, la guerre civile grecque, l'Allemagne…), mais aussi par le souvenir de la déportation et la Résistance, bien plus que les éditions Hier et Aujourd'hui. Dernière singularité, la Bibliothèque française se lance dans les livres pour bibliophiles, les livres d'artistes. Sur 63 titres, douze sont illustrés, certains de manière luxueuse. Vendue 380 euros[72] en 1946, imprimée à 615 exemplaires, la *Diane française* d'Aragon est illustré de 52 lithographies de Valdo Barbey[73]. *Les Fleurs du Mal* de Baudelaire illustré par Matisse sont vendues 3 810 euros en 1947, imprimées à 300 exemplaires[74]. Les sujets ne sont pas uniquement littéraires, comme en témoignent les *111 dessins faits à Buchenwald, 1944-1945,* de Boris Taslitzky en 1946, vendus 68 euros en édition courante et jusqu'à 305 euros en éditions de tête[75]. Ceci répond au goût d'Aragon pour ce type d'édition : il a été le bibliothécaire du collectionneur Jacques Doucet au début des années vingt et ces ouvrages permettent de confronter et allier arts graphiques et littérature. L'édition de luxe a aussi une fonction sociale : le CNE et l'UNI font appel à la Bibliothèque française pour éditer des ouvrages dont le produit permet de financer leur fonctionnement[76]. Elle a probablement aussi une fonction politique : elle permet à Aragon d'exprimer plus librement ses choix, goûts et parti pris esthétiques[77]. Les ambitions d'Aragon pour sa maison d'édition sont donc réelles – mener une politique éditoriale destinée à implanter durablement une maison d'édition au service de la littérature engagée et de la politique.

La diffusion varie peu (6 200 exemplaires en 1945, 5 900 en 1946 en moyenne), avec néanmoins un pic en 1947 (12 800). Mais la situation de cette maison d'édition est fragile. Aragon déploie une énergie considérable pour que sa maison édite une importante revue littéraire de l'Entre-deux-guerres, qui s'était sabordée en 1939, *Europe*[78]. La revue reparaît en 1946 et la Bibliothèque française crée dans la foulée une collection éponyme. Comme avant-guerre, le comité de rédaction est composé de communistes et de non communistes. Cette reparution est destinée à consolider la maison d'édition dans le monde littéraire, mais le fait que la collection « Europe »

72. En euros constants.
73. La *Diane française* est une réédition de *En français dans le texte*, publié pendant la guerre en Suisse, et édité à la Libération chez Seghers.
74. En euros constants. Sur l'histoire de ce livre : *Matisse et Baudelaire*. Le Cateau-Cambrésis, Musée Matisse, 1992, 121 p.
75. En euros constants.
76. Éditions de luxe de l'UNI. *Informations de l'Union nationale des intellectuels*, 29 décembre 1945, nº 14, f. 1.
77. D. Vaugeois. « Henri Matisse, roman d'Aragon : les enjeux littéraires et artistiques d'une "mise en livre" ». *Travaux de littérature*, 2002, vol. XIV, p. 393-414.
78. Lettre de Aragon à J.-R. Bloch, 15 janvier 1945, Fonds Jean-Richard Bloch, NAF, BnF ; - M.-C. Bouju. « *Europe* et ses éditeurs, 1923-1949 ». *Europe, 1923-1998 : Une revue de culture internationale*. *Europe*, 1998, nº Hors série, p. 10-24.

n'ait comporté que quatre volumes montre combien cette ambition n'est pas suivie d'effets[79]. La maison d'édition espère aussi bénéficier des réseaux du Front national universitaire[80] et du Comité national des écrivains, dont Aragon est le secrétaire. La maison d'édition obtient la publication des livres préparés par le CNE. C'est ainsi qu'elle édite en 1945 un recueil de textes littéraires sur l'occupation, *Un village en France*. Or, contre tout espoir, le CNE ne joue pas le rôle de diffuseur qu'on attend de lui. La perte est de 200 000 francs pour la Bibliothèque française[81]. Les espoirs nourris en 1944 disparaissent. Cette maison d'édition était liée à l'esprit d'union de la Résistance : elle subit donc les contrecoups des premières crises (politiques puis économiques), tout comme Minuit ou Charlot. Dernier signe de cette marginalisation, J. Paulhan propose à Aragon un manuscrit que Gallimard a refusé : « Il me semble qu'à votre place je l'accueillerais à la Bibl. française[82] », lui écrit-il. La Bibliothèque française est-elle destinée à éditer les « refusés » de Gallimard ? En août 1946, le rapport Jdanov en URSS exige que la nature idéologique de l'art soit réaffirmée et que les artistes soient plus que jamais soumis à la discipline de Parti[83]. Ayant vent de la radicalisation de la position esthétique en URSS, Aragon défend à partir de 1946 le « point de vue du réalisme[84] », mais un réalisme enraciné dans un passé national[85], au moment où la situation de sa maison d'édition dans le champ littéraire est médiocre. C'est à la suite du rapport Jdanov, en octobre 1946, que la direction du PCF intervient dans la vie de la Bibliothèque française, qu'elle avait négligée jusque-là.

Son outil d'intervention est la commission des éditions, qui élabore des plans d'édition et donne un avis, *a posteriori*, sur les parutions des maisons d'édition et d'autres entreprises. C'est à la fois un comité de lecture, une commission de contrôle et un organisme chargé d'indiquer (au CDLP en particulier) ce qu'il convient de diffuser ou non. Cette dernière fonction est d'ailleurs affichée : dans une publicité du CDLP en 1945, il est précisé que le Centre propose un abonnement dit « Librairie », qui comporte à la fois les publications du PCF et « des ouvrages paraissant chez d'autres éditeurs, reconnus comme d'un très grand intérêt par la Commission de Lecture[86] ». Pierre Daix a donné un témoignage sur le fonctionnement de cet organisme. Jeune militant, résistant, ancien déporté, il est embauché aux Éditions sociales en octobre 1947, comme adjoint de J. Ducroux, et c'est à ce titre qu'il devient membre de la commission des éditions,

79. M.-C. Bouju. « *Europe* et ses éditeurs, 1923-1949 ». *Op. cit.*
80. Edgar Monceau au Front national universitaire, 21 novembre 1945, Arch. N. Devers-Dreyfus.
81. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, 528 p.
82. Aragon, J. Paulhan et E. Triolet. *Correspondance générale. Le Temps traversé*. Gallimard, 1994, p. 195.
83. M. Aucouturier. *Le Réalisme socialiste*. *Op. cit.*, p. 84-90.
84. Aragon. « Le criminel et le héros ». *L'Humanité*, 7 décembre 1946, p. 4.
85. R. Lahanque. *Le Réalisme socialiste en France (1934-1954). Op. cit.*, p. 564-577.
86. « Le CDLP vous présente ses abonnements… » *Cahiers du communisme*, août 1945, nº 10, hors-texte.

présidée alors par J. Laffitte. Il en décrit le mécanisme : « Elle se réunissait toutes les semaines, fonctionnant comme un comité de lecture, mais aussi de centre et, comme j'allais bientôt m'en apercevoir, de surveillance idéologique. Nous respections les formes en ne prenant pas de décisions dûment votées et formulées parce qu'il suffisait de notre consensus pour qu'il se traduise aussitôt dans les faits[87]. » Elle sert de cadre d'exécution pour les affaires de censure. En 1947, la commission décide d'organiser le boycott d'un roman édité par Hier et Aujourd'hui, écrit par un militant discipliné, L. Moussinac, *Les Statues de sel*. Pour J. Laffitte, raconte P. Daix, « Moussinac atteignait la renommée du Parti pour sa complaisance pour des aventures scabreuses. Jean Jérôme trancha : c'était de la pornographie ». Le boycott de ce livre, *écrit par un communiste et édité par le Parti*, est organisé « par les organisations de masse ou de diffusion, les librairies, la presse du Parti ». Le premier roman de Jean Kanapa, *Comme si la lutte entière,* édité par Nagel en 1946[88], est victime des mêmes réactions de pruderie (J. Vermeersch le traitant de « désaxé ») et de la même interdiction de diffusion. En 1947, les notes de Jean Moulin, publiées par les éditions de Minuit, sous le titre *Premier Combat*, passent aussi par les fourches caudines de la commission : en février 1948, on annonce à Vercors que le livre sera diffusé par le Parti… à condition que la préface signée par C. de Gaulle soit supprimée[89]. La direction du Parti intervient également directement et aucun militant n'y échappe. C'est le Secrétariat qui demande à R. Garaudy de revoir son manuscrit du *Huitième Jour de la création*, en octobre 1946, « après discussion avec la commission d'éditions[90] ». La direction délègue son pouvoir à la commission mais ne le lui cède pas, comme le montre ce rappel à l'ordre. En mars 1947, elle fait « des observations sérieuses à Marcelle Hilsum et Léon Moussinac sur leur manque de vigilance qui les a amenés à faire éditer *Les Fils de la fatigue,* livre anti-communiste[91] ». D'autres instances interviennent dans le processus « politico-édiorial ». Le manuscrit *Allemagne notre souci* d'Edgar Morin est revu par la section idéologique[92]. D'après Victor Leduc, il y a même un militant spécialement chargé du contrôle des manuscrits destinés aux Éditions sociales, René Mirouze[93]. La brutalité des décisions tranche avec le fait qu'elles ne prévalent pas pour l'avenir. En octobre 1947, J. Kanapa devient membre de la commission des éditions[94]…

87. P. Daix. *J'ai cru au matin*. R. Laffont, 1976, p. 187-188.
88. G. Streiff. *Jean Kanapa (1921-1978). Op. cit.*, p. 78-80.
89. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.,* p. 278.
90. Décisions. Secrétariat, 7 octobre 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Il est publié en 1947 par les éditions Hier et Aujourd'hui.
91. Il s'agit d'un roman de René Saint-Cricq Jeanne, édité en 1946. Décisions. Secrétariat, 31 mars 1947, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
92. E. Morin. *Autocritique.* Le Seuil, 1975, p. 75.
93. V. Leduc. *Tribulations d'un idéologue*. Syros, 1985, p. 104.
94. G. Streiff. *Jean Kanapa (1921-1978). Op. cit.*, p. 143.

Pendant l'Entre-deux-guerres, le Parti communiste utilisait l'essentiel de son énergie au profit de la diffusion de la littérature destinée aux militants. La Libération ouvre une tout autre période, pendant laquelle il exerce sa vigilance sur les parutions des éditeurs bourgeois. En décembre 1945, paraît le *Zéro et l'infini* d'Alfred Koestler, ancien communiste et kominternien, édité par les éditions Calmann-Lévy, roman qui décrit les procès de Moscou de la fin des années trente. Le livre est un succès. En 1948, 300 000 exemplaires ont été vendus[95]. De son côté, le PCF ne commence à organiser le boycott de l'ouvrage que lorsque son succès devient manifeste : campagne de presse, mise à l'index de l'éditeur, tentative de rachat des stocks existants… Le PCF aurait même tenté de décourager l'éditeur, en envoyant une délégation auprès de lui, conduite par J. Duclos[96]. Ces interventions sont conjoncturelles, d'où un paradoxe manifeste : le PCF n'a pas créé de simples officines, mais des maisons d'édition, tout en conservant à leur égard une attitude digne de l'époque de la Librairie de l'Humanité.

À la fin 1946, au moment où la presse communiste entre dans une crise profonde, le sort des éditions inquiète, doublement menacée par les prémices de crise de l'édition et les effets du rapport Jdanov[97]. En décembre 1946, la direction du Parti communiste demande à ce que l'on examine « avec plus de circonspection l'édition et l'importance du tirage des brochures[98] ». De même qu'elle a rappelé l'autorité et la légitimité du PCF sur les activités des intellectuels, elle réaffirme aussi son pouvoir face aux éditeurs.

Le CDLP : un « Hachette des éditions de gauche » ?

Installé boulevard Diderot dans le XIIe arrondissement[99], le CDLP est dirigé par Edgar Monceaux, ancien ajusteur et bouquiniste[100], puis par l'ancien directeur d'avant-guerre, G. Cabannes[101]. Son activité connaît un net changement d'échelle : le CDLP employait avant-guerre une trentaine de personnes ; en 1949 il en emploie près de 230[102]. En 1944, tandis que la direction du Parti communiste cherche à recréer un catalogue, le CDLP veut reconstituer ses stocks. Le 28 décembre 1944, le CDLP réclame au

95. M. POULAIN. « A Cold War best-seller : the Reaction to Arthur Koestler's *Darkness at noon* in France from 1945-1950 ». *Libraries and Culture*, 2001, vol. 36, n° 1, p. 172-184.
96. M. POULAIN. *Op. cit.* ; - A. KŒSTLER. *Œuvres autobiographiques*. Robert Laffont, 1994, p. 705-706.
97. Décisions. Secrétariat, 17 juin 1946. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
98. Décisions. Secrétariat, 23 décembre 1946. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
99. Les associés sont : Émile Dutilleul ; Auguste Havez ; Jean Laffitte ; Guy Périlhou ; Georges Tessier. Arch. du Tribunal de commerce de la Seine, INPI.
100. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.* [CD-Rom] Éditions de l'Atelier, 1997 ; - Décisions. Secrétariat, 9 juillet 1945, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
101. D. VIRIEUX. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Op. cit.,* 1996, p. 1008.
102. Témoignage de Raymond Hallery.

Préfet de police la restitution des « stocks de livres qui ont été saisis[103] ». En vain.

Cette reconstitution tente de se faire sur des bases nouvelles. La diffusion doit être « organisée de manière rationnelle, et, en rapport avec les besoins nouveaux du Parti », lit-on dans un rapport, qui distingue « la diffusion par le canal du parti », la « diffusion par les librairies » et « l'organisation du colportage spécialisé ». Le deuxième mode consiste à fournir aux libraires l'ensemble des nouveautés *et même* d'assurer l'exclusivité de la diffusion de certaines maisons d'édition, comme Seghers. Ce système présenterait deux avantages non négligeables : « permettre de faire une sélection des livres à vendre, et d'influencer un certain nombre de librairies » et produire « une source de revenus qui permettra le renforcement de l'appareil de diffusion ». Quant au « colportage spécialisé », il s'agit de concurrencer les catholiques dans le monde rural, et de « présenter aux paysans une sélection de livres et brochures à leur portée ». Ce projet est d'autant plus ambitieux que non seulement il vise à « réaliser un grand travail dans le domaine de l'éducation des masses », mais surtout « le CDLP réorganisé de cette façon peut devenir un HACHETTE DES ÉDITIONS DE GAUCHE, et jouer un très grand rôle dans la diffusion littéraire du pays[104] ». C'est alors que le PCF entame sa première campagne contre Hachette à l'Assemblée. Si le PCF a été peu présent dans les débats sur l'épuration de l'édition, il a concentré ses attaques sur l'autre activité de la « pieuvre » Hachette : la diffusion du livre. Pendant le premier semestre 1945, les élus communistes s'intéressent de près à ce secteur dominé avant-guerre par Hachette et qui avait alors pour seul concurrent la Maison du Livre français, coopérative d'éditeurs[105]. Ils proposent de créer des « Messageries françaises de la Librairie[106] », à l'image des Messageries Françaises de Presse (MFP) gérées par des communistes et des personnalités proches du PCF[107]. Les communistes échouent, tant pour les MFP[108] que pour le projet de messageries de librairies. Les causes sont économiques, mais surtout politiques, car dans

103. Note, 28 décembre 1944 ; - Lettre de R. Thebaud au Préfet de police de Paris, 28 décembre 1944, GA C12, Arch. PPo.
104. Rapport concernant l'organisation de la diffusion de nos éditions, dact., 2 p., Arch. N. Devers-Dreyfus. En capitales dans le texte.
105. Séance du 7 mars 1945. Débats de l'Assemblée consultative provisoire. *2e partie. Journal officiel de la République française*, p. 347-355 ; - *Réponse à une infamie*, s. l., s. e., [1945], 2 p.
106. Proposition de résolution, Assemblée consultative provisoire, annexe au procès-verbal de la 2e séance du 2 août 1945, F41 2697, CARAN. Les signataires de cette proposition sont : B. Frachon, A. Croizat, A. Tollet, G. Monmousseau, M. Desrumeaux, M. Paul. - J. Danos, Rapport sur la diffusion du livre et de la presse. Note pour le secrétaire d'État [à l'Information], 5 mars 1946, F41 2697, CARAN.
107. H. Eck. « Enjeux et débats autour de la naissance des NMPP ». *La Distribution et la diffusion de la presse du XVIIIe siècle du IIIe millénaire*. Éd. Panthéon-Assas, 2002, p. 253-265 ; - Y. Guillauma. *Presse et pouvoirs de 1944 à 1958. Op. cit.*, p. 369.
108. O. Wieviorka. « La Presse ». *Les Pouvoirs en France à la Libération*. 1994, p. 140-148 ; - H. Eck. « Enjeux et débats autour de la naissance des NMPP ». *Op. cit.*

ce projet de destruction des monopoles d'Hachette, le PCF n'est pas suivi par ses alliés politiques. Le projet de devenir le concurrent ou remplaçant de Hachette a donc échoué. Celui de devenir l'intermédiaire des maisons d'édition « amies » n'a pas connu meilleure fortune. Pierre Seghers, décidé à se lancer dans le créneau risqué de l'édition de poésie, crée sa propre entreprise de diffusion, condition *sine qua non* pour rester indépendant. Il fonde dès son arrivée à Paris en 1944 l'Intercontinentale du Livre, qui a comme clients Ides et Calendes, Clairefontaine, Marabout et Minuit[109].

Le CDLP est donc cantonné à la diffusion militante. Il offre deux types de services, proches de son activité passée. Il propose un abonnement dit « Documentation » c'est-à-dire un ensemble de brochures, traitant de la théorie marxiste-léniniste et d'actualité pour 23 euros par mois[110] et un abonnement dit « Librairie », de 70 à 140 euros[111]. Le CDLP propose également de diffuser les publications des « autres éditeurs », à condition qu'elles obtiennent l'aval de la commission des éditions[112]. Mais si, après cinq ans de censure, les Français sont avides de lecture, leur pouvoir d'achat réduit les possibilités d'acquisition. En 1945, ils consacrent entre 3 et 4 euros par an et par habitant à l'achat de livres[113]. Les prix pratiqués par le CDLP exigent des militants et sympathisants un sacrifice financier.

Quant aux relations avec les maisons d'édition du Parti, le CDLP a désormais l'exclusivité de leur catalogue, ce qui n'était pas le cas avant-guerre[114]. Pour le diffuser, le CDLP s'appuie sur un réseau de librairies, baptisées « Librairies de la Renaissance française », qui sont une dizaine à la fin des années quarante. Une librairie ainsi nommée se réinstalle au 44, rue Peletier, siège du Comité central[115], pendant que le CDLP récupère celle du 24, rue Racine[116]. Il s'agit d'établissements divers par leur statut et leur histoire, librairies associatives, syndicales, ou privées[117]. Il existe aussi des librairies plus spécialisées. Dès 1952, l'ALAP a sa propre librairie, la Librairie du Globe, dans le Ve arrondissement , qui diffuse la littérature soviétique[118].

109. L'Intercontinentale du Livre est à l'origine d'une des plus importantes entreprises de diffusion de l'après-guerre, Inter-Forum. H. ECK. *Pierre Seghers : un homme couvert de noms.* Robert Laffont, 1981, p. 36-43 ; - A. FAVIER et P. FOUCHÉ. « La Distribution ». *L'Édition française après 1945.* Cercle de la Librairie, 1998, p. 717-719.
110. En euros constants.
111. En euros constants.
112. « Le CDLP vous présente ses abonnements… » *Cahiers du communisme*, août 1945, n° 10, hors-texte.
113. En euros constants. « La Répartition de la librairie en France ». *Office professionnel des industries, arts et commerces du livre*, 15 avril 1945, n° 3, p. 46-51.
114. Propositions sur la réorganisation de nos maisons d'édition, [1945], f. 1, Arch. N. Devers-Dreyfus.
115. Décisions. Secrétariat, 31 juillet 1945, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
116. Propositions sur la réorganisation de nos maisons d'édition, *Op. cit.*
117. Témoignage de Raymond Hallery.
118. En décembre 1958, l'ALAP crée une seconde librairie, le « Nouveau Siècle », au 43 rue Vivienne, mais en raison d'un chiffre d'affaires insuffisant, elle est remplacée par un « Club du livre et du disque soviétique ». La Librairie du Globe quittera la rue des Carmes en août 1962 pour deux emplacements, 2 rue du Buci et 82 rue Mazarine dans le 6e arrondissement. Extrait de la

Le CDLP se heurte à trois difficultés. Jusqu'en 1946, il souffre du manque de locaux appropriés. De plus, il n'est guère aisé d'organiser la diffusion de livres dans un pays encore en guerre et partiellement occupé et dont les réseaux de transport ont d'autres priorités. Enfin, les « mauvaises habitudes » dont a été victime le CDLP pendant les années trente réapparaissent très vite. En août 1946, les dettes de l'entreprise, qualifiées d'« énormes » par L. Mauvais[119], sont évaluées à 1 250 000 euros[120]. Un an après la Libération, se pose déjà la question des impayés, avant même que la crise économique ne frappe l'édition un an plus tard.

La première mesure prise, comme souvent, est le remplacement des responsables. Le 8 juillet 1946, G. Cabannes, affecté à *Ce Soir*, est remplacé par Guy Périlhou[121]. Ce dernier présente à la fois des garanties politiques et professionnelles : membre du PCF depuis 1933, il est représentant de commerce de profession ; pendant la guerre il a fait partie du Front national à Lyon, et devient à la Libération son secrétaire national à la propagande[122]. Mais c'est à Auguste Havez qu'est confiée la réorganisation, au demeurant modeste, du CDLP[123]. L'appel à la diffusion dans la sphère militante reprend[124], jusqu'à dresser des listes, comme avant-guerre, des « bons » et « mauvais » élèves parmi les fédérations[125]. En 1947, il n'est plus question de devenir un « Hachette des éditions de gauche » mais d'équilibrer des comptes.

La diffusion hors du monde militant est limitée, même si la publicité à destination des libraires utilise un vocabulaire bien pensé. Lorsque les éditions Hier et Aujourd'hui annoncent la parution en 1945 de *La Mère* de M. Gorki et de *Et l'acier fut trempé* de N. Ostrovski, il s'agit de « deux rééditions de chef-d'œuvre de la littérature russe[126] ». La Bibliothèque française présente *Histoire du plébiscite* d'Émile Erckmann-Chatrian, illustré par Boris Taslitzky, comme un « livre d'étrennes[127] ». La volonté d'atteindre le public le plus vaste possible oblige à des argumentations commerciales politiquement neutres. Les éditions Hier et Aujourd'hui présentent le roman soviétique, inédit en France, de Pavel Nisovoï, *Arctique*, comme

délibération de l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 26 novembre 1963. Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI. Elle édite même un bulletin multigraphié qui présente des listes d'ouvrages avec un résumé, dont la fonction est peu claire : Agence littéraire et artistique parisienne pour les échanges culturels, *[Bulletin]*, [1954]-1957.

119. Léon Mauvais. Rapport. Comité central, 30-31 août 1946, Montreuil, p. 10-24, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
120. En euros constants. Émile Dutilleul. Rapport. Comité central, 30-31 août 1946, Montreuil, p. 1, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
121. Décisions. Secrétariat, 8 juillet 1946 et 16 septembre 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
122. J. GIRAULT. « Guy Périlhou (1911-1999) ». *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, [CD-Rom] Éditions de l'Atelier, 1997 ; *L'Humanité*, 10 décembre 1999.
123. Décision. Secrétariat, 29 juillet 1946, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
124. Organisons la diffusion. *La Vie du Parti*, 1er février 1947, nº 23, p. 4.
125. Diffusion. *La Vie du Parti*, 15 avril 1947, nº 28, p. 4.
126. *Bibliographie de la France. Annonces*, 17-31 août 1945, nº 33-35, p. 519.
127. *Bibliographie de la France. Annonces*, 23-30 novembre 1945, nº 47-48, p. 877.

« un prodigieux roman d'amour sous le ciel polaire[128] » ; *idem* pour la Bibliothèque française à propos de la collection « Toute la passion de la vie » en 1947, qui rassemble des « romans d'aventure et d'amour[129] ». Or, pour parvenir à s'implanter dans le monde de la librairie traditionnelle et toucher un vaste public, non militant, il faudrait que la presse relaie auprès des lecteurs *l'existence* de ces titres, par des critiques favorables (ou même défavorables). Or, tout indique que la presse non communiste s'intéresse peu à ces publications et la presse communiste se montre peu zélée[130]. Comme avant-guerre, les publications du PCF sont donc méconnues, ce qui fragilise surtout les éditions littéraires du Parti.

En 1947 le PCF est à la tête de trois maisons d'édition, dont deux occupent le même secteur éditorial, et d'une entreprise de diffusion qui est en grave déficit. Si, comme le défend J.-M. Guillon, le PCF a démontré sa capacité à attirer des électeurs au nom d'un rejet de la politique « politicienne[131] », sa stratégie se heurte aussi à cette France pour qui la priorité est le retour à une vie quotidienne et matérielle normale[132]. Le 4 mai 1947, les communistes quittent le gouvernement, présidé par Paul Ramadier. Le PCF entre dans l'opposition, et avec lui ses maisons d'édition.

128. *Bibliographie de la France. Annonces*, 25 janvier 1946, nº 3-4, p. 65.
129. *Bibliographie de la France. Annonces*, 21-28 février 1947, nº 8-9, p. 482.
130. Décisions. Secrétariat, 10 février 1947, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
131. J.-M. Guillon. « "Parti du mouvement" et "Parti de l'ordre" (automne 1944 – automne 1945) ». *Les Pouvoirs en France à la Libération*. Belin, 1994, p. 38-59.
132. D. Borne. *Histoire de la société française depuis 1945.* A. Colin, 2002, p. 22.

Chapitre X

Éditer la Guerre froide

Au lendemain des Première et Seconde Guerres mondiales, il était difficile d'utiliser plus de moyens pour la propagande. La Guerre froide est parvenue peut-être à égaler cette mobilisation, période pendant laquelle la culture est un relais essentiel de la propagande politique, en tant que média, support ou par le prestige de ses plus illustres représentants[1].

Dans cette période de grandes tensions, la société française se transforme sensiblement. Le temps des pénuries et de l'inflation laisse progressivement la place à la prospérité[2]. Le revenu national par habitant retrouve son niveau de 1931 en 1949. Face à cette société changeante, le PCF adopte différents visages. Il est d'abord une force d'opposition majeure, capable de mobiliser un quart de l'électorat. Il se fait le héraut de la lutte anti-impérialiste américaine en politique extérieure, au nom de la paix et de l'indépendance nationale, et de la lutte économique et sociale en politique intérieure. Il présente un troisième visage, singulier, celui d'une organisation politique capable de proposer une culture politique distincte de la culture républicaine, majoritaire, une « contre société » avec son vocabulaire, ses pratiques, ses symboles, sa mémoire, et ses livres.

Culture, politique et économie

Entre 1947 et 1956, presque 63 % des titres de journaux créés à la Libération disparaissent[3]. En 1946, la presse communiste rassemblait 168 titres, pour un tirage cumulé atteignant presque 7 millions d'exemplaires ; en 1952, cette presse ne représente plus que 90 titres pour un tirage de 3,6[4]. À l'instar de la presse, l'édition française au début de la Guerre froide est un secteur en crise. Après l'embellie des années 1944-1947, la production baisse

1. P. Du Bois. « Guerre froide, propagande et culture (1945-1953) ». *Relations internationales*, nº 115, automne 2003, p. 437-454.
2. P. Guillaume. *Histoire sociale de la France au xxe siècle*. *Op. cit.*, p. 113-114.
3. Y. Guillauma. *Presse et pouvoirs de 1944 à 1958. Op. cit.*, p. 459 ; - P. Eveno. L'*Humanité*, une entreprise politique. *L'Humanité de Jaurès à nos jours*. Nouveau Monde, 2004, p. 199-210.
4. Note nº 2, 1952, 10 p. dact., F7 15346, CARAN.

entre 10 et 20 % de 1947 à 1950[5]. Cette crise affecte d'abord les maisons d'édition les plus jeunes, car financièrement fragiles. De surcroît, les livres sur la Résistance et la période de l'Occupation ont lassé le public. Les Éditions de Minuit connaissent ainsi une situation commerciale de plus en plus précaire. Le livre demeure un média concurrencé par la presse, la radio et le cinéma, d'autant qu'il est relativement cher dans un contexte encore dominé par des conditions de vie spartiates : jusqu'au milieu des années cinquante, l'alimentation représente encore 50 à 60 % des dépenses des foyers ouvriers[6]. Le pouvoir d'achat des salariés n'augmente de manière significative que dans les années cinquante[7], période pendant laquelle l'urbanisation et le développement du salariat modifient les modes de vie[8]. L'édition cherche et trouve alors un second souffle. À partir de 1954, ce secteur renoue avec la prospérité, avec un taux de croissance entre 6 et 11 %[9].

Cette sortie de crise est accompagnée de changements dans le monde de l'édition. Dans le secteur littéraire, Gallimard parvient à maintenir sa position dominante[10]. Néanmoins, les jeunes romanciers trouvent accueil ailleurs, comme chez Minuit ou au Seuil. Les sciences humaines sont dominées par les Presses universitaires de France, qui ont absorbé à la veille de la guerre Alcan, E. Leroux et Rieder. Le marché du livre de philosophie est représenté par Vrin, suivi de loin par Aubier, Gallimard et Plon jusqu'au milieu des années cinquante[11]. La littérature enfantine se porte relativement bien, encore dominée par Hachette. Après le renouvellement des années trente (le Père Castor, Bourrelier), les maisons d'édition spécialisées dans le livre de jeunesse affirment toujours leur devoir éducatif. Les livres diffusent désormais un message de paix, faisant disparaître l'enfant guerrier[12]. Du côté de la bande dessinée, la production américaine ne domine plus, concurrencée par de nouveaux créateurs, défendus en particulier par les entreprises belges (Castermann, Dargaud et Jean Dupuis)[13].

L'époque est surtout heureuse pour les entreprises capables d'occuper le créneau de la littérature populaire, comme Hachette, Albin Michel ou Flammarion. Fruits de plusieurs décennies d'expérience, ces éditeurs

5. I. de Conihout. « La Conjoncture de l'édition ». *Op. cit.* ; - H. Renard et F. Rouet. « L'économie du livre : de la croissance à la crise ». *L'Édition française depuis 1945.* Cercle de la Librairie, 1998, p. 640-737 ; - Voir Annexe 4.
6. D. Borne. *Histoire de la société française depuis 1945.* A. Colin, 2002, p. 27.
7. P. Guillaume, *Histoire sociale de la France au xxe siècle. Op. cit.,* p. 114 ; - H. Brousse. *Le Niveau de vie.* PUF, 1969, p. 27.
8. D. Borne. *Histoire de la société française depuis 1945. Op. cit.*, p. 7.
9. H. Renard et F. Rouet. « L'économie du livre ».*Op. cit.*
10. A. Simonin. « L'édition littéraire ». *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la Librairie, 1998, p. 30-87.
11. O. Godechot. *Le Marché du livre philosophique en France de 1945 à nos jours*. Maîtrise d'histoire, dir. Jacques Marseille : université Paris-I, 1996, p. 104.
12. *Livre, mon ami : lectures enfantines, 1914-1954. Op. cit.*, p. 99-104 ; - M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB, 2004, 391 p.
13. A. Fourment. *Histoire de la presse des jeunes et des journaux d'enfants (1768-1988). Op. cit.*, p. 270.

français maîtrisent ce secteur, parvenant à toucher le grand public par différents circuits de distribution[14]. Les « anciens » sont rejoints par des « nouveaux », comme les Presses de la Cité (1944), René Julliard (1946) et Robert Laffont (1948), qui adoptent une politique commerciale agressive. Le roman populaire se renouvelle : le roman policier avec Fleuve noir (1949) ou Gallimard et sa « Série noire » en 1945, la littérature destinée à la jeunesse avec l'apparition des littératures de série, le roman sentimental avec le succès considérable de la « presse du cœur[15] ». Les éditeurs proposent au public *de nouvelles formes* éditoriales et *à des coûts attractifs*. En 1947, apparaissent les clubs de livre, avec le Club français du livre (CFL), créés sur le modèle américain, dont le principe est de fournir des livres, reliés, à des abonnés. En 1957, le CFL en compte 300 000[16]. Toutefois, le tirage moyen reste aux alentours de 3 000 exemplaires[17]. Toujours en 1947, les États-Unis influencent aussi le marché français, avec le lancement de *Sélection*, revue sur le modèle du *Reader's digest* américain, édition mensuelle qui condense une sélection d'articles ou d'extraits de livres. Son succès est rapide et considérable (200 000 exemplaires en mars 1947). En 1954, *Sélection* crée la série « Sélection du livre » et bascule de ce fait dans l'édition de livre[18]. Ces réussites sont en partie le résultat de l'impact des techniques modernes de marketing sur le marché du livre.

Cette recherche constante de nouvelles parts de marché est à l'origine d'une autre innovation : le livre de poche. En février 1953, Hachette, par le biais de sa filiale la Libraire générale française (LGF), lance cette collection de livres brochés, de petit format et à prix réduit. Cette « innovation » poursuit la longue quête du livre populaire à prix modique, depuis la « révolution Charpentier » de 1838, et s'inspire aussi dans une certaine mesure du modèle américain du « pocket book ». Cette collection, dont le tirage moyen représente 300 000 exemplaires, accueille d'abord des romans puis d'autres textes en 1955. Les traductions représentent le tiers des titres publiés. Enfin, elle accueille un large spectre d'auteurs, d'Aragon aux auteurs qui ont figuré dans la liste noire, en passant par le *Zéro et l'infini* de Koestler[19]. Conséquence de la crise économique et de cette dynamisation du marché du livre

14. J.-P. Mazaud. « Les Consommateurs de livres : les marchés de la librairie Hachette ». *Le Temps des Médias*, automne 2004, nº 3, p. 83-94.
15. S.-M. Bonvoisin et M. Maignien. *La Presse féminine*. PUF, 1986, p. 22-24. En pleine crise de la presse, *Nous Deux* est imprimé à 300 000 exemplaires en octobre 1947, puis 700 000 en octobre 1948. En 1954, le tirage atteint 1,5 million d'exemplaires. Dans S. G*iet*. Nous Deux *1947-1997 : apprendre la langue du cœur.* Louvain : Peeters. Paris : Vrin, 1997, 151 p.
16. A. Cerisier. Les clubs, une médiation de l'avenir ? *Où va le livre ?* La Dispute, 2002, p. 155-180.
17. A. Cerisier et F. Richaudeau. Le Phénomène des clubs. *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la librairie, 1998, p. 119-167.
18. T. Cottour. *Un géant au format de poche, l'arrivée du Reader's Digest en France (1946-1954).* DEA d'histoire, dir. P. Milza, Paris : IEP, 1992, 176 et 253 p.
19. A. Pagnier. *Le Livre de poche : histoire des premières années d'une collection (1953-1961).* DEA d'histoire, dir. J.-F. Sirinelli. Paris : Institut d'études politiques, 2000, p. 83 ; - J.-P. Mazaud. « Les Consommateurs de livres : les marchés de la librairie Hachette ». *Op. cit*. Le succès est confirmé

populaire, l'édition française est touchée par une série de rachats pendant les années cinquante, qui donne naissance à des groupes d'édition[20]. En 1954, cinq entreprises réalisent le quart du chiffre d'affaires du secteur[21]. Deux maisons d'édition se distinguent dans ce phénomène de concentration : Hachette[22] et un nouveau venu, les Presses de la Cité, qui possèdent leur propre entreprise de diffusion, les Messageries du Livre[23]. Le monde de la distribution en revanche demeure inchangé. Officiellement, la librairie concerne environ 20 000 points de vente à la fin des années cinquante, dont 2 000 à 3 000 librairies traditionnelles[24]. Le réseau de distribution populaire est donc toujours aussi vaste et protéiforme.

Alors que le contexte politique et intellectuel est tendu, le monde des éditeurs politiques est quasi désert. Depuis 1947, la SFIO a abandonné l'activité éditoriale permanente : le livre n'est plus un média politique[25]. Les Éditions ouvrières, qui ont succédé en 1937 à la Librairie de la Jeunesse ouvrière chrétienne fondée en 1929, sont une des rares maisons engagées dans le champ éditorial. La droite réapparaît de manière plus manifeste, après une après-guerre discrète, avec la revue et les éditions la *Table ronde* en 1948. Elles revendiquent à la fois l'héritage littéraire des « vaincus » et une position de non-engagement, qui vise aussi bien les communistes que Sartre[26]. La maison d'édition des « Hussards » connaît cependant d'importantes difficultés financières. L'édition de droite et d'extrême droite est dynamisée surtout par les lois d'amnistie aux condamnées pour fait de collaboration, en 1951-1953, puis par les soubresauts politiques et sociaux de la France (guerres coloniales et poujadisme[27]).

L'édition française est-elle à ce point apolitique ? La Guerre froide a certes marqué la littérature d'essais et le monde des revues, mais ces tirages visent un public restreint[28]. En y regardant de plus près, la politique a été pourtant un « créneau » populaire largement exploité. D'après les *Nouvelles*

à partir de 1958 lorsque la collection est copiée, par « J'ai lu » en 1958 et les Presses de la Cité (« Presses Pocket ») en 1962.

20. F. Piault. « De la "rationalisation" à l'hyperconcentration ». *L'Édition française après 1945.* Cercle de la Librairie, 1998, p. 628-639.
21. P. Monnet. *Monographie de l'édition.* Cercle de la Librairie, 1956, p. 44.
22. Par exemple, Hachette prend le contrôle de Grasset en 1954 et de Fayard en 1958. J.-P. Mazaud. *De la librairie au groupe Hachette (1944-1980). Op. cit.*, p. 228.
23. F. Piault. « De la "rationalisation" à l'hyperconcentration ». *Op. cit.*
24. N. Hubert. « La librairie française à l'aube de profonds changements (1955-1970) ». *Histoire de la librairie française*, Cercle de la Librairie, 2008, p. 267.
25. F. Cépède. « Les Maisons d'édition du Parti socialiste S.F.I.O. ». *Cahiers et revue de l'OURS,* mai-juin 1993, nº 211, p. 8.
26. Après avoir été la maison d'édition des Hussards au début des années cinquante, la Table ronde prendra fait et cause pour l'Algérie française à partir de 1958 : P. Louis. *La Table ronde : une aventure singulière*. La Table ronde, 1992, 259 p.
27. A. de Menech. *Histoire de l'édition d'extrême droite en France de 1944 à 1997*. Maîtrise d'histoire, dir. D. Cooper-Richet et J.-Y. Mollier : université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1999, 151 p.
28. A. Simonin. « Écrire le politique : quelques formes contemporaines du livre politique ». *Où va le livre ?* La Dispute, 2002, p. 181-196.

Littéraires en 1955, les trois meilleures ventes depuis la Libération concernent, en premier, G. Guareschi et *Le Petit Monde de Don Camillo*, édité par le Seuil à 1,2 million d'exemplaires ; puis, V. Kravchenko, *J'ai Choisi la Liberté*, édité par Self, vendu à 527 000 ; enfin, A. Koestler et *Le zéro et l'infini*, chez Calmann-Lévy, avec 450 000 exemplaires vendus[29]. La politique est donc singulièrement présente dans l'édition française et se vend *via* les formes les plus populaires de la littérature[30]. La littérature d'espionnage, dont l'âge d'or coïncide avec la Guerre froide au sens large (1950-1964), est un autre bon exemple de textes populaires qui diffusent une idéologie simpliste, arrimée en permanence à l'actualité politique[31]. Les éditions du PCF ont-elles su profiter de ce contexte ?

La direction et ses éditions

Les effectifs du Parti communiste entament à partir de 1947 un repli sensible, passant de 760 000 à 330 000 adhérents en 1957. Ces changements d'échelle n'entament pas sa position de parti de masse et de parti ouvrier[32]. Écoles, cercles d'études, université populaire sont là pour aider les militants dans la lutte. Mobilisés sur tous les fronts – comme la défense de la paix[33] –, les intellectuels servent des revendications, sociales, culturelles, politiques variées[34]. Le PCF se pose en défenseur de l'indépendance et du patrimoine national, avec l'esthétique réaliste socialiste, qui revient en force, défendue notamment par Aragon, bien que cette notion continue de poser des problèmes de définition. La science est également mobilisée, avec le lyssenkisme de 1948 à 1952[35]. Dans tous ces domaines, le PCF, en particulier par la voix d'A. Lecœur, se pose en digne héritier du courant ouvriériste des années vingt.

La Guerre froide donne au PCF un rôle inédit d'intermédiaire culturel avec l'Europe de l'Est. Le Kominform est certes un « bureau d'information » international pour les partis communistes de par le monde, mais il n'est pas la copie du Komintern[36]. Les liens éditoriaux sont désormais bilatéraux. En décembre 1944, L. Moussinac informe la commission d'édition qu'il

29. « Les Plus Forts Tirages de l'édition française en 1955 ». *Les Nouvelles Littéraires*, 16 février 1956, p. 1-2.
30. P. Balmand. « Les Best-sellers de la Guerre froide ». *L'Histoire*, janvier 1992, nº 151, p. 74-77.
31. E. Neveu. « Trente ans de littérature d'espionnage en France, 1950-1980 ». *Vingtième siècle, revue d'histoire,* avril-juin 1986, nº 10, p. 51-65.
32. S. Courtois et M. Lazar. *Op. cit.*, p. 272.
33. Y. Santamaria. *L'Enfant du malheur : le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1914-1947)*. Éditions Seli Arslan, 2002, 315 p.
34. G. Sapiro. « Formes et structures de l'engagement des écrivains communistes en France. De la "Drôle de guerre" à la Guerre froide ». *Sociétés & représentations*, décembre 2002, nº 15, p. 155-176.
35. J. et D. Kotek. *L'Affaire Lyssenko.* Complexe, 1986, 238 p. ; - D. Lecourt. *Histoire réelle d'une « science prolétarienne ».* PUF, 1995, 287 p.
36. L. Marcou. *Le Kominform. Le communisme de Guerre froide*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 344 p.

a obtenu de l'Ambassade d'URSS « la priorité de lecture » sur les œuvres soviétiques destinées à l'étranger[37]. Les Éditions en langues étrangères, à Moscou, et leurs équivalents dans les démocraties populaires fournissent des textes traduits en français[38]. Les pays de l'Est recourent également aux organismes chargés du commerce extérieur et des échanges littéraires internationaux, qui contrôlent les traductions à l'étranger sur le modèle soviétique du Mejdounarodnaïa Kniga (Livre international)[39]. En 1952, les communistes français fondent une société en charge des relations culturelles avec l'URSS et les démocraties populaires, l'Agence littéraire et artistique parisienne (ALAP), présidée par Georges Soria[40]. Outre la production de spectacles, elle gère les droits d'auteurs avec ses homologues étrangers, soviétiques et d'Europe centrale, commande des traductions et promeut des maisons d'édition du PCF et « amies » dans ces régions[41]. Le PCF met donc en œuvre une organisation parallèle à celle de la diplomatie française.

Les hommes, les idées, les médias : les communistes français disposent de moyens de mobilisation conséquents, sur des thèmes aussi variés que la paix ou la science prolétarienne. Le 14 octobre 1947, il est décidé de « revoir le travail de la commission des éditions et sa composition », qui est placée sous le contrôle de la Section idéologique, alors dirigée par E. Fajon[42]. Le 27 octobre, la commission enfle, passant de 9 à 18 membres : Aragon, Bugeaud, M. Dufriche, J. Ducroux, R. Hallery, R. Hilsum, M. Hilsum, J. Bruhat, M. Kriegel-Valrimont, J. Jérôme, R. de Jouvenel, J. Julien, J. Laffitte, J. Kanapa, L. Moussinac, G. Périlhou, F. Valignat et A. Voguet[43]. Sont représentées les trois générations qui composent le PCF : celle entrée en militance à la naissance du Parti, celle qui a adhéré dans les années trente, et celle apparue pendant et après la guerre. Parmi les nouveaux venus, 5 ont été adjoints pour les motifs techniques : M. Hilsum (directrice de Hier et Aujourd'hui), R. Hilsum (devenu chef de fabrication des Éditions sociales), R. de Jouvenel (co-fondateur de Chant du Monde), G. Périlhou (directeur du CDLP) et A. Voguet (spécialiste de la presse). Ils sont rejoints en mars 1948

37. Réunion de la commission d'édition, 12 décembre 1944, 2 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
38. Elle remplace les Éditions pour les travailleurs étrangers, initialement destinées aux travailleurs étrangers vivant sur son sol.
39. I. Popa. « Un transfert littéraire politisé. Circuit de traductions des littératures d'Europe de l'Est en France, 1947-1989 ». *Actes de la Recherche en sciences sociales*, nº 144, septembre 2002, p. 55-69.
40. M.-P. Rey. *La Tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974).* Publications de la Sorbonne, 1991, p. 296 ; Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI ; - Dossier Georges Soria, 19890464/6/2638, CAC ; - *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Op. cit.*
41. M.-P. Rey. *La Tentation du rapprochement. Op. cit.*, p. 296-298 ; - T. Gomart. *Double Détente : les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964.* Publications de la Sorbonne, 2003, p. 84-89.
42. Décisions. Secrétariat, 14 octobre 1947, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Le 18 septembre les attributions au sein du Bureau politique sont les suivantes : « Travail idéologique » (E. Fajon) ; les intellectuels (L. Casanova) ; *Cahiers du communisme* (V. Michaut) ; *La Pensée* (G. Cogniot). Décisions. Bureau politique, 18 septembre 1947, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
43. Décisions. Secrétariat, 27 octobre 1947, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

par Pierre Daix, qui travaille depuis septembre aux Éditions sociales[44]. Le groupe des « administratifs » est incarné par Marcel Dufriche (CGT, membre du Comité central), Raymond Hallery, Jacques Julien, Fernande Valignat (membre du Comité central). La section idéologique est représentée par J. Laffitte et J. Kanapa. Parmi les disparitions, il faut noter celle C. Morgan, appelé à la direction des *Lettres françaises*, et surtout R. Garaudy. Quant à L. Moussinac, il devient en 1947 directeur de l'Institut des hautes études cinématographiques[45]. Cette période est surtout marquée par la nomination de F. Billoux à la tête de la section idéologique en remplacement d'E. Fajon, qui de ce fait hérite de « la responsabilité politique des éditions[46] ».

Les autres mesures sont une réponse au contexte économique *et* politique : le PCF n'a plus les moyens de posséder deux maisons littéraires. En décembre 1947, les éditions France d'abord sont absorbées par les éditions Hier et Aujourd'hui[47], puis les éditions Hier et Aujourd'hui et de la Bibliothèque française fusionnent en décembre 1948[48]. Le 20 avril 1949, la nouvelle société s'appelle « Les Éditeurs réunis » et s'installe au 33, rue Saint-André-des-Arts, ancien siège de la Bibliothèque française[49]. Signe du caractère précipité de l'opération, personne n'a vérifié que ce nom était libre de droit. Or il est utilisé par une librairie parisienne, « russe blanc » de surcroît. Est ajouté *in extremis* un adjectif[50]. Le 12 octobre 1949, naissent donc les Éditeurs *français* réunis (EFR). Qui doit diriger la nouvelle maison d'édition ? La « question de la direction » dure un an et demi, période pendant laquelle les EFR sont dirigées par M. Hilsum et Aragon. En décembre 1950, M. Hilsum est finalement écartée au profit de R. Hallery, qui a quitté le CDLP pour devenir président directeur général des EFR, au côté d'Aragon, qui en devient le directeur littéraire[51]. R. Hallery est un jeune cadre communiste prometteur. Né en 1920, il adhère à 16 ans au Parti communiste. La guerre interrompit sa scolarité aux Arts et Métiers. Il entre dans la clandestinité en 1940, devenant responsable des Jeunesses communistes puis du Front national en région parisienne. Arrêté en juillet 1941, il est déporté à Mauthausen en avril 1944, où il participa à la Résistance dans le camp au côté d'Auguste Havez. En mai 1945, il devint un permanent

44. Décisions. Secrétariat, 15 mars 1948, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
45. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. *Op. cit.* ; - Dossier Léon Moussinac, 19890464/5/2129, CAC.
46. Décisions. Secrétariat, 4 octobre 1948, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
47. Absorption de la société des éditions France d'Abord par la société des éditions Hier et Aujourd'hui, 12 décembre 1947, Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.
48. Bibliothèque française, acte du 28 décembre 1949 ; - Hier et Aujourd'hui, acte du 25 mars 1949, Tribunal de commerce de la Seine, INPI. Le pacte d'accord de fusion est ratifié par M. Hilsum et C. Feld le 21 mars : Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.
49. Éditions Hier et Aujourd'hui. Assemblée générale extraordinaire, 20 avril 1949, Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.
50. Témoignage de Raymond Hallery ; Dossier personnel, Arch. Du PCF (sur dérogation).
51. EFR. Transformation en société anonyme, 18 décembre 1950 ; - Procès verbal de la première séance du conseil d'administration, 18 décembre 1950, Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.

du Parti communiste français et travailla au secrétariat administratif aux côtés d'E. Dutilleul jusqu'à sa mort et d'Auguste Havez, où il s'occupa du dossier du CDLP. En 1947, il suivit l'école centrale pendant 4 mois puis remplaça G. Périlhou à la tête du CDLP[52]. C'est pour ses qualités politiques et administratives qu'on le place à la tête des EFR. La tâche est délicate car les EFR sont placées sous l'autorité de trois fortes personnalités : J. Jérôme, F. Billoux et Aragon.

La Guerre froide ne modifie pas les processus éditoriaux. La commission des éditions est toujours investie d'une double mission, établir le programme des publications et « examiner les livres édités dans d'autres maisons qui doivent être soutenus ou dénoncés[53] », avec un Secrétariat qui conserve le pouvoir de décision, notamment sur les textes « sensibles ». C'est le cas en 1953-1954 avec la publication de la thèse de R. Garaudy, pilotée en haut lieu[54]. En octobre 1949, il est décidé de « faire éditer le livre bleu sur le procès Rajk[55] ». En 1955, le Secrétariat demande à ce que soit publié à 2 000 exemplaires « Le Livre Blanc sur le procès du Parti communiste Allemand[56] ». La réédition du livre de Marcel Willard, *La Défense accuse*, fait l'objet d'un soin constant sur une période relativement longue. Les grandes campagnes, comme celle en faveur de la libération d'Henri Martin, sont systématiquement accompagnées de livres[57]. Cette sensibilité aiguë à l'actualité a son revers : certains ouvrages sont parfois commandés puis abandonnés au dernier moment. C'est le cas de l'*Histoire du socialisme en France* de Samuel Bernstein, finalement interdit de publication[58].

Le suivi d'un texte est généralement confié à un cadre – le plus souvent F. Billoux – chargé de discuter avec l'auteur. Ainsi le Secrétariat demande à D. Desanti de revoir son livre sur les femmes et désigne E. Fajon pour « avoir une conversation à ce sujet » avec elle[59]. La littérature romanesque, y compris les œuvres d'Aragon, n'échappe pas à ce contrôle. Ainsi, le 27 septembre 1949, M. Servin demande qu'Aragon supprime un certain nombre de personnages dans les *Communistes*. Motif : « Les uns sont

52. Rapport hebdomadaire du préfet de Seine-et-Oise aux autorités d'occupation, 27 juillet au 3 août 1941, 1 W 272, AD des Yvelines ; - Dossier individuel, Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives–Bureau Résistance ; - Dossier CDLP, Ga C 12, et dossier Nelly Feld, Ga F 15, Archives de la Préfecture de Police de Paris ; - *Ceux de l'édition : dictionnaire biographique de l'édition et des arts graphiques*. France Expansion, 1977, p. 21.
53. F. Billoux, Tâches et organisation de la section centrale d'éditions. Compléments de décisions. Bureau politique, 24 juin 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
54. Décisions. Secrétariat, 17 juillet 1953 et 9 juin 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. La thèse, la *Théorie matérialiste de la connaissance*, est éditée par les PUF en 1953.
55. Décisions. Secrétariat, 25 octobre 1949, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Il s'agit de *l'Affaire Rajk : compte rendu sténographique complet*, EFR, 1949, 459 p.
56. Décisions. Secrétariat, 8 décembre 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Publié aux Éditions sociales, 1956.
57. Décisions. Secrétariat, 9 juin 1953, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis ; - H. Parmelin. *Matricule 2078 : l'affaire Henri Martin*. EFR, 1953, 423 p.
58. Décisions. Secrétariat, 23 avril et 6 août 1951, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
59. Décisions. Secrétariat, 6 août 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

purement et simplement des traîtres, quant aux autres : “dans le doute abstiens-toi”[60]. » Pour les livres les plus délicats, la direction recourt volontiers au contrôle collectif. H. Lefebvre, passé du statut de « philosophe du Parti » à une position moins confortable, se souvient du sort du manuscrit de *Contribution à l'esthétique*, finalement publié en 1949 : « Pas une phrase qui n'ait été subodorée, flairée, palpée, tâtée et relatée par les douaniers de l'intelligentsia[61]. » Pour sortir de cette situation, H. Lefebvre ajoute au manuscrit une citation d'A. Jadnov et surtout une phrase totalement inventée attribuée à Marx. Le livre est accepté ! En 1955, le manuscrit d'un livre sur la Résistance écrit par Guy Serbat, professeur de lettres et ancien FTP, avec l'aide de C. Tillon, est examiné par une commission composée de R. Guyot, P. Villon et Claudine Chomat, le tout sous le contrôle de F. Billoux, avant d'être définitivement enterré[62].

Ces actes de contrôle ne doivent pas être interprétés comme une simple censure, c'est-à-dire comme une volonté d'empêcher la diffusion de telle ou telle information. Il s'agit – encore et toujours – de constituer un corpus de textes *vrais, conformes, scientifiques*, à un instant *donné*. L'édition des œuvres complètes de M. Thorez est de ce point de vue un des exercices les plus sensibles politiquement de l'après-guerre (24 volumes dont 16 parus entre 1950 et 1956). À leur propos, J. Ducroux écrit en 1955 : « Il serait bon que ces textes, une fois la décision prise [de les publier], fussent relus soigneusement de bout en bout, ne serait-ce que pour éliminer quelques noms propres qu'il faudra faire disparaître[63]. » Cette mise à jour des références historiques et de la culture politique communiste est tellement ardue que cela conduit en 1955 à l'arrêt de l'édition des *Œuvres* et le retrait des volumes encore en vente, soit les volumes I à IX. On envisage même de détruire les stocks disponibles. Coût de l'opération, alors que l'appareil éditorial du PCF n'est guère vaillant : entre 87 000 et 105 000 euros[64]. Les Éditions sociales doivent donc corriger ces neufs volumes, avec pour gageure de parvenir à ne pas modifier le volume d'*Index*… Finalement, les corrections à effectuer sont réunies dans un document de 36 feuillets, dont 17 pour les neuf volumes[65]. Pour la troisième édition de *Fils du peuple* en

60. Lettre de M. Servin à R. Hallery, 27 septembre 1949, 54, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
61. Henri. Lefebvre. *La Somme et le reste*. Méridiens Klincksiek, 1989, p. 196.
62. Décisions. Secrétariat, 3 février 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis ; - Ch.Tillon. *On chantait rouge.* R. Laffont, 1977, p. 487. D'après Raymonde Tillon, le manuscrit de cette *Histoire de la Résistance* aurait été confisqué par la direction du PCF et les plombs détruits. Le livre réécrit par C. Tillon paraîtra finalement en 1962 chez Julliard : R. Tillon. *J'écris ton nom liberté : des camps nazis à l'Assemblée nationale.* Éditions du Félin, 2002, p. 123-124. Quant à G. Serbat, son livre *Le PCF et la lutte armée 1943-1944* paraîtra en 2001 chez l'Harmattan, après sa mort.
63. Lettre de Joseph Ducroux à Lucette Maucherat, 11 février 1955, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 214, CARAN. Il s'agit ici de la préparation de la traduction des *Œuvres complètes* en roumain.
64. En euros constants. Lettre de François [Billoux], [1955], Fonds Maurice Thorez, 626 AP 214, CARAN.
65. J. Ducroux. Note à Hallery, 21 juin 1954, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 214, CARAN. Pour parvenir à la fois à établir une édition politique réussie et scientifiquement exacte, on embauche le

1954, les éditeurs se heurtent aux mêmes difficultés. M. Thorez relit la biographie, aidé de J. Ducroux, V. Joannès, J. Duclos. Les éditeurs doivent retirer du texte les noms de A. Marty (6 pages), A. Lecœur (2) et C. Tillon (4). Même les illustrations sont revues. Ce souci d'établir un « canon » devient une quête sans fin puisque toutes les publications sont liées, comme en témoigne J. Ducroux : « Bien entendu toutes les références de bas de pages devront être revues, il devra être tenu compte notamment de tous les textes déjà publiés dans les Œuvres de Maurice Thorez, des dernières éditions des Classiques du marxisme [Classiques du peuple] publiées par les Éditions sociales[66]. » Dans une note de travail, M. Thorez énumère une liste d'éléments à revoir dans le manuscrit de *Fils du peuple* dont celui-ci : « Relire attentivement (moi)[67]. » Cette seule phrase résume cette quête continue de canonisation de l'imprimé, labeur collectif et politique, au prix d'une autocensure inscrite dans la discipline militante.

Comme par le passé, la direction du Parti délègue son autorité à différentes instances, mais l'*imprimatur* reste de sa responsabilité. Elle affirme sans hésitation la double nature des maisons d'édition, sans en résoudre les contradictions : une officine de propagande soumise à l'autorité politique ; des maisons d'édition dirigées au moins formellement par des hommes et des femmes pourtant responsables de la politique éditoriale.

Officines de propagande ou maisons d'édition ?

Les éditions connaissent deux ruptures : les années 1949-1952, paroxysme de la Guerre froide, et 1953-1956, période où l'édition française sort de la crise et de reflux de la propagande. Alors que le nombre de titres baisse dès 1948, le PCF tente de maintenir le tirage moyen à un niveau relativement élevé – près de 18 000 en 1949 – mais la baisse est inexorable : en 1951, le tirage moyen passe en dessous du seuil des 10 000 exemplaires ; en 1953, il atteint moins de 6 000[68]. Le changement est aussi qualitatif. En 1956, la production éditoriale du Parti communiste français est constituée d'un tiers d'essais, d'un tiers de textes littéraires et d'un tiers de livres pour enfants.

Contrairement au domaine littéraire, l'entrée dans la Guerre froide et la crise de l'édition n'entraînent aucune modification de l'organisation des Éditions sociales[69]. Elles quittent le 64, boulevard Auguste-Blanqui en

bibliothécaire du Comité central, Antoine Legendre, pour la vérification des textes originaux et les citations : Lettre de Joseph Ducroux à Lucette Maucherat, 23 juin 1955, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 216, CARAN.

66. J. Ducroux, Remarques concernant *Fils du peuple*, 21 juin 1954, Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.
67. Note manusc., s. d., Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.
68. En 1958 le tirage moyen de l'édition français est de 11 870. Dans H. Renard et F. Rouet. « L'économie du livre ». *Op. cit.*
69. Réunion de l'Assemblée générale ordinaire du 8 juin 1950. Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.

1955, pour le IIe arrondissement, au 95, boulevard Sébastopol[70]. Installées rive droite, elles sont géographiquement plus près du pouvoir politique communiste que du cœur de la vie éditoriale française. L'évolution de leur production et des tirages coïncident avec une chronologie politique, et non économique. Certes, en nombre de titres, leur production annuelle baisse. Elles publient en moyenne 35 titres en 1949-1952 contre 27 en 1953-1956. On retrouve ces deux décrochages de 1950 et 1953 pour les tirages : fort de 17 000 exemplaires en 1948, le tirage moyen baisse brutalement en 1950 avec 14 500 exemplaires et à nouveau en 1953 avec 6 500. En 1956, il est de 4 800 exemplaires.

De 1948 à 1956, les Éditions sociales ont multiplié les collections (17) et les séries d'œuvres (4). Or, seules 3 collections sont encore publiées en 1956, « Problèmes » (16 titres, imprimés à 5 700 exemplaires en moyenne), « La Culture et les hommes » (12 titres, 5 200) et « Les Classiques du peuple » (23 titres, 5 800), ces deux dernières ayant été créées en 1950. Alors que les Éditions sociales n'éditent plus de manuels *stricto sensu*, les collections à visée pédagogique sont nombreuses : « Conférences de l'Université nouvelle » (1948-1953 ; 4 titres, 8 000), « les Grandes Conférences de *La Pensée* » (1948-1953 ; 4 titres, 7 700) et « les Polémiques de la *Pensée* » (1950 ; 1 titre). L'édition de discours, genre emblématique de la littérature politique, a disparu du catalogue.

La naissance de *La Nouvelle Critique* en 1948 ne crée pas de dynamique, même si son directeur J. Kanapa dirige la collection « Problèmes[71] ». Créée en concurrence avec *La Pensée*, après l'affaire Lyssenko, et pour contrebalancer le succès d'*Esprit* et des *Temps modernes*, cette revue est animée par une équipe plus jeune que celle *La Pensée*. *La Nouvelle Critique* devient même éditeur, publiant 21 titres, imprimés en moyenne à 5 300 exemplaires. Elle crée trois collections qui concurrencent les Éditions sociales : « Questions scientifiques » et « Questions d'histoire » en 1952, et les « Essais » en 1956. Si relations privilégiées des Éditions sociales avec une revue il y a, elles se nouent avec *La Pensée*. Reprise en 1945, elle est le domaine de G. Cogniot. Elle tente une synthèse entre un contenu politique, une culture classique, et une forme professorale[72]. Les liens privilégiés avec les Éditions sociales sont attestés par le fait que G. Cogniot est omniprésent dans les souvenirs

70. Demande d'inscription modificative, 25 novembre 1955 ; - Délibération du Conseil d'administration du 22 septembre 1955, Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.

71. G. Streiff. *Jean Kanapa, 1921-1978. Op. cit.*, p. 184, 202 et 235 ; - Décisions. Secrétariat, 28 juillet 1953, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

72. J. Verdès-Leroux. *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Fayard, 1983, 585 p. Son tirage baisse progressivement, passant de 10 000 exemplaires en 1945 à 7 000 en 1949 (*La Pensée*, F41 1493, CARAN), puis 5 000 en 1955 (1970354/45 et 47, CAC) ; - F. Matonti. *La Double Illusion de la* Nouvelle Critique*: une revue du P.C.F. (1967-1980).* Th. de doct. de science politique, dir. E. Pisier : université Paris-I, 1996, p. 33-41. Le tirage de *La Nouvelle Critique* est de 7 500 exemplaires en 1949 et atteint 6 000 en 1955 : 1970354/19 et 45, CAC.

des témoins retrouvés, ce qui expliquerait le rôle relativement effacé de R. Garaudy dans l'histoire des Éditions sociales.

Entre 1948 et 1956, la part des traductions représente 40 % du catalogue, ce qui est considérable au regard de l'édition française. Mais ce poids n'a pas la même signification qu'avant-guerre. Les œuvres de Marx et Engels (22 et 13 titres) sont plus nombreuses que celles de Staline et Lénine (16 titres chacun). La part des traductions du russe représente 20 % du catalogue en moyenne. Les auteurs soviétiques autres que Staline et Lénine sont rares : L. A. Leontiev, G. Plekhanov et B. Tchaguine. Quant à Staline, « auteur » ô combien important, le PCF n'édite en réalité *que 13 titres* et 3 rééditions. L'IMEL a sans aucun doute arrêté la chaîne de publication des œuvres après 1956, époque où Lénine retrouve la première place. Ce corpus limité d'auteurs s'explique par la préférence pour les séries, éditions d'œuvres choisies ou œuvres complètes, qui répond à la fois au culte d'une figure politique et au désir de faire œuvre scientifique. Les Éditions sociales publient ainsi 8 volumes des œuvres de Marx (1947-1954), dont les premier et deuxième livres du *Capital*, 5 volumes des œuvres de Engels (1950-1952) et les volumes des œuvres de Staline (1953-1955). Dans la même logique, il y a aussi et surtout les *Œuvres complètes* de M. Thorez à partir de 1950.

Le travail de traduction change de sens et de nature. De vecteur d'importation d'une culture politique, il devient un outil naturel de construction politique et scientifique. Deux périodes se distinguent. Avant 1950, les Éditions sociales puisent encore dans un vivier de textes déjà traduits. Elles se lancent dans la réédition du *Capital* à partir de 1948 (en 6 000 et 5 000 exemplaires), reprenant la traduction de J. Roy, revue par Alix Guillain[73], et de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* de Engels, traduit par P. Lafargue. À partir de 1950, les Éditions sociales font appel régulièrement à des universitaires pour les traductions. Signe de leur nouveau rôle, la mention d'un ou plusieurs traducteurs sur les ouvrages devient la norme. En premier lieu, Émile Bottigelli, membre du Parti depuis 1934, agrégé d'allemand, enseignant à l'ENS de Saint-Cloud, commence à travailler en 1950 pour les Éditions sociales sur les œuvres complètes de Engels. Trouver les personnes compétentes n'est pas chose simple, avant qu'une « jeune garde » se présente, avec des hommes comme Gilbert Badia, à partir de 1953. Et même au-delà de cette date, « on n'était pas si nombreux que ça », m'a-t-il déclaré[74]. G. Badia, communiste depuis la guerre, avait été journaliste à *Ce Soir*, et après des problèmes politiques, enseigna l'allemand dans le secondaire. L'édition d'une nouvelle traduction du Livre II du *Capital* en 1953 permet de mettre en avant une

73. L. Moussinac. « Alix Guillain ». *Les Lettres françaises*, nº 355, 22 mars 1951, p. 6.
74. Témoignage de Gilbert Badia.

nouvelle équipe, composée d'anciens traducteurs et nouveaux venus : Émile Bottigelli, Edna Cogniot, Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia[75]. Les Éditions sociales s'orientent peu à peu vers un nouvel objectif : produire des publications engagées, établies par des intellectuels.

Du côté des œuvres françaises, les Éditions sociales recourent également à des intellectuels pour la plupart reconnus ou diplômés de l'Université : G. Cogniot, A. Cornu, J. Baby, R. Garaudy, R. Barjonet, F. Grenier, V. Leduc, V. Michaut. Ces textes construisent la culture politique communiste française, en puisant dans l'histoire du mouvement ouvrier. En 1949 est lancée l'éphémère collection les « Belles Pages du mouvement ouvrier », où les Éditions sociales publient J. Guesde, J. Jaurès, J. Duclos et M. Thorez, édifiant un pont entre passé et présent. Elle est remplacée en 1950 par les « Classiques du peuple », avec Marat et ses *Textes choisis*. Les « Classiques du peuple » doivent réaliser le vieux rêve des éditions du Parti depuis la fin des années vingt, renouer avec un patrimoine textuel du mouvement ouvrier français, du XVIIe siècle à la Commune, de Lucrèce à Jaurès. D'après R. Hilsum, cette collection est née d'une idée d'E. Fajon et a été dirigée par deux « co-directeurs officieux » Jean Varloot et Albert Soboul[76]. Cette série est initialement destinée aux militants et sympathisants des milieux populaires. Mais à partir de 1956, elle est recommandée « de plus en plus largement aux enseignants, aux étudiants et aux élèves, et à tout un immense public désireux de trouver à sa portée des œuvres de haute valeur du patrimoine culturel progressiste de l'humanité[77] ». L'histoire concerne un noyau éditorial limité (22 titres, imprimés en moyenne à 5 600 exemplaires) mais constant dans le catalogue, et reflète également ce renouvellement de la culture communiste française, relativement équilibrée entre les ouvrages sur l'histoire de l'URSS, la Seconde Guerre mondiale, le mouvement ouvrier français et l'histoire de France. Continuant l'expérience du Front populaire, les Éditions sociales recourent à des historiens professionnels confirmés, comme Albert Soboul ou Jean Bruhat, ou débutants, comme Claude Willard et Jean Bouvier[78].

La défense de l'URSS et du nouveau monde communiste revêt les habits neufs du document, du guide ou du récit de voyage, avec les collections « Documents sur l'URSS » (1949-1952 ; 3 titres ; 6 000 puis 3 000 exemplaires) et surtout « Démocraties populaires » (1950-1953 ; 7 titres ; 5 400). Les livres marquants sont *Petit Guide sincère de l'union*

75. J. Bénard. « Une nouvelle traduction française du livre II du *Capital* ». *La Pensée*, mars-avril 1953, n° 47, p. 41-46 ; - J. Baby. « Le quatrième tome du *Capital* ». *Ibid.*, septembre-octobre 1953, n° 50, p. 23-25 ; - G. Badia. « *Le Capital* est-il lisible ? » *Ibid.*, mars-avril 1954, n° 54, p. 75-82.
76. R. Hilsum. « Entretien avec C. Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. ». *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, n° 12, p. 89-108.
77. *La Bibliographie de la France. Annonces*, 21 septembre 1956, n° 38, p. 3495.
78. P. Assouline. « Jean Bouvier, le communisme et la banque ». *L'Histoire,* novembre 1987, n° 105, p. 75-77.

soviétique de G. Cogniot[79], et *Au pays de Staline* de F. Grenier (3 éditions en 1949 et 1950, imprimées à plus de 15 000 exemplaires).

La biographie ou l'exercice autobiographique demeure un genre populaire[80], bien qu'il soit quantitativement mineur, avec 15 titres, et surtout politiquement délicat à l'époque du stalinisme. Les EFR abandonnent la collection « Grandes figures » des éditions Hier et Aujourd'hui et l'éphémère série « Exemples » (1949, éditée à 6 000 exemplaires)[81]. Cette dernière collection devait narrer « l'histoire de la Résistance dans chaque département et celle concernant les immigrés patriotes[82] ». Jean Chaintron se voit confier sa mise en œuvre, c'est-à-dire une « centaine de titres » d'une trentaine de pages. Vers la fin de l'année 1949, 70 manuscrits sont quasiment prêts. C'est alors que le Bureau politique informe J. Chaintron de l'arrêt du projet : « Ce n'est pas que cela soit mal fait, me répondit Billoux, bien au contraire, mais il faut changer de conception : une vue d'ensemble de l'histoire de la Résistance doit être d'abord élaborée et ces brochures viendront ensuite corroborer et illustrer la ligne générale[83]. » Célébrer des individus risque de produire une mémoire éclatée de LA résistance communiste. « Exemples » n'accueille finalement que trois titres : sur Guy Mocquet, sur les mineurs en grève en 1941, héros collectif[84], et sur A. Dalidet, hors collection. Rien au-delà de 1949. Cet échec sera suivi par celui du projet de C. Tillon et de G. Serbat d'écrire un livre sur l'histoire des FTP[85]. La stratégie adoptée par le mouvement communiste international et le stalinisme à la française conduit le PCF à ne pas célébrer ses propres héros et à s'incarner dans la figure exclusive de son secrétaire général[86]. L'effort biographique concerne les grands dirigeants du mouvement communiste mondial, Staline (2 titres en 1950) qui s'efface au profit de Lénine (3 titres entre 1950 et 1956), P. Togliatti (1 titre en 1954). L'autobiographie de M. Thorez, *Fils du peuple*, a droit à trois rééditions (1949, 1950 et 1954), à l'audience bien différente[87]. À l'été 1949, *Fils du peuple* est réédité à 120 000 exemplaires, chiffre considérable. La deuxième édition de 1950 est

79. Il y aurait même eu un faux en langue anglaise, ce que le PCF interpréta – à juste titre – comme la preuve du succès de l'œuvre originale. Note manusc., 6 f., Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
80. R. Sentenac. Rapport sur les Bibliothèques de la Bataille du livre. 3 septembre 1951, 7 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
81. Jean Chaintron parle de « Mémorial Exemples », avec un tirage de 5 000 exemplaires.
82. Décisions. Secrétariat, 10 janvier 1950, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
83. J. Chaintron. *Le Vent soufflait devant ma porte.* Le Seuil, 1993, p. 300-302.
84. M. Lazar. « Damné de la terre et homme de marbre : l'ouvrier dans l'imaginaire du PCF du milieu des années trente au milieu des années cinquante ». *Annales ESC,* septembre-octobre 1990, nº 5, p. 1071-1096.
85. C. Tillon. *On chantait rouge.* R. Laffont, 1977, p. 487.
86. M. Lavabre. « Memory and partisan identity : the case of the French Communist Party ». *European Journal of political science*, 1986, vol. 14, nº 1-2, p. 171-186.
87. *Fils du peuple* au 26 avril [1950], 1 f. dact ; - F. Billoux, Note au secrétariat du Comité central : projet de plan de diffusion de *Fils du Peuple*, 14 mars 1960, Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.

une édition de demi-luxe du livre en 1950, à 5 000 exemplaires mais avec un tirage de tête, édition illustrée par les grands artistes du Parti (Picasso, Amblard, Auricoste, Fougeron, Milhau, Pignon, Taslitzky). En 1954, la troisième édition revient à une forme éditoriale plus banale, avec un premier tirage relativement modeste (10 000 exemplaires). Les versions de 1949 et de 1954 sont accompagnées d'un guide sur la bonne manière de lire *Fils du peuple*, biographie devenue un manuel[88]. Mais seule l'édition de 1949 fait l'objet d'une campagne de l'envergure de celle de 1937 (déplacements, signatures, campagne de presse, intervention à la radio finalement censurée)[89]. À la fin 1949, près de 350 000 exemplaires auraient été diffusés[90], pour atteindre 450 000 exemplaires au printemps 1950, soit 300 000 exemplaires de plus qu'en 1937-1938[91]. En 1954, la campagne de diffusion est beaucoup plus modeste. Les Éditions sociales médiatisent donc une culture politique à deux visages : une culture politique populaire, réduite mais encore forte avec *Fils du peuple*, une autre plus universitaire avec ses traductions plus exigeantes et le retour aux sources politiques. Cette évolution conduit à une révolution de palais.

G. Cogniot, éditeur de l'ombre, a su attirer auteurs et traducteurs et orienter les Éditions sociales vers des corpus de référence, renforçant le poids des universitaires dans ce qui devient une écurie d'auteurs[92]. Cette évolution conduit en 1953 à l'apparition de doléances nouvelles. La maison d'édition est alors coiffée par une commission, dite « commission consultative », composée de 27 personnes, éditeurs et intellectuels du Parti, dont Garaudy est absent[93]. Elle n'agit pas en commission de contrôle politico-édiorial mais en collectif d'auteurs. Ses membres demandent en effet que

88. « Conseils pour l'étude personnelle et collective de *Fils du Peuple* de Maurice Thorez ». *Apprendre*, septembre 1949, nº 5, p. 17-18 ; - *Apprendre*, décembre 1950, nº 11 (nº spécial sur le 30e anniversaire du PCF).
89. Entre le 10 septembre et le 28 octobre 1949, il se déplace dans 40 villes de France, ce qui représente plus de 62 000 signatures. État de diffusion de *Fils du peuple*, mois de septembre [1949], 1 f. dact. ; - État de diffusion de *Fils du peuple*, mois d'octobre [1949], 1 f. dact, Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN. M. Kriegel-Valrimont. « *Fils du Peuple* triomphera de la *Voix de l'Amérique* ». *L'Humanité*, 16 novembre 1949, p. 1. L'intervention de M. Thorez, enregistrée peu avant cette interdiction, a été publiée dans *L'Humanité* : M. Thorez. « Le Gouvernement interdit l'émission… ». *L'Humanité*, 16 novembre 1949, p. 1. ; - *Fils du peuple*. Interdiction d'en parler à la radio, 1949, Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.
90. Livraisons de *Fils du peuple* (directement de l'imprimeur aux divers organismes), fin décembre 1949, 1 f. dact., Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.
91. F. Billoux. Note au secrétariat du Comité central : projet de plan de diffusion pour *Fils du Peuple*, 14 mars 1960. Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN ; Tableau *Fils du Peuple*. État de la diffusion par fédération au 30 avril 1950, 1 f. dact. Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CARAN.
92. Témoignage de Hélène Schwartzenberg ; - Témoignage de Gilbert Badia ; - J. Mortier et H. Roussel. « Gilbert Badia ». *Cahiers d'histoire*, octobre-décembre 2004, nº 93, p. 133-136.
93. Aragon, G. Badia, Barrabé, G. Besse, Cavein, G. Cogniot, F. Cohen, M. Cornu, J. Desanti, J. Ducroux, A. Dumeix, J. Gaillard, P. Hervé, J. Jérôme, I. Joliot-Curie, P. Labérenne, J. Lévy, R. Meyer, P. Michel, Orcel, M. Prevost, Riolo, Rioux, Robinson, Schatzmann, G. Soria, C. Willard. Commission consultative d'édition, caract. scientif. et tech., 28 janvier 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

s'améliorent les relations entre les « intellectuels communistes » et les maisons d'édition, « que les manuscrits présentés soient vraiment soumis à des comités de lecture compétents », et « les décisions prises soient vraiment le fruit d'un travail plus collectif[94] ». De surcroît, la commission accuse les directeurs de collections de n'avoir fait jusqu'à présent qu'un travail de censeur[95]. Enfin, il lui paraît impérieux d'« élargir le cercle des auteurs[96] », y compris aux non communistes[97]. Les Éditions sociales doivent s'implanter durablement dans le milieu universitaire et soutenir la comparaison avec d'autres entreprises majeures du secteur académique, y compris en matière de vulgarisation scientifique : elles doivent « concurrencer publications répandues comme ouvrages, collections "Que sais-je ?" (PUF), "Archéologique" (Plon), la revue *Science et vie*, les *Digest*[98]… » La direction du PCF résiste. En 1954, lorsque F. Billoux présente les « tâches et organisation de la section centrale d'éditions », il défend, retrouvant les accents des années vingt, l'« édition de toutes les brochures proposées par les différentes sections de travail et décidées par la direction du Parti[99] ». Mais ce blocage est de courte durée.

J. Ducroux, directeur des Éditions sociales depuis la Libération, est la première victime de cette situation. En janvier 1950, le Secrétariat avait déjà envisagé sa mise à l'écart[100]. En septembre 1955, J. Ducroux est renvoyé dans des conditions sans doute brutales (il semble que sa santé en ait été profondément altérée) mais mal connues[101]. Pour l'équipe des Éditions sociales, la surprise est totale. Pour certains auteurs (A. Cornu, J. Bruhat, E. Bottigelli), c'est l'incompréhension[102]. Le seul élément avéré qui ait pu fragiliser sa position dans le Parti est l'évolution politique de son épouse, Flora. Flora Ducroux, communiste, d'origine juive, médecin ophtalmologue, avait exprimé ouvertement ses doutes sur les fondements de l'affaire des blouses blanches et prit alors ses distances avec le PCF, avant de le quitter[103]. Mais ce renvoi peut aussi être analysé comme un changement de génération et de perception de la mission des Éditions sociales. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner la biographie des remplaçants.

94. Étude et rôle de la commission. Réunion du 25 mars 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
95. Réunion du 28 octobre 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
96. Étude et rôle de la commission. Réunion du 25 mars 1954, *Op. cit.*
97. Réunion du 28 octobre 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
98. *Ibid.*
99. François Billoux. Tâches et organisation de la section centrale d'éditions. Décisions. Bureau politique, 25 novembre 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
100. Décisions. Secrétariat, 10 janvier 1950, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
101. Témoignage de F. Frontisi-Ducroux.
102. Témoignage d'Hélène Schwartzenberg.
103. Flora Ducroux (1910-1996), juive agnostique, d'origine roumaine, arrive en France en 1929 pour faire des études de médecine. Elle fut l'ophtalmologue de la famille Thorez et travailla dans un établissement proche du PCF. En 1954 ou 1955, au moment où elle quitte le Parti communiste, elle installe son propre cabinet. Témoignage de F. Frontisi-Ducroux.

Le 4 novembre 1955, Guy Besse et Robert Brécy sont nommés par le Secrétariat respectivement directeur et directeur adjoint des Éditions sociales[104]. Né en 1918, G. Besse a adhéré au PCF en 1943. En 1950, il est reçu à l'agrégation de philosophie. Parallèlement à son activité d'enseignant[105], il donne des cours à l'École fédérale des cadres du Parti à partir de 1952 et se voit confier la tâche de contrôler l'activité des cellules étudiantes à Paris. Il fait donc partie de la Section idéologique et devient membre du Comité central en juillet 1956[106]. Enfin, il a fait partie de la commission consultative. Son adjoint a un profil bien différent et plus proche de celui de J. Ducroux. Robert Brécy, né en 1912, a été obligé d'interrompre ses études à 14 ans pour des raisons familiales et devient comptable en suivant les cours du soir. Pendant le Front populaire il adhère à la CGT puis au PCF et suit les cours de l'Université ouvrière. Résistant, il rencontre J. Billiet avec qui il travaille lorsque ce dernier est nommé directeur des Beaux-Arts à la Libération. Il devient ensuite secrétaire d'H. Wallon, au Front national. En 1945, il travaille à la Section centrale d'éducation, où il organise et dirige des écoles. En 1948, il est le rédacteur en chef des *Cahiers du communisme*[107] et en 1953 il assiste en tant qu'invité aux réunions de la commission consultative des Éditions sociales. L'année suivante il devient le secrétaire de G. Cogniot[108]. Les Éditions sociales sont donc dirigées à la fois par un intellectuel, reconnu comme tel par l'*Alma Mater*, et par un « technicien », un intellectuel d'institution, formé par le Parti et proche de G. Cogniot. Leurs points communs sont également intéressants. Ils font partie de l'équipe de la Section idéologique et ont une activité d'enseignant dans les écoles du Parti.

Pour G. Besse, la mission des Éditions sociales est de former les militants par des textes accessibles et peu chers et d'éditer des textes proches des normes universitaires : « Elles doivent mener de front : l'édition des grands classiques du marxisme-léninisme et des grands

104. Décisions (Annexe). Secrétariat, 4 novembre 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. ; - L'éviction de Joseph Ducroux prend effet juridiquement bien plus tard. Francis Cohen lui succède en tant que PDG le 12 novembre 1956. Extrait de délibération du Conseil d'administration du lundi 12 novembre 1956 ; - Demande d'inscription modificative, 11 décembre 1956. Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI. ; - Lorsque R. Brécy est renvoyé et exclu, Joseph Pintus ne lui succède officiellement que le 24 juin 1959. Demande d'inscription modificative, 10 décembre 1959. Arch. Tribunal de commerce de la Seine, INPI.

105. Il quitte l'enseignement secondaire pour le CNRS en 1967.

106. Dossier Guy Besse, 19890464/7/2935, CAC. Le fait qu'il soit membre du Comité central est considéré comme un facteur essentiel dans la nomination : d'après G. Streiff, une rumeur faisait de J. Kanapa un directeur potentiel des Éditions sociales, mais le fait qu'il ne soit pas membre du CC aurait été déterminant. Dans G. STREIFF. *Jean Kanapa. Op. cit.*, p. 253-254.

107. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Op. cit.*, 1997 ; - Dossier Robert Brécy, GA B5, PPo.

108. Commission consultative d'édition, caract. scientif. et tech., 28 janvier 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation) ; - Décisions, Secrétariat, 11 février 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

humanistes du passé ; - la publication d'ouvrages théoriques approfondis (philosophie, économie, politique, histoire, etc.) ; - la publication d'ouvrages plus ramassés, de prix modiques traitant de sujets très actuels et s'adressant à un public extrêmement large. Il y aura lieu, d'autre part, d'étudier sérieusement dans les masses les éditions populaires des grands classiques du marxisme-léninisme[109]. »

Les Éditions sociales ne sont plus une simple officine de propagande. Elles publient et diffusent des ouvrages à finalité politique mais qui ne correspondent plus aux brochures politiques publiées en nombre pendant l'Entre-deux-guerres et à la Libération. À partir de 1953, la maison d'édition se trouve aux prises avec deux points de vue : d'une part l'approche de la direction qui cherche à éditer des ouvrages les plus accessibles possible pour les militants, dans le respect de l'orthodoxie, menant à la construction d'un quasi catalogue-miroir de la direction du PCF ; d'autre part, celle des intellectuels communistes qui souhaitent œuvrer pour des éditions « scientifiquement » irréprochables et des œuvres de vulgarisation respectueuses de l'état des savoirs. Alors que cette maison d'édition était surveillée de près par le pouvoir politique, elle devient le terrain d'une « déstalinisation » avant la lettre, menée discrètement par ses propres auteurs.

Le sort des EFR est bien différent. En décembre 1950, Aragon en devient le directeur littéraire tandis que la direction officielle est confiée à R. Hallery. Les Éditions sociales sont dirigées par un technicien (J. Ducroux), un politique (F. Billoux) et un financier (J. Jérôme). Le sort des EFR dépend d'un quatuor presque semblable : un homme de lettres (Aragon), un administrateur (R. Hallery), un politique (F. Billoux) et un financier (J. Jérôme)[110], ce dernier s'estimant compétent dans un rôle d'éditeur, même occulte, et dont les relations avec Aragon ne cessent de se dégrader. La direction du Parti semble totalement absente de la vie de cette maison d'édition. Or, les EFR sont un pur produit de la Guerre froide.

Représentant 57 % de la production du PCF en 1952, avec une moyenne de 37 titres par an, ce sont bien les EFR qui occupent alors le devant de la scène. Ils n'échappent pas à la période de baisse (14 %) à partir de 1953. Quant au tirage, c'est une véritable chute, de 17 500 exemplaires en 1949 à 4 200 exemplaires en 1956. Les romans de langue française (51,5 %) et de langue russe (31,8 %) constituent toujours l'immense majorité de ces textes. En 1950, E. Triolet écrit à sa sœur : « En général, les Éditeurs français réunis (sous la direction d'Aragon) sortent actuellement les livres soviétiques pour ainsi dire en gros[111] ! » Rares sont les auteurs non soviétiques qui se distinguent : Jorge Amado, Pablo Neruda et son *Chant général* (1950-1953),

109. Propositions de programme pour les Éditions sociales, 20 janvier 1956, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
110. Témoignage de Raymond Hallery.
111. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970*. Gallimard, 2000, p. 327.

Mihail Sadoveanu et Martin Andersen Nexö. Les romanciers soviétiques sont mis en valeur en particulier dans la collection « Le pays de Staline », créée en 1949[112]. Cette collection, qui doit *in fine* proposer 24 volumes au public[113], accueille d'abord les primés du prix Staline, créé en 1939[114]. « Le Pays de Staline » fait long feu. Comme prévu, la collection s'arrête en 1951, mais seuls 12 volumes sont parus, avec un tirage moyen de 3 500 exemplaires. Les romans ne se vendent pas[115]. Cette déconvenue n'est pas conjoncturelle. Pendant les années cinquante, l'édition des romans soviétiques se heurte aux soubresauts de la vie littéraire soviétique, qui se multiplient après la mort de Staline[116]. Le cas d'Ilya Ehrenbourg montre que les Français ont suivi pas à pas la célébration, le purgatoire et la réhabilitation du romancier en URSS. Mais au milieu des années cinquante, les EFR doivent choisir de franchir ou non le Rubicon de la déstalinisation. En décembre 1954, des romanciers soviétiques tentent de secouer le joug du jdanovisme, comme Ilya Ehrenbourg, Alexandre Tvardovski, Constantin Paustovski, Vera Panova, lors du IIe congrès de l'Union des écrivains, auquel assiste Aragon[117]. En 1954, un an seulement après sa parution en Union Soviétique, les EFR éditent les *Saisons* de Vera Panova, roman assimilé à la littérature dite « du Dégel » et mis en cause en URSS[118]. Mais, autre roman symbolique de cette contestation, *Le Dégel* de I. Ehrenbourg, est édité décembre 1954 en France par une revue liée au PCF, *Défense de la paix*, et non par les EFR[119]. Les EFR restent donc au milieu du gué, menacés d'être en continuel décalage avec les décisions des tribunaux littéraires soviétiques et les choix des éditeurs bourgeois français, qui investissent quant à eux dans la littérature du Dégel[120]. Chose nouvelle, les romanciers français sont également mis en avant dans la promotion du réalisme socialiste[121] : A. Wurmser (9 titres), P. Daix, René Jouglet, André Stil (7 titres), Pierre Courtade, Pierre Gamarra, J. Laffitte (4), André Kédros, Martine Monod, Paul Tillard (3), J. Fréville (avec une réédition de *Pain de*

112. Proposition pour la collection, 2 f. manusc., s. d., Fonds Aragon-Triolet, BnF.
113. *Bibliographie de la France. Annonces*, 5 mai 1950, n° 18, p. 1545.
114. I. Popa. « Le réalisme socialiste : un produit d'exportation politico-littéraire ». *Sociétés et représentations*, décembre 2002, n° 15, p. 261-292.
115. Fernand Dupuy. Intervention. Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
116. A. Baudin. *Le Réalisme socialiste de la période jdanovienne, 1947-1953. Tome 2 : Usages à l'intérieur, images à exporter.* Bern : Peter Lang, 1998, p. 351-352.
117. M. Aucouturier. *Le Réalisme socialiste*. *Op. cit.*, p. 108. ; - L. Marcou. *Ilya Ehrenbourg. Un homme dans son siècle*. Plon, 1992, p. 296-297 ; - P. Daix. *Aragon. Une vie à changer*. Flammarion, 1994, p. 468.
118. I. Popa. *La Politique extérieure de la littérature. Op. cit.*, p. 259.
119. Ce roman, édité en URSS en avril 1954, est publié en France d'abord en livraison puis en volume dans la revue *Défense de la paix,* dirigé par Pierre Cot, en 1954, puis par Gallimard (dans une nouvelle traduction) en 1957. Claude Roy exprime un réel enthousiasme à sa lecture : « Nous avons lu la première livraison de Dégel dans *Défense de la paix* et sommes très impatients de connaître la suite » (lettre, 21 juillet 1954). *Dialogues d'écrivains. Op. cit.,* p. 678 ; - E. Berard. *La Vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg*. Ramsay, 1991, p. 306.
120. I. Popa. *La Politique extérieure de la littérature. Op. cit.*, p. 125.
121. R. Lahanque. *Le Réalisme socialiste en France (1934-1954). Op. cit.*, 1 060 p.

brique), P. Abraham. Signe de ce lien privilégié avec une esthétique, Aragon n'y publie que sa série *Les Communistes*, éditée dans la Bibliothèque française.

Les œuvres complètes apparaissent également dans le catalogue : *Œuvres complètes* de M. Gorki à partir de 1949 éditées par les éditions Hier et Aujourd'hui préparées par Jean Pérus, de Jules Vallès à partir de 1950 par Lucien Scheler, et d'Anton Tchekov à partir de 1952 également par J. Pérus. Ces trois entreprises donnent une image fidèle de la production des EFR, à la fois au service de la littérature soviétique présentée comme un modèle depuis le début des années trente, de la littérature russe classique et du roman français. Sans doute est-ce la marque de l'éditeur Aragon depuis l'expérience de la Bibliothèque française.

Les EFR ont aussi leur revue. *Europe* fait une entrée remarquée dans la Guerre froide en publiant *in extenso* les minutes de la session de l'Académie des sciences agronomiques d'URSS, présentant la théorie de Lyssenko. Lorsque la revue rejoint le catalogue des EFR, malgré les efforts d'Aragon pour faire durer l'esprit d'union de la Résistance autour du noyau communiste, les compagnons de route sont partis ou sur le départ[122]. *Europe* demeure *la* revue d'Aragon, qui alterne une position très exigeante en matière littéraire et des demandes impératives en matière politique, ce qui en fait une revue littéraire singulière, notamment par l'usage de numéros spéciaux peu polémiques et son ouverture (trait hérité de l'Entre-deux-guerres) vers les littératures étrangères.

La Bibliothèque française a édité des pamphlets restés fameux : *L'Internationale des Traîtres* en 1948 et *Tito, Maréchal des traîtres* en 1950 de R. de Jouvenel, *Américains au Havre* de Pierre Aubery et *La Guerre d'Hitler continue* d'Yves Farge en 1948, ou *Un combat pour la vérité : Kravchenko* de Jean Marcenac en 1950. Les EFR publient en revanche peu d'essais (28 titres). Chaque intervention dans l'actualité prend l'apparence de l'expertise (universitaire, journalistique) : c'est *L'Affaire Rajk, compte rendu sténographique* en 1949, de J. Segal, *Mitchourine, Lyssenko et le problème de l'hérédité* en 1951, *La Colombe vole sans visa*, de D. Desanti, *Matricule 2078 : l'affaire Henri Martin*, d'Hélène Parmelin, *J'ai choisi Mac Carthy (Faux témoin)* d'H. Matusow.

Des témoins dépeignent Aragon en guetteur de talents, un « éditeur » en somme. André Stil a débuté dans l'écriture au travers du journalisme. Alors rédacteur en chef de *L'Humanité*, Aragon l'encourage à écrire. Il fait publier ses premiers textes dans *Europe*, *Les Étoiles*, les *Lettres françaises* : « Et un moment est venu où il m'a conseillé de faire de tout cela un livre, qu'il a édité, et défendu comme il sait le faire[123]. » Aragon s'empare preste-

122. M.-C. Bouju. « Europe et ses éditeurs, 1923-1949 ». *Europe, 1923-1998 : Une revue de culture internationale. Europe*, nº Hors série, 1998, p. 10-24 ; - N. Racine. « *Europe* ». *Dictionnaire des intellectuels français*. Le Seuil, 1996, p. 457-459.

123. A. Stil. *L'Optimisme librement consenti. Conversation avec Pierre-Luc Sérillon*. Stock, 1979, p. 91. Les livres publiés sont : *Mot "mineur", camarades*. Bibliothèque française, 1949, 191 p. (1er tirage,

ment d'une nouvelle achevée en 1955 – « avant même que j'aie fini » écrit A. Stil – pour l'éditer dans une édition de luxe aux EFR sous le titre *Lever de rideau sur la question du bonheur*[124]. P. Daix témoigne lui aussi de cette même attention et précipitation. En 1950, journaliste aux *Lettres françaises*, il écrit un roman, dont Aragon lit le manuscrit : « Il le donna tout de suite à composer. J'aurai les épreuves dans huit jours. […]. Le Parti avait besoin de ce livre [pour la Bataille du livre]. Et tout de suite[125]. » Pierre Courtade fait également partie de cette moisson. Journaliste, il fait ses débuts de romancier avec un recueil de nouvelles, *Les Circonstances,* en 1946, publié à la Bibliothèque française. Alors qu'il fait partie du groupe de journalistes d'*Action*, il ne suit pas P. Hervé dans sa polémique avec Aragon. Aragon lui en sait-il gré ? Il poursuit avec *Elseneur* en 1949, puis aux EFR avec *Jimmy* en 1951 et la *Rivière noire*, roman qui dénonce la guerre d'Indochine, en 1953[126]. C'est Aragon qui sollicite Lucien Scheler pour devenir l'éditeur des œuvres de J. Vallès[127]. Le témoignage de J. Bouissounouse montre que les EFR ont aussi endossé le rôle ingrat de la Bibliothèque française, celui d'être l'éditeur des « refusés » : « J'avais terminé mon livre sur la Résistance italienne, *Dix jours pour un*, et je le portai à Gallimard avec qui j'avais un contrat. Il fut refusé. Je le donnai ailleurs. Il fut refusé. Pas un lecteur, paraît-il ne s'intéresserait à cette Résistance, et la nôtre commençait à lasser. Déconcertée, je donnai mon manuscrit à Aragon qui l'envoya sans attendre à l'imprimerie et consacra au livre un article qui m'emplit de joie. Après ce grand roman, vendu dans toutes les cellules, je fus promue grand écrivain, la règle étant de valoriser tous les plumitifs sympathisants[128]. »

A. Stil donne une autre explication à cette quête de nouveaux talents : se sentant isolé, « il avait besoin de jeunes cadres intellectuels […] qui soient avec lui[129] ». Comme la Bibliothèque française, les EFR lui permettent d'affirmer et de défendre ses positions politico-esthétiques. Ses choix ne sont pas toujours dictés par le seul « amour des lettres ». En 1947, il a « préparé » l'autobiographie de Jean Laffitte, citée en exemple par la direction du PCF, *Ceux qui vivent*, pour les Éditions Hier et Aujourd'hui[130]. La carrière littéraire de ce dernier a donc été lancée aussi par le directeur littéraire des EFR[131]. Le seul roman d'Aragon publié aux EFR, est la première

6 000 ex. ; réimp. : avril 1952 : 5 500) ; *La* Seine *a pris la mer et 6 autres histoires pour la paix*, E.F.R., 1950, 215 p. (1er tirage : 6 000 ex.) ; Les trois tomes du *Premier Choc*, EFR, 1951-1953 (10 000 ex.).

124. A. Stil. *Une vie à écrire. Entretiens avec Jean-Claude Lebrun.* Grasset, 1993, p. 18.

125. Il s'agit de la *Dernière Forteresse*, EFR, 1950. P. Daix. *J'ai cru au matin*. R. Laffont, 1976, p. 237.

126. P. Aron. « Être ou ne pas être réaliste socialiste. L'Exemple d'*Elseneur* de Pierre Courtade ». *Sociétés et représentations*, nº 15, décembre 2002, p. 217-228 ; - J. E. Flower. *Pierre Courtade : the making of a party scribe*. Oxford : Berg, 1995, p. 247.

127. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains. Op. cit.*, p. 669.

128. J. Bouissounouse. *La Nuit d'Autun*. Calmann-Lévy, 1977, p. 194. *Dix jours pour un* est publié par les EFR en 1950.

129. A. Stil. *Une vie à écrire. Op. cit.*, p. 66-67.

130. P. Daix. *Aragon. Une vie à changer*. Flammarion, 1994, p. 442.

131. R. Lahanque. *Le Réalisme socialiste en France (1934-1954). Op. cit.*, p. 757.

partie des *Communistes*, roman refusé par Gallimard. Mais sa diffusion, organisée par le PCF, a constitué un point de rupture dans son rôle de romancier du Parti[132]. Tous ces écrits participent à la construction d'une identité, une histoire et une culture politique. Mais il est certain que les relations d'Aragon, écrivain, éditeur, membre du Comité central à partir de 1950, avec les EFR sont sans doute une bonne métaphore de ses relations avec le Parti communiste.

Nombre de textes venant d'URSS et des démocraties populaires ont été publiés dans le cadre de relations de type « institutionnel » – par l'intermédiaire d'agences commerciales et artistiques d'État, mais des romans sont aussi nés *via* un réseau de relations individuelles intellectuelles et politiques. Aragon joue là encore un rôle central. Du fait de leur situation personnelle et familiale, Aragon et E. Triolet ont tissé depuis longtemps des relations dans le milieu intellectuel et littéraire soviétique, hors et dans les sphères officielles. De même, *Le Chant du mineur* de l'écrivain tchèque Maria Majerova est publié par les EFR grâce à son traducteur François Kérel, qui propose le texte à Aragon[133].

Au début des années cinquante, les EFR sont en proie à de grandes difficultés. Aragon tente de défendre publiquement leur avenir en décembre 1952. Au plus haut de l'ascension politique d'Auguste Lecœur, lors d'une session du comité central, Aragon dénonce vigoureusement et publiquement l'ouvriérisme du Parti qui condamne ses éditions. Il accuse la presse de ne pas jouer son rôle de relais, les organisations de diffusion de « boycotter » les romans soviétiques, et les communistes français de se rendre coupables d'une grave indifférence à l'égard de la patrie du socialisme en ne lisant pas sa littérature. Quant à la production française, il critique ce qui a été fait jusqu'alors – sans se mettre en cause. Les manuscrits qu'on lui envoie ne sont pas « publiables[134] ». Avec le retour de M. Thorez et l'éviction de A. Lecœur, s'amorce un changement. Pour Aragon c'est aussi un certain retour en grâce[135]. Il a même l'opportunité de défendre la littérature soviétique dans les *Cahiers du communisme* en novembre 1955[136], au moment de la parution de son *Introduction aux littératures soviétiques*… chez Denoël. Mais en avril 1954, la direction du Parti fait tomber le couperet sur les EFR : « Tenir compte qu'aux Éditeurs Français Réunis, trop de romans de valeur inégale ont été publiés sur des thèmes identiques. » Le rôle

132. Voir le remarquable travail de C. Grenouillet : *Lecteurs et lectures* des Communistes *d'Aragon*. Besançon : Presses universitaires franches comtoises, 2000, 323 p.
133. I. Popa. « Le réalisme socialiste : un produit d'exportation politico-littéraire ». *Sociétés et représentations*, décembre 2002, nº 15, p. 261-292.
134. L. Aragon. Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 19 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
135. Victor Joannès. Notes (nº 2). 9 février 1954, manusc., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 202, CARAN.
136. L. Aragon. « Comment lire les littératures soviétiques ». *Cahiers du communisme*, novembre 1955, nº 11, p. 1421-1431.

de la littérature n'a pas varié depuis les années vingt : « Établir le programme de diffusion des romans en tenant compte essentiellement de ceux qui nous aident dans la lutte[137]. »

Face aux revendications des Éditions sociales et l'échec politique et commercial des EFR, F. Billoux met sur pied en juin 1954 une nouvelle « section des Éditions[138] ». Elle rassemble G. Cogniot, Aragon, J. Ducroux, R. Brécy au nom du CDLP, J. Jérôme, J. Fréville, Roire (édition musicale), G. Sadoul, L. Moussinac, et même R. Garaudy. Le panel est vaste, tant dans les fonctions comme dans les générations[139]. Or, rien de tangible ne sort de cette section.

En décembre 1955, R. Hallery, toujours PDG officiel et *de facto* gestionnaire des EFR, en dresse le bilan commercial. L'année 1955 se présente mieux que l'année précédente, mais les résultats positifs sont à mettre au crédit des nouveautés, en particulier francophones, car, précise-t-il, pour les étrangers ou les « classiques » « la vente est beaucoup plus lente et plus difficile ». Quant aux « titres anciens », « la vente générale est extrêmement faible ». Seule solution : brader ces titres, voire recourir à la « mise au pilon dans les cas désespérés[140] ». Dès 1955, les années « Guerre froide » du catalogue sont un vrai poids mort.

Après avoir soutenu l'ouvriérisme du Parti, tenté de défendre aussi ses propres choix, avalé les couleuvres de la campagne de diffusion des *Communistes*, la crise que traversent les éditions et l'absence de réponse claire du côté politique constituent probablement un moment critique pour Aragon. Quant aux problèmes avec ses « tutelles » officielles ou officieuses, F. Billoux écrit avec lassitude en 1957 : « Un malaise persistant existe entre Aragon et J. Jérôme. Je fais [souvent] le juge de paix, l'arbitre[141]. » Cette prise de distance d'Aragon, qui demeure néanmoins directeur, est rendue possible par l'arrivée d'un « adjoint », en 1955, François Monod . Fils de Gustave Monod, agrégé de philosophie, membre du CVIA, il fait partie de la classe moyenne cultivée. Après des études à Aix, il entre à l'école Estienne en 1941 pour suivre des cours de dessin lithographique, formation qui mène à l'édition d'art, au graphisme publicitaire et au maquettisme. À l'image de son père, qui est entré dans la Résistance en 1940, F. Monod rejoint les Forces françaises libres en Afrique du Nord et participe au débarquement en Italie et à la campagne d'Alsace. A la Libération, il adhère au PCF et travaille aux côtés de Maximilien Vox de 1945 à 1948, qui dira

137. Bureau politique. Décisions sur le travail idéologique et d'éducation, 2 avril 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
138. Elle est placée sous la responsabilité d'Étienne Fajon.
139. Compléments de décisions. Bureau politique, 24 juin 1954, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
140. R. Hallery. Situation E.F.R, 27 décembre 1955, dact. 6 p. et 3 p. d'annexes, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
141. Lettre de F. Billoux [à G. Gosnat ?], 13 décembre 1957, Fonds Maurice Thorez, 626 AP 55, CARAN. Les tensions entre Aragon et J. Jérôme sont confirmées par P. Daix : témoignage de Pierre Daix.

de lui qu'il avait « le génie de la typographie »[142]. Par la suite, il participe à la création du « Livre de poche » chez Hachette. Parallèlement, il écrit ; son talent de poète est remarqué par P. Eluard et Aragon[143]. Son épouse Martine Monod est romancière. De même que le PCF fait appel à des hommes comme G. Besse, diplômé de l'université, il recourt à un homme de lettres connaissant très bien les arcanes de l'édition.

F. Monod réalise « son rêve », celui d'être un éditeur au service de ses idées, malgré les appels à la prudence de son ami P. Daix. La désillusion est redoutable : « Je pensais qu'Aragon fort de son prestige recouvré, écrit P. Daix, imposerait l'autonomie de François qui était son adjoint aux éditions. Mais il se borna à poursuivre la petite guerre d'escarmouche contre Jean Jérôme qu'il menait depuis toujours. François abordait l'appareil avec toutes ses illusions sur le parti idéal. Je le voyais se cogner, s'écorcher. Billoux était son vrai patron. Et chaque fois, François se laissait prendre aux belles paroles pour être déchiré par les faussetés qu'elles recouvraient. Il avait dû se libérer des servitudes d'un trust [Hachette] et s'engluait dans les calculs à la petite semaine de gestionnaires provinciaux et bornés[144]. » La tâche est également lourde. En 1955, R. Hallery a déclaré que les « romans ne se vendent plus[145] » ce qui est corroboré par un document écrit par F. Monod sur la situation des EFR en septembre 1956, *avant* la crise hongroise :

> « Outre les questions posées dans ma note générale se pose celle de l'existence même des EFR en tant que maison d'édition littéraire éditant des romans français contemporains.
>
> Sur ce plan, d'ici un an, si la même politique est poursuivie, la maison n'existera plus[146]. »

En un an, il n'est même plus question du poids des « titres anciens », mais de l'inexistence de manuscrits publiables. De surcroît, dès le début des années cinquante, les EFR sont victimes d'une fuite des auteurs, qui partent, avant même de quitter le Parti, vers d'autres maisons d'édition, comme Pierre Courtade pour Julliard, le nouvel éditeur qui « monte[147] ». Contrairement aux Éditions sociales, F. Monod ne dispose pas d'une « écurie » potentielle d'auteurs prêts à constituer le nouveau catalogue des EFR. Et Aragon n'aide guère.

142. Je remercie Sybille Monod pour ces renseignements ; - M. Vox. « Hommage à François Monod ». *Les Lettres françaises*, 9-15 mars 1961, nº 866, p. 3.
143. P. Daix. *J'ai cru au matin*. R. Laffont, 1976, p. 300.
144. *Op. cit.*, p. 348-349.
145. Éditions, [1955], 1 f. manusc., Fonds M. Thorez, 626 AP 202, CARAN.
146. François Monod. Note complémentaire sur les EFR, 11 septembre 1956, 1 f. manusc., Fonds Aragon-Triolet, BnF. Souligné dans le texte.
147. M.-C. Bouju. « Les Maisons d'édition du PCF en 1956 : l'année de toutes les crises ». *Le Parti communiste français et l'année 1956*, Département de la Seine Saint-Denis–Conseil général, 2007, p. 141-147.

Aragon conserve des prérogatives : il a en effet la charge de diriger « l'ensemble des traductions soviétiques » aux EFR[148]. Constatant que les EFR ne peuvent ou ne veulent pas diffuser les œuvres les plus novatrices, il obtient – contre l'avis de F. Billoux, qui ne veut pas voir « tous les bons romans chez les autres[149] » – de proposer ces manuscrits ailleurs. Le 12 octobre 1955, le Secrétariat du PCF autorise « le camarade Aragon à accepter la proposition de la maison Gallimard pour l'édition d'une collection des romans soviétiques sous sa direction[150] ». C'est la naissance de la collection « Littératures soviétiques ». Cet abandon n'est pas seulement la confirmation du moindre intérêt de la direction du PCF pour la production romanesque. Il est aussi le signe d'une reconfiguration des milieux intellectuels (en France et à l'Est) et d'une partie du champ éditorial. Les éditeurs français recommencent à exploiter le « créneau » des littératures venues de l'Est, *via* des circuits licites ou illicites. Gallimard le fait à la manière d'un éditeur ayant pignon sur rue, laissant aux concurrents (Julliard en particulier) les prises de positions les plus engagées, en lien direct avec l'actualité[151]. L'accord du PCF est politiquement prudent : Aragon est un auteur maison ; contrairement à Julliard, Gallimard n'a pas besoin d'adopter des positions politiques marquées pour se faire une place sur le marché ; cette maison d'édition travaille sans doute de longue date avec les autorités soviétiques ; enfin, elle donne aux lettres soviétiques un prestige que les EFR ont été incapables de leur donner. Mais, le Parti communiste ignore ou feind d'ignorer que, pour Gallimard, il s'agit d'abord d'une opportunité commerciale. La maison de la rue Sébastien-Bottin défend d'abord ses propres intérêts, ce que confirmera l'affaire Pasternak. La création de « Littératures soviétiques » incarne le retrait d'Aragon, qui cherche désormais à reconquérir sa légitimité littéraire et intellectuelle, loin du Parti. Chez Gallimard plutôt qu'aux EFR. La Guerre froide est donc synonyme de « réalisme socialiste », mais aussi de baisse des ventes et de marginalisation, littéraire et éditoriale des EFR. Sitôt le réalisme socialiste mis au second plan, la politique éditoriale devient inexistante.

En dépit de la crise de l'édition, le Parti crée deux nouvelles maisons d'édition : en 1949, le Cercle d'art, maison spécialisée dans le livre d'art, et en 1955 une autre consacrée au livre pour enfant, la Farandole.

Le 15 décembre 1949, Cercle d'Art est constitué à Paris, à l'adresse de l'ancienne annexe des ESI avant-guerre[152]. Elle rejoint alors la rive droite pour s'installer au 95, boulevard de Sébastopol dans le IIe arrondis-

148. Décisions. Secrétariat, 26 janvier 1956, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
149. Éditions, [1955], 1 f. manusc., Fonds M. Thorez, 626 AP 202, CARAN.
150. Décisions. Secrétariat, du 12 octobre 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
151. I. Popa. *La Politique extérieure de la littérature. Op. cit.*, p. 481-486.
152. Cercle d'Art. Statuts, 15 décembre 1949 ; - Assemblée générale extraordinaire, 17 mars 1950, Arch. du Tribunal de commerce de Paris, INPI.

sement[153]. Elle trouve son origine de la rencontre entre une opportunité commerciale, un éditeur débutant, Charles Feld, et un contexte politique.

Une des racines de Cercle d'art se trouve en Belgique. Pendant la guerre, E. Fried avait décidé de créer une maison d'édition clandestine en 1941, avec l'aide de J. Fonteyne et de son beau-frère Michel Goffart, maison d'un genre particulier puisqu'elle publie des livres sur l'art belge, qui était une réponse à la politique de germanisation de la Belgique[154]. À la fin de la guerre, le Parti communiste belge liquide les stocks[155]. En 1950, les *Lettres françaises* annoncent la naissance d'une « nouvelle collection franco-belge », Cercle d'art, aux Éditeurs français réunis[156]. Pour cette opération, il est probable qu'on ait fait appel aux talents financiers et d'organisation du discret J. Jérôme, qui aboutit à la création de « Cercle d'art de Paris », qui doit solder ces publications[157].

Rien ne destinait Charles Feld à devenir éditeur. Né à Varsovie en 1919, il arrive en France avec ses parents au début des années vingt. Bonnetier de profession, il milite au PCF pendant le Front populaire. En 1937, il épouse une journaliste de *L'Humanité*, Nelly Toussenel. La Seconde Guerre mondiale a été dévastatrice pour C. Feld. Ses parents meurent en déportation. Son frère, Maurice Feld, 18 ans, membre de l'Organisation spéciale, est arrêté en 1942 et fusillé en 1943[158]. C. Feld quitte Paris en 1940 pour la zone Sud et entre en résistance à Lyon. Il devient imprimeur et journaliste par la force des choses, en créant en mai 1941 le journal clandestin *Fraternité*, organe du Mouvement national contre le racisme. À la Libération, il essaie de poursuivre cet engagement avec la revue *Fraternité* qu'il codirige pendant un temps avec sa belle-sœur Juliette Jonvaux[159]. Il fait également partie des Combattants de la paix[160]. Après le métier d'imprimeur et de journaliste, C. Feld découvre celui d'éditeur. En février 1948, il apparaît dans l'organigramme de la Bibliothèque française dont il devient gérant[161]. Son passage à la Bibliothèque française, dont une des singularités était d'éditer des livres d'artistes, a été déterminant. P. Picasso illustre un *Carmen* en 1949, c'est-à-dire au moment où C. Feld y travaille. Inspiré

153. *Répertoire des éditeurs*, Cercle de la Librairie, 1956, p. 26.
154. J. Gotovitch. *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944. Op. cit.*, p. 60-87 et 290-340 ; - S. Courtois et A. Kriegel. *Eugen Fried. Op. cit.*, p. 377.
155. *Arts de France*, 1946, nº 5 ; - *Bibliographie de la France. Annonces*, 19 mars 1948, nº 11, p. 909.
156. « La collection "Cercle d'art" (Éditeurs français réunis) ». *Les Lettres françaises*, 30 mars 1950, nº 305, p. 3.
157. Dossier Nelly Feld ; Arch. PPo.Michel Feintuch [Jean Jérôme], GA F3, Arch. PPo ; - Jean Jérôme, 19910695/4/5238, CAC.
158. Maurice Feld (né le 27 septembre 1924), dit Jacques. Brigades spéciales 2, dossier 9, Arch. PPo. C. Feld témoignera lors du procès des Brigades spéciales à la Libération.
159. Dossier *Fraternité*, F[41] 1304, CARAN ; - Témoignage de Raymond Hallery ; - Témoignage de Jacqueline Feld.
160. Dossier Nelly Feld. GA F15, Arch. PPo ; - R. de Jouvenel. *Confidence d'un sous-marin du P.C.F. Op. cit.*, p. 29 et 49.
161. Extrait de l'acte sous seing privé, 20 février 1948, Arch. N. Devers-Dreyfus ; - lettre du 28 avril 1948, 54, Fonds Aragon-Triolet, BnF.

par ces rencontres et cette nouvelle activité professionnelle, C. Feld a l'idée d'une maison d'édition consacrée à l'art, en parle à J. Jérôme, qui s'empare du projet[162].

Le Parti communiste s'intéresse alors sérieusement à la peinture. Se félicitant de l'adhésion de grands peintres, comme Picasso ou Léger, le PCF suit aussi les prescriptions d'A. Jdanov. S'il célèbre Picasso et publie son portrait, le PCF ne reproduit pas ses œuvres[163]. La promotion du réalisme socialiste en peinture sert le travail d'André Fougeron, Boris Taslitzky ou Jean Amblard[164]. En matière de presse, il n'y a qu'un titre spécialisé, *Arts de France*, qui a pour origine les revues clandestines *L'Art libre* et *L'Art français*, rattachées au Front national des arts. À la Libération, la revue est patronnée par l'*Encyclopédie de la Renaissance française* et aidée pour la partie administrative par la Bibliothèque française. Le comité de rédaction est composé d'historiens et de critiques d'art, compagnons de route et communistes. En 1946, avec les débuts de la crise de la presse, la revue passe chez Bordas[165]. Ses conditions matérielles s'améliorent et elle adopte des positions moins sectaires que la *Nouvelle Critique*[166]. À l'été 1949, c'est la rupture. Bordas abandonne la revue[167], qui entre dans le combat du nouveau réalisme en peinture. Le lectorat ne suit pas et la revue se transforme en *Tribune du nouveau réalisme* en 1951, accueillie dans les *Lettres françaises*. Ainsi, au moment où il décide de défendre le réalisme français, le Parti communiste a peu de médias à sa disposition. Pourquoi alors ne pas utiliser Cercle d'art *de Paris* ?

Les origines de Cercle d'art sont donc multiples. L'analyse du catalogue montre que la complexité est même sa marque de fabrique. Il n'a édité que 36 titres pendant cette période et sa production ne décolle qu'à partir de 1954. Le premier titre du catalogue est *Le Pays des mines* de Fougeron en 1951, manifeste du réalisme socialiste français, dont on prépare deux éditions : une « courante », accompagnée de textes d'A. Lecœur et d'A. Stil, une seconde luxueuse avec une préface de J. Fréville. Les approches monographiques sont minoritaires dans le catalogue, mais croissent à partir de 1954-1955 : Daumier en 1951 ; Goya et *L'Exemple de Courbet* en 1952, Louis Milltelberg en 1953, Jean Effel, Alexandre Steilen présenté par F. Jourdain en 1954, Picasso, Goya, Effel et Léger en 1955. Les livres

162. Témoignage de Raymond Hallery.

163. A. Giry. « La Nouvelle Abstraction et la critique de *L'Humanité*, 1945-1951 ». *Art et idéologies, l'art en Occident, 1945-1949*. Saint-Etienne : Centre interdisciplinaire d'étude et de recherche sur l'expression contemporaine, 1978, p. 133-143.

164. L. Fougeron. « Un exemple de mise en images : un "réalisme socialiste" dans les arts plastiques en France (1947-1954) ». *Sociétés & représentations*, décembre 2002, nº 15, p. 195-214.

165. *Art libre, Art français, Arts de France*, F^{41} 1044, CARAN.

166. C. Robert. *Les Échanges artistiques entre la France et l'URSS (1945-1985) : les arts plastiques.* Thèse de doctorat d'histoire de l'art, dir. G. Monnier : Paris-I, 2000, p. 555.

167. *Arts de France*, nº 21-22, 1948 et nº 23-24, 1949. J.-P. Chimot. « Avatars de la théorie de l'art dans *Arts de France* (1945-1949) ». *Art et idéologies, l'art en occident, 1945-1949*. Saint-Etienne : Centre interdisciplinaire d'étude et de recherche sur l'expression contemporaine, 1978, p. 145-158.

politiques, qui constituent l'essentiel du catalogue, sont fortement liés à l'actualité et surtout au pacifisme : *Visage de la paix* de P. Eluard, *Témoins de notre temps* de J. Fréville, *Retour d'Algérie* de Jacques Dubois illustré par B Taslitzky et Mireille Miailhe, *La Guerre et la Paix* de C. Roy illustré par Picasso, ou le *Massacre des innocents* d'H. Parmelin, *Images pour Ethel et Julius Rosenberg* en 1955. Les trois œuvres sur lesquelles la maison d'édition a le plus investi sont la *Guerre et la Paix* de Roy et Picasso, *L'Anthologie sur l'art* de P. Eluard, et un ouvrage sur l'œuvre de Fernand Léger[168]. Le projet initial de *L'Anthologie sur l'art* était de proposer au lecteur une réflexion sur l'art et le regard au travers d'une compilation importante d'œuvres – plus de 220 auteurs sont référencés. Pour P. Eluard, les peintres étaient des guides dont la fonction morale et sociale est d'aider à accéder à la vérité[169]. Cette œuvre politique et pédagogique est pourtant unique dans le catalogue.

Contrairement à la légende, Picasso n'est un « auteur Cercle d'art » que sur le tard, à partir de 1953, lorsque l'étiquette réaliste est abandonnée[170]. Cercle d'art n'a pas été non plus l'éditeur de l'art réaliste socialiste d'URSS. Les arts graphiques soviétiques sont totalement absents du catalogue. La création en URSS avait pourtant le plus grand mal à se faire connaître hors de ses frontières. La censure à l'Ouest explique cette situation, mais pas seulement : l'Union soviétique cultive alors une culture autarcique, où les contacts avec l'extérieur doivent être absolument évités[171]. La mort de Staline change la donne[172]. En 1954, C. Feld profite de la « détente » pour prendre des contacts en Union Soviétique[173]. Les premières réalisations sont modestes. La reproduction d'œuvres se trouvant dans les musées soviétiques commence tardivement et par des œuvres de… Picasso, qui se trouvent dans les musées de Léningrad et Moscou, et qui n'est exposé en Union Soviétique qu'à partir de 1956[174]. C. Feld obtient du Parti communiste de l'URSS l'autorisation de prendre des photos en avril 1954. En septembre 1956, le Cercle d'art annonce au public : « Pour la première fois, les portes du Musée de l'Ermitage se sont ouvertes devant une équipe de photographes des éditions Cercle d'art qui ont obtenu l'exclusivité de reproduire les toiles du Musée et de ses réserves. Des toiles célèbres de toutes les écoles seront, pour la première fois, reproduites en couleurs et notam-

168. *Bibliographie de la France. Annonces*, 18 novembre 1955, nº 46, p. 1738.
169. A. Daspre. « Eluard et l'Anthologie des écrits sur l'art ». *Eluard a cent ans.* L'Harmattan, 1998, p. 219-233.
170. L. Fougeron. « Un exemple de mise en images : un "réalisme socialiste" dans les arts plastiques en France (1947-1954) ». *Op. cit.*
171. A. Baudin et L. Heller. *Le Réalisme socialiste de la période jdanovienne, 1947-1953*. Bern : Peter Lang, 1997, p. 255 et *passim*.
172. Les échanges culturels entre l'URSS et le reste du monde sont facilités par son adhésion à l'UNESCO en avril 1954. En mai 1956, les discussions sur ces échanges entre les diplomaties soviétiques et françaises commencent.
173. C. Robert. *Les Échanges artistiques entre la France et l'URSS (1945-1985). Op. cit.*, p. 324-325.
174. *Ibid.*, p. 305-312.

ment les merveilleux joyaux de l'École française[175]. » En sort un ouvrage de référence sur Poussin en 1957[176]. La diffusion de l'art soviétique passe de fait par des sujets annexes : les *Ballets soviétiques*, de G. Oulanova en 1954 ou le *Cirque de Moscou*, présenté par Tristan Rémy en 1956.

Charles Feld fera de l'année 1953 l'année de naissance officielle de Cercle d'Art, marquant ainsi son rejet de ce qui a été fait jusqu'alors[177]. Elle a soutenu le réalisme socialiste français, par un genre éditorial qui mêle politique et livre d'artiste. En revanche, elle n'a pas immédiatement promu l'histoire de l'art, même « engagée », en direction du grand public, alors que *L'Anthologie des écrits sur l'art* en était le projet. Néanmoins il y a la capacité de rebond formidable de cette maison d'édition. Alors que les EFR tombent de Charybde en Scylla avec l'abandon de la doctrine esthétique de Jdanov, Cercle d'art s'appuie sur des monographies dont la vente est quasi assurée : Picasso, Léger, Goya. Cercle d'art abandonne le livre d'artiste pour le livre d'art. Symbole de cette « normalisation » éditoriale, Cercle d'art investit dans le créneau des livres d'étrennes à partir de 1954[178].

Fondée en 1955, la Farandole, seule maison d'édition française exclusivement dédiée aux livres pour enfants, est certes née de la Guerre froide, mais pas uniquement. Comme avant-guerre, le marché du livre pour enfants est largement dominé par des entreprises familiales (surtout spécialisée dans l'édition scolaire) fondées au siècle précédent[179]. Le livre pour enfants étant intrinsèquement porteur d'enjeux politiques et éducatifs forts, il est donc logique que le PCF s'y intéresse de nouveau. Pourtant, si on ôte la collection « Jeunesse héroïque », la place de ces publications est pauvre en 1955 : 7 titres seulement de 1945 à 1947, dont des classiques (*L'Île au trésor* de R. L. Stevenson ; *Les Trois Méchants gros* de I. Olecha ; *Gargantua et Pantagruel* de Rabelais ; *Robin des bois*…). Les EFR publient aussi quelques titres, 9, entre 1949 et 1952. Peu d'inédits (dont les *Mots enchantés* de P. Gamarra en 1952, illustré par Zuka), et 4 traductions du russe. Ce bilan surprend, car M. Hilsum, qui avait dirigé avec G. Sadoul *Mon Camarade* avant-guerre, est à la tête des éditions Hier et Aujourd'hui. Il l'est plus encore lorsqu'on sait l'engagement du PCF dans le vote de la loi de 1949 et sur la promotion du livre pour la jeunesse. À partir de 1953, il n'y a plus aucune nouveauté à destination des jeunes lecteurs.

De 1946 à 1949, les éditions Hier et Aujourd'hui sont chargées de « Jeunesse héroïque », devenue moins « rentable » au début de la crise de

175. *Bibliographie de la France. Annonces*, 21 septembre 1956, nº 38, p. 3481.
176. Ch. Sterling. Musée de l'Ermitage. *La peinture française de Poussin à nos jours.* Éditions Cercle d'art, 1957, 243 p.
177. Cercle d'art. *1953-1963 : À l'occasion de leur 10e anniversaire pendant 10 semaines du 1er septembre au 15 novembre 1963 les Éditions Cercle d'art vous offrent des avantages exceptionnels*, dépliant (BnF, Q[10]).
178. *Bibliographie de la France. Annonces*, 3 décembre 1954, nº 49, p. 4735.
179. M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980. Op. cit.*, p. 26 et 41-48.

la presse. Avec la Guerre froide, ces brochures retrouvent aux yeux des dirigeants une certaine valeur : martiales dans leurs propos, populaires dans la forme et le prix de vente, à mi-chemin entre le livre et la presse[180]. Mais, en 1949, le Secrétariat décide de « suspendre provisoirement » « Jeunesse héroïque ». On envisage le recours à de nouveaux auteurs, une autre organisation commerciale et un nouveau circuit de diffusion, qui transformeraient « Jeunesse héroïque » en journal[181], ce qui ne correspondait plus « au goût des enfants et adolescents[182] ». Or, le PCF a déjà un journal pour enfants, *Vaillant*, fondée en 1945, qui marche bien[183]. De toute évidence, le départ de M. Hilsum (et le probable désintérêt d'Aragon pour ce genre) et la Guerre froide ont littéralement achevé une collection, déjà atteinte par la crise de la presse et par l'évolution du goût du public.

Pour la majorité des professionnels et des éducateurs, l'édition pour enfant vise à défendre des valeurs altérées par la guerre. Certains aspirent à un renouveau du genre, déjà lancé au milieu des années trente autour du Père Castor, et à une reconnaissance esthétique et littéraire[184]. Mais surtout les années cinquante sont une période où, aux yeux des militants de la lecture pour la jeunesse, deux clans s'affrontent : les éditeurs commerciaux qui corrompent les jeunes contre ceux qui diffusent des valeurs humaines, luttent pour l'amitié entre les peuples et enrichissent le patrimoine littéraire[185]. Reprenant le combat d'avant-guerre, les élus communistes ont d'autres priorités. Ils déposent le 20 mai 1947 un projet de loi censurant la presse destinée aux enfants, contre l'appel au « banditisme, [à] la paresse, [au] vol », pour la défense de la presse française et le contrôle des importations d'éditeurs étrangers, principalement américains[186]. Comme le souligne T. Crépin, si les groupes de pression communistes et catholiques ont l'objectif commun de « moraliser la presse enfantine », cela est insuffisant pour organiser une action commune : chaque « lobby » agit de son côté[187]. La loi, dite « sur les publications destinées à la jeunesse », est finalement votée le 3 juillet 1949. Le Parti communiste n'est pas parvenu à

180. Décisions. Secrétariat, 18 mai 1948, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
181. Décisions. Secrétariat, 6 décembre 1949, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
182. *Op. cit.*
183. J.-F. MURRACIOLE. *Les Enfants de la défaite : la Résistance, l'éducation et la culture*. Presses de Sciences Po, 1998, p. 279-294 ; - A. FOURMENT. *Histoire de la presse des jeunes et des journaux d'enfants. Op. cit.*, p. 218 ; - R. MEDIONI. Pif Gadget *: la Véritable Histoire des origines à 1973, 2003*, Vaillant, p. 23-34 ; - H. FILIPPINI. *Histoire du journal et des éditions* Vaillant. Grenoble : Glénat, 1978, p. 121. Le titre du journal est en lien avec le mouvement d'enfants, lié au Parti communiste, l'Union des Vaillants et des Vaillantes.
184. *Livre, mon ami : lectures enfantines, 1914-1954. Op. cit.*, p. 99-112.
185. Cité par M. PIQUARD. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980. Op. cit.*, p. 271.
186. *Op. cit.*, p. 283.
187. T. Crépin souligne aussi la mobilisation des associations professionnelles d'auteurs et dessinateurs : T. CRÉPIN. « Le Mythe d'un front commun ». *« On tue à chaque page » : la loi de 1949, sur les publications destinées à la jeunesse*. Éditions du Temps–Musée de la Bande Dessinées, 1999, p. 43-51.

obtenir que la loi limite les importations de dessins venant de l'étranger[188]. En conséquence, bien que l'ayant réclamé, il ne la vote pas. La loi institue une Commission de surveillance et de contrôle de cette presse, installée en 1950, où le PCF est représenté. Victime à la fois de difficultés économiques et de l'exercice de cette censure, la presse américaine ou américanisée en sort affaiblie. C'est alors la renaissance de la bande dessinée belge – le *Journal de Spirou* (Dupuis) et le *Journal de Tintin* (Éditions du Lombard–Dargaud) lancés en France en 1946 et 1948[189]. Le PCF continue le combat. En 1949, par le biais de l'Union des Femmes Françaises, il crée un Comité pour la défense de la littérature et de la presse pour la jeunesse (CDLPJ), qui ne parvient pas à s'imposer et disparaît en 1953[190].

C'est au terme de ces engagements successifs et de ce succès relatif, que naît la Farandole[191]. Lors des réflexions sur le devenir des Éditions sociales et des EFR, le secrétariat décide d'adopter plusieurs « programmes » éditoriaux dont l'un relatif à l'« édition de livres pour les enfants et les jeunes » le 21 juillet 1955[192]. La Farandole est fondée une semaine après, le 29 juillet. Elle est installée rive gauche, au 3, cour du Commerce Saint-André des Arts, dans le VIe arrondissement, et dirigée par Madeleine Gilard et Paulette Michel[193]. M. Gilard est née en 1906 en Espagne, où elle passe toute son enfance et son adolescence. Elle n'a pas fait d'études supérieures, mais maîtrise plusieurs langues (l'espagnol, l'anglais, l'allemand, le russe). Elle exerce plusieurs métiers (secrétaire, rédactrice, journaliste). C'est en tant que traductrice qu'elle travaille pour le Mouvement de la paix après la Seconde Guerre mondiale. Elle a aussi le goût de l'écriture (elle a publié son premier texte dans *Confluence* en 1941)[194]. Directrice administrative, P. Michel, de son vrai nom, Pola Fabelinska, est née en 1909 en Pologne. En 1927, elle part pour Paris pour y suivre des cours de piano. Elle adhère au PCF l'année suivante. Son engagement politique prend le pas sur sa carrière musicale, et elle devient permanente. Pendant les années trente, elle travaille pour différents syndicats. Elle épouse J. Jérôme en 1939. Elle entre dans la clandestinité avec son mari et devient membre des FTP. Jusqu'en 1955, elle

188. M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980. Op. cit.*, p. 201. ; - T. Crépin. *« Haro sur le gangster ! » : la moralisation de presse enfantine, 1934-1954. Op. cit.*, p. 315.

189. Dargaud est français.

190. T. Crépin. « Le Comité de défense de la littérature et de la presse pour la jeunesse : les communistes et la presse enfantine dans la Guerre froide ». *Libraries and Culture*, vol. 36, n° 1, 2001, p. 131-142.

191. F. Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Histoire d'une maison d'édition.* Maîtrise d'histoire, dir. A. Prost et N. Gérome : université Paris-I, 1995, 148 p. ; - R. de Jouvenel. *Confidence d'un sous-marin du P.C.F. Op. cit.*, p. 43.

192. Décisions. Secrétariat, 21 juillet 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

193. Archives du Tribunal de commerce de la Seine, INPI. Les actes de sociétés de la Farandole, détenus par l'INPI et consultés par F. Pipet, ont depuis disparu.

194. N. Diament. *Dictionnaire des écrivains français pour la jeunesse, 1914-1991.* L'École des Loisirs, 1993, p. 287-289. Elle a publié un seul roman, *Camille*, en 1984. Renseignements fournis par Marie-Louise Guedj et Elisabeth Marcoux.

travaille essentiellement comme traductrice (elle parle le polonais et le russe et peut traduire l'anglais et l'allemand) ou se présente comme professeur de piano[195]. En novembre 1954, les *Lettres françaises* la présentent comme travaillant aux EFR[196]. Tous les témoins interrogés par F. Pipet s'accordent à faire d'elle la *véritable* directrice de la Farandole. M. Gilard même présentait sa propre fonction comme celle d'une « assistance éditoriale ». J. Ollivier, membre de l'équipe de *Vaillant* et l'un des auteurs phares de la maison, nuance cette déclaration : « Madeleine Gilard serait ce qu'on appelle aujourd'hui "directeur de collection". Quant à Paulette Michel, elle était directeur général et assumait un rôle beaucoup plus administratif[197]. » Ainsi, la Farandole était, comme les Éditions sociales ou les EFR, dirigée par plusieurs personnes. Ce schéma est toutefois différent sur un point essentiel : P. Michel a encouragé M. Gilard à reprendre la plume pour les enfants, genre dans lequel elle est devenue un auteur de référence[198].

Dès 1956, la production est conséquente : 22 titres, et 4 nouvelles collections. Dès l'origine, la maison d'édition choisit de mener une politique éditoriale différenciée en fonction des tranches d'âge. « Jour de fête », collection d'albums, s'adresse aux plus de 9 ans, et « Prélude », collection plus engagée, est destinée uniquement aux adolescents, tranche d'âge qui n'intéressera ses concurrents que dix ans plus tard[199]. Enfin, comme les grands éditeurs, et à des fins éducatives, elle lance aussi sa collection de « documentaires » – c'est-à-dire de vulgarisation scientifique –, « Savoir et connaître ». Les auteurs de la Farandole font partie du courant dit « réaliste » dans la littérature enfantine. Par réalisme, il faut entendre la volonté des auteurs d'intégrer les réalités sociales dans les textes – sans exclure le recours à l'imaginaire – avec un très grand souci de pédagogie et un soin très particulier accordé à la qualité tant de l'écriture que de l'image[200]. Certains de ces auteurs ont été lancés par un éditeur novateur des années trente, Bourrelier : Colette Vivier, Andrée Clair, Georges Nigremont (pseudonyme de Léa Pelletier), Madeleine Gilard, Pierre Gamarra et Jean Ollivier. Tous défendent la légitimité de cette littérature, longtemps considérée comme un genre mineur.

L'originalité de la Farandole apparaît dès ses débuts : elle privilégie les adolescents et le genre romanesque, plutôt que le récit illustré[201]. Elle défend des genres traditionnels, comme le roman d'aventure, en essayant,

195. Dossier Jean Jérôme, Ga F3, Arch. PPo ; - Dossier Paulette Michel, Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives–bureau Résistance, Arch. de l'Armée de terre, Vincennes ; - Renseignements fournis par la famille. Je remercie Emmanuel Debono pour son aide.
196. R. Lacôte. « Chez les éditeurs (suite) ». *Les Lettres françaises*, nº 543, 25 novembre 1954, p. 2.
197. F. Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Op. cit.,* p. 9-10.
198. N. Diament. *Dictionnaire des écrivains français pour la jeunesse. Op. cit.*, p. 287-289.
199. M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB, 2004, p. 275.
200. *Op. cit.*, p. 60-67 et 87-91.
201. F. Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Op. cit.*, p. 20-24.

à l'instar de Bourrelier, Magnard ou des éditions de l'Amitié, de les renouveler afin d'ouvrir le jeune lecteur sur le reste du monde dans un esprit de tolérance[202]. Cette ouverture n'est pas singulière. Flammarion en 1952 et Nathan en 1954 adoptent la même ligne éditoriale[203]. Ici, les éditeurs communistes n'occupent pas seuls un segment de ce marché éditorial, mais ils appartiennent à un courant et sont *reconnu*s par leurs concurrents.

Le pluriel s'impose donc : il s'agit bien *des* maisons d'édition du PCF. Si la Guerre froide a été pour tous une période de mobilisation, elle n'a pas été vécue de manière identique. Après la crise de l'édition, certaines subissent la crise politique de plein fouet. Les Éditions sociales sont une maison d'édition *d'institution*. Elles émanent du cœur même de l'identité communiste, la section idéologique. Elles produisent des œuvres pour la formation politique. Les EFR sont chargés de l'accessoire, du périphérique, de *l'agitation*. Après que les œuvres « jdanoviennes » ont perdu audience et crédibilité, la ligne éditoriale ne parvient pas à se renouveler. En revanche, Cercle d'art et la Farandole, périphériques à la propagande du Parti, font montre d'une créativité réelle qui les sauve du changement de conjoncture.

202. M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980. Op. cit.*, p. 266-273.
203. M. Piquard. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980. Op. cit.*, p. 243 ; - *Livre, mon ami : lectures enfantines, 1914-1954. Op. cit.*, p. 100.

Chapitre XI

Diffuser la Guerre froide

Depuis 1932, le Parti communiste est confronté à deux modes de diffusion : une diffusion militante, qui repose sur la discipline de parti des camarades, à la fois distributeurs zélés et lecteurs attentifs, qui ne comptent ni leur temps ni leur argent ; une diffusion commerciale de masse qui doit se mesurer aux pratiques des « concurrents ». Mais, comme à la fin des années trente, la diffusion communiste se heurte à un « boycott organisé » par la bourgeoisie, à des pratiques culturelles populaires qui lui échappent et à l'impossibilité des militants de répondre à cette discipline de parti.

Entreprise de diffusion, organisations et commerce de librairie

Pour le CDLP, la Guerre froide est synonyme de désastre. Le 30 juin 1947, les dettes des fédérations représentent 589 000 euros[1]. En 1949, d'après la préfecture de police, la Banque commerciale d'Europe du Nord, chargée des transactions financières entre le PCF, les pays d'Europe de l'Est et l'URSS, refuse même de couvrir les dépenses du CDLP[2]. En septembre 1949, le PCF se penche donc à nouveau sur cet établissement malade. Le nouveau directeur du CDLP, R. Hallery, réduit et réorganise l'activité, faisant passer le nombre d'employés de 230 à 110[3]. La situation financière peine à se redresser. En 1950, le chiffre d'affaires atteint 1,370 million d'euros. Or, les bénéfices nets dégagés cette année-là couvrent difficilement les pertes cumulées depuis la Libération, soit environ 120 000 euros[4]. Symptôme de cette crise, les responsables changent à un rythme soutenu. En 1949, R. Hallery remplace G. Périlhou à la tête du CDLP – avant de se charger aussi des EFR. En 1951, il laisse la place à

1. En euros constant. André Arnault, Administration au secrétariat : situation de trésorerie au 30 juin 1947, s. d., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 35, CARAN.
2. Note, 8 avril 1949, Arch. PPo.
3. Témoignage de Raymond Hallery.
4. En euros constants. CDLP, 19 juillet 1952, Ga C12, Arch. PPo.

Henri Begot[5], ancien résistant[6]. Le 23 mars 1953, Robert Brécy est nommé « directeur politique du C.D.L.P. », poste qu'il occupe jusqu'en 1955[7]. En novembre 1955, André Voguet apparaît dans les archives de direction comme directeur du CDLP[8]. Né en 1913, il est instituteur, métier qu'il a exercé jusqu'à ce qu'il soit élu au conseil municipal de Paris en 1947[9].

À la Libération, tout portait à croire qu'il était possible de s'appuyer sur un réseau de librairies afin de toucher d'autres publics, le lectorat des classes moyennes et les professions intellectuelles. Mais ce réseau des « librairies de la Renaissance française » se développe peu[10]. Pour accroître ses possibilités de diffusion, le PCF utilise alors les méthodes des éditeurs « bourgeois ». En 1950, le Centre crée le « Club des amis du livre progressiste[11] », copié sur le modèle à succès des clubs de livres : les clients du Club reçoivent un ou plusieurs livres par mois, contre un abonnement, à partir d'une liste constituée « des meilleurs livres parus récemment ou ayant un caractère d'actualité[12] », ainsi que des disques[13]. Comme le rappelle publiquement J. Duclos, les Amis du Livre progressiste ont bien entendu une mission d'abord politique[14]. Si ce système rappelle celui de l'office d'avant-guerre, il s'en distingue sur trois points. Comme pour les concurrents « bourgeois », la présentation des livres est soignée et il s'agit de livres reliés[15]. Autre point commun avec le « marketing » des clubs, le Club des Amis du livre progressiste se dote d'un bulletin[16]. Enfin ce « produit » s'adresse plutôt à la classe moyenne. En 1955, le Club sort officiellement de la Guerre froide : l'adjectif « progressiste » disparaît[17]. Ce recours au système du club est non seulement un moyen de toucher un nouveau public mais plus fondamentalement de lutter contre la crise des éditions du Parti. La création du Club des amis du livre (progressiste) constitue un nouveau *casus belli*, entre les éditions du PCF et le CDLP, puisque le Club propose des livres qui ne sont pas

5. Démission et nomination du gérant, 25 mai 1951, Arch. Tribunal de commerce de Paris, INPI.
6. CDLP, 19 juillet 1952, Ga C12, Arch. PPo.
7. Décisions. Secrétariat, 23 mars 1953, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
8. Annexes aux Décisions. Secrétariat, 4 novembre 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Lorsque le Centre devient une société anonyme en octobre 1956, il en devient le PDG. Décisions. Secrétariat, 23 octobre 1956, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
9. Il est membre du Comité central depuis 1956. CDLP, mai 1958, Ga C12, Arch. PPo.
10. *Apprendre,* nº 23, avril-mai 1953, p. 20-23.
11. *Répertoire des éditeurs*. Cercle de la Librairie, 1963, p. 32.
12. « À tous nos amis ». *Amis du livre progressiste*, février-mars 1952, p. 3.
13. Il s'agit du catalogue de Chant du Monde. *Amis du livre progressiste*, février-mars 1952, p. 11.
14. J. Duclos. « Le Livre progressiste et le combat du peuple français ». *La Nouvelle Critique*, mai 1952, nº 36, p. 2-11.
15. « Amis lecteurs !… vous avez la parole ». *Amis du livre progressiste*, février 1954, p. 2-3 ; - BR. « Le deuxième anniversaire des "Amis du livre progressiste" ». *Les Lettres françaises*, 15 janvier 1953, nº 447, p. 5.
16. *Les Amis du livre progressiste* (1952-1956) puis *Messidor* (1956-1957). En avril 1956, *Messidor* est diffusé à 20 000 exemplaires : Minute. Club des amis du livre progressiste, 11 février 1958. Centre de diffusion du livre et de la presse, Ga C12, Arch. PPo.
17. « La Vie du Club ». *Amis du livre progressiste*, octobre-novembre 1955, p. 3.

édités par le PCF[18]. Le CDLP se permet de devenir éditeur et ne travaille même pas de concert avec les maisons d'édition du PCF[19] ! Cependant la diffusion communiste repose toujours prioritairement sur la collaboration entre fédérations et CDLP, qui vise à la diffusion vers les cellules, entreprises, municipalités, enseignants[20]. Il faut encore et toujours « désigner un responsable à la littérature dans chaque cellule[21] », « demander aux camarades de développer la vente militante », recourir à la « table de littérature », faire du « porte à porte », élargir « le réseau de nos colporteurs[22] ».

Après quelques hésitations, la diffusion auprès du public non militant est confiée aux maisons d'édition, mais selon une organisation différente d'avant-guerre : un seul établissement rend ce service pour les autres. En 1948, ce sont les éditions Hier et Aujourd'hui qui sont chargées de la diffusion du catalogue des Éditions sociales[23]. En 1956, ce sont les EFR qui sont chargés de cette tâche au profit de Cercle d'art, des Éditions sociales et Défense de la Paix[24]. En 1955, les EFR ne disposent que de trois représentants pour l'ensemble du territoire[25]. Or, la survie économique des éditions littéraires du Parti passe par la diffusion vers les lecteurs non communistes[26]. L'attitude des libraires vis-à-vis des « écrivains progressistes » est vivement dénoncée, comme le fait P. Abraham : « Ce que l'on est en droit d'exiger de lui [le libraire], c'est l'objectivité de son commerce. C'est-à-dire pratiquement la mise en vitrine de toutes les nouveautés progressistes, à parité de nombre et de durée avec les autres nouveautés[27]. » Il faut donc faire pression sur cette profession[28]. Pour contourner la difficile pénétration dans le monde de la librairie, le PCF dispose de manifestations, comme la traditionnelle Fête de *L'Humanité*[29], la Bataille du livre de 1950 à 1952, ou encore le CNE et sa vente annuelle.

À la Libération, le CNE avait monté différentes manifestations, conférences, réceptions, accueil d'écrivains étrangers. Le 26 juin 1946, il organise à Paris une vente de livres, dédicacés par leurs auteurs, avec la présence de célébrités de la scène et du cinéma[30]. Ces ventes, reconduites chaque

18. Amis du livre progressiste, mars 1954, p. 12.
19. L. Aragon. Intervention. *Op. cit.*
20. *Apprendre*, avril-mai 1953, nº 23, p. 20-23.
21. *Apprendre*, novembre 1953, nº 25, p. 27-29.
22. F. Dupuy, Intervention. Session du Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 11 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
23. *Répertoire des éditeurs*. Cercle de la Librairie, 1948, p. 81.
24. *Répertoire des éditeurs*. Cercle de la Librairie, 1956, p. 26, 34 et 96.
25. R. Hallery. Situation E.F.R., 27 décembre 1955, 6 p. dact. et 3 p. d'annexes, 52, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
26. *Ibid.*
27. P. Abraham. « La Bataille du livre et les libraires ». *Les Lettres françaises*, nº 311, 11 mai 1950, p. 2.
28. [Placard sur la Bataille du livre], Imp. ICC, [1951], 10 p., 72 AJ A3, 165 PCF, MRN.
29. N. Gérome et D. Tartakowsky. *La Fête de l'*Humanité*, culture communiste, culture populaire*. Messidor, 1988, 340 p.
30. « Manifestations culturelles ». *Informations de l'Union nationale des intellectuels*, 15 juin 1946, nº 34, f. 4.

année, aident en particulier les jeunes maisons, comme les éditions de Minuit. Politiquement, cette manifestation participe à la « défense du livre français », promue par le CNE, contre les pratiques jugées décadentes et influencées par le modèle anglo-saxon, et l'abandon de la « liste noire ». Son succès l'oblige à quitter la Maison de la Pensée française pour le Palais d'Orsay en 1951 puis le Vélodrome d'hiver en 1952. L'affluence prouve son succès populaire, mais la vente du CNE est aussi un « événement littéraire et mondain[31] ». Les circonstances politiques en transforment la nature. En 1947, la vente donne lieu à un chiffre d'affaires de 17 400 euros[32], dont 9,5 % au bénéfice des éditions du Parti communiste. En 1950, il est multiplié par trois, atteignant 52 900 euros, mais la part des éditions du PCF est de 63,7 % ! Les EFR à elles seules représentent 53 % des recettes, tandis que les éditions Gallimard se limitent à 4,80 %[33]. Pendant les années cinquante, Aragon s'inquiète du renouvellement des auteurs invités, qui doivent impérativement appartenir au CNE. La crise hongroise empêche la vente de 1956 de se dérouler normalement. Elle reprend par la suite, toujours soutenu à bout de bras par E. Triolet, avec l'appui communiste, mais a perdu son aura.

Si, aux yeux des responsables politiques, les ventes ne sont jamais assez élevées, l'importance de la « diffusion des livres de l'ennemi » inquiète également[34]. En effet, différents livres ont été publiés en France et à l'étranger dénonçant les crimes du stalinisme et du système communiste[35]. Le mouvement a été lancé en 1946 par Arthur Koestler avec *le Zéro et l'infini*, qui a été un succès de librairie. Il continue en 1947 avec *J'ai Choisi la liberté* de Victor Kravchenko, qui entraîne un procès en 1949 avec Claude Morgan et André Wurmser, journalistes aux *Lettres françaises*[36]. Dans ce contexte de radicalisation des positions, le Parti communiste tente à nouveau – après l'affaire Koestler/Calmann-Lévy – de faire pression sur les alliés qui lui restent dans le monde éditorial. Et ils sont rares. À la Libération, Vercors avait refusé la proposition d'Aragon de fusionner les Éditions de Minuit avec la Bibliothèque française[37], mais il n'a pu systématiquement ignorer son « avis » sur le contenu du catalogue. Aragon intervient pour que ne soient pas diffusés les *Morts inutiles* de François Wetterwald, au

31. G. Sapiro. *La Guerre des écrivains, Op. cit.,* p. 649-670 ; J. B.. *La Nuit d'Autun.* Calmann-Lévy, 1977, p. 203 ; - G. Sapiro. « La politique culturelle d'Elsa Triolet au CNE (1949-1951) ». *Elsa Triolet, un écrivain dans le siècle*. L'Harmattan, 2000, p. 205-221.
32. En euros constants. VEN 1947, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
33. En euros constants. VEN 1950, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
34. Rapport de Fernand Dupuy, Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, p. 7, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
35. P. Du Bois. « Guerre froide, propagande et culture (1945-1953) ». *Relations internationales*, nº 115, automne 2003, p. 437-454.
36. A. Chebel d'Appolonia. *Histoire politique des intellectuels en France, 1944-1954. Tome II*. Bruxelles : Complexe, 1991, 58-64 p. ; - F. Génevée. *Le PCF et la justice des origines aux années cinquante. Op. cit.*, p. 443-458.
37. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 349.

printemps 1946[38]. En 1948, Minuit se résigne à voir un de ses romans, *La Rage* de Jacques Panijel, qui porte sur la Résistance, sabordé par le PCF[39]. Progressivement, Vercors refuse de suivre totalement le Parti. Il édite *1848, le Printemps des peuples,* sous la direction de François Fejtö, puis *L'Heure du choix*, la déclaration collective de compagnons de route, qui définissent leur champ d'action aux côtés du PCF, dans l'attachement à un socialisme humaniste, ce que les communistes ne peuvent accepter[40]. La rupture est définitive entre Minuit et le Parti communiste avec la parution en 1951 de *Voie libre*, suite de *l'Heure du choix*, et de *la Lettre aux directeurs de la résistance* de J. Paulhan en 1952. Cette position est d'autant plus remarquable que la maison d'édition, au bord de la faillite, aurait pu profiter commercialement du soutien du réseau militant[41].

Les Éditions Seghers prennent aussi leurs distances. Aragon a tenté de convaincre Seghers de confier sa revue *Poésie 4…* aux EFR. Seghers préfère l'abandonner plutôt que de choisir entre son indépendance et le Parti communiste[42]. En 1949, le Secrétariat interdit de diffusion dans le réseau des librairies de la Renaissance française un roman de Ramon Jose Sander, *Noces Rouges*, paru deux ans plus tôt, même si dans le même temps il est demandé à F. Billoux de « discuter avec Seghers[43] ».

Ultime moyen pour contourner le « boycott bourgeois » : utiliser des maisons d'édition « amies ». Raisons d'être a été fondée en 1945 par J. Billiet[44] et a publié une dizaine de titres entre 1946 et 1952, dont la grande attaque du PCF contre J.-P. Sartre, *Le Marxisme est-il dépassé?* de Victor Leduc[45]. Vers 1952, elle disparaît. Ne subsistent que les éditions du Pavillon, créées en 1947 par un militant, proche de Georges Valois, Roger Maria[46], et les Éditions de la Paix.

La visibilité publique de la production éditoriale communiste passe aussi par l'achat d'espaces publicitaires, qui double par rapport à l'époque du Front populaire, et la publication de catalogues et bulletins commerciaux. Les arguments utilisés pour attirer l'attention des libraires sont toujours identiques à ceux des concurrents. Certes, le poids de l'événement politique

38. *Ibid.*, p. 391.
39. *Ibid.,* p. 278.
40. Ce livre est écrit par Claude Aveline, André Chamson, Jean Cassou, Georges Friedmann, Louis Martin-Chauffier et Vercors : N. Racine. « L'Heure du Choix ». *Georges Friedmann : un sociologue dans le siècle, 1902-1977*. CNRS Éditions, 2004, p. 51-72.
41. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Op. cit.*, p. 391.
42. A. Simonin. L'Édition littéraire. *Op. cit.* ; - Pierre Seghers. *Pierre Seghers*, Seghers, 1973, p. 61.
43. Secrétariat. Décisions, 26 avril 1949, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
44. « La Vie des lettres ». *Les Lettres françaises*, 26 avril 1946, nº 105, p. 4 ; - *Répertoire des éditeurs.* Cercle de la Librairie, 1948, p. 72 ; - H. Thimmonier. « Pourquoi éditez-vous ? » *Les Lettres françaises*, 23 août 1946, nº 122, p. 4.
45. 1946, collection « Explication de notre temps ».
46. Les Éditions du Pavillon. Nº Registre 327 578 B, Registre analytique du Tribunal de commerce de la Seine, Arch. de Paris ; - Témoignage de Roger Maria. – D. Desanti. *Les Staliniens : une expérience politique, 1944-1956*. Marabout université, 1985, p. 218 et 223.

est prégnant. Mais la banalité de l'argumentaire démontre la volonté de ses maisons d'édition de pénétrer le marché traditionnel du livre. *La Jeune Garde* de A. Fadeïv est « le plus grand succès de l'Union soviétique[47] » ; le fameux numéro « Lyssenko » d'*Europe* s'adresse à « tout ceux qui s'intéressent au développement des sciences[48] » ; « la critique est unanime pour louer le nouveau roman d'E. Triolet », *l'Inspecteur des ruines*[49] ; *Un homme véritable* de Boris Polevoï « exalte les plus pures qualités humaines[50] ». Pour vanter les mérites du roman de V. Pozner, contre l'impérialisme américain, *Qui a tué O. Burrell ?*, on annonce qu'il est « plus passionnant que le meilleur roman policier[51] ». *Idem* pour la promotion des romans soviétiques auprès des femmes, pour lesquelles l'éditeur souligne qu'il y a là « de vrais romans d'amour[52] ». Quant aux livres pour la jeunesse, la période des étrennes est propice à des campagnes ciblées, d'où la politique est absente. À partir de 1951, les vacances estivales deviennent une période commerciale fructueuse[53]. Le procès intenté en 1952 à l'égard de *L'Internationale des traîtres*, de R. de Jouvenel, est même un solide argument de vente : le scandale est comme ailleurs un puissant levier commercial, même si l'objectif premier du procès est de retourner l'argument du mensonge et de la propagande contre l'adversaire[54]. Il ne s'agit pas seulement de convaincre et provoquer l'adhésion mais aussi d'obtenir une véritable légitimité dans le champ littéraire ou scientifique, d'où des positionnements *a priori* surprenants. Ainsi, en 1949, le *Diderot* de H. Lefebvre vise explicitement le public étudiant, lectorat jusqu'alors ignoré en tant que tel[55]. Apparaît autour des années 1952-1953 – lorsque la crise des éditions du PCF est manifeste – un argumentaire pour des publics particuliers : les professions intellectuelles, les femmes et les enfants.

Cette dépendance au marché du livre, passage obligé pour une diffusion de masse, contraint aussi à passer par les fourches caudines de la critique littéraire. Or, seules les revues communistes rendent compte de ces publications. Le sentiment d'être confronté à un mur domine. À l'instar de L. Moussinac pendant le Front populaire, Aragon parle de la nouvelle

47. *Bibliographie de la France. Annonces*, 14 mai 1948, n° 19, p. 53.
48. *Bibliographie de la France. Annonces*, 1er octobre 1948, n° 39, p. 2812.
49. *Bibliographie de la France. Annonces*, 4 février 1949, n° 5, p. 353.
50. *Bibliographie de la France. Annonces*, 10 novembre 1950, n° 45, p. 3764.
51. *Bibliographie de la France. Annonces*, 30 mai 1952, n° 22, p. 2187.
52. *Bibliographie de la France. Annonces*, 26 septembre 1952, n° 39, p. 3298.
53. *Bibliographie de la France. Annonces*, 29 juin 1951, n° 26, p. 2332.
54. *Bibliographie de la France. Annonces*, n° 5, 1er février 1952, p. 326. Ce procès a eu lieu en 1952 et en appel en 1953 : R. Jouvenel et ses éditeurs étaient poursuivis pour diffamation par des personnes mises nommément en cause dans le livre. Les défendeurs ont espéré que ce procès ferait autant de bruit que celui de V. Kravchenko à l'encontre des *Lettres françaises,* ce qui ne fut pas le cas. Après un pourvoi en cassation rejeté, l'auteur et les éditeurs ont été condamnés pour diffamation : *Internationale des traîtres*, Carton n° 2, Dossier 8, Fonds Me Paul Vienney, Musée d'Histoire vivante ; - F. Génevée. *Le PCF et la justice des origines aux années cinquante. Op. cit.*, p. 444-458 ; - A. Brunel et J. Nordmann. *Aux vents de l'histoire. Mémoires.* Arles : Actes Sud, 1996, p. 202-210.
55. *Bibliographie de la France. Annonces*, 28 octobre 1949, n° 43, p. 3203.

arme de l'ennemi, « le silence[56] », Jacques Gaucheron du « silence de la critique réactionnaire[57] », J. Kanapa de la « conspiration du silence[58] ». Les critiques négatives valent toujours mieux que le silence, pense-t-on généralement dans le milieu de l'édition. Pendant la Guerre froide, les quelques critiques parues hors de la presse communiste sont parfois d'une rare violence, au risque d'enferrer davantage les EFR ou les Éditions sociales dans le ghetto des officines de propagande. Ainsi, Maurice Nadeau parle-t-il des *Communistes* d'Aragon comme de « brochures de patronage » dans *Combat*[59] et écrit à la lecture du *Premier Choc* d'André Stil : « Tout comme le roman catholique, le roman communiste ne peut être que d'édification[60] » ; Louis Dalmas qualifie *Masques et visages de Tito et des siens* de D. Desanti (éditions du Pavillon) de « livre hilarant[61] ».

Ce « silence » empêche la production éditoriale du Parti communiste de toucher le monde des libraires, ce qui pénalise surtout les EFR[62]. C'est une violence qui frappe éditeurs et auteurs du Parti. Si 60 % des auteurs sont des écrivains d'un unique livre[63], les 40 % restant revendiquent un statut d'auteur à part entière. Ce sentiment et le besoin de reconnaissance des auteurs sont tardivement pris en compte par la direction du PCF. Certes, le Parti assure à certains la reconnaissance du monde militant[64], mais les symboles de cette contre-société sont moins attractifs que ceux proposé par le marché de l'édition.

L'existence de l'auteur, sa reconnaissance et sa rétribution matérielle, est un des serpents de mer des débats sur les éditions au sein du PCF. Pendant le Front populaire, le PCF avait adopté trois attitudes : pour ses textes fondamentaux, il n'existe pas d'auteurs mais des livres de commandes écrits ou traduits par des militants ; pour les autres, inscrits dans une politique d'alliance et d'ouverture, il s'adresse à des compagnons de route ; quant aux écrivains communistes, ils sont libres d'éditer ailleurs, ce qui leur permet de quérir la reconnaissance du milieu intellectuel et, par ricochet, de contribuer au prestige culturel du PCF. Ces principes sont remis en cause. En 1946, la direction doit « rappeler aux auteurs d'ouvrages, membres du Parti, qu'ils doivent donner la priorité pour l'édition de leurs ouvrages aux

56. L. Aragon. « Le roman et les critiques (La Bataille du livre) ». *La Nouvelle Critique*, juin 1950, p. 75.
57. J. Gaucheron. « Romans. Pour la réimpression de la *Tempête* ». *Europe*, avril 1950, nº 52, p. 112-114.
58. J. Kanapa. « M. Texcier, André Stil et la "propagande" ». *L'Humanité*, 12 mai 1950, p. 5.
59. C. Grenouillet. *Lecteurs et lectures des Communistes d'Aragon*. *Op. cit.*, p. 138.
60. M. Nadeau. « André Stil, prix Staline ». *Les Temps modernes*, nº 79, mai 1952, p. 2091-2099.
61. *Les Temps modernes*, nº 53, février 1950, p. 1622.
62. Situation E.F.R., 6 et 3 p. dact., 6 p., 27 décembre 1955, 52, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
63. M.-C. Bouju. « Les maisons d'édition du PCF en 1956 : l'année de toutes les crises ? » *Le Parti communiste français et l'année 1956. Actes des Journées d'étude organisées par les Archives départementales de la Seine Saint-Denis.* Département de la Seine-Saint-Denis–Fondation Gabriel Péri, 2007, p. 141-147.
64. J. Verdès-Leroux. *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956). Op. cit.*, p. 139-145.

maisons d'édition contrôlées par le Parti[65] ». Le PCF est quand même propriétaire de quatre maisons d'édition… Cet appel au devoir militant peine à être entendu. R. de Jouvenel rapporte un propos que lui aurait tenu F. Billoux : « Nous publions de mauvais livres, tu ne voudrais tout de même pas qu'on en paie les auteurs[66]. » Le désir d'être reconnu comme auteur par les milieux littéraires ou universitaires va de pair avec le paiement de droits. Certains ont bénéficié d'une rétribution. E. Triolet obtient 12 % des ventes pour le *Cheval roux*[67]. P. Daix se souvient que les droits représentaient entre 10 et 12 %, ce qui correspondait à la pratique courante dans l'édition française[68]. Même M. Thorez doit en théorie percevoir des droits d'auteur[69]. Mais G. Badia ne se souvient pas d'avoir été rétribué pour son travail de traducteur (« Je faisais mon travail de militant »)[70]. La question devient plus aiguë au début des années cinquante, lorsque se font sentir les premiers signes de démobilisation des intellectuels auprès du Parti[71]. Avant même la crise politique de 1956, pour certains écrivains, la rétribution symbolique et/ou matérielle du Parti ne suffit plus.

Dans le milieu universitaire, cette question apparaît précocement et de manière apaisée. Les enseignants communistes ont longtemps peu publié aux éditions du Parti, leur préférant les éditeurs universitaires. De plus, dans le domaine philosophique, le PCF n'est guère implanté dans l'Université et les programmes d'enseignement et de concours ignorent le marxisme comme pensée philosophique[72]. Mais, la philosophie est la discipline reine de l'après-guerre et les circonstances politiques donnent au marxisme les moyens d'engranger le fruit des premières recherches des années vingt. Pour les intellectuels proches de *La Pensée* et la *Nouvelle Critique*, la Guerre froide est donc l'occasion de revendiquer le statut d'auteur ou créateur, à l'égal des auteurs des PUF ou de Vrin[73]. Les circonstances politiques leur sont plutôt favorables.

Du côté des littéraires, la violence du « complot du silence » des critiques et des libraires n'a pas d'équivalent. Les romanciers communistes constatent rapidement que l'alternative est simple : être publié par le Parti et être ignoré, ou être publié par les éditeurs bourgeois et être lu et reconnu. Le 3 mai 1948, E. Triolet décrit à sa sœur la situation de la diffusion des livres d'Aragon et des siens :

65. Décisions. Secrétariat, 7 octobre 1946. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
66. Renaud de Jouvenel. *Confidence d'un sous-marin du P.C.F. Op. cit.*, p. 159.
67. Lettre du CDLP à Elsa Triolet, 27 janvier 1956, Boîte 52, Fonds Aragon-Triolet, BnF.
68. P. Daix. *Tout mon temps : mémoires*. Fayard, p. 321.
69. Il y renonce en 1958 au profit des Éditions sociales. Contrat, 27 octobre 1958, 4 p., Fonds Maurice Thorez, 626 AP 214, CARAN.
70. Témoignage de Gilbert Badia.
71. Décisions. Secrétariat, 24 février 1953, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
72. O. Godechot. « Le Marché du livre philosophique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 1999, nº 130, p. 11-28 ; - T. Pouch. *Les économistes français et le marxisme : apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000). Op. cit.*, p. 35.
73. Étude du rôle de la commission. Réunion du 25 mars 1954, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

> « Il est bien vrai qu'"Elsa Triolet ne vend plus ses livres[74]" pour cette simple raison que depuis plus de deux ans on ne les trouve plus en librairie, ils sont épuisés depuis longtemps et ne sont pas réédités. […]
>
> *Personne ne m'aime* et les *Fantômes* [*armés*] parce que c'est moi et parce que c'est la Bibl. fr. ne sont pas mis sur les étales des librairies, mais il s'en vend quand même en dehors des librairies. […]. Les livres d'Aragocha se vendent très bien quand ils sont publiés chez Gallimard[75]. »

Si Aragon reste un auteur Gallimard, ainsi qu'E. Triolet, ils ne sont pas les seuls à ne pas témoigner d'une fidélité exclusive à l'égard des éditions du Parti. Dès le début des années cinquante, les EFR perdent la plupart de leurs auteurs réguliers, communistes ou compagnons de route. Roger Vaillant est un auteur Corréa, Julliard puis Gallimard. C. Morgan quitte les éditions du Parti pour 1954 pour être publié exclusivement par Ferenczi. Hélène Parmelin rejoint Julliard en 1954[76], où P. Courtade la suit en 1956[77]. F. Monod tente d'alerter la direction de cette menace de fuite des auteurs vers d'autres lieux en novembre 1956[78]. La marginalisation des EFR est en marche.

Il existe un autre terrain où cette marginalisation est manifeste. Officiellement, grâce à la cooptation de rares camarades, les responsables des maisons d'édition du PCF font partie de la « grande famille » de l'édition française. J. Ducroux entre au Syndicat national des éditeurs en 1947[79], suivi de R. Hallery en 1954[80]. C. Feld devient membre du syndicat en 1955, et G. Besse en 1956[81]. Un événement prouve pourtant que cette intégration professionnelle est très relative. Le 7 avril 1955, les *Nouvelles Littéraires* font paraître une information qui fait sensation : les meilleures ventes de livres depuis la Libération[82]. Cette liste brille par une absence : *aucune* édition du Parti communiste n'y figure. Pour les communistes, c'est l'étiage : non seulement, ils ne sont pas parvenus à dépasser le monde des militants, mais leur rôle dans la vie culturelle et intellectuelle est nié.

74. Titre d'un article paru dans *L'Intransigeant*.
75. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 248-249.
76. M.-C. Bouju. « Les maisons d'édition du PCF en 1956 : l'année de toutes les crises ? » *Op. cit.*
77. Contrat d'édition Pierre Courtade–Éditions Julliard, 10 juillet 1956, Arch. Pierre Courtade, IMEC ; - J. E. Flower. *Pierre Courtade : the making of a party scribe*. Oxford : Berg, 1995, p. 164.
78. François Monod. Note complémentaire sur les EFR, 11 septembre 1956, 1 f. manusc., Fonds Aragon-Triolet, BnF.
79. Conseil d'administration du Cercle : séance du 28 mars 1947. *Bibliographie de la France. Chroniques*, nº 14-15, 4-11 avril 1947, p. 833 ; - Conseil d'administration du Cercle : réunion du 5 mai 1947. *Ibid.,* nº 18-20, 2-16 mai 1947, p. 1777-1778. Il en démissionne en 1957 : Assemblée générale annuelle des membres du Cercle de la Librairie. *Ibid.*, 28 février 1958, nº 9, p. I-XVI.
80. Conseil d'administration du Cercle : réunion du 15 octobre 1954. *Bibliographie de la France. Chroniques*, 22 octobre 1954, nº 43, p. 1 ; - Conseil d'administration du Cercle : réunion du 23 novembre 1954. *Ibid.*, 3 décembre 1954, nº 49, p. 1.
81. Lettre du SNE à Guy Besse, 23 avril 1956, Fonds Guy Besse, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis (sur dérogation) ; - Conseil d'administration du Cercle, le 21 juin 1957. *Bibliographie de la France. Chroniques*, 5 juillet 1957, nº 27, p. 2.
82. « Les plus forts tirages de l'édition française depuis dix ans ». *Les Nouvelles Littéraires*, 7 avril 1955, p. 1 et 4.

Les maisons d'édition du PCF présentent l'aspect de forteresses, bâties pour aider le Parti communiste à combattre ses ennemis. Mais ses entreprises de diffusion, même lorsqu'elles copient des modèles éditoriaux « bourgeois », ne parviennent pas à atteindre le public hors du monde communiste. Les circonstances politiques, qui font du PCF le premier ou second parti politique de France, ne sont pas suffisantes pour faire du milieu communiste un centre de production intellectuelle *reconnu*. La direction entend plus ou moins ces revendications, mais exprime une inquiétude plus vive encore à l'égard des lectures de la majorité de ses militants et de son électorat de prédilection, victimes de l'ennemi de toujours, la littérature populaire.

Lire pendant la Guerre froide

Les cadres et dirigeants du Parti rappellent continûment qu'il ne faut pas laisser le militant livré à lui-même, qu'il faut « aider les militants à orienter et à organiser leurs lectures[83] ». Les cadres et la presse jouent toujours le rôle de guides, et en particulier la revue de la section idéologique du Comité central, *Apprendre*. Il faut « généraliser la causerie éducative de cellule, base et support de la lecture et de l'étude individuelle, qui sont l'essentiel dans le travail d'éducation d'un communiste[84] ». Lors de la campagne de diffusion de *Fils du peuple* en 1949, *Apprendre* explique comment lire : il faut lire « le livre entièrement », puis le militant doit le reprendre chapitre par chapitre en prenant des notes. L'idéal est de terminer ce travail par une « étude collective », qui est « le meilleur moyen de développer, de vérifier l'étude individuelle[85] ». Le modèle « scolaire » de cet art de lire se retrouve dans les modèles et le vocabulaire utilisé. L'ouvrage que tout communiste doit lire est forcément un « manuel » ou un « livre de chevet ». M. Thorez est le lecteur pris comme modèle, lecteur attentif, appliqué, discipliné[86]. Mais les camarades doivent toujours se méfier de la posture de l'intellectuel. En 1945, E. Fajon rappelle que si les nouveaux militants doivent s'astreindre à étudier, il ne faut pas que le PCF devienne une « secte livresque et impuissante[87] ». A. Lecœur, qui a pourtant défendu le principe de l'étude individuelle, lance le même avertissement : « Le livre, chacun le sait, ne crée pas la direction, il ne donne pas de recettes toutes faites pour résoudre les problèmes politiques qui se posent devant les militants[88]. »

83. Étienne Fajon. Rapport sur les questions idéologiques. Session du Comité central, 12-13 septembre 1947, Aubervilliers, p. 22, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
84. « Thèse sur la situation politique et les tâches du PCF, Les Travaux du XIIIe congrès du Parti communiste (Ivry, 3-7 juin 1954) ». *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1954, p. 928-929.
85. « Conseils pour l'étude personnelle et collective de *Fils du peuple* de Maurice Thorez ». *Apprendre*, septembre 1949, n° 5, p. 17-18.
86. S. Téry. « Les Roses des BBL : la charrette de Noyelles-Godault… » *L'Humanité*, 30 septembre 1952, p. 2.
87. É. Fajon. *Apprendre pour vaincre*. Éditions du PCF, 1945, p. 6.
88. *Apprendre*, septembre 1951, n° 12, p. 2-4.

Cette attitude met le PCF en porte à faux par rapport à ses romanciers. En effet, les romans sont considérés *de facto* sans valeur politique et militante. D'où l'indignation d'Aragon lorsqu'il s'adresse aux délégués du Comité central en 1952 : comment peut-on être communiste et ne pas défendre la littérature[89] ? Pour réfuter cette accusation d'inutilité, il faut donner un sens politique aux romans : il n'y a de romans que d'apprentissage, un roman peut même être un « manuel ». En 1947, les romans peuvent (éventuellement) figurer dans les bibliothèques de cellule[90]. À partir de 1949 on en trouve dans des bibliographies destinées à la formation politique[91]. La présentation du roman d'Aragon, les *Communistes*, en 1949, à la Grange-aux-Belles, est l'exemple de cette confusion des genres : un roman devient un manuel d'éducation politique et d'histoire militante. Il est « utile parce que "vrai" », comme l'analyse C. Grenouillet[92]. À partir de 1953, les cadres dirigeants incluent désormais officiellement la littérature romanesque dans la liste des ouvrages à lire impérativement par le militant idéal, *à condition qu'elle ait une finalité politique* : « Nous avons à développer le goût de la bonne lecture, la lecture du livre théorique comme la lecture du bon roman qui *instruit tout en distrayant*[93]. »

Cette vision pragmatique et utilitariste du roman s'accompagne de la lutte contre le « mauvais livre » qui affiche une excellente santé économique. La première attaque concerne d'abord les livres et auteurs dont la valeur est reconnue par le monde littéraire, comme les œuvres de J.-P. Sartre[94]. Puis, à partir de 1948, le PCF mène campagne contre le retour sur la scène littéraire des écrivains qui ont figuré sur la liste noire, ou auraient dû s'y trouver selon ses critères. La Guerre froide renforce la violence des attaques en créant des amalgames, l'écrivain « collabo » pouvant tout aussi bien être A. Gide que V. Kravchenko[95], les livres des anciens proscrits étant placés au même rang que les livres américains[96].

Mais les journalistes communistes se heurtent à nouveau au succès du roman populaire : « Toutes les pages suent le mensonge et la duperie ; le bon ami, le bon châtelain, le bon serviteur, le bon ouvrier, monde aimable où chacun est heureux à la place que le destin lui a assignée », écrit C. Moulin[97]. À partir de 1947, de nouveaux produits éditoriaux sont lancés

89. L. Aragon. Intervention. Session du Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, p. 7, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
90. « Multiplions les bibliothèques ! » *La Nouvelle Critique*, décembre 1947, nº 2, p. 27-29.
91. « Pour l'étude des ouvrages de Staline ». *Apprendre,* novembre 1949, p. 15-28.
92. C. Grenouillet. « Les ambiguïtés d'une réception : Aragon et ses lecteurs (17 juin 1949) ». *Recherches croisées Aragon Elsa Triolet*, 1989, nº 3, p. 117-139.
93. F. Billoux. Intervention. Session du Comité central, 22-23 octobre 1953, Drancy, p. 8, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis. Souligné par moi.
94. J. Fréville. « Pour une critique marxiste ». *L'Humanité*, 29 juin 1946, p. 4.
95. L. Durand. « Les Fourberies littéraires ». *L'Humanité*, 23 janvier 1948, p. 4.
96. J. Laffitte. « La Littérature de la Résistance ». *L'Humanité*, 30 décembre 1948, p. 3.
97. Ch. Moulin. « Le roman à 3 fr. 50 ou la lecture pour le peuple ». *Les lettres françaises*, 18 janvier 1946, p. 6.

sur le marché. E. Fajon s'offusque de la « diffusion à bas prix et à grand tirage, dans notre jeunesse d'une sélection de la revue américaine *Reader's Digest*[98] ». Le vocabulaire et les arguments utilisés sont identiques à ceux rencontrés avant 1939 : on pointe du doigt « les couvertures photographiques de couleur tapageuse » et ses méfaits sur « les consciences fraîches et disponibles de milliers de jeunes gens de chez nous[99] ». Cette production inquiète d'autant plus qu'elle rencontre un succès rapide et considérable et qu'elle est lue aussi par les plus modestes, donc par l'électorat « naturel » du PCF[100].

Les communistes donnent une interprétation commode à ce phénomène ancien qu'est le développement de la culture de masse. C'est bien l'Amérique qui met la main sur les médias français et enlaidie la culture populaire, à en croire *L'Humanité* : « À la faveur d'accords économiques et culturels, l'Amérique de Truman installe au cœur même de notre pays ses entreprises de propagande, envahit nos maisons d'édition et nos librairies, s'approprie nos écrans, distribue ses revues et ses hebdomadaires. Toute la réaction lui prête main-forte, met à son service ses propres moyens de diffusion[101]. » La crise de l'édition française est le résultat d'un complot ourdi outre-Atlantique[102]. Ces réactions sont *grosso modo* identiques dans le domaine du cinéma[103].

Les attaques à l'égard de la littérature populaire concernent toujours les romans policiers, les romans sentimentaux et les publications destinées aux enfants, publications qui touchent des publics dont le soutien électoral présent et à venir importe au Parti. Le PCF fait plus que jamais attention à ces lectorats depuis longtemps considérés par les élites et médiateurs culturels comme par « nature » fragiles : les femmes et les enfants[104]. Les romans policiers sont un genre dangereux car leur « attrait est indéniable, même sur un public cultivé », comme l'écrit R. Maublanc. C'est de surcroît un secteur prospère, à l'image de la collection Série noire[105]. La corruption, la bêtise, l'immoralité sont les caractéristiques les plus courantes de cette « littérature fâcheusement commerciale et niaisement réactionnaire ». R. Maublanc signale cependant au lecteur certains titres qui lui ont plu[106]….Les femmes sont non seulement devenues des acteurs politiques, mais elles sont aussi

98. *Op. cit.*
99. A. Dumeix. « Les vénéneux narcotiques du *Reader's Digest* ». *L'Humanité*, 24 octobre 1947, p. 4.
100. S. Téry. « Les Digest indigestes ». *L'Humanité*, 18 juin 1949, p. 6.
101. « L'Amérique dégrade l'esprit ! » *L'Humanité*, 24 octobre 1947, p. 4
102. « Le Livre français en péril ». *L'Humanité*, 23 janvier 1948, p. 4 ; - Alerte ! *L'Humanité*, 24 octobre 1947, p. 4
103. P. Roger. *Rêves et cauchemars américains : les États-Unis au miroir de l'opinion publique française (1945-1953).* Villeneuve d'Asq : Presses universitaires du Septentrion, 1996, 357 p.
104. M. Lyons. « Les nouveaux lecteurs au XIXe siècle : femmes, enfants, ouvriers ». *Histoire de la lecture dans le monde occidental.* Seuil, 1997, p. 365-400.
105. F. Lhomeau. « Les débuts de la Série noire ». *813*, 1995, nº 51-51, p. 5-17.
106. R. Maublanc. « Romans policiers et romans populaires ». *La Pensée*, juillet-août 1947, nº 13, p. 92-97.

de grandes lectrices depuis le début du siècle. C'est l'Union des femmes françaises qui patronne la collection des éditions Hier et Aujourd'hui, Désir de Lire, collection destinée au « foyer », c'est-à-dire à la fois aux femmes et aux enfants[107]. Les femmes sont menacées par la littérature sentimentale, que le Parti avait déjà dénoncée dans les années trente. Ce secteur éditorial connaît une nouvelle période faste grâce au roman-photo créé par les Éditions mondiales, dirigées par Cino Del Duca, avec des titres phares comme *Nous Deux* créé en 1947. Ce titre connaît un succès considérable, atteignant un tirage de 1,5 million d'exemplaires en 1954[108]. Les arguments utilisés pour détourner les femmes de cette littérature sont pauvres : « Elles [les jeunes filles membres de l'UJFF] continueront à boycotter cette presse pourrie des *Rêves* et *Rien que pour toi* qui veulent détourner par leurs mensonges les jeunes filles de la lutte véritable[109]. » Le PCF n'est pas seul à combattre une telle presse : les catholiques sont également mobilisés[110]. L'originalité des propos lus dans la presse communiste sur l'état de la presse enfantine, par rapport aux militants laïques ou catholiques, n'est pas frappante. Comme eux, Armand Monjo établit un lien de cause à effet entre la presse illustrée d'inspiration américaine et la « criminalité enfantine[111] ». Au milieu des années cinquante, la presse d'inspiration américaine ayant été affaiblie et concurrencée, le PCF change de combat. Il faut lutter pour une littérature enfantine de qualité, avec une véritable ambition *morale, pédagogique et esthétique*. Pour Jeannette Lala, deux « camps » s'opposent : « L'un puise le merveilleux dans le passé, l'autre cherche des thèmes dans le monde actuel[112]. » Le premier camp, déjà dénoncé dans les années trente, est défendu par les mêmes éditeurs, comme Hachette et sa Bibliothèque Rose, dont Henriette Psichari-Renan estime que « pour avoir changé de couleur, […] n'a pas changé de mentalité, réédite pour la cent millième fois Mme de Ségur qui met en scène des petites filles qui battent leur bonne, des mères qui donnent raison à l'enfant contre la bonne, nous n'acceptons pas que nos filles soient contaminées par de tels exemples ». De même, le succès de *Signe de piste*, modèle de la littérature scout, du côté des alliés catholiques, conduit à qualifier ces livres de « malsains ». Le projet éditorial à défendre est difficile à bâtir, reconnaît-elle : « Reste encore pour les écrivains un vaste domaine, celui de la Vertu [*sic*] : la famille unie, un pays prospère, un écolier sage… mais le jeune lecteur baille d'ennui. Il est mûr pour recevoir dans la

107. H. Parmelin. « Désir de lire ». *L'Humanité*, 31 juillet 1948, p. 3 ; - *Le Trait d'union des BBL*, [avril 1954], n° 1, p. 1-2.
108. S. Giet. Nous Deux *1947-1997 : apprendre la langue du cœur. Op. cit.*, p. 4 et 17.
109. « Les jeunes filles déchirent *Rêves* ». *L'Humanité*, 16 février 1950, p. 5.
110. S. Giet. Nous Deux*, parangon de la presse du cœur : transformation des formes, métamorphoses de l'amour et évolution sociale.* Th. de doct. en science de l'information et de la communication, dir. Y. Lavoinne : Strasbourg-III, 1997, p. 103-116 et 678-708.
111. A. Monjo. « Les enfants français continuent à fréquenter chaque jeudi les gangsters et les pin-up girls ». *L'Humanité*, 26 mai 1948, p. 4.
112. J. Lala. « La littérature enfantine doit trouver sa voie ». *L'Humanité*, 17 mai 1956, p. 2.

cour de récréation des mains d'un camarade un *Tarzan* bien faisandé[113]. » La Farandole et *Vaillant* sont la réponse à cette interrogation.

Mais cette mauvaise littérature se vend, cette mauvaise littérature est lue. La fin de la Guerre froide permet de réfléchir plus posément au sujet[114] : le succès des romans populaires oblige à reconnaître que ces lecteurs y trouvent un certain plaisir. Il faut bien s'y résigner mais il faut aussi se contraindre à proposer aux « amateurs de romans d'aventure » « des lectures saines[115] ».

Toutes ces initiatives de l'édition française pour accroître ses parts de marché ne sont pas condamnées. Ainsi, on ne trouve pas d'attaque à l'encontre des clubs de Livres, ce qui s'explique sans doute par l'existence du Club des amis du livre (progressiste). En 1953, Hachette crée le Livre de poche[116]. Là encore, aucun assaut lancé contre ce vieil ennemi de l'édition et de la presse, inspiré en partie de l'exemple américain. Au contraire. On salue l'édition en poche des *Cloches de Bâle* d'Aragon, comme Jacques Gaucheron qui y voit, à juste titre, une « carrière nouvelle » pour le livre, ce roman entrant « dans un circuit de très grande diffusion[117] ». Pierre Seilhac s'en félicite également : « Il est enfin possible chez nous, à tous ceux qui lisent, de se procurer de grandes œuvres des classiques ou modernes […], à des prix qui n'atteignent pas le tiers, voire le quart des éditions ordinaires[118]. »

En 1950, A. Wurmser rapporte les propos d'un « cheminot de Pantin » : « Vois-tu, […], il y a deux sortes de livres : les instructifs (j'entends bien : Prix-salaires-profits, l'Histoire du Parti bolchevik…) et les amusants (hélas : ces choses qu'on parcourt en pensant à autre chose et dont on dit, après les avoir lues : "Qu'il faut donc être bête pour lire des trucs pareils !") Alors, les romans[119]… » Le discours communiste a finalement produit non pas deux catégories de livres (les « bons » et les « mauvais ») mais *trois* : les « instructifs » (les livres des Éditions sociales, les « bons livres », que l'on doit lire pour devenir un bon militant), les « amusants » (la littérature populaire de masse, donc les « mauvais livres », que l'on lit malgré les injonctions du Parti) et les « romans » (les livres des EFR, les classiques, que le Parti communiste défend relativement faiblement et qui sont peu lus).

Pendant les années cinquante, les livres ont largement occupé l'espace public (articles, tables de littérature, Bataille du livre…). Sont-ils lus ? Beaucoup moins que ne l'espère le Parti, c'est certain. Ils sont concurrencés par la croissance de la culture de masse (livres populaires mais aussi

113. H. Psichari-Renan. « Tarzan ou Hugo ? » *Les Lettres françaises*, 29 avril 1954, nº 513, p. 6.
114. « Les Vacances !… Avec le temps du repos, voici venir le temps de la lecture ». *L'Humanité*, 18 juin 1947, p. 4.
115. « Ce qu'on lit… dans le XVe ». *L'Humanité*, 23 juin 1949, p. 4.
116. A. Pagnier. *Le Livre de poche : histoire des premières années d'une collection (1953-1961). Op. cit.*
117. J. Gaucheron. « Pour le 20e anniversaire des Cloches de Bâle ». *L'Humanité,* 22 juin 1954, p. 2.
118. P. Seilhac. « Des éditions populaires des grands auteurs classiques et modernes ». *Les Lettres françaises*, 27 mai 1954, nº 517, p. 3.
119. A. Wurmser. « Chez Jeumont, à la plaine Saint-Denis : le romancier est au réfectoire ». *L'Humanité*, 17 février 1950, p. 7.

cinéma, radio, sport…). Les romans des EFR sont les premiers touchés par l'indifférence des communistes, à la fois disqualifiés par l'indifférence du Parti à l'égard des romans et concurrencés par la littérature populaire. Toutefois, si les communistes énoncent un discours où le livre est un objet utilisé pour la seule formation, les intellectuels – en particulier ceux qui ont participé à la Bataille du livre – se rapprochent des autres acteurs sociaux et prescripteurs de lecture, les enseignants en particulier. Pour ces derniers, l'encouragement à la lecture prime désormais sur les interdits[120], inaugurant un autre discours qui se développera pendant la décennie suivante et dont on trouve des traces pendant la grande bataille culturelle du PCF des années cinquante, la Bataille du livre.

La Bataille du livre et ses bibliothèques

La « Bataille du livre », une des manifestations politico-culturelles les plus spectaculaires menées par le Parti communiste français pendant la Guerre froide, donne au discours du PCF sur la lecture une nouvelle vigueur. Les origines de la Bataille du livre sont diverses : elles puisent à la fois dans la situation économique et intellectuelle du monde de l'édition, dans les idées propres à E. Triolet et dans la stratégie politique du PCF.

Défendre le livre est dans l'air du temps. Un Comité de défense du livre français avait été créé le 5 juillet 1948[121], en concurrence de la Commission nationale du livre français à l'étranger créée le 9 juin de la même année, et du Syndicat national des Éditeurs qui lance en 1949 une « Campagne de propagande en faveur du livre », renouvelée jusqu'en 1952[122]. Le Comité est aussi l'équivalent du Comité de défense du cinéma (1947)[123], du CDLPJ (1949)[124] et de l'Association pour la dignité de la presse féminine (1951)[125]. Ces organisations sont à la fois une réponse aux inquiétudes des

120. « Nouveaux supports, nouveaux lieux de lecture : de la bibliothèque à la médiathèque ». *Discours sur la lecture : 1880-2000.* BPI-Centre Pompidou–Fayard, 2000, p. 396-417.

121. G. Sapiro. « Formes et structures de l'engagement des écrivains communistes en France. De la "Drôle de guerre" à la Guerre froide ». *Sociétés & représentations*, décembre 2002, nº 15, p. 155-176 ; - *Id.* « La politique culturelle d'Elsa Triolet au CNE (1949-1951) ». *Elsa Triolet, un écrivain dans le siècle*. L'Harmattan, 2000, p. 205-221 ; - L. Casanova. *Le Parti communiste, les intellectuels et la nation.* Éditions sociales, 1949 ; - G. Domenech et S. Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952*. s. l., 1972, dact., p. 15.

122. P. Fouché. « Les actions de promotion pour la lecture ». *L'Édition française après 1945.* Cercle de la Librairie, 1998, p. 604-607.

123. F. Billoux. « Premiers enseignements de la Bataille du livre ». *La Nouvelle Critique*, juin 1951, p. 85-110 ; - P. Roger. *Rêves et cauchemars américains : les États-Unis au miroir de l'opinion publique française (1945-1953).* Villeneuve d'Asq : Presses universitaires du Septentrion, 1996, p. 259-286 ; - P. Hubert-Lacombe. *Le cinéma français dans la Guerre froide, 1946-1956*. L'Harmattan, 1996, p. 90-95.

124. T. Crépin. « Le Comité de défense de la littérature et de la presse pour la jeunesse : les communistes et la presse enfantine dans la Guerre froide ». *Libraries and Culture*, vol. 36, nº 1, 2001, p. 131-142.

125. L'Association est placée sous la direction de Marcelle Auclair. Dans S. Giet. Nous Deux *1947-1997 : apprendre la langue du cœur. Op. cit.,* p. 20 ; - *Id.* « Du divertissement à l'édition noble, de l'entreprise familiale et l'industrialisation, le cas des Éditions mondiales ». *Histoire des industries*

milieux professionnels concernés, une forme de mobilisation contre le plan Marshall, comme cela était demandé par le Kominform[126], un moyen de mobiliser les non communistes sur un thème fédérateur, et un vecteur de la lutte contre la « mauvaise » culture populaire[127].

Une des premières opérations menées par le Comité de défense du livre français est l'organisation de « Journées du livre » à Paris, sur une idée d'E. Triolet : c'est l'échec. E. Triolet parlera de la « résistance passive et active qu'en exerçaient d'autres contre toute action commune[128] ». Souvenirs identiques chez P. Seghers qui écrit : « Hélas ! les réticences, les oppositions devaient être plus nombreuses que les concours, et l'idée dut être provisoirement abandonnée[129]. » La défense du « livre français » devient un des thèmes récurrents des conférences que prononça E. Triolet en 1947 et 1948. Elle défend notamment le modèle soviétique d'écrivains partant à la rencontre des lecteurs et non lecteurs, pour hausser le niveau culturel du peuple et les conduire à la conscience politique[130]. En juillet 1948, elle synthétise l'ensemble de ses positions politiques dans un ouvrage, *L'Écrivain et le livre, ou la suite dans les idées,* qui rassemble articles et conférences, écrits et prononcés en 1947-1948[131]. Le fait que l'ouvrage soit édité par les Éditions sociales montre l'importance que la direction du Parti accorde à son propos. La référence à la Résistance y est constante. Elle pointe les menaces qui pèsent sur le monde des lettres épuré après la guerre : les auteurs attachés à une fausse neutralité, la littérature du scandale (sous influence américaine) et le retour des auteurs de la « liste noire ». Ce livre se refuse donc à faire le deuil des espoirs de la Libération. E. Triolet reprend aussi à son compte un discours véhément à l'égard de la crise de l'édition, suite à l'échec du Comité français du Livre. Elle tente ainsi de combattre la diffusion moindre des œuvres des écrivains communistes et des compagnons de route, et de lutter contre le « complot du silence » de la presse et des libraires. Elle conclut sur la nécessité de « chercher les moyens pour se passer d'eux [les libraires] et atteindre les lecteurs sans intermédiaire[132] ».

La Bataille du livre n'a pas seulement été rendue possible par la filiation de la défense du livre français avec un modèle soviétique, et par le refus

culturelles en France, XIXe-XXe siècle. Association pour le développement de l'histoire économique, 2002, p. 125-139 ; - E. Sullerot. *La Presse féminine*. Armand Colin, 1963, p. 279-281.

126. « Des Comités de défense se constituent en France ». *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, 1er mars 1948, no 8, p. 1.
127. T. Crépin. *« Haro sur le gangster ! » : la moralisation de la presse enfantine, 1934-1954.* CNRS Éditions, 2001, p. 308.
128. G. Sapiro. « La politique culturelle d'Elsa Triolet au CNE (1949-1951) ». *Op. cit.*, p. 205-221 ; - « Du 19 au 26 mars 1950 : semaine du livre ». *L'Humanité*, 3 mars 1950, p. 5.
129. P. Seghers. « Le livre et le bossu ». *Les Lettres françaises*, no 303, 16 mars 1950, p. 1.
130. M.-T. Eychart. « "Je sais la force des mots" : de L'Écrivain et le livre à la Bataille du livre ». *Recherches croisées Aragon – Elsa Triolet,* 1998, 6, p. 37-44 ; - L. Marcou. *Elsa Triolet : les yeux et la mémoire*. Plon, 1994, p. 288.
131. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 258.
132. E. Triolet. *L'Écrivain et le livre ou la suite dans les idées.* Éditions sociales, 1948, p. 73.

de la marginalisation des communistes dans le monde de l'édition et de la librairie. Outre la forte personnalité de son inspiratrice et future animatrice, il y a l'impulsion déterminante du pouvoir politique.

Comme le souligne Marc Lazar, la Bataille du livre ne peut se comprendre sans tenir compte de la campagne de défense de la paix lancée en 1949 par le Kominform[133]. C'est dans le cadre de cette campagne que la Bataille est organisée. La section idéologique la présente même comme une réponse aux tâches fixées par le Kominform[134]. Cette origine politique s'incarnera notamment avec la Bataille du livre organisée dans la région de Nice en août 1950 qui fusionne avec la rencontre de la jeunesse franco-italienne mobilisée sur la signature de l'Appel de Stockholm[135]. Enfin, la direction du Parti communiste n'est pas néophyte en matière d'organisation de vastes campagnes de diffusion de livres, avec pour schéma la rencontre de l'auteur avec ses lecteurs : pendant l'été 1949, elle a promu les *Communistes* d'Aragon, pendant l'hiver 1949-1950 et le printemps 1950 *Fils du Peuple* de M. Thorez. Elle sait l'impact de ces manifestations publiques, qui permettent de lutter par des biais autres que la simple manifestation de rue ou la campagne de presse.

Toutefois, il n'y a *aucune* trace de l'organisation de la Bataille du livre dans les archives du Bureau politique et du Secrétariat du PCF. Si cette manifestation reprend des thèmes politiques propres au PCF et à ses organisations de « masse », elle dépend surtout étroitement de l'aide d'une personnalité, F. Billoux, et des Fédérations du Parti. La Bataille n'aurait pu être réalisée sans le soutien de ce camarade, membre du Secrétariat, député des Bouches-du-Rhône, et *responsable des éditions*. C'est à la fois comme cadre dirigeant et responsable des éditions qu'il soutient E. Triolet et lui propose de commencer sa campagne par Marseille[136]. Enfin, la Bataille bénéficie du soutien du CNE (qu'E. Triolet dirige) et de l'UNI. C'est une opération organisée par le Parti communiste (fédérations, organisation de masses), mais non par sa direction. La multiplicité de ses soutiens en fait aussi sa fragilité. La Bataille du livre peut s'interrompre à tout moment si l'un de ces alliés se retire.

Cette Bataille est menée de mars 1950 à juin 1952. Pendant plus de deux ans, 15 manifestations sont organisées. Elles durent chacune une semaine environ, mais parfois près d'un mois comme à Paris en avril-mai ou dans le Nord en juin-juillet 1950[137]. Elles ont lieu dans des départe-

133. M. Lazar. « Les "Batailles du livre" du Parti communiste français (1950-1952) ». *Vingtième siècle, revue d'histoire,* avril 1986, nº 10, p. 37-49 ; - D. Lecour Grandmaison. « Le Mouvement de la paix pendant la Guerre froide : le cas français ». *Communisme*, 1988, nº 18-19, p. 120-138.

134. « La Bataille du livre ». *Apprendre*, juin 1950, nº 9, p. 25-26.

135. *Les Rendez-Vous de l'espérance* [film], 1950, Ciné Archives. On voit dans ce film ce qui est décrit par ailleurs dans la presse : les stands amenés par le CDLP et les écrivains *au milieu de* leurs lecteurs : A. Wurmser, R. Garaudy, J. Bouissounouse, P. Gamarra, J. Marcenac.

136. G. Sapiro. « La politique culturelle d'Elsa Triolet au CNE (1949-1951) ». *Op. cit.*

137. Les « Batailles » : Bouches-du-Rhône (Marseille), 19-26 mars 1950 ; Paris et sa banlieue, 24 avril-20 mai 1950 ; Corse, 6-14 mai (1950) ; Nord et Pas-de-Calais, 18 juin-1er juillet 1950 ; Alpes

ments où le PCF est bien implanté, ce qui s'explique à la fois par le souci d'obtenir un accueil *a priori* plus chaleureux qu'ailleurs et aussi par l'appui logistique nécessaire apporté par les Fédérations. En effet, dans chacune de ces batailles, leur appui est indispensable, tant pour assurer l'organisation matérielle que la présence du public[138]. La première Bataille a lieu à Marseille, du 19 au 26 mars 1950. E. Triolet déclare à l'*Humanité* :

> « Cet instrument de culture essentiel qu'est le livre, il est bien que le Parti communiste ait pris l'initiative de le répandre. Ce qui n'a pas pu être fait avec le Comité du livre français à cause de la résistance passive de ceux qui semblaient les premiers intéressés, c'est nous qui allons le faire.
>
> Le livre est fait pour être lu. Diffuser le livre – je pense en particulier aux libraires – c'est jouer un grand rôle dans la vie intellectuelle du pays en orientant les lectures des gens[139]. »

Les débuts sont prometteurs, à la surprise même d'E. Triolet. Elle écrit à sa sœur le 18 août 1950, « cette histoire a pris une ampleur que je ne soupçonnais pas au début[140] ». La rencontre de l'auteur et son lecteur est organisée par des signatures, conférences, lectures, expositions, dans des lieux les plus variés. Cet événement doit aussi, espère-t-on, permettre aux auteurs militants d'apprendre du peuple même, par ses réactions à la lecture de leurs œuvres, afin d'être toujours au plus près de la « vérité », de la lutte[141]. Dans ce contexte d'isolement politico-culturel pour les intellectuels communistes, « la bataille du livre remontait notre moral d'"écrivain du peuple" », écrit Dominique Desanti[142]. « Nous laissions des livres partout, écrit Jeannine Bouissounouse, et nous avions l'enivrante certitude que, grâce à nous, la France populaire, la France des travailleurs, se mettait à lire. Cette illusion dura un certain temps[143]. »

La Bataille mobilise 63 « écrivains combattants », ainsi qu'on les dénomme, et fait appel parfois à d'autres personnalités, comme P. Picasso en août 1950 à Nice ou l'abbé Pierre en décembre 1950. Quasiment tous sont des militants communistes ou des compagnons de route. Ces écrivains ne sont pas assidus pendant toutes les campagnes, qui mobilisent entre 4 et 23 auteurs. M. Lazar a relevé les plus présents : A. Wurmser (13), G. Soria (12),

---

maritimes (Nice), 13-20 août 1950 ; Gard (Nîmes), 14-18 novembre 1950 ; Rhône (Lyon), 10-17 décembre 1950 ; Loir et Cher (Blois), 15-21 janvier 1951 ; Loire (Saint-Étienne), 11-15 mars 1951 ; Haute Garonne (1er avril-5 avril 1951) ; Vaucluse (6-13 mai) ; Pyrénées orientales (10-18 novembre) ; Indre (19-24 mars 1952), Hérault (26 avril-4 mai 1952) ; Meurthe et Moselle (7 – 15 juin 1952) : G. Domenech et S. Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952.* s. l., 1972, p. 117.

138. G. Domenech et S. Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952. Op. cit.*, p. 125.
139. « Du 19 au 26 mars 1950 : semaine du livre ». *L'Humanité*, 3 mars 1950, p. 5.
140. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 347.
141. J. Verdès-Leroux. *Au service du Parti. Op. cit.*, p. 177-178.
142. D. Desanti. *Les Staliniens, une expérience politique, 1944-1956.* Marabout université, 1985, p. 345.
143. J. Bouissounouse. *La Nuit d'Autun.* Calmann-Lévy, 1977, p. 196.

P. Daix (11), P. Abraham (9), R. Garaudy (8), J. Marcenac (8), D. Desanti (7), P. Gamarra (7), F. Grenier (7), C. Morgan (7), R. de Jouvenel (6), J. Kanapa (6)[144]. Ils n'ont pas seulement en commun un engagement politique identique. Leur position dans le monde des lettres donne aussi un autre éclairage à la Bataille du livre : ils sont presque tous publiés par le PCF, et 12 exclusivement par lui ou des éditions amies (Seghers, Minuit, Raisons d'être, le Pavillon…). La Bataille sert surtout – ainsi que l'avait annoncé E. Triolet – à diffuser ces œuvres hors du cercle militant, à briser le « complot du silence ». Cet aspect économique revient en force lorsqu'il s'agit de (re)lancer les ventes de la collection « le Pays de Staline » et promouvoir la littérature soviétique[145]. La Bataille sert aussi de laboratoire pour proposer au public les classiques indispensables à la culture générale : Balzac, Dumas, Flaubert, Hugo, Maupassant… la fine fleur du roman du XIXe, réaliste et, dans certains cas, populaire, parallèlement au lancement des « Classiques du peuple » par les Éditions sociales.

Pour P. Seghers, la Bataille du livre est clairement un moyen d'échapper au boycott exercé à l'encontre des écrivains progressifs depuis 1947 et *du même coup* de prouver au milieu conservateur de la librairie qu'il « ignore un très vaste public », qui « ne se limite pas à celui des beaux quartiers ». La Bataille peut ainsi aider l'édition à sortir du marasme de la crise économique, grâce au rôle essentiel des écrivains progressistes[146]. Or, dans la presse professionnelle des libraires, il n'en est jamais fait mention[147]. F. Billoux lui-même dénonce en juin 1951 le « silence » des adversaires[148].

La dernière « bataille » a lieu en Meurthe et Moselle du 7 au 15 juin 1952. La campagne a donc duré un peu plus de deux ans, ce qui est remarquable. Son arrêt s'explique par un moindre succès public, semble-t-il, et par la difficulté à mobiliser les militants locaux et les écrivains. Les causes de cet arrêt sont également politiques : en janvier 1952, la diplomatie soviétique prône désormais une « coexistence pacifique », discours repris par le PCF à partir de mars[149]. La politique rend le combat culturel moins impérieux : la Bataille cesse au moment où l'activisme des autres comités de défense (cinéma, littérature pour la jeunesse, presse féminine) s'épuise. Mais l'originalité de la Bataille est de se poursuivre en promouvant ses Bibliothèques de la Bataille du livre, envisagées dès 1950. Le 5 avril 1951, E. Triolet annonce la création de la première Bibliothèque de la Bataille du livre (BBL) à Saint-Étienne, après l'organisation de la Bataille dans cette

144. M. Lazar. « Les "Batailles du livre" du Parti communiste français (1950-1952) ». *Op. cit.*
145. « Au pays de Staline ». *Les Lettres françaises*, 10 août 1950, n° 324, p. 8.
146. P. Seghers. « Le livre et le bossu ». *Les Lettres françaises*, 16 mars 1950, n° 303, p. 1.
147. M.-C. Bouju. « Le commerce du livre au sortir de la guerre ». *Histoire de la Librairie*, Éditions du Cercle de la Librairie, 2008 p. 249-259.
148. F. Billoux. « Premiers enseignements de la Bataille du livre ». *La Nouvelle Critique*, juin 1951, p. 85-110.
149. D. Lecour Grandmaison. « Le Mouvement de la paix pendant la Guerre froide ». *Op. cit.* ; - M. Lazar. « Les "Batailles du livre" du Parti communiste français (1950-1952) ». *Op. cit.*

ville. Il faut pérenniser les gains politiques et culturels du mouvement. Le but des BBL n'est pas différent de la Bataille : « Avec les BBL, explique P. Daix, elle est devenue permanente et générale. Grâce à elle, non seulement le livre progressiste a été défendu, mais encore un nouveau et vaste public a été conquis à la lecture[150]. » Pour E. Triolet, les BBL, « multitude de petites bibliothèques à travers toute la France », mettront « les livres le plus possible à portée de la main », pour « ceux qui jusqu'ici lisaient peu ou pas du tout[151] ». Elle espère sortir du monde militant pour toucher un public de non-lecteurs ou qui échappe à la diffusion militante[152]. Les statuts de l'association « la Bataille du livre » montre que les ambitions culturelles marchent de concert avec les ambitions politiques :

> « La Bibliothèque de la Bataille du livre serait un organisme ayant pour objectif principal la création d'un vaste réseau de bibliothèques populaires, d'ateliers, de villages, de quartiers, de rues, d'HBM, etc.
>
> Cet organisme alimentant également en livres ces bibliothèques. Le but à atteindre étant de populariser et faire lire la littérature progressiste et partant, d'amener aux idées de progrès, de liberté et de paix de larges couches de la population et par là même de faire échec au travail immense entrepris par les impérialistes américains et leurs valets en France pour préparer les esprits à une guerre anti-soviétique[153]. »

Ces créations nécessitent une organisation matérielle solide. Afin de constituer les collections de départ, les responsables de ces bibliothèques doivent acheter un ensemble de livres par grandes catégories, dites « tranches » (il y en aura 5)[154]. Cette organisation rappelle celle des bibliothèques de cellules dans les années vingt, mais la grande différence est le poids des romans dans les listes (entre 75 et 85 % des titres proposés), édités par les maisons d'édition du PCF. Les fonds nécessaires à la création de ces bibliothèques et le renouvellement de leurs collections sont avancés par les lecteurs, qui peuvent emprunter ces livres contre un abonnement payant, ce qui est l'usage dans les bibliothèques populaires. Il s'agit bien de proposer au public une lecture de divertissement, qui vise à diffuser une culture politique, avec une place faite au patrimoine littéraire (Balzac, Mérimée, Hugo, Zola, Flaubert, Vallès, l'abbé Prévost).

Pour contrôler l'ensemble, en termes matériels, et préserver la cohérence idéologique et culturelle du projet, est créé un Centre des BBL. Ce Centre devait réunir à sa tête tous les acteurs de la Bataille du livre : outre E. Triolet, devaient s'y trouver des délégués du Parti, de la CGT, de la section agraire,

150. P. Daix. « La Bataille du livre a 2 ans ». *Les Lettres françaises*, 7 février 1952, nº 400, p. 1 et 4.
151. E. Triolet, [Texte]. [1951], 4 p. Boite « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF.
152. *Op. cit.*
153. Rapport sur la création d'une société « L'Ami du Livre », [1951], 4 p. dact., Boîte « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF.
154. Tranche A : 27 volumes ; Tranche B : 54 volumes ; Tranche C : 79 volumes. Sur les listes voir : G. Domenech et S. Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952.* s. l., 1972, p. 135-142.

des Combattants de la Paix, de France-URSS, de l'UFF, des fédérations, du monde des bibliothèques municipales et de comités d'entreprise[155]. Les BBL ne peuvent réussir sans le soutien logistique du Parti communiste français. Une première commission est finalement constituée en juillet 1951, composée d'Elsa Triolet, Jean Jérôme, Annie Besse, Pierre Gamarra, Jean Nicolas[156]. L'éventail des institutions ou organisations représentées est finalement bien moins large que prévu.

En mai 1951, on espère constituer un réseau de 70 bibliothèques[157]. En septembre, elles sont 91[158], en octobre 102[159]. Ses espoirs sont largement dépassés, mais dès juillet 1951, E. Triolet laisse poindre un certain pessimisme sur leur devenir : « Les bibliothèques commencent à faire parler d'elles, mais le phénomène ne s'est pas amplifié[160]. » En décembre 1952, elles sont pourtant 800[161] et en 1953, il y aurait un millier de BBL en France. Puis c'est l'arrêt de la croissance et le Centre des BBL disparaît en juin 1955[162]. La création de ces BBL ressemble à celle des Librairies de la Renaissance française : beaucoup se constituent à partir d'une organisation préexistante. Dès 1951, on envisage de transformer en BBL des bibliothèques locales du Parti, syndicales, de comité d'entreprise… Par exemple, la BBL de Saint-Étienne du Rouvray est créée sur l'initiative de la section locale de l'UFF, à partir d'une bibliothèque qui existe depuis 1949[163].

Leur implantation dépend de toute évidence de celle du Parti communiste[164]. Le phénomène concerne quasiment tous les départements, y compris l'Algérie, ainsi que le Maroc et la Tunisie. D'après les chiffres établis en septembre 1952 (580 bibliothèques au total), les BBL sont concentrées à 80 % sur 13 départements. Paris est en tête avec 28 % des bibliothèques, mais ailleurs le phénomène est disséminé. Il y a corrélation entre les résultats électoraux du PCF et l'implantation des BBL. L'organisation de la Bataille et de la création des Bibliothèques dépend de la bonne volonté et des moyens des Fédérations : celles qui sont les plus à même d'appuyer à ces manifestations sont celles qui ont le plus de moyens et de militants. Autre trait commun entre ces bibliothèques : la modestie des moyens. Le

155. Propositions de décisions, [1951], 1 p. dact. Boîte « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF.
156. Bilan, 1952, 11 p. dact., Boîte « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF.
157. Bilan des Batailles du livre, 25 avril-2 mai, [15 mai 1951], 8 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
158. R. Sentenac. Rapport sur les Bibliothèques de la Bataille du livre. 3 septembre 1951, 7 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
159. Rapport général sur les BBL au début d'octobre 1951, 4 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
160. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 589. Souligné dans le texte.
161. F. Dupuy, Intervention. Session du Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 11 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
162. G. Domenech et S. Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952. Op. cit.*, p. 117-121 ; - Bilan, 1952, 11 p. dact., Boite « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF ; - Rapport général sur les BBL au début d'octobre 1951, 4 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
163. N. Ponsard. *Lectures ouvrières à Saint-Étienne du Rouvray des années trente à nous jours*. Thèse d'histoire, dir. Roger Chartier : EHESS, 1999, p. 212-232.
164. Carte 2.

local qui accueille la bibliothèque semble souvent peu adapté, cette faiblesse même est perçue comme un atout politique. Martine Monod estime que la boutique d'un commerçant peut faire l'affaire, comme celle du boulanger : « On vient chercher son pain et son livre en même temps[165]… »

Pour le Parti, le bilan est largement positif : « Les écrivains ont mené cette Bataille en la liant à la bataille actuelle pour la Paix, aux luttes des travailleurs et, en général comme un avant-propos de la bataille électorale », c'est-à-dire les élections législatives de juin 1951[166]. La direction est donc surtout satisfaite de la participation de la Bataille du livre au mouvement pour la paix, ce qui démontre la priorité donnée à cette dernière campagne sur la première. Le réseau des BBL n'a pas réussi à se maintenir dans la durée[167], faute de moyens sans doute. Mais pour E. Triolet la faute incombe aussi au Parti dont elle incrimine le manque de soutien, tant national que local[168]. La presse communiste elle-même n'est pas exempte de reproches, hormis *Les Lettres françaises*. Cette situation est d'ailleurs soulignée dès 1951 en des termes peu aimables : « En général, lit-on dans un rapport, les BBL étaient accueillies avec des nuances d'incrédulité ou d'ironie[169]. »

Cette situation, aussi décevante soit-elle pour les principaux animateurs, n'est cependant pas une surprise totale. Le manque de moyens financiers et les choix politiques ont pénalisé le nécessaire renouvellement des collections des bibliothèques, dont le contenu ne pouvait pas répondre aux désirs des lecteurs[170]. Pourtant, à lire la presse, l'expérience est formidable, la magie du livre et de la lecture opère : « Tenez, c'est après avoir lu *Le Talon de fer* que le secrétaire de l'U.D. de Charente Maritime est venu au parti. Un lecteur qui tombe sur *Un homme véritable*, *Le Coup du canon*, ou *Fils du peuple*, vous croyez que ça ne change rien à sa vie ! » ; « Une femme de l'UFF […] nous dit : "Depuis que nous avons une BBL, nos amies ne lisent plus *Confidences*[171]…" » Ces témoignages sont-ils purs fantasme ? « Souvent les batailles du livre se déroulent devant un public où l'élément prolétarien et plus particulièrement l'élément communiste est insuffisamment représenté », se désolait A. Wurmser[172]. La Bataille du livre a sans doute correspondu en partie à des pratiques populaires de lecture, en mettant en avant la lecture orale collective[173]. Mais elle rebute aussi par la forme élitiste ou

165. M. Monod. « La naissance des BBL ». *L'Humanité*, 19 mai 1951, p. 6.
166. Bilan des Batailles du livre, 25 avril-2 mai, [15 mai 1951], 8 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
167. P. Gamarra. « Elsa Triolet et la défense du livre ». *Faites entrer l'infini*, 1995, nº 20, p. 19-21.
168. Bilan, 1952, 11 p. dact., Boîte « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF. R. Sentenac. Rapport sur les Bibliothèques de la Bataille du livre. 3 septembre 1951, 7 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus. Rapport général sur les BBL au début d'octobre 1951, 4 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
169. Rapport général sur les BBL au début d'octobre 1951, 4 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.
170. *Le Trait d'union des BBL*, janvier 1954, 1 f., dact. ; - Francis Cohen. « BBL et "neutralité" ». *La Nouvelle Critique*, février 1952, nº 33, p. 126 ; - Bilan, 1952, 11 p. dact., Boîte « BBL », Fonds Aragon-Triolet, BnF.
171. S. Téry. « Elles ne lisent plus *Confidences* ». L'Humanité, 4 octobre 1952, p. 2.
172. A. Wurmser. « Les leçons des Batailles du livre ». *La Nouvelle Critique*, mars 1951, nº 24, p. 74-84.
173. C. Horellou-Lafargue et M. Segré. *Op. cit.*, p. 94.

professorale de la conférence : la lecture populaire n'est pas une activité sur laquelle on disserte[174]. S. Téry, toujours pleine de candeur, en fait l'expérience lors de la fondation d'une BBL dans la région parisienne, par des cheminots. Les cheminots sont conviés à une réunion inaugurale :

> « Je demande à des cheminots qui viennent d'entrer s'ils aiment les livres. Ils paraissent surpris. "Vous ne savez pas qu'on va inaugurer une BBL ?" "Non, me disent-ils. On nous a seulement dit qu'il y avait une réunion avec Monmousseau et [Léon] Treins, alors, on est venu !" Mais un autre, à côté, m'assure : "Nous, les cheminots, on aime beaucoup la lecture !" et une "cheminote" m'explique : "Pourquoi je suis venue ? Moi, j'aime beaucoup Victor Hugo… alors… et Zola également…" Enfin ils sont satisfaits d'avoir une BBL, mais ils paraissent un peu surpris par cette réunion pour des livres, ils n'ont pas l'habitude… *mais ça doit être important, puisque Léon Treins, le secrétaire de l'Union Ouest est là et que Gaston Monnousseau lui-même s'est dérangé*[175]… »

La Bataille du livre a un parfum d'utopie : promouvoir le livre et la lecture dans tout le territoire, dans tous les lieux, dans tous les milieux. Elle est *aussi* une manifestation politique. La Bataille du livre n'a pu avoir lieu que parce qu'elle participait à la campagne en faveur de la paix. Sitôt que la stratégie du Kominform et la politique extérieure de l'URSS sont changées, la Bataille n'a plus de raison d'être… pour la direction du Parti.

De 1944 à 1956, l'organisation éditoriale s'étend, avec 4 maisons d'édition spécialisées, une entreprise de diffusion et un réseau de librairies. Ses responsables sont tous membres du Cercle de la Librairie. Ses auteurs sont souvent membres d'instances professionnelles, comme le CNE ou l'Université. Tout concourt à démontrer une normalisation des pratiques et la volonté d'afficher une image de maisons d'édition comme les autres. De surcroît, si elles ne sont pas des lieux d'innovations éditoriales ou commerciales, elles les adoptent, comme en témoignent la création du Club des Amis du Livre progressiste, ou l'intérêt pour l'édition de poche.

Malgré cela, le Parti communiste ne parvient pas à dépasser le milieu militant, comme s'il avait réussi à créer un monde partisan cohérent et solide, mais presque pétrifié. L'effervescence autour de l'affaire Kravchenko, de Jean-Paul Sartre ou des ouvrages dénonciateurs du système soviétique montre que le PCF a déployé beaucoup d'énergie à combattre d'abord cette littérature. Or, il voulait aussi combattre un ennemi plus coriace, la culture de masse. Les grands perdants de ce discours culturel sont ses romanciers. Leur discours *en faveur* de la lecture n'a ni empêché la mort du réalisme socialiste ni détourné les Français de la littérature populaire.

---

174. R. Hoggart. *La Culture du pauvre*. Éditions de Minuit, 1970, p. 296-297.
175. S. Téry. « Les roses des BBL (II) : Naissance chez les cheminots ». *L'Humanité*, 1er octobre 1952, p. 2. Souligné par moi.

La Guerre froide a confirmé le PCF comme parti politique majeur. Elle est aussi une période, courte, d'une violence intense, où tous les moyens et médias ont été utilisés par tous les camps. En 1951, la police parisienne a évalué le montant des frais pour la propagande communiste dans la Seine seule : 1,6 millions euros pour la presse, 740 000 pour les affiches, 37 000 pour les brochures, 27 000 pour les tracts[176]. Cette liste montre non seulement la capacité matérielle et politique de mobilisation du PCF mais aussi la place ambiguë du livre dans la propagande imprimée. Le livre est toujours aussi essentiel dans la propagande politique, mais toujours moins important que la presse. Toutefois, au regard de l'histoire de ses maisons d'édition, le Parti communiste français, parti politique puissant, parti politique de masse, capable de manifestations d'envergure, ne parvient pas à dépasser son propre univers.

176. En euros constants. Propagande écrite du PC du 1er janvier 1951 au 28 mai, 1er juin 1951, 15 p., Ba 2087, Arch. PPo.

Cinquième partie

1956-1968
LE PCF ET LE NOUVEL ÂGE D'OR DE L'ÉDITION POLITIQUE

Depuis le milieu des années 1950, l'édition française a renoué avec une croissance et une créativité qu'elle n'avait plus connue depuis la Belle Époque. Le contexte n'est cependant pas facile. Le marché présente des possibilités limitées et la concurrence avec les autres loisirs et médias, la télévision notamment, va croissant. Ces années soixante sont considérées aussi comme l'âge d'or du livre politique. Est-ce enfin l'occasion pour les maisons d'édition du PCF de sortir de l'ombre ? L'attitude de la direction du PCF à leur égard demeure ambivalente. Alors que le PCF de Waldeck Rochet liquide lentement l'héritage stalinien, ses intellectuels essaient de trouver une place plus conforme à leurs ambitions politiques et intellectuelles. Dans cette organisation fondamentalement ouvriériste, la fascination pour la culture de masse demeure un élément fort de la stratégie politique du PCF, sans en faire profiter pleinement ses structures éditoriales.

Chapitre XII

Les années soixante. Années « politiques » de l'édition française ?

Le paysage de l'édition littéraire est peu modifié pendant la première décennie de la Ve République. Hachette, Albin-Michel, Flammarion, Gallimard domine le secteur littéraire et le monde des prix. Survivantes de la Libération avec Seghers, les Éditions de Minuit, dirigées depuis 1948 par Jérôme Lindon, trouvent leur salut éditorial et économique dans le Nouveau Roman, les sciences sociales et la lutte anticoloniale. Nées en 1935, dirigées par Paul Flamand et Jean Bardet depuis la Libération, les éditions du Seuil s'imposent à la fois dans le domaine littéraire et, à partir du milieu des années cinquante, celui en développement des sciences humaines[1]. La croissance de l'édition française s'appuie en partie sur les succès à grand tirage. Sur ce terrain, ce secteur toujours dominé par René Julliard et Robert Laffont, qui poursuivent la tradition de Bernard Grasset par leur maîtrise de la publicité et leur dynamisme commercial. Les romans policiers, de science-fiction et d'espionnage connaissent toujours un sensible développement, en particulier avec des collections à prix modique, comme chez Fleuve noir aux Presses de la Cité, ou chez Gallimard avec la « Série noire ».

Le succès du Livre de poche a donné dans une certaine mesure un second souffle à cette branche de l'édition. Le succès se confirme, même s'il s'avère que ce type de collection ne touche guère les milieux populaires, qui étaient pourtant les premiers visés. Au bout de dix ans, on estime que le Livre de poche a permis de gagner seulement 1 % de nouveaux lecteurs. L'édition en poche est donc achetée par les clients habituels de l'édition. Malgré cela, à la suite d'Hachette, les Presses de la Cité lancent en 1962 « Presses-Pocket ». Le dynamisme de l'édition française ne s'explique pas seulement par l'utilisation croissante des techniques de marketing. Il repose aussi sur la volonté d'étendre les réseaux de distribution, des librairies traditionnelles aux nouveaux lieux de consommation que sont les supermarchés, en passant par les librairies de gare toujours dynamiques. Frédéric Ditis

1. Les éditions du Seuil ont été créées par l'abbé Jean Plaquevent et Henri Sjöjberg en 1935. H. Serry. *Les Éditions du Seuil : 70 ans d'histoire.* IMEC Éditions, 2008, 207 p.

fut à la tête de cette tendance forte, en innovant doublement en 1958. Il lance la collection de poche « J'ai lu », avec pour ambition de les vendre dans les nouveaux centres de consommation de masse que sont devenus Prisunic et Monoprix. Les clubs de livres se multiplient également sans parvenir cependant à étendre infiniment leurs parts de marché, avant que ce créneau commercial ne soit relancé avec la création de France loisirs par l'allemand Bertelsmann en 1970. Le succès relatif du Livre de poche est emblématique de cette volonté ancienne de conquérir de nouveaux lecteurs par de nouvelles techniques de vente. Mais l'édition française se heurte à des pratiques culturelles, mieux connues à cette époque : les premières enquêtes sur la lecture des Français montrent qu'environ la moitié des Français des années cinquante-soixante ne lise pas de livre[2]. La croissance de l'édition est portée par les lecteurs existants et non par la conquête des non-lecteurs.

Ce contexte économique favorable permet la renaissance d'un secteur marginal de l'édition, l'édition engagée. Après la Belle Époque, avec le socialisme normalien, l'anarchisme et l'extrême-droite, après les gauches des années vingt et une nouvelle génération droitière et fasciste, les années soixante sont un nouveau moment du XXe siècle où l'imprimé investit l'espace et les débats publics. À droite, les lois d'amnistie des collaborateurs ont permis le développement de petites maisons d'édition dynamiques. À gauche, deux maisons d'édition symbolisent particulièrement ce nouvel âge d'or. Après des années difficiles, les Éditions de Minuit renaissent. En 1951, la parution de *Molloy* et *Malonne meurt* de Samuel Beckett constitue un premier tournant, plaçant Minuit dans le monde de l'avant-garde littéraire, au travers de ce que la critique appellera le Nouveau Roman. Cette position est renforcée au moment de la guerre d'Algérie, avec la parution de *Pour Djamila Bouhired* en 1957 et *La Question* d'Henri Alleg l'année suivante. Les éditions Maspero sont liées à la fois à l'époque et à l'histoire du monde ouvrier. Né en 1932, François Maspero, issu d'une famille d'universitaires et engagée dans la Résistance, entre au Parti communiste à l'été 1955 mais le quitte en décembre 1956. Parallèlement, il ouvre une librairie dans le Quartier latin, l'Eschalier en 1955, puis la Joie de lire en 1957. Sa librairie, comme d'autres avant elle, devient un lieu de rencontre intellectuelle et politique. Elle sert aussi et surtout de point de départ d'un développement proprement éditorial, les éditions François Maspero, marquées à gauche, défendant en particulier les textes anticolonialistes puis tiers-mondistes[3]. Les Éditions du Seuil font également partie de celles qui affichent leur anticolonialisme, publiant Franz Fanon, Francis Jeanson,

2. N. Robine. *Lire des livres en France des années 1930 à 2000*. Éditions du Cercle la librairie, 2000, p. 187 et suiv.
3. J. Hage. « L'âge d'or des librairies partisanes et militantes ». *Histoire des librairies françaises*, Cercle de la librairie, 2008, p. 321-331 ; *Ibid*. « Une brève histoire des librairies et des éditions Maspero, 1955-1982 ». *François Maspero et les paysages humains*. À plus d'un titre – La Fosse aux ours, 2009, p. 93-197.

Pierre-Henri Simon. Autre symbole spectaculaire de la perméabilité de leur catalogue à l'actualité, elles publient en 1967 en les *Citations du président Mao Tsé-toung*, *alias* le *Petit Livre rouge*, dont plus de 250 000 exemplaires seront vendus[4]. Ces maisons d'édition et librairies sont d'importants lieux de sociabilité intellectuelle et politique, et la guerre d'Algérie fut sans conteste un moment décisif, où le monde intellectuel et journalistique se mobilise. Les publications « Algérie française » ont dominé dans le monde éditorial, mais la défense des droits de l'homme et de l'autodétermination reste, elle, dans les mémoires[5]. Ce moment est de fait une des matrices du renouveau de l'édition politique, événement qui a touché, directement ou non, toutes les strates de la société française.

Le développement des sciences sociales a permis également à ces lieux de sociabilité de construire des passerelles entre l'espace politique et le monde universitaire : la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, la psychanalyse ou l'histoire, deviennent autant de domaines par lesquels l'intellectuel expert peut interroger la société, voire agir sur elle[6]. Cette tendance est d'autant plus marquée que l'intellectuel-type a changé de figure : après l'homme de lettres de la Belle Époque, après le philosophe de l'Entre-deux-guerres et de la Guerre froide, c'est désormais le chercheur en sciences humaines qui domine l'espace public. Le lectorat a lui-même changé de dimension. À partir des années cinquante, le monde de l'enseignement explose, qu'il s'agisse de lycéens, d'étudiants ou de professeurs. En 1947, les lycéens étaient 700 000, ils sont trois millions en 1967. Les étudiants passent de 154 000 en 1949, à 227 000 en 1959 puis à 500 000 en 1968[7]. L'impact démographique est renforcé par la force des expériences politiques communes (crises de 1956, guerre d'Algérie, la Chine maoïste, la révolution cubaine, tiers-mondisme, féminisme). La contestation sociale et politique trouve un écho favorable auprès des nouvelles générations intellectuelles, qui vivent des expériences politiques décisives et ont leurs propres aspirations[8]. Ainsi, face à un marché de l'édition littéraire presque imprenable, les Éditions du Seuil rencontrent le succès avec ses collections de vulgarisation qui attirent notamment les lycéens et étudiants. Parmi ses titres phares, *Lénine* de Nina Gourfinkel en 1959 dans la collection « Le temps qui court ». Le Seuil, grâce à François Wahl, réussit à développer un fonds novateur en sciences humaines (linguistique, anthropologie, sociologie, théorie littéraire…), publiant Roland Barthes, Alain Touraine, Jacques Lacan,

4. H. Serry. *Les Éditions du Seuil. Op. cit.*, p. 78.
5. N. Hubert. *De l'encre sur la plaie : éditeurs et éditions en France pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962.* Th. de doct. d'histoire, dir. J.-Y. Mollier. Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2007, 816 p.
6. La licence de psychologie est créée en 1947, celle de sociologie en 1958. B. Poucet. *Enseigner la philosophie : Histoire d'une discipline scolaire, 1860-1990.* CNRS Éditions, 1999, p. 294.
7. P. Guillaume. *Histoire sociale de la France au XXe siècle*. *Op. cit.*, p. 56 et suiv.
8. D. Fischer. *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*. Flammarion, 2000, 612 p.

Paul Ricœur, développant des collections comme « Le Champ freudien » ou « L'Ordre philosophique ». Au travers notamment de la collection « Textes à l'appui » en 1959 ou de « Pédagogie » en 1968, les éditions Maspero défendent aussi les sciences humaines, sans parler de « Théorie » en 1965 dirigée par Louis Althusser[9]. J. Lindon n'est pas en reste, avec la revue marxiste et collection « Arguments » en 1960, les collections le « Sens commun » dirigée par Pierre Bourdieu en 1965 ou « Critique » en 1967. Les éditions Anthropos, créées par Serge Jonas en 1964, constituent un autre foyer dynamique en ce domaine, fondant la revue *L'Homme et la société* et éditant les œuvres complètes de Fourier.

Les catalogues de Maspero, Minuit et du Seuil sont une parfaite photographie du développement, parfois parallèle, parfois croisé, des textes politiques « purs » et des textes de sciences sociales. Preuve de la renaissance de l'édition politique, les éditeurs généralistes n'hésitent pas à profiter du créneau[10]. D'une certaine manière, la massification de la culture profite autant aux romans d'espionnage qu'à la littérature engagée. Mais, rappelons-le, cette massification concerne d'abord d'autres médias, et en particulier le dernier venu, la télévision : en 1967, 61,9 % des foyers en sont équipés, contre 1 % en 1954.

9. J. Hage. « Une brève histoire des librairies et des éditions Maspero, 1955-1982 ». *Op. cit.*
10. J. Hage. « Les Petits livres rouges (1966-1976) ». *68. Une histoire collective.* La Découverte. 2008, p. 457-461.

Chapitre XIII

Le PCF et ses éditions
Succès et crises de croissance

Pendant les années soixante, le PCF est un parti d'opposition majeur fort de 350 000 adhérents, capable de mobiliser le quart des suffrages et le tiers de l'électorat ouvrier. Mais il butte aussi contre la France des Trente Glorieuses : contre la Ve République, contre la croissance économique, contre une nouvelle culture de consommation de masse… Il lutte enfin en son sein contre son histoire, tentant un difficile *aggiornamento*, où les étudiants et les intellectuels sont parmi les plus revendicatifs. Les maisons d'édition sont, parfois à leur corps défendant, une nouvelle fois au cœur de ces tensions.

Le PCF et ses éditions : l'indifférence ?

En 1957, la direction du PCF est loin de percevoir les prémisses d'un âge d'or de l'édition militante : ses éditions ne sont à ses yeux qu'un ensemble de problèmes, humains et financiers pour l'essentiel. Elle débat sur les demandes d'autonomie plus grande de la part des revues et des maisons d'éditions, comme réponse aux méventes chroniques et à la fuite des auteurs. Finalement, après une vigoureuse discussion, le Secrétariat se défausse à nouveau sur ses cadres, en l'occurrence F. Billoux, J. Jérôme, R. Hallery et G. Gosnat[1]. Aucun écrivain, aucun intellectuel, mais des politiques et des gestionnaires[2]. F. Billoux réclame que l'autorité de gestion soit donnée aux responsables des éditions et revues,… sous le contrôle de la Section d'*administration* du Parti. Non seulement les éditeurs n'ont toujours pas d'autorité sur la politique éditoriale, mais la direction politique du Parti la revendique désormais à peine. Après avoir été un rouage des sections d'Agit-prop, d'éducation, du travail avec les intellectuels, les éditions ne concernent désormais que la seule section administrative.

1. Éditions, 6 f. manusc. ; - Éditions, 1 f. manusc., Fonds M. Thorez, 626 AP 202, CARAN.
2. Décisions. Secrétariat, 13 décembre 1957, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

En 1970, après 22 ans de bons et loyaux services, F. Billoux n'est plus responsable des questions d'édition. Âgé de 67 ans, il commence à se retirer progressivement de la vie politique, nationale et locale. Cette mission lui est retirée au profit de deux personnalités, Roland Leroy (également des responsables des intellectuels) et Louis Baillot. Né en 1924, d'origine populaire, Louis Baillot est ingénieur et a adhéré en 1944 au PCF. Après plusieurs responsabilités au sein du Parti, élu parisien, membre du Comité central, il a surtout été chargé des questions de formation puis des intellectuels à Paris, motif sans doute de sa nomination aux éditions. Il reste peu de temps à ce poste et laisse peu de traces dans l'histoire des éditions, contrairement à son successeur en 1974 Guy Hermier, membre du Bureau politique[3].

Derrière le responsable des éditions, demeure la figure de J. Jérôme. Toujours très impliqué dans la vie économique des éditions, l'embauche des personnels et le secteur éditorial dans son ensemble, il occupe encore un rôle central qu'il justifie par un vrai intérêt personnel pour ces domaines. C'est à lui que l'on transmet les comptes[4]. Or, cette omniprésence exaspérait certains camarades dès les années cinquante, les éditeurs mais aussi d'une certaine manière F. Billoux. Lors de la réunion du secrétariat du 13 décembre 1957, des notes prises sont particulièrement explicites :

> « Travail Jean Jérôme
> Bon travail.
> Mais un peu trop paternaliste
> Ne tient pas compte direction CC
> Apparemment éminence grise
> Qui supervise
> Conflit (B[x] [Billoux] en a assez)
> […]
> Rôle de Jean cesser semi-clandestinité[5]. »

Son rôle demeurera pourtant déterminant jusqu'aux années soixante-dix, en particulier dans le domaine financier[6].

La commission ou comité des éditions demeure, avec une activité toujours incertaine. Seul fait nouveau : le poids croissant du responsable du budget du PCF dans les affaires d'édition. Après avoir suivi la cruelle question de la presse communiste, locale et nationale, qui ne parvient pas à enrayer sa chute depuis les années cinquante, G. Gosnat est chargé de surveiller les revues, puis le CDLP et les maisons d'édition. Dans les archives de la direction, Secrétariat et Bureau politique, la « question des éditions » se résume bien souvent à des questions matérielles.

3. Témoignage d'Antoine Spire.
4. A. Spire. *Profession permanent.* Éditions du seuil, 1980, p. 62.
5. Éditions, 6 f. manusc., Fonds M. Thorez, 626 AP 202, CARAN. Souligné dans le texte.
6. Témoignages de Lucien Sève et Antoine Spire.

Cette attitude tranche avec l'intérêt de la direction du Parti pour les milieux intellectuels. En février 1960, est créé le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), dirigé par Roger Garaudy jusqu'en 1969. En 1964, l'Institut Maurice Thorez, consacré à la recherche historique, est fondé. En 1966, le Comité central d'Argenteuil entérine officiellement la fin du lyssenkisme et du jdanovisme. Ce congrès est à la fois une réponse à une situation et un contexte politiques (l'*aggiornamento* du PCF et les négociations avec les socialistes) et l'occasion d'octroyer aux intellectuels communistes une certaine autonomie de recherche et de création, ce qui leur permet de répondre à une demande du côté de l'université et des milieux intellectuels. Pour le Parti communiste, il faut amorcer une stratégie d'union de la gauche et la recherche d'une assise plus forte du côté des classes moyennes et également d'une rénovation théorique. Le PCF attend de ses intellectuels leur participation aux justifications théoriques de sa politique, sans pour autant leur octroyer une quelconque préséance politique[7]. Ainsi, les sciences humaines et économiques restent sous surveillance politique étroite, bien qu'exercée *a posteriori*[8]. De plus, si toutes les questions liées à la création scientifique et artistique sont largement débattues et traitées, il n'y a que peu de traces du rôle des médias et médiateurs dans sa diffusion : on se soucie plus de la diffusion en général des œuvres des communistes, qui – nous le verrons – ne sont pas systématiquement éditées par le PCF, que du rôle de ces maisons d'édition dans ce renouveau[9]. Contrairement aux intellectuels communistes, reconnus dans leur « métier », les éditions ne sont toujours pas un acteur de la vie interne du parti, mais un simple service d'intendance.

Les expressions « maison d'édition » et « éditeur » ne sont d'ailleurs jamais utilisées dans les archives de direction. Or ceux que le Parti n'appelle toujours pas « éditeurs » ont pourtant une tout autre vision du rôle qu'ils peuvent tenir dans le développement politique, électoral et culturel du Parti.

Les Éditions sociales : l'heure de gloire

D'après un rapport établi au début des années soixante par un responsable des Éditions sociales, la mission des Éditions sociales est de « publier des livres qui font corps avec la lutte du parti, qui servent la classe ouvrière dans l'âpre bataille idéologique livrée contre les idées de la bourgeoisie : en bref des livres élevant le niveau théorique, politique, culturel des militants et de la grande masse des travailleurs[10] ». Rien ne distingue *a priori* les

7. F. Matonti. *La Double Illusion de la* Nouvelle Critique. *Op. cit.*, p. 394 ; - T. Pouch. *Les économistes français et le marxisme : apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000). Op. cit.*, p. 69.
8. F. Matonti. « Les intellectuels et le Parti : le cas français ». *Op. cit.*
9. H. Krasucki. « La culture, les intellectuels et la nation ». *Débats sur les problèmes idéologiques et culturels. Comité central du parti communiste français, Argenteuil, 11, 12 et 13 mars 1966. Cahiers du communisme*, nº 5-6, 1966, p. 158-178.
10. Principaux ouvrages publiés par les Éditions sociales depuis les journées d'études de l'année passée, dact. 8 p., Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

Éditions sociales de ses aïeules, Bureau d'éditions et ESI. Or, le contexte politico-intellectuel du PCF comme du reste de la société française remet fortement en cause cette instrumentalisation de l'édition par une organisation partisane.

Les Éditions sociales demeurent la seule maison d'édition communiste à figurer dans les relevés de décisions du Bureau politique et du Secrétariat. Le processus éditorial ne diffère guère des années vingt : tel sujet implique l'édition de tel ouvrage pour lequel on sollicitera tel camarade. La décision de publier un ouvrage relève toujours d'une collectivité, soit la direction du Parti soit « les camarades des Éditions sociales ». Les Éditions sociales sont en effet toujours dirigées par des « camarades » et non des « éditeurs » : G. Besse, agrégé de philosophie et R. Brécy, le « permanent ». Dans ce duo, R. Brécy a laissé peu de traces sur son travail aux Éditions sociales. En conflit avec la direction du PCF sur différentes questions et globalement sur le refus du PCF d'entamer une claire déstalinisation, il est écarté en 1959 des éditions et quitte le Parti en 1961.

R. Brécy est remplacé par Joseph Pintus[11]. À nouveau, le PCF fait appel à un « permanent ». Ouvrier ajusteur aux chantiers navals de La Ciotat avant la guerre, élu local, il fut responsable à la propagande dans les Bouches-du-Rhône puis devient dans les années soixante, sous-directeur des écoles centrales du PCF. Comme R. Brécy, c'est un intellectuel formé par le Parti. Antoine Spire qui intègre l'équipe des Éditions sociales en 1969 se souvient : « En fait il ne parle pas souvent et nourrit certainement quelques complexes vis-à-vis des intellectuels d'origine qu'il censure avec un zeste d'ouvriérisme parfois désagréable[12]. » Chargé du quotidien des éditions, il reste à ce poste jusqu'au milieu des années soixante-dix[13]. Est-ce un rôle de surveillant politique ou d'administrateur comme R. Hallery ? En tout cas, il incarne à la tête des Éditions sociales leur appartenance viscérale à l'organisation partisane. Le rôle de J. Pintus est d'autant plus important que G. Besse est un homme très occupé. Membre du Comité central depuis 1956 (et comme titulaire à partir de 1959) et du Bureau politique depuis 1967, il occupe une position politique forte en particulier face à R. Garaudy. Il a aussi des responsabilités au sein des écoles du Parti. Mais surtout, il continue son métier d'enseignant et entame une carrière de chercheur. En mars 1970, il est nommé à la tête du CERM.

Les Éditions sociales ne sont pas la maison d'édition d'un seul individu ni même du couple Besse-Pintus. Sous l'influence notable de G. Cogniot et grâce au travail d'un groupe d'auteurs formés par l'université, les chantiers lancés depuis 1947 ont produit des séries de livres, en particulier de nouvelles traductions des œuvres de Marx et Engels avec

11. Secrétariat. Décisions du 15 janvier 1959.
12. A. Spire. *Profession permanent. Op. cit.*, p. 67.
13. *Op. cit.*, p. 81-82.

E. Bottigelli et G. Badia, ou celles de Lénine reprises consciencieusement par Paul Kolodkine… Si E. Bottigelli connaît à partir des années soixante des relations de plus en plus difficiles avec la direction du Parti, il demeure un des traducteurs attitrés des Éditions sociales[14]. Les Éditions sociales demeurent le lieu d'expression privilégié de ces auteurs militants souhaitant mettre leur savoir-faire universitaire au service du parti. Un comité éditorial est réuni de temps à autre, composé de cadres du Parti et d'intellectuels, qui doit se prononcer sur un programme concocté en amont[15].

Les Éditions sociales doublent leur production dans les années soixante, allant de 20 titres en 1959 à 39 en 1969. Les tirages moyens connaissent des chiffres assez stables, en particulier dans les années soixante. Les premiers tirages de 5 000 exemplaires sont la norme, et ne semblent augmenter qu'à partir de 1967. Le contenu change peu par rapport à la décennie précédente, mais le contexte leur donne un lustre inédit. Depuis la Libération, les manuels sont de la compétence exclusive de la section d'éducation. Les Éditions sociales éditent malgré tout encore quelques titres de ce genre, comme *Histoire du Parti communiste français (manuel)* en 1964, œuvre collective. De même, elles ne publient plus de comptes rendus de congrès, qui sont désormais pris en charge par les revues, en particulier les *Cahiers du communisme*. Plutôt que ces congrès, la maison d'édition édite à partir de 1965 des actes de colloque ou des conférences, issues des manifestations du CERM. Les années soixante confirment une évolution apparue depuis le Front populaire et renforcée pendant la Guerre froide : les Éditions sociales publient désormais des livres politiques, à finalité universitaire ou de vulgarisation pour le grand public. Deux genres sont particulièrement développés : les essais et les livres d'histoire, qui constituent 80 % du catalogue. Les textes fondateurs du marxisme et exégèses constituent 20 % du catalogue, comme *Le Capital* dont on poursuit l'édition, et les œuvres de Marx et Engels. Dans la même veine, les Éditions sociales avaient lancé en 1952 une collection à prix modique, considérée comme la première collection de poche du Parti, « Les Classiques du marxisme » qui comportent seulement 4 titres en 1969 mais les plus fameux : *L'Idéologie allemande*, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, *La Guerre civile en France*, *Le Manifeste du parti communiste* et *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. À cette époque, *Le Capital* édité par Costes reste néanmoins la seule édition française complète, celle qu'utilisèrent par exemple Louis Althusser et Étienne Balibar[16]. G. Besse soutient également les « Classiques du peuple », toujours dirigés par J. Varloot, qui continue de connaître un succès d'estime[17].

14. Témoignages de Lucien Sève et Antoine Spire.
15. Lettre de Guy Besse du 18 février 1964, Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
16. Yan MOULIER-BOUTANG. *Louis Althusser, une biographie. La formation d'un mythe (1918-1956).* Grasset, 1992, p. 265. Témoignage d'Étienne Balibar.
17. Témoignage de Lucien Sève.

Toutefois, les travaux du CERM échappent quasiment aux Éditions sociales, puisque le Centre endosse la fonction d'éditeur en publiant près de 50 brochures entre 1962 et 1970, tous des textes de conférences. Directeur du CERM, organisateur des « Semaines de la pensée marxiste », membre du bureau politique depuis 1961, R. Garaudy est étonnamment discret dans l'histoire des Éditions sociales depuis la Libération. A-t-il voulu faire du CERM une maison d'édition concurrente aux Éditions sociales ? Si c'est le cas, cela n'a jamais été exposé clairement. Malgré la victoire de ses thèses sur l'humanisme contre celles notamment d'Althusser au Comité central d'Argenteuil en 1966, ce sont bien ses opposants, G. Besse puis Lucien Sève en 1970 qui demeurent à la tête des Éditions sociales.

En 1961, les Éditions sociales se posent à la fois en héros et victime de l'édition française. Elles accusent l'édition et la presse françaises d'exercer une « censure grise », « un barrage non avoué » à l'encontre de son catalogue, alors qu'elles publient « ce que les autres éditeurs, pour des raisons d'opportunité politique ne peuvent publier[18] ». Or cette posture n'a plus lieu d'être. À partir de la fin des années cinquante, chose nouvelle, les Éditions sociales réimpriment régulièrement certains titres, ce qui signifie qu'ils sont réclamés par le public : entre 10 et 20 % du catalogue est réimprimé au moins une fois. Une partie de son catalogue n'est donc plus composée de livres destinés irrémédiablement au pilon en raison de l'actualité ou des changements politiques. Désormais, les Éditions sociales disposent d'un *fonds d'édition*. Ce phénomène concerne des œuvres éditées à partir de 1952 et surtout à partir de 1958, avec en tête Marx et Engels : *Le Manifeste* est imprimé à 6 000 exemplaires en 1956, 8 400 en 1961, 10 000 en 1962, 12 000 en 1963, 10 000 en 1965, 15 000 en 1966 et en 1967. Les chiffres de tirage et de réimpression s'approchent du succès de la collection de manuels universitaires, comme « Thémis » aux PUF (20 000 exemplaires dans les années soixante)[19].

G. Besse et son entourage, surpris par le succès, expliquent ce renouveau par la clientèle étudiante. Cette réussite commerciale est plutôt le résultat d'un faisceau de causalités. Le monde étudiant et plus globalement intellectuel ne se contente plus de citer ou de se référer à Marx : désormais il le lit. Cette lecture est à la fois l'expression d'une curiosité intellectuelle et d'une recherche politique d'une fraction de la génération du Baby-boom, dans un contexte politique aigu (les guerres coloniales, la naissance de la Ve République). Enfin, les Éditions sociales profitent aussi de la croissance du marché du livre philosophique entre 1955 et 1970, qui sert d'abord Vrin et les PUF[20]. Ce retour au texte marque aussi une étape

18. L. Lacombe. « Livres sans lecteurs ou lecteurs sans livres ? Enquête ». *Les Lettres françaises*, 9-15 mars 1961, n° 866, p. 5.
19. V. Tesnière. *Le Quadrige : Un siècle d'édition universitaire, 1860-1968. Op. cit.*, 432 p.
20. O. Godechot. *Le Marché du livre philosophique en France de 1945 à nos jours. Op. cit.*

l'histoire des idées : après l'existentialisme des années quarante et cinquante, le marxisme, avec le structuralisme et la psychanalyse, remue le champ intellectuel et universitaire[21]. Les héritiers du groupe Philosophie sont alors Socialisme ou Barbarie ou la revue *Arguments*, alors que Marx demeure encore un auteur référencé en économie politique pour l'*Alma mater*. Une fraction du monde universitaire, en revenant aux textes, le déplace chez les philosophes. Comme l'a noté M. Trebitsch, jamais la « pensée critique » des années soixante n'aurait pu avoir cette force médiatique et politique si elle ne s'était pas nourrie de la sociabilité universitaire et scientifique, avec ses séminaires et ses colloques[22]. Le monde universitaire entérine cette évolution : Marx entre au programme de philosophie du lycée en 1960[23]. Ainsi, les Éditions sociales bénéficient en premier lieu, plus qu'aucun autre éditeur, de ce retour au texte…

Ce succès des ventes des œuvres de Marx et Engels a des conséquences sérieuses sur la ligne éditoriale. En effet, à côté de cette flambée de la demande, que deviennent les autres références majeures de la culture politique communiste ? Les Éditions sociales ont en charge les écrits de M. Thorez, ses Œ*uvres complètes* et *Fils du peuple*. Ces textes sont pour ainsi dire l'incarnation imprimée du PCF et ont pour destination les tables d'étude des écoles du Parti. Or, ils ne se vendent pas. Les œuvres complètes sont éditées jusqu'en 1965 et remplacées par des 3 volumes d'œuvres choisies éditées entre 1965 et 1967, dont la publication a été proposée dès 1963 au secrétariat du PCF pour remédier à l'état « très médiocre » des ventes des œuvres complètes[24]. Ainsi, pour le tome 21 (1963), il n'y aucune commande auprès de plus de la moitié des fédérations[25]. Ce désintérêt croissant des militants pour ce type de textes, en dépit de la popularité de Thorez, touche aussi *Fils du peuple*. Réédité en 1960, à 20 000 exemplaires, puis en 1970 avec des mises à jour, il est considéré comme « l'ouvrage populaire de masse pour l'étude de l'histoire du Parti » en 1960. La diffusion demeure faible, d'autant que le Parti lance son propre *Manuel d'histoire* en 1964, dont la vente semble être circonscrite aux écoles. Quant à ce genre traditionnel de la littérature politique qu'est la biographie, il renaît dans les années soixante, avec la fin du stalinisme, au bénéfice d'artistes ou de résistants[26].

L'actualité politique de la pensée de Lénine est affirmée à Moscou même, puisque l'URSS lance la 4e édition des œuvres complètes, signal

21. L. Pinto. *La Théorie souveraine : les philosophes français et la sociologie au XXe siècle*, Cerf, 2009, p. 176.
22. M. Trebitsch. « Voyage autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 ». *Les années 1968 : le temps de la contestation*, Éditions complexe, 2003, p. 69-88.
23. B. Poucet. *Enseigner la philosophie*. *Ibid.*, p. 311.
24. Secrétariat. 14 mai 1963. Décisions. A. Voguet. Au secrétariat du Comité central, 4 f. dact.
25. Compte rendu de la réunion des différentes sections de travail concernant la diffusion des œuvres de Maurice Thorez, Fonds M. Thorez, 626 AP 212, CAR AM.
26. B. Pudal. « Les Dirigeants communistes : du Fils du peuple à l'Instituteur des masses ». *Op. cit.* ; - C. Pennetier et B. Pudal. « Les Autobiographies des "Fils du peuple" ». *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Belin, 2002, p. 217-246.

politique reconnu immédiatement par le Bureau politique qui lance alors l'édition française. Le PCF ordonne un tirage de 10 000 exemplaires[27]. L'aventure éditoriale des œuvres complètes de Lénine se poursuit, sous la férule de P. Kolodkine, l'autorité de principe de G. Besse et le « contrôle politique » formelle de R. Garaudy, mais surtout placée sous le contrôle effectif de J. Jérôme[28]. 39 volumes paraissent entre 1957 et 1970. En réalité, les Éditions sociales n'ont aucun pouvoir dans le processus éditorial, qui relève des seuls camarades soviétiques et les liens avec Moscou – les textes sont établis en co-édition avec les Éditions du Progrès – s'accompagnent des mêmes symptômes qui avaient rendu Libert Cical furieux, en particulier l'incapacité à distinguer fidélité politique et qualité de la traduction. Comme le note P. Kolodkine, les camarades soviétiques établissent des traductions « très fidèles », quoique mal écrites, alors que celles de Victor-Serge « sont à scruter de très près[29] ». L'héritage kominternien n'est toutefois pas intact : Staline a disparu les catalogues. Cet héritage semble encombrer G. Besse, qui certes écrit son admiration pour J. Jérôme et « son dynamisme, son sens de classe, sa volonté d'efficacité », mais freine devant tout projet de collaboration éditoriale avec les Soviétiques, dont les œuvres qui risqueraient de « rebuter » les étudiants. Et puis, explique-t-il à W. Rochet, ne serait-il pas temps que les Soviétiques collaborent avec les Français, et non plus exclusivement l'inverse[30]… ?

Le poids des Soviétiques n'est plus la première préoccupation. Ce qui importe aux « camarades » des Éditions sociales c'est de parvenir à assumer le succès des classiques du marxisme qui les a surpris. Car, les éditeurs bourgeois s'emparent de la manne. Symbole de ce nouvel opportunisme, Gallimard a confié à Maximilien Rubel l'édition des œuvres complètes de Marx pour la collection la Pléiade, diffusée à partir de 1963. En 1965, G. Besse déplore que les PUF soient en droit de rééditer *Critique des fondements* de G. Politzer[31], livre réclamé par les étudiants : « Le fait que cette maison se décide à publier de Politzer est un signe des temps[32]. » Les Éditions sociales répondent à la concurrence avec les moyens du bord, l'édition d'un florilège de textes de G. Politzer[33]. En 1969, Christian Echard, directeur du CDLP, signale à la direction que Julliard et les Presses de la Cité projettent également d'éditer les œuvres complètes de Marx et Engels[34]. Ce n'est pas la première fois que

27. Bureau politique. Décisions, mars 1957, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
28. Témoignage de Lucien Sève.
29. P. Kolodkine. Note sur l'édition en français des œuvres complètes de Lénine, 12 mars 1957, Paris, 5 f., dact. Arch. Guy Besse (sur dérogation), AD Bobigny.
30. Lettre de G. Besse à F. Billoux, le 1er novembre 1965, Fonds Waldeck Rochet, AD Seine-St-Denis.
31. Les PUF ont racheté en 1939 les éditions Rieder, premier éditeur de ce livre en 1928.
32. Lettre de Guy Besse à François Billoux, 1er mars 1965 [68], Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
33. G. Politzer. *Écrits*. Tomes 1 et 2. Textes réunis par Jacques Debouzy. Éditions sociales, 1969, 392 et 304 p.
34. Ch. Echard, 5/7/59 [69], copie dact. 3 f.

le PCF rencontre des éditeurs concurrents sur le terrain de l'édition politique – comme Rieder ou Gallimard dans les années vingt – y compris issu de son propre rang – comme les éditions les Revues avant guerre. Mais à l'époque le risque politique se situait exclusivement sur le terrain symbolique : la direction du PCF n'ambitionnait pas de s'implanter dans le champ intellectuel et les publications « bourgeoises » ne pouvaient pas atteindre les militants et l'électorat populaire. La situation est tout autre à la veille des Trente Glorieuses : le PCF a de réelles et fortes ambitions d'insertion dans le monde universitaire et le débat intellectuels, les professions intellectuelles et le monde des classes moyennes devenant un électorat potentiel. De ce fait, il lui importe de maîtriser plus que jamais son corpus de références politiques.

Apparu à la fin des années cinquante, le phénomène se manifeste manière spectaculaire avec les événements de mai 1968[35]. Pendant l'été 1968, les Éditions sociales examinent les armes dont elles disposent dans leur fonds. Au PCF, F. Billoux est rassurant, ils sont prêts pour la « bataille idéologique » : « En ce qui concerne les Éditions sociales, nous disposons de la plupart des textes de Marx, Engels, Lénine » et « viennent d'être réédités la *Maladie infantile* et le *Manifeste du parti communiste* qui se sont trouvés épuisés au plein milieu des grèves ». Le public prioritairement visé est celui des étudiants et plus globalement les professions intellectuelles, pour qui on créerait une collection de poche, un « Que sais-je ? » du marxisme : une « petite collection ou "petite bibliothèque d'initiation au marxisme" (des plaquettes de 70 à 100 pages)[36] ». En revanche, le PCF ne cherche pas à développer les textes de commentaires, analyses et études qui sont plus rares dans le catalogue.

Certes F. Maspero avait attiré l'attention la direction du PCF à partir de 1960, à ses débuts d'éditeur, alors qu'il éditait J. Baby et son livre *Critique de base, le Parti communiste français entre le passé et l'avenir* et *Le Grand tournant, de Staline à Khrouchtchev* de Giuseppe Boffa dans sa collection des « Cahiers libres[37] ». Le problème alors n'était pas tant que ces livres soient publiés mais que cet éditeur ait été communiste[38]. Les « camarades des éditions » sont eux alertés par d'autres enjeux. Le 25 juin 1967, G. Besse écrit à F. Billoux : « Il faut bien poursuivre le travail entrepris au lendemain de la Libération, avec les œuvres complètes des classiques du marxisme. D'autant plus que la Pléiade a "sorti" son Marx et que Maspero ne serait pas fâché d'occuper le terrain que nous évacuerions.[…] l'actualité politique, sociale, idéologique ne nous permet pas de rester sur la touche[39]. » L'affaire Althusser est le point névralgique de ces deux attitudes opposées.

35. P. Olivera. « Les Livres de mai ». *Mai-Juin 1968*, Éd. de l'Atelier, 2008, p. 144-157.
36. François Billoux (en accord avec Guy Besse, [Christian] Echard [CDLP] et Jean Jérôme). Note au secrétariat du Comité central sur les éditions, 11 juillet 1968, dact, 4 f., Fonds Roland Leroy, AD Seine-St-Denis.
37. F. Maspero, 1960 (Cahiers libres ; nº 9-10).
38. Secrétariat. Décisions, 21 juin 1960, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
39. Lettre de Guy Besse à François Billoux, 25 juin 1967, Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

Membre du Parti communiste depuis 1948, Louis Althusser n'occupe pas ou ne cherche pas à occuper de place importante parmi les intellectuels communistes et les revues et organismes qui les accueillent. Caïman à l'École normale supérieure, sa carrière universitaire s'affirme. À la demande d'étudiants, il organise en 1961-1962 un séminaire sur le « jeune Marx » et sur *Le Capital* en 1964-1965. Dans ses souvenirs, il se montre très sévère à l'égard des philosophes membres du Parti et du travail théorique qui y est fait (« niaiseries très dangereuses du matérialisme dialectique à la soviétique, c'est-à-dire à la Staline[40] »). Il reste d'autant plus à l'écart de l'institution partisane qu'il s'oppose fortement à G. Cogniot, en particulier à partir de 1962, et à R. Garaudy, et que son intérêt pour le structuralisme déplaît[41]. Son travail universitaire sur Marx l'amène à construire à l'automne 1963 des projets de publications : « Je vais écrire un premier livre sur la théorie marxiste, un livre à thèmes théoriques généraux. Puis j'écrirai ensuite un livre d'études historiques sur Marx, Lénine, etc. le premier livre sera aussi peu technique que possible, destiné à un large public, de demi-initiés, des gens ayant une certaine odeur de marxisme, ou en ayant entendu parler. L'autre livre sera plus technique[42]. » Lorsqu'il est question de publier un recueil d'articles (*Pour Marx*) et les actes de son séminaire sur le Capital (*Lire Le Capital*), c'est Maspero qu'il choisit. Pourquoi pas les Éditions sociales, d'autant qu'en 1965, cette maison d'édition est clairement investie dans un travail de traduction et d'édition qui se veut respectueuse des normes universitaires ? De surcroît *Pour Marx* contient des articles parus initialement dans *La Pensée*. Le 7 avril 1954, sur les conseils de Maurice Caveing, J. Ducroux avait écrit à L. Althusser « afin de voir quel projet d'édition pourrait être envisagé avec votre collaboration », « notamment […] dans le domaine des Études d'Histoire de la philosophie, dans celui peut-être de la collection "les Classiques du peuple" et éventuellement toute autre suggestion qui pourrait vous venir à l'esprit[43] ». Le projet n'eut pas de suite. Dans une lettre du 18 mars 1965, L. Althusser explique son choix final par le fait que Maspero lui confie une nouvelle collection, « Théorie[44] », et qu'il lui promet l'indépendance, ce que les Éditions sociales ne peuvent faire – il parle à ce sujet « des tyrannies ou des mesquineries des éditions du Parti[45] » : « Les Éditions sociales m'étaient fermées par un interdit dont je n'ai jamais su exactement d'où il venait, Krasucki, Garaudy ou Aragon, ou peut-être même de personne[46]. »

40. L. Althusser. *L'Avenir dure longtemps*. Stock–Imec, 2007, p. 226.
41. F. Matonti. « Marx entre communisme et structuralisme». *Actuel Marx*, 2009, nº 45, p. 120-127.
42. L. Althusser. *Lettres à Franca (1961-1973)*. Stock–IMEC, 1998, p. 482-483.
43. Lettre de J. Ducroux à L. Althusser, 7 avril 1954, Arch. L. Althusser, IMEC.
44. La collection s'arrêtera en 1981. Outre des travaux de Pierre Macherey, Emmanuel Terray et Dominique Lecourt, elle accueille en 1978 le texte de L. Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*.
45. L. Althusser. *Lettres à Franca (1961-1973). Op. cit.*, p. 609.
46. *Op. cit.*, p. 386.

Pourtant il en avise G. Besse et le 2 juin 1965, il écrit à H. Krasucki, membre du Bureau politique, pour l'informer de son projet et s'en expliquer : s'il crée chez Maspero la collection « Théorie », dont il est entièrement responsable, c'est pour répondre aux demandes d'un public de plus en plus étendu intéressé par le marxisme et assurer à cette pensée « une diffusion très large dans les milieux universitaires, scientifiques, artistiques, etc. ». De surcroît, Maspero « possède déjà un public et une audience importante dans le monde universitaire et étudiant[47] ». Ce qui signifie que ce n'est pas le cas des Éditions sociales. Le 15 juin, le secrétariat est officiellement informé de l'initiative du camarade Althusser. Sa réaction est placide : « Suite à l'information du camarade Guy Besse concernant la création d'une collection "Théorie" chez l'éditeur Maspero, sous la responsabilité du camarade Althusser, considérer que la direction du Parti est mise devant le fait accompli et que, par conséquent, elle n'a pas à décider ; il faut regretter qu'elle n'ait pas été consultée au moment opportun. » Dont acte. Pour la direction du Parti communiste, il n'y a pas d'« affaire Althusser ».

Ce n'est pas le cas pour les Éditions sociales. Pour G. Besse, il s'agit indubitablement d'une occasion manquée, qu'il souhaite rattraper en soutenant la diffusion de *Pour Marx* au sein du Parti[48]. Quoique pensent G. Besse et tous les autres collaborateurs réguliers des éditions, du CERM et des revues, de L. Althusser et ses travaux, tous savent que la publication chez Maspero est une perte sérieuse pour la crédibilité des Éditions sociales dans le monde universitaire et intellectuel. Par ailleurs, L. Althusser s'était engagé dans son courrier du 2 juin 1965 à travailler directement ou indirectement pour les Éditions sociales. En 1966, l'année du Comité central d'Argenteuil, G. Besse tente alors d'ouvrir les portes des Éditions sociales à L. Althusser pour des travaux d'envergure. Ce dernier avait passé un accord, informel, avec Garnier-Flammarion pour une édition de poche du livre 1 du *Capital*. Mais, finalement, il le regrette et déclare souhaiter que les Éditions sociales s'emparent du projet, « pour aider tous nos camarades présents et à venir à lire *Le Capital*[49] ». Il propose donc à G. Besse le projet, qui consiste en une édition « digest » de l'œuvre, traduite par Jules Roy[50], extraits accompagnés d'un appareil critique préparé par lui-même et ses collaborateurs réguliers, comme Étienne Balibar. G. Besse défend le projet d'abord auprès de J. Pintus puis F. Billoux, tout en exprimant des craintes sur ces collaborations hétérodoxes[51]. Ce projet avorte, et Garnier-Flammarion récupère

47. Lettre de L. Althusser à H. Krasucki, 2 juin 1965, Arch. L. Althusser, IMEC. Je remercie Julien Hage de m'avoir communiqué ce document.
48. Secrétariat. Décisions. 15 juin 1965, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
49. Lettre de L. Althusser à G. Besse, 3 mars 1966, Arch. L. Althusser, IMEC.
50. Édition Lachâtre.
51. Lettre de Guy Besse à François Billoux, s. d. [1966] ; lettre de Guy Besse à Henri Krasucki, 14 mai [1966], 8 p. dact., Fonds Waldeck Rochet, AD Seine-St-Denis.

l'ouvrage et l'éditeur scientifique récalcitrant en 1969[52]. Le triomphe éphémère de Garaudy à Argenteuil en 1966 n'explique pas à lui seul cette impossible collaboration entre le plus célèbre des penseurs marxistes de l'époque et la maison d'édition idéologique du PCF. G. Besse ne pouvait garantir à L. Althusser la liberté de pensée et de travail qu'il revendiquait[53].

Le barrage fait à L. Althusser et ses travaux sont lourds de conséquences. Si les Éditions sociales dominent le marché des traductions des œuvres de Marx et Engels, leur position est menacée par quelques concurrents, principalement Gallimard et les éditions de M. Rubel, et la toute jeune maison d'édition Anthropos qui édite en 1967-1968 les *Grundisse* de Marx, traduits par Roger Dangeville. Mais elles sont surtout à la traîne en ce qui concerne les études sur le marxisme. En février 1965, L. Althusser avait écrit à H. Krasucki que les Éditions sociales devaient absolument et exclusivement se concentrer sur l'édition de sources et corpus de travail pour les chercheurs, établis scientifiquement, et non sur les essais et commentaires[54]. Pour G. Besse, L. Sève et A. Spire[55], si cette mission est effectivement centrale, il est hors de question le laisser aux autres (les éditeurs bourgeois), ou mêmes aux revues amies, les preuves de la vitalité du marxisme en France, qui passent aussi par les travaux de ses exégètes. Or le retard accumulé est considérable : depuis la Libération les PUF publient thèses (Cornu, Bigot, Ansart,…), études et manuels, dont le « Que sais-je ? » consacré au marxisme par H. Lefebvre, sans cesse réédité depuis 1948 ; elles sont suivies par Payot, qui dresse un pont entre marxisme et sciences sociales, Anthropos et le Seuil. La publication en 1969 de *Marxisme et théorie de la personnalité* de Lucien Sève aux Éditions sociales est vécu par les responsables comme un tournant, une réorientation salvatrice pour les Éditions sociales : la maison d'édition ne sera pas réduite à la fonction de conservatoire des œuvres de Marx.

Le catalogue « asséché » des Éditions sociales se révèle également par la rareté des textes sur les sciences humaines, alors en ébullition. Alors que les revues, *La Pensée* et *La Nouvelle Critique*, principalement, croisent le fer avec les défenseurs de théories et disciplines nouvelles, la maison d'édition idéologique du Parti ne parvient pas à faire de même, bornée à la philosophie, l'économie et l'histoire politiques et à leurs œuvres canoniques. Alors que dans l'édition « traditionnelle », les revues sont des ressources indispensables pour nourrir un catalogue, ce n'est pas le cas au PCF. En effet, les comités éditoriaux se refusent à toute collaboration avec les Éditions

52. K. Marx. *Le Capital.* Traduction de Joseph Roy. Chronologie et avertissement par L. Althusser. Garnier, Flammarion, 1969.
53. L. Althusser figure au catalogue finalement en 1975 pour un recueil d'articles : *Positions, 1967-1975,* Éditions sociales, 1976, 172 p.
54. Note de L. Althusser à H. Krasucki : sur la politique du parti à l'égard des travailleurs intellectuels, 25 février 1965. *Nouvelles fondations*, nº 3/4, 2006, p. 65-75.
55. Témoignage de Lucien Sève et Antoine Spire.

sociales, défendant leur pré carré et préférant diffuser par leur propre moyen (livres, tirés à part, brochures) leur production intellectuelle[56].

Du côté de la discipline historique, le travail accompli est à la fois important et modeste. La place des livres d'histoire est conséquente dans le catalogue avec 64 titres publiés entre 1957 et 1970. Il s'agit toujours de textes dans la droite ligne de l'histoire militante : histoire événementielle, elle accompagne le lecteur à qui elle propose un référentiel historique, de la Révolution française à la Seconde guerre mondiale. Le monde des auteurs demeure celui des historiens « amateurs », non formés pour cela à l'université. Plus qu'en philosophie, il y a un souci presque « naturel » de vulgarisation et de pédagogie. En 1962, les Éditions sociales publient une série appelée *Documents d'histoire vivant de l'Antiquité à nos jours*, et certains titres sont accueillis dans les collections « Pages d'histoire populaire » (1957-1966) et les « Classiques du peuple ». À partir de 1965, une nouvelle mémoire militante est entretenue dans la collection « Souvenirs » avec les témoignages sur la Résistance. Le *Manuel d'histoire du PCF* est révélatrice de la fonction politique de la discipline historique, qui n'est pas là au service d'une démarche scientifique mais de la lutte pour laquelle la mémoire et la culture politique sont des outils indispensables. La rédaction en a été confiée à une commission composée de dirigeants du Parti et de rares historiens. L'objectif initial est d'élaborer un manuel, un « ouvrage maniable, facile à l'étude ». Chaque chapitre est pris en charge par une commission d'auteurs. La commission des cadres indique 25 noms d'historiens susceptibles d'y travailler[57]. En 1960, le texte est achevé et publié en 1964. Deux travaux préliminaires paraissent entretemps, dans la collection « Contribution à l'histoire du Parti communiste français », en 1960 et 1961, car on considère que les militants méconnaissent de plus en plus l'histoire du PCF[58]. Ce sont les textes de deux historiens de profession, Jacques Chambaz sur *Le Front populaire et quelques aspects du fascisme en France avant 1934* (1961) et Germaine Willard avec *La Drôle de guerre et la trahison de Vichy* (1960)[59]. Ainsi, bien que numériquement minoritaires, les historiens de formation sont bien plus visibles qui ne le furent dans le passé. La parution de la thèse d'Annie Kriegel en 1964, chez Mouton, a-t-elle constitué un événement conduisant à une réévaluation de leur place dans le catalogue ? C'est possible. Jacques Chambaz, Jean Dautry et Maurice Moissonnier sont sollicités, et parmi les jeunes universitaires, Claude Mazauric donne aux Éditions sociales *Sur la Révolution française, contributions à l'histoire de la révolution bourgeoise*

56. Témoignage de Lucien Sève.
57. François Billoux. Projet de décisions qui est soumis au bureau politique sur la préparation de l'Histoire du Parti communiste français. Aux membres du Bureau politique, 6 février 1957, 7 f. multigraphié. Fonds M. Thorez, 626 AP 178, CARAN.
58. Bureau politique. Décisions : du 7 janvier 1958, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
59. Lettre de François Billoux au secrétariat du comité central, 12 décembre 1959, Fonds M. Thorez, CARAN.

en 1970. Mais le poids du politique demeure – comme dans d'autres disciplines – fatal. Ainsi, Albert Soboul a clos sa collaboration avec les Éditions sociales depuis 1962, alors qu'il fut un des rares auteurs universitaires à avoir confié à cette maison d'édition de véritables manuels d'étude concernant sa spécialité. La condamnation de la seconde édition son livre *La Révolution française (1789-1799)* en 1952 a-t-elle joué un rôle dans ce silence[60] ?

Cette vision à la fois militante et traditionnelle de la recherche historique souligne l'attachement de la direction du PCF aux formes les plus populaires de la culture politique communiste. Et ceci ne se traduit pas seulement dans les thèmes traités. Éditeurs et dirigeants politiques sont en particulier très intéressés par la grande innovation éditoriale de l'époque, le « Livre de poche ». La direction du Parti est convaincue de la nécessité d'adopter ce type de publication pour élargir son lectorat. F. Billoux propose et obtient que les Éditions sociales adoptent ce type d'édition avec la collection « Les Classiques du marxisme » à partir de 1962, de format in-16º et de 128 pages maximum, qui connait un succès croissant.

Cet attachement aux formes populaires de la culture politique prend un tour également beaucoup plus critique à l'égard de l'évolution des Éditions sociales depuis la Libération. Ça et là, affleure une frustration à propos de la place dominante donnée à la parole politique construite par des universitaires. Ainsi, en 1964, le Bureau politique déclare que « les Éditions sociales poursuivront leurs diverses collections actuelles, en continuant à les enrichir tout en examinant la possibilité de faire un effort plus grand pour les éditions populaires[61] ». Peu après cette déclaration, J. Kanapa exprime à F. Billoux son désaccord avec l'évolution des Éditions sociales qui se transforment en « éditions de la future Académie socialiste des sciences » : « En somme, on aboutit à cette situation : tous les livres qui appartiennent de près ou de loin à notre idéologie et qui marquent – ce sont les autres maisons qui les éditent. Nous, nous éditions seulement ce qui de vente difficile et de pénétration restreinte[62]. »

Le symbole de cette tension entre un programme scientifique de traduction de haute tenue et une politique traditionnelle d'agit-prop est la publication de textes écrits par les principaux dirigeants du PCF. La direction du Parti communiste n'a jamais interdit à des militants de publier ailleurs. Mais cette règle ne concernait alors que les romanciers et les enseignants. Les cadres du Parti n'étaient pas visés car ils écrivaient peu et, depuis 1945, le seul militant communiste qui pouvait être mis en avant était Maurice Thorez. À partir de 1960, une nouvelle collection, « Notre temps », renoue avec la tradition de l'essai politique au sens large. Elle connaît un certain

60. F. Hincker. « Quand les *Cahiers du communisme* exécutaient Soboul ». *Pour la révolution française. En hommage à Claude Mazauric*. Publications de l'université de Rouen, 1998, p. 509-513.
61. *Ibid.*
62. Lettre de J. Kanapa à F. Billoux, 22 février 1964, Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

succès (12 000 exemplaires en moyenne). 35 titres sont publiés en dix ans, dans un petit format (in-16) et de faible pagination, sur le modèle de la collection « Que-sais je ? », entre le manuel et de l'essai. Les cinq premiers titres s'intitulent « Qu'est-ce que… ? », avant reprendre des titres plus classiques. Pour la première fois depuis longtemps, les auteurs sont pour la plupart des cadres dirigeants du Parti : G. Cogniot (5 titres), W. Rochet (5), J. Duclos, Auguste Dumeix, Léo Figuères, H. Krasucki, et Georges Marchais en 1970 avec un *Qu'est-ce que le Parti communiste français ?*

Ce retour des cadres du Parti à l'écriture ne profite pas seulement aux éditions du PCF. Par exemple, J. Duclos publie ses mémoires chez Fayard en 1968-1973 et W. Rochet fait paraître en 1969 chez Grasset un essai politique, *L'Avenir du Parti communiste français.* Le succès croissant du livre politique des années soixante encouragent donc les éditeurs bourgeois à ouvrir leurs catalogues à ces dirigeants politiques, qui eux-mêmes ne résistent pas à l'audience potentielle ainsi qu'à une certaine reconnaissance publique. Si quantitativement, on ne peut pas dire qu'il y a hémorragie, symboliquement l'effet est frappant, et G. Besse ne cesse de s'étonner de l'attitude de la direction du PCF dont les membres semblent se détourner de leurs propres maisons d'édition.

Lorsque L. Sève succède à G. Besse en 1970, la situation des Éditions sociales est bonne. Désormais, elle détient un fonds, qui est enrichie par un travail continu de traductions des œuvres de Marx et Engels, réclamés sans cesse par les lecteurs depuis la fin des années cinquante. Mais il n'y a donc pas eu d'effet « 1968 » sur les éditions mais la confirmation d'un phénomène éditorial antérieur. Il n'y a pas eu non plus d'effets directs du Comité central d'Argenteuil. Le congrès, qui entérine une évolution amorcée depuis la fin des années cinquante au sein du PCF, affirme le principe de la compétence spécifique du créateur et du chercheur dans son domaine et de ce fait d'une autonomie relative des intellectuels. Or, c'est effectivement sur cette compétence que les responsables des Éditions sociales ont reconstitué progressivement un catalogue depuis 1947 et surtout 1952-1953. Mais les obstacles sont de taille. D'une part, les éditeurs attendent que les auteurs non seulement se présentent – l'effet Argenteuil n'est pas suffisant – mais s'adressent désormais à eux et non au Bureau politique ou autre instance. Ainsi que l'affirme un rapport de 1969, les Éditions sociales ne veulent plus être « un bureau d'exécution, pour ne pas dire une "boîte aux lettre" » mais une « maison d'édition »! : « La conception du "Bureau d'édition" qui fut valable autrefois ne correspond plus aux exigences nouvelles. Elle n'est plus adaptée ni aux exigences de la recherche et de la production théorique, ni à l'ampleur de notre collectif d'auteurs, ni aux tâches que doit résoudre aujourd'hui une maison comme la notre[63]. »

63. [Rapport sur les Éditions sociales], s. d. [1969], dact., 41 f., Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation). Souligné dans le texte.

À la fin des années soixante, les Éditions sociale sont le joyau du groupe éditorial du PCF. Elles bénéficient d'un contexte politico-intellectuel favorable. Mais, comme à la *Nouvelle Critique*, les Éditions sociales revendiquent, sans l'obtenir, une place nouvelle pour les intellectuels, auteurs et éditeurs.

Les Éditeurs français réunis : l'étiage

Les EFR, maison d'édition littéraire du PCF, sont toujours placés sous l'autorité respectée mais de plus en plus évanescente d'Aragon[64], la tutelle administrative de R. Hallery et l'ingérence officieuse de J. Jérôme. Depuis le milieu des années cinquante, Aragon part à la reconquête d'une légitimité littéraire sensiblement altérée, quête qui aboutit à la publication de *La Semaine Sainte* (chez Gallimard) en 1958[65]. Pourtant, son attachement, même ambivalent, aux EFR, demeure, puisqu'il en reste le directeur littéraire. Le quotidien de la maison est assuré par l'éditeur de fait, François Monod.

Si la Guerre froide a fait une victime, ce sont bien les EFR. Sa production plonge à partir de 1959, réduisant de moitié un catalogue déjà peu fourni. En 1956, les EFR éditent 32 titres par an, en 1960 13. Du côté des tirages, la chute est moins marquée mais la moyenne ne dépasse pas les 4 000 exemplaires. Cette crise avait été annoncée par F. Monod dès 1956. En 1958, il persévère en revendiquant l'autonomie complète, administrative, commerciale et éditoriale des EFR pour pouvoir bâtir une véritable politique éditoriale, visant à attirer de jeunes auteurs, basée sur la qualité des œuvres et la « création d'un comité de lecture et d'une équipe de lecteurs payés au manuscrit » : « Il est de fait que, dans l'état actuel des choses, la maison se meurt doucement. Le maintien du *statut quo*, je l'ai déjà dit à maintes reprises, est impensable. Dans le cas où il serait impossible d'envisager un nouveau démarrage pour les EFR, il faudrait rapidement prendre des mesures sévères : il me serait possible, seul avec une secrétaire, de maintenir la maison dans un rythme ralenti, en limitant son activité à l'exploitation du fonds existant et au lancement d'un nombre restreint de traductions. Il est évident que je le ferais consciencieusement, mais sans enthousiasme aucun[66]. » Et c'est ce qui arriva. Un an plus tard, le Secrétariat est informé « par Louis Aragon de ses craintes d'une disparition éventuelle des Éditeurs français réunis » ; F. Billoux et G. Gosnat sont chargés d'« examiner la question […] posée par Louis Aragon[67] », question dont j'ignore la teneur ainsi que la réponse. Mais tout indique qu'elle ne fut pas à la hauteur de la situation : la direction du PCF refuse de s'emparer véritablement du sujet.

64. A. Stil. *Une vie à écrire. Op. cit.*, p. 220 ; - Témoignages de Lucien Sève et Antoine Spire.
65. P. Olivera. « Le Sens du Jeu : Aragon entre littéraire et politique (1958-1968) ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, nº 111-112, p. 85-91.
66. François Monod, 18 janvier 1958, 3 f., Arch. Aragon–E. Triolet, BnF.
67. Secrétariat. Décisions du 8 janvier 1959, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

Le 1er mars 1961, F. Monod décède brutalement, à 40 ans. Hommage public est rendu au poète, au graphiste, mais seul le Syndicat national des éditeurs salue l'éditeur, même si, écrit E. Triolet, « la nouvelle a ébranlé Aragon[68] ». L'avenir des EFR ne semble pas avoir été discuté en haut lieu. Mais Aragon ne semble pas résolu non plus à abandonner totalement cette maison d'édition qui fut pour lui une suite ininterrompue de déceptions. Un remplaçant est nommé : Madeleine Braun. Issue de la bourgeoisie, marquée par la lutte pacifiste et antifasciste, elle fut d'abord compagnon de route du PCF. En particulier, elle soutint fortement les républicains espagnols pendant la guerre d'Espagne. Résistante, elle adhère au PCF en 1942. Elle fut responsable du journal clandestin *Le Patriote* à Lyon. Elle est élue députée de la Seine à l'Assemblée nationale de 1945 à 1951, dont elle devient la première femme vice-présidente. Suite à l'affaire Rajk, du fait de ses liens avec les brigades internationales d'Espagne et bien que bénéficiant de l'amitié de Jacques Duclos, elle est mise à l'écart. Pendant dix ans, jusqu'en 1961, elle devient secrétaire de Jean Lurçat. Si cette nomination à la tête des EFR est une sortie de placard pour l'intéressée, elle montre aussi à quel point le sort de la direction des EFR importe toujours aussi peu à la direction du PCF. Mais M. Braun est surtout une personnalité : elle va se montrer aussi enthousiaste qu'obstinée à l'égard d'Aragon comme des dirigeants du PCF qu'elle alerte avec chaleur, élégance et fermeté[69].

La production des EFR remonte la pente dès 1961, publiant en moyenne 22 titres par an jusqu'en 1970. Contrairement aux années de Guerre froide, les EFR éditent moins de titres que les Éditions sociales, et les chiffres moyens de tirages sont inférieurs à ceux de cette époque, entre 3 500 et 4 500 exemplaires. À la différence des Éditions sociales, rien n'indique que les EFR aient à leur disposition un fonds d'édition exploitable. Peu à peu le chiffre d'affaire des EFR augmentent passant de 31 600 euros en 1960 à 41 100 en 1967, puis c'est à nouveau la baisse[70].

Malgré l'extrême dynamisme de M. Braun, les EFR ne parviennent pas à liquider ou transformer totalement l'héritage du réalisme socialiste. La maison d'édition littéraire du PCF publie essentiellement des romans (65 %), ainsi que de la poésie, du théâtre, des biographies, et quelques essais. De toute évidence, les EFR ne disposent pas d'une vaste « écurie » d'auteurs. La fuite des écrivains dénoncée par F. Monod n'a pas été endiguée ni compensée. P. Daix quitte les EFR pour Julliard[71] et André Stil pour Gallimard en 1966 – ce dernier qualifie cette décision de « tournant de [sa]

68. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 837.
69. N. Devers-Dreyfus. « Madeleine Braun, fragments biographiques ». *Annales de la Société des Amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, nº 11, 2010, p. 224-248. Je remercie chaleureusement N. Devers-Dreyfus pour son aide.
70. En euros constants. Madeleine Braun. Rapport sur les Éditeurs français réunis. 1er décembre 1970, dact., 15 f. (présenté comme confidentiel), Fonds Roland Leroy, 263 J. 66, AD Seine-St-Denis.
71. P. Daix. *Tout mon temps : mémoires*. Fayard, 2001, p. 407.

vie d'écrivain[72] ». Restent Pierre Gamarra, Maurice Bruzeau, Hilaire Cuny, René Jouglet, et André Wurmser. Jules Vallès figure en bonne place, mis en valeur par le travail éditorial de Lucien Scheler. Les auteurs étrangers sont toujours représentés par Maxime Gorki, dont l'œuvre est défendue par les EFR et Jean Pérus, et Anton Tchekov dont les EFR publient les œuvres complètes, dirigées par E. Triolet. L'enlisement des EFR est manifeste au regard de l'évolution de la revue *Europe* ou des *Lettres françaises*, qui parviennent globalement à rester ancrées dans la vie littéraire et intellectuelle des idées. La direction du PCF demeure indifférente à cette situation. En 1965 elle tente, vainement, de rappeler aux « camarades communistes qui écrivent des livres évitent de les faire éditer ailleurs qu'aux EFR[73] ». L'appel d'autant plus vain que les dirigeants du Parti prêtent attention aux sollicitations des éditeurs « bourgeois ».

L'impossibilité de conquérir le champ éditorial *via* la littérature se double d'une autre, celle de demeurer en première ligne des éditeurs engagés, en particulier pendant la crise algérienne. Depuis 1925, les éditions du PCF publient des textes consacrés à la lutte anticoloniale. Cette production est très minoritaire dans les catalogues (1 % des titres) et concentrée sur des années de crise : Maroc et Inde pendant les années vingt, Éthiopie et le Maghreb pendant le Front populaire. Après-guerre, la mobilisation contre la guerre d'Indochine a été bien plus l'affaire de la presse communiste que de l'édition[74]. À noter toutefois la *Vérité sur le Viet-Nam,* publié en 1948 par la Bibliothèque française[75] et la réédition en 1949 de *Indochine SOS* d'Andrée Viollis[76]. Fondamentalement, les livres édités par le PCF sont kominterniens et métropolitains : leurs objets politiques dépassent peu ce cadre géographique et politique. Entre 1956 et 1962, les EFR et les Éditions sociales éditent au moins un livre par an sur le sujet, et par moins de 3 en 1958. En 1956, le seul titre qui soit consacré au Maghreb colonisé est celui écrit par Albert Ayache, sur le Maroc[77]. Cette année-là, 3 titres sont pourtant à l'étude, mais seul celui de Pierre Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, paraît, en 1958, dans la collection « La Culture et les hommes ». C'est bien l'actualité – la guerre d'Algérie – qui conduit donc à renouer avec le sujet du colonialisme, sujet par ailleurs omniprésent dans la presse, les revues communistes et les archives de la direction. Des textes comme ceux de Marcel Egretaud (*Réalité de la nation algérienne*, ES, 1957), Albert Paul Lentin (*L'Algérie des colonels,* EFR, 1958), Yves Lacoste (*Algérie, passé et présent*, ES, 1960) et André Stil (*Le Foudroyage*, EFR, 1960) illustrent la diversité des formes édito-

72. A. Stil. *L'Optimisme librement consenti. Op. cit.*, p. 172.
73. Secrétariat. Décisions, 6 avril 1965. Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
74. A. Ruscio. *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954.* L'Harmattan, 1985, p. 383-384.
75. A. Ruscio. *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, Op. cit.*, p. 234-237.
76. Il s'agit d'une réédition d'un texte publié initialement en 1935 par Gallimard.
77. *Maroc : bilan d'une colonisation.* 1956. (la Culture et les hommes).

riales pour décrire et dénoncer cette guerre : essai, pamphlet, étude universitaire, roman. Cette production est complétée par la politique éditoriale des fédérations locales[78] ou les organisations affiliées au Parti, comme le Secours populaire[79]. Ainsi, en 1956, la section de Bagnolet édite une brochure, *Ce qu'il faut savoir sur l'Algérie*[80]. Ni en retard ni précoces, les Éditions sociales et les EFR suivent la chronologie générale des publications anticoloniales[81]. Toutefois, la production du PCF se distingue du reste de l'édition français par un aspect : la plupart de ces textes lie étroitement la guerre d'Algérie avec le retour de de Gaulle au pouvoir et la naissance de la Ve République, traduisant la vision stratégique et politique du Parti communiste sur les « événements ».

Comme une scène mainte fois jouée, ce ne sont pourtant pas les maisons d'édition du PCF que les contemporains vont associer à la lutte contre la guerre d'Algérie et la torture : dans la mémoire collective, les maisons d'édition du PCF font pâle figure aux côtés des Éditions de Minuit, Maspero ou du Seuil. Ce ratage symbolique, éditorial et finalement politique, est d'autant plus étonnant que la presse communiste a largement payé le prix de la prise de parole publique sur les guerres coloniales : *L'Humanité* fait partie des journaux les plus saisis par le gouvernement pendant la guerre d'Algérie[82]. Parmi ceux qui ont symbolisé la lutte anticoloniale des années cinquante et soixante, les communistes figurent en bonne place, comme Maurice Audin, Henri Alleg, Jean-Louis Hurst… De même, des noms nombreux et fameux d'intellectuels communistes sont associés à la mobilisation d'une partie du monde intellectuel contre la guerre d'Algérie et la torture. Les communistes sont donc omniprésents dans cette lutte, alors que l'organisation politique est, elle, plus effacée. Cette mise en retrait dans l'espace public a de toute évidence été un problème pour les maisons d'édition du Parti, ainsi que le démontre l'histoire de *La Question* d'H. Alleg. Emprisonné en août 1957 en Algérie, H. Alleg a pour avocat Léo Matarasso, qui lui conseille d'écrire un témoignage sur sa détention. Manuscrit en main, Me Matarasso prend contact avec le PCF qui lui propose de faire éditer le texte en brochure par les éditions du Secours populaire, organisation qui apportait une aide juridique aux militants algériens. Cette organisation en avait les moyens et l'expérience, comme le montre la publication en mai 1957 *Vérité sur les tortures*, diffusé à 100 000 exemplaires[83]. Mais l'avocat voulait que le texte devienne un livre, vendu dans les librairies et

78. Ba 2277, Arch. PPo.
79. A. Brodiez. *Le Secours populaire français, 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*. Les presses de sciences po, 2006, 365 p.
80. Bagnolet : Section de Bagnolet de la Fédération Seine Nord-Est du PCF, 1956, 8 p. Au sujet d'une brochure relative à l'Algérie éditée par le PCF, 1er juin 1956, Ba 2274, Arch. PPo.
81. N. Hubert. *De l'encre sur la plaie... Op. cit.*, p. 39.
82. L. Martin. « Une censure qui n'ose pas dire son nom. La saisie des journaux pendant la guerre d'Algérie ». *La Censure de l'imprimé : Belgique, France, Québec et suisse romande, XIXe-XXe s.* Québec (Canada) : Éditions Nota Bene, 2006, p. 285-305.
83. A. Brodiez. *Le Secours populaire français, 1945-2000. Op. cit.*, p. 117.

autres réseaux populaires, et non une brochure diffusée par le canal exclusivement militant, afin d'« en élargir la portée[84] ». Ce texte doit toucher un public aussi vaste que possible. C'est la raison pour laquelle il se détourne des maisons d'édition du PCF, qui ne sont pas, estime-t-il, en mesure de garantir une bonne diffusion dans la librairie française. Et sur ce point, il n'est pas démenti par la direction du PCF, qui l'autorise donc à chercher ailleurs un éditeur. Finalement, seules les Éditions de Minuit, qui avait publié un an plus tôt *Pour Djamila Bouhired*, acceptent en décembre 1957 de prendre ce risque. Le livre paraît en février 1958. De même, J. Lindon accepta d'éditer l'hommage rendu à M. Audin, communiste, livre qui parut la même année[85].

Cette négation par le PCF même du rôle des EFR à la fois dans le champ littéraire et politique a probablement poussé F. Monod à prendre une décision spectaculaire. Candidat au Syndicat national des éditeurs en 1959, il est « présenté par MM. De Carbuccia et Julliard[86] ». Pour la première fois, F. Monod ne recourt pas à la cooptation des *camarades*, comme c'était l'usage depuis la Libération, pour leur préférer la bénédiction d'éditeurs, pour le moins éloignés du Parti communiste. Horace de Carbuccia, créateur des Éditions de France, est surtout célèbre comme fondateur de *Gringoire*. En 1950, il est condamné à cinq ans de travaux forcés, de dégradation nationale et à la confiscation de ses biens pour faits de collaboration, condamnation pour laquelle il est amnistié en 1955. À cela, faut-il ajouter qu'il est aussi le gendre du préfet Chiappe… ? Le portrait politique de René Julliard est moins chargé. Toutefois, avant de devenir l'éditeur prolifique et inventif des années cinquante, il s'est compromis avec Vichy en publiant les discours du Maréchal Pétain. Il publia des auteurs de la Résistance, à partir de 1944 à Monaco, et ne fut pas inquiété à la Libération. On peut difficilement supposer une quelconque collusion idéologique. Ici, F. Monod a clairement fait appel à deux *professionnels reconnus*, des *confrères*. Après le camouflet de l'affaire Alleg, il lui importe désormais d'entrer au Cercle *comme éditeur, et non comme militant communiste.*

En effet, les EFR auraient eu tout à gagner à prendre le risque de publier *La Question* ou *L'Affaire Audin*, marquant le champ éditorial français comme éditeur, plutôt que de rester enfermé dans le champ politique. Certes, il y avait des risques. Si seulement 1 % de la production éditoriale française, entre 1954 et 1962, traite du conflit algérien[87], la médiatisation ou le succès de certains titres fait de l'édition un acteur surveillé par les

84. H. Alleg. *Mémoires algériennes, souvenirs de luttes et d'espérances.* Stock, 2005, p. 238-239. A. Simonin. *Les Éditions de Minuit : le devoir d'insoumission.* Nouv. éd. augm., IMEC, 2008, p. 474 et suiv.
85. P. Vidal-Naquet. *L'Affaire Audin.* Éditions de Minuit, 1958.
86. *Bibliographie de la France. Chroniques*, 9 janvier 1959, nº 2, p. I et 6 mars 1960, nº 10, p. V.
87. N. Hubert. *De l'encre sur la plaie… Op. cit.*, p. 805.

autorités. Depuis le vote des pleins pouvoirs votés en 1956, le gouvernement peut faire saisir une publication sans nécessairement le justifier ou engager des poursuites. 34 ouvrages sont ainsi censurés entre 1956 et 1962[88]. Ce sera le cas de *La Question*, du *Déserteur* de Maurienne (pseudonyme de Jean-Louis Hurst), en faveur desquels le PCF mobilise les militants, et mais aussi, moins célèbre, du roman *Le Foudroyage*. En 1960, F. Monod édite ce roman d'A. Stil, qui décrit la transformation d'un appelé en Algérie, d'origine ouvrière, en tortionnaire. Il ne s'agit pas d'un livre de commande. Rattaché à sa série *La Question du bonheur est posée*, A. Stil a écrit deux autres romans traitant directement ou indirectement de la guerre d'Algérie : *Nous nous aimerons demain* (1957) qui aborde la question du retour des appelés en métropole, et *Le Dernier Quart d'heure* (1962) sur les relations entre ouvriers français et algériens. *Le Foudroyage* est saisi en avril 1960, événement qui mobilise le PCF, sa presse et la CGT. Un comité de soutien est constitué[89]. Les EFR, défendus et représentés par Me Matarasso, publient une déclaration relativement modérée vu l'époque et les circonstances :

> « Cette saisie est d'autant plus incompréhensible que le *Foudroyage* n'est ni un document ni un reportage mais une œuvre de création, d'imagination et de recherche littéraire.
>
> Il s'agit donc là d'une atteinte caractérisée à la liberté de l'écrivain contre laquelle les éditeurs du roman s'élèvent avec force[90]. »

L'affaire se politise sensiblement lorsque F. Billoux interpelle le Premier Ministre, Michel Debré, à l'Assemblée nationale, le 4 mai 1960. Les arguments utilisés concernent moins la censure ou même l'indépendance algérienne que la lutte entre le PCF et les défenseurs de la Ve République : « Il faut remonter au Second Empire, ou tout au moins, à la période de l'occupation allemande, pour trouver traces de telles pratiques constituant une atteinte à la liberté d'expression et de création. Il lui demande s'il ne compte pas faire annuler cette décision de saisie et prendre les mesures nécessaires pour empêcher le renouvellement d'actes arbitraires de ce genre[91]. » Le 13 juin, la saisie est finalement levée[92].

Les EFR persévèrent. Patrick Kessel s'était entendu avec F. Monod en 1960 pour publier un livre sur la guerre d'Algérie, sous une forme clandes-

88. *Op. cit.*, p. 540.
89. A. Stil. *Une vie à écrire. Op. cit.*, p. 18 et 89.
90. « Vive émotion après la saisie du roman d'André Stil *Le Foudroyage* ». *L'Humanité*, 27 avril 1960, p. 2 ; - « La saisie arbitraire du roman d'André Stil *Le Foudroyage* suscite de nombreuses protestations ». *L'Humanité*, 28 avril 1960, p. 2.
91. *Journal officiel de la République française. Assemblée nationale. Compte rendu intégral des séances.* 1re législature, 2e session ordinaire de 1959-1960. 7e séance : 1re séance du mercredi 4 mai 1960, p. 649.
92. « Mainlevée de la saisie du roman d'André Stil : *Le Foudroyage* ». *L'Humanité*, 16 juin 1960, p. 1 ; - « Levée de la saisie du *Foudroyage* ». *Les Lettres françaises*, no 829, 16-22 juin 1960, p. 1.

tine. Mais, après la mort de F. Monod, M. Braun dénonce le contrat d'édition sans explication. L'auteur se tourne alors vers Maspero[93]. L'attitude de M. Braun vis-à-vis de P. Kessel s'explique sans doute par les conséquences économiques de l'interdiction du *Foudroyage* : les EFR agonisantes économiquement ne peuvent pas se permettre une deuxième interdiction. Néanmoins, il est certain que c'est d'abord la volonté politique qui a fait défaut. Les EFR éditeront néanmoins *Le Dernier Quart d'heure*, troisième volet de la série d'A. Stil.

Le PCF et ses militants ont sans aucun doute aidé à la diffusion d'une partie de la littérature anticoloniale, communiste ou non, y compris clandestinement. *La Question* a été largement diffusé officiellement par le CDLP et sous le manteau, par les traditionnels canaux militants[94], à la Fête de l'Humanité ou *via* des petites organisations, comme ce comité d'entreprise de Nord-Aviation à Chatillon en 1961 : la CFTC, FO et la CGT y ont organisé une exposition-vente sur « le problème algérien », avec 25 titres dont le livre d'Yves Lacoste, *L'Affaire Audin* par Vidal-Naquet et *La Question* d'H. Alleg[95]. Malgré cela, le fait est que ni les EFR ni les Éditions sociales ne sont devenus, dans la mémoire collective, un des hérauts de la cause algérienne et de la lutte contre la torture. Le positionnement de ces deux maisons d'édition, et surtout des EFR, dans le champ intellectuel explique cette absence historique. Aucune de ces maisons d'édition ne sont à proprement parler des lieux de sociabilité intellectuelle, capables d'agir et réagir directement à l'actualité et de drainer vers elles – hors du canal militant – une parole engagée et de surcroît – comme l'a noté l'avocat d'H. Alleg – de la projeter vers l'espace public.

Pour combattre cette exclusion du champ éditorial, les EFR adoptent une stratégie propre aux éditeurs débutants : publier de la littérature étrangère. Certes, la littérature soviétique est bien servie depuis longtemps par les éditions du PCF, mais le contexte a sensiblement changé. D'une part, avec la bénédiction de la direction du PCF, Gallimard a créé en 1957 la collection « Littérature soviétique » dirigée par Aragon. D'autre part, le monde des lettres soviétiques est traversé de tensions, aux conséquences dramatiques, qui donnent naissance à des courants difficiles à décrypter par le néophyte. Pour les éditeurs occidentaux, ce qu'on dénomme la littérature du Dégel devient une manne, dans laquelle ils puisent : ils s'adressent, selon les opportunités et les moments, aux agences officielles des démocraties populaires et soviétique, ou se fournissent en manuscrits

93. P. Kessel. *Guerre d'Algérie. Écrits censurés, saisis, refusés, 1956, 1960, 1961*. L'Harmattan, 2002, p. 7-8.

94. H. Alleg. *Retour sur la « Question ». Quarante ans après ma guerre d'Algérie. Entretien avec Gilles Martin*. Pantin–Bruxelles : Le temps des cerises–Éditions Aden, 2001, p. 19-20 ; - N. Hubert. *De l'encre sur la plaie… Ibid.*, p. 352 et p. 556 et suiv.

95. E. Papazian. « Comment nous avons réalisé une exposition-vente de livres sur le problème algérien ». *Trait d'union*, n° 12, avril-mai 1961 p. 7-8.

auprès des réseaux clandestins[96]. C'est ainsi hors de ces circuits officiels, que Gallimard parvient à publier en juin 1958 *Docteur Jivago* de Boris Pasternak, dans la collection « Du monde entier », roman qui aurait été vendu à 300 000 exemplaires… alors que le PCF vient de donner son accord quelques mois plus tôt à la création de la collection « Littérature soviétique » dans la maison de la rue Sébastien-Bottin.

Les EFR continuent de publier les romanciers soviétiques, alternant entre la nouvelle génération et les conservateurs. À l'image du Parti, ils résistent d'abord à la déstalinisation de la littérature, éditant en 1957 des textes conservateurs[97]. Puis, ils penchent pour la nouvelle génération, en rupture ou distante par rapport à la littérature officielle : Vera Panova, Daniel Granine (avant sa défense de Soljenitsyne), Immanouil Kazakevitch, Victor Nekrassov, ou Constantin Simonov dans sa période « libérale ». En 1962, nouveau retour en arrière, avec l'édition d'œuvres de certains conservateurs : Vassili Axionov, après son attaque contre les auteurs « occidentalisés » d'URSS en 1962 et surtout Leonid Sobolev et son roman *Radoub total*, considéré comme exemplaire du réalisme socialiste le plus primaire, Sobolev étant par ailleurs chargé par le pouvoir de contrecarrer la libéralisation des lettres soviétiques[98]. Ces hésitations s'expliquent par le difficile décryptage de l'actualité soviétique, compliqué par les impératifs politiques : de fait, les EFR sont finalement en perpétuel décalage avec les débats du moment. Cela devient caricatural avec la parution en France en 1963 d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* d'Alexandre Soljenitsyne, édité par Julliard. En novembre 1962, le Bureau politique est en effet furieux d'apprendre que l'URSS a autorisé la parution du roman d'A. Soljenitsyne sans l'avoir consulté ou même prévenu préalablement[99]. Il affirme alors que le PCF aurait pu le publier, alors que les EFR sont en train de défendre Sobolev[100] ! Du côté des éditeurs, le dépit n'est pas moins grand. Dans une lettre à sa sœur, E. Triolet écrit : « Julliard a été plus rapide que nous pour s'arranger avec *Novy Mir* ! […] Tout cela sans avoir vu le texte, puisque personne n'a lu le récit de Soljenitsyne. Mais Julliard a des correspondants rapides ; et, comme nous, nous ne savions rien de l'œuvre, lorsque Julliard s'est adressé à l'Agence, il a obtenu son accord… c'est trop bête[101]. »

Depuis les origines, les Soviétiques ne se sentent nullement engagés vis-à-vis des maisons d'édition du PCF et les utilisent selon leur stratégie du moment. En 1965, M. Braun, exaspérée, prend la plume pour dénoncer à W. Rochet l'ingratitude des camarades soviétiques, qui n'hésitent pas

96. T. Gomart. *Double détente*. *Op. cit.*, p. 96-97.
97. I. Popa. « Le réalisme socialiste : un produit d'exportation politico-littéraire ». *Sociétés et représentations*, nº 15, décembre 2002, p. 261-292.
98. C. Vaissié. *Les Ingénieurs des âmes en chef : littérature et politique en URSS (1944-1986)*. Belin, 2008, 515 p.
99. Bureau politique. Décisions, 29 novembre 1962 et 3 janvier 1963, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
100. Bureau politique. Décisions, 3 janvier 1963, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
101. 23 novembre 1962. L. Brik et E. Triolet. *Correspondance, 1921-1970. Op. cit.*, p. 1016.

à saluer publiquement les efforts accomplis par les éditeurs « bourgeois » français pour la diffusion de la littérature soviétique : « Il semblerait que dans beaucoup de domaines, écrit-elle, on ait honte de notre Maison et aussi que la mode et "l'avant-garde" passent au premier plan avec toute l'ingratitude que cela suppose[102] ! » À partir de 1963, les EFR se limitent alors essentiellement aux œuvres d'Anton Tchekov et de Maxime Gorki, mais défendent aussi le romancier kirghiz, Tchinguiz Aïtmatov, découvert par Aragon[103]. Finalement, en 1967, une nouvelle collection, « Domaine soviétique », est créée, mélangeant anciens et nouveaux du monde de lettres russes. Certains traducteurs travaillent à la fois pour cette collection et « Littérature soviétique », comme Lily Denis[104].

Ce contexte explique pourquoi, pour la première fois de son histoire, les éditions littéraires du PCF ouvrent largement leur catalogue à des auteurs étrangers qui ne sont pas soviétiques. En 1964, les EFR créent la collection « Domaine espagnol ». Une dizaine de titres sont publiés, écrits par des auteurs vivants ou morts, comme Pio Baroja, Rafael Alberti, Benito Perez Galdos, Maria Teresa Leon ou Jose Manuel Caballero Bonald… Il est fort probable que cette collection soit née de la volonté de M. Braun, du fait de ses liens anciens avec l'Espagne.

Les EFR ont tenté aussi de ne pas se laisser trop dépasser aussi par les éditeurs « bourgeois » en proposant des éditions de poche et autres publications populaires. En 1963, ils lancent une collection de livres policiers et d'espionnages, « Énigme autour du monde », qui prit fin en 1966 (19 titres au total). Mais surtout, ils se dotent d'une collection de poche, avec un tirage moyen de 10 000 exemplaires, « Les EFR de poche » : s'y trouvent les références de la culture politique et littéraire communiste française, Vaillant-Couturier, Moussinac, Gorki, Tchekov, ou Polevoï…

Le catalogue des EFR tente par différents biais de défendre une ligne éditoriale clairement engagée sur le terrain politique, sans vouloir reproduire les aspects caricaturaux de la Guerre froide. Ils échouent sur le terrain des lettres françaises, faute d'auteurs à défendre, et sur celui des lettres étrangères. Malgré tout ces efforts, il est manifeste que ce qui se fait de plus marquant dans les lettres soviétiques est édité par Gallimard, que la dénonciation de la torture en Algérie est le fait de Minuit… Le 1er décembre 1970, M. Braun remet à la direction du Parti un rapport de 15 feuillets[105], qui commence ainsi : « Depuis près de dix ans que je dirige les EFR je me heurte aux mêmes difficultés malgré rapports, démarches et SOS. » Les maux dénoncés sont les mêmes que ceux soulignés par F. Monod quinze ans

102. Lettre de M. Braun à W. Rochet, 30 avril 1965, Fonds Waldeck Rochet, 307 J 22, AD Seine-St-Denis.
103. Témoignage de Lucien Sève.
104. T. Gomart. *Double Détente*. *Op. cit.*, p. 97-98.
105. Madeleine Braun. Rapport sur les Éditeurs français réunis. 1er décembre 1970, dact., 15 f. (présenté comme confidentiel), Fonds Roland Leroy, 263 J. 66, AD Seine-St-Denis.

plus tôt. Parmi les principaux, le « manque de soutien politique du parti », la « place prioritaire données aux Éditeurs bourgeois » et l'« abandon des EFR par les écrivains communistes ». Le stigmate de la Guerre froide a été extrêmement lourd à porter : « Pendant longtemps la qualification "livre progressiste" a traîné l'idée de livre ennuyeux et pontifiant. Cette séquelle est en voie de disparition ; le terme a même disparu et la "contre preuve" a été apportée par les livres publiés eux-mêmes. » Quant aux auteurs, elle dénonce une ingratitude généralisée : « On pourrait citer nombre d'auteurs qui ont été formés par le Parti mais auxquels on a découvert du génie seulement lorsque les autres éditeurs s'en sont emparés. » Pour sortir de la confidentialité, M. Braun propose que les EFR empiètent sur le domaine éditorial des Éditions sociales, essais et livres d'histoire. *In fine*, avec le mordant qui la caractérise, M. Braun invite la direction du PCF à la réflexion suivante : « Si les communistes abandonnent nos livres cela correspond un peu à l'abandon de nos principes ; nous vendons les idées des autres, nous méprisons un peu trop les nôtres. Si elles sont réellement méprisables, alors supprimons les maisons d'édition qui les publient. » Alors que Aragon demeure une figure centrale du PCF et un symbole de la politique culturelle communiste, alors que l'hebdomadaire les *Lettres françaises* ou *Europe* réussissent à exister dans la vie littéraire française, les EFR ne parviennent pas à sortir de cette crise politique qui a commencé au début des années cinquante.

Deux niches éditoriales : Cercle d'art et la Farandole

Installées au 20, rue Monsieur-le-Prince, dans le VIe arrondissement parisien, les éditions Cercle d'art connaissent peu de changement. C. Feld est toujours à sa tête, secondé officieusement à nouveau par J. Jérôme[106].

La production des Éditions Cercle d'art demeure, d'un point de vue quantitatif, marginale. Comme pour les EFR, la sortie de la Guerre froide a été un moment redoutable, la production chute passant de 9 titres en 1955 à un seul en 1958. Et comme pour les EFR, la production remonte, mais ne dépasse pas jamais les 10 titres, maximum atteint en 1969. Les tirages moyens sont également en baisse passant de 4 800 exemplaires à 3 800 exemplaires. Son activité modeste cache toutefois une ligne éditoriale qui apparaît clairement dans les catalogues. Il n'est plus question de défendre la production artistique orientée vers la lutte pour la paix et la défense de l'URSS, ni une famille esthétique, le réalisme socialiste, mais le patrimoine muséal mondial.

Cercle d'art publie encore quelques artistes contemporains engagés : en 1962, un entretien avec Édouard Pignon, sous la forme d'un in-folio[107] et en

106. Michael Feintuch, GA F3, Arch. PPo.
107. E. Pignon. *Battages et pousseurs de blé. Entretien avec Georges Boudaille*. Cercle d'art, 1962, 30 p.

1964 *Asturias… œuvre collective d'un groupe d'artistes espagnols*. Cercle d'art veut diffuser les trésors artistiques des musées soviétiques et des démocraties populaires : l'Ermitage (1957), Budapest (1960), les musées de Moscou (1963), Cracovie (1964), Pékin (1964), Prague (1969). J. Jérôme a joué en la matière un rôle essentiel, par sa connaissance des arcanes soviétiques. Ainsi le livre sur le Musée de l'Ermitage, préparé dès 1954, avait nécessité l'accord du Parti communiste d'Union soviétique[108]. En 1963, J. Jérôme négocie avec le ministère de la Culture d'URSS les reproductions photographiques de certaines œuvres, mais aussi la vente en URSS de certains titres édités par Cercle d'art comme le *Eugène Delacroix* de R. Escholier (1963)[109]. Mais l'entregent de J. Jérôme à l'Est n'est pas tout-puissant. En effet, pour ce qui est des œuvres présentes dans les collections soviétiques (mais pas forcément présentées au public), l'éditeur français n'est pas libre de ses choix. En janvier 1965, J. Jérôme constate et déplore que les projets en cours sont paralysés par les choix des Soviétiques : « Ces livres devaient faire sensation sur le marché de l'art occidental, cependant tous nos projets ont échoué, car on a interdit à Field [*sic*] et Masson de prendre des photographies des œuvres qu'ils avaient choisies dans les musées soviétiques ; à la place de cela, on leur a imposé d'autres reproductions. » J. Jérôme va jusqu'à expliquer à son interlocuteur soviétique : « Nous n'acceptons pas que des œuvres comme *Lénine à Smolni* [*sic*] de Brodski[110] soient intégrés dans l'album, car on pourrait nous accuser de propagande. » Les Soviétiques refusent : le public français ne pourra pas voir de reproduction d'œuvres de Chagall ou Malevitch conservées par leurs musées[111].

Dès 1960, Cercle d'art choisit de diffuser aussi les trésors des musées occidentaux, et non des moindres : Le Metropolitan Museum de New-York (1960), Vienne (1960), Musée du Prado (1963), Rijksmuseum d'Amsterdam (1965), les musées de Florence (1966), National Gallery de Londres (1968) et le Louvre (1970). Si la censure des Soviétiques a favorisé cette ligne éditoriale, elle n'est pas la seule cause. Elle est aussi commerciale : le public français est visiblement demandeur, ce qui amène à la création de la collection « Les grands musées du monde » en 1961 (2 000 à 3 000 exemplaires).

L'abandon d'une esthétique marquée par la politique est également visible dans la politique d'édition de monographies. Après Daumier, Courbet, Goya, Léger et Steinlen, Cercle d'art présente au public, entre 1957 et 1970, Albert Marquet, Delacroix, Rembrandt, Vinci, Michel-Ange, Poussin, Holbein le Jeune, Degas, Renoir, Klee, Matisse, Modigliani, Seurat, El Greco, Bonnard, Toulouse-Lautrec, Mondrian. Si les racines demeurent réalistes, la ligne éditoriale se déploie vers des domaines picturaux de plus en plus variés.

108. C. Robert. *Échanges artistiques entre la France et l'URSS (1945-1985) : les arts plastiques*. *Op. cit.*, p. 324.
109. *Ibid.*, p. 382.
110. I. Brodsky. *Vladimir Lenine à Smolny*. 1930, Galerie Tretiakov, Moscou.
111. C. Robert. *Op. cit.*, p. 387.

À partir de 1968, Cercle d'art développe notamment cette politique dans le cadre d'une nouvelle collection, « La Bibliothèque des Grands Peintres ».

Si, contrairement à la légende, Cercle d'art a édité peu de livres sur Picasso et ses œuvres pendant les premières années, ce n'est pas le cas à cette période. Cercle d'art propose au public pas moins de 8 livres éditées entre 1957 et 1970 sur Picasso sous des formes diverses : œuvres présentes dans les collections en Europe de l'est (1960), linogravures (1962), monographies sur une œuvre (les *Déjeuners*, 1962 ; les *Dames de Mougins*, 1964), le théâtre (1967), des dessins (1968), et des monographies plus classiques (1965 et 1967). La particularité de certains de ces titres est d'être destinés exclusivement à aider financièrement la maison d'édition. Ainsi, le 17 septembre 1960, Picasso signe un contrat qui cède les droits de reproduction des dessins pour l'ouvrage *Toros y toreros* à l'éditeur[112].

Cercle d'art fut capable de négocier habilement les changements de contextes politiques. Il sut dépasser sa mission « naturelle » de diffusion de l'esthétique réaliste pour, poussé par les circonstances, défendre une stratégie éditoriale porteuse, à la suite de Fernand Hazan en 1945 et les Éditions du Chêne en 1951[113]. Stratégie qui nécessitait cependant de temps à autre l'aide de Picasso.

La Farandole est autre exemple de réussite d'une stratégie éditoriale originale. Jusqu'aux années soixante-dix, la Farandole est toujours dirigée par M. Gilard, sur le plan éditorial, et par P. Michel, dans le domaine administratif. La présence de P. Michel garantie l'orthodoxie politique. On ne trouve aucune trace de la vie de la maison d'édition dans les archives de direction du Parti communiste. Membre du Syndicat des éditeurs, rattachée du Groupe des éditeurs de livres pour la jeunesse, la Farandole est représentée par M. Gilard et René Clastres.

La maison d'édition publie en moyenne une quinzaine de titres par an, avec un tirage moyen bien supérieur à toutes les autres maisons d'édition du PCF, soit 6700 exemplaires. En 1955-1956, elle avait publié des classiques de la littérature pour la jeunesse, de façon à assurer ses débuts, mais aussi établir les bases d'une ligne éditoriale qui ne change guère dans les années soixante[114]. La Farandole publie toujours des albums pour les plus jeunes mais surtout des romans pour la jeunesse, illustrés ou non, qui sont sa spécialité. Son catalogue est toujours structuré en collections, destinées à différentes tranches d'âge : « Mille Images » pour les plus jeunes, « Jours de fête » pour les plus de 9 ans, « Mille Épisodes » pour les plus de 10 ans et « Prélude » pour les adolescents, et « Savoir et connaître » pour la vulgarisation scientifique. Cette structuration sert, comme toute politique

112. H. Loutfi, P. Sirinelli, D. Vaver *et al. Principles of Copyright : Cases and Materials.* Genève : World Intellectual Property Organization, 2002 ; - P. Picasso, L. M. Dominguín et G. Boudaille. *Toros y toreros*. Cercle d'art, 1961, 31 p.

113. A. Biro. « Les Livres d'art ». *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la librairie, 1998, p. 201-225.

114. F. Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Op. cit.*, 148 p.

de collection, à toucher facilement un public cible, mais elle est aussi le fruit de la collaboration entre la direction de la Farandole et le milieu enseignant. La Farandole, plus qu'un objectif commercial, a un objectif pédagogique : accompagner l'enfant dans la découverte de la lecture jusqu'à l'adolescence. De surcroît, elle veut s'adresser aux enfants peu habitués à lire. Cette ambition explique le soutien sans faille de la revue *L'École et la nation* pour cette aventure, ainsi que la grande proximité avec la démarche du Père Castor et de *L'Éducation nouvelle*.

Les illustrations sont de la veine réaliste, en raison de l'objectif pédagogique (proposer à l'enfant un support d'aide à la lecture) et du public (enfants peu familiers du monde du livre) poursuivis. Les ambitions esthétiques sont allées même au-delà de la fonction illustrative en 1963 avec la publication *Attrait de Delacroix* d'Olga Wormser, comme initiation à l'histoire de l'art. En revanche, il n'y a pas de famille esthétique revendiquée pour les textes, si ce n'est un grand souci de qualité et de l'objectif commun « développer, […] renforcer les connaissances de l'enfant[115] ». S'il importe que le contenu soit le reflet des réalités sociales, l'esthétique utilisée est multiforme et exigeante.

Ses romans destinés aux adolescents célèbrent la paix, la fraternité, la curiosité, la connaissance, l'ouverture sur le monde. Les auteurs les plus importants pour la Farandole sont toujours Jean Ollivier, Madeleine Gilard, Pierre Gamarra, Georges Nigremont ou Andrée Clair, références de la littérature pour la jeunesse. Non seulement la Farandole parvient à constituer un fonds d'édition de romanciers français, ce que les EFR ne réussissent pas ou avec difficultés à accomplir, mais elle propose des auteurs étrangers de premier plan ou prometteurs : Vitali Bianki, Samouil Marchak ou Mohammed Dib[116]. Pour les adolescents, la Farandole édite aussi des ouvrages qui narrent les découvertes scientifiques telles que *Voyage d'un naturaliste autour du monde* de Charles Darwin (1959) et *Knud Rasmussen chez les Esquimaux* de Liselotte Düngel-Gilles (1965) ou exposent les nouvelles découvertes et technologies, comme *La Télévision, du noir à la couleur* par André Langevin (1959 et 1966) et surtout la conquête spatiale (Robert Lechêne, *Feu vert pour l'espace*, 1961 ; Josef Sadil, *La Lune et les planètes*, 1967).

La Farandole parvient à s'insérer ainsi dans le monde des éditeurs pour la jeunesse, et ce sans le soutien de la direction du PCF. Paradoxalement, cette réussite repose sur la fidélité à des principes politiques, sur la notion de réalisme, devenue honteuse ailleurs, au service d'un objectif pédagogique (faire découvrir la lecture et donner le goût de lire), sans s'y enfermer. Elle

115. *Op. cit.*

116. Mohammed Dib avait publié en 1952 un premier roman remarqué, *La Grande Maison* (Le Seuil) qui a été très critiqué par le PCA et défendu par Aragon. Il publia son second roman, *Le Métier à tisser*, au Seuil en 1957.

est le résultat de la synthèse entre le renouveau pédagogique et les convictions politiques des éditrices, depuis les années cinquante.

À la fin des années soixante, hormis pour les EFR, les éditeurs du PCF ont de légitimes motifs de fierté : leur production attire les lecteurs, communistes et non communistes, ils bénéficient parfois – c'est le cas de la Farandole – de la reconnaissance du métier. La conjoncture économique et politique encourage à penser qu'ils peuvent diffuser leur catalogue au-delà du monde militant. La stratégie du CDLP traduit cet optimisme.

Chapitre XIV

Le CDLP, sur le seuil du marché du livre

En 1958, la direction du PCF accepte de créer un nouvel organisme chargé de la distribution traditionnelle en librairie, Odéon-Diffusion. Le PCF se retrouve donc propriétaire de 3 organismes de diffusion : le CDLP pour les organismes du Parti et les collectivités, Odéon-Diffusion pour les librairies, et l'Agence (ALAP) pour les ouvrages édités en Europe de l'Est et l'URSS. Le PCF dispose également de son réseau de librairies, les Librairies de la Renaissance française, soit près de 40 établissements à la fin des années soixante[1]. L'effort est notable mais à relativiser : à la même époque les Français bénéficient environ de 3 000 librairies et de 20 000 autres points de vente.

L'entreprise de diffusion destinée aux libraires et au monde non militant de manière générale, Odéon-Diffusion, est fondée le 1er septembre 1958, avec pour directeur R. Hallery[2]. Pourquoi Odéon-Diffusion ? La montée en puissance de Hachette et des Presses de la Cité dans la diffusion du livre, la recherche par les éditeurs de nouveaux modes de diffusion comme les Clubs, les tensions entre le CDLP et les éditeurs du Parti, tout encourage le PCF à recourir aux vieilles méthodes : créer une énième entreprise pour répondre aux imperfections et récriminations des uns ou des autres et aux changements de conjoncture. Surtout, cette décision démontre que les responsables communistes des entreprises de diffusion ne veulent pas se laisser trop distancer par les entreprises « bourgeoises » sur le marché de masse, comme Hachette qui s'interroge à cette époque sur l'organisation de la diffusion *via* les supermarchés naissants[3]. La création d'Odéon-Diffusion doit aussi aider au développement des librairies militantes, qui bénéficient d'un certain regain d'intérêt du public[4]. Aider mais aussi surveiller : il est

1. J. Hage. « L'âge d'or des librairies partisanes et militantes ». *Histoire de la librairie française*. Éd. du Cercle de la librairie, 2008, p. 324-325 ; 37 librairies : 263 J. 66, Fonds R. Leroy, AD Seine-St-Denis ; - Vers 1970, la police dénombre 23 librairies « du PCF ». En général, elles se trouvent dans des locaux appartenant ou occupées par les Fédérations. Les Librairies du PCF, [1970], Centre de diffusion du livre et de la presse, Ga C12, Arch. PPo.
2. Centre de diffusion du livre et de la presse, Ga C12, Arch. PPo.
3. J.-P. Mazaud. *De la librairie au groupe Hachette (1944-1980). Op. cit.*, p. 260.
4. J. Hage. L'âge d'or des librairies partisanes et militantes. *Op. cit.*

hors de question de laisser ces librairies se développer sans contrôle, à la fois pour des raisons financières et politiques. Pour protéger le PCF, ces librairies doivent « avoir un statut commercial et être une société commerciale indépendante de l'organisation du parti » et être placée sous le contrôle d'une « Commission consultative » au niveau fédéral. Commercialement, elles doivent servir de relai à Odéon-Diffusion et à l'ALAP, ce qui signifie que Odéon-Diffusion a été fondée sans infrastructure ni personnel : ce sont ces librairies qui feront fonction de service commercial, puisqu'elles en sont les « succursales ».

À côté de cette nouvelle organisation commerciale, la pratique militante la plus traditionnelle est rappelée, avec un vocabulaire parfois marqué par le XIXe siècle. Ces librairies pourraient ainsi « utiliser un réseau de colporteurs [*sic*], rémunérés ou bénévoles, avoir des vendeurs dans les entreprises ou dans les localités éloignées de sa ville résidentielle[5] ». Les fédérations demeurent les relais indispensables à la diffusion des livres et revues utiles aux militants, à qui on propose encore le système d'abonnement, afin d'« apporter à chaque militant mieux et plus vite les solutions du Parti aux grands problèmes de l'heure », de « rendre plus efficaces les efforts de chacun pour l'union des forces ouvrières et démocratiques[6] ». Ce qui conduit invariablement à un endettement chronique des fédérations après du CDLP[7].

Alors que, d'après les travaux de Julien Hage, les librairies engagées connaissent un âge d'or, que la production des Éditions sociales, de la Farandole et de Cercle d'art montre un dynamisme certain, Odéon-Diffusion se délite au bout de quelques années. Face à ces résultats décevants, la direction du PCF affiche son indifférence foncière pour la diffusion non militante, préférant surveiller de près le CDLP et la diffusion auprès des collectivités. D'après A. Spire, J. Jérôme organise la fusion d'Odéon-Diffusion et du CDLP en 1965[8]. Cette décision traduit un choix de stratégie : la priorité est donnée aux organisations, associations, comités d'entreprises, bibliothèques populaires et municipales, plutôt qu'aux librairies. En revenant au CDLP, le PCF semble vouloir de concentrer sur un monde qu'il connaît bien, les militants, et se désintéresser de ce nouveau public qui pousse les portes de la librairie de François Maspero, la Joie de Lire. Pourtant, à la fin des années soixante, c'est la clientèle des librairies qui fait les beaux jours du CDLP. En 1969, le secteur collectivité constitue 25 % du chiffre d'affaires du CDLP et celui de la librairie de détail 47,6 %[9]. Christian Echard

5. Secrétariat. Décisions du 17 juillet 1959, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
6. CDLP. *Pour aider à la diffusion des livres et des brochures nous vous proposons. L'office des nouveautés. L'abonnement brochures*. 4 p. (BnF, Q[10]).
7. Note confidentielle adressée aux dirigeants des fédérations communistes, Centre de diffusion du Livre et de la Presse, Ga C12, Arch. PPo (sur dérogation).
8. A. Spire. *Profession permanent.* Le Seuil, 1980, p. 76-77.
9. [Rapport sur les Éditions sociales], s. d. (1969), dact., 41 f., Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).

écrit à R. Leroy en 1970 que le CDLP a dans sa clientèle 2 200 librairies, hors réseau des librairies de la Renaissance française[10], ce qui signifierait une implantation dans la plupart des librairies françaises. C'est la revanche posthume d'Odéon-Diffusion et la confirmation de l'existence d'un vrai marché pour le livre politique.

A. Voguet qui dirige le CDLP depuis 1955 est remplacé en 1966 par Christian Echard. Ancien secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste entre 1962 et 1966, il maintient la ligne de la direction du PCF lors du conflit avec une partie des jeunes communistes. Cette nomination donne une nouvelle impulsion au CDLP. L'entreprise révise d'abord sa propre politique d'édition. A. Voguet avait poursuivi les éditions du Club des amis du livre, bien que le contexte économique pour les clubs de livre fût devenu défavorable. La politique éditoriale s'en ressent : réédition de classique de la littérature, à raison de 3 à 4 titres par an (3 100 exemplaires en moyenne), et de rares contemporains (Stil, Triolet, Wurmser). C. Echard tente de relancer ce secteur avec une nouvelle collection vendue par courtage, le Livre Club Diderot (LCD), en 1967, mais dont la ligne éditoriale ne change guère. Cette initiative profite toutefois du regain de ce créneau commercial à la fin des années soixante. Le LCD sert également de relais pour la vente par courtage d'œuvres touchant les militants, comme les œuvres complètes de Lénine ou la collection « Grands Musées » de Cercle d'art[11].

La mission du CDLP, fournir des imprimés aux organisations, fédérations, associations, comités d'entreprise et collectivités territoriales, ne change pas. Mais cette époque est marquée par un double phénomène : l'existence de livres importants de dirigeants publiés par des éditeurs bourgeois et la croissance du livre politique dans le marché éditorial français. De fait, le CDLP est amené à négocier avec les principaux grossistes en librairie, Hachette et les Presses de la Cité, entre autres[12]. Ces négociations inspirent à C. Echard des ambitions nouvelles et des idées sur la mise en place de relations commerciales jugées équilibrées : « Nous ne pouvons pas prétendre égaler Hachette ou Séquana [Julliard] ou Forum [R. Laffont]. Ils fondent leur puissance sur les monopoles et les banques (et l'État qui les sert), mais nous avons nos propres atouts, d'abord le canal des organisations où beaucoup se fait (il nous est envié par les éditeurs bourgeois qui comptent sur nous chaque fois pour diffuser 50 % et plus des livres qu'ils éditent sur notre marché [*sic*]). C'est positif, d'autant qu'ils nous apportent eux-mêmes la diffusion sur le leur[13]. » Pour C. Echard, c'est certain, le CDLP est dans une conjoncture favorable, voire en position de force. Il peut devenir un acteur qui compte dans le marché du livre.

10. C. Echard (en accord avec F. Billoux). Note au secrétariat du Comité central concernant la Vente du livre marxiste 1970, 19 février 1970, dact, 3 f., 263 J. 67, Fonds Roland Leroy, AD Seine-St-Denis.
11. Note de C. Echard sur CDLP, 18 février 1969, 263 J. 67, Fonds Roland Leroy, AD Seine-St-Denis.
12. Lettre de C. Echard à R. Leroy, le 3 octobre 1969, 263 J. 67, Fonds Roland Leroy, Seine-St-Denis.
13. *Ibid.*

Cette stratégie heurte les maisons d'édition du Parti. Leurs dirigeants accusent le CDLP de les négliger et de donner la priorité aux éditions « bourgeoises » pour complaire à ces derniers et obtenir une entrée sur leur propre marché. Or, alors que le contexte n'a jamais été aussi favorable pour les Éditions sociales et aussi cruciale pour les EFR, le CDLP ne les aide pas à toucher les collectivités et ne répond pas à leurs besoins prioritaires, entrer chez les libraires[14]. Pour G. Besse, les Éditions sociales sont d'autant plus menacées par les éditions Maspero que la diffusion en librairie est médiocre[15]. De même, M. Braun dénonce les insuffisances du CDLP, qu'elle rend responsable de l'échec de la collection de poche de EFR ; faut-il s'en étonner quand le chiffre d'affaires des EFR au CDLP est de 2 %… : « Il me semble que nos livres devraient être au moins prioritaires dans nos librairies, il suffit parfois de regarder leurs vitrines. Pour la plupart d'entre elles, lorsqu'il y a un livre ou deux des EFR c'est un triomphe[16] ! » Si, jusqu'alors, le silence sur les publications était le fait de l'attitude jugée tendancieuse de la presse « bourgeoise[17] », le CDLP a désormais sa part de responsabilité. Les éditeurs accusent la publicité, dont le CDLP a la charge, d'être mal organisée ou inexistante, le service de presse au sein du Parti d'être réduit à une portion congrue. De plus, le CDLP ne communique pas ou mal les chiffres de diffusion, ce qui ne permet pas d'organiser au mieux les réimpressions et de connaître précisément la clientèle, motif de querelle entre éditeurs et diffuseurs depuis 1932 !

Depuis longtemps, édition et entreprise de diffusion accueillent des militants au chômage ou de permanents ayant besoin d'une couverture temporaire. Le phénomène semble connaître une autre ampleur au CDLP, devenu le « foyer » de permanents de tout type (235 employés en 1969[18]). « Au CDLP on manque de collaborateurs vraiment compétents », écrit G. Besse à F. Billoux en 1967[19]. A. Spire décrit la même situation en 1970 : « Le CDLP servait de réceptacle, de refuge à de nombreux militants licenciés pour action syndicale ou fait de grève. […]. Pendant des années on a même cru évident qu'un bon militant ne pouvait que faire un bon responsable du CDLP[20]. » Même si la majeure part du chiffre d'affaires du CDLP est réalisée dans les librairies de détail, A. Spire estime en 1970 que l'entreprise pourrait notablement mieux faire : le nombre de représentants est insuffisant (7) et les erreurs dans les commandes et problèmes de délais deviennent légendaires dans la profession. Enfin, le LCD est – comme

14. Lettre de G. Besse à R. Leroy, 2 janvier 1968, Fonds Roland Leroy, AD Seine-St-Denis.
15. Lettre de G. Besse à FB, 25 juin 1967, Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
16. Madeleine Braun. Rapport sur les Éditeurs français réunis. 1er décembre 1970, dact., 15 f., 263 J 66, Fonds Roland Leroy, AD Seine-St-Denis.
17. A. Stil. *Une vie à écrire. Op. cit.*, p. 220.
18. Les librairies du PCF [1969], Ga C12, Arch. PPo (sur dérogation).
19. Lettre de G. Besse à FB, 25 juin 1967, Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation). Souligné dans le texte.
20. A. Spire. *Profession permanent.* Le Seuil, 1980, p. 107.

le Club des amis du livre (progressiste) en son temps – une pomme de discorde entre le grossiste et les éditeurs. Comme Aragon dans les années cinquante, les Éditions sociales accusent le CDLP de ne pas collaborer avec les éditeurs et même de leur préférer des éditeurs bourgeois pour certaines coéditions, comme Robert Laffont pour la *Grande Histoire de la commune*, par G. Soria (1970). Le Club « a un grand nombre de préoccupations sans rapport avec les Éditions sociales[21] ». Ces accusations sont graves, multiples, souvent anciennes, parfois injustes : ainsi, les chiffres démontrent que le CDLP est parvenu à s'implanter dans la distribution traditionnelle.

C'est finalement la stratégie de propagande politique de la direction du PCF, dont l'intérêt pour les questions d'édition est de plus en plus faible, qui est visée indirectement. Car non seulement les dirigeants acceptent d'être édités ailleurs mais l'énergie, les moyens déployés par le CDLP pour diffuser ces livres sont sans commune mesure avec les moyens alloués à la diffusion des catalogues des éditions du Parti : le CDLP aurait diffusé 22 000 exemplaires des *Communistes et la révolution* de René Andrieu (Julliard) sur un tirage total de 50 000 exemplaires, 35 000 exemplaires de *L'Avenir du Parti communiste français* de W. Rochet (B. Grasset) sur 60 000, et 12 000 pour les *Mémoires* de J. Duclos (Fayard) sur 30 000 exemplaires[22]. Comme si la direction du PCF semblait davantage compter sur les éditeurs « bourgeois » pour diffuser sa bonne parole politique, avec l'aide du CDLP, que sur ses propres maisons d'édition.

Mais, même si elle est fascinée par la capacité de diffusion des entreprises « bourgeoises », la direction du PCF demeure attachée à des formes de diffusion proprement partisane. Tandis que les Ventes du CNE déclinent, le PCF soutient la Vente du livre marxiste depuis 1956, organisée par le CERM à partir de 1961[23]. Ces journées deviennent de plus en plus populaires, élargies aux éditeurs « bourgeois », bien qu'elle ne présente que les « ouvrages théoriques, politiques, scientifiques et les revues du même caractère (*Cahiers du Communisme*, *La Nouvelle Critique*, *Économie et politique*, *La Pensée*, *l'École et la Nation* etc.) ». Ces Journées du Livre marxiste deviennent une manifestation politique incontournable au sein du Parti[24].

Face aux conflits entre éditeurs et diffuseur, la direction du PCF choisit, comme souvent, de ne pas trancher : en 1970, la politique de diffusion du PCF doit reposer à la fois sur les délégués à la littérature au niveau fédéral, les tables de littérature, les organisations et collectivités liées au PCF, les librairies de la Renaissance française, les librairies traditionnelles et, si l'on en croit C. Echard, les diffuseurs « bourgeois ». Dans ce grand écart politico-

21. [Rapport sur les Éditions sociales], s. d. (1969), dact., 41 f., Fonds Guy Besse, AD Seine-St-Denis (sur dérogation).
22. *Op. cit.*
23. Secrétariat. Décisions, 13 juillet 1955, Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
24. Témoignage de Lucien Sève.

commercial, on lit la stratégie d'un parti qui veut toucher le plus grand nombre, mais – accusent ses propres éditeurs – sans mettre en avant sa propre production éditoriale. Le conflit entre CDLP et éditeurs rejoue celui entre deux aspirations distinctes, la diffusion politique de masse, par tous les moyens, et le désir de reconnaissance comme éditeurs véritables et lieux de créations intellectuelles, affrontement qui n'a jamais cessé depuis 1932.

Chapitre XV

De la lecture militante à la lecture publique 1945-1970

Si la démocratisation culturelle est un des grands projets sociaux à la Libération, sa prise en charge par l'appareil d'État est restée longtemps modeste. Certaines institutions sont créées, en particulier la Direction des bibliothèques de France et de la lecture publique, au sein du ministère de l'Éducation nationale, en 1945. La même année, l'État institue des bibliothèques centrales de prêt (BCP), destinées à desservir les zones rurales. Pour les villes des plus de 15 000 habitants, les municipalités sont libres d'agir à leur guise[1]. Avec une dotation budgétaire extrêmement modeste[2], la vie culturelle des Français demeure donc pour l'essentiel à la charge des élus locaux, des associations et des organisations privées de tout type[3].

La situation des bibliothèques (municipales, scolaires ou populaires) est désastreuse au sortir de la guerre[4]. Leur sort n'émeut cependant guère plus qu'avant 1939. Les militants de la lecture publique continuent d'agir en groupe de pression, au travers de leurs organisations professionnelles (l'Association des bibliothécaires de France notamment). Depuis la Première Guerre mondiale, ils revendiquent l'organisation d'une lecture dite publique, c'est-à-dire l'organisation de bibliothèques avec des locaux et des moyens permettant de répondre aux besoins *réels* des lecteurs (locaux adaptés, livres accessibles directement, collection variée et renouvelée[5]). En vain.

Les élus communistes ne font pas exception dans cette indifférence générale du milieu politique français. Pour *tous*, la notion de « lecture publique » demeure une étrangeté. Dans les discours tenus par les dirigeants

1. A.-M. Bertrand. *Les Villes et leurs bibliothèques : légitimer et décider, 1945-1985.* Cercle de la Librairie, 1999, p. 45-50.
2. P. Poirrier. *Société et culture en France depuis 1945.* Le Seuil, 1998, p. 77.
3. P. Poirrier, S. Rab, S. R. « Le Poids du local ». *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales.* La Documentation française, 1995, p. 7-29.
4. Les autorités dénombrent 229 bibliothèques municipales en 1951. N. Robine. *Lire des livres en France des années 1930 à 2000. Op. cit.*, p. 141 ; - G. K. Barnett. « La Léthargie des bibliothèques municipales ». *Histoire des bibliothèques françaises au XXe siècle, 1914-1990.* Cercle de la Librairie, 1992, p. 53-81 ; - D. Lindenberg. « Les bibliothèques dans les politiques éducatives et culturelles ». *Ibid.*, p. 252-271.
5. A.-M. Bertrand. *Les Villes et leurs bibliothèques. Op. cit.*, p. 29-56 et 70-73.

communistes, les bibliothèques que l'on défend sont soit des bibliothèques strictement partisanes soit les BBL. En 1947, ils appellent au développement les traditionnelles bibliothèques de section et de cellule pour des raisons très pratiques : « Les communistes [y] trouveront non seulement des livres, mais un camarade apte à les diriger et à les aider[6]. » Ceci résume parfaitement ce que les cadres du PCF attendent d'une bibliothèque. Les « bibliothèques populaires » sont « une puissante arme de masse capable de nous aider à lutter en profondeur contre l'envahissement de la littérature démoralisante et dégradante du camp impérialiste et antidémocratique ». Les moyens alloués sont cependant inexistants. Comme dans toute bibliothèque populaire, le financement doit provenir d'une « cotisation mensuelle accompagnée d'un dépôt de garantie pour la location des livres ». Le lieu est peu commode : « Chez un camarade disposant de place, chez un commerçant (café, coiffeur, etc.) ou dans tout autre locale facilement accessible de façon à attirer le maximum de lecteurs[7]. » On est très loin des idées défendues par les bibliothécaires modernistes. Avant comme après 1939, le sort des bibliothèques, municipales ou populaires, dépend de la personnalité des élus et de l'histoire même de la ville[8]. Par ailleurs, pour les communistes, les notions de démocratisation culturelle et de culture sont problématiques : « Il n'y a pas une "culture populaire", il y a une culture nationale, c'est-à-dire une culture qui est l'œuvre de tous les hommes dans la mesure où ils luttent pour le progrès et pour la liberté. » Elle est « nationale par la forme, prolétarienne par le contenu[9] ».

Néanmoins les bibliothèques des comités d'entreprise sont une innovation importante dans l'après-guerre. Suite à l'ordonnance du 22 février 1945 et à la loi du 16 mai 1946, sont créés les Comités d'entreprises, qui peuvent se charger de la création et gestion d'une bibliothèque[10]. Les bibliothèques des comités d'entreprise deviennent parfois le lieu d'affrontements assez violents : entre patronat et syndicats[11] mais aussi entre les syndicats, comme à Renault Billancourt entre la CGT, FO et la CGC, la CGT exerçant seule un droit de censure sur les collections[12]. D'après

6. É. Fajon. Rapport sur les questions idéologiques. Session du Comité central, 12-13 septembre 1947, Aubervilliers, 35 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
7. « Multiplions les bibliothèques ! » *La Vie du Parti*, nº 2, décembre 1947 p. 27-29.
8. E. Bellanger. « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine ». *Des communistes en France, années 1920-années 1960*. Publications de la Sorbonne, 2002, p. 293-317.
9. D. Bord, G. Caceres, M. Delarue. « Nos tâches dans la culture populaire ». *La Nouvelle Critique*, février 1950, nº 13, p. 71-86.
10. Il existait 10 500 comités d'entreprise en 1950-1952, mais les tensions politiques et syndicales pendant la Guerre froide ont considérablement freiné leur développement et le fonctionnement des comités existants. *L'Enfance des comités d'entreprise, de leur genèse dans les conditions de la défaite de 1940 à leur enracinement dans les années 1960.* Roubaix : Centre des Archives du monde du travail, 1997, 374 p.
11. P. Guillaume. *Histoire sociale de la France au XXe siècle*. *Op. cit.*, p. 113 ; - J.-M. Leterrier. *La Culture du travail : essai sur la politique culturelle.* Éditions sociales, 1993, p. 69-70.
12. A.-S. Perriaux. *La Création du Comité d'établissement de Renault-Billancourt, 1945-1952.* Maîtrise d'histoire, dir. A. Prost : université Paris-I, 1983, p. 160.

les quelques cas connus, les bibliothèques d'entreprise proposent d'abord et avant tout des ouvrages de sciences humaines et sociales, et ce bien que leurs lecteurs leur préfèrent les romans[13]. On retrouve donc comme au XIXe siècle une opposition entre d'une part une élite ouvrière et un patronat avec une vision très étroite de la culture légitime et d'autre part des employés et ouvriers à la recherche de divertissement[14]. Toutefois, les bibliothèques des comités d'entreprise ont semble-t-il rencontré un succès certain : alors que moins de 4 % des Français sont inscrits à la bibliothèque municipale dans les années soixante, 30 % des salariés auraient fréquenté une bibliothèque de comité[15].

La direction du Parti communiste s'intéresse donc aux bibliothèques toujours en tant que lieu de formation *politique*, ou débouché commercial[16], non comme un « service public ». La Guerre froide pousse également à organiser la censure des bibliothèques existantes. En 1950, le bulletin *Apprendre* demande aux militants de « chasser [la] littérature pourrie des bibliothèques municipales, d'entreprise, des différentes associations culturelles[17] ». Une enquête est menée au début des années cinquante sur l'état des collections des bibliothèques des municipalités communistes à qui est demandé de retirer certains ouvrages et d'en acheter d'autres, au détriment bien souvent de la littérature romanesque[18]. Les BBL sont présentées comme des lieux possibles de diffusion d'une culture politique, mais non comme des structures relayant une politique culturelle. Elles ne sont en aucune façon l'occasion pour les communistes, cadres, élus ou militants de s'intéresser aux bibliothèques publiques. F. Billoux déclare devant le Comité central en 1953 : « Ces BBL, en diffusant des romans soviétiques, les romans progressistes français et étrangers aident considérablement à propager nos idées[19]. » Les rares initiatives de l'État en faveur des bibliothèques publiques sont même rejetées par le PCF. En décembre 1951, Julien Cain, directeur de la Bibliothèque nationale et responsable de la Direction des Bibliothèques et de la Lecture publique, fait un discours défendant la construction de bibliothèques publiques municipales. P. Abraham s'insurge car la littéra-

13. N. Ponsard. *Lectures ouvrières à Saint-Étienne du Rouvray des années trente à nos jours*. Thèse d'histoire, dir. Roger Chartier : EHESS, 1999, p. 35-42.
14. Voir par exemple les débats au sein du CE de la SNECMA à Gennevilliers dans N. Chouat-Hugonnet. « "La lecture à l'entreprise" : la mise en place la bibliothèque de la Bibliothèque à la SNECMA-Gennevilliers ». *L'Enfance des comités d'entreprise, de leur genèse dans les conditions de la défaite de 1940 à leur enracinement dans les années 1960*. Roubaix : Centre des Archives du monde du travail, 1997, p. 298-304.
15. M. Poulain. « Livres et lecteurs ». *Histoire des Bibliothèques françaises. Tome 4 : les bibliothèques au XXe siècle*, Cercle de la Librairie, 1992, p. 273-293.
16. F. Dupuy, Intervention. Session du Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 11 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.
17. « La Bataille du livre ». *Apprendre*, juin 1950, n° 9, p. 25-26.
18. « Désigner un responsable politique à la diffusion de la littérature dans chaque cellule ». *Op. cit.*
19. F. Billoux. Intervention. Session du Comité central, 22-23 octobre 1953, Drancy, 13 p., Fonds PCF, AD Seine-St-Denis.

ture progressiste continuera d'être écartée des collections. S'il admet que ces bibliothèques municipales sont difficiles « d'accès […] pour ceux qui travaillent », rares et éloignées, le seul remède est… la BBL, « la bibliothèque à la portée de la main et de la bourse[20] ».

Il faut attendre 1956 pour que les bibliothèques municipales deviennent, *pour la première fois et en tant que telles*, un véritable thème politique. Leur rôle est fixé dans le cadre de la politique municipale du Parti communiste, lors du XIVe congrès en juillet 1956, présentée par J. Duclos :

> « Les municipalités communistes qui se préoccupent de la santé et des besoins matériels de la population, ne sauraient se désintéresser de l'enrichissement culturel des masses populaires. Aussi se fixent-elles pour tâche de créer et de développer le goût des bonnes lectures.
>
> Dans les grandes cités, il est possible d'envisager la création d'annexes de la bibliothèque municipale dans les quartiers les plus éloignés, de façon à rapprocher les livres des travailleurs[21]. »

Cette déclaration fait l'objet d'une résolution : « Les municipalités communistes se fixent pour tâche de créer et développer des bibliothèques municipales[22]. » En 1959, M. Thorez confirme cette orientation lors du XVe congrès : « Il faut aider les cellules et les sections à créer des bibliothèques. Les municipalités, les Comités d'entreprise doivent être encouragés dans le développement des bibliothèques de prêt. » Le PCF est parvenu finalement à unir culture militante et politique culturelle[23]. La « lecture publique » devient dès lors un des moyens pour le Parti communiste de maîtriser les espaces publiques et politiques que sont les villes, et en particulier les villes ouvrières[24].

Désormais lire n'est plus investi du même poids idéologique, même s'il demeure important : lire est *aussi* devenu une activité culturelle, et plus exclusivement une pratique politique[25]. Littérature pour enfants, romans policiers et science-fiction ont droit désormais à des chroniques régulières et bien disposées dans les *Lettres françaises*. Discours dépassionné sur la lecture ne veut pas dire indifférence. Après l'échec des BBL, ultime avatar de la

20. P. Abraham. « Le témoin des lettres : à propos des bibliothèques ». *Les Lettres françaises*, 20 décembre 1951, nº 393, p. 2.
21. J. Duclos. « Les municipalités au service des masses laborieuses ». *XIVe Congrès du Parti communiste français. Le Havre, 18-21 juillet 1956.* Comité central du Parti communiste français, 1956, p. 77.
22. « Les municipalités au service des masses laborieuses. Résolutions adoptées par le XIVe congrès du Parti communiste français ». *XIVe Congrès du Parti communiste français. Le Havre, 18-21 juillet 1956.* Comité central du Parti communiste français, 1956, p. 395.
23. M. Thorez. « L'Union des forces ouvrières et républicaines pour la restauration et la rénovation de la démocratie ». *Rapport d'activité au Comité central. XVe Congrès du PCF, Ivry, 24-28 juin 1959. Cahiers du communisme,* juillet-août 1959, p. 73.
24. E. Bellanger. « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine ». *Op. cit*.
25. B. Pudal. « Le Grand Absent ». *Politiques locales et enjeux culturels : les clochers d'une querelle, XIXe-XXe siècles.* La Documentation française, 1998, p. 325-332.

bibliothèque populaire militante, le PCF commence à changer son regard sur le monde du livre. Le succès du Livre de poche intéresse au plus haut point la presse communiste, et notamment un de ses mystères : pourquoi cette collection n'atteint-elle pas les milieux populaires[26] ? Cette presse se fait aussi l'écho de la surprise à la découverte des premières enquêtes sur la lecture. Ces sondages, diligentés par les principaux acteurs de la chaîne du livre, soulignent que la lecture n'est pas la pratique culturelle la plus étendue. La première, en 1955, estime que 62 % des Français lisent au moins un livre par an. En 1967, seuls 4,6 % des Français fréquentent une bibliothèque municipale. À la suite de ces premières enquêtes sociologiques, est créé un Comité interministériel sur la lecture en 1966. Ces travaux aboutissement à l'augmentation de la subvention de l'État dans les constructions de bibliothèques nouvelles. La lecture est désormais perçue comme la matière d'une politique publique à part entière. Tous ces changements conduisent le PCF à entendre de mieux en mieux les revendications d'un groupe de pression, celui des bibliothécaires.

Si leur action de groupe de pression est demeurée sans grands effets jusqu'au début des années soixante, la loi vient au secours des bibliothécaires quant à leur désir de reconnaissance socioprofessionnelle. Diplômes et statuts font l'objet de textes législatifs et réglementaires[27]. Mais leur combat continue, en direction des bibliothèques municipales comme les bibliothèques populaires. Ainsi pour ce qui est des bibliothèques des comités d'entreprise, ils militent pour que ces structures soient confiées à des professionnels, mais leur marge de manœuvre est très limitée. En ce qui concerne le choix des livres, Maurice Delarue, secrétaire général de « Travail et Culture » le leur rappelle fermement : « Les comités d'entreprise étant une émanation des travailleurs, c'est à eux seuls de décider ce qu'il convient ou non de mettre en leurs mains[28]. »

Ce contexte conduit le PCF à investir un terrain qu'il connaît assez bien, les municipalités. Les élus de banlieue ou de villes industrielles doivent composer avec un urbanisme mouvant. Après avoir lutté sur le terrain de l'habitat, il faut désormais s'atteler aux infrastructures d'une population qui a des temps de loisir de plus en plus importants. H. Krasucki l'affirme clairement en 1966, lors du Comité central d'Argenteuil, en déplorant « le manque d'équipement culturel [qui] tient à l'écart le plus grand nombre » de la création et de la connaissance[29]. Ce constat conduit même le congrès

26. J. Gaugeard. « Le phénomène du livre de poche en France. Essai de synthèse ». *Les Lettres françaises*, nº 1051, 29 oct-4 nov 1964, p. 1-8.
27. A.-M. Bertrand. *Les Villes et leurs bibliothèques… Op. cit.*, p. 29-56 et 70-73.
28. « Les Bibliothèques sur les lieux de travail. Journées d'étude organisées du 20 au 22 novembre 1961 par la Commission de la République française, pour l'éducation, la science et la culture ». *Bulletin des Bibliothèques de France*, nº 3, mars 1962, p. 117-146.
29. H. Krasucki. « La culture, les intellectuels et la nation ». *Débats sur les problèmes idéologiques et culturels. Comité central du parti communiste français, Argenteuil, 11, 12 et 13 mars 1966.* Cahiers

à voter une résolution sur le principe de « l'accès de tous à la culture » qui implique « la création d'un équipement culturel étendu à tout le territoire », et « une politique culturelle nationale, la défense du livre français[30] ». La culture doit désormais devenir l'objet d'une politique publique, et non plus seulement l'expression d'une contre-société qui attend la révolution. Mais la mise en place d'une politique de lecture publique représente un coût. Cela nécessite bien souvent la construction d'un nouveau bâtiment et un budget conséquent qui permet de renouveler les collections et d'embaucher du personnel qualifié. Comme avant-guerre, le sort des bibliothèques, municipales ou populaires, dépend du volontarisme des élus locaux.

En ce qui concerne la construction, l'État s'était engagé à hauteur de 35 % de l'investissement, puis à partir de 1966 de 50 %. Cette décision a eu apparemment des effets directs sur les municipalités communistes. Les quelques cas connus soulignent que les constructions de nouvelles bibliothèques de banlieue rouge ont été inaugurées le plus souvent au tout début de la décennie 1970[31]. Auparavant, elles utilisaient exclusivement les ressources de la commune, souvent limitée. À Ivry, la Bibliothèque municipale bénéficiait de crédits annuels constants mais aura droit à un nouveau bâtiment dès 1959, avec une « grande salle claire et aérée », des « rayonnages où sont disposés les livres », et l'adoption du système du « livre service[32] », sur le modèle de la lecture publique moderne. Dans une des plus anciennes et des plus puissantes communes communistes de la Seine, Gennevilliers, la bibliothèque occupait le sous-sol de la Maison pour Tous. En 1951, 328 lecteurs y étaient inscrits. À partir du début des années cinquante, les élus tentent de lui donner plus de moyens, mais elle n'aura finalement son propre bâtiment qu'en 1969[33]. À Bagnolet, la municipalité communiste décide de construire une nouvelle bibliothèque pour remplacer celle de 15 m^2 où sont inscrits 50 lecteurs… En 1964, la ville inaugure une bibliothèque-discothèque municipale de 400 m^2, avant de se lancer dans la création d'annexes et le recours à un bibliobus[34]. À Montreuil, la ville construit 3 annexes et en 1965 décide de programmer la construction d'une nouvelle bibliothèque, qui est inaugurée en 1974[35]. Dans les années soixante, malgré la faiblesse des moyens, la bibliothèque, avec ses annexes, son bibliobus, parfois sa bibliothèque pour enfants et sa

du communisme, nº 5-6, 1966, p. 158-178.

30. Résolutions sur les problèmes idéologiques, *ibid.*, p. 264-280.

31. En 1971, on dénombre 970 bibliothèques municipales.

32. M. Poupardin. *La Politique culturelle de la municipalité d'Ivry sur Seine entre 1945 et 1973.* Maîtrise d'histoire, sous la direction de Pascal Ory : université Paris-I, 2000, 148 p.

33. C. Dupuy. *Un bastion communiste de la banlieue parisienne : Gennevilliers, année 1920-fin des années 1960.* Th. de doct. d'histoire, dir. Jacques Girault : université Paris-13, 2003, p. 498. Cette bibliothèque est l'héritière d'une bibliothèque populaire, fondée en 1929.

34. B. Maury. *La Médiathèque municipale de Bagnolet, Seine-Saint-Denis.* Rapport de stage pour le diplôme de conservateur des bibliothèques. ENSSIB, 2003, p. 9.

35. G. Josette. « La nouvelle Bibliothèque municipale de Montreuil ». *Bulletin des Bibliothèques de France*, 1975, nº 6, p. 247-254.

discothèque, devient un équipement municipal que les élus communistes considèrent comme *légitime*. Dans ce nouveau contexte, les bibliothécaires sont désormais considérés comme des professionnels.

En effet, à la lecture des archives de la direction du PCF des années soixante, les bibliothèques ne sont plus des institutions désincarnées : aux réunions d'information sur les éditions ou de grandes manifestations comme la vente du livre marxiste, des « bibliothécaires », travaillant dans des bibliothèques de comité d'entreprises ou municipales, sont invités. Paradoxalement, l'apparition dans la vie du Parti des bibliothécaires professionnels a été aidée par le mouvement des BBL. Le CDLPJ puis le Centre des BBL, organisateur du réseau, avaient diffusé auprès des responsables bénévoles de bibliothèques une culture professionnelle sommaire mais de qualité et moderne sur la manière d'organiser une bibliothèque et le libre-accès, culture de fait très marquée par la « lecture publique[36] ». Le CDLP reprend cette pratique en 1958 au travers d'un bulletin commercial, *Trait d'union*. Il est édité « pour les animateurs de bibliothèques d'entreprise, de quartier ou municipale ». La partie rédactionnelle et professionnelle du bulletin est entièrement rédigée par ces professionnels (au moins 7 bibliothécaires municipaux et 5 responsables de bibliothèques de comité d'entreprise). Le bulletin devient de fait bien plus un organe professionnel que politique.

L'Association des bibliothécaires de France (ABF) rencontre ce groupe informel au début des années cinquante. Au nom de la défense des compétences professionnelles des bibliothécaires, elle propose une formation aux hommes et femmes catapultés à la tête de bibliothèque populaire, municipale ou de comité d'entreprise. À partir de 1953, elle organise des cours et des visites des bibliothèques modèles[37] – *Trait d'union* s'en fait l'écho. Un des objectifs de l'ABF est de convaincre patrons, syndicalistes et élus de n'embaucher que du personnel qualifié. En 1959, ces responsables de bibliothèques d'entreprise, d'hôpitaux, de bibliothèques publiques, formés pour certains par l'ABF, créent au sein de l'association une section dite des « Petites et Moyennes bibliothèques à rôle éducatif », qui reprend le flambeau du thème de la lecture publique[38], en insistant sur deux points : la neutralité politique de la profession et le souci du monde ouvrier[39]. En 1965, la section est baptisée « section des bibliothèques publiques ». Le 13 juin 1966, se tient une réunion des bibliothécaires municipaux de la Seine-Saint-Denis à Bagnolet, qui constate une grande disparité de

36. N. Ponsard. *Lectures ouvrières à Saint-Étienne du Rouvray des années trente à nous jours*. Thèse d'histoire, dir. Roger Chartier : EHESS, 1999, p. 224.
37. *Bulletin d'informations de l'ABF,* nº 16, mars 1955, p. 227-228.
38. « Création d'une section des "Petites et Moyennes bibliothèques à rôle éducatif" ». *Bulletin d'informations de l'ABF,* nº 29, juin 1959, p. 103-104 ; - J. Hassenforder et Th. Pila. « L'Innovation vient des marges ». *Bibliothèque(s), revue de l'association des bibliothécaires français*, nº 28, juin 2006 (nº spécial. L'ABF a cent ans), p. 50-55.
39. Y. Enjolras. « L'aspect social des bibliothèques municipales et le rôle du bibliothécaire ». *Bulletin d'informations de l'ABF*, nº 30, novembre 1959, p. 133-136.

situation matérielle et surtout la nécessité absolue de professionnaliser les employés municipaux. Ce nouveau groupe départemental est représenté par Josette Dumeix (Bagnolet) et Mme Sadowsky (Drancy). Le 22 novembre 1967 est créé au sein de la section des bibliothèques publiques le groupe « Île-de-France » (GIF)[40]. L'influence des bibliothécaires exerçant en banlieue rouge y est, semble-t-il, notable[41]. Et peu surprenante.

En février 1964, le secrétariat du PCF avait organisé à Bagnolet « une rencontre des bibliothécaires et des responsables des centres culturels communistes[42] ». Le choix de cette ville n'était pas dû au hasard : la bibliothèque de la ville était alors dirigée par Josette Dumeix, membre du PCF depuis 1935 et ancienne résistante. Après plusieurs années comme permanente, elle devient au début des années soixante bibliothécaire, s'investissant totalement dans son nouveau métier et dans l'action culturelle en général, d'abord à Pierrefitte, qui inaugure sa bibliothèque en 1967[43]. Ensuite, elle suit le chantier de la nouvelle bibliothèque de Bagnolet, jusqu'alors installée « dans un pigeonnier mansardé de la mairie », n'hésitant pas à faire appel au ministère pour avoir un avis technique[44]. Jacqueline Gascuel, qui en 1965 a été nommée à la tête de la bibliothèque de Malakoff, témoigne de la singularité de la composition de ce groupe au sein de l'ABF : « Au GIF, le groupe régional d'Île-de-France, je côtoyais des collègues moins bien pourvus de titres universitaires que moi… mais bien plus compétents ! Ils étaient riches de leur expérience humaine : certains, comme Josette Dumeix[45], s'étaient engagés dans la Résistance ; d'autres, comme Édith François[46], avaient l'expérience d'un travail en usine[47]… » Le GIF devient rapidement le symbole de la banlieue rouge au sein de l'ABF.

Il y eut indubitablement alliance entre les élus locaux communistes de la banlieue rouge parisienne et les membres du GIF dans les années soixante. Cette rencontre a été déterminante pour l'évolution du discours communiste sur les bibliothèques. D'une part ce groupe, en raison de sa composition, a probablement su parler aux élus communistes pour les convaincre de la nécessité d'abandonner l'idée de bibliothèque populaire militante ou associative pour un service public de la lecture. D'autre part, il a apporté dans ses bagages une culture professionnelle dont ces élus étaient ignorants,

40. A.-M. Bertrand. *Les villes et leurs bibliothèques… Op. cit.*, p. 172
41. *Op. cit.*, p. 157.
42. Secrétariat. Décisions du 4 février 1964, Fonds PCF, AD de Seine-St-Denis.
43. Elle comporte une discothèque ce qui est extrêmement moderne pour l'époque. À l'inauguration, une « signature vente » est organisée, et sont invités Mouloudji, J.-P. Rosnay et J. Kanapa. *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 9-10, septembre-octobre, p. 364.
44. J. Dumeix. « Un bon départ à Bagnolet ». *Trait d'union*, n° 22, février-mars 1964, p. 2
45. Bibliothèque municipale de Bagnolet.
46. Bibliothèque municipale de Malakoff.
47. « Secteur, dîtes-vous ? Entretien avec Jacqueline Gascuel ». *BIBLIOthèque(s), revue de l'Association des bibliothécaires de France*, n° 28, juin 2006.

et donc défendu la nécessité d'embaucher de véritables professionnels et non plus des militants, même dévoués.

De cette « alliance[48] » est née une légende dans les années soixante-dix, fondamentale dans le discours politique communiste, celui d'un intérêt ancien pour la lecture publique et les bibliothèques. La réalité est moins glorieuse sans être pourtant honteuse : les cadres du parti communiste ont pris conscience tardivement de l'intérêt d'une politique publique de la lecture, mais plus précocement que les autres groupes politiques.

Ce nouvel âge d'or du livre politique ne fut donc pas un temps si merveilleux pour les communistes. Ils furent dépassés par l'aura des éditions Maspero ou de Minuit, incapables de réagir à temps et sous la forme la plus pertinente à la lutte contre la guerre d'Algérie. Cette courte période démontre de la manière la plus spectaculaire à quel point les Éditions sociales et les EFR restent fortement implantés dans le champ politique et non dans le champ éditorial. Même si la direction du CDLP pense que l'avenir commercial est radieux, même si le livre politique se vend, le fait même que les dirigeants du Parti sont de plus en plus souvent publiés par les éditeurs « bourgeois » prouve que l'organisation éditoriale du PCF peine désormais à trouver sa légitimité dans le champ politique comme dans le champ éditorial.

48. M. de Lassalle. *L'Impuissance publique : la politique de la lecture publique en France (1945-1993)*. Thèse de sciences politique, Paris-I, 1996, p. 226.

Conclusion

Accompagnant la transformation du PCF de secte politique en force politique nationale, ses structures éditoriales sont passées de l'office de propagande à l'édition. En décembre 1920, le PCF possédait la Librairie de l'Humanité, à la fois maison d'édition, librairie et bibliothèque. Elle vendait livres, brochures, revues, tracts, affiches, bustes en plâtre, insignes… En 1970, le PCF dispose d'un groupe d'édition, qui édite exclusivement des livres et des revues. En 1920, l'édition politique communiste signifiait publications d'actes de congrès, discours et histoire. En 1970, elles sont remplacées par les essais, la philosophie et l'économie politiques, l'histoire, les romans, les livres pour enfant et les livres d'art. Mais cette analyse est incomplète.

En 1920 comme en 1970, ces maisons d'édition doivent à la fois aider à la formation des militants (la propagande) et assurer la diffusion d'une littérature plus générale afin de provoquer ou maintenir l'adhésion des sympathisants et militants (l'agitation). Confirmant l'analyse d'Annie Kriegel[1], cette répartition est schématisée par deux cercles concentriques, avec au centre la propagande et à la périphérie l'agitation. Si les textes destinés à la formation demeurent centraux, les romans, les biographies, l'histoire, les livres scientifiques, etc. constituent une ressource éditoriale dans laquelle le PCF puise suivant les besoins de l'actualité et de sa stratégie politiques du moment. Ces deux ensembles éditoriaux nourrissent la culture politique communiste. Par ces textes, les militants ont intégré, – même de manière superficielle – un vocabulaire, des symboles, des héros, des attitudes, des dates mémorables : Lénine, Staline, le « Fils du peuple » Maurice Thorez, André Marty et les mutins de la Mer noire, le PCF héritier des révolutionnaires de 1789, premier parti résistant de France, *etc.* Cependant, les éléments dont je dispose sur la diffusion ainsi que les rares études sur le sujet démontrent que cette culture livresque est dominée par les brochures, les textes courts (pamphlets, discours), par les livres d'histoire et les biographies, et non par les textes idéologiques, complets ou résumés, et surtout

1. A. Kriegel. *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle. Op. cit.*, p. 49.

qu'elle est marquée par la vie politique française. La politique s'exerce dans un cadre local et une histoire nationale, même si elle se présente comme internationaliste.

Matériellement, l'impact est essentiel. Le livre et la brochure sont omniprésents dans la vie militante : manifestations, tables de littérature, bibliothèques d'organisation ou personnelles… L'objet « livre » est devenu un objet militant, que le discours sur la lecture rend cependant difficile d'accès. Le Parti communiste entend pendant longtemps la lecture comme une pratique exclusivement militante. Jusqu'aux années soixante, elle n'est ni un loisir, ni source de plaisir. Le PCF combat, sans relâche, la littérature populaire, arme de la bourgeoisie pour corrompre et démobiliser le prolétariat. Marqués par la culture scolaire de la IIIe République, les dirigeants communistes expliquent aussi comment lire ces livres édités par le Parti. Cette vision utilitaire et scolaire de la lecture met le roman au second plan, contrairement à ce que font supposer les débats sur la littérature. Les militants intègrent très bien ces ambivalences, pratiquant de manière simultanée la lecture militante et la lecture de divertissement, tout en les hiérarchisant[2]. Ces injonctions se modèrent sensiblement dans les années soixante, lorsque la lecture n'est plus perçue seulement comme un phénomène de masse à contrôler mais aussi comme une pratique socialement discriminante. Défendre la lecture comme loisir, c'est désormais défendre les plus défavorisés. Au début des années soixante, le PCF finit par promouvoir la bibliothèque municipale comme lieu possible d'émancipation sociale, soit dix ans plus tôt que les autres partis politiques.

La culture politique communiste française rassemble la culture bolchevique – où la politique prime sur tout avec la révolution comme le seul objectif –, la culture populaire, avec son anti-intellectualisme, et une culture scolaire, par ses modes d'appropriation des textes. Au début des années soixante, voulant toucher un public de plus en plus vaste et divers, la culture politique communiste, en se dilatant, altère sa cohésion. Défendre désormais la « lecture publique » ou la diffusion en librairie, c'est prendre le risque de négliger les pratiques militantes populaires, comme la désormais démodée bibliothèque de cellule ou la table de littérature. De même, l'attention croissante à l'égard de la culture de masse conduit à faire perdre aux éditions du PCF leur intérêt, au profit des grands éditeurs populaires « bourgeois » et des autres médias.

Ces tensions sont le quotidien de ceux que le Parti n'appelle pas « éditeurs ». Pour la direction du PCF, il n'y a pas d'éditeurs à la tête de ses maisons d'édition, mais des techniciens au service de l'organisation. L'éditeur est le Parti lui-même. Cette perception heurte des militants qui se considèrent d'autant moins comme des exécutants qu'ils sont placés

2. N. Ponsard. « Histoire de lecteurs ouvriers stéphanais des années 1930 à nos jours : un autre "voyage en culture ouvrière" ». *Le Mouvement social*, n° 205, 2003/4, p. 61-86.

dans une position intenable : sans autorité politique et donc éditoriale, ils sont considérés pourtant comme responsables des échecs des maisons d'édition. Cette injustice est doublée d'une frustration, née pendant le Front populaire, de n'être pas considérés comme éditeurs au sein ni du Parti ni même de l'édition française. Ce sentiment n'est pas seulement affaire d'amour-propre blessé : il ne peut y avoir de politique éditoriale efficace et cohérente si une maison d'édition ne devient pas un lieu qui attire et défend ses auteurs. Et cela, un « permanent » qui suit les consignes de la direction ne peut le réaliser. Mais ils veulent aussi être reconnus *au sein du Parti*[3]. Seuls les responsables des Éditions sociales s'approchent de cette double reconnaissance, bien que l'appartenance de G. Besse au Comité central démontre que la source de l'autorité éditoriale est plus politique que professionnelle.

La figure de l'auteur est de fait longtemps fantomatique. La direction du PCF choisit des textes et non des auteurs. Contrairement aux éditions « bourgeoises », il n'est pas question de constituer un fonds de référence sur un auteur, sauf cas particuliers d'œuvres « canoniques », dont la référence est constitutive de la culture politique communiste. Cette exception est d'ailleurs fragile comme le prouve le faible enthousiasme avec lequel le PCF se lance dans l'édition du *Capital*. Cela est en complète contradiction avec les normes et règles qui régissent le champ littéraire : l'auteur existe par la reconnaissance de ses pairs et connaît des modes de rétributions matérielles et symboliques propres[4]. Lors de périodes critiques (les années trente, les années soixante), le Parti prend conscience que cette posture conduit à la fuite de textes politiques majeurs : non seulement, les rares éditeurs engagés s'en emparent, mais lorsque le marché est favorable, l'édition « bourgeoise » fait de même, jusqu'à publier des auteurs communistes, puisqu'elle est la seule qui permet d'obtenir la consécration littéraire ou universitaire. Cette marginalité est même accentuée par le Komintern et l'URSS qui comptent souvent bien plus sur les éditeurs « bourgeois » pour propager la parole bolchévique ou soviétique que sur les éditions du PCF.

Ce sont les années 1950-1952, et non les crises de 1956 et de 1968, qui constituent un tournant décisif pour les intellectuels du PCF. Mis largement à contribution dans la propagande politique, les auteurs communistes vivent douloureusement les contradictions entre leur discipline militante, qui les condamnent dans le champ intellectuel, et leur ambition intellectuelle et artistique. Pour les universitaires qui gravitent autour des Éditions sociales, il n'est plus question de répondre à la demande éditoriale du bureau politique ou du département d'agit-prop : ils veulent écrire des textes *engagés* qui puissent être jugés sur des critères *scientifiques*. Pour les

3. Y. Siblot. « La Mémoire entravée : une trajectoire de libraire et de communiste sous tension ». *Sociétés & représentations*, février 2001, p. 95-119.
4. P. Bourdieu. « Le Champ littéraire ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1991, nº 89, p. 4-46.

littéraires, il n'est plus question d'écrire des romans qui ne sont lus par personne et à peine défendus par le Parti lui-même.

Les Éditions sociales, la Farandole et Cercle d'art réussissent plus ou moins ce pari. Les EFR, maison d'édition la plus engagée dans la Guerre froide, échouent. Les « universitaires », et les philosophes en premier lieu, réussissent à obtenir une certaine reconnaissance, qui annonce celle dont vont bénéficier les animateurs de *La Nouvelle Critique* et affichée lors du Comité central d'Argenteuil en 1966, y compris dans ses limites. Les années soixante sont l'âge d'or des éditions du PCF, puisque pour la première fois, les éditions proposent au public un vrai fonds d'édition, des œuvres de références. Cette reconnaissance tant attendue n'est pas totalement satisfaisante. Le renouveau du livre politique bénéficie à nouveau aux autres éditeurs engagés et même à ceux qui ne le sont pas.

Après Costes ou Rieder dans les années vingt, Minuit, Maspero ou le Seuil jettent une ombre importante sur les éditions du PCF. Car leur histoire est traversée par maintes œuvres manquées : *Le Capital* édité par Costes qui repoussent aux calendes grecques la version du PCF, les œuvres du groupe « Philosophie », dont celles de Nizan ou Politzer, les romans d'Aragon, les travaux d'Althusser, *La Question* d'Alleg, *Une journée d'Ivan Denissovitch* de Soljenitsyne… Comme si les éditions du PCF passaient mécaniquement à côté de des œuvres majeures de la littérature politique du XXe siècle. Paradoxalement, ce sont les dirigeants eux-mêmes qui entérinent cet état de fait dans les années soixante, en fuyant leurs propres maisons d'édition pour les éditions « bourgeoises », tout en les maintenant dans un fonctionnement archaïque. Officiellement, les éditions du PCF sont victimes d'un « complot du silence » de la part de la presse bourgeoise et des grands diffuseurs. Sont-elles véritablement des « corps étrangers » au monde de l'édition française ? Si l'on analyse le monde de l'édition française comme un « champ éditorial », la position des maisons d'édition du PCF dans ce champ est en fait inexistante. Par leurs caractéristiques intrinsèques, elles appartiennent au champ politique[5].

L'édition française n'est pas un terrain neutre. L'édition politique est un marché, plus ou moins rentable suivant les périodes. Les éditeurs engagés sont rares et souvent économiquement condamnés à l'échec, survivant à peine pendant la crise des années trente et victime de la crise de l'édition de la fin des années quarante. La force des éditeurs « traditionnels » sur le marché du livre politique ne se mesure pas seulement à leur opportunisme, mais à leur capacité à trouver de nouveaux produits et services pour toucher le plus grand nombre : romans populaires, « livre de poche », distribution *via* les supermarchés… Alors qu'elles devraient idéologiquement se positionner en rupture par rapport à l'édition « bourgeoise »

5. P. BOURDIEU. « Une révolution conservatrice dans l'édition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1999, n° 126-127, p. 3-28.

et ses pratiques, à partir des années trente les éditions du PCF normalisent leur production (l'abandon de la brochure pour le livre), usent de la publicité, reprennent à leur compte les clubs ou le livre de poche. Le seul domaine où le PCF maintient sa singularité est l'organisation de la diffusion. En 1970, le PCF fait un grand écart, qui va des tables de littérature à la vente en librairie, en passant par les ventes-signatures du Livre marxiste, les comités d'entreprise et les clubs de livre.

Les maisons d'édition du PCF sont donc des entreprises bien particulières dans le monde éditorial et politique et dans l'histoire culturelle française. Les tensions entre discours ouvriériste et ambition culturelle, entre discipline militante et désir de reconnaissance de certains de ses intellectuels, entre désir d'intégrer l'espace éditorial et leur marginalité, entre spécialisation et désir d'éditer pour le plus grand nombre, ont constitué un héritage lourd à porter et difficile à transformer.

M. Braun dirige les EFR jusqu'à sa mort en 1980, secondée par Ruben Melik, à partir de 1971[6]. La Farandole reste dirigée conjointement par P. Michel[7] et M. Gilard jusqu'au début des années soixante-dix, où leur succède Régine Lilensten. Elle demeure une des maisons de référence et des plus novatrices dans le monde de l'édition pour enfant[8]. Aux Éditions sociales, G. Besse est remplacé en 1970 par Lucien Sève, normalien, agrégé de philosophie et membre du Comité central[9]. Les années soixante-dix sont encore des années fastes. Elles figurent dans le groupe de tête des éditeurs de philosophie dans les années soixante-dix[10]. Pendant les années soixante-dix, le PCF confirme son engagement pour la défense du livre et de la lecture publique. En 1975, Guy Hermier, membre du Bureau politique en charge des questions d'édition, présente un « manifeste pour le livre [11]», qui est suivi par un livre-programme, la *Bataille du livre*[12]. Cette condamnation du capitalisme d'édition est diversement appréciée par les éditeurs français[13], mais les principes inspirent le volet culturel du programme commun.

Alors que la gauche monte en puissance, plusieurs signes marquent le reflux de la littérature politique. En 1976, les Semaines de la pensée

6. N. Devers-Dreyfus. « Madeleine Braun, fragments biographiques ». *Annales de la Société des Amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, nº 11, 2009, p. 224-248.
7. Paulette Michel quitte la direction de la Farandole en 1975 (renseignement fourni par la famille).
8. C. Combet. « La Farandole ». *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la librairie, 1998, p. 759-760.
9. *Ceux de l'édition : dictionnaire biographique de l'édition et des arts graphiques.* France Expansion, 1977, p. 225.
10. O. Godechot. Le Marché du livre philosophique. *Op. cit.*, p. 11-28.
11. Ministère de la culture. Politique du livre du Parti communiste, 1966-1977. 19890534, art. 3, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.
12. A. Spire et J.-P. Viala. *La Bataille du livre*. Éditions sociales, 1976, 302 p. (Notre temps) ; - D. Tartakowsky. « Parti communiste français et culture ». *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*. CNRS, 2001, p. 481-483.
13. R. Priouret. « Entretien avec Robert Laffont ». *L'Expansion*, nº 89, octobre 1975, p. 168-185 ; - *Colloque sur la situation de la littérature, du livre et des écrivains*/sous la direction du Centre d'études et de recherches marxistes. Éditions sociales, 1976, 397 p.

marxiste sont interrompues. En 1979, l'Institut Maurice Thorez et le CERM fusionnent et fondent l'Institut de recherche marxiste, qui devient en 1995 Espace Marx. En 1983, L. Sève note « qu'après le "boom" éditorial sur le marxisme dans les années soixante, les Éditions sociales, presque seules à l'époque de la "mort de Marx" ont maintenu leur effort[14] ». L'âge d'or de l'édition politique est passé.

La crise économique frappe l'appareil éditorial du PCF à la fin des années soixante-dix. C'est la faillite du CDLP en 1978[15]. L'appareil d'édition est réorganisé. Les EFR et la Courtille fondée en 1971 fusionnent pour donner naissance à Temps actuels. En 1981, est créé le groupe Messidor, dans lequel sont rassemblées toutes maisons d'édition[16], hormis Cercle d'Art dirigé à partir de 1982 par Philippe Monsel[17]. Claude Compeyron est placé à la tête de Messidor jusqu'en 1991 où il est remplacé par François Hilsum. L. Sève quitte les Éditions sociales en 1982, remplacé par Claude Mazauric, historien, agrégé de l'université et membre du Comité central. Les Éditions sociales se heurtent aux mêmes contradictions internes. En 1986, C. Mazauric démissionne[18]. Dans les années quatre-vingt, Messidor ne se relève pas d'une triple crise : politique, celle que traverse la gauche et en particulier le PCF ; intellectuelle, celle de la pensée marxiste face à une idéologie libérale renaissante ; économique avec la crise qui frappe l'édition française, crise redoublée pour le PCF par la disparition de l'URSS. Ces événements aggravent la situation, dont l'extrême difficulté à pénétrer le marché du livre. François Hilsum dénonce en 1992 « l'ostracisme dont souffrent les livres et les auteurs[19] ».

Le 27 juillet 1992, Messidor est mis en liquidation judiciaire. Le groupe est alors d'une taille notable : 220 salariés, avec 200 titres par an, soit le double de la production des années cinquante. Après une tentative de reprise par Scandéditions[20], le groupe est mis en liquidation judiciaire le 9 mai 1994[21]. N'appartenant pas au groupe Messidor, seuls Cercle d'art

14. L. Sève. « Sur la publication de l'œuvre de Marx et d'Engels en France ». *1883-1983 : L'œuvre de Marx un siècle après, colloque 17-20 mars 1983*. PUF, 1985, p. 159-163.
15. 80 personnes sont licenciées : Bernard Alliot. « La Restructuration du secteur "livre" du PCF provoque un grave malaise dans le personnel ». *Le Monde,* 21 octobre 1978.
16. A. Favier. « Les Éditions sociales et Messidor ». *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la librairie, 1998, p. 758-759.
17. J. Savigneau. « Antoine Stéphani et son double ». *Le Monde,* 11 juin 2004, p. vii ; - Alain Salles. « "Le Cercle" fête ses 50 ans d'art ». *Le Monde*, 5 mai 2000, p. 12.
18. « Entretiens de Claude Mazauric avec Julien Louvrier ». *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, nº 104, 2008, p. 124.
19. A. F. « Messidor à la recherche de solutions ». *Livre Hebdo*, nº 22, 29 mai 1992, p. 43.
20. C. F. « Des repreneurs pour Biro, First, Delachaux et Niestlé et Messidor ». *Livre Hebdo*, nº 37, 11 septembre 1992, p. 33 ; - R. Rerolle. « Repreneur du pôle éditorial proche du PC, Scandédition a été mis en redressement judiciaire ». *Le Monde*, 9 mars 1994, p. 19 ; - La 2e mort de Pif. *Le Monde*, 11 mai 2004, p. 28.
21. « Journée de grève chez Scandéditions ». *Livre-Hebdo*, 15 avril 1994, nº 112, p. 41 ; - « La 2e mort de Pif ». *Le Monde*, 11 mai 2004, p. 28.

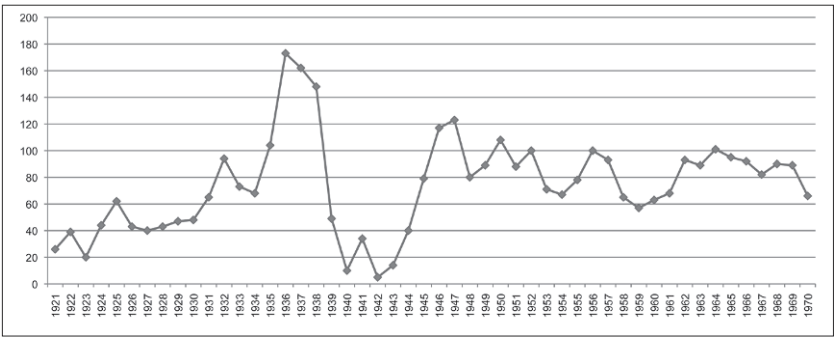
et Chant du Monde survivent à cet effondrement[22]. Quant à la reprise des fonds, la mobilisation est inégale, forte pour les publications des Éditions sociales, inexistante pour les ouvrages à caractère littéraire[23].

Les crises de l'édition, économiques et sociales, ont aussi emporté d'autres maisons d'édition « politiques » : Maspero connaît de grandes difficultés dans les années soixante-dix et se transforme en Éditions la Découverte en 1984[24], de même que Champ libre dans les années quatre-vingt. Mais au moment où les éditions du PCF disparaissent, l'édition engagée renaît dans les années quatre-vingt-dix, avec Syllepse (1989), Raisons d'agir (1996) ou Agone (1997)[25]. Comme si l'édition politique, tel un phénix, devait renaître de ses cendres cycliquement tous les 20 ou 30 ans : les années 1880, la Belle Époque, les années vingt, la Libération, les années soixante, les années quatre-vingt-dix.

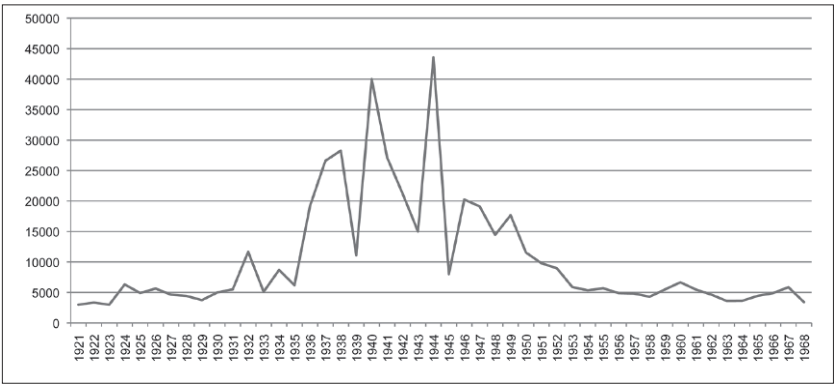
Cette renaissance est d'autant plus remarquable que le livre comme support de propagande politique *de masse* est mort depuis longtemps[26], remplacé par de nouveaux médias (la presse, la radio, la télévision et enfin internet). Depuis les années soixante, les partis ont pris progressivement le virage vers la « communication politique » et s'adressent aux agences de publicités[27]. Désormais, la propagande revêts des habits neuf de la « communication[28] ». La renaissance de l'édition politique des années 1990-2000 ne doit donc pas faire illusion : elle demeure économiquement marginale. En 2010, le livre conserve encore une symbolique forte, comme s'il donnait une autorité supplémentaire à la parole politique. Pour combien de temps encore ?

22. Chant du Monde a été racheté par Hamonia Mundi en 1993.
23. Le fonds est repris par : le Temps des cerises, dirigé par F. Combes, créé en 1993 ; La Dispute, créé en 1997, dirigé par Richard Lagache.
24. C. Joseph. « Les rééditions de textes politiques aux Éditions La Découverte ». *Mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication. Colloque*, septembre 2006, PDF : http://www.observatoire-omic.org/colloque-icic/pdf/Joseph1.3.pdf
25. S. Noël. « La Petite Éditions indépendante face aux grands groupes ou le refus de l'uniformisation culturelle : le cas des éditeurs "engagés" en sciences humaines ». *Mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication, colloque*, septembre 2006. PDF : http://www.observatoire-omic.org/colloque-icic/pdf/Noel1_5.pdf
26. J.-Y. Mollier. *Le Camelot et la rue : politique et démocratie au tournant des XIXe et XXe siècles*. *Op. cit.*
27. C. Delporte. « Propagande politique ». *Dictionnaire de la vie politique française au XXe siècle.* PUF, 2003, p. 1016-1023.
28. S. Olivesi. « De la propagande à la communication. Éléments pour une généalogie ». *Cahiers d'histoire*, nº 86, 2002, p. 13-28 ; - G. Chevrier. « De la propagande à la communication. L'Information enjeu de pouvoir, enjeu pour la démocratie ». *Cahiers d'histoire*, 2002, nº 86, p. 9-12 ; - F. d'Almeida et C. Delporte. *Histoire des médias en France*. Flammarion, 2003, p. 287-292.

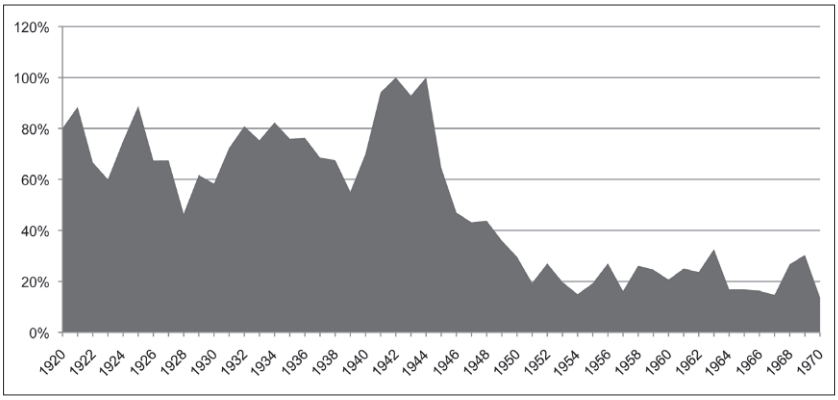
Annexes



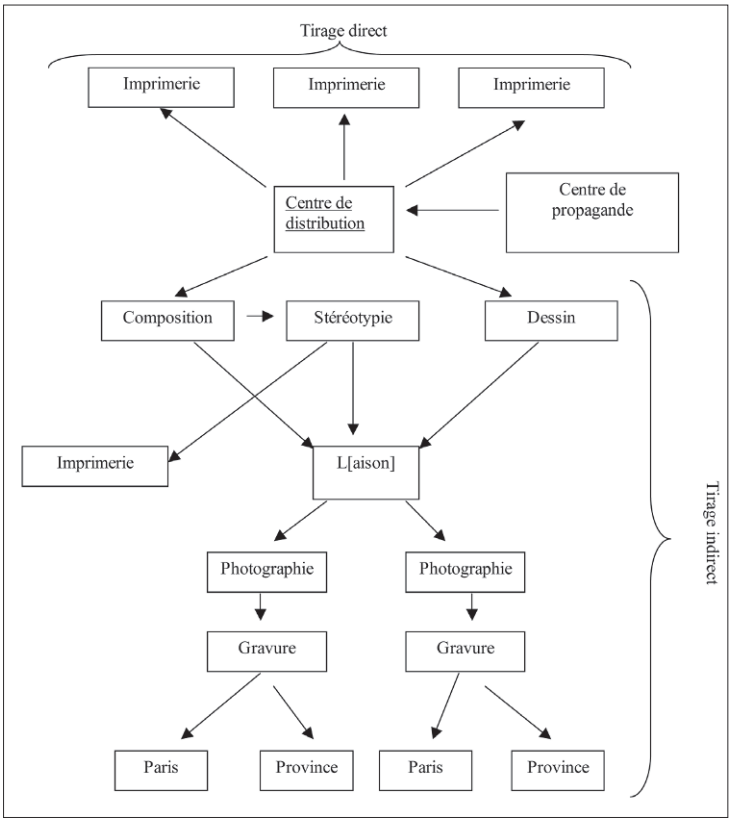
GRAPHIQUE 1 – *Nombre de titres publiés par an, 1921-1970.*



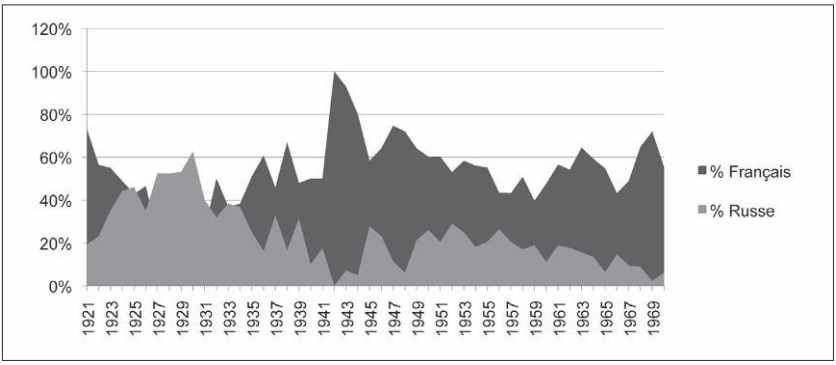
GRAPHIQUE 2 – *Tirage moyen, 1921-1968.*



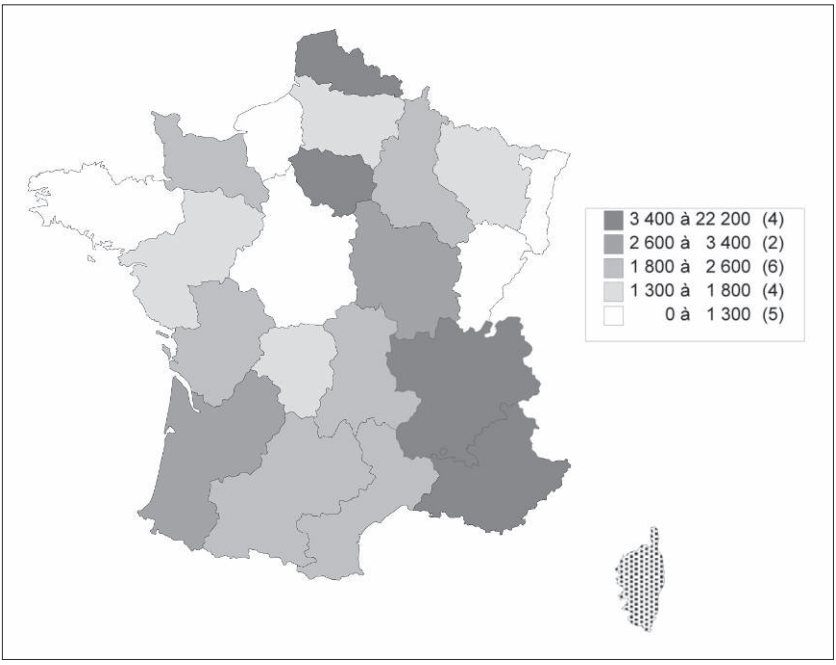
GRAPHIQUE 3 – *Part des brochures (livres < 128 p.), 1921-1970.*



GRAPHIQUE 4 – *Les imprimeries clandestines du PCF en 1942 : schéma d'organisation (source : note de service de police, 11 mars 1942, Ba carton 7, arch. PPo, 1 f. manusc).*



GRAPHIQUE 5 – *Part des ouvrages français et traduits du russe en %, 1921-1970.*



CARTE 1 – *Bénéfice en francs courants réalisés par le CDLP en 1936.*

CARTE 2 – *Nombre de bibliothèques de la Bataille du livre, septembre 1952.*

Sources et bibliographie

Le lecteur trouvera dans la thèse de doctorat la liste détaillée et complète des sources et la bibliographie[1].

Principales archives utilisées

Archives publiques

Archives de Paris. Tribunal de Commerce de la Seine : Registre analytique du commerce et des sociétés (dit « K Bis ») : $D^{31}U^{3}$.

Archives de la Préfecture de police de Paris (PPo).

Centre des archives financières, Ministère de l'économie et des finances (CAF).

Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN), Paris : F^{7} (Ministère de l'Intérieur. Police générale) ; F^{41} (Information).

Centre des archives contemporaines (CAC), Fontainebleau : Sûreté nationale, dit Fonds 1 (versements 19940438, 19940448, 19940459, 19940500, 20010216) ; Ministère de l'Intérieur. Direction générale de la Police nationale – Renseignements généraux (sur dérogations) (versements 19880206, 19890464, 19910695, 19960325, 20000388) ; Archives du dépôt légal éditeur (1925-1968) (1970353).

Institut national de la propriété industrielle (INPI) : Tribunal de commerce de la Seine.

Ministère des affaires étrangères (MAE).

Archives étrangères

Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique (RGASPI), Moscou. Archives de l'Internationale communiste. Fonds 495/30 (Comité exécutif de l'IC, 1919-1941 : programmes et documents d'agitation et de propagande), 495/32 (Secrétariat des pays latins, 1926-1935), 495/78 (Service d'éditions de l'IC, 1924-1941).

Archives privées

Archives André Moine. Notes sur entretiens, 28 f. dact.

Archives départementales (AD) de Seine-Saint-Denis : Archives du Parti communiste français : Archives microfilmées, Institut Marxiste Léniniste (IML) (1921-1943) ; Secrétariat (1944-1970) ; Bureau politique (1944-1970) ; Comité central (1939-1970) ; Direction d'Alger. Délégation du Comité central en Afrique du Nord. Secrétariat – sessions du CC (1943-1944) ; Fonds Guy Besse (dossier Éditions sociales sur dérogation), Fonds Roland Leroy ; Fonds André Marty ; Fonds Waldeck Rochet ; Fonds CDLP (janvier 1935-octobre 1937) ; Fonds ESI (octobre 1935-février 1938).

1. M.-C. Bouju. *Les Maison d'édition du Parti communiste française, 1920-1956.* Thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar. Institut d'études politiques de Paris, 2005, 809 p.

Archives Nicolas Devers-Dreyfus.
Bibliothèque nationale de France (BnF). Manuscrits occidentaux (Nouvelles Acquisitions françaises) : Fonds Louis Aragon, Elsa Triolet, Marcel Martinet, Jean-Richard Bloch, Romain Rolland.
Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN), Paris : 626 AP Fonds Maurice Thorez (sur dérogation).
Institut Mémoire de l'édition contemporaine (IMEC), Caen : Fonds Louis Althusser, Pierre Courtade, Paul Nizan.
Musée d'histoire vivante (MHV), Montreuil. Fonds Jacques Duclos ; Fonds Paul Vienney.
Musée de la Résistance nationale (MRN), Champigny : Fonds Cogniot ; Fonds Villon.

Archives audiovisuelles

Ciné Archives : *Fils du peuple*, [1937], 4 minutes 30 ; *Les Rendez-vous de l'espérance*, 1950, 60 minutes.

Sources orales

Gibert Badia, 2004.
Étienne Balibar, 2010 (questionnaire).
Francis Cohen, 1994.
Pierre Daix, 2004.
Jacqueline Feld, 2000.
Françoise Frontisi-Ducroux, 2003.
Pierre Gamarra, 1994.
Raymond Hallery, 1994.
François Hilsum, 1994 et 2003.
Roger Maria, 1994 et 2003.
Hélène Schwartzenberg, 2003.
Lucien Sève, 2010.
Antoine Spire, 210.

Je remercie chaleureusement toutes ces personnes d'avoir accepté de me recevoir.

Bibliographie sélective[2]

Les Communistes français de Munich à Chateaubriand, 1938-1941. J.-P. Azéma, A. Prost et J.-P. Rioux (dir.). Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, 439 p.
Le Parti communiste français des années sombres. 1938-1941. J.-P. Azéma, A. Prost et J.-P. Rioux (dir.). Le Seuil, 1986, 321 p.
Le Parti communiste français dans la Résistance. Éditions sociales, 1967, 354 p.
1883-1983 : L'Œuvre de Marx un siècle après, colloque 17-20 mars 1983. G. Labica (dir.). PUF, 1985, 413 p.
Biographical dictionary of the comintern. B. Lazitch (dir.). Stanford : Hoover Institute Press, 1986, 532 p.
Books in Russia and Soviet Union : Past and present. R. Beaven Remnek (dir.). Wiesbaden : Otto Harrassowitz, 1991, 276 p.
Center and periphery. The history of the Comintern in the ligth of new documents. M. Narinsky et J. Rojahn (dir.). Amsterdam : International Institute of social history, 1996, 267 p.
Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1789-1939. J. Maitron (dir.). [CD-ROM] Édition de l'Atelier, 1997.
Discours sur la lecture : 1880-2000. A.-M. Chartier et J. Hébrard (dir.). BPI-Centre Pompidou – Fayard, 2000, 762 p.
L'Édition française depuis 1945. P. Fouché. Cercle de la librairie, 1998, 933 p.
Europe, *une revue de culture internationale, 1923-1998. Actes du colloque tenu en Sorbonne, le 27 mars 1998*. H. Béhar (dir.). *Europe,* 1998, 143 p.
La Guerre d'Algérie et les intellectuels français. J.-F. Sirinelli et J.-P. Rioux (dir.). Bruxelles : Complexe, 1991, 416 p.
Histoire de l'édition française. T. IV : Le livre concurrencé. R. Chartier et H.-J. Martin (dir.). Fayard, 1991, 724 p.
Histoire des Bibliothèques françaises. Tome 4 : les bibliothèques au XXe siècle, 1914-1990. M. Poulain (dir.). Cercle de la Librairie, 1992, 793 p.

2. Le lieu d'édition est Paris, sauf mention contraire.

International Communism and the Communist International, 1919-1943. T. Rees et A. Thorpe (dir.). Manchester : Manchester University Press, 1998, 323 p.

Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, à Moscou, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse (1919-1943). J. Gotovich et M. Narinsky (dir.). Éditions de l'Atelier, 2001, 604 p.

Le Réalisme socialiste en France. *Sociétés & représentations*, décembre 2002, n° 15.

Le Siècle des Communismes. M. Dreyfus, B. Gruppo *et al.* (dir.). Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.

« *On tue à chaque page ! » : la loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse*. T. Crépin et T. Groensteen (coord.). Éd. du Temps – Angoulême : Musée de la Bande dessinée, 1999, 232 p.

La Presse clandestine, 1940-1944. Colloque d'Avignon, les 20-21 juin 1985. Institut d'histoire du temps présent. Association des médaillés de la résistance du Vaucluse, 1986, 266 p.

Le Siècle des Communismes. M. Dreyfus, B. Gruppo *et al.* (dir.). Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.

Aucouturier Michel. *Le Réalisme socialiste.* PUF, « Que sais-je ? » n° 3320, 1998, 128 p.

Badia Gilbert, Joly Jean-Baptiste et Mathieu Jean-Philippe. *Les Bannis d'Hitler : accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939).* Paris : Presses universitaires de Vincennes – Études et documentations internationales, 1984, 413 p.

Balmand Pascal. « Les Best-sellers de la Guerre froide ». *L'Histoire,* janvier 1992, n° 151, p. 74-77.

Bardouillet Marie-Christine. *La Librairie du Travail*. Centre d'histoire du syndicalisme – Maspero, 1977, 255 p.

Basart Sandrine. *Les Éditions Jules Rouff (1877-1912) : monographie d'un éditeur populaire.* Maîtrise d'histoire, dir. J.-Y. Mollier : université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, 1994, 103 p.

Baudin Antoine et Heller Leonid. *Le Réalisme socialiste de la période jdanovienne, 1947-1953.* Bern : Peter Lang, 1997-1998, 383 et 394 p.

Bellour Helène, Kuhlmann Marie et Kuntzmann Nelly. *Censure et bibliothèques au XXe siècle*. Cercle de la librairie, 1989, 351 p.

Berchadsky Alexis, La Question *d'Henri Alleg : un livre événement dans la France en guerre d'Algérie*. Larousse, 1994, 193 p.

Bertrand Anne-Marie. *Les Villes et leurs bibliothèques : légitimer et décider, 1945-1985*. Cercle de la Librairie, 1999, 324 p.

Bétourné Olivier et Hartig Aglia I. *Penser l'histoire de la Révolution : deux siècles de passion française.* La Découverte, 1989, 238 p.

Betti Daniela. « Il Partido editore : libri e lettori nella politica culturale del PCI, 1945-1953 ». *Italia contemporanea*, 1989, n° 175, p. 53-81.

Betz Albrecht. *Exil et engagement : les intellectuels allemands et la France, 1930-1940.* Gallimard, 1991, 409 p.

Bourderon Roger. *La Négociation. Été 1940 : crise au PCF.* Syllepses, 2001, 253 p.

Broue Pierre. *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943.* Fayard, 1997, 1 120 p.

Buton Philippe. « Les générations communistes ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, avril-juin 1989, n° 22, p. 81-91.

Buton Philippe. *Les Lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, 352 p.

Courtois Stéphane. *Le Parti communiste français dans la guerre*. *De Gaulle, la Résistance, Staline*. Ramsay, 1980, 586 p.

Courtois Stéphane et Lazar Marc. *Histoire du Parti communiste français*. 2e éd. PUF, 2000, 480 p.

Crepin Thierry. *« Haro sur le gangster ! » : la moralisation de presse enfantine, 1934-1954*. CNRS Éditions, 2001, 493 p.

Crepin Thierry. « Le Comité de défense de la littérature et de la presse pour la jeunesse : les communistes et la presse

enfantine dans la Guerre froide ». *Libraries and Culture*, vol. 36, nº 1, 2001, p. 131-142.

CRÉPIN Thierry et CRÉTOIS Anne. « La Presse et la loi de 1949 entre censure et autocensure ». *Le Temps des médias*, automne 2003, nº 1, p. 55-64.

DELACAMPAGNE Christian. *Histoire de la philosophie au XXe siècle.* Le Seuil, 2000, 404 p.

DESCOMBES Vincent. *Le Même et l'autre : quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978)*. Éditions de Minuit, 1979, 224 p.

DEVERS-DREYFUS Nicolas. « Madeleine Braun, fragments biographiques ». *Annales de la Société des Amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, nº 11, 2010, p. 224-248.

DIAMENT Nic. *Dictionnaire des écrivains français pour la jeunesse, 1914-1991*. L'École des Loisirs, 1993, 783 p.

DOMENECH Gilbert et RYCINE Serge. *La Bataille du livre, 1950-1952*. s. l., 1972, 157 p. dact.

DOSSE François. *L'Histoire en miette : des* Annales *à la nouvelle histoire*. Nouv éd. rev. et corr. Pocket, 1997, 268 p.

EADEN James et RENTON David. *The Communist Party of Great Britain since 1920.* Basingstoke : Palgrave, 2002, 248 p.

ELORZA Antonio, BIZCARRONDO Marta. *Queridos camaradas. La Internacional Comunista y España, 1919-1939.* Barcelone : Planeta, 1999, 532 p.

EYCHART Marie-Thérèse. « "Je sais la force des mots" : de *L'Écrivain et le livre* à la Bataille du livre », *Recherches croisées Aragon – Elsa Triolet,* 1998, 6, p. 37-44.

FISHER Didier. *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours.* Flammarion, 2000, 612 p.

FOUCHE Pascal. *Au Sans Pareil.* IMEC, 1989, 446 p.

FOUCHE Pascal. *L'Édition française sous l'Occupation*. Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-VII, 1987, 454 et 448 p.

GODECHOT Olivier. Le Marché du livre philosophique. *Actes de la recherche en sciences sociales,* décembre 1999, nº 130, p. 11-28.

GOTOVICH José. *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*. Bruxelles : Labor, 1992, 610 p.

GRENOUILLET Corinne. *Lecteurs et lectures des* Communistes *d'Aragon.* Besançon : Presses universitaires franche comtoises, 2000, 323 p. (Annales littéraires de l'université de Franche-Comté ; 697. Linguistique et sémiotique ; vol. 38).

HAGE Lucien. *Une aventure éditoriale militante : les éditions Maspero de 1959 à 1974*. Maîtrise d'histoire, dir. Jean-Yves Mollier : université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, 1999, 244 p.

HILSUM René. « Entretien avec Claude Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. ». *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, nº 12, p. 89-108.

HOGGART Richard. *La Culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre.* Éditions de Minuit, 1970, 420 p.

HORELLOU-LAFARGUE Chantal et SEGRE Monique. *Sociologie de la lecture.* La Découverte, 2003, 124 p.

HUBERT Nicolas. *De l'encre sur la plaie : éditeurs et éditions en France pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962.* Th. de doct. d'histoire, dir. J.-Y. Mollier : université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines, 2007, 830 et CX p.

HUMBERT DAYEN Marie-Claude. *L'URSS et les conventions internationales sur le droit d'auteur et les droits voisins*. Th. de doct. de droit, dir. d'A. Françon : université Paris-II – Panthéon-Assas, 1984, 2 vol, 668 p.

KLEIN Wolfgang. Commune*, revue pour la défense de la culture (1933-1939)*. CNRS, 1988, 230 p.

KRIEGEL Annie. *Aux origines du communisme français, 1914-1920 : Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*. La Haye : Mouton, 1964, 2 vol., 995 p.

KRIEGEL Annie. *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970.* Le Seuil, 1985, 404 p.

JOLY Danièle. *The French Communist Party and the Algerian War*. Londres : MacMillan, 1991, 181 p.

LAHANQUE Reynald. *Le Réalisme socialiste en France (1934-1954)*. Th. de littérature française, dir. Guy Borelli : université de Nancy-2, 2002, 1 060 p.

LASSALLE Marine (de). *L'Impuissance publique : la politique de la lecture publique en France (1945-1993)*. Th. de doct. de sciences politiques, dir. Daniel Gaxie : université Paris-I, 1996, 663 p.

LAVABRE Marie-Claude. « La collection des *Almanachs* édités par le Parti communiste français : un exemple de tradition ». *Pouvoirs*, 1987, nº 42, p. 105-113.

LAZAR Marc. Le Parti et le don de soi. *Vingtième siècle, revue d'histoire*, octobre-décembre 1998, nº 60, p. 35-42.

LAZAR Marc. « Les "Batailles du livre" du Parti communiste français (1950-1952) ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, avril 1986, nº 10, p. 37-49.

LAVABRE Marie-Claire. *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994. 319 p.

LEBARON Richard. « La librairie Marcel Rivière, entre science, économie et politique ». *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 31, 2003. URL : http://ccrh.revues.org/index295.html.

LECOURT Dominique. *Lyssenko : histoire réelle d'une « science prolétarienne »*. PUF, 1995, 285 p.

MATONTI Frédérique. *Les Intellectuels communistes : Essai sur l'obéissance politique.* La Nouvelle Critique *(1967-1980).* La Découverte, 2005, 414 p.

MARCOU Lilly. *Le Mouvement communiste international depuis 1945.* PUF, Que sais-je ? nº 1818, 1992, 128 p.

MAZAUD Jean-Philippe. Les Consommateurs de livres : les marchés de la librairie Hachette. *Le Temps des médias*, nº 3, automne 2004, p. 83-94.

MOREL Jean-Pierre. *Le Roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*. Gallimard, 1985, 488 p.

NARINSKY Mikhaïl. « Le Komintern et le Parti communiste français, 1939-1942 ». *Communisme*, 1992-1993, nº 32-34, p. 11-40.

OLIVERA Philippe. *La Librairie Valois (1928-1939)*. Maîtrise de sciences politiques, dir. Michel Winock : Institut d'études politiques de Paris, 1989, 151 p.

OLIVERA Philippe. *La Politique lettrée en France : Les essais politiques (1919-1932)*. Th. de doct. d'histoire, dir. Christophe Charle : université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2001, 791 et 435 p.

ORY Pascal et SIRINELLI Jean-François. *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*. A. Colin, 1992, 267 p.

PARINET Elisabeth. *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine : XIXe-XXe siècle*. Le Seuil, 2004, 489 p.

PÉRU Jean-Michel. « Une crise du champ littéraire français. Le débat sur la "littérature prolétarienne" (1925-1935) ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 1991, nº 89, p. 47-65.

PETER Hubert. « L'appareil du Komintern, 1926-1935. Premier aperçu ». *Communisme*, nº 40-41, 1995, p. 9-35.

PEY Serge. *Structures internes et rythmes de développement de la section d'agitation et de propagande du Parti communiste français entre les deux guerres*. Th. de doct. d'histoire, dir. R. Trempé : université de Toulouse-Le Mirail, 1976, 3 vol., 631 p.

PIPET Florence. *La Farandole de 1955 à 1965. Histoire d'une maison d'édition*. Maîtrise d'histoire, dir. d'A. Prost et N. Gérome : université Paris-I, 1995, 148 p.

PIQUARD Michèle. *L'Édition pour la jeunesse en France de 1945 à 1980.* Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB, 2004, 391 p.

POPA Ioana. *La Politique extérieure de la littérature. Une sociologie de la traduction des littératures d'Europe de l'Est (1947-1989).* Th. de doct. de sociologie, dir. F. Matonti. Paris : EHESS, 2004, 2 vol., 995 p.

PONSARD Nathalie. « Histoire de lecteurs ouvriers stéphanais des années 1930 à nos jours : un "voyage en culture

ouvrière" ». *Le Mouvement social,* octobre-décembre 2003, nº 205, p. 61-86.

POUCH Thierry. *Les Économistes français et le marxisme : apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2001, 228 p.

PUDAL Bernard. « Les dirigeants communistes : de "fils du peuple" à "l'instituteur des masses" ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1988, nº 71-72, p. 46-70.

PUDAL Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p.

RACINE-FURLAUD Nicole. « Du mouvement à la revue *Clarté* : jeunes intellectuels révolutionnaires de la guerre et l'après-guerre, 1916-1925 ». *Les Cahiers de l'IHTP,* 1987, nº 6, p. 19-28.

REY Marie-Pierre. *La Tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974).* Publications de la Sorbonne, 1991, 355 p.

RICHTER Noë. *Lecture populaire et ouvrière, lecture et travail*. Bernay : Société d'histoire de la lecture, 1998, 46 p.

ROBERT Carole. *Les Échanges artistiques entre la France et l'URSS (1945-1985) : les arts plastiques.* Th. de doct. d'histoire de l'art, dir. G. Monnier : université Paris I, 2000, 3 vol., 1 000 p.

ROBINE Nicole. *Lire des livres en France des années 1930 à 2000.* Cercle de la Librairie, 2000, 260 p.

ROUDINESCO Elisabeth. *Histoire de la psychanalyse en France. Tome 2 : 1925-1988*. Fayard, 1994, 777 p.

RUSCIO Alain. *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954.* L'Harmattan, 1985, 422 p.

SANTAMARIA Yves. *L'Enfant du malheur : le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1914-1947).* Éditions Seli Arslan, 2002, 315 p.

SIBLOT Yasmine. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) ». *Politix*, 2002, nº 58, p. 167-188.

SIMONIN Anne. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*. IMEC, 1994, 528 p.

SIVAN Emmanuel. *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962.* Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976, 262 p.

TARTAKOWSKY Danielle. *Les Premiers Communistes français : formation des cadres et bolchévisation*. Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1980, 215 p.

TRÉBITSCH Michel. « Les mésaventures du groupe Philosophies, 1924-1933 ». *La Revue des revues*, printemps 1987, 3, p. 6-9.

VERDÈS-LEROUX Jeannine. *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Fayard, 1983, 585 p.

VILLE Patrice. *Les Groupes communistes français dans la Russie révolutionnaire et la naissance de l'idéologie communiste en France (1916-1921).* Th. de doct. d'histoire, dir. J.-J. Becker : université Paris-X, 1999, 850 p.

VIRIEUX Daniel. *Le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Un mouvement de résistance – période clandestine (mai 1941-août 1944).* Th. de doct. d'histoire, dir. C. Willard : université Paris-VIII, 1996, 5 vol., 1825 p.

WERTH Nicolas. *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*. 3e éd. PUF, 1998, 558 p.

WOLIKOW Serge. *Le P.C.F. et l'Internationale communiste (1925-1933)*. Th. d'état, dir. Claude Willard : université Paris-VIII, 1990, 2 100 p.

ZAPATA René. *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931.* PUF, 1983, 335 p. (Pratiques théoriques).

Index

Sont indexés :
– Les noms des individus ;
– Les villes sauf Paris ;
– Les maisons d'édition, sauf les maisons d'édition du PCF de la période étudiée ;
– Les imprimeries.

Les œuvres et les sources (archives, bibliographies) sont pas indexés.

Les noms de chercheurs cités dans le corps du texte ou en bibliographie ne sont pas indexés.

A

Abetz Otto : 154, 155
Abraham Pierre : 208, 236, 253, 319
Adam Georges : 180, 181
Adoratsky Victor V. : 33, 47, 75
Agone (Éditions) : 333
Aïtmatov Tchinguiz : 304
Alberti Rafael : 304
Albin-Michel (Éditions) : 155, 218, 277
Alcan (Éditions) : 20, 58, 204, 218
Algérie : 7, 187, 188, 190, 278, 279, 298, 299, 301, 302, 304, 325
Alleg Henri : 299, 302, 330
Althusser Louis : 280, 285, 286, 289-292, 330
Altman Nathan : 100
Amado Jorge : 234
Amblard Jean : 231, 243
Amsterdam : 85, 128, 149, 154, 306
Andersen Nexö Martin : 235
Andrieu André : 315
Anglès Auguste : 183
Angrand Cécile : 202, 203
Anthropos (Éditions) : 280, 292
Appelt Rudolf : 84, 150, 158
Aragon Louis : 89, 105, 106, 110-112, 114-116, 173, 174, 179, 181-185, 192, 198, 201, 205, 207-210, 219, 221-224, 234-241, 246, 254-259, 261, 264, 267, 290, 296, 297, 302, 304, 305, 308, 315, 330
Arbetarkultur Forlag : 85, 149
Armand : voir Cabannes Georges
Arnaud Marthe : 106
Aubery Pierre : 236
Aubier (Éditions) : 218
Audin Maurice : 299
Auricoste Emmanuel : 231
Au Sans Pareil (Éditions) : 90, 206
Aveline Claude : 106, 255
Axionov Vassili : 303
Ayache Albert : 298

B

Babel Isaac : 49
Babeuf Gracchus : 23, 97
Baby Jean : 122, 201, 229, 289
Badia Gilbert : 228, 229, 231, 258, 285
Bagnolet : 299, 322-324
Baillot Louis : 282

BAKOUNINE Michel : 26
BALIBAR Etienne : 285, 291
BALK Theodore : 157
BALZAC (de) Honoré : 124, 206, 208, 269
BARBÉ Gilbert : 171
BARBEY Valdo : 209
BARBUSSE Henri : 19, 48, 49, 63, 78, 97, 99, 110
BARDET Jean : 277
BARJONET René : 229
BAROJA Pio : 304
BARRABÉ Louis : 231
BAUDELAIRE Charles : 209
BEGOT Henri : 252
Bellais G. (Éditions) : 13
BENSAN Gaston : 41, 54, 71, 72, 73, 88, 90, 208
BENSAN Paulette : 90, 208
BENSIMON : 72, 119
BERET : 87
BERLIOZ Joanny : 189
BERNARD : voir Maucherat Pierre
BERNARD A. : voir Kurella Alfred
BERNSTEIN Samuel : 224
Bertelsmann (Éditions) : 278
BERTRAND : voir Wertheim Johannès
BESSE Annie : voir Kriegel Annie
BESSE Guy : 231, 233, 240, 259, 284-286, 288, 289, 291, 292, 295, 314, 329, 331
BESSET Pierre : 117
BEYLAC Camille : 171
Bibliothèque socialiste : 13
BILLIET Joseph : 233, 255
BILLON Marcel : 161
BILLOUX François : 188, 189, 223-225, 230, 232, 234, 239-241, 255, 258, 267, 269, 281, 282, 289, 291, 294, 296, 301, 314, 319
BLANC : 43
BLANC Louis : 23
BLANQUI Auguste : 102, 204
BLANZAT Jean : 182
BLECH René : 202
BLOCH Jean-Richard : 51, 79, 113, 133, 205
BOBINSKAIA Hélène : 99
BOITEAU Pierre : 298
BONNARD Pierre : 306
Bonne Presse (Éditions de la) : 140
BONNET H. : 190
BONTE Florimond : 188
Bordas (Éditions) : 243
BORISSOV Marie : 44
BOTTIGELLI Emile : 228, 229, 232, 285
BOUCHILLOUX Arthur : 161
BOUCLET : 180
BOUISSOUNOUSE Jeannine : 115, 237, 267, 268
BOUKHARINE Nikolaï : 24, 37, 38, 51, 59, 69, 100
Bourrelier (Éditions) : 199, 218, 248, 249
BOUVIER Jean : 229
BRANDEIS Richard : 86
BRAUN Madeleine : 297, 302, 303, 304, 305, 314, 331
BRÉCHET André : 165
BRÉCY Robert : 233, 239, 252, 284
BRENT Joseph-Louis : 40
BRETON André : 89
BRODSKY Isaac : 306
BRUHAT Jean : 97, 103, 105, 128, 202, 222, 229, 232
BRUZEAU Maurice : 298
BUGEAUD : 222

C

CABANNES Georges : 118, 212, 215
CABET Etienne : 23, 204
CACHIN Marcel : 23, 59, 126
CADRAS Félix : 161, 168, 171, 174
CAHEN Claude : 111
CAILLOIS Roger : 110, 111
CAIN Julien : 319
Calmann-Lévy (Éditions) : 156, 212, 221, 254
CALSAN : 87
CALZAN Claude : 22, 36, 38-41, 65, 86, 89
CAMPAUX S. : 49
Camping (Éditions) : 199
CAMUS Pierre : 168
CARBUCCIA (de) Horace : 300
CARCO Francis : 208
CASANOVA Laurent : 222
CASSOU Jean : 106, 208, 255
Castermann (Éditions) : 218
CATELAS Jean : 154
CAVEIN : 231
CAVEING Maurice : 290
Centre de diffusion du livre : 85, 150

Cerf (Le) (Éditions) : 199
Cerreti Giulio : 151
Cervantès (de) Miguel : 104, 206
Chabert Joannès : 161, 162
Chagall Marc : 306
Chaintron Jean : 230
Chambaz Jacques : 293
Champ libre (Éditions) : 333
Chamson André : 255
Chant du Monde (Éditions) : 11, 83, 132, 149, 222, 333
Charlot (Éditions) : 199, 210
Charpentier Gervais : 12
Chatillon : 302
Chauveau Léopold : 100, 136
Chestakov Andreï : 97
Chiappe Jean : 300
Cholokov Mikhail : 48, 49, 68, 79
Chomat Claudine : 225
Cical Libert : 40, 41, 44, 50-52, 57, 66, 71, 73, 83, 86-90, 103, 105, 143, 288
Clair Andrée : 248, 308
Clastres René : 307
Coenen Félix : 150
Cogniot Edna : 229
Cogniot Georges : 103, 104, 111, 128, 129, 180, 205, 222, 227, 229, 230, 231, 233, 239, 284, 290, 295
Cohen Francis : 178, 231, 233
Cohen Marcel : 206
Cohen-Solal Catherine : 229
Colin Armand (Éditions) : 156
Compère-Morel Adéodat : 205
Compeyron Claude : 332
Conrad Joseph : 138
Considérant Victor : 62
Constant Louise : voir Michel Paulette
Coquel Gaston : 72, 119
Cornély Edouard (Éditions) : 13, 92
Cornu Auguste : 58, 229, 232
Cornu Marcel : 231
Corréa (Éditions) : 199, 259
Costes (Éditions) : 13, 46, 54, 101, 285, 330
Cot Pierre : 235
Courbet Gustave : 306
Courtade Pierre : 208, 235, 237, 240, 259
Cristofol Jean : 188, 189, 190
Croizat Ambroise : 213
Cros Charles : 183
Cuny Hilaire : 298

D

Dabit Eugène : 106
Daix Pierre : 202, 210, 211, 223, 235, 237, 240, 258, 269, 270, 297
Dallidet Arthur : 164, 167, 171, 174
Dalloz (Éditions) : 123
Dalmas Louis : 257
Dargaud (Éditions) : 218, 247
Darwin Charles : 104, 308
Daumier Honoré : 243, 306
Dautry Jean : 293
David Georges : 63, 105, 140
Deborine Abraham : 59
Debré Jean-Louis : 301
Debû-Bridel Jacques : 181
Decour Jacques : 171, 177, 178, 179, 183, 203
Defoe Daniel : 138
Degas Edgar : 306
De Gaulle Charles : 175, 187, 188, 211, 299
Delacroix Eugène : 306
Delarue Maurice : 321
Delarue Paul : 206
Delauvrier : 90
Del Duca Cino : 98, 141, 143, 263
Delluc Louis : 89
Demidov Alexandre : 49
Denis Lily : 304
Denoël (Éditions) : 105, 112, 114, 115, 198, 199, 208, 238
Denoël Robert : 92
Dervioux Max : 170
Desanti Dominique : 224, 236, 257, 268, 269
Desanti Jean Toussaint : 231
Despouy Yves : 171
Desrumeaux Martha : 213
Desvignes M. : 181
Dib Mohammed : 308
Diderot Denis : 46, 104, 204, 256
Dimitrov Georgi : 84, 95, 98, 111, 135, 154, 156, 158, 162, 187
Ditis Frédéric : 277
Doccar : 44
Doin (Éditions) : 123

DOMMANGET Maurice : 23, 24, 47
DORIOT Jacques : 57
DOS PASSOS John : 106
DOYLE Conan : 139
Drancy : 324
DUBOURDIEU : 97
DUCLOS Jacques : 45, 89, 90, 95, 108, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 162, 172, 174, 178, 182, 189, 191, 201, 212, 226, 229, 252, 295, 297, 315, 320
DUCROUX Flora : 232
DUCROUX Joseph : 90, 201, 202, 203, 210, 222, 225, 226, 231, 232, 233, 234, 239, 259, 290
DUDACH Charlotte : 171
DUDACH Georges : 171, 179, 183
DUFRICHE Marcel : 222, 223
DUMAS Alexandre : 139, 269
DUMEIX Auguste : 231, 295
DUMEIX Josette : 324
DUMONT : voir Labarre
DÜNGEL-GILLES Liselotte : 308
DUNOIS Amédée : 21, 22, 24, 26, 36, 46, 86
DUPONT Jeanne : 44
Dupuis Jean (Éditions) : 218, 247
Durand-Auzias (Éditions) : 199
DUTILLEUL Emile : 88, 89, 107, 170, 201, 212, 224

E

EBERLEIN Hugo : 31, 84, 88
ECHARD Christian : 288, 312, 313, 315
Ediciones del Partido comunista, : 85
Ediciones Estrella : 85
Ediciones Europa-America : 30, 85
Éditions Akademia : 33
Éditions Clairefontaine : 214
Éditions Clarté : 19, 22, 99
Éditions de l'Amitié : 199, 249
Éditions de Minuit : 11, 181-186, 192, 193, 198, 199, 205, 208, 210, 211, 214, 218, 254, 255, 269, 277, 278, 280, 299, 300, 304, 325, 330
Éditions du 10 mai : 157
Éditions du Carrefour : 86, 104, 157
Éditions du Chêne : 307
Éditions du Lombard : 247
Éditions du Père Castor : 99, 218, 246, 308
Éditions du Seuil : 199, 221, 277-280, 292, 299, 317, 330
Éditions en langues étrangères : 222
Éditions Fleuve noir : 219, 277
Éditions Ides et Calendes : 214
Éditions Je Sers : 199
Éditions la Découverte : 333
Éditions la Table ronde : 173, 220
Éditions Marabout : 214
Éditions mondiales : 98, 263
Éditions nouvelles internationales : 86
Éditions pour les travailleurs étrangers : 84, 85, 222
Éditions Raisons d'être : 255, 269
Éditions Self : 221
Editorial Nuestro Pueblo : 85
Edizioni italiani di cultura sociale : 30, 40
EGRETAUD Marcel : 298
EHRENBOURG Ilya : 49, 115, 206, 235
ELUARD Nusch : 181
ELUARD Paul : 181, 184, 185, 198, 240, 244
ENGELS Friedrich : 23, 24, 26, 29, 32, 45, 46, 54, 59, 61, 69, 78, 95, 102, 163, 173, 202, 203, 228, 284-289, 292, 295
ERCKMANN-CHATRIAN Emile : 215
ERCKNER S. : 157
ERGAZ Doussia : 49
ESCHOLIER R. : 306
ETERSTEIN : 90
ETIEMBLE René : 110, 111

F

FABELINSKA Pola : voir Michel Paulette
FABIEN (colonel) : 203
FADEÏV Alexandre : 48, 49, 68, 256
FAJON Etienne : 95, 129, 187, 189, 222-224, 229, 239, 260, 262
FARGE Yves : 236
Fayard (Éditions) : 92, 143, 220, 295, 315
FAY Victor : 55, 90, 91, 125
FÉDINE Constantin : 49
FEINTUCH Michel : voir Jérôme Jean
FEIX Léon : 202
FEJTÖ François : 255
FELD Charles : 16, 223, 242-245, 259, 305, 306
FELD Maurice : 242
FELD Nelly : 242
Ferenczi (Éditions) : 143, 156, 259

FERNAND Jean : 123
FERRAT André : 69
FIGUÈRES Léo : 295
FISHER Walter : 113
FLAMAND Claude : 277
Flammarion (Éditions) : 113, 218, 249, 277, 291
FLAUBERT Gustave : 97, 269, 270
Fleuve noir (Éditions) : 277
Florence : 306
FOISSIN Robert : 154
FONTEYNE Jean : 150, 161, 242
Forum : 313
FOUGERON André : 231, 243
FOURIER Charles : 104, 204, 280
FRACHON Benoît : 149, 151, 152, 162, 213
FRANCE Anatole : 97
France loisirs : 278
FRANÇOIS Edith : 324
FREINET Célestin : 99
FRENAY Henri : 175
FRÉVILLE Jean : 75, 79, 125, 139, 201, 235, 239, 243, 244
FRIED Eugen : 91, 111, 149, 151, 158, 242
FRIEDMANN Georges : 54, 104, 110, 113, 142, 255
FUMET Stanislas : 183

G

GABORIAU Emile : 139
GAILLARD : voir Ternet Georges
GAILLARD Jeanne : 231
Gallimard (Éditions) : 47, 49, 58, 79, 90, 99, 105, 113-115, 133, 139, 143, 198, 210, 218, 219, 235, 237, 238, 241, 254, 259, 277, 288, 289, 292, 296-298, 302-304
GALLIMARD Gaston : 50, 198
GALLO : 87
GAMARRA Pierre : 235, 245, 248, 267, 269, 271, 298, 308
GARAUDY Roger : 201-204, 206, 211, 223, 224, 228, 229, 231, 239, 267, 269, 283, 284, 286, 288, 290, 292
GARMY René : 55, 79, 105, 138, 139
Garnier-Flammarion (Éditions) : 291
GAUCHERON Jacques : 257, 264
GAUDIN Esther : 182
GAUTIER Théophile : 206
GAYMAN Vital : 107, 108
Gennevilliers : 322
GEORGE Pierre : 203, 206
Germinal (Éditions) : 150
GERVAIS C. : 148
Giard et Brière (Éditions) : 12
GIDE André : 79, 261
GILARD Madeleine : 247, 248, 307, 308, 331
GILBERT : 87
GINSBURGER Roger : voir Villon Pierre
GIRAUD Henri : 187
GITTON Marcel : 96, 107
GLADKOV Fiodor : 48, 49, 105, 106
GLEIZE Maurice : 168, 170, 171
GOFFART Michel : 242
GORIELY V. : 44
GORINE Pavel : 57
GORKI Maxime : 215, 236, 298, 304
Gosizdat : 32, 100
GOSNAT Georges : 281, 282, 296
GOULOOZE Daan : 150, 151, 154, 158
GOYA Francisco : 243, 245, 306
GRANDCOING Maurice : 168
GRANINE Daniel : 303
GRAS Gabrielle : 208
GRASSET Bernard : 198
Grasset (Éditions) : 103, 114, 220, 277, 295, 315
GRECO (Le) : 306
GRENIER Fernand : 187, 188, 229, 230, 269
GRIMM Jacob et Wilhelm : 100
GROETHUYSEN Bernard : 113
GRONOWSKI-BRUNOT Louis : 174
GUARESCHI Giovanni : 221
GUEGUEN-DREYFUS Georgette : 105
GUESDE Jules : 26, 38, 46, 57, 59, 103, 203, 229
GUILBEAUX Henri : 23
GUILLAIN Alix : 102, 113, 228
Guillaumin (Éditions) : 12
GUILLOUX Louis : 138
GUTERMAN Norbert : 54, 56, 58

H

Hachette (Éditions) : 12, 70, 79, 91, 92, 98, 113, 115, 119, 122, 123, 131, 133, 143, 198, 213-215, 218-220, 240, 245, 263, 264, 277, 311, 313
HAILLAINCOURT : 72, 119
HALÉVY Daniel : 103

HALLERY Raymond : 222, 223, 234, 239, 240, 242, 251, 259, 281, 284, 296, 311
HAMMETT Dashiel : 139
HAMON Marcel : 202
HASFELD Marcel : 91
Hatier (Éditions) : 123
HAVEZ Auguste : 212, 215, 223, 224
HAZAN Fernand (Éditions) : 307
HEINE Heinrich : 104
HEINRICH : 84
HERMANGE Pierre : 206
HERMIER Guy : 282, 331
HERVÉ Pierre : 231, 237
HILSUM François : 332
HILSUM Marcelle : 90, 98, 206, 211, 222, 223, 245, 246
HILSUM René : 85, 89-93, 98, 101, 106, 107, 109, 143, 149, 153, 160, 168, 171, 206, 222, 229, 300
HOLBEIN LE JEUNE Hans : 306
HOUET Roger : 202
HUGO Victor : 172, 269, 270, 273
HUMBERT-DROZ Jules : 21, 34
HURST Jean-Louis, dit Maurienne : 299, 301

I

Imprimerie Amarger : 185
Imprimerie Aurora : 149
Imprimerie Berger-Levrault : 168
Imprimerie Blondin : 177, 180, 182
Imprimerie centrale commerciale (I.C.C.) : 161
Imprimerie Comte-Jacquet : 153
Imprimerie Crété : 168
Imprimerie de l'Union des syndicats : 152
Imprimerie Floch : 153
Imprimerie Gutenberg : 168, 171
Imprimerie Jacques : 86
Imprimerie Lang : 161
Imprimerie Lion : 182
Imprimerie Rey : 185
Intercontinentale du Livre : 214
Internacionale (la) (Éditions) : 31
Internasjonalt Arbejderforlag : 85
International Publishers : 30, 85
Ivry-sur-Seine : 69, 123, 137, 322

J

JANCU Sofia : 174
JANIN Henri : 160
JASIENSKI Bruno : 49
JAURÈS Jean : 23, 25, 26, 46, 54, 57, 59, 62, 68, 103, 203, 229
JDANOV Andreï : 210, 243, 245
Jeanne d'ARC : 181
JÉRÔME Jean : 160, 167, 201, 206, 211, 222, 224, 231, 234, 239, 240, 242, 243, 247, 271, 281, 282, 288, 296, 305, 306, 312
JOANNÈS Victor : 226
Joie de Lire (Librairie) : 278, 312
JOLIOT-CURIE Irène : 231
JONAS Serge : 280
JONVAUX Juliette : 242
JOSSE : 119
JOUGLET René : 235, 298
JOURDAIN Francis : 243
JOUVENEL (de) Renaud : 106, 107, 153, 208, 222, 236, 256, 258, 269
JULES : voir Voguet André
JULIEN Jacques : 222, 223
Julliard René (Éditions) : 219, 225, 240, 241, 259, 277, 288, 297, 300, 303, 313, 315
JULMANN : 84
JUVENEL : 170

K

KAGAN Georges : 89
KAMENEV Lev : 33
KAMENEY Léon : 160, 167, 171
KANAPA Jean : 203, 211, 222, 223, 227, 233, 257, 269, 294, 324
KAUTSKY Karl : 46
KAZAKEVITCH Immanouil : 303
KÉDROS André : 235
KÉREL François : 238
KESSEL Patrick : 301, 302
KIROV Sergueï : 97
KLEE Paul : 306
KLÉMENT J. : 55
KNOPS Marcel : 180
KNORINE Vilguelm : 122
KOESTLER Arthur : 212, 219, 221, 254
KOLLONTAÏ Alexandra : 50
KOLODKINE Paul : 285, 288
KORAL Jean : voir Varlet Jean
Kra (Éditions) : 155
KRASUCKI Henri : 290-292, 295, 321
KRAVCHENKO Victor : 221, 254, 256, 261

Krebs Mikhaïl Evseevitch : 29, 30, 31, 46, 84, 87, 88
Kriegel Annie : 271, 293
Kriegel-Valrimont Maurice : 222
Kun Bela : 22, 29, 122
Kurella Alfred : 37, 46, 89

L

Labarre : 37, 41-44, 49, 50, 52, 87
Labarthe André : 188
Labérenne Paul : 206, 231
Lachâtre Maurice : 12, 13, 101
Lacoste Yves : 298, 302
Lafargue Paul : 38, 47, 55, 57, 102, 228
Laffitte Jean : 206, 211, 212, 222, 223, 235, 237
Laffitte Madeleine : 174
Laffont Robert (Éditions) : 219, 277, 313, 315
Lala Jeannette : 263
Lalou René : 104
Langevin André : 308
Lapière : 191
La Rochefoucault (de) François : 170
Larousse (Éditions) : 70
Lask Bertha : 99
Laufer : 72
Lawrence and Wishart (Éditions) : 85
Lecœur Auguste : 221, 238, 260
Leduc Victor : 211, 255
Lefebvre Henri : 54, 58, 103, 202, 204, 225, 256
Lefebvre Raymond : 89
Left Book Club : 85, 96
Legendre Antoine : 159, 160, 226
Léger Fernand : 243-245, 306
Le Marrec François : 152, 161, 171
Lemonnier : 180
Lénine : 9, 23, 26, 30, 33, 35, 38, 40-46, 50, 52, 54, 58, 59, 61, 62, 66-69, 74, 78, 93, 95, 102, 114, 124, 157, 163, 173, 202, 203, 228, 230, 285, 287-290, 313, 327
Lentin Albert Paul : 298
Leon Maria Teresa : 304
Leontiev L. A. : 228
Leroux Ernest (Éditions) : 218
Leroux Gaston : 139
Leroux Pierre : 104
Leroy Roland : 282, 289, 313
Lescure (de) Pierre : 179, 181
Lescure Jean : 181
Lévy Albert (Éditions) : 89
Lévy Jeanne : 231
Lévy Pierre Gaspard : 104
L'Huillier Waldeck : 202
Libedinski Iouri : 48, 49, 63, 69
Libraire générale française : 219
Librairie C. Mayer et compagnie : 85, 86
Librairie de la SFIO : 13
Librairie des Champs Elysées : 139
Librairie des Travailleurs : 119
Librairie du Globe : 214
Librairie du Populaire : 119
Librairie du Progrès : 13
Librairie du Travail : 71, 91, 119, 133
Librairie Georges Valois : 11, 71, 91, 92, 133
Librairie le Nouveau Siècle : 214
Librairie l'Eschalier : 278
Librairie populaire : 119
Librairie Saint-Georges : 119
Liebherr Georges : voir Ternet Georges
Lilensten Régine : 331
Lime Maurice : 105
Lindon Jérôme : 277
London Jack : 60
London Jacques : 161, 165, 174
Londres : 30, 188, 306
Lucrèce : 229
Lurçat Jean : 183, 297
Luxembourg : 84
Luxembourg Rosa : 26, 46, 63, 157
Lvovski Z. : 44

M

Machete (el) (Éditions) : 31
Maertens Paul : 151
Mafran : 191
Magnard (Éditions) : 249
Maindron Maurice : 139
Maison coopérative du Livre : 71, 131
Maison du Livre français : 70, 71, 131, 132, 213
Majerova Maria : 238
Makarenko Anton : 105
Malakoff : 324
Malevitch Kazimir Severinovitch : 306
Malherbe Henri : 183
Malraux André : 79, 115

Malraux Clara : 208
Mame (Éditions) : 12
Manouilski Dimitri : 128
Marat Jean-Paul : 97, 229
Marceau : 73, 88, 118
Marcel Etienne : 97
Marcenac Jean : 236, 267, 269
Marchais Georges : 295
Marchak Samouil : 308
Marchal A. (Dr) : 122
Marchand René : 44
Maria Roger : 255
Marion Paul : 43
Marquet Albert : 306
Marrane Georges : 26, 39, 66
Martel : 135
Martin-Chauffier Louis : 255
Martinet Marcel : 76, 78
Martin Lawrence (Éditions) : 30
Marty André : 38, 42, 51, 60, 63, 69, 87, 95, 97, 135, 149, 187, 189, 226, 327
Marty Michel : 38
Marx Karl : 12, 23, 24, 26, 29, 32, 33, 45, 46, 53, 54, 56, 58, 59, 61, 62, 66, 69, 75, 78, 95, 101, 102, 157, 163, 173, 202, 203, 225, 228, 284-290, 292, 295, 332
Maspero (Éditions) : 11, 278, 280, 289-291, 299, 302, 314, 325, 330, 333
Maspero François : 278, 289, 312
Massart Charles : 21
Masson : 306
Matarasso Léo : 299, 301
Mathiez Albert : 23, 55
Matisse Henri : 209, 306
Matusow Harvey : 236
Maublanc René : 95, 103, 109, 178, 262
Maucherat Pierre : 178, 180, 202
Maupassant (de) Guy : 172, 183, 269
Maurienne : voir Hurst Jean-Louis
Mazauric Claude : 293, 332
Mehring Franz : 26
Melik Ruben : 331
Mercier André : 202
Méric Léon : 162
Mérimée Prosper : 208, 270
Méro O. J. : 122
Messageries du Livre : 220
Messageries Hachette : 70, 115, 119, 122, 131-133, 143, 155, 213
Meyer R. : 231
Mialhe Mireille : 244
Michaut Victor : 151, 222, 229
Michel Ange : 306
Michel Paulette : 231, 247, 248, 307, 331
Milhau Jean : 231
Mir : 44
Mirouze René : 211
Mocquet Guy : 230
Modern Books (Éditions) : 30
Modigliani Amedeo : 306
Moissonnier Maurice : 293
Molotov Viachtcheslav : 24, 42, 59, 156, 163
Monceaux Edgar : 212
Mondes Forlag : 85
Mondrian Piet : 306
Monjo Armand : 263
Monmousseau Gaston : 213, 273
Monnerot Jules : 110
Monod François : 239, 240, 259, 296, 297, 300-302, 304
Monod Gustave : 239
Monod Martine : 235, 240, 272
Monsel Philippe : 332
Montaigne (Éditions) : 47, 105
Montreuil : 137, 322
Morgan Claude : 179, 181, 201, 223, 254, 269
Morhange Pierre : 54, 56
Morin Edgar : 206, 211
Morriens Franz : 35, 84, 87
Mortier Robert : voir Hilsum René
Mougin Henri : 203
Moulin Charles : 261
Moulin M. : 148
Mour : 57
Moussinac Léon : 88-91, 93, 96-99, 101, 103, 105-109, 112-116, 125, 131-133, 140, 143, 149, 153, 201, 202, 208, 211, 221-223, 239, 256, 304

N

Nadeau Maurice : 257
Nathan (Éditions) : 156, 249
Navel Georges : 114
Nekrassov Victor : 303
Néo-Gravure : 168
Neruda Pablo : 234

Neue Deutsche Verlag : 30
New-York : 30, 85, 128, 306
Nietzsche Friedrich : 103, 104
Nigremont Georges : 248, 308
Nisovoï Pavel : 215
Nizan Paul : 54, 55, 58, 71, 79, 103, 104, 106, 108, 114, 116, 139, 330
Noël : voir Kameney Léon
Nordmann Joë : 182
Nouvelle Librairie nationale : 13

O

Offenstadt (Éditions) : 140, 141
Olecha Ioura : 245
Ollivier Jean : 248, 308
Ollivier Marcel : 38
Opera Mundi : 98
Orane Alice : 44
Oranovskaïa A. : 44
Orcel : 231
Oriol Henry : 13
Ostrovski Nicolaï : 215
Oulanova Galina : 245
Ouzegane Omar : 190

P

Panferov Fiodor : 48, 49
Panijel Jacques : 255
Panova Vera : 235, 303
Paraf-Desvignes Yvonne : 181
Parain Brice : 47, 49
Parain Nathalie : 99
Parijanine Maurice : 43, 44, 68
Parmelin Hélène : 236, 244, 259
Parrot Louis : 114
Pascal Pierre : 35, 41, 42
Passionaria : voir Ibarruri Dolorès
Pasternak Boris : 303
Paulhan Jean : 114, 133, 177, 182, 210, 255
Paul-Louis : 23, 24
Paustovski Constantin : 235
Pavlenko Petr : 105
Payen Roger : 160
Payot (Éditions) : 49, 156, 292
Pecqueur Constantin : 23
Pegasus (Éditions) : 85, 149
Péguy Charles : 181
Perez Galdos Benito : 304
Péri Gabriel : 109, 173, 174, 181, 184, 203
Périlhou Guy : 212, 215, 222, 224, 251
Persky Serge : 44
Pérus Jean : 236, 298
Pétain Philippe : 300
Petit Maurice : 168
Petit Robert : 38
Philippe André : 106
Piaget Jean : 99
Piatnitski Joseph : 59, 122
Picart le Doux Charles : 99
Picasso Pablo : 208, 231, 242-245, 268, 307
Pierre (abbé) : 268
Pierrefitte : 324
Pignon Edouard : 231, 305
Pilniak Boris : 49, 59
Pintus Joseph : 233, 284, 291
Piontkovsky S. A. : 63
Plekhanov Georges : 19, 24, 46, 57, 59, 100, 228
Plon (Éditions) : 218, 232
Poe Edgar : 139
Polevoï Boris : 256, 304
Politzer Georges : 54, 55, 109, 111, 163, 164, 167, 171, 173, 174, 177, 178, 183, 202, 203, 288, 330
Poussin Nicolas : 245, 306
Pozner Vladimir : 105, 206, 256
Prenant Marcel : 103
Presses de la Cité : 219, 220, 277, 288, 311, 313
Presses universitaires de France : 92, 286, 288
Prévost Jean : 183
Prevost Michel : 231
Prigent Maurice : 173, 174
Prométhée (Éditions) : 86, 157
Proudhon Pierre-Joseph : 26, 102, 104
Prouvost : 149
Psichari-Renan Henriette : 263
Publicaciones internationales : 85
Pucheu Pierre : 190
Puybouffat Roger : 182

R

Rabelais François : 97, 206, 245
Radek Karl : 35
Rageot (Éditions) : 199
Raisons d'agir (Éditions) : 333
Rajk Laszlo : 224, 297

Rappoport Charles : 23, 24, 38, 50, 54, 59, 62, 127
Reed John : 48, 60
Regler Gustav : 106
Rembrandt : 306
Rémy Tristan : 106, 139, 245
Renaud : 90
Renaud Jean : 23
Renoir Pierre Auguste : 306
Revues (Les) (Éditions) : 54, 289
Riazanov David : 32, 33, 35, 45, 54
Rieder (Éditions) : 11, 43, 54, 66, 92, 114, 218, 288, 289, 330
Riolo : 231
Rioux : 231
Rivain Jean : 13
Rivière Marcel : 13
Robertfrance Jacques : 54
Robiner : 87
Robinson : 231
Rochet Waldeck : 275, 288, 291, 295, 303, 315
Roire : 239
Rolland Romain : 97, 110, 113, 157, 206-208
Roman Lise : 40
Rotophot : 161, 165
Rouart-Lerelle (Éditions) : 199
Roudnikov A. : 44, 128
Rouff Jules (Éditions) : 23
Roux Georges : 44
Roy Claude : 235, 244
Roy Joseph : 101, 228
Rubel Maximilien : 288

S

Sadoul Georges : 98, 110, 140, 141, 182, 183, 201, 206, 239, 245
Sadoul Jacques : 23
Sadoveanu Mihail : 235
Sadowsky : 324
Saint-Cricq Jeanne : 206
Saint-Dizier Pierre : 71, 72, 119
Saint-Simon (de) Claude-Henri : 204
Sampaix Lucien : 152, 165, 173
Sander Ramon Jose : 255
Sand George : 206, 208
Sartre Jean-Paul : 203, 220, 255, 261, 273
Savenaud Edmons : 165
Schatzmann : 231
Scheler Lucien : 181, 236, 237, 298
Schleicher (Éditions) : 12
Schloezer (de) Boris : 47
Schultz O. : 90
Scott Walter : 139
Segal J. : 236
Seghers Pierre : 183, 214, 266, 269
Seghers Pierre (Éditions) : 199, 209, 213, 255, 277
Ségur (de) Sophie (comtesse) : 263
Seïfoullina Lydia : 49
Seilhac Pierre : 264
Semard Pierre : 40, 50, 189
Serafimovitch Alexandre : 136
Serbat Guy : 225, 230
Serge Victor : 30, 34, 35, 41, 42, 44, 48, 288
Servet Claude : 87
Servin Marcel : 224, 225
Seuil (Le) (Éditions) : voir Éditions du Seuil
Seurat Georges : 306
Sève Lucien : 286, 292, 295, 331, 332
Shakespeare William : 100
Simenon Georges : 139
Simonov Constantin : 303
Skortsov-Stepanov I. I. : 33
Smedley Agnès : 106
Smeral Bohumir : 85
Sobolev Leonid : 303
Soboul Albert : 207, 229, 294
Söjberg Henri : 277
Soljenitsyne Alexandre : 303, 330
Solomon Hélène : 171
Solomon Jacques : 171, 177
Solsona : 168
Sorel Georges : 26
Soria Georges : 222, 231, 268, 315
Sorlot (Éditions) : 155
Soukhomline V. : 49
Soupault Philippe : 90
Souvarine Boris : 19, 20-22, 24, 26, 36, 41, 45, 86, 89
Spire Antoine : 284, 292, 312, 314
Staline Joseph : 24, 33, 35, 59, 60, 63, 93, 95, 97, 102, 124, 163, 173, 189, 190, 202, 203, 228, 230, 244, 327
Steinlen Théophile Alexandre : 306
Stevenson Robert Louis : 100, 245

Stil André : 235-237, 243, 257, 297, 298, 301, 302, 313
Suchet Henri : 20-22
Sylbert Lydie : 44
Syllepse (Éditions) : 333

T

Taifun (Éditions) : 30
Tarlé Eugène : 173
Taslitzky Boris : 209, 215, 231, 243, 244
Tchaguine Boris : 228
Tchekov Anton : 236, 298, 304
Ternet Georges : 152, 160, 162, 165, 180, 183, 184
Téry Simone : 273
Tessier Georges : 203, 212
Tesson Hélène : 119
Tetzner Lisa : 136
Texcier Jean : 193
Thaelmann Ernst : 97
Thomas Edith : 184
Thorez Maurice : 55, 59, 87, 95, 108, 109, 111, 112, 124-127, 135, 136, 138, 141, 149, 154, 181, 189, 225, 226, 228-232, 238, 258, 260, 267, 281-283, 287, 293, 294, 320, 327
Tillard Paul : 235
Tillon Charles : 155, 225, 230
Tintelin Arthur : 171
Tirand Roger : 161
Togliatti Palmiro : 230
Tollet André : 213
Toulouse-Lautrec (de) Henri : 306
Toussenel Nelly : voir Feld Nelly
Trappier Lucien : 180
Tréand Maurice : 149, 154, 155, 160, 162, 163
Treins Léon : 273
Treint Albert : 38
Triolet Elsa : 184, 208, 234, 238, 256, 258, 259, 266-272, 297, 298, 303, 313
Troillet Joseph : 202
Trotsky Léon : 22, 23, 24, 26, 59
Tvardovski Alexandre : 235
Tzara Tristan : 110

U

Unik Pierre : 110

V

Vaillant-Couturier Paul : 23, 59, 69, 89, 97, 99, 100, 125, 304
Valignat Fernande : 222, 223
Vallès Jules : 236, 237, 270, 298
Valois Georges : 13, 66, 70, 71, 92, 255
Vannier Lucien : 73, 88, 107, 118, 121
Varlet Jean : 55
Varloot Jean : 229
Vassart Albert : 53, 57
Vercors : 179, 181, 211, 255
Verlag Carl Hoym : 30
Verlag für Literatur und Politik : 30, 31
Vernes Jules : 138
Véry Pierre : 139
Viallet François-Albert : 206
Victor : 88, 89
Vidal : 23
Vidal Jean : 55
Vidal-Naquet Pierre : 302
Vienne : 31, 35, 85, 306
Vienney Paul : 184
Vierzsbloviecz André : 125
Vigueur Paul : 180
Villon Pierre : 107, 108, 118, 127, 152, 153, 160, 178, 187, 202, 225
Vinci (de) Léonard : 306
Viollis Andrée : 97, 298
Vitali Bianki : 308
Vivier Colette : 100, 248
Voguet André : 180, 222, 252, 313
Vox Maximilien : 239
Vrin (Éditions) : 218, 258, 286
Vuibert (Éditions) : 123

W

Walecki : 42
Wallon Henri : 99, 233
Wertheim Johannès : 31, 85, 86, 88, 89, 108, 109, 150
Wetterwald François : 254
Willard Claude : 229, 231
Willard Germaine : 159, 293
Willard Marcel : 224
Winkcler Paul : 98
Workers Library Publishers : 85
Wormser Olga : 308
Wurmser André : 235, 254, 264, 267, 268, 272, 298, 313

Y

YAROSLAVSKY Emelian : 57

Z

ZEILER Rudolph : 161
ZINOVIEV Grigori : 21, 23
ZOLA Emile : 97, 270, 273
ZUKA : 245

Table des matières

Abréviations 9
Introduction 11

Première partie
1920-1934
NAISSANCE D'UN NOUVEAU MODÈLE ÉDITORIAL

Chapitre I
L'héritage de la « Vieille Maison », 1920-1924 19

Chapitre II
La Bolchévisation
Enjeux politiques et organisation éditoriale, 1924-1934 29
Le livre au service de la révolution : Internationale communiste et organisations culturelles soviétiques 29
La Bolchévisation des éditions du PCF 35
Lénine, Marx, le roman soviétique : le domaine réservé du Komintern 41
Le sursaut de la direction française 51
La mutation du catalogue 58

Chapitre III
La diffusion et la lecture communistes 65
Une diffusion partisane « traditionnelle », 1921-1932 65
Le CDLP, une entreprise de diffusion politique moderne ? 70
Discours sur la lecture 74

Deuxième partie

1935-1939

VERS UNE CULTURE COMMUNISTE FRANÇAISE

Chapitre IV

Le tournant des éditions
Au service du Front populaire 83

Le Service d'éditions du Komintern et son réseau à la fin des années trente 83
Les Éditions françaises : nouveaux hommes, nouvelle politique, nouvelles tutelles 86
Un programme éditorial au service du Front populaire 93
1938-1939 : Retour en arrière 107
Intellectuels dans l'appareil éditorial : revues, auteurs et éditeurs 109

Chapitre V

Du militant au lecteur ?
Diffusion et lecture pendant le Front populaire 117

Une diffusion tous azimuts 117
Deux exemples de diffusion populaire 124
Face à la diffusion « bourgeoise » : modèle ou concurrent ? 131
Le lectorat du Front populaire 134
Lecture militante et divertissante : devoirs et droits du nouveau militant 136

Troisième partie

1939-1944

LA GUERRE DE PAPIER

Chapitre VI

1939-1941 : Sauvegarder le Parti 147

1939-1940 : L'année sans livres 147
1940-1941 : Le Parti communiste français, premier éditeur clandestin 156

Chapitre VII

Le PCF, l'agit-prop et la lutte armée, juin 1941-août 1944 167

L'appareil technique et éditorial au service de la lutte, 1941-1944 167
Face aux autres mouvements 175

Chapitre VIII
Préparer la victoire 187

Quatrième partie
1944-1956
ENTRE PROPAGANDE ET ÉDITION POLITIQUE

Chapitre IX
1944-1947 : Le temps des désillusions 197
Le PCF dans une France « épurée » ? L'exemple de la presse et l'édition 197
L'édition communiste, 1944-1947 : l'âge d'or ? 199
Le CDLP : un « Hachette des éditions de gauche » ? 212

Chapitre X
Éditer la Guerre froide 217
Culture, politique et économie 217
La direction et ses éditions 221
Officines de propagande ou maisons d'édition ? 226

Chapitre XI
Diffuser la Guerre froide 251
Entreprise de diffusion, organisations et commerce de librairie 251
Lire pendant la Guerre froide 260
La Bataille du livre et ses bibliothèques 265

Cinquième partie
1956-1968
LE PCF ET LE NOUVEL ÂGE D'OR DE L'ÉDITION POLITIQUE

Chapitre XII
Les années soixante
Années « politiques » de l'édition française ? 277

Chapitre XIII
Le PCF et ses éditions
Succès et crises de croissance 281
Le PCF et ses éditions : l'indifférence ? 281
Les Éditions sociales : l'heure de gloire 283

Les Éditeurs français réunis : l'étiage 296
Deux niches éditoriales : Cercle d'art et la Farandole 305

Chapitre XIV
Le CDLP, sur le seuil du marché du livre 311

Chapitre XV
De la lecture militante à la lecture publique, 1945-1970 317

Conclusion 327
Annexes 335
Sources et bibliographie 339
Index 345

H I S T O I R E

Marie-Cécile Bouju

Lire en communiste

Les Maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1968

Le Parti communiste français fut un éditeur prolixe. Cette facette d'une des forces politiques majeures de la France des années 1930 aux années 1980, est largement méconnue.

Son activité – 14 maisons d'édition, 2 entreprises de diffusion, un réseau de librairies et un catalogue riche de plus de 3 700 titres au début des années 1970 – est exceptionnelle dans l'histoire de l'édition française contemporaine. Initialement dévouées à l'agit-prop et aux manuels de formation pour les militants communistes, ces structures éditoriales se sont transformées peu à peu en « maisons d'édition » – Librairie de l'Humanité, Bureau d'Éditions, Éditions sociales internationales, Hier et Aujourd'hui, Bibliothèque française, Liberté, France d'Abord, Cercle d'art, Éditeurs français réunis, La Farandole… –, proposant essais, romans, livres pour enfant, livres d'art, accompagnant le PCF dans sa mutation en parti de masse. Mais ces évolutions ne sont pas toutes couronnées de réussite et l'attitude du PCF à l'égard de la lecture est longtemps ambivalente. De surcroît, le marché français du livre est loin d'être bienveillant à l'égard de ces maisons d'édition originales…

À partir de nombreuses sources variées et inédites, ce livre permet de redécouvrir une culture politique majeure, protéiforme, diffusée par un média rarement utilisé à cette échelle par des partis politiques, le livre.

Marie-Cécile Bouju, archiviste-paléographe et docteur en histoire, est conservateur des bibliothèques. Elle est chercheur associé au Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS-université de Caen).

En couverture : Vente de *Fils du peuple* à la Grande Combe (Gard) vers 1949, fonds Thorez-Vermeersh, arch. communale d'Ivry-sur-Seine.

Publié avec le soutien du CRHQ université Caen – Basse-Normandie

PUR Réseau des Universités Ouest Atlantique
www.pur-editions.fr

CRHQ UMR 6583

9 782753 512306
ISBN 978-2-7535-1230-6
20 €